Ville de Baie-Comeau

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE
[redacted]

Le 19 janvier 2024

[redacted]

Objet : Demande d'accès à l'information
Contrats G.M. Laplante et Gérard Murray pour la Ville de Baie-Comeau

[redacted]

La présente fait suite à votre demande d'accès reçue à nos bureaux le 2 janvier dernier relativement au sujet mentionné en titre.

Vous trouverez ci-joint les documents relatifs à votre demande.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q., c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Pour de plus amples informations, vous pouvez communiquer avec la soussignée.

Nous vous prions d'agréer, [redacted], l'expression de nos sentiments les meilleurs.

M[e] Clémence Richard, greffière adjointe

CR/cb

p. j

2, Place La Salle
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1K3
Téléphone : 418 296-8109
Télécopieur : 418 296-8194

Ville de Baie-Comeau

SERVICES TECHNIQUES

DOCUMENT D'APPEL D'OFFRES

No 2021-04

POSTE DE CHLORATION D'APPOINT
SECTEUR ST-GEORGES

Préparé par : Mathieu Boily, ing.
Ingénieur de projets
Division services techniques

MARS 2021

VILLE DE BAIE-COMEAU

DOCUMENT D'APPEL D'OFFRES No 2021-04

POSTE DE CHLORATION D'APPOINT
SECTEUR ST-GEORGES

TABLE DES MATIÈRES

Section A : Appel d'offres public..... A-1

Section B : Avis aux soumissionnaires ..... B-1 à B-27

Section C : Cahier des clauses administratives particulières ..... C-1 à C-4

Section D : Cahier des clauses techniques particulières..... 1 à 183

Section E : Formule de soumission..... E-1 à E-7

Section F : Attestation de Revenu Québec..... F-1 à F-2

Section G : Cahier des clauses administratives générales..... G-1 à G-31

PLANS

3143-30-EL101
3143-30-EL102
3143-30-EL103
3143-44-E01
3143-44-E02
3143-44-E03
3143-44-M01
3143-44-M02
3143-44-S01

Ville de Baie-Comeau

APPEL D'OFFRES 2021-04

POSTE DE CHLORATION – SECTEUR ST-GEORGES

Toute soumission doit, pour être validement considérée, être préparée sur la formule fournie par la Ville et être déposée au, 30, avenue Dollard-Des Ormeaux, Baie-Comeau, avant **15 h le jeudi 8 avril 2021.**

C'est à ces heure, date et endroit que les soumissions reçues seront ouvertes publiquement.

Les documents officiels de soumission sont disponibles sur le site du S.E.A.O. (www.seao.ca) et c'est à cet endroit que les soumissionnaires doivent se les procurer obligatoirement. Toute information relative à la soumission pourra être obtenue auprès de monsieur Michel Dionne par courriel (mdionne@ville.baie-comeau.qc.ca).

La Ville de Baie-Comeau ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et décline toute obligation ou responsabilité à l'égard des soumissionnaires.

Baie-Comeau, le 18 mars 2021

ORIGINAL SIGNÉ

ANNICK TREMBLAY, greffière et directrice des affaires juridiques

/am

SECTION « B »
AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES

TABLE DES MATIÈRES

1.0 PRÉPARATION DE LA SOUMISSION B-1
1.1 Frais de soumission B-1
1.2 Examen des documents et des lieux B-1
1.3 Renseignements oraux B-1
1.4 Prix et quantités B-1
1.4.1 Marché à prix unitaire B-1
1.4.2 Marché à prix forfaitaire B-2
1.5 Addenda B-2

2.0 RESPONSABLE DE L'APPEL D'OFFRES B-2

3.0 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION B-3
3.1 Conformité B-3
3.2 Admissibilité d'un soumissionnaire B-3
3.3 Formules de soumission B-3
3.4 Signature de la soumission B-3
3.5 Calendrier des travaux B-4
3.6 Envoi, réception et ouverture des soumissions B-4

4.0 ACCEPTATION DES SOUMISSIONS B-4

5.0 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES B-4

6.0 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS B-4

7.0 RETRAIT OU MODIFICATION DES SOUMISSIONS B-4

8.0 REMISE DES GARANTIES DE SOUMISSION B-5

9.0 GARANTIES - CONDITIONS GÉNÉRALES B-5
9.1 Garantie de soumission B-5
9.2 Garantie d'exécution et garantie des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services B-6

10.0 GARANTIES - CONDITIONS PARTICULIÈRES B-6

11.0 ASSURANCES - CONDITIONS GÉNÉRALES B-7
11.1 Dispositions applicables à toutes les assurances B-7

12.0 ASSURANCES REQUISES B-8

12.1Assurance responsabilité automobile B-8
12.2 Assurance matériel d'entrepreneur (assurance de biens) B-8
12.3 Assurance chantier B-8
12.4 Assurance responsabilité civile générale B-9

13.0 LIMITATION DE RECOURS B-10

14.0 GABARIT D'ENVELOPPE B-11

FORMULE « CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION » **B-12**

FORMULE « CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION » **B-13**

FORMULE « CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR POUR SALAIRES, MATÉRIAUX ET SERVICES » **B-14**

FORMULE ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES **B-15**

FORMULE ATTESTATION ASSURANCE DEVIS **B-16**

FORMULE « DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE » **B-17**

LETTRE D'ENGAGEMENT – ASSURANCE CHANTIER **B-21**

CERTIFICAT D'ASSURANCE **B-22**

DÉCLARATION RELATIVE À UNE CAUSE D'INADMISSIBILITÉ À CONTRACTER AVEC LA VILLE **B-25**

QUESTIONNAIRE DE NON-PARTICIPATION À L'APPEL D'OFFRES **B-26**

DÉCLARATION CONCERNANT LA REPRODUCTION DE DOCUMENTS CONTENUS DANS UNE SOUMISSION TRANSMISE EN SUPPORT PAPIER **B-27**

1.0 PRÉPARATION DE LA SOUMISSION

1.1 Frais de soumission

Le soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement relativement aux frais encourus pour la préparation de sa soumission, et ce, nonobstant qu'il obtienne ou non le contrat pour quelque cause que ce soit.

1.2 Examen des documents et des lieux

Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage et des risques inhérents aux travaux qu'il doit éventuellement exécuter, le soumissionnaire est tenu, avant de préparer sa soumission :

a) d'étudier soigneusement les documents de la soumission;

b) d'examiner les endroits où les travaux doivent être exécutés;

c) de faire un examen complet de la nature et de l'état des bâtiments, des constructions, des aménagements de terrain, des ouvrages, du sol, le tout qu'il soit indiqué ou non sur les plans fournis situés sur les lieux et à proximité;

d) de s'assurer des conditions générales de travail, de l'entreposage et des accès aux lieux.

1.3 Renseignements oraux

Aucun renseignement verbal obtenu relativement aux documents de la soumission n'engage la responsabilité de la Ville et de ses mandataires.

1.4 Prix et quantités

1.4.1 Marché à prix unitaire

a) Le prix unitaire soumis comprend la fourniture des matériaux et du matériel, la main-d'oeuvre et, d'une façon générale, tous les frais à encourir pour l'exécution, l'entretien et le parachèvement des travaux, ainsi que les profits, les frais généraux, les taxes (incluant la TPS et la TVQ) et toutes les autres dépenses inhérentes.

b) Le prix unitaire indiqué par le soumissionnaire dans le bordereau des prix est fixe pour la durée du marché. En cas d'erreur de multiplication ou d'addition dans l'établissement du montant total de la soumission, le prix unitaire prévaut et le montant total de la soumission est corrigé en conséquence.

   Dans les cas où le prix unitaire a été omis, la Ville reconstitue celui-ci en divisant le coût total de l'article du bordereau par la quantité de cet article.

c) Les quantités d'ouvrages indiquées au bordereau des prix ne sont que des prévisions. Par conséquent, quelle que puisse être la différence entre les quantités indiquées et les quantités réellement exécutées ou fournies, l'entrepreneur n'a droit qu'au paiement des quantités d'ouvrages réellement exécutées et des matériaux réellement fournis.

d) Le marché sera octroyé selon le montant total de la soumission tenant compte du paragraphe (b) du présent article.

1.4.2 Marché à prix forfaitaire

a) Le prix forfaitaire soumis comprend la fourniture des matériaux et du matériel, la main-d'oeuvre et, d'une façon générale, tous les frais à encourir pour l'exécution, l'entretien et le parachèvement des travaux, ainsi que les profits, les frais généraux, les taxes (incluant la TPS et la TVQ) et toutes les autres dépenses inhérentes.

b) Seul le prix forfaitaire indiqué par le soumissionnaire sur la formule de soumission est fixe pour la durée du marché. Quant aux autres montants indiqués, ils ne sont que des prévisions.

1.5 Addenda

S'il y a lieu d'expliquer, de modifier ou de compléter les documents de soumission déjà en circulation avant la date limite de réception des soumissions, ceux qui sont déjà en possession de ces documents en sont avisés par la Ville. Tout addenda doit être émis au moins trois (3) jours ouvrables avant la date limite de réception des soumissions, sinon cette date est alors reportée en conséquence. Tel addenda sera incorporé aux documents du marché et en fera partie intégrante.

2.0 RESPONSABLE DE L'APPEL D'OFFRES

Aux fins d'assurer une uniformité d'interprétation des documents d'appel d'offres, et pour faciliter les échanges d'information, la Ville désigne la seule personne suivante comme responsable de l'appel d'offres : monsieur Michel Dionne, et ce, exclusivement par courriel : mdionne@ville.baie-comeau.qc.ca

Aux fins du présent appel d'offres, et à moins d'indications contraires de sa part, la Ville oblige le soumissionnaire à s'adresser exclusivement au responsable de l'appel d'offres et à nulle autre personne. Tout manquement à cette obligation entraînera le rejet de la soumission.

3.0 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

3.1 Conformité

Le soumissionnaire doit présenter une soumission conforme à toutes les exigences du document d'appel d'offres.

L'entrepreneur doit fournir son NEQ ainsi que l'information nécessaire afin de démontrer qu'il est bien immatriculé auprès du registraire des entreprises du Québec. C'est sous ce nom que doit être déposée la soumission.

NEQ : _____

3.2 Admissibilité d'un soumissionnaire

Seuls les entrepreneurs qui possèdent la licence de la Régie du bâtiment du Québec dans la ou les catégories pertinentes et qui auront réquisitionné les documents de soumission à leur nom sont admis à soumissionner. Les entrepreneurs ne fournissant pas cette preuve de détention d'une licence valide lors de l'ouverture de leur soumission devront, à défaut, fournir celle-ci dans les cinq (5) jours sous peine de rejet automatique.

3.3 Formules de soumission

3.3.1 La soumission doit être complétée sur la formule fournie par la Ville et expédiée sous pli cacheté, et doit contenir un (1) original et deux (2) copies. La soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville.

3.3.2 Toute rature faite sur la formule de soumission doit être paraphée par le ou les signataires de la soumission.

3.4 Signature de la soumission

3.4.1 Si le soumissionnaire agit seul, sous son nom propre ou sous un autre nom, et que son entreprise n'est pas incorporée en vertu de la loi, il doit lui-même signer la soumission.

3.4.2 Si le soumissionnaire est une société non incorporée en vertu de la loi, tous les sociétaires doivent signer la soumission et fournir une copie du certificat d'immatriculation de la Société.

3.4.3 Dans le cas des soumissionnaires mentionnés aux articles 3.4.1 et 3.4.2, la soumission peut être également signée par un mandataire dûment autorisé et la preuve du mandat devra accompagner la soumission.

3.4.4 Si le soumissionnaire est une compagnie constituée en corporation en vertu de la loi, la soumission doit être accompagnée d'une copie certifiée d'une résolution du conseil d'administration autorisant la ou les personnes indiquées à préparer et à signer la soumission et tout autre document requis par la Ville.

La résolution doit contenir les noms, prénoms et fonctions de ces personnes reconnues par la compagnie.

3.5 Calendrier des travaux

Si exigé par la Ville, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission un échéancier des travaux.

3.6 Envoi, réception et ouverture des soumissions

3.6.1 Quel que soit le mode d'expédition que le soumissionnaire choisit d'adopter, toute soumission doit, pour être validement reçue, se trouver physiquement, le jour fixé et à l'heure fixée pour son ouverture, entre les mains du responsable désigné par la Ville de Baie-Comeau, sous pli cacheté à l'endroit, à la date et à l'heure désignés par celle-ci dans la demande de soumission.

3.6.2 Toutes les soumissions seront ouvertes publiquement par le maître de l'ouvrage ou son responsable de l'appel d'offres en présence d'au moins un témoin, aux date, heure et lieu mentionnés dans le présent appel d'offres.

4.0 ACCEPTATION DES SOUMISSIONS

La Ville n'est pas tenue d'accepter la plus basse ni aucune autre des soumissions.

La Ville peut passer outre à tout vice de forme mineure ou défaut mineur que peut contenir la soumission.

5.0 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le soumissionnaire, à la demande de la Ville, doit joindre à sa soumission une brève description des travaux similaires qu'il a exécutés. Le soumissionnaire doit être prêt à produire tout autre document nécessaire établissant ses titres et qualités, s'il est prié de le faire.

6.0 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

Toute soumission est valide pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'ouverture des soumissions.

7.0 RETRAIT OU MODIFICATION DES SOUMISSIONS

Le soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer sa soumission pendant les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'ouverture des soumissions.

Si durant cette période le plus bas soumissionnaire conforme retire sa soumission que le marché ait été ou non adjugé par la Ville, cette dernière conserve, à titre de dommages et intérêts, le dépôt de garantie de soumission

qu'elle pourra encaisser immédiatement et elle pourra réclamer la différence entre le montant de sa soumission et le montant de la soumission subséquemment acceptée.

8.0 REMISE DES GARANTIES DE SOUMISSION

La Ville remet les garanties de soumission aux soumissionnaires autres que les trois (3) plus bas soumissionnaires conformes, et ce, le plus rapidement possible suivant la date de l'ouverture des soumissions.

Cette remise ne libère les soumissionnaires d'aucune des obligations contenues dans leur soumission.

Les garanties de soumission des deux (2) soumissionnaires non choisis leur sont retournées immédiatement après l'adjudication du marché par le maître de l'ouvrage.

Seul le chèque de l'adjudicataire est conservé comme garantie et peut être encaissé.

En cas de rejet des soumissions, les garanties de soumission des trois (3) plus bas soumissionnaires leur sont retournées.

9.0 GARANTIES - CONDITIONS GÉNÉRALES

La valeur du marché par laquelle la valeur des différentes garanties est déterminée est le montant d'adjudication du marché auquel on ajoute le montant des taxes applicables.

9.1 Garantie de soumission

Toute soumission doit être accompagnée d'une garantie consistant, soit en un chèque visé ou en un cautionnement de soumission égal à 10 % du montant de la soumission, adressé à la Ville de Baie-Comeau. Dans le cas où la soumission soit à option, le montant du chèque visé ou du cautionnement de soumissions devra être égal à 10 % du montant de l'option la plus élevée.

a) Si cette garantie est sous forme de chèque visé, le chèque doit être émis à l'ordre de la Ville de Baie-Comeau et tiré sur un compte inscrit dans une institution financière faisant affaire au Québec.

b) Si cette garantie est sous forme de cautionnement, ce cautionnement doit être émis par une compagnie d'assurance autorisée par l'Inspecteur général des institutions financières et doit être conforme au formulaire de la Ville de Baie-Comeau « Cautionnement de soumission ».

9.2 Garantie d'exécution et garantie des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services

Dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du marché, l'entrepreneur doit remplacer sa garantie de soumission par une garantie d'exécution du marché et une garantie des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services représentant respectivement et individuellement 50 % du coût total du marché incluant toutes taxes applicables.

Les deux cautionnements mentionnés au paragraphe ci-dessus peuvent être remplacés par un chèque visé, tiré sur une banque à charte du Canada ou une Caisse Populaire pour un montant égal à 10 % du montant de la soumission, adressé à la Ville de Baie-Comeau. Ce chèque sera conservé pour toute la durée du contrat en garantie de la complète exécution des travaux.

Lorsque la garantie de soumission est constituée d'un chèque visé, celui-ci est retourné à l'entrepreneur en échange des garanties énoncées précédemment.

L'entrepreneur est avisé de la valeur précise du cautionnement à l'adjudication du contrat et il doit, dans les quinze (15) jours suivant la demande écrite, fournir à la Ville l'original du cautionnement.

L'entrepreneur doit maintenir en vigueur, à la satisfaction de la Ville, tous les cautionnements tant qu'il n'a pas rempli toutes ses obligations contractuelles et la Ville peut en tout temps exiger que l'entrepreneur lui fournisse la preuve que les cautionnements sont en vigueur.

Ces cautionnements doivent être émis par une compagnie d'assurance autorisée par l'Inspecteur général des institutions financières et doivent être conformes au texte du formulaire de la ville de Baie-Comeau « Cautionnement d'exécution » et « Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services » qui figurent en annexe de la présente section.

En cas de défaut de fournir les garanties requises dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du marché, la Ville pourra octroyer le marché au plus bas soumissionnaire suivant conforme. Également, la Ville conservera, à titre de dommages et intérêts, le dépôt de garantie de soumission qu'elle pourra encaisser immédiatement, et elle pourra réclamer la différence entre le montant de sa soumission et le montant de la soumission subséquemment acceptée.

10.0 GARANTIES - CONDITIONS PARTICULIÈRES

Les conditions particulières relatives aux garanties seront contenues, s'il y a lieu, dans le document des clauses administratives particulières ou dans les addendas.

11.0 ASSURANCES - CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Dispositions applicables à toutes les assurances

L'entrepreneur devra détenir, au moment du dépôt de sa soumission, une ou des polices d'assurance émises par une compagnie d'assurance reconnue par l'Autorité des marchés financiers, incluant les exigences qui y sont afférentes et conformes au présent cahier des charges.

Une attestation d'assurance émise en conformité avec la présente demande doit être transmise à la Ville au moment du dépôt de la soumission. Toute attestation d'assurance prévoyant que cette dernière ne peut engager l'assureur ou son représentant et qu'elle ne confère aucun droit à son détenteur pourrait entraîner le rejet de la soumission. La Ville se réserve le droit d'exiger une copie des polices d'assurance requises de l'entrepreneur conséquemment à l'attribution du marché.

Suite à l'octroi de l'appel d'offres et avant le début des travaux, incluant au moment de la prise d'effet de l'assurance ou de son renouvellement, de sa modification ou de sa prolongation, en tout ou en partie, l'entrepreneur doit confirmer promptement à la Ville et à sa satisfaction la couverture acquise et lui fournir, sur demande, une copie conforme des polices certifiée par le représentant autorisé de l'assureur, y compris une copie de tout avenant modificatif.

Le paiement des primes et des franchises est à la charge entière de l'entrepreneur. La Ville se réserve le droit d'exiger une copie des factures émises par le représentant de l'assureur en regard de la facturation des primes.

Si l'entrepreneur ne remplit pas son obligation de fournir et de maintenir en vigueur et payer les assurances requises, la Ville a le droit d'obtenir cette assurance et de la maintenir en vigueur, ce dont il doit informer l'entrepreneur. Celui-ci doit alors, sur demande, payer cette assurance à la Ville qui peut aussi en déduire le coût des sommes qui sont dues à l'entrepreneur ou arriveront à échéance.

L'assureur doit également s'engager à faire parvenir un avis écrit à la Ville trente (30) jours avant que ne soit diminuée, résiliée ou annulée la protection accordée en vertu de toute police d'assurance requise.

Tous les avis, les certificats ou toutes correspondances de l'assureur à la Ville de Baie-Comeau seront adressés à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2
À l'attention de M. Michel Dionne

12.0 ASSURANCES REQUISES

12.1 Assurance responsabilité automobile

L'entrepreneur doit détenir une assurance responsabilité automobile selon une formule FPQ n° 1 pour les véhicules propriétés de l'entrepreneur en vigueur de la date du début du mandat jusqu'à la date du certificat final de paiement. Une limite minimale de 1 000 000 $ par sinistre est demandée.

12.2 Assurance matériel d'entrepreneur (assurance de biens)

L'entrepreneur doit détenir une assurance du matériel de l'entrepreneur pour ses équipements et matériel d'entrepreneur selon une formule « tous risques ». Cette assurance couvrant le matériel de construction dont l'entrepreneur se sert pour l'exécution des travaux doit être établie à des conditions acceptables par la Ville et ne doit pas permettre de recours subrogatoires de la part de l'assureur contre la Ville. Si l'entrepreneur peut présenter une preuve satisfaisante de sa capacité financière à s'assurer lui-même, la Ville peut consentir à l'exempter de l'exigence de fournir une assurance couvrant son matériel.

12.3 Assurance chantier

L'entrepreneur doit détenir une police d'assurance chantier offrant une protection « tous risques » incluant les risques de tremblement de terre et d'inondation pour une limite égale par sinistre à 110 % du prix du contrat et de la pleine valeur des produits et services de conception qui doivent être fournis par la Ville pour être incorporés à l'ouvrage.

La couverture d'assurance fournie ne doit pas être moindre que celle du formulaire n° 4042 du Bureau d'assurance du Canada, auquel s'ajoutent les risques d'inondation et de tremblement de terre ou selon un formulaire substantiellement équivalent ou plus étendu.

Cette police inclura comme coassurés : la Ville, l'entrepreneur et tous les entrepreneurs spécialisés et sous-entrepreneurs.

La protection commence avec le début des travaux et se termine à l'acceptation provisoire des travaux par la Ville.

La franchise par sinistre doit être d'un maximum de 100 000 $ en cas de tremblement de terre, de 25 000 $ en cas d'inondation et de 5 000 $ pour autre cas de sinistre. Si l'entrepreneur peut présenter une preuve satisfaisante de sa capacité financière, la Ville peut consentir à ce que le montant de la franchise soit plus élevé.

La police devra notamment inclure :

- Les biens dont l'entrepreneur est responsable, les matériaux destinés à la réfection, la construction, l'installation ou la réparation des biens faisant l'objet du contrat.

- Une clause permettant à la Ville d'occuper les lieux avant l'acceptation provisoire des travaux.
- Les biens hors des lieux, selon la valeur appropriée des biens évaluée par l'entrepreneur;
- Les biens en cours de transport, selon la valeur appropriée des biens en transport évaluée par l'entrepreneur.
- La garantie pour les dispositions légales, formule globale si le projet inclut les parties existantes de l'ouvrage.
- La garantie pour les frais de dépollution du sol et de l'eau pour une limite de 100 000 $.
- Les lieux vacants, inoccupés ou fermés plus de 30 jours consécutifs.
- Les frais de déblai pour une limite de 50 000 $.
- Le remplacement sur les mêmes lieux ou sur tout autre lieu appartenant à la Ville.
- La garantie des coûts accessoires pour une limite de 25 000 $ par sinistre.
- La garantie pour les frais de délai de mise en activité (frais supplémentaires) pour une limite de 25 000 $.
- La garantie des tests et essais (formule étendue de bris de machines). La garantie ne devra pas comporter de limitation par période de temps pour les tests et essais et devra être incluse dans l'assurance chantier ou faire l'objet d'un contrat d'assurance distinct de bris de machines.

12.4 Assurance responsabilité civile générale

L'entrepreneur doit détenir une police d'assurance responsabilité civile générale offrant une protection notamment pour les blessures corporelles, les dommages matériels et le préjudice personnel, pour une limite minimum de 2 000 000 $ par sinistre et par période d'assurance.

La couverture d'assurance fournie ne doit pas être moindre que celle du formulaire n° 2100 du Bureau d'assurance du Canada ou selon un formulaire substantiellement équivalent ou plus étendu.

Cette police devra inclure la Ville comme assurée additionnelle.

Pour atteindre la limite exigée, une combinaison de limite d'assurance responsabilité civile générale et d'assurance responsabilité excédentaire (Umbrella) sera acceptable.

La protection commence avec le début des travaux et se termine à l'acceptation finale des travaux par la Ville.

La franchise doit être d'un maximum de 10 000 $ par sinistre. Si l'entrepreneur peut présenter une preuve satisfaisante de sa capacité financière, la Ville peut consentir à ce que le montant de la franchise soit plus élevé.
La police devra notamment inclure :

- Une clause permettant à la Ville d'occuper les lieux avant l'acceptation finale des travaux.
- La responsabilité assumée par contrat.
- La responsabilité automobile des non-propriétaires pour une limite de 2 000 000 $ par sinistre.
- La responsabilité pour l'enlèvement d'un support naturel ou non.
- Une clause d'individualité de la garantie.
- La responsabilité indirecte des entrepreneurs.
- La responsabilité pour les travaux à chaud.
- La responsabilité pour le risque d'effondrement.
- La responsabilité pour le risque de pollution découlant des travaux. Une garantie de type « 120 heures » est acceptable.
- La responsabilité pour les travaux d'enfoncement de pieux, si applicable dans le cadre des travaux.
- La responsabilité pour les travaux en sous-œuvre, si applicables dans le cadre des travaux.
- La responsabilité pour les travaux en caisson, si applicable dans le cadre des travaux.
- La responsabilité pour les travaux de dynamitage ou usage d'explosifs, si applicable dans le cadre des travaux.
- La responsabilité pour la compaction dynamique, si applicable dans le cadre des travaux.
- La responsabilité locative pour une limite de 500 000 $ par sinistre, selon une formule « tous risques », dans le cas où l'entrepreneur est locataire de locaux de la Ville dans le cadre de ses travaux.
- La responsabilité pour les embarcations de plus de 8 mètres et de plus de 75 HP, si applicable dans le cadre des travaux.
- La responsabilité pour les travaux impliquant l'amiante, si applicable dans le cadre des travaux.

13.0 LIMITATION DE RECOURS

Les soumissionnaires comprennent et acceptent que les délais d'octroi du contrat et de réalisation des travaux visés par l'appel d'offres sont une considération essentielle vu la nature d'intérêt public de ces travaux. En conséquence, par le dépôt d'une soumission signée, les soumissionnaires renoncent irrévocablement à quelques recours visant à changer, annuler ou suspendre la décision de la Ville de Baie-Comeau quant à l'octroi d'un contrat au terme de l'appel d'offres ou quant à l'annulation de l'appel d'offres, incluant tout recours en injonction, en nullité ou en jugement déclaratoire, et ce, relativement à toute décision ou geste ayant un impact sur l'équité du processus d'appel d'offres et/ou sur le choix de l'adjudicataire, dans le cadre, notamment, de la préparation des documents d'appel d'offres ou de l'analyse, la pondération, le rejet ou l'acceptation de la soumission de tout soumissionnaire.

Les soumissionnaires acceptent également, eu égard à ce qui précède, de limiter toute réclamation monétaire visant la Ville de Baie-Comeau, ses dirigeants, employés et représentants, incluant le consultant, à un montant représentant les frais de préparation de leur soumission et limité dans tous les cas à un maximum de 0,5 % du montant de celle-ci, en compensation pour tous dommages et intérêts, de quelque nature que ce soit, incluant toutes pertes de revenus escomptés et tous dommages matériels, moraux, punitifs, exemplaires ou autres.

14.0 GABARIT D'ENVELOPPE

Veuillez utiliser le gabarit suivant pour identifier votre enveloppe de retour.

Appel d'offres no : _____

Nom de la soumission :

_____
_____
_____

Ville de Baie-Comeau
Division approvisionnement
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

Ville de Baie-Comeau

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Nº : _____

1. La _____
(nom de la compagnie d'assurance)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à :

_____
(adresse)

ici représentée par : _____
(nom et titre)

Ci après appelée la « CAUTION », après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à : _____
(nom du maître de l'ouvrage)

Ci-après appelé le « MAÎTRE DE L'OUVRAGE »,

le _____ 20 _____ par _____
(date) (nom du soumissionnaire)

ici représenté par : _____
(nom et titre)

dûment autorisé, ci-après appelé « L'ENTREPRENEUR », pour

_____

_____
(description du marché)

se porte caution de L'ENTREPRENEUR, envers le MAÎTRE DE L'OUVRAGE, aux conditions ci-dessous.

La CAUTION et L'ENTREPRENEUR, en cas du retrait de la soumission conforme ayant le prix le plus bas par l'entrepreneur, entre le moment de l'ouverture des soumissions et le moment où l'offre contenue dans la soumission est acceptée par résolution du MAÎTRE DE L'OUVRAGE, ou en cas de défaut par L'ENTREPRENEUR de fournir, dans les délais requis, les garanties demandées par le MAÎTRE DE L'OUVRAGE dans les document du contrat, pour quelque raison que ce soit, et après qu'un avis lui aura été donné, s'obligent à payer au MAÎTRE DE L'OUVRAGE la différence en argent entre, d'une part, le montant de la soumission (incluant les taxes) présentée par cet ENTREPRENEUR et d'autre part, le montant du contrat (incluant les taxes) que le MAÎTRE DE L'OUVRAGE conclut légalement avec une autre personne pour l'exécution des travaux, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à un montant ou total de :

_____ dollars ($)

La Caution s'engage à fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et des services conformes aux formulaires inclues dans l'annexe A « Formulaires » si l'Entrepreneur conclut un contrat avec le Maître de l'ouvrage. Chacun de ces cautionnements sera établi à un montant de cinquante pour cent (50 %) du prix du contrat, incluant les taxes applicables.

L'ENTREPRENEUR dont la soumission a été acceptée doit en être avisé dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date limite de réception des soumissions, sans quoi la présente obligation est nulle.

2. La CAUTION et L'ENTREPRENEUR ne seront pas responsables d'un montant supérieur à la somme spécifiée dans le présent cautionnement ou montant total de :

3. Toute procédure judiciaire résultant du présent cautionnement doit être intentée dans les trente-six (36) mois de la date des présentes dans le district judiciaire choisi par le MAÎTRE DE L'OUVRAGE.

4. La CAUTION renonce au bénéfice de discussion.

5. Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

6.
L'ENTREPRENEUR intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle.

EN FOI DE QUOI, la CAUTION et L'ENTREPRENEUR, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à :

_____ le _____ jour de _____ 20 _____

_____ _____
(témoin) (l'entrepreneur)

_____ _____
(témoin) (la caution)

Ville de Baie-Comeau

CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

1. La _____ ,
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à _____

_____
(adresse)

ici représentée par _____
(nom et titre)

dûment autorisée, ci-après appelée la « CAUTION »,

après avoir pris connaissance d'une soumission dûment acceptée le _____ 20____

par _____
(nom du maître de l'ouvrage)

ci-après appelé le « MAÎTRE DE L'OUVRAGE », pour

_____
(description des travaux et endroit)

en vue d'un marché entre le MAÎTRE DE L'OUVRAGE et _____,

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à _____

_____,
(adresse)

ici représenté par _____,
(nom et titre)

dûment autorisé, ci-après appelé « L'ENTREPRENEUR »,

s'oblige solidairement avec L'ENTREPRENEUR envers le MAÎTRE DE L'OUVRAGE à exécuter le marché ci-dessus décrit conformément au marché, la CAUTION ne pouvant en aucun cas être appelée à payer plus que

_____ dollars ($)
(montant en lettres)

représentant cinquante pour cent (50 %) du prix du contrat, incluant les taxes applicables

2. La CAUTION consent à ce que le MAÎTRE DE L'OUVRAGE et L'ENTREPRENEUR puissent, en tout temps, faire des modifications au marché, sous réserve du droit de la Caution d'en être informée, sur demande; elle consent également à ce que le MAÎTRE DE L'OUVRAGE accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.
3. En cas d'inexécution du marché par L'ENTREPRENEUR, incluant les garanties, la CAUTION entreprend et poursuit l'exécution du marché dans les trente (30) jours de l'avis qui lui est donné par le MAÎTRE DE L'OUVRAGE ou son représentant selon lequel l'entrepreneur est en défaut, à défaut de quoi le MAÎTRE DE L'OUVRAGE peut faire compléter ces travaux et la CAUTION doit lui payer tout excédent du prix arrêté avec L'ENTREPRENEUR pour l'exécution du marché.
4. Toute poursuite en exécution du présent cautionnement peut être intentée dans le district judiciaire choisi par le MAÎTRE DE L'OUVRAGE. Telle poursuite doit être intentée dans les trente-six (36) mois qui suivent la date du décompte définitif des travaux faits en exécution du marché.
5. Le présent cautionnement couvre tout défaut dénoncé par un avis écrit du Maître de l'ouvrage à l'Entrepreneur avant la fin de la deuxième année suivant la réception de l'ouvrage au sens de l'article 2110 du *Code civil du Québec* (réception provisoire).
6. Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.
7. La CAUTION ne sera pas responsable d'un montant supérieur à la somme spécifiée au présent cautionnement.
8. L'ENTREPRENEUR intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle.

EN FOI DE QUOI, la CAUTION et L'ENTREPRENEUR, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

_____ , le _____ jour de _____20____.

_____ _____
(témoin) (l'entrepreneur)

_____ _____
(témoin) (caution)

Ville de Baie-Comeau

CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR
POUR LE PAIMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET DES SERVICES

1. La : _____
(nom de la compagnie d'assurance)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à : _____

_____
(adresse)

ici représentée par : _____
(nom et titre)

dûment autorisé, ci-après appelée la CAUTION, après avoir pris connaissance d'une soumission dûment acceptée le :

_____ 20 _____
(date)

par : _____
(nom du maître de l'ouvrage)

ci-après appelé le MAÎTRE DE L'OUVRAGE, pour :

_____
(description des travaux et endroit)

en vue d'un marché entre le MAÎTRE DE L'OUVRAGE et : _____

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à :

_____
(adresse)

ici représenté par : _____
(nom et titre)

dûment autorisé, ci-après appelé L'ENTREPRENEUR, s'engage envers le MAÎTRE DE L'OUVRAGE, à payer directement les créanciers définis ci-après, la CAUTION ne pouvant être appelée à payer plus qu'un montant total de :

_____ dollars (_____ $)
(montant en lettres)
Représentant cinquante pour cent (50 %) du prix du contrat, incluant les taxes applicables.

2. **Par créancier, on entend :**
a) tout sous-traitant de l'ENTREPRENEUR;
b) toute personne, physique ou morale, qui vend ou loue à L'ENTREPRENEUR ou à ses sous-traitants des services, du matériel ou des matériaux destinés exclusivement aux travaux. Le prix de location du matériel est déterminé uniquement selon le recueil Taux de location de machinerie lourde avec opérateur et équipements divers de la Direction générale des acquisitions du Centre de services partagés du Québec (CSPQ), dont l'édition date de moins de deux (2) ans;
c) tout fournisseur de matériaux conformes au devis et spécialement préparés pour ces travaux;
d) la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), en ce qui concerne ses cotisations**;**
e) La Commission de la construction du Québec (CCQ).

3. **LA CAUTION consent à ce que le MAÎTRE DE L'OUVRAGE ET L'ENTREPRENEUR puissent, en tout temps, faire des modifications au marché, sous réserve du droit de la Caution d'en être informée, sur demande; elle consent également à ce que le MAÎTRE DE L'OUVRAGE accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.**

4. **a**) Sous réserve du paragraphe c) ci-dessous, aucun créancier n'a de recours direct contre la CAUTION que s'il lui a adressé, ainsi qu'à L'ENTREPRENEUR, une demande de paiement dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel.
b) Tout créancier qui n'a pas un marché directement avec L'ENTREPRENEUR n'a de recours direct contre la CAUTION que s'il a donné avis de son marché à L'ENTREPRENEUR, par écrit, dans un délai de soixante (60) jours du début de la location ou de la livraison des services, des matériaux ou du matériel, l'avis devant indiquer l'ouvrage en cause, la nature et la valeur marchande, le nom du sous-traitant et celui du MAÎTRE DE L'OUVRAGE.
c) Aucun créancier n'a de recours direct contre la CAUTION pour les retenues qui lui sont imposées par L'ENTREPRENEUR, que s'il a adressé une demande de paiement à la CAUTION et à L'ENTREPRENEUR dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle ces retenues étaient exigibles.

5. **Tout créancier peut poursuivre la CAUTION après l'expiration des soixante (60) jours qui suivent l'avis prévu dans l'article 4 ci-dessus, pourvu que :**
a) la poursuite ne soit pas intentée avant les quatre-vingt-dix (90) jours de la date à laquelle les travaux ont été exécutés ou de la date à laquelle les derniers services, matériaux ou matériel ont été fournis;
b) la poursuite soit signifiée dans les trente-six (36) mois à compter de la date à laquelle L'ENTREPRENEUR a cessé ses travaux en exécution dudit marché.

6. **Tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes aura pour effet de réduire d'autant le montant du présent cautionnement.**

7. **L'ENTREPRENEUR intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de le faire, la présente obligation est nulle**

EN FOI DE QUOI, la CAUTION et L'ENTREPRENEUR, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à : _____
le _____ jour de 20_____

_____ _____
(témoin) (entrepreneur)

_____ _____
(témoin) (caution)

Ville de Baie-Comeau

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES
ASSUREUR

Police no : _____

Agent ou courtier : _____

Moyennant le paiement de la prime et aux conditions du contrat, nous vous accordons les garanties énoncées ci-dessous.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

1. Assuré _____

Adresse postale _____

_____

2. Durée du contrat

	Année	Mois	Jour		Année	Mois	Jour	à 0 h 1 heure normale,		
Du				au				Du	au	à l'adresse ci-dessus

3. Montants de garantie

_____ $	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
par période d'assurance	par sinistre	dans le cas du préjudice personnel	par situation dans le cas de la responsabilité locative	par personne dans le cas des frais médicaux

4. Qualité juridique

☐ **Personne physique** ☐ **Coentreprise** ☐ **Société en nom collectif**

☐ **Personne morale (autre qu'une société en nom collectif ou une coentreprise)**

5. Nature des activités : _____

6. Situation de tous les lieux dont vous êtres propriétaire, locataire ou occupant :

_____

_____

7. Catégorie	**Code no**	**Base de tarification**	**Taux**	**Prime provisionnelle**

8. Prime totale : _____

9. Avenants : _____

Contresigné le : _____ **Par** _____
(Agent qualifié)

_____
(Signature de l'assureur)

Ville de Baie-Comeau

ATTESTATION D'ASSURANCE DU DEVIS

(Pour utilisation avec le formulaire « Assurance de la responsabilité civile des entreprises »)

Assureur : _____

Adresse postale : _____

Assuré : _____

Adresse postale _____

Le présent document atteste à _____

(titulaire)

que les assurances énumérées dans le tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

Description du projet : _____

_____

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du ou des contrats	Police no	Expiration année-mois-jour	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalant à celle énoncée à la garantie A – dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance, du texte de la police d'assurance de la responsabilité civile des entreprises auquel le présent avenant est annexé.		/ /	**Tous dommages confondus** $, par sinistre $, par période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires		/ /	$, par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. **Responsabilité civile des entreprises**

   Le texte dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

   N.B. Le texte du formulaire de la police d'assurance de la responsabilité civile des entreprises auxquelles le présent avenant est spécifiquement assujetti peut comporter des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

   Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertises, d'étude de cahier de charges ou de devis.

   La franchise stipulée dans le contrat, le cas échéant, ne s'appliquera pas à la garantie accordée au titulaire.

2. **Responsabilité civile automobile des non-propriétaires**

   La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'applique lors du sinistre.

Sauf en ce qui a trait à la réduction des limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, à l'adresse ci-dessus mentionnée, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou toute résiliation de ces assurances.

Toutes les autres clauses du ou des contrats demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet le _____ 20 _____ à 0 h 1 heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Le _____ 20 _____ Par _____

Ville de Baie-Comeau

DECLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

Ce document doit être signé et assermenté lors du dépôt de la soumission

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la «soumission») à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

pour :

POSTE DE CHLORATION D'APPOINT
SECTEUR ST-GEORGES

Appel d'offres 2021-04

suite à l'appel d'offres (ci-après l'«appel d'offres») lancé par :

Ville de Baie-Comeau

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de _____

que : _____
(Nom du soumissionnaire [ci-après le « soumissionnaire »])

1) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration;

2) je sais que la soumission ci-jointe peut être disqualifiée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;

3) je sais que le contrat, s'il m'est octroyé (e), peut être résilié si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards ;

4) je suis autorisé (e) par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe et je joins ma résolution.

5) toutes les personnes dont les noms apparaissent sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;

6) aux fins de la présente déclaration et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot «concurrent» s'entend de tout organisme ou personne, autre que le présent soumissionnaire:

   (a) qui a été invité (e) par l'appel d'offres à présenter une soumission;

   (b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;

7) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

   (a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent; ☐

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements; ☐

8) sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;
(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;
(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;
(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;

à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

9) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par la ville ou spécifiquement divulgués conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

10) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit lors de l'octroi du contrat, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer en conformité avec l'alinéa 7(b).

11) Le soumissionnaire déclare, qu'à sa connaissance et après vérifications sérieuses, qu'aucune tentative d'influence, manœuvre d'influence ou pression indue ou tentative d'obtenir de l'information relative à un appel d'offres auprès du comité de sélection n'a été effectuée à aucun moment, par lui, un de ses employés, dirigeants, administrateurs ou actionnaires, et ce, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier sa soumission ;

12) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a en aucun moment, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., C. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité pour quelque motif que ce soit ; ☐

(b) qu'il a, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., C. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité suit : ☐

_____

_____

_____

Pour les motifs suivants :

_____

_____

_____

13) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il est un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., C. T-11.011) tel qu'il appert de la preuve jointe à la présente attestation ☐

(b) qu'il n'est pas un lobbyiste enregistré au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., C. T-11.011) ☐

14) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a personnellement, ni aucun de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants, de liens familiaux, financiers, d'affaires ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou des membres du conseil, un ou des dirigeants ou un ou des employés de la Ville ; ☐

(b) qu'il a personnellement ou par le biais de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants des liens familiaux, financiers ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec les membres du conseil, les dirigeants ou employés suivants de la ville : ☐

Noms	**Nature du lien ou de l'intérêt**

15) Le soumissionnaire déclare que lui-même, ses sous-traitants, ses filiales ou sociétés apparentées ne retiendront, en aucun moment pendant une période d'un (1) an suivant la fin du contrat octroyé, les services d'un employé ou dirigeant de la ville ainsi que les membres du conseil municipal ayant participé à l'élaboration d'appel d'offres ainsi que les membres du conseil municipal.

_____
(Nom de la personne autorisée par le soumissionnaire)

_____
(Titre)

_____ _____
(Signature) (Date)

Assermenté(e) devant moi à _____

ce _____e jour de _____ 20__

_____
Commissaire à l'assermentation

_____
District

Ville de Baie-Comeau

LETTRE D'ENGAGEMENT
ASSURANCE CHANTIER

Nous soussignés, à titre de représentants autorisés de la compagnie d'assurance _____, nous engageons à faire émettre une police d'assurance chantier conforme à la demande énoncée à l'article _____, du cahier des charges que nous avons reçu.

_____
Nom de la firme ou de l'assureur

_____ _____
Nom du représentant Signature

_____
Date

Ville de Baie-Comeau

CERTIFICAT D'ASSURANCE

DESCRIPTION DU PROJET

ASSURÉ NOMMÉ ET ENTREPRENEUR

ASSURÉ ADDITIONNEL

Ville de Baie-Comeau

CO-ASSURÉ (Assurance chantier, assurance responsabilité civile « wrap-up»)

Ville de Baie-Comeau, l'entrepreneur, tous les entrepreneurs spécialisés et sous-entrepreneurs

Les assureurs nommés ci-dessous attestent que les polices d'assurance suivantes sont présentement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'Assuré, et dans le respect des exigences demandées à l'Assuré par la Ville de Baie-Comeau (ci-après Ville). Chacune des polices renferme les garanties et dispositions spécifiées au document d'appel d'offres et chaque police a été amendée pour couvrir la Ville en tant qu'Assuré. Les assureurs conviennent de donner un préavis de trente (30) jours à la Ville en cas de changement visant les garanties d'assurance, les conditions ou l'annulation de n'importe quelle police ou garantie. Un avenant a été émis pour chacune des polices établissant qu'aucun acte, action, omission ou déclaration de la part de l'Assuré ou l'un de ses employés, administrateurs ou dirigeants qui pourrait annuler la police ou compromettre le paiement d'une réclamation ne portera préjudice aux droits de la Ville en vertu de ces polices. De plus, chacune des polices comporte une clause à l'effet que les assureurs renoncent à leur droit subrogatoire contre la Ville, ses employés, dirigeants et administrateurs.

COURTIER

Nom de la firme

Adresse

Ville | Province

Nom du représentant | Téléphone | Date

Le signataire du présent certificat déclare qu'il est autorisé à signer pour le compte de l'assureur ou les assureurs ci-dessus désignés

Ville de Baie-Comeau

CERTIFICAT D'ASSURANCE

POLICE D'ASSURANCE						
Type et garanties (cochez l'assurance et les garanties applicables)	**Assureur**	**Numéro**	**Date d'effet**	**Date d'expiration**	**Franchise**	**Limite de garantie**
☐ **CHANTIERS** ☐ Formule « tous risques » incluant inondation, tremblement de terre et refoulement des égouts ☐ Dispositions légales, formule globale ☐ Valeur de remplacement sur les mêmes lieux ou tous autres lieux appartenant à la Ville ☐ Permission d'occuper les lieux pendant les travaux avant acceptation provisoire ☐ Délais de mise en opération ☐ Coûts accessoires ☐ Biens en cours de transport ☐ Frais de dépollution du sol et de l'eau ☐ Lieux vacants, inoccupés ou fermés + 30 jours consécutifs ☐ Frais de déblais ☐ Partie existante de l'ouvrage ☐ Tests et essais					$	$ par sinistre
☐ **RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE** ☐ Lieux et Opérations ☐ Dommages matériels formule étendue ☐ Affaiblissement/enlèvement support naturel ou non ☐ Produits/après travaux ☐ Préjudice personnel ☐ Responsabilité assumée par contrat ☐ Contingente/indirecte des sous-traitants et entrepreneurs ☐ Responsabilité réciproque / individualité de la garantie ☐ Responsabilité non-propriétaires automobile ☐ Responsabilité locative «tous risques» ☐ Travaux à chaud ☐ Enfoncement de pieux ☐ Travaux en sous-oeuvre ☐ Travaux en caissons ☐ Dynamitage/explosifs/feux d'artifice ☐ Effondrement ☐ Permission d'occuper les lieux avant la fin des travaux ☐ Embarcations de moins de 8 mètres					$	$ par sinistre $ par période d'assurance ☐ sur base d'événement ;
☐ Responsabilité automobile des propriétaires FPQ n° 1					$	$ par sinistre
☐ Responsabilité civile excédentaire (concordant aux assurances responsabilité civile de première ligne incluant responsabilité automobile)					$	$ par sinistre $ par période d'assurance
☐ **Responsabilité Pollution** ☐ Soudaine et accidentelle 120 heures ou autre: ☐ Étendue incluant graduelle ☐ Frais de dépollution					$ $ $	$ par sinistre $ par période d'assurance

Ville de Baie-Comeau

CERTIFICAT D'ASSURANCE

POLICE D'ASSURANCE						
Type et garanties (cochez l'assurance et les garanties applicables)	**Assureur**	**Numéro**	**Date d'effet**	**Date d'expiration**	**Franchise**	**Limite de garantie**
☐ **Assurance des biens** ☐ Formule tous risques ☐ Matériel d'entrepreneurs ☐ Biens en cours de transport incluant chargement et déchargement					$	$ par sinistre
☐ **Bris de machines** ☐ Formule globale ☐ Dispositions légales, formule globale ☐ Valeur de remplacement ☐ Délais de mise en opération ☐ Frais accessoires					$	$ par sinistre
☐ **Responsabilité professionnelle**					$	$ par sinistre $ par période d'assurance
☐ **Responsabilité civile « WRAP UP »** ☐ Lieux et Opérations ☐ Dommages matériels formule étendue ☐ Affaiblissement/enlèvement support naturel ou non ☐ Produits/après travaux ☐ Préjudice personnel ☐ Responsabilité assumée par contrat ☐ Contingente/indirecte des sous-traitants et entrepreneurs ☐ Responsabilité réciproque / individualité de la garantie ☐ Responsabilité non propriétaires automobile ☐ Responsabilité locative «tous risques» ☐ Travaux à chaud ☐ Enfoncement de pieux ☐ Travaux en sous-oeuvre ☐ Travaux en caissons ☐ Dynamitage/explosifs ☐ Effondrement ☐ Permission d'occuper les lieux avant la fin des travaux ☐ Embarcations de moins de 8 mètres					$	$ par sinistre $ par période d'assurance ☐ sur base d'événement ; ou ☐ sur base de réclamations présentées

Ville de Baie-Comeau

DÉCLARATION RELATIVE À UNE CAUSE D'INADMISSIBILITÉ À CONTRACTER AVEC LA VILLE

Je soussigné, soumissionnaire ou représentant du soumissionnaire, déclare solennellement avoir procédé à toute vérification utile et nécessaire portant sur une cause d'inadmissibilité à contracter avec la Ville selon la Loi auprès des organismes ou ministères suivants :

R.B.Q.

RENA

A.M.F.

D.G.E.

REVENU QUÉBEC

Je déclare, autant que je sache, qu'il n'existe aucune clause d'inadmissibilité m'affectant ou affectant le soumissionnaire que je représente rendant le contrat à intervenir illégal.

Et j'ai signé à , le 20 .

_____

Signature

QUESTIONNAIRE DE NON-PARTICIPATION À L'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres no : _____

Description sommaire des travaux : _____

_____

Si votre entreprise ne participe pas à l'appel d'offres, veuillez remplir et retourner le présent questionnaire par courriel à mdionne@ville.baie-comeau.qc.ca en indiquant les raisons qui expliquent votre non-participation.

Nom de l'entreprise _____

Adresse _____

_____

Téléphone _____

Veuillez cocher une des cases suivantes :

☐ Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué.

☐ Les travaux projetés dans ce dossier ne se situent pas dans notre secteur d'activités.
Notre domaine de spécialisation se rapprochant le plus de votre demande est :

(spécifiez le domaine) : _____

_____

☐ Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants (spécifiez) :

_____

_____

☐ Nos engagements dans d'autres travaux ne nous permettent pas d'effectuer les vôtres dans le délai requis ou le délai de réalisation des travaux nous apparaît trop restreint.

☐ Nous agirons en tant que sous-contractant dans ce dossier.

☐ Autres raisons (expliquez) : _____

_____

Nom (en lettres manuscrites) : _____

Fonction : _____

Signature : _____

Note importante : L'information contenue dans ce questionnaire sert à connaître les raisons ayant mené un prestataire de services à ne pas présenter de soumission dans le cadre d'un appel d'offres public malgré l'obtention des documents d'appel d'offres et de prévenir la présence de collusion, de corruption ou d'intimidation.

Ville de Baie-Comeau

DÉCLARATION CONCERNANT LA REPRODUCTION DE DOCUMENTS CONTENUS DANS UNE SOUMISSION TRANSMISE SUR SUPPORT PAPIRER

PROJET TITRE : Poste de chloration d'appoint – secteur St-Georges

NUMÉRO : 2021-04

LA PRÉSENTE DÉCLARATION DOIT ÊTRE COMPLÉTÉE DANS LE CAS OÙ CERTAINS DOCUMENTS CONTENUS DANS UNE SOUMISSION TRANSMISE SUR SUPPORT PAPIER NE SONT PAS DES ORIGINAUX, MAIS DES DOCUMENTS QUI ONT ÉTÉ REPRODUITS. CONSTITUE NOTAMMENT UN DOCUMENT REPRODUIT, LA PHOTOCOPIE D'UN DOCUMENT DONT L'ORIGINAL SUR SUPPORT PAPIER A ÉTÉ SIGNÉ DE FAÇON MANUSCRITE. CONSTITUE ÉGALEMENT UN DOCUMENT REPRODUIT, UN DOCUMENT IMPRIMÉ DONT L'ORIGINAL SUR SUPPORT TECHNOLOGIQUE A ÉTÉ SIGNÉ À L'AIDE D'UN PROCÉDÉ DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.

JE, SOUSSIGNÉ(E), _____

NOM ET TITRE DE LA PERSONNE QUI A PROCÉDÉ À LA REPRODUCTION DES

AGISSANT POUR _____

NOM DU

SUITE À L'APPEL D'OFFRES LANCÉ PAR _____

NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME

ATTESTE QUE LES DÉCLARATIONS CI-APRÈS SONT VRAIES ET COMPLÈTES À TOUS LES ÉGARDS,

Dans le cas où la soumission transmise contient des documents imprimés dont les originaux sur support technologique ont été signés à l'aide d'un procédé de signature électronique :

- Format des documents sources : PDF ☐ DOC ☐ XLS ☐ JPEG ☐ AUTRE _____
- Imprimante(s) utilisée(s) (marque(s), modèle(s) : _____

  _____
- Garantie du procédé quant à la préservation de l'intégrité : par défaut ☐ autre (colorimétrie, résolution, qualité)

  _____

Je soussigné(e), déclare que :

- Je suis une personne en autorité ou responsable de la conservation des documents transmis dans la présente soumission. J'ai effectué la reproduction de ces documents;
- Les documents transmis ont été reproduits dans leur totalité. Ils comportent la même information que les documents sources et leur intégrité est assurée :
- Je reconnais que la version reproduite des documents transmis sera considérée comme ayant la même valeur juridique que la version source;
- Le matériel et les logiciels utilisés le cas échéant sont au minimum de qualité standard et j'ai utilisé minimalement les options par défaut pour garantir la meilleure qualité des reproductions;
- Je m'engage à conserver les originaux ou documents sources pendant une période de trois ans à compter de la date de la transmission de la présente soumission;
- Les informations fournies dans la présente déclaration sont exactes.

ET J'AI SIGNÉ, _____ _____

SIGNATURE *DATE*

SECTION « C »
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1.0 NATURE DU CONTRAT

Le présent appel d'offres est un marché à prix unitaire tel que décrit à la section « B » Avis aux soumissionnaires.

2.0 ÉTENDUE DES TRAVAUX

2.1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat et dont les quantités approximatives apparaissent au bordereau des quantités et des prix sont ceux relatifs aux travaux nécessaires pour réaliser la construction d'un poste de chloration d'appoint pour le quartier St-Georges par-dessus la chambre de réduction de pression accessible par un chemin d'accès via la Route 138.

2.2 Les travaux à réaliser sont :

a) Travaux mécaniques (plomberie);
b) Travaux mécaniques (ventilation);
c) Travaux électriques (éclairage, chauffage, distribution, contrôle, etc.);
d) Travaux de structure;
e) Travaux d'architecture.

La liste des travaux décrits ci-dessus n'est pas limitative et n'a pour but que d'informer l'entrepreneur de la nature principale des travaux.

3.0 CALENDRIER DES TRAVAUX

3.1 <u>Avis d'adjudication</u>

La Ville se réserve le droit d'annuler, avant adjudication du contrat, certains travaux prévus au bordereau de soumission.

Advenant le cas, la Ville n'adjugera le contrat que pour la partie des travaux non annulée et elle ne tient pas compte des travaux annulés de la soumission pour déterminer à qui elle adjuge le contrat. L'entrepreneur n'aura droit à aucun ajustement de prix soumis suite à la non-adjudication des travaux annulés.

3.2 <u>Délais d'exécution</u>

Au plus tard 14 jours après l'octroi, l'entrepreneur doit déposer à la ville un échéancier détaillé pour l'exécution des travaux. Il devra également déposer le détail des délais de livraison nécessaire suite aux diverses commandes de matériel.

Les travaux de construction du poste de chloration d'appoint devront commencer dès que l'entrepreneur aura les équipements requis en main et que celui-ci aura l'approbation écrite du maître d'œuvre.

Les travaux pourront débuter dès la réception du certificat d'autorisation pour réaliser un projet assujetti à l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement.* Cette autorisation devrait être délivrée à la Ville vers le mois de juillet 2021. Les travaux devront être réalisés dans un délai maximal de seize (16) semaines. Tous les travaux doivent être terminés au plus tard

le 19 novembre 2021. L'entrepreneur est avisé que la date limite comprend également les différents essais de contrôle et la correction des déficiences, s'il y a lieu.

3.3 Interruption de service

Aucune interruption des services ne doit être effectuée sans l'approbation écrite du propriétaire.

La demande écrite de l'entrepreneur doit mentionner les secteurs affectés et la durée de l'interruption.

Soumettre à l'ingénieur le calendrier des travaux et obtenir son approbation quant à la coupure temporaire des réseaux ou des services existants. Faire les coupures selon le calendrier approuvé et prévenir au préalable les personnes touchées.

3.4 Réunions en cours d'exécution

L'entrepreneur doit participer aux réunions de chantier qui seront convoquées pendant l'exécution des travaux, afin d'assurer le suivi de l'exécution du contrat. Le gérant de projet ou le gestionnaire du chantier de la Ville participera aux réunions de chantier.

3.5 Horaire de travail

L'entrepreneur devra respecter la convention collective des travailleurs de la construction et travailler du lundi au vendredi entre 6 h et 18 h avec un maximum de 10 heures par jour et 45 h par semaine.

Lorsque l'entrepreneur doit travailler à l'extérieur de ces plages horaires, il doit recevoir l'autorisation écrite du propriétaire à cet effet.

Le propriétaire se réserve le droit d'exiger que certains travaux soient réalisés en dehors des plages de travail émises ou encore d'appliquer des restrictions additionnelles dans la plage horaire, mais de façon ponctuelle, c'est-à-dire pour de courtes périodes ne dépassant pas une journée. Dans ce cas, le propriétaire transmettra un avis écrit dans un délai de 48 heures avant l'application de la demande à l'entrepreneur lui mentionnant la nouvelle restriction ou la nouvelle plage horaire. Dans cette situation, le propriétaire assumera lui-même les dommages liquidés causés par cette demande. Les frais supplémentaires pourront être accordés à l'entrepreneur lorsqu'ils proviennent d'une demande écrite du propriétaire et dont il n'est fait aucune mention au document.

L'entrepreneur ne peut évoquer les limitations de l'horaire de travail comme raison du non-respect de l'échéancier.

3.6 Samedi, dimanche et fêtes légales

Dans les périodes normales de travail, c'est-à-dire à l'extérieur des dates de restriction décrites à l'article « Horaire de travail », l'entrepreneur doit s'abstenir de travailler les jours de fête légale, le samedi et dimanche (selon la période) et

les autres journées non autorisées. Si l'entrepreneur désire travailler tel jour, il doit recevoir l'autorisation écrite du propriétaire à cet effet et il doit donc avertir le propriétaire par écrit au moins quatre (4) jours à l'avance en mentionnant les endroits où il travaille.

Pour l'exécution des travaux à l'intérieur des dates des restrictions décrites, l'entrepreneur ne pourra pas travailler à l'extérieur des périodes hebdomadaires décrites.

3.7 Service d'urgence

L'entrepreneur doit être disponible sept (7) jours par semaine et 24 heures par jour pour répondre à toute urgence et tout imprévu qui pourraient survenir en lien avec les travaux (signalisation, sécurité, bris, etc.). Un numéro de téléphone pour répondre à cette obligation doit être fourni au propriétaire à la réunion de démarrage.

4.0 ZONES DE TRAVAIL

4.1 Situation

Les zones de travail de l'entrepreneur sont les limites du terrain inscrites dans l'étendue des travaux.

4.2 Par zone de travail de l'entrepreneur, on entend :

- les lieux où l'entrepreneur effectue les travaux faisant l'objet du contrat;
- les aires d'entreposage qui lui sont allouées;
- les bureaux, entrepôts, ateliers et autres installations de l'entrepreneur aux endroits qui lui sont alloués.

5.0 POLITIQUE D'ACHAT DES PRODUITS

La politique d'achat du gouvernement du Québec s'applique au présent contrat.

6.0 DISPOSITION DES OBJETS, MATIÈRES, PRODUITS, REBUTS DE CONSTRUCTION ET AUTRES

Les matériaux de rebuts d'excavation ou autres sont la propriété de l'entrepreneur et doivent être éliminés conformément aux exigences du Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, art. 14).

À la fin des travaux, l'entrepreneur doit laisser le site en bon état, conformément aux exigences de la politique de protection des milieux riverains du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Les matériaux de rebuts tels débris de pont, morceaux de béton, morceaux de pavage non récupérés par la Municipalité sont aussi la propriété de l'entrepreneur qui doit en disposer selon la réglementation du ministère du

Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, à savoir les entreposer ou les recycler.

L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation du propriétaire du terrain où il prévoit disposer des matériaux de rebuts. Ce site doit être approuvé par l'ingénieur.

7.0 PLANS TELS QUE CONSTRUITS

L'entrepreneur doit tenir à jour quotidiennement, sur une copie de plan au chantier, toutes les modifications approuvées qui sont apportées en cours de réalisation ainsi que les relevés des ouvrages existants et tels que construits. Les plans annotés doivent être remis à l'ingénieur à la fin des travaux. Ceux-ci seront requis pour l'acceptation provisoire des travaux.

8.0 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

8.1 Erreurs ou omissions

Si l'entrepreneur, dans l'exécution de son travail, trouve des contradictions entre les plans et les conditions physiques de la localité ou des erreurs ou omissions sur les plans, il sera tenu d'en informer immédiatement le professionnel, par écrit, à défaut de quoi l'entrepreneur procédera à ses risques jusqu'à ce qu'il ait reçu l'autorisation du professionnel.

SECTION « D »
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Ville de Baie-Comeau

POSTES DE CHLORATION D'APPOINT ST-GEORGES ET MC CORMICK

DEVIS D'ÉLECTRICITÉ

N/D : 3143-44

GROUPE-CONSEIL TDA

Ville de Baie-Comeau

POSTES DE CHLORATION D'APPOINT ST-GEORGES ET MC CORMICK

DEVIS D'ÉLECTRICITÉ

N/D : 3143-44

SUIVI DES MODIFICATIONS			
Numéro	**Révision**	**Par**	**Date**
0	Pour soumission	Dany D'Astous, ing.	2020-05-14

PRÉPARÉ PAR :



20 mai 2020

Dany D'Astous, ing.
Groupe-conseil TDA

enregistré ISO 9001

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION	SECTION	NOMBRE DE PAGES
ÉLECTRICITÉ - EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉSULTATS DES TRAVAUX	26 05 01	25
CONNECTEURS POUR CÂBLES ET BOÎTES (0-1000-V)	26 05 20	2
FILS ET CÂBLES (0-1000 V)	26 05 21	3
MISE À LA TERRE DU SECONDAIRE	26 05 28	3
SUPPORTS ET SUSPENSIONS POUR INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES	26 05 29	2
ARMOIRES ET BOÎTES DE JONCTION, DE TIRAGE ET DE RÉPARTITION	26 05 31	2
BOÎTES DE SORTIE, DE DÉRIVATION ET ACCESSOIRES	26 05 32	2
CONDUITS, FIXATIONS ET RACCORDS DE CONDUITS	26 05 34	5
IDENTIFICATION DES APPAREILS	26 05 54	2
TRANSFORMATEURS SECS – PRIMAIRE JUSQU'À 600 V	26 12 17	3
PANNEAUX DE DISTRIBUTION À DISJONCTEURS	26 24 17	4
DISPOSITIFS DE CÂBLAGE	26 27 26	3
FUSIBLES – BASSE TENSION	26 28 14	2
DISJONCTEURS SOUS BOÎTIER MOULÉ	26 28 21	2
ÉCLAIRAGE	26 50 00	6
AÉROTHERMES ÉLECTRIQUES	26 82 40	3
ANNEXE 1 LISTE DE CONTRÔLE DES DESSINS D'ATELIER, DOCUMENTS ET ESSAIS		1
ANNEXE 2 LISTE DU MATÉRIEL DE RECHANGE DISCIPLINE : ÉLECTRICITÉ		1
	Total	**71**

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 CODES ET NORMES

.1 Sauf indication contraire, réaliser l'ensemble de l'installation conformément à la norme CSA C22.1, dernière révision en électricité.

.2 Sauf indication contraire, installer les réseaux aériens et souterrains conformément à la norme CSA C22.3 n° 1-M, dernière révision.

1.2 GÉNÉRALITÉS

.1 Les travaux de la présente section portent sur les ouvrages électriques à effectuer pour la construction du poste de chloration d'appoint St-Georges uniquement.

.2 La présente section comprend des prescriptions communes aux diverses sections en électricité.

.3 **À moins qu'il ne soit spécifiquement indiqué qu'il n'est pas possible de présenter une demande d'équivalence pour un produit mentionné aux plans ou devis, il est entendu que l'Entrepreneur peut toujours présenter une telle demande, le tout conformément aux dispositions des documents contractuels.**

.4 Si nous fournissons la liste des dessins d'atelier à la fin de ce document, nous le faisons à titre informatif seulement pour aider l'Entrepreneur. Cependant, elle n'est pas nécessairement complète et doit être bonifiée au besoin par l'Entrepreneur pour inclure tout le matériel qu'il installe (incluant les matériaux et appareils qui peuvent être ajoutés en addenda et/ou en avis de changement).

.5 S'il n'existe aucune clause dans les autres documents contractuels du client ou de l'architecte, le devis prime toujours sur les plans. Cependant, dans tous les cas, advenant qu'il y a contradiction entre les plans et/ou le devis, l'Entrepreneur est responsable d'inclure dans le prix de sa soumission les coûts les plus élevés des travaux présentés aux plans et au devis. Lorsque l'Entrepreneur détecte une contradiction ou des descriptions de travaux qui demandent un éclaircissement, il a la responsabilité de le laisser savoir à l'Ingénieur qui décidera et/ou éclaircira les travaux à exécuter. L'Entrepreneur en électricité est responsable de maintenir cette liste à jour et de la distribuer aux différents intervenants du projet. L'ingénieur de projet n'a pas dans son rôle de maintenir cette liste à jour. L'absence d'une note aux plans ou au devis ne doit jamais être interprétée comme « un avis contraire » dans tous les documents contractuels (plan, devis, addenda, avis de changement, croquis, extrait de plan, etc.).

.6 L'Entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, les appareils, conducteurs et conduits électriques, la documentation, l'équipement, la machinerie, l'échafaudage, les supports, les services, les appareils d'essais, les matériaux et tous les accessoires nécessaires pour la fabrication, la fourniture, la livraison, le déchargement, la manipulation, l'entreposage, l'installation, les raccordements, les essais, la mise en route et la garantie de l'équipement et des matériaux, pour les ouvrages décrits à la présente section.

.7 L'Entrepreneur doit remettre au propriétaire, à la fin du chantier les copies approuvées du manuel d'entretien, toutes les pièces de rechange spécifiées et avoir dispensé les cours de formation des systèmes, tel que décrit par la présente section.

.8 Les travaux décrits ci-dessous ne sont pas limitatifs. Les travaux sont définis plus spécifiquement dans les documents et les dessins. Il est entendu que tous les dispositifs ou accessoires nécessaires pour une installation complète doivent être fournis et installés même s'ils ne sont pas spécifiquement décrits.

.9 Coordonner avec le propriétaire les périodes de temps pendant lesquelles les travaux peuvent être exécutés.

.10 L'Entrepreneur doit examiner les documents contractuels, le site des travaux (si nécessaire) et se renseigner en détail sur toutes les conditions et limitations existantes. Le devis et les plans doivent être soigneusement étudiés. Les conditions et termes contenus dans le présent document doivent être respectés scrupuleusement. L'Entrepreneur est sensé connaître les difficultés et les exigences des travaux à exécuter, aussi en aucun cas il n'est accepté de réclamation de sa part, si par négligence il ne respecte pas les conditions demandées.

.11 Dans le devis, sur un plan ou sur un croquis, la pose d'une dérivation inclut entre autres, les activités suivantes : la fourniture et l'installation de la source à la charge, d'un dispositif de protection contre les surintensités adéquatement calibré (disjoncteurs, interrupteurs à fusibles, etc.), du ou des câbles, conduits avec conducteurs et les raccordements à la source. Dans le devis, sur un plan ou sur un croquis, le mot installer inclut entre autres, les activités suivantes : la manutention, la pose de l'équipement ou système visé, la pose d'une dérivation, les ajustements, les raccordements électriques à la charge, les retouches de la finition, les interconnexions (conduits, câbles et raccordements aux deux extrémités) avec les autres équipements et l'identification du dispositif ou système visé. Tous les frais pour la main-d'oeuvre, les essais, assistance technique à la mise en service, le matériel, accessoires, les outils, les équipements de levage, tirage et transport sont à inclure dans les activités précitées.

.12 L'Entrepreneur est responsable de faire les démarches requises pour faire la localisation des différents services souterrains qui pourraient entrer en conflit avec ses travaux.

1.3 LEXIQUE

.1 **Généralités :**

À moins d'un avis contraire explicite venant du client, de l'architecte ou de l'ingénieur de projet, l'Entrepreneur en électricité doit obligatoirement inclure dans sa soumission (et non celle de l'Entrepreneur général) les deux éléments suivants **pour toutes les activités décrites dans ce lexique** : 1) le coût de transport aller et retour de la main-d'œuvre de son point de départ jusqu'au site des travaux et 2) le coût des frais d'hébergement (nourriture et pension). L'Entrepreneur en électricité qui veut soumettre un prix à un client **ne pourra pas inclure de clauses d'exclusion** à cet égard dans sa soumission sous peine de rendre sa soumission non valide.

.2 **Fournir** :

Le mot « fournir » signifie que l'équipement ou le système visé fait partie du contrat de l'Entrepreneur en électricité, est libre de toutes charges envers le ou les fournisseurs et transporteurs à la livraison à son site d'installation, que toutes les taxes ont été payées, est assujetti à une garantie écrite conforme aux exigences de cette section ou des autres sections le cas échéant, est livré neuf à son site d'installation et n'est pas endommagé (le cas échéant, l'Entrepreneur devra, à ses frais, remettre l'équipement dans son état d'origine).

Tous les frais pour la main-d'œuvre et les équipements requis, incluant le matériel de transport, de levage, échafaudage et petits outils, sont inclus dans les activités précitées. L'Entrepreneur en électricité doit prendre soin d'aviser l'Entrepreneur général de ses besoins particuliers en matériel et main-d'œuvre requis, dans les activités précitées, lorsque cela n'est pas sous sa responsabilité.

.3 **Installer** :

Le mot « installer » signifie que l'Entrepreneur en électricité est responsable, entre autres, des activités suivantes : la programmation, le calibrage, les démarches pour connaître les instructions d'installation avec les manufacturiers, la manutention, la pose de l'équipement ou le système visé, la pose d'une dérivation, les ajustements, les raccordements électriques à la charge, les retouches de finition, les interconnexions (conduits, câbles et raccordements aux deux extrémités) avec les autres équipements et l'identification du dispositif ou du système visé. Tous les frais pour la main-d'œuvre, les essais, l'assistance technique à la mise en service, l'identification des appareils et du câblage (selon les normes du client), le matériel, les accessoires, les outils, les équipements de levage, tirage et transport, sont à inclure dans les activités précitées. Lorsque l'Entrepreneur en électricité est responsable d'installer de nouveaux équipements en réutilisant les conducteurs existants, il est responsable de fournir et installer des adaptateurs de calibre de câble car les vieux câbles ne sont parfois pas toronnés suffisamment serrés pour s'adapter aux nouveaux borniers. L'identification des appareils doit obligatoirement se faire à l'aide de plaques lamicoïdes. À moins d'autorisation spéciale, les « P-Touch » sont interdits. De plus lorsqu'un disjoncteur est installé ou utilisé dans un panneau de disjoncteurs, l'Entrepreneur en électricité a l'obligation de mettre entièrement à jour la liste des disjoncteurs à l'ordinateur (y compris pour les charges existantes).

.4 **Démanteler** :

Le mot « démanteler » signifie que l'Entrepreneur en électricité est responsable de le déconnecter électriquement et mécaniquement, d'enlever l'équipement ou le système visé, incluant les attaches, les supports et la dérivation (ou artère si cela est applicable) jusqu'à et incluant son premier dispositif de protection contre les surintensités, et ce, même si l'équipement est à l'extérieur de la limite physique des travaux. L'Entrepreneur est responsable de retirer l'équipement de son lieu d'origine pour ensuite l'envoyer, à ses frais, à un centre de traitement pour rebutage ou de décontamination. Tous les frais associés au démantèlement sont à la charge de l'Entrepreneur.

Dans le cas d'une entrée électrique, les conducteurs de branchement, les mâts et les autres accessoires font partie des appareillages à démanteler.

L'Entrepreneur en électricité doit également fournir et installer les accessoires et les matériaux requis pour obturer les ouvertures dans les appareillages électriques qui résultent du démantèlement, rétablir la continuité des circuits ou réseau affecté par le démantèlement, mettre à jour le système d'identification (plaquettes lamicoïdes, cartes des circuits, etc.) des équipements ou des systèmes affectés par le démantèlement.

.5 **Raccorder** :

Le mot « raccorder » signifie que l'Entrepreneur en électricité est responsable de joindre l'alimentation d'un appareil (qui n'est pas nécessairement fourni par l'Entrepreneur) à un câble d'alimentation (qui n'est pas nécessairement fourni par l'Entrepreneur). L'Entrepreneur en électricité est cependant responsable de fournir et installer tous les accessoires requis pour faire le raccordement électrique de manière sécuritaire et alimenter l'appareil. L'Entrepreneur en électricité devra, entre autres, mais sans s'y limiter, fournir et installer les borniers, les marrettes, les épissures, les rallonges de câbles et de conduits, les conduits flexibles (pour les moteurs), les vis, les tubes thermorétractables, les soudures, les boîtes de jonction, les ajustements, les essais, l'assistance technique, les tests d'isolation, l'identification des appareils et du câblage (selon les normes du client), etc.

.6 **Contrôler** :

À moins d'avis contraire, le mot « contrôler » signifie que l'Entrepreneur en électricité est responsable de fournir, installer et raccorder les composantes suivantes : les appareils de contrôle (thermostats, contrôleur, ordinateur, variateur de vitesse, relais, contact sec ou autre), tout le câblage et les conduits requis entre les appareils de contrôle et l'appareil contrôlé. L'Entrepreneur en électricité est responsable de défrayer le coût de l'installation, de la programmation des appareils de contrôle, de l'identification des appareils et du câblage selon les normes du client.

L'Entrepreneur en électricité est responsable de fournir une garantie de bon fonctionnement pour une durée minimale d'un an, incluant les composantes, la main-d'œuvre, la programmation, la manutention, le transport, etc.

.7 **Réparer** :

Le mot « réparer » signifie que l'Entrepreneur en électricité est responsable de rendre fonctionnel un appareil donné en se basant sur les exigences originelles du manufacturier de l'appareil. L'apparence et la fonctionnalité de l'appareil doit être acceptable pour le client et l'ingénieur responsable du projet. L'Entrepreneur en électricité est responsable d'utiliser des composantes et matériaux (câblage, raccords, tôles de métal, composantes, etc.) dûment certifiés et reconnus par le manufacturier pour rendre l'appareil fonctionnel.

Lors d'une réparation, l'Entrepreneur en électricité est responsable de défrayer les coûts du matériel, de la main-d'œuvre, du transport, de la manutention, des ajustements, de la programmation, des essais, de l'assistance technique, des recertifications (si requis), de l'identification (selon les normes du client), etc. L'Entrepreneur en électricité est responsable de fournir une garantie d'au moins un an, pièces, main-d'œuvre, transport, manutention, recertifications (si requis), etc. inclus.

.8 **Annuler** :

Le mot « annuler » signifie que l'item ou l'action concernée devient hors contrat. L'Entrepreneur en électricité est alors responsable de fournir un crédit pour le matériel et la main-d'œuvre reliée au fait que les travaux de fourniture et d'installation deviennent hors contrat. Lorsque les travaux sont en phase de construction et que les items ont déjà été achetés ou commandés par l'Entrepreneur en électricité, ce dernier doit débourser les frais de restockage exigés par les fournisseurs et créditer la différence au client. L'Entrepreneur en électricité doit fournir les factures et les montants des frais de restockage exigés par les fournisseurs comme preuves.

.9 **Responsable** :

Le mot « responsable » signifie imputable, redevable, qui doit accepter et subir les conséquences de ses actes. En cas de réclamation, c'est la personne ou l'organisme responsable qui devra défrayer les coûts. La personne ou l'organisme responsable est celui qui doit exécuter ou qui doit faire exécuter en son nom les travaux.

.10 **Ragréer :**

Le mot « ragréer » signifie que l'Entrepreneur en électricité (à moins qu'un autre intervenant soit nommé responsable) est responsable de fournir et installer tous les matériaux neufs requis (l'isolation thermique, le béton, le gypse, le plâtre, les boiseries, les charpentes, la peinture, les scellements coupe-feu, les garnitures d'étanchéité, les vis, les clous, etc.), pour remettre en état la ou les composantes désignées (les murs, les plafonds, les planchers, les toitures, les finis de surface, etc.). L'Entrepreneur doit fournir tous les outils, l'éclairage temporaire, l'électricité temporaire, les permis requis, les formations requises, les appareils de levage ou de montage, etc. Le fini de surface doit être impeccable et il ne doit pas être possible de différencier la partie ragréée de la partie non ragréée des ouvrages concernés. Pour ragréer des surfaces, l'Entrepreneur est responsable de suivre les procédures de sécurité en vigueur au niveau de la CNESST et des normes du client.

.11 **Remplacer :**

Le mot « remplacer » signifie que l'Entrepreneur est responsable, dans un premier temps, de démanteler l'équipement en question en conservant les alimentations et les autres câbles de contrôle et, dans un deuxième temps, de fournir et installer un appareil de remplacement. Advenant que le nouvel appareil ne soit pas spécifié aux plans et devis, l'Entrepreneur doit fournir et installer un appareil de marque et

qualité identique à l'existant. Si un nouvel appareil est spécifié, l'Entrepreneur doit alors fournir et installer ce nouvel appareil. Dans tous les cas, l'Entrepreneur est responsable de prendre tous les relevés nécessaires au chantier et prendre toutes les dispositions requises pour installer l'équipement de remplacement. Cela peut inclure, si requis, de fournir et installer des câbles et conduits de rallonge (de même calibre que l'existant). Si l'emplacement requis par le nouvel équipement est plus grand que l'ancien, l'Entrepreneur est responsable de déplacer les autres câbles, conduits, boîtes de jonction et autres équipements tout en les gardant pleinement fonctionnels. Il devra alors coordonner ses travaux avec le client, les autres corps de métier et avec l'ingénieur. Advenant que le nouvel appareil requiert de faire une programmation, l'Entrepreneur est responsable de fournir ladite programmation et de fournir une clé USB de la programmation au client et à l'ingénieur de projet. L'Entrepreneur a l'obligation d'inclure dans sa soumission le coût total de tous les matériaux et de la main-d'œuvre des travaux directs et indirects requis pour remplacer l'équipement mentionné.

.12 **Relocaliser :**

Le mot « relocaliser » signifie que l'Entrepreneur est responsable d'installer l'appareil existant à l'endroit désigné aux plans et devis.

Avant la relocalisation, l'Entrepreneur est alors responsable de vérifier le bon fonctionnement dudit appareil. Si l'appareil est non fonctionnel, l'Entrepreneur est responsable de le laisser en place sans y toucher et de communiquer l'information sans délai à l'ingénieur de projet et au propriétaire du bâtiment. Si l'appareil est fonctionnel, il doit être démantelé avec soins. S'il doit être entreposé temporairement, l'Entrepreneur est responsable de choisir un endroit approprié pour éviter le vol, le vandalisme et les bris. Advenant un non-respect des clauses mentionnées ci-haut, l'Entrepreneur sera tenu responsable de remplacer à ses frais l'appareil défectueux, brisé ou volé, par un appareil neuf de même qualité.

L'Entrepreneur est responsable de fournir et installer les rallonges de câbles et conduits, les attaches, les chemins de câbles (si applicable), les boîtes de jonctions, les borniers et autres accessoires requis pour rendre les appareils pleinement fonctionnels une fois relocalisés. En tout temps, l'Entrepreneur doit tenir compte du type de câblage et conduit accepté par les plans et devis (câblage dissimulé ou apparent). À moins d'avis contraire, l'Entrepreneur est responsable d'utiliser le même calibre de câble et la même grosseur de conduits que ceux existants.

Si la relocalisation de l'appareil requiert une nouvelle alimentation à partir d'un circuit différent, l'Entrepreneur est responsable de fournir et installer un disjoncteur adapté au panneau de disjoncteur utilisé.

Lorsqu'applicable, l'Entrepreneur est responsable de fournir une nouvelle programmation de l'appareil pour l'adapter à son nouvel environnement.

S'il y a un Entrepreneur général responsable du projet, ce dernier devra fournir le ragréage des murs, plafonds et planchers endommagés par le démantèlement et la réinstallation de l'équipement. S'il n'y a pas d'Entrepreneur général, l'Entrepreneur en électricité devient alors responsable de faire ledit ragréage.

.13 **Concevoir**

Le mot « concevoir » signifie que l'Entrepreneur doit faire la conception entière du système demandé pour qu'il soit conforme aux différentes normes en vigueur, notamment, mais sans s'y restreindre, au Code de construction du Québec, Chapitre V – Électricité. Il doit également prévoir les alimentations électriques requises, calculer et prévoir les calibres de câbles et conduits afin de respecter les chutes de tension dans les fils électriques, le câblage de contrôle et de télécom. Dans toutes les situations, l'Entrepreneur est tenu de soumettre pour vérification le résultat de sa conception au client ainsi qu'à l'ingénieur responsable du projet en fournissant des dessins d'atelier. Lorsque la conception d'un système ou d'un appareil est faite, il doit respecter en tous points les exigences du manufacturier. Lorsque spécifiquement requis, l'Entrepreneur doit fournir des dessins d'atelier signés et scellés par un ingénieur. Selon le résultat de la vérification, l'Entrepreneur devra corriger en tout ou en partie sa conception. Toute la conception et les révisions de conception du système demandé sont incluses au contrat sans frais supplémentaires.

.14 **Sable :**

Aux devis et aux plans (incluant les devis et les plans des autres disciplines), chaque fois que le mot « sable » est utilisé pour une tranchée ou un ouvrage en électricité, il fait référence à un matériau granulaire CG-14 dont 100% du matériau est passé dans un tamis de 5 mm.

1.4 DESCRIPTION DES TRAVAUX

.1 L'Entrepreneur a à sa charge tous les travaux relatifs au lot d'électricité couvrant l'ouvrage électrique selon les indications et doit fournir et installer notamment :

- Les équipements nécessaires pour permettre l'éclairage et l'alimentation électrique temporaires des aires de travail.
- Un remplacement de fusible dans un sectionneur.
- Un remplacement de transformateur 600-120/240 V, incluant la mise à la terre du secondaire.
- Un boîtier de répartition.
- Un panneau de distribution 120/240 V, NEMA 4X.
- Un panneau de contrôle, incluant entre autres :
  - Automate programmable;
  - Commutateur;
  - Bloc d'alimentation 120-24 Vcc;
  - Disjoncteurs et fusibles de contrôle;
  - Goulottes, rails, borniers, barre de MALT, etc.
- Une boîte de jonctions de contrôle et instrumentation, incluant entre autres :
  - Goulottes, rails, borniers, barre de MALT, etc.

- Le raccordement des éléments suivants (ceux-ci sont fournis et installés par d'autres, mais sont raccordés par l'entrepreneur en électricité) :
  - Un système de pompes doseuses;
  - Un système d'analyse d'eau;
  - Un transmetteur de débit;
  - Un chauffe-eau;
  - Un ventilateur.
- Un aéroconvecteur.
- Un démarreur manuel.
- Des prises de courant à l'intérieur du bâtiment de chloration.
- De l'éclairage à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment de chloration.
- Un système de mise à la terre avec prise de terre.
- Se référer aux plans pour le câblage : conduits rigides en acier galvanisé, conduits PVC, câbles TECK90 et câbles fournisseurs.
- Un système de mise à la terre (MALT).
- L'entrepreneur en électricité est responsable de fournir tous les percements (béton et autres) quelle que soit la grosseur.
- L'entrepreneur en électricité est responsable de réparer la galvanisation de tous les conduits d'acier galvanisé coupés et filetés en place avec un produit de galvanisation à froid riche en zinc (contenant un minimum de 96 % de zinc atomisé). L'entrepreneur en électricité est responsable de fournir les fiches techniques du produit à utiliser pour vérification avant utilisation.
- Identifier tous les appareils selon la norme d'identification du client. Fournir à l'ingénieur une liste préliminaire pour vérification des plaques lamicoïdes sous format Excel mentionnant ce qui sera écrit, les dimensions et les couleurs utilisées pour les plaques lamicoïdes et les écritures.

.3 Dans tous les nouveaux bâtiments, même si le détail n'est pas montré au plan, fournir et installer tout le matériel nécessaire (colliers de serrage, conducteur de mise à la terre, cosses de raccordement par compression, etc.) pour mettre à la terre tous les réseaux d'eau métalliques du bâtiment. Le calibre des conducteurs de mise à la terre doit être égal ou supérieur au calibre du conducteur de mise à la terre de l'entrée électrique. Le conducteur de mise à la terre doit obligatoirement être étamé et ne jamais être d'un calibre inférieur à du #6 AWG.

1.5 ENTRETIEN, MISE EN MARCHE ET FONCTIONNEMENT

.1 Instruire l'ingénieur et le personnel d'exploitation du mode de fonctionnement et des méthodes d'entretien des installations, de leurs équipements et de leurs composants.

.2 Au besoin, retenir et défrayer les services d'un ingénieur détaché de l'usine du fabricant pour surveiller la mise en marche de l'installation, pour vérifier, régler, équilibrer et étalonner les divers éléments et pour instruire le personnel d'exploitation.

.3 Fournir ces services pendant une durée suffisante, en prévoyant le nombre de visites nécessaires pour mettre l'installation en marche et faire en sorte que le personnel d'exploitation soit familier avec tous les aspects de l'entretien et du fonctionnement de l'équipement.

1.6 TENSIONS NOMINALES

.1 Les tensions de fonctionnement doivent être conformes à la norme CAN3-C235-83, dernière révision.

.2 Les moteurs, les appareils de chauffage électriques, les dispositifs de commande et de distribution doivent fonctionner d'une façon satisfaisante à la fréquence de 60 Hz et à l'intérieur des limites établies dans la norme susmentionnée. Le matériel doit pouvoir fonctionner sans subir de dommages, dans les conditions extrêmes définies dans cette norme.

1.7 INSPECTION

.1 Exécuter tous les correctifs requis par l'organisme d'inspection pour rendre les travaux conformes à leurs exigences.

.2 À l'achèvement des travaux, obtenir un certificat d'acceptation émis par l'organisme d'inspection et remettre à l'ingénieur une copie de tous les rapports d'inspection émis.

1.8 DROITS, PERMIS ET INSPECTION

.1 Soumettre au Service d'inspection des installations électriques et au distributeur d'électricité concerné le nombre voulu d'exemplaires des dessins et des devis pour leur permettre de les étudier et de les approuver avant le début des travaux.

.2 Acquitter tous les frais connexes.

.3 Les dessins et les devis requis par le Service d'inspection des installations électriques et au distributeur d'électricité seront fournis gratuitement par le propriétaire, le cas échéant.

.4 Informer l'ingénieur des modifications exigées par le Service d'inspection des installations électriques, avant d'apporter un changement quelconque aux dessins ou aux devis.

.5 À l'achèvement des travaux, obtenir des autorités compétentes un certificat d'acceptation et le transmettre à l'ingénieur.

1.9 MATÉRIEL D'ENTRETIEN

.1 Fournir les matériaux d'entretien conformément à la liste en annexe.

1.10 MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT

.1 Fournir le matériel et l'équipement selon les prescriptions du manufacturier.

.2 Le matériel et l'équipement doivent être homologués par la CSA. Dans les cas où il n'existe d'autre choix que de fournir de l'équipement non homologué par la CSA, obtenir l'approbation préalable du Service d'inspection des installations électriques.

.3 Les tableaux de commande et les éléments constitutifs doivent être assemblés en usine.

1.11 FINITION

.1 Nettoyer les crochets, supports, attaches et autres dispositifs de fixation apparents, non galvanisés, et leur appliquer un apprêt pour les protéger contre la rouille.

1.12 DÉSIGNATION DU MATÉRIEL

.1 Pour désigner le matériel électrique, utiliser des plaques indicatrices et des étiquettes conçues comme suit.

.2 Inscription sur les plaques signalétiques (lamicoïdes) :

.1 Sur les panneaux :

.1 Nom du panneau.

.2 Tension, courant maximal de la source ou du disjoncteur principal, s'il y en a un, 3 Ø.

.3 Alimenté par : Nom du panneau source qui alimente l'appareil.

.2 Sur les sectionneurs :

.1 Nom de l'appareil pour lequel il est destiné.

.2 Tension, courant maximal de la source ou du disjoncteur principal, s'il y en a un, 3 Ø.

.3 Alimenté par : Nom du panneau source qui alimente l'appareil.

.4 Type de fusible (ex. : AJT), courant des fusibles.

.3 Sur les prises de courant :

.1 Nom du panneau qui alimente la prise.

.2 Numéro de circuit.

.3 Plaques indicatrices :

.1 Plaques à graver en plastique lamicoïde de 3 mm d'épaisseur à face blanche et âme noire pour des réseaux réguliers et face rouge et âme blanche pour des réseaux d'urgence, fixées mécaniquement au moyen de vis auto-taraudeuses.

FORMAT DES PLAQUES INDICATRICES			
Format 1	10 x 50 mm	1 ligne	Lettres de 3 mm de hauteur
Format 2	12 x 70 mm	1 ligne	Lettres de 5 mm de hauteur
Format 3	12 x 70 mm	2 lignes	Lettres de 3 mm de hauteur
Format 4	20 x 90 mm	1 ligne	Lettres de 8 mm de hauteur
Format 5	20 x 90 mm	2 lignes	Lettres de 5 mm de hauteur
Format 6	25 x 100 mm	1 ligne	Lettres de 12 mm de hauteur
Format 7	25 x 100 mm	2 lignes	Lettres de 6 mm de hauteur

.4 Les inscriptions sur les plaques indicatrices et sur les étiquettes doivent être approuvées par l'ingénieur avant la fabrication des plaques.

.5 Prévoir en moyenne vingt-cinq (25) lettres par plaque et par étiquette.

.6 Les inscriptions doivent être en français.

.7 Les plaques indicatrices des coffrets de borniers et des boîtes de jonction doivent indiquer le réseau et/ou les caractéristiques de tension.

.8 Les plaques indicatrices des sectionneurs, des démarreurs et des contacteurs doivent indiquer l'appareil commandé et la tension.

.9 Les plaques indicatrices des coffrets de borniers et des boîtes de tirage doivent indiquer le réseau et la tension.

.10 Les plaques indicatrices des transformateurs doivent indiquer la puissance ainsi que les tensions primaire et secondaire.

.11 Liste des formats à utiliser (sauf indication contraire aux plans).

.12

- Armoire de commutation	Format 7
- Boîte de jonction, de tirage	Formats 4 ou 5
- Commutateur de charge	Formats 4 ou 5
- Compteur, alarme	Formats 2 ou 3
- Contacteur	Format 4
- Démarreur magnétique	Formats 2 ou 3
- Démarreur manuel	Format 1
- Disjoncteur principal	Format 7
- Groupe électrogène	Formats 4 ou 5
- Lampe-témoin	Formats 2 ou 3
- Panneau de contrôle	Formats 4 ou 5
- Poste de commande de moteurs	Format 7
- Sectionneurs	Format 4
- Transformateurs	Format 7

.13 Coffrets de raccordements et boîtes de jonction :

.1 Les plaquettes signalétiques des coffrets de raccordement et des boîtes de jonction doivent mentionner les caractéristiques du réseau et la tension.

.14 Panneaux électriques :

.1 Pour tous les panneaux électriques, dresser une liste dactylographiée indiquant la fonction de chaque circuit ainsi que la localisation des charges selon les numéros de locaux du client (y compris pour les circuits existants réutilisés).

.2 Fixer la liste protégée d'un plastique transparent à l'intérieur de la porte du panneau.

.3 La numérotation des circuits doit correspondre à celle indiquée aux plans ainsi qu'à l'arrangement physique interne du panneau (circuits en 2 colonnes).

.15 Tout l'équipement nécessitant l'utilisation de fusibles doit avoir en plus de la plaquette signalétique, une plaquette indiquant la classe, le type ainsi que le calibre des fusibles à utiliser. Cette plaquette doit être installée à l'extérieur de la porte de chaque pièce d'équipement.

1.13 IDENTIFICATION DU CÂBLAGE

.1 À l'aide d'un ruban de plastique numéroté ou coloré, marquer de façon permanente et indélébile les deux extrémités des conducteurs de phase de chaque artère et de chaque circuit de dérivation.

.2 Conserver l'ordre des phases et le même code de couleur pour toute l'installation.

.3 Le code de couleur doit être conforme à la norme CSA C22.1, dernière révision.

.4 Utiliser des câbles de communication formés de conducteurs avec repérage couleur et utilisant les mêmes couleurs pour tout le réseau.

1.14 TERMINAISONS DU CÂBLAGE

.1 Les bornes, les cosses et les vis servant à la connexion des fils doivent convenir à des conducteurs en cuivre ou en aluminium.

1.15 ÉTIQUETTES DES FABRICANTS ET DE CSA

.1 Une fois le matériel installé, les étiquettes des fabricants et de CSA doivent être bien visibles et lisibles.

1.16 ÉCRITEAUX AVERTISSEURS

.1 Les écriteaux avertisseurs doivent être conformes aux exigences du Service d'inspection des installations électriques et à celles de l'ingénieur.

.2 Utiliser des écriteaux de type lamicoïde (P-Touch interdit) d'au moins 175 mm x 250 mm.

.3 Installer des écriteaux avertisseurs "Danger 347 Volts" ou "Danger 600 Volts" sur toutes les boîtes de jonction à 347 ou 600 Volts.

1.17 EMPLACEMENT DES SORTIES ET DES PRISES DE COURANT

.1 Installer les sorties et les prises de courant conformément à la section 26 05 32 - Boîtes de sortie, de dérivation et accessoires selon les indications.

.2 L'emplacement des sorties et des prises de courant peut être modifié sans frais additionnel ni crédit, à la condition que le déplacement n'excède pas 3 m et que l'avis soit donné avant l'installation.

1.18 HAUTEURS DE MONTAGE

.1 À moins d'avis contraire sur les plans de l'ingénieur, dans une bâtisse en rénovation, installer les prises et les interrupteurs aux mêmes hauteurs que celles existantes (pour des applications similaires). De même, à moins d'avis contraire sur les plans de l'ingénieur, si la bâtisse est nouvelle, installer les prises et les interrupteurs à la hauteur prescrite dans cette section. Dans le doute, toujours consulter l'ingénieur.

.2 Sauf indication ou prescription contraire, lorsqu'il n'y a pas de comptoir, la hauteur de montage du matériel (prise électrique, prise téléphonique/informatique, interrupteurs, etc.) est mesurée de la surface du plancher fini jusqu'à l'axe de l'appareil. S'il y a un comptoir, la hauteur de montage du matériel est mesurée par rapport à la hauteur du comptoir (s'il n'y a pas de dosseret) et par rapport au haut du dosseret (s'il y en a un).

.3 Dans les cas où la hauteur de montage n'est pas indiquée, vérifier auprès de l'ingénieur avant de commencer l'installation.

.4 L'Entrepreneur doit coordonner toutes les hauteurs de montage avec l'emplacement des prises versus la position du mobilier fixe afin de s'assurer que les appareils montrés sur les plans électriques n'entrent pas en conflit avec des meubles, comptoirs, dosserets de comptoir, équipement de d'autres disciplines, etc. Dans le cas où un conflit est détecté, l'Entrepreneur doit avertir l'ingénieur avant d'installer l'équipement.

.5 Sauf indication contraire, installer l'équipement électrique à la hauteur indiquée ci-après.

.1 Interrupteurs d'éclairage :

.1 Hauteur standard: 1 400 mm.

.2 Hauteur pour handicapés: 1 100 mm.

.2 Prises murales :

.1 En général : 450 mm.

.2 Pour les pompes doseuses et l'analyseur : 1 150 mm.

.3

.3 Luminaire en appliqué : selon indications aux plans.

.4 1 800 mm maximum du dessus de l'appareil jusqu'au plancher pour tout équipement comportant un dispositif de commande manuelle ou automatique (sectionneur, contacteur, etc.) pouvant être actionné sans ouvrir le boîtier.

1.19 PROTECTION

.1 Au cours des travaux de construction, protéger le matériel exposé et sous tension, pour assurer la sécurité du personnel.

.2 Enfermer et marquer les pièces sous tension par l'inscription "circuit sous tension 120 volts" (ou la tension appropriée), en français.

.3 Pourvoir l'installation de portes provisoires pour fermer les salles contenant du matériel de distribution d'électricité. Garder ces portes verrouillées, sauf lorsqu'un électricien en assure la surveillance directe.

1.20 INSTALLATION DES CONDUITS ET DES CÂBLES

.1 Percer, ajuster et sceller.

.2 Pourvoir les manchons partout ou un conduit passe à travers un plancher de béton, une poutre en béton, un mur de maçonnerie, des cloisons, etc.

.3 Installer les conduits et les manchons avant la coulée du béton.

.4 La longueur des manchons est déterminée de la façon suivante :

.1 Les manchons se terminent à l'affleurement des murs, cloisons et plafonds.

.2 Les manchons installés dans les planchers excédent le plancher fini de 6 mm à l'exception des pièces ayant des drains de plancher où les manchons excédent de 50 mm.

.5 Pour les manchons traversant le béton, utiliser du tuyau en acier de la série 40, de diamètre permettant le passage du conduit.

.6 Passer les conduits traversant un mur de fondation dans un manchon avec joint étanche.

1.21 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR LE CHANTIER

.1 Tous les travaux d'électricité doivent être exécutés par des électriciens agréés, qualifiés, ou par des apprentis, selon les termes de la loi provinciale concernant la formation professionnelle et la qualification de la main-d'oeuvre. Les employés inscrits à un programme provincial d'apprentissage pourront exécuter des tâches spécifiques, selon leur degré de formation et selon leurs aptitudes démontrées pour l'exécution des tâches spécifiques, pourvu qu'ils soient sous la surveillance directe d'un électricien agréé qualifié.

.2 Les travaux faisant l'objet de la présente division doivent être exécutés par un maître électricien ou par un Entrepreneur électricien, titulaire d'une licence délivrée par la province dans laquelle les travaux seront exécutés.

.3 Faire l'essai des systèmes suivants et en acquitter les frais.

.1 Les circuits émanant des panneaux de dérivation ou de distribution.

.2 Le système d'éclairage et ses dispositifs de commande.

.3 Les moteurs, les appareils de chauffage et le matériel de commande connexe, y compris les commandes du fonctionnement séquentiel des systèmes s'il y a lieu.

.4 Tout autre réseau :

- Le système de mise à la terre.

.4 Fournir un certificat ou une lettre du fabricant attestant que toute l'installation de chaque réseau a été faite à son entière satisfaction.

.5 Effectuer les essais en présence du représentant du propriétaire.

.6 Fournir les appareils, les compteurs, l'équipement et le personnel requis pour l'exécution des essais au cours des travaux et à leur parachèvement.

.7 Essais de résistance d'isolement :

.1 Mesurer la valeur d'isolement des circuits, des câbles de distribution et de l'équipement d'une tension nominale d'au plus 350 V, à l'aide d'un mégohmmètre de 500 V.

.2 Mesurer la valeur d'isolement des circuits, des artères et de l'équipement d'une tension nominale comprise entre 350 V et 600 V, à l'aide d'un mégohmmètre de 1000 V.

.3 Vérifier la valeur de la résistance à la terre avant la mise sous tension.

.8 Effectuer les essais en présence de l'ingénieur.

.9 Fournir les appareils de mesure, les indicateurs, l'équipement et le personnel requis pour l'exécution des essais durant la réalisation des travaux et à leur achèvement.

.10 Soumettre le résultat des essais à l'ingénieur.

.11 Remettre les résultats de tous les essais.

1.22 COORDINATION DES DISPOSITIFS DE PROTECTION

.1 S'assurer que les dispositifs de protection des circuits comme les déclencheurs de surintensité, les relais et les fusibles sont installés, qu'ils sont du calibre voulu et réglé aux valeurs requises.

1.23 ÉQUILIBRAGE DES CHARGES

.1 Mesurer le courant de phase des tableaux de distribution fonctionnant sous des charges nominales (éclairage), au moment de l'acceptation. Répartir les connexions des circuits de dérivation de manière à obtenir le meilleur équilibre du courant entre les diverses phases et noter toute modification apportée aux connexions originales.

.2 Mesurer les tensions des phases sous charge et régler les prises des transformateurs pour que la tension obtenue soit à 2 % près de la tension nominale de l'équipement.

.3 À l'achèvement des travaux, remettre un rapport indiquant les courants de régime sous charge normale relevés sur les phases et les neutres des tableaux de distribution. Préciser l'heure et la date à laquelle chaque charge a été mesurée, ainsi que la tension du circuit au moment de la vérification.

1.24 NETTOYAGE

.1 Effectuer le nettoyage final.

.2 Au moment du nettoyage final, nettoyer les réflecteurs, les diffuseurs, les globes et autres articles d'éclairage qui ont été exposés aux poussières et saletés produites au cours des travaux de construction.

.3 Vidanger les panneaux de dérivation et de distribution, boîtes de raccord et panneaux de contrôle de tous rebuts n'y ayant pas leur place.

1.25 SERVICES TEMPORAIRES

.1 Tous les travaux temporaires nécessaires pour permettre de réaliser les nouveaux travaux décrits aux plans et devis, doivent être inclus dans le coût total de la soumission de l'Entrepreneur même s'ils ne sont pas décrits ou montrés aux présents plans et devis.

.2 À moins d'une entente explicite avec le propriétaire ou d'un avis contraire, l'Entrepreneur général doit défrayer les coûts relatifs à l'énergie utilisée pour faire fonctionner les services temporaires durant toute la durée des travaux.

1.26 ÉQUIVALENCE

.1 L'Entrepreneur doit présenter sa soumission avec le matériel spécifié, sans aucune substitution. Le contrat peut lui être adjugé sans aucune équivalence ou substitution.

.2 Des équivalences, peuvent cependant être soumises sur la liste séparée de la soumission, mais attachées à la soumission de base. Le montant à être déduit doit être donné s'il existe une différence. Un montant unique pour plusieurs équivalences n'est pas acceptable. Si aucune liste n'est annexée à sa soumission de base, le sous-traitant accepte et agrée d'effectuer les travaux, tel que montré aux plans et au devis pour ledit projet.

.3 Les équivalences ne sont acceptées qu'aux conditions suivantes :

.1 Toutes les équivalences doivent obligatoirement être soumises à l'ingénieur à l'intérieur d'un délai de dix (10) jours ouvrables après la date de remise des soumissions. Au-delà de cette période, aucune équivalence ne sera acceptée.

.2 Des preuves d'équivalences sont exigées et ceci à la charge du sous-traitant.

.3 Des échantillons du matériel proposé et du matériel spécifié sont exigés pour essais.

.4 Toute équivalence proposée exigeant une augmentation du temps d'installation ou un surplus de matériaux auxiliaires ou toute modification qui serait entraînée dans la construction dudit projet, ne justifie pas une rémunération supplémentaire.

.5 Les plans ayant été préparés avec les dimensions et caractéristiques d'un des appareils mentionnés aux plans et devis, l'Entrepreneur seul doit s'assurer que l'équivalent qu'il propose, peut s'installer sans changement aux plans, de façon à ne pas modifier les conditions des concepts originaux (design) et l'esprit du contrat. De plus, il doit vérifier que les dimensions des équivalents conviennent au projet. Il doit aviser l'ingénieur, par écrit, que l'équipement qu'il propose de fournir rencontre les exigences précédentes et lui demander son approbation.

.6 L'ingénieur se réserve le droit d'accepter ou refuser une ou plusieurs équivalences (matériaux jugés équivalents par le sous-traitant); sa décision est finale.

.7 Lorsque les preuves d'équivalences ne sont pas présentées et que l'ingénieur doit vérifier la conformité du matériel proposé; celui-ci se réserve le droit d'en faire payer les frais par l'Entrepreneur fautif.

.8 Les noms des fabricants, les références de catalogue et les marques de commerce qui peuvent apparaître sur les plans ou dans les devis sont utilisés pour démontrer de façon précise la sorte et la qualité de l'équipement, des marchandises et des matériaux exigés. Les soumissions doivent être basées sur les caractéristiques des produits indiqués aux plans et devis.

.9 Tout matériau ou produit proposé comme équivalent est considéré comme non équivalent jusqu'à ce qu'un certificat d'équivalence soit émis par le professionnel concerné.

.10 Lorsque plus d'une marque de commerce est spécifiée au devis, pour un même matériau ou produit, l'Entrepreneur demeure libre de choisir en tout temps l'un quelconque des produits spécifiés.

.11 Pour les principales pièces d'électricité l'Entrepreneur doit déterminer son choix du produit qu'il propose d'utiliser lors de la présentation de sa soumission.

.12 L'Entrepreneur doit exécuter à ses frais, tous les changements requis (raccordement, support ou autres détails), qu'ils soient exécutés par lui-même ou un quelconque des sous-traitants, lorsqu'il choisit un produit ou matériau autre que celui qui a servi de base à la préparation des plans et devis.

1.27 DOCUMENTS À FOURNIR

.1 Avant le début des travaux :

.1 Tous les dessins d'atelier requis pour approbation par l'ingénieur. Aucune commande n'est faite avant d'avoir reçue l'approbation de l'ingénieur. Une liste exhaustive est présentée en annexe.

.2 Tout autre document ou renseignements jugés pertinents à la bonne exécution des travaux spécifiés.

.3 Si des erreurs passent inaperçues lors de l'examen des dessins d'atelier, l'entrepreneur ne doit pas pour autant les laisser se perpétuer, et les exigences prévues par les plans et devis ont préséance sur les conclusions de l'étude des dessins d'atelier, quelles qu'elles soient.

.2 Avant l'acceptation finale :

.1 Une (1) copie des plans "tel que construit" sur laquelle sont clairement indiquées à l'aide d'un crayon de couleur rouge, les modifications et/ou changements survenus aux ouvrages au cours des travaux. Y apposer la mention "certifié tel que construit" et la signature du responsable des travaux. Remettre une copie à l'ingénieur.

.2 Un (1) exemplaire d'un manuel complet d'entretien et d'opération + une version .pdf sur une clé USB, pour chacun des systèmes et/ou équipements d'envergure. Les manuels et la clé USB devront être remis à l'ingénieur de projet pour approbation.

.3 Toute attestation officielle requise relativement à la bonne installation et opérations de certains systèmes et/ou équipements importants.

.4 Tous les autres documents jugés pertinents par l'ingénieur, l'architecte ou le propriétaire.

.3 Acronymes et légendes dans les dessins d'atelier :

.1 Les acronymes, les abréviations, les symboles et autres termes non présents dans un dictionnaire de langue française ou anglaise (si permis) et nécessitant une définition pour être clairement compris du lecteur sont inclus et regroupés dans le mot « acronyme » utilisé dans cet énoncé.

.2 Lorsque des dessins d'atelier sont présentés à l'ingénieur, tous les acronymes utilisés doivent être explicitement définis dans une légende en français ou en anglais (si permis) présente sur les dessins d'atelier. Advenant l'omission d'une telle légende par le manufacturier, l'Entrepreneur est responsable d'en ajouter une pour compléter les informations transmises à l'ingénieur. Il est aussi responsable de son exactitude. Si un acronyme est utilisé sans qu'une légende ne soit définie, l'Entrepreneur en électricité accepte de n'avoir aucun recours légal quant à l'interprétation que l'ingénieur peut faire à propos des informations présentes sur les dessins d'atelier. Un acronyme non clairement défini dans une légende correspond à une information inexistante et inutilisable. Un dessin d'atelier est supposé être complet en lui-même et l'ingénieur n'est pas responsable et n'est pas tenu de chercher la signification des acronymes utilisés autre part que sur les dessins d'atelier.

.4 Toute la documentation fournie par l'Entrepreneur (dessins d'atelier, cahiers d'entretien, liste des acronymes, etc.) doit obligatoirement être en français, sauf si celle-ci n'est pas disponible dans cette langue. L'Entrepreneur doit faire l'effort auprès des manufacturiers pour demander des documents en français, s'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, ils doivent alors être en anglais. L'Ingénieur de projet est en droit de refuser certains documents s'il a la preuve que les documents sont disponibles en français.

1.28 CODES ET RÈGLEMENTS

.1 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de vérifier auprès des autorités compétentes que ses choix de matériaux et systèmes répondent aux exigences des codes et règlements en vigueur. De plus, il fournit et installe tous les autres éléments nécessaires et pertinents à cette section de façon à livrer un ouvrage fonctionnel et complet en lui-même, même si ces éléments ne sont pas directement spécifiés aux plans et devis.

1.29 GÉNÉRALITÉS

.1 Toutes les clauses des conditions générales et particulières du contrat s'appliquent au présent ouvrage.

1.30 PRODUITS ACCEPTABLES

.1 Signifie que l'article indiqué et identifié par un numéro de catalogue répond entièrement aux exigences du rendement de qualité du matériel et d'exécution.

1.31 COOPÉRATION DES ENTREPRENEURS

.1 Chaque corps de métier est tenu de se familiariser avec les ouvrages des autres corps de métier et de coopérer avec ces derniers à l'agencement et à l'installation de leurs propres ouvrages, de façon à faciliter la marche des travaux pris comme un tout et éviter de se nuire ou de se retarder mutuellement. Aucun changement aux ouvrages ni aucune modification à la marche des travaux des corps de métier des ouvrages électriques qui peuvent être requis en vue d'assurer cette coordination n'est considéré comme donnant droit à une réclamation de paiement additionnel.

.2 L'Entrepreneur doit coordonner avec chaque corps de métier l'emplacement final de tous les équipements électriques ainsi que les espaces requis pour le passage des câbles, conduits, étagères à câbles, etc., de façon à ce que tous ces travaux n'interfèrent pas avec ceux des autres corps de métier.

Aucune réclamation ne sera acceptée pour défrayer le coût des travaux de reprise afin de corriger ces interférences.

1.32 APPLICATION DE LA GARANTIE

.1 L'Entrepreneur garantit le bon fonctionnement de tout l'ouvrage et de toute l'installation se rapportant au présent contrat, et il remplace immédiatement, à ses frais, toute partie qui est trouvée défectueuse dans la période de douze (12) mois qui suivent l'acceptation définitive de l'entreprise signée par l'ingénieur, pourvu toujours que cette défectuosité ne soit pas due ni à un mauvais usage, ni à l'usure ordinaire.

.2 Aucun certificat, paiement, utilisation entière ou partielle de l'installation par l'ingénieur n'est considéré comme acceptation d'ouvrage ou de matériaux défectueux. L'Entrepreneur remet en bon état immédiatement tout ouvrage imparfait et remplace les matériaux défectueux sans frais additionnels pour le propriétaire; il remédie aussi aux conséquences qui découlent de ces ouvrages ou matériaux défectueux dans la période des douze mois qui suivent l'acceptation définitive de toute l'entreprise.

.3 Cette garantie générale ne dispense pas d'aucune des garanties spécifiées pour toute autre période plus longue ou spécifiée autrement dans les conditions générales ou particulières du contrat.

.4 Cette garantie inclut les frais de déplacement et de séjour nécessaires pour en assumer le respect.

1.33 DESSINS ET DEVIS

.1 Les dessins des ouvrages électriques n'indiquant pas tous les détails de la construction et tous les renseignements fondés sur les mesures exactes de l'édifice sont pris sur les dimensions en chiffres des dessins architecturaux et à l'édifice même.

.2 L'Entrepreneur effectue sans frais supplémentaire tous les changements ou rallonges de courses requis en raison de l'état de la structure. Les conduits et les appareils peuvent être changés de place par l'ingénieur, sans frais, pourvu qu'ils le soient avant d'être montés et sans nécessiter d'autres matériaux.

.3 Au cours de l'exécution des travaux et avant d'installer les appareils, les garnitures et le matériel qui pourraient nuire à la disposition intérieure et à l'usage de l'édifice, l'Entrepreneur consulte l'ingénieur et obtient des dessins de détails ou des instructions au sujet de la position exacte de ce matériel.

.4 Les dessins indiquent d'une façon générale la position et la course que doivent suivre les tuyaux, conduits, etc., posés en vertu du présent contrat. Quand les tuyaux ou conduits requis ne sont pas indiqués sur les plans ou qu'ils le sont seulement sous forme de diagramme, ils sont posés de façon à conserver la hauteur libre maximale et à entraver le moins possible l'utilisation des pièces dans lesquelles ils passeront.

.5 Partout où les dessins indiquent un espace libre réservé à un appareil qui est installé plus tard, l'Entrepreneur le conserve, il monte les conduits et effectue les autres travaux relatifs au présent contrat de façon que les appareils soient posés plus tard puissent être raccordés. Il s'entend avec le représentant de l'ingénieur sur le chantier à cette fin lorsque la chose est nécessaire.

.6 Les devis ne spécifient pas ou les plans n'indiquent pas nécessairement tous les matériaux et les équipements requis. Cependant, il est entendu que l'Entrepreneur s'engage à fournir et à poser tous les matériaux et équipements indispensables, ceci afin que le travail soit complet et conforme à toutes les exigences du métier ainsi que pour répondre à l'intention véritable des plans et devis. Ces matériaux ou ouvrages doivent être fournis et exécutés par l'Entrepreneur sans rémunération additionnelle.

1.34 AUTRES DESSINS

.1 L'ingénieur peut, aux fins de clarification seulement, fournir à l'Entrepreneur des dessins supplémentaires pour assurer une bonne exécution des travaux. Ces dessins ont la même signification et la même portée que s'ils figuraient avec les plans mentionnés dans les documents contractuels.

1.35 EXAMEN DES TRAVAUX

.1 Avant de soumissionner, chaque corps de métier examine l'emplacement et étudie les conditions locales qui influent sur les travaux du présent contrat; il étudie avec soin les dessins de structure et les dessins architecturaux et s'assure que les travaux du présent contrat peuvent être exécutés d'une façon satisfaisante sans

changement à l'édifice, comme la chose est indiquée sur les plans. Il examine l'ouvrage des autres corps de métier, et signale tout de suite tout défaut ou tout obstacle à l'exécution des travaux du présent corps de métier ou influant sur la garantie exigée.

.2 Aucune indemnité supplémentaire ne lui est accordée plus tard pour les conséquences de sa négligence à effectuer cet examen.

1.36 MATÉRIEL PARTICULARITÉS ET MISE EN PLACE

.1 Les rives des pièces d'équipement ainsi que celles des plaques de plancher et de plafonds doivent être parallèles aux murs du bâtiment lorsque la chose est possible.

.2 Fournir et monter tout l'ouvrage de structure spécial requis pour l'installation des transformateurs, moteurs et autres appareils. Construire aussi les fondations en béton ou autres requises pour supporter ces appareils.

1.37 RESPONSABILITÉ PENDANT LA MISE À L'ESSAI TEMPORAIRE

.1 Obtenir la permission écrite de mettre en marche et à l'essai les installations et les appareils permanents avant leur acceptation par l'ingénieur.

.2 L'ingénieur peut utiliser les installations et les appareils aux fins des essais avant de les avoir acceptés. Fournir la main-d'oeuvre, le matériel et les instruments nécessaires aux essais.

.3 Ces essais ne sont pas interprétés comme une preuve que l'ingénieur accepte une partie quelconque de l'ouvrage et il est défendu et convenu qu'aucune réclamation en dommages n'est présentée à l'égard d'accidents ou de ruptures des parties de l'ouvrage ainsi utilisée, que la cause soit due au manque de résistance ou d'exactitude des parties composantes, à des matériaux défectueux ou à une malfaçon quelconque.

.4 Empêcher la poussière, la saleté et autres matières étrangères de pénétrer dans les ouvertures des installations et des appareils pendant la mise à l'essai.

1.38 ACCESSIBILITÉ

.1 Toute l'installation est effectuée de façon qu'elle soit facilement accessible pour le fonctionnement, l'entretien et les réparations. Si c'est nécessaire pour répondre à cette exigence, fournir toutes les portes ou tous panneaux d'accès de grandeur convenable.

1.39 DESSINS POUR LES ARCHIVES

.1 Les corps de métier des ouvrages électriques doivent marquer clairement, au fur et à mesure de l'avancement des travaux tous les changements et dérogations à leurs exigences et à leur course indiquées sur les documents du contrat, sur les jeux distincts de photocopies blanches. On demande à l'ingénieur des photocopies au début des travaux. On apporte une attention toute particulière au calcul exact des dimensions des endroits où passent tous les conduits enfouis à l'extérieur et tous les conduits dissimulés et cachés à l'intérieur de l'édifice.

.2 Ces photocopies donnent tous les renseignements requis à l'égard des changements apportés aux tracés initiaux et indiquent la position de toute l'installation. Ces photocopies blanches portent toutes les indications nécessaires et sont remises au représentant de l'ingénieur au début de l'inspection définitive de l'ouvrage.

1.40 RESPONSABILITÉ

.1 Chaque corps de métier assume toute la responsabilité relative à la disposition de son propre ouvrage et à tout dommage causé au propriétaire ou autres sous-traitants par suite d'une mauvaise exécution de ses travaux ou d'un montage au mauvais endroit.

.2 Chaque corps de métier est aussi chargé d'assurer que son ouvrage est effectué promptement avant la coulée du béton ou l'exécution d'autres travaux semblables. Il fournit les manchons requis et les posera. S'il est nécessaire de couper ou de réparer l'ouvrage parachevé ou non, l'Entrepreneur emploie à ses propres frais les corps de métier en cause pour effectuer les percées ou les réparations. Un tracé de l'ouvrage est soumis à l'approbation de l'ingénieur avant le commencement des travaux.

.3 Tous les travaux seront exécutés avec le plus grand soin et selon les règles de l'art, en conformité avec les plans et devis, les exigences des autorités de l'endroit et les règlements du code d'électricité dernière révision. Lorsque les exigences sont contradictoires, l'Entrepreneur met ses matériaux en oeuvre en conformité des règlements les plus stricts.

.4 Étant donné que les règlements susmentionnés sont considérés par le propriétaire comme étant des normes minimales, ils seront normalement dépassés.

.5 Lorsque le matériel fourni doit être encastré dans les ouvrages de d'autres corps de métier comme ceux de la maçonnerie, de la charpente, du plâtrage, etc., le corps de métier qui le fournit doit indiquer où le placer ou donner les mesures requises.

.6 Toutes les boîtes, conduits ou autres ouvrages, qui, de l'avis de l'ingénieur ne sont pas posés en conformité des exigences du devis et selon les règles de l'art seront enlevés et replacés sans frais pour le propriétaire.

.7 L'excavation et le remplissage nécessaires à la bonne exécution des travaux décrits au présent chapitre seront effectués par le corps de métier de l'excavation conformément aux exigences du corps de métier des ouvrages électriques qui en a besoin.

.8 L'Entrepreneur protège son propre ouvrage, fini ou non, et celui des autres sous-traitants contre tout dommage résultant de l'exécution de son ouvrage. Il recouvre au besoin, les parquets et les autres ouvrages de bâche, ou de toute autre protection nécessaire exigée par l'ingénieur sans frais pour le propriétaire.

.9 Il répare sans frais et à la satisfaction de l'ingénieur ou de l'architecte, tous les dommages aux surfaces de plancher ou autres parties de l'édifice résultant de l'exécution de son ouvrage.

.10 L'Entrepreneur porte la responsabilité de l'état de tous les matériaux et de tout le matériel en vertu du présent contrat et voit à les protéger comme la chose est nécessaire. Il est responsable de la protection, de l'entretien et du rendement de l'ouvrage et des appareils exigés par le présent devis jusqu'à ce que l'édifice soit terminé et accepté.

.11 On emploie que des ouvriers absolument compétents pour exécuter chaque phase particulière des travaux de la présente entreprise.

.12 Lorsque l'ouvrage est terminé, tous les outils, les matériaux de surplus et rebuts seront enlevés des lieux. L'emplacement et l'ouvrage seront laissés en parfait état de propreté.

1.41 INTÉGRATION DE L'ÉQUIPEMENT AU BÂTIMENT

.1 Pour fin de demande de paiement, seuls seront considérés les matériaux et équipements mis en place et intégrés au bâtiment de façon permanente et définitive.

.2 Ne seront pas considérés les matériaux et équipements livrés au chantier mais non intégrés au bâtiment.

1.42 SOUMISSIONS

.1 Chaque spécialité du présent devis peut faire l'objet d'un prix séparé lors de la présentation des soumissions. Toute soumission reçue dérogeant à cette clause peut être refusée.

1.43 TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR D'AUTRES

.1 À moins d'avis contraire dans les documents contractuels en électricité, indépendamment des travaux décrits dans les plans et devis des autres disciplines, tous les travaux suivants sont à la charge de l'Entrepreneur général :

.1 L'Entrepreneur général a la responsabilité d'avertir les peintres par écrit qu'aucun conduit électrique, qu'aucune boîte de jonctions et qu'aucune porte de panneaux de disjoncteurs n'a le droit d'être peinturé. Advenant qu'un des conduits, boîte de jonctions ou porte de panneaux de disjoncteurs soit peinturé par erreur, l'Entrepreneur général devra assumer les frais de remplacement (matériel et main d'œuvre) pour des appareils neufs.

.2 Le ragréage, le sablage, la pose de gypse ou autres matériaux de recouvrement et le peinturage.

.3 Les tranchées, les massifs de béton, les coffrages pour travaux en béton, le béton, les trottoirs, les bollards, l'excavation, le remblayage, la compaction des sols, l'élagage des arbres, le reboisement, l'asphaltage et la pose de pelouse.

.4 La fourniture et l'installation d'un fond de clouage pour l'installation des appareils électriques tels qu'une entrée électrique, un centre de contrôle de moteurs, un sectionneur, une boîte de contrôle, un démarreur, un variateur de vitesse à fréquence variable, un transformateur mural, une entrée de téléphonie et de câblodistribution.

.5 Fourniture des appareils (incluant les opérateurs si requis) de levage, les grues, les girafes, les plateformes élévatrices, les « boom trucks » et autres appareils de ce genre.

.6 Tout autre travail en civil.

.7 La mise en service des équipements et la programmation de l'automate programmable.

.2 Advenant qu'il n'y ait pas d'Entrepreneur général au projet, l'Entrepreneur en électricité a la responsabilité de réaliser tous les travaux qui seraient normalement de la responsabilité de l'Entrepreneur général.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

.1 Connecteurs pour câbles et boîtes, matériaux et matériels connexes, ainsi que leur installation.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CAN/CSA-C22.2 numéro 18, dernière révision, boîtes de sortie, boîtes pour conduits, raccords et accessoires.

.2 CSA-C22.2 numéro 65, dernière révision, connecteurs de fils.

.2 National Electrical Manufacturers Association (NEMA).

1.3 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène et en carton ondulé dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer le câblage métallique inutilisé vers une installation de recyclage du métal.

1.4 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

.1 Soumettre les caractéristiques des produits selon les prescriptions en vigueur.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 MATÉRIELS

.1 Connecteurs à pression, pour câbles, conformes à la norme CSA-C22.2 numéro 65, dernière révision, à éléments porteurs de courant en cuivre, de calibre approprié aux conducteurs en cuivre, selon les exigences.

.2 Connecteurs d'épissage pour appareils d'éclairage conformes à la norme CSA-C22.2 numéro 65, dernière révision, à éléments porteurs de courant, en cuivre, de calibre approprié aux conducteurs en cuivre de 10 AWG ou moins.

.3 Connecteurs à manchons et vis constitués ainsi :

.1 Chape de connecteur et bride à vis serre-fils pour conducteurs toronnés en cuivre.

.2 Vis pour bride serre-fils.

.3 Vis pour barres en cuivre ou en aluminium.

.4 Calibre approprié aux conducteurs et aux barres, selon les indications.

.4 Brides serre-fils ou connecteurs pour câble armé conduit métallique flexible, selon les exigences, conformes à la norme CAN/CSA-C22.2 numéro 18, dernière révision.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Enlever soigneusement le matériel isolant de l'extrémité des conducteurs et, selon le cas :

.1 Enduire les conducteurs en aluminium d'une couche de mastic pour joints à base de zinc avant la pose des connecteurs.

.2 Poser les connecteurs à pression mécanique et serrer les vis au moyen d'un outil de compression approprié conforme aux recommandations du fabricant. Les installations doivent satisfaire aux essais de sécurité exécutés selon la norme CSA-C22.2 N° 65, dernière révision.

.3 Poser les connecteurs pour appareils d'éclairage et les serrer. Remettre en place le capuchon isolant.

.4 Poser les connecteurs pour bornes de traversée.

.5 Poser les connecteurs pour appareils d'éclairage et les serrer. Remettre en place le capuchon isolant.

.6 Poser les manchons à vis.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

.1 Section 26 05 20 - Connecteurs pour câbles et boîtes, 0 - 1000 V.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 CSA-C22.2 n° 0.3, dernière révision, Méthodes d'essai des fils et câbles électriques.

.2 CAN/CSA-C22.2 no 131, dernière révision, Câbles de type TECK 90.

1.3 DESSINS D'ATELIER

.1 Soumettre les caractéristiques des produits selon les prescriptions en vigueur.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 GÉNÉRALITÉS

.1 À moins d'avis contraire, tous les câbles de transmission de données, de contrôle et d'alarme incendie doivent obligatoirement avoir un indice de résistance à la flamme FT-6. Tous les autres câbles doivent posséder un indice de résistance à la flamme FT-4. Tous les câbles doivent être spécifiés pour 60°C minimum (général) et 105°C (pour l'alarme-incendie). Dans tous les cas, les câbles doivent être marqués FT-4 ou FT-6 (selon le cas) et la température doit être inscrite sur les câbles.

2.2 CÂBLAGE DE BÂTIMENT

.1 Conducteurs : torsadés lorsque de grosseur 10 AWG, 5 mm de grosseur ou plus gros.

.2 Conducteurs : À moins d'avis contraire, les conducteurs doivent être en cuivre sous isolant en polyéthylène thermodurcissable, réticulé chimiquement. À moins d'avis contraire, le calibre des conducteurs doit être supérieur ou égal à du #12AWG. À moins d'avis contraire, utiliser le type de câblage suivant :

RW90 : Pour des applications au sec.
RWU90 : Pour des applications en milieu humide, pour des applications exposées aux ultraviolets.

.3 Fournir du câblage de 1 kV pour les applications de 300 V et plus. Fournir du câblage de 600 V pour les applications de moins de 300 V.

.4 Tout le câblage devra être de calibre n° 12 AWG ou de calibre supérieur ou égal au disjoncteur qui les alimente, sauf indication contraire.

2.3 CÂBLES TECK

.1 Câbles : conformes à la norme CAN/CSA-C22.2 n° 131, dernière révision.

.2 Conducteurs :

.1 Conducteur de mise à la terre en cuivre.

.2 Conducteurs de circuits en cuivre de calibre selon les indications.

.3 Isolant :

.1 En polyéthylène thermodurcissable réticulé chimiquement, indice diélectrique nominal de RW 90, conçu pour une tension de 600 volts lorsque la tension dans le câble est de 240 volts et moins et conçu pour une tension de 1 000 volts lorsque la tension dans le câble est de plus de 240 volts.

.4 Gaine intérieure en polychlorure de vinyle.

.5 Armure métallique en feuillard d'aluminium agrippé.

.6 Enveloppe extérieure en polychlorure de vinyle.

.7 Attaches :

.1 Brides de fixation à un trou, en aluminium pour câbles apparents de 50 mm au moins. Brides de fixation à 2 trous, en acier, pour câbles de plus de 50 mm.

.2 Profilés en U pour supporter deux ou plusieurs câbles placés côte à côte.

.3 Tiges filetées de 6 mm de diamètre pour supporter les profilés en U suspendus.

.8 Connecteurs :

.1 Modèles étanches approuvés pour raccorder le câble teck.

2.4 CÂBLES DE COMMANDE

.1 Câble du type LVT-60 °C : avec une capacité de résistance à la flamme FT-6, stitué de conducteurs en cuivre recuit conçus pour 30 V et moins, de grosseur selon les indications, sous isolant thermoplastique avec gaine extérieure en thermoplastique, conforme à la norme CSA-C22.2 n° 35, dernière révision.

.2 Câble de commande à faible demande, conçu pour 600 V et moins, constitué de conducteurs de cuivre recuit massif ou toronné, de grosseur selon les indications, sous isolant en PVC du type TW ou TW75, avec capacité de résistance à la flamme FT-6.

2.5 CÂBLES D'INSTRUMENTATION

.1 À moins d'avis contraire, ce câblage doit obligatoirement être en cuivre et être conçu pour une plage minimale de -20 °C à +105 °C, avoir une capacité de résistance à la flamme de type FT6, avoir un blindage électrostatique (shield) métallique, être torsadé par paires, être multibrins, être de calibre #18 AWG au minimum, avoir une tension d'isolation minimale de 300V, avoir une gaine de couleur grise et qui est résistante à l'huile et aux ultraviolets et être conforme à la norme CAN/CSA C22.2 n° 239.

2.6 COULEUR DES CONDUCTEURS

.1 Phase A – Rouge
Phase B - Noir
Phase C - Bleu
Neutre - Blanc
Malt - Vert

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Ne joindre les conducteurs qu'aux boîtes de jonction ou de sortie.

.2 Lier ensemble les conducteurs à l'intérieur des panneaux et centres de commande à l'aide d'attaches TY-RAP de T & B ou équivalent.

.3 Connecteurs :

- Type RP-12 pour conducteurs # 12 AWG.
- Type PT-80 pour conducteurs # 10 AWG.
- Type T (boulon sectionné) pour conducteurs # 8 AWG et plus.

.4 Les conducteurs de chaque alimentation électrique doivent être du calibre requis et de section requise pour une baisse de tension inférieure à 3% en régime permanent, entre le transformateur et tous les appareils alimentés par ce transformateur.

.5 Si requis poser les conducteurs dans des canalisations enfouies.

3.2 INSTALLATION DES CÂBLES DE COMMANDE

.1 Poser les câbles de commande selon les indications.

.2 Raccorder l'écran métallique des câbles de commande au réseau de mise à la terre.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

.1 Section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American National Standards Institute (ANSI)/Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE).

.1 ANSI/IEEE 837, dernière révision, Qualifying Permanent Connections Used in Substation Grounding.

.2 Association canadienne de normalisation, (CSA)/CSA International.

.1 CAN/CSA-Z32, dernière révision, Sécurité en matière d'électricité et réseaux électriques essentiels des établissements de soins de santé.

1.3 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène et en carton ondulé dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer les éléments métalliques inutilisés vers une installation de recyclage du métal.

.5 Plier les feuillards métalliques de cerclage, les aplatir et les placer aux endroits désignés en vue de leur recyclage.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 MATÉRIEL

.1 Colliers de mise à la terre, de grosseur appropriée, pour raccorder les conducteurs à la conduite d'eau souterraine de bonne conductivité électrique et selon le détail montré aux plans.

.2 Tiges-électrodes : acier galvanisé, de 19 mm de diamètre sur 3 m de longueur.

.3 Plaques électrodes en cuivre d'une superficie de 0,2 mètre carré et d'au moins 1,6 mm d'épaisseur.

.4 Conducteurs de mise à la terre des réseaux, des circuits et de l'appareillage, en cuivre nu, étamé lorsque dans le sol ou les endroits humides, toronné recuit de grosseur indiquée.

.5 Conducteurs isolés de mise à la terre, de type RWU-90 lorsque dans le sol ou les endroits humides et de type RW-90 dans les autres endroits. Isolation de couleur verte.

.6 Barres omnibus de mise à la terre : en cuivre, dimensions indiquées, y compris les supports isolants, fixations et connecteurs.

.7 Accessoires anticorrosion nécessaires au système de mise à la terre, de types, dimensions et matériaux indiqués, notamment :

.1 embouts de mise à la terre et de liaison;

.2 brides de protection;

.3 connecteurs boulonnés;

.4 connecteurs à souder par aluminothermie;

.5 cavaliers, tresses et barrettes de liaison;

.6 connecteurs à sertir.

2.2 FABRICANTS

.1 Fabricants reconnus : Burndy et Thomas & Betts pour les joints mécaniques et Cadwell pour les joints soudés par aluminothermie.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION GÉNÉRALITÉS

.1 Installer des systèmes complets, permanents et continus de mise à la terre des réseaux, des circuits et de l'appareillage, comprenant les conducteurs, connecteurs et accessoires nécessaires, selon les indications, de façon à satisfaire aux exigences du représentant du propriétaire et des autorités locales compétentes. Lorsqu'on utilise des tubes électriques métalliques (type TEM), le conducteur de mise à la terre doit être mis sous conduit.

.2 Poser les connecteurs selon les directives du fabricant.

.3 Protéger contre l'endommagement les conducteurs de mise à la terre posés à découvert.

.4 Souder par aluminothermie les raccordements souterrains, ainsi que les connexions aux conduites d'eau souterraines de bonne conductivité, aux électrodes et aux éléments de charpente.

.5 Utiliser des connecteurs mécaniques pour faire les raccordements des appareils munis de bornes de mise à la terre.

.6 Les joints soudés ne sont pas autorisés.

.7 Sur les conduits flexibles, prévoir un fil de liaison, bien fixé sur le conduit et connecté à chaque bout à un embout de mise à la terre, une borne sous soudure, un serre-fil ou une vis avec rondelle Belle-ville.

.8 Poser des tresses de liaison aux joints des barres blindées, lorsque la liaison n'est pas assurée par le matériel lui-même.

.9 Mettre à la terre la charpente en acier du bâtiment ainsi que le revêtement métallique en soudant le cuivre à l'acier, selon les exigences du Code d'électricité.

.10 Acheminer tous les raccordements de mise à la terre directement à un seul point commun de mise à la terre. Éviter les connexions en boucle.

.11 Mettre à la terre les boîtiers de distribution secondaire.

.12 Faire les connexions de mise à la terre sur la conduite métallique d'adduction d'eau enfouie en permanence.

.13 Regrouper les conducteurs de mise à la terre des transformateurs d'une même salle électrique sur un conducteur commun 3/0 AWG. Relier ce conducteur commun à l'entrée d'eau du bâtiment via un conducteur 3/0 dans un conduit de 25 mm de diamètre.

3.2 MISE À LA TERRE DES RÉSEAUX ET DES CIRCUITS

.1 Faire les raccordements de mise à la terre du réseau et des circuits au neutre du réseau 120/240 volts, 120/208 volts ou 347/600 volts selon le cas.

3.3 MISE À LA TERRE DE L'APPAREILLAGE

.1 Raccorder les mises à la terre prescrites, pour l'ensemble du matériel, notamment : appareillage de branchement, dispositifs de commutation, canalisations, bâtis de moteurs, centres de commande de moteurs, démarreurs, tableaux de commande, charpente en acier, panneaux de distribution et réseau extérieur.

3.4 ESSAIS

.1 Faire les essais conformément aux prescriptions de la section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

.2 Vérifier la continuité et la résistance du réseau de mise à la terre selon des méthodes appropriées aux conditions locales, et à la satisfaction du représentant du propriétaire et des autorités locales compétentes.

.3 Faire les essais avant de mettre l'installation électrique sous tension.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets conformément aux prescriptions en vigueur.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène et en carton ondulé dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer les éléments métalliques inutilisés vers une installation de recyclage du métal approuvée.

.5 Plier les feuillards métalliques de cerclage, les aplatir et les placer aux endroits désignés en vue de leur recyclage.

1.2 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

.1 Soumettre les caractéristiques des produits conformément aux prescriptions en vigueur.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 SUPPORTS PROFILÉS EN U

.1 Supports, profilés en U, de 41 X 41 mm, de 2,5 mm d'épaisseur, posés en surface ou suspendus.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Assujettir l'équipement aux surfaces en maçonnerie, en tuile et en plâtre, à l'aide d'ancrages au plomb ou de douilles en nylon.

.2 Assujettir l'équipement aux surfaces en béton coulé, à l'aide d'ancrages expansibles à encastrer.

.3 Assujettir l'équipement aux murs creux en maçonnerie ou aux plafonds suspendus, à l'aide de boulons à ailettes.

.4 Attacher l'équipement monté en saillie aux profilés en T de l'ossature des plafonds suspendus, à l'aide d'agrafes à torsion. Avant d'installer l'équipement prescrit, s'assurer que la suspension des profilés en T est suffisamment robuste pour en soutenir le poids.

.5 Supporter les conduits ou câbles à l'aide d'agrafes, de boulons à ressort et de serre-câbles conçus comme accessoires aux supports fondamentaux, profilés en U.

.6 Assujettir les câbles ou conduits apparents à la charpente ou aux éléments de construction du bâtiment à l'aide des fixations suivantes :

.1 Brides à un trou en acier pour fixer en surface les conduits et câbles de 50 mm de diamètre ou moins.

.2 Brides à deux trous en acier pour fixer en surface les conduits et câbles de plus de 50 mm de diamètre.

.7 Systèmes de supports suspendus :

.1 Supporter chaque câble ou conduit au moyen de tiges filetées de 6 mm de diamètre et d'agrafes à ressort.

.2 Supporter au moins deux câbles ou conduits sur des barres de profilés en U suspendus à des tiges de suspension filetées de 6 mm de diamètre, lorsqu'il n'est pas pratique de les fixer directement à la charpente de la bâtisse.

.8 Pour monter en saillie deux conduits ou plus, utiliser des profilés en U posés à 75 mm d'entraxe.

.9 Poser des consoles, montures, crochets, brides de serrage et autres types de supports métalliques aux endroits indiqués et là où c'est nécessaire pour supporter les conduits et les câbles.

.10 Assurer un support convenable pour les canalisations et les câbles posés verticalement, sans fixation murale, jusqu'à l'équipement.

.11 Ne pas utiliser de fil de ligature ni de feuillard perforé pour supporter ou fixer les canalisations ou les câbles.

.12 Ne pas utiliser comme support de conduits ou de câbles les supports et l'équipement installés pour d'autres corps de métier, sauf si on a obtenu la permission de ces derniers et l'approbation de l'ingénieur.

.13 Installer les attaches et les supports selon les besoins de chaque type d'équipement, de conduit et de câble et selon les recommandations du fabricant.

.14 Supporter, lorsque montés en surface, deux conduits ou plus à l'aide de barres de profilés en U, posés à 1 m d'entraxe.

.15 Fournir des consoles métalliques, luminaires, crochets, brides de serrage et autres types de support aux endroits indiqués ou s'il est nécessaire de supporter les conduits et les câbles.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 DESSINS D'ATELIER ET CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

.1 Soumettre les dessins d'atelier et les fiches techniques selon les prescriptions en vigueur.

1.2 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Récupérer et trier les déchets de plastique, les emballages en papier et le carton ondulé, conformément au plan de gestion des déchets.

.3 Plier les feuillards métalliques, les aplatir puis les placer dans l'aire désignée aux fins de recyclage.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 BOÎTES DE RÉPARTITION

.1 Coffrets en feuille métallique, angles soudés, munis d'un couvercle à charnières, façonné et verrouillable en position fermée conforme à la norme ACNOR C22.2 numéro 76, dernière révision.

.2 Les cosses du secteur et des dérivations et/ou les barres de connexion doivent correspondre à la grosseur et au nombre de conducteurs d'entrée et de sortie qui y sont raccordés, selon les indications.

.3 Fournir au moins trois bornes de réserve pour chaque série de cosses dans les boîtes de répartition ayant une intensité nominale inférieure à 400 A.

2.2 BOÎTES DE JONCTION ET DE TIRAGE

.1 Boîtes en acier, soudées, munies de couvercles plats vissés, pour montage en saillie conformes à la norme C22.2 numéro 40, dernière révision.

.2 Couvercles ayant un rebord de 25 mm au moins, adaptables aux boîtes de tirage et de jonction montées d'affleurement.

2.3 ARMOIRES

.1 Armoire de type "E", en feuille d'acier, pour montage en saillie, avec côtés à rives repliées et chevauchantes, munie d'une porte à charnières, d'une poignée, et d'un loquet.

.2 Armoire de type "T", en feuille d'acier, pour montage encastré, muni d'une porte à charnières, d'un loquet, d'une serrure avec deux clés, et dotée d'un panneau support arrière en contreplaqué lisse sur une face de 19 mm d'épaisseur.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 POSE DES BOÎTES DE RÉPARTITION

.1 Poser les boîtes de répartition selon les indications et les monter d'aplomb, d'alignement et d'équerre avec les murs du bâtiment.

.2 Sauf indication contraire, les boîtes de répartition devront avoir la longueur nécessaire pour recevoir les pièces d'équipement secondaires.

3.2 POSE DES BOÎTES DE JONCTION ET DE TIRAGE ET INSTALLATION DES ARMOIRES

.1 Poser les boîtes de tirage dans des endroits dissimulés mais faciles d'accès.

.2 Installer les armoires de façon que le dessus arrive à 2 m, au plus, au dessus du plancher fini.

.3 Placer la plaque à bornes dans les armoires de type T, selon les indications.

.4 Seules les boîtes principales de jonction et de tirage sont indiquées. Poser suffisamment de boîtes de tirage pour que la longueur des conduits entre chaque boîte ne dépasse pas 30 m.

3.3 ÉTIQUETTES D'IDENTIFICATION

.1 Fournir et poser les étiquettes d'identification des pièces d'équipement conformément à la section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

.2 Poser des étiquettes de format 2, indiquant le nom du réseau, le courant admissible, la tension et le nombre de phases.

.3 Sauf indications contraires, les boîtes de répartition auront la longueur nécessaire pour accommoder la disposition des pièces d'équipement secondaires.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 NORMES DE RÉFÉRENCE

.1 Norme CSA C22.1, dernière révision, Code canadien de l'électricité, partie 1.

1.2 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Récupérer et trier les déchets de plastique, les emballages en papier et le carton ondulé, conformément au plan de gestion des déchets.

1.3 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

.1 Soumettre les caractéristiques des produits selon les prescriptions en vigueur.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 MATÉRIEL

.1 Les boîtes de sortie, les boîtes de dérivation et les raccords seront conformes à la norme CSA C22.1, dernière révision.

2.2 BOÎTES DE SORTIE ET DE DÉRIVATION

.1 Boîtes de sortie de 100 mm et plus de côté; selon les besoins, pour dispositifs particuliers.

.2 Des boîtes de sortie à jumelage simple ou multiple seront utilisées lorsqu'on devra monter plusieurs dispositifs de câblage au même endroit.

.3 Boîtes de sorties jumelées lorsqu'il faut grouper plusieurs dispositifs de câblage au même endroit.

.4 Couvercles unis pour les boîtes qui ne servent pas aux dispositifs de câblage.

.5 Boîtes de sortie combinées avec cloisons lorsque les sorties de plusieurs systèmes distincts sont groupées.

2.3 BOÎTES DE SORTIE EN TÔLE D'ACIER

.1 Boîtes de sortie à jumelage; en acier galvanisé par électrolyse, pour montage simple ou multiple en affleurement des dispositifs encastrés, grandeur minimale de 76 X 50 X 38 mm ou selon indications. Boîtes de 100 mm de côté, dotées d'une rallonge pour les cas où plus d'un circuit doit pénétrer d'un côté, et munies d'un cadre de plâtrage, selon les besoins.

.2 Les boîtes de service en acier galvanisé possèderont les dimensions minimales suivantes : 100 X 54 X 48 mm.

.3 Les boîtes de sortie pour les appareils d'éclairage auront un minimum de 100 mm de côté en général et seront étroites lorsque requis.

.4 Les boîtes de sortie devant être localisées dans les murs finis en plâtre ou en carreaux de céramique seront munies d'une rallonge et d'un cadre de plâtrage pour montage en effleurement.

.5 Les boîtes de sortie devant être montées en saillie devront être de PVC ou autres matériaux résistants à la corrosion.

2.4 BOÎTES POUR MONTAGE DANS LA MAÇONNERIE

.1 Boîtes de sortie à jumelage, en acier galvanisé par électrolyse, pour montage en affleurement simple et multiple de dispositifs encastrés dans des murs de maçonnerie apparents.

2.5 BOÎTES DE DÉRIVATION POUR CONDUITS

.1 Boîtes de type FS ou FD moulées en aluminium ou en PVC avec ouvertures filetées en usine et pattes de fixation pour le montage en saillie d'interrupteurs et de prises de courant.

2.6 BOÎTES COUPE-VAPEUR

.1 Produits : boîte coupe-vapeur en polyéthylène souple, série « VB » de Iberville.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Les boîtes seront assujetties de façon à ce qu'elles soient supportées indépendamment des conduits ou câbles qui y sont raccordés.

.2 En période de construction, les boîtes seront remplies de papier ou de mousse afin d'empêcher la pénétration de corps étrangers.

.3 Les boîtes de sortie pour les appareils d'éclairage devront être totalement recouvertes par ceux-ci. Coordonner les dimensions en conséquence.

.4 L'Entrepreneur fournira et installera des boîtes coupe-vapeur sur chaque boîte de sortie installée dans un plafond ou un mur isolé, selon les indications aux dessins.

.5 Poser les éléments encastrés d'affleurement avec le mur fini, utiliser des cadres de plâtrage et s'assurer que les rives du revêtement mural aboutissent en deçà de 6 mm de l'ouverture.

.6 Pourvoir les boîtes avec ouvertures de dimensions convenables pour le raccordement de conduits et de câbles armés. Il est interdit de se servir de rondelles de réduction.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA).

.1 CAN/CSA-C22.2 n° 18, dernière révision, Boîtes de sortie, boîtes pour conduit, raccords et accessoires.

.2 CSA C22.2 n° 45, dernière révision, Conduits métalliques rigides.

.3 CSA C22.2 n° 56, dernière révision, Conduits métalliques flexibles et conduits métalliques flexibles étanches aux liquides.

.4 CSA C22.2 n° 83, dernière révision, Tubes électriques métalliques.

.5 CSA C22.2 n° 211.2, dernière révision, Conduits rigides en polychlorure de vinyle non plastifié.

.6 CAN/CSA-C22.2 n° 227.3, dernière révision, Tubes flexibles non métalliques.

1.2 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

.1 Soumettre les caractéristiques des produits selon les prescriptions en vigueur.

1.3 EMPLACEMENT DES CONDUITS

.1 Tous les conduits n'apparaissent pas dans les dessins. Ceux qui y figurent sont représentés sous forme schématique.

1.4 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Placer dans des contenants désignés les substances qui correspondent à la définition de déchets toxiques ou dangereux

.3 S'assurer que les contenants vides sont scellés puis entreposés correctement, hors de la portée des enfants, en vue de leur élimination.

.4 Récupérer et trier les déchets de plastique, les emballages en papier et le carton ondulé, conformément au plan de gestion des déchets.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 CONDUITS

.1 Conduits d'acier rigide galvanisé, conformes à la norme CSA C22.2, n° 45, dernière révision, pour l'entrée électrique, l'enfouissement dans le béton, les emplacements dangereux ou exposés à l'endommagement mécanique.

.2 Conduits de CPV rigide, conformes à la norme CSA C22.2, n° 211.2, dernière révision, pour l'intérieur du bâtiment.

.3 Les raccordements des moteurs, humidificateurs, ou tout autre équipement susceptible de transmettre des vibrations sont faits de conduits flexibles.

2.2 RACCORDS DE CONDUITS

.1 Des raccords préfabriqués en "L" seront installés aux endroits où des coudes à 90° sont requis sur des conduits de 25 mm et plus.

.2 Raccords : spécialement fabriqués pour les conduits prescrits. Enduit : le même que celui utilisé pour les conduits.

.3 Raccords et manchons de raccordement étanches pour tubes électriques métalliques. Les joints à vis de pression sont interdits.

2.3 RACCORDS DE DILATATION POUR CONDUITS RIGIDES

.1 Raccords de dilatation résistant aux intempéries, pouvant supporter une dilatation linéaire de 100 mm, et assurant la continuité du réseau de mise à la terre.

.2 Raccords de dilatation étanches à l'eau, pouvant supporter une dilatation linéaire et une déformation de 19 mm dans toutes les directions et assurant la continuité du réseau de mise à la terre.

.3 Raccords de dilatation résistant aux intempéries et permettant la dilatation linéaire des conduits à l'entrée des coffrets.

2.4 CORDES DE TIRAGE

.1 En polypropylène.

2.5 ATTACHES ET CONDUITS

.1 Brides de fixation à 1 trou, en acier pour assujettir les conduits apparents dont le diamètre est égal ou inférieur à 50 mm. Brides 2 trous en acier pour fixer les conduits dont le diamètre est supérieur à 50 mm.

.2 Étriers pour assujettir les conduits aux ouvrages en acier apparents.

.3 Profilés en U pour soutenir plusieurs conduits.

.4 Tiges filetées de 6 mm de diamètre pour supporter les profilés suspendus.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 En général, le diamètre des conduits est indiqué sur les dessins mais les articles ou les tableaux du Code de l'électricité ont préséance dans tous les cas sans pour autant être restrictifs.

.2 Tous les conduits seront parallèles ou perpendiculaires aux lignes structurales de l'édifice. Prévoir des garnitures d'expansion pour les conduits traversant les joints de contrôle du bâtiment. Prévoir des garnitures d'expansion pour les longues courses, tel que requis.

.3 Installer les conduits à au moins 150 mm de tout tuyau ou appareil dégageant de la chaleur. Boucher les conduits avec des rondelles et des manchons métalliques pendant la construction.

.4 Consulter l'ingénieur en structure dans les cas de doute quant à l'affaiblissement des éléments de structure dû aux conduits.

.5 Poser les conduits apparents de façon à ne pas diminuer la hauteur libre de la pièce et en utilisant le moins d'espace possible.

.6 En général tous les conduits seront installés en conservant le dégagement maximal dans les entre plafonds. Ils seront installés entre les poutrelles, le plus près du pontage possible.

.7 Tout coude ou conduit trouvé déformé ou bossé devra être remplacé. L'installation des coudes et des décalages (offsets) doit être uniforme et symétrique.

.8 Faire les joints de conduits avec des bouts coupés droits filetés, alésés et aboutés à l'intérieur du raccord, enduire les filets de minium (red lead). Tous les conduits doivent être nettoyés avant le tirage des fils.

.9 Les supports de conduits doivent être des pièces métalliques conçues spécifiquement tels que des sangles, des tiges en acier fileté, des angles, des profilés d'acier, des boulons en "U". Les bandes métalliques perforées ne sont pas acceptables.

.10 Installer des manchons pour tout conduit traversant les murs ou les plafonds de béton.

.11 Munir les conduits de garniture de scellement et sceller où requis. Ex : Emplacement dangereux, emplacement humide, etc.

.12 Isoler les conduits traversant des endroits à différence de température plus grande que 20 °C et installer des garnitures de drainage.

.13 L'extrémité de chaque conduit doit être fraisée et munie de bagues protectrices pour éviter l'endommagement des conducteurs.

.14 Le raccordement des conduits sera réalisé au moyen de manchons et raccords étanches à l'eau.

.15 Tous les conduits du système doivent être complètement installés avant de tirer les conducteurs.

.16 Sauf indication contraire, utiliser des conduits rigides à visser en acier galvanisé.

.17 Utiliser des conduits de 21 mm de diamètre minimum pour les circuits d'éclairage et d'alimentation

.18 Cintrer les conduits à froid. Remplacer les conduits qui ont subi une diminution de plus de 1/10 de leur diamètre original par suite d'un écrasement ou d'une déformation.

.19 Fixer mécaniquement les conduits avec des attaches métalliques (attaches autobloquantes interdites).

.20 Le filetage des conduits rigides, exécuté sur le chantier, doit être d'une longueur suffisante pour permettre de faire des joints serrés.

.21 Installer une corde de tirage dans les conduits vides.

.22 Enlever et remplacer les parties de conduits bouchés. Il est interdit d'utiliser des liquides pour déboucher les conduits.

.23 Assécher les conduits avant d'y passer les fils.

3.2 CONDUITS APPARENTS

.1 Installer très soigneusement les conduits parallèlement ou perpendiculairement aux lignes d'implantation du bâtiment.

.2 Installer les conduits sur l'aile des éléments de structure en acier, s'il y a lieu.

.3 Aux endroits où cela est possible, grouper les conduits sur des profilés en U suspendus ou montés en appliqué.

.4 À moins d'indications contraires, les conduits ne doivent pas traverser les éléments de structure.

.5 Placer les conduits parallèlement aux canalisations de vapeur ou d'eau chaude, en laissant un dégagement latéral de 75 mm au moins et un dégagement vertical de 25 mm au moins, entre les conduits qui se croisent.

.6 Derrière les radiateurs à infrarouge ou au gaz, installer les conduits en laissant un dégagement de 1,5 m.

.7 Dans le cas des conduits placés parallèlement aux canalisations de vapeur ou d'eau chaude, prévoir un dégagement latéral d'au moins 75 mm; prévoir également un dégagement d'au moins 25 mm dans le cas des croisements.

3.3 CONDUITS DISSIMULÉS

.1 Installer les conduits parallèlement ou perpendiculairement aux lignes d'implantation du bâtiment.

.2 Il est interdit d'installer des conduits horizontaux dans des murs de maçonnerie.

3.4 CONDUITS SOUTERRAINS

.1 Installer les conduits en pente pour assurer l'évacuation de l'eau.

.2 Hydrofuger les joints (à l'exception des joints sur conduits en CPV) à l'aide d'une épaisse couche de peinture bitumineuse.

3.5 CONDUITS VIDES

.1 Installer une corde de tirage de 6 mm en polypropylène dans tous les conduits vides.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 FICHES TECHNIQUES

.1 Soumettre les fiches techniques requises conformément aux prescriptions en vigueur.

.2 Soumettre les fiches techniques relatives aux produits prescrits dans la présente section, y compris les pastilles de couleurs.

1.2 ÉCHANTILLONS

.1 Soumettre les échantillons requis conformément aux prescriptions en vigueur.

.2 Soumettre des échantillons des plaques signalétiques, des plaques d'identification et des étiquettes, ainsi que les listes des légendes proposées.

1.3 GESTION ET ÉLIMINATION DE DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets conformément aux prescriptions en vigueur.

.2 Acheminer les produits de peinture inutilisés vers un site agréé de collecte des matières dangereuses.

.3 Il est interdit de déverser des produits peinture inutilisés dans les égouts, dans un cours d'eau, dans un lac, sur le sol ou à tout autre endroit où cela pourrait présenter un risque pour la santé ou pour l'environnement.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 PLAQUES SIGNALÉTIQUES DES FABRICANTS

.1 Plaques signalétiques en métal ou en stratifié, fixées mécaniquement aux pièces de matériel par le fabricant.

.2 Les inscriptions (lettres et chiffres) doivent être en relief ou en creux.

.3 Les renseignements ci après doivent être indiqués sur les plaques signalétiques.

.4 Appareil : nom du fabricant, modèle, dimensions, numéro de série, puissance, débit.

.5 Moteur : tension, fréquence du courant d'alimentation, nombre de phases, puissance, type de service, dimensions du bâti.

2.2 IDENTIFICATION DES APPAREILS DE COMMANDE/RÉGULATION

.1 Identifier les appareils, les éléments, les régulateurs et les capteurs au moyen de plaques d'identification conformes aux prescriptions de la présente section.

.2 Identifier la fonction de chacun et (le cas échéant) leur réglage de sécurité.

2.3 INSCRIPTIONS UNILINGUES/BILINGUES

.1 Les inscriptions servant à l'identification des systèmes et des éléments doivent être rédigées en français (à moins d'avis contraire) et peuvent contenir le même texte en version anglaise. Cependant, les inscriptions françaises doivent être présentées en premier.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 MOMENT D'EXÉCUTION

.1 N'entreprendre l'identification des appareils que lorsque les travaux de peinturage intérieur sont terminés.

3.2 INSTALLATION

.1 Sauf indication contraire, identifier les appareils conformément à la norme CAN/CGSB 24.3.

.2 Fournir les plaques d'homologation ULC et/ou CSA requises par chacun des organismes respectifs.

.3 Identifier les réseaux et les appareils selon le SSEP de TPSGC.

3.3 PLAQUES D'IDENTIFICATION

.1 Emplacement

.1 Les plaques doivent identifier clairement les appareils et elles doivent être posées à des endroits où elles seront bien en vue et facilement lisibles à partir du plancher de travail.

.2 Cales d'espacement

.1 Sur les surfaces chaudes et/ou calorifugées, prévoir des cales d'espacement sous les plaques d'identification.

.3 Protection

.1 Ne pas appliquer de peinture, de calorifuge ni aucun revêtement sur les plaques d'identification.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

.1 Matériaux et éléments constitutifs des transformateurs secs avec primaire jusqu'à 600 V, l'installation de ces derniers de même que la désignation du matériel.

1.2 SECTIONS CONNEXES

.1 Section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

1.3 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CAN/CSA-C22.2 No.47, dernière révision, Air-Cooled Transformers (Dry Type).

.2 CSA C9, dernière révision, Dry-Type Transformers.

.2 National Electrical Manufacturers Association (NEMA).

.3 Dessin standard E0526.

1.4 FICHES TECHNIQUES

.1 Soumettre les fiches techniques requises conformément aux prescriptions en vigueur.

1.5 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets conformément aux prescriptions en vigueur.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène et en carton ondulé dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer le câblage métallique inutilisé vers une installation de recyclage du métal.

.5 Plier les feuillards métalliques de cerclage, les aplatir et les placer aux endroits désignés en vue de leur recyclage.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 TRANSFORMATEURS

.1 Tous les transformateurs prescrits doivent provenir d'un seul et même fabricant.

.2 Description :

.1 Type ANN.

.2 Fournir les transformateurs à 60 Hz décrits aux dessins.

.3 Prises de tension : standard.

.4 Isolation : classe H, élévation de température de 115 °C.

.5 Écran électrostatique intégré relié à la continuité des masses du boîtier.

.6 Tension de tenue de choc : standard.

.7 Rigidité électrique : standard.

.8 Niveau de bruit sonore respectant le tableau suivant :

PUISSANCE DU TRANSFORMATEUR	NIVEAU DE BRUIT MAXIMAL ACCEPTABLE
0-9 kVA	40 dB
10-50 kVA	45 dB
51-150 kVA	50 dB
151-300 kVA	55 dB
301-500 kVA	60 dB
501-700 kVA	62 dB
701-1000 kVA	64 dB

.9 Impédance à 170°C : 4,5 % ± 1,5 %.

.10 Enveloppe : À moins d'avis contraire, de type NEMA 3R imprégné à l'époxy (pour l'extérieur), à panneau avant métallique amovible.

.11 Fini : conforme à la section [26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux].

.12 S'assurer que le transformateur est fourni avec des coussinets anti-vibration entre le noyau magnétique et le boîtier (voir dessin standard E0526).

.13 Tous les transformateurs triphasés doivent posséder 3 bobinages distincts au primaire et 3 bobinages distincts au secondaire. Les transformateurs de type « Delta ouvert » ou « Scott T » sont interdits.

2.2 IDENTIFICATION DU MATÉRIEL

.1 Identifier le matériel conformément aux prescriptions de la section [26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux].

.2 Étiquettes : format 7.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Installer les transformateurs secs, selon les indications.

.2 Installer des coussinets anti-vibration entre le boîtier et la base de béton ou le support mural, selon le cas.

.3 Boulonner ces transformateurs à la base de béton ou au support mural, selon le cas, en ne serrant pas trop les vis.

.4 Laisser, autour des transformateurs, un espace suffisant pour permettre la circulation d'air. Même pour les plus petits transformateurs, laisser une distance minimale de 150 mm entre les murs adjacents et le transformateur.

.5 Installer les transformateurs de niveau, en position debout.

.6 N'enlever les supports de protection (situés entre le noyau magnétique et l'intérieur du boîtier) utilisés pour l'expédition, qu'après l'installation du transformateur et tout juste avant sa mise en service.

.7 Desserrer les boulons des tampons isolants jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun signe de compression.

.8 Installer la mise à la terre du transformateur à l'aide d'un fil de cuivre de calibre spécifié au plan. S'assurer qu'à l'intérieur du transformateur, le fil de mise à la terre est bien assujetti (à l'aide d'attaches autobloquantes vissées sur le boîtier du transformateur) et qu'il ne puisse pas être plié et créer un court-circuit avec les phases sous tension. Un ruban d'isolant autocollant en rouleau n'est pas considéré acceptable pour isoler le fil de mise à la terre des phases sous tension.

3.2 CONNEXIONS

.1 Effectuer les connexions au primaire et au secondaire selon les indications du schéma de câblage.

.2 Faire les raccordements à l'aide de conduits étanches.

.3 Faire des joints de type à soudure exothermique partout où les raccords seront inaccessibles, une fois la construction terminée.

.4 Laisser autour des transformateurs un espace suffisant pour permettre une circulation d'air (300 mm). Si le mur est fait de béton ou de fibrociment, la distance peut être réduite à 150 mm.

.5 Installer les transformateurs de niveau en position debout.

.6 Si possible, mettre les transformateurs sous tension immédiatement après l'achèvement des travaux d'installation.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

.1 Matériaux et matériels des panneaux de distribution standard, et fabriqués sur demande, ainsi que leur installation.

1.2 SECTIONS CONNEXES

.1 Section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

.2 Section 26 28 21 - Disjoncteurs sous boîtier moulé.

1.3 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CSA C22.2 numéro 29, dernière révision, Panneaux de distribution et panneaux de distribution sous coffret.

1.4 DESSINS D'ATELIER

.1 Soumettre les dessins d'atelier des produits selon les prescriptions en vigueur.

.2 Des dessins d'atelier des tableaux utilisés devront être fournis à l'ingénieur. Ils doivent indiquer les caractéristiques électriques des tableaux, le type de disjoncteur et leur nombre, le courant admissible et les dimensions du coffret.

.3 Tous les tableaux devront provenir du même fabricant.

1.5 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène, en carton ondulé dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer les éléments et le câblage métalliques inutilisés vers une installation de recyclage du métal.

1.6 TRAVAUX CONNEXES

.1 Si les panneaux sont montés en surface sur des murs en gypse, fournir et installer les panneaux de fixation en contreplaqué, tel que requis.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 ACRONYMES, SYMBOLES ET LÉGENDES DANS LES DESSINS D'ATELIER

.1 Voir clause sur les « Acronymes et légendes dans les dessins d'atelier » dans le paragraphe « Documents à fournir » à la section 26 05 01 de ce document.

2.2 TABLEAUX

.1 Les tableaux de distribution seront conformes à la norme CSA C22.2, n° 29, dernière révision. Tous les panneaux de distribution doivent provenir d'un seul et même fabricant.

.1 Les disjoncteurs doivent être posés dans les panneaux avant livraison au chantier.

.2 Les plaques signalétiques du fabricant doivent indiquer, en plus des données exigées par CSA, le courant de défaut que le panneau et les disjoncteurs peuvent supporter.

.2 Tableaux de 250 et 600 V : barres et disjoncteurs à pouvoir de coupure nominal 18 kA à 600 V et 10 kA à 120/208 V ou 120/240 V, sauf indications contraires.

.3 Disposer les barres omnibus suivant l'ordre des phases et de manière à ce que les disjoncteurs alimentant les circuits à numéro impair soient placés à gauche et ceux à numéro pair à droite. Chaque disjoncteur doit porter l'identification indélébile du numéro de circuit et de phase.

.4 Tableaux de distribution : comportant les barres de secteur et le nombre de circuits et de disjoncteurs de dérivation de calibres selon les indications.

.5 À moins d'avis contraire, utiliser des barres de secteur en aluminium avec une barre neutre de même intensité nominale que les barres de phase.

.6 Les barres de secteur du tableau de distribution doivent convenir aux disjoncteurs boulonnés.

.7 À moins d'indications contraires, si un disjoncteur principal doit être installé, il devra être dans un compartiment à part et ne devra pas être installé en « alimentation renversée » à travers les autres disjoncteurs.

.8 Lorsque l'Entrepreneur choisira le type et la marque d'équipement qu'il voudra soumettre à l'ingénieur, il devra préalablement s'assurer d'avoir pris toutes les mesures dans la salle électrique et aux endroits requis pour que les équipements demandés soient installés sans difficulté.

.9 À moins d'avis contraire, les panneaux de disjoncteurs fabriqués en deux modules sont interdits. L'Entrepreneur doit fournir et installer un panneau de disjoncteurs contenant le nombre de disjoncteurs requis en un seul module.

.10 À moins d'avis contraire, les panneaux de disjoncteurs doivent être conçus de façon à ce que les barres omnibus soient continues et que tous les disjoncteurs soient côte à côte sans interruption. Les barres omnibus boulonnées en deux sections créant des espacements inutilisables sont **interdits**.

.11 Lorsqu'un panneau de disjoncteur est décrit comme étant un seul panneau sur les plans de l'ingénieur, l'Entrepreneur est obligé de fournir un panneau fait d'un seul module. Les panneaux faits de modules doubles sont interdits.

.12 La coordination série n'est pas acceptée. Tous les disjoncteurs doivent posséder un pouvoir de coupure du courant de court-circuit égal ou supérieur à celui spécifié aux plans de l'ingénieur. Lorsqu'un disjoncteur simple, double ou triple est spécifié aux plans avec un certain pouvoir de coupure du courant de court-circuit, il doit être possible de respecter ce pouvoir sans devoir avoir recours à un disjoncteur de plus grande taille (en termes du nombre de phases).

.13 Tous les panneaux de disjoncteurs doivent posséder une porte à charnière et être verrouillable.

.14 Le panneau doit être conçu en un seul module avec des disjoncteurs disposés côte à côte en deux colonnes continues, sans espacement entre les disjoncteurs. Respecter l'agencement des disjoncteurs prévus aux plans de l'ingénieur. Il doit être possible d'installer un disjoncteur double entre la phase A-B, entre la phase B-C et entre la phase A-C afin de permettre d'équilibrer les charges dans le panneau. Tout autre type de panneau de disjoncteurs est interdit. Dans les dessins d'atelier, montrer le même agencement des disjoncteurs que sur les plans de l'ingénieur sinon les dessins d'atelier seront refusés.

2.3 DISJONCTEURS

.1 Disjoncteurs : conformes aux prescriptions de la section 26 28 21 - Disjoncteurs sous boîtier moulé.

.2 Sauf indications contraires, les tableaux de distribution doivent être munis de disjoncteurs thermomagnétiques de type boulonné.

.3 Disjoncteur principal, si requis : installé séparément à la partie inférieure ou supérieure du tableau selon l'emplacement de l'entrée de câbles. Lorsque le disjoncteur est monté à la verticale, l'abaissement de la manette doit provoquer l'ouverture du circuit (désalimentation).

.4 Munir de dispositifs de cadenassage permanents tous les disjoncteurs du panneau, incluant le disjoncteur principal. Les mécanismes à pince temporaires (qui peuvent s'enlever du disjoncteur) sont interdits.

.5 Les disjoncteurs à multi-pôles seront à déclenchement simultané du type monolithique. Les barrettes ne seront pas acceptées.

2.4 MÉCANISMES DE CADENASSAGE POUR PANNEAUX DE DISJONCTEURS

.1 Pour tous les panneaux de disjoncteurs, fournir des mécanismes de cadenassage permanents sur tous les disjoncteurs (y compris le disjoncteur principal). Les mécanismes de cadenassage temporaires sont refusés.

2.5 TABLEAUX DES CIRCUITS DE DÉRIVATION

.1 Les tableaux des circuits de dérivation de 120/240 ou 120/208 Volts selon le cas seront constitués de lignes principales d'une capacité de 225 ampères sauf indications contraires, avec jeux de barres et disjoncteurs avec pouvoir de coupure nominal à 10 000 ampères, symétriques, de Cutler-Hammer, Square D, GE, Siemens ou équivalent approuvé. Advenant qu'un paramètre demandé aux plans ou au devis n'est pas respecté, le manufacturier est disqualifié.

2.6 IDENTIFICATION DU MATÉRIEL

.1 Identifier le matériel conformément aux prescriptions de la section 26 05 01 - Électricité – Exigences générales concernant les résultats des travaux.

.2 Plaque signalétique de format 4 portant l'inscription selon les indications pour chaque tableau de distribution.

.3 Une nomenclature complète des circuits, y compris une légende dactylographiée indiquant l'emplacement et la charge de chacun des circuits sur la face intérieure de la porte d'accès du tableau.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Poser les tableaux aux endroits prévus, selon les indications, et les monter solidement, d'aplomb, d'équerre et d'alignement avec les surfaces contiguës.

.2 Pour les tableaux en saillie, les monter sur un panneau de fixation en contreplaqué. Dans la mesure du possible, grouper les tableaux sur un panneau de fixation commun.

.3 Monter les tableaux de distribution à la hauteur prévue selon les prescriptions de la section 26 05 01 - Électricité – Exigences générales concernant les résultats des travaux.

.4 Raccorder tous les circuits aux éléments de charge.

.5 Raccorder les conducteurs neutres à la barre omnibus neutre commune, chacun des conducteurs neutres portant la désignation appropriée.

.6 Munir chaque circuit 120 VAC de son conducteur neutre propre et ne pas utiliser de neutre commun à plusieurs circuits.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

.1 Interrupteurs, prises de courant, plaques-couvercles et autres dispositifs de câblage et leur installation.

1.2 SECTIONS CONNEXES

.1 Section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

1.3 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CSA-C22.2 n° 42, dernière révision, Généralités Use Receptacles, Attachment Plugs and Similar Devices.

.2 CSA-C22.2 n° 42.1, dernière révision, Plaques-couvercles pour dispositifs de câblage en affleurement (norme binationale avec UL 514D, dernière révision).

.3 CSA-C22.2 n° 55, dernière révision, Interrupteurs spéciaux.

.4 CSA-C22.2 n° 111, dernière révision, General-Use Snap Switches (Bi-national standard, with UL 20, twelfth edition).

1.4 DESSINS D'ATELIER ET FICHES TECHNIQUES

.1 Soumettre les fiches techniques et les dessins d'atelier selon les prescriptions en vigueur.

1.5 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène et en carton ondulé dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer les éléments et le câblage métalliques inutilisés vers une installation de recyclage du métal.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 INTERRUPTEURS

.1 Interrupteurs unipolaires, , 15 A, 120 V, selon les indications.

.1 Orifices des bornes : approuvés pour fils de calibre 10 AWG.

.2 Contacts en alliage d'argent.

.3 Boîtier isolant fermé moulé en matériaux polymérique approuvé pour l'exposition aux arcs électriques.

.4 Pour raccordement latéral ou arrière.

.5 À bascule.

.2 Dans une même installation, n'utiliser que des interrupteurs fabriqués par un seul et même fabricant.

.3 Sauf contre-indication, les interrupteurs seront de couleur blanche.

2.2 PRISES DE COURANT

.1 Les prises de courant à 125 VAC posséderont les caractéristiques suivantes :

.1 Boîtier isolant fermé moulé en matériaux polymérique approuvé pour le support des contacts électriques.

.2 Le boîtier devra permettre un raccordement latéral ou arrière à partir de câbles de calibre # 10 AWG.

.3 Elles seront conformes à la norme ACNOR 5-15R, 125 V, 15 A ou 5-20R, 125V, 20A, selon le cas, avec mise à la terre en U.

.2 Dans une même installation, n'utiliser que des prises de courant fabriquées par un seul et même fabricant.

.3 Sauf indication contraire, les prises seront de couleur blanche.

.4 Lorsqu'une prise électrique 120 V est de type DDFT (avec disjoncteur différentiel), elle doit être nécessairement marquée « WR » (pour usage dans des endroits humides), qu'elle soit utilisée pour l'intérieur ou l'extérieur.

.5 À l'extérieur ainsi que dans les garages et ateliers automobiles, fournir et installer un couvercle étanche aux intempéries sur les prises marquées « WR » aux plans. De plus, installer les prises et les couvercles à l'horizontal de sorte que les prises soient toujours protégées de la pluie ou de l'arrosage, même si le couvercle est ouvert.

2.3 PLAQUES-COUVERCLES

.1 Munir les dispositifs de câblage de plaques-couvercles conformes à la norme CSA-C22.2 n° 42.1.

.2 Plaques-couvercles : en fonte pour dispositifs de câblage montés dans des boîtes pour conduits du type FS ou FD, installées en saillie.

.3 Plaques-couvercles en fonte d'aluminium, à l'épreuve des intempéries, à deux battants à ressort, avec garnitures d'étanchéité pour prises de courant doubles, selon les indications, fixées à l'aide de quatre vis.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 .1 Interrupteurs :

.1 Installer les interrupteurs à une voie de manière que la manette soit en position remontée lorsque les contacts sont fermés.

.2 Installer les interrupteurs dans des boîtes de sortie groupées, lorsqu'il faut poser plus d'un interrupteur au même endroit.

.3 Poser les interrupteurs à bascule à la hauteur prescrite à la section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux, ou selon les indications.

.2 Prises de courant :

.1 Installer les prises de courant dans des boîtes de sortie à jumelage, lorsqu'il faut poser plus d'une prise de courant au même endroit.

.2 Installer les prises de courant de manière que la prise de MALT soit positionnée dans le bas.

.3 Poser les prises de courant à la hauteur prescrite à la section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux, ou selon les indications.

.3 Plaques-couvercles :

.1 Protéger le fini des plaques-couvercles en acier inoxydable au moyen d'une feuille de papier ou de plastique qui ne sera enlevée que lorsque tous les travaux de peinture et autres seront terminés.

.2 Lorsque des dispositifs sont groupés, utiliser une plaque-couvercle commune appropriée.

.3 Il ne faut pas utiliser de plaques-couvercles pour boîtes encastrées sur des boîtes montées en saillie.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

.1 Section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA).

.1 CSA C22.2 n° 248.12, dernière révision, Fusibles basse tension - Partie 12 : Fusibles de classe R (norme binationale - UL 248-12, dernière édition).

1.3 DESSINS D'ATELIER ET CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

.1 Soumettre les dessins d'atelier et les caractéristiques des produits selon les prescriptions en vigueur.

1.4 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Placer dans des contenants désignés les substances qui correspondent à la définition de déchets toxiques ou dangereux.

.3 S'assurer que les contenants vides sont scellés puis entreposés correctement, hors de la portée des enfants, en vue de leur élimination.

.4 Récupérer et trier les déchets de plastique, les emballages en papier et le carton ondulé, conformément au plan de gestion des déchets.

1.5 MATÉRIEL DE RECHANGE

.1 Fournir le matériel de rechange selon la liste en annexe.

1.6 EXPÉDITION ET ENTREPOSAGE

.1 Expédier les fusibles dans leurs contenants d'origine.

.2 Ne pas expédier les fusibles montés dans les tableaux de commutation.

.3 Entreposer les fusibles dans leurs contenants d'origine dans un endroit exempt d'humidité.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 FUSIBLES GÉNÉRALITÉS

.1 À moins d'avis contraire, tous les fusibles d'usage général doivent obligatoirement être de type A4J. Cependant, s'ils alimentent des moteurs, ils doivent obligatoirement être de type AJT.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Insérer les fusibles dans les porte-fusibles immédiatement avant la mise sous tension du circuit.

.2 S'assurer que les fusibles sont insérés dans les porte-fusibles appropriés et parfaitement assortis.

.3 S'assurer que les bons fusibles sont insérés à l'endroit approprié pour protéger le circuit électrique désigné.

.4 S'assurer que la valeur du courant des fusibles soit visible de l'avant sans que nous ayons besoin de tourner les fusibles.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

.1 Matériaux et matériels des disjoncteurs sous boîtier moulé, dispositifs de protection contre les fuites à la terre, disjoncteurs à fusible et protecteurs accessoires contre les courants de défaut élevés.

.2 Renseignements nécessaires pour compléter les sections suivantes :

.1 Section 26 24 17 – Panneaux de distribution à disjoncteurs.

1.2 SECTIONS CONNEXES

.1 Section 26 24 17 – Panneaux de distribution à disjoncteurs.

1.3 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CSA-C22.2 n° 5, dernière révision, Disjoncteurs à boîtier moulé et enveloppe de disjoncteur (norme trinationale avec UL 489, dernière révision, et NMX-J-266-ANCE, dernière révision).

1.4 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

.1 Soumettre les fiches techniques selon les prescriptions en vigueur.

1.5 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène, et en carton ondulé dans des bennes appropriées installées sur le chantier aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.3 Trier les déchets d'acier, de métal et de plastique en vue de leur réutilisation/ réemploi et de leur recyclage, et les déposer dans les contenants désignés, conformément au plan de gestion des déchets.

1.6 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

.1 Soumettre les caractéristiques des produits selon les prescriptions en vigueur.

.2 Fournir toutes les données disponibles en ce qui concerne les valeurs des capacités de rupture de courant de court-circuit et les valeurs I^2T maximales permises pour tous les disjoncteurs.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 DISJONCTEURS GÉNÉRALITÉS

.1 Disjoncteurs sous boîtier moulé; conformes à la norme CSA 22.2 n° 5, dernière révision.

.2 Disjoncteurs sous boîtier moulé, boulonnés aux barres omnibus, du type à fermeture rapide et à rupture brusque, à manoeuvres manuelle et automatique, avec compensation pour une température ambiante de 40°C.

.3 Disjoncteurs à déclencheur commun, munis d'une seule manette sur les circuits multipolaires.

.4 Disjoncteurs pourvus d'éléments magnétiques à déclenchement instantané, conçus pour agir seulement lorsque la valeur du courant atteint la valeur du réglage. La valeur du réglage des disjoncteurs munis de déclencheurs réglables peut varier entre 3 et 10 fois la valeur du courant nominal.

.5 Disjoncteurs munis de déclencheurs interchangeables, selon les indications.

.6 À moins d'avis contraire, sur chaque nouveau disjoncteur et sur chaque disjoncteur existant réutilisé dans le cadre des travaux, fournir et installer un mécanisme de cadenassage permanent (incluant les disjoncteurs principaux). Les mécanismes à pince temporaires (qui peuvent s'enlever du disjoncteur) sont interdits.

2.2 DISJONCTEURS THERMOMAGNÉTIQUES

.1 Disjoncteurs sous boîtier moulé, automatiques, actionnés par des déclencheurs thermiques et magnétiques produisant un déclenchement temps-intensité inversé dans des conditions de surcharges et un déclenchement magnétique instantané offrant une protection contre les courts-circuits.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Installer les disjoncteurs selon les indications.

.2 Pour les dérivations de moteurs ayant déjà une protection thermique incluse dans leur démarreur.

3.2 DISJONCTEURS THERMOMAGNÉTIQUES

.1 La coordination doit être établie de sorte que le disjoncteur coupe les courants de défaut jusqu'à la valeur maximale de son pouvoir de coupure.

3.3 PRODUITS ACCEPTABLES

.1 Les produits énumérés dans la présente section le sont à titre d'information, ce qui n'entraîne pas l'exclusion des fabricants et des modèles non mentionnés.

.2 Produits acceptables : Square D, Siemens, Culter-Hammer, GE ou équivalent approuvé.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

.1 American National Standards Institute (ANSI)

.1 ANSI C82.1, dernière révision, Electric Lamp Ballasts-Line Frequency Fluorescent Lamp Ballast.

.2 ANSI C82.4, dernière révision, Ballasts for High-Intensity-Discharge and Low-Pressure Sodium Lamps.

.3 ANSI C78.

.2 American National Standards Institute/Institute of Electrical and Electronics Engineers (ANSI/IEEE)

.1 ANSI/IEEE C62.41, dernière révision, Surge Voltages in Low-Voltage AC Power Circuits.

.3 American Society for Testing and Materials (ASTM)

.1 ASTM F1137, dernière révision, Specification for Phosphate/Oil and Phosphate/Organic Corrosion Protective Coatings for Fasteners.

.4 United States of America, Federal Communications Commission (FCC)

.1 FCC (CFR47), EM and RF Interference Suppression, dernière révision.

.5 Association canadienne de normalisation (CSA)/ CSA International

.1 CAN/CSA C22.2, dernière révision.

1.2 DESSINS D'ATELIER ET CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

.1 Soumettre les dessins d'atelier et les caractéristiques des produits selon les prescriptions en vigueur.

.2 Les dessins devront provenir du manufacturier qui fabrique les appareils et inclure ceux des lampes et des ballasts avec leurs caractéristiques.

.3 Soumettre les données photométriques complètes des luminaires indiqués, établis par un laboratoire d'essai indépendant.

1.3 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets selon les prescriptions en vigueur.

.2 Placer dans des contenants désignés les substances qui correspondent à la définition de déchets toxiques ou dangereux.

.3 S'assurer que les contenants vides sont scellés puis entreposés correctement, hors de la portée des enfants, en vue de leur élimination.

1.4 MATERIEL DE RECHANGE

.1 Voir liste en annexe.

1.5 GARANTIE

.1 Remplacer :

.1 Les lampes fluorescentes et à diodes électroluminescentes (DEL), grillées dans les 12 mois qui suivent la réception de l'installation.

.2 Les ballasts défectueux ou dont le niveau sonore dépasse le niveau original dans les 12 mois qui suivent la réception de l'installation.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 MATÉRIELS

.1 Luminaires à diodes électroluminescentes (DEL) : conformes aux normes LM-79 et LM-80 et durée de vie spécifiée avec flux lumineux de 70 % (L_{70}).

.2 Ballast : conforme à la norme CAN/CSA C22.2 N° 74 dernière révision.

2.2 DETAILS DES LUMINAIRES

.1 Fournir et installer les luminaires selon les indications aux dessins.

.2 Fournir et installer les garnitures, les joints et les bandes permettant d'assurer l'étanchéité absolue des appareils extérieurs.

2.3 REVÊTEMENTS DE FINITION

.1 Revêtement de peinture-émail cuite au four

.1 Préparation des surfaces métalliques avant peinturage :

.1 Revêtement de conversion servant à augmenter la résistance à la corrosion : conforme à la norme ASTM F1137, dernière révision;

.2 Revêtement de conversion servant de couche primaire : conforme à la norme ASTM F1137, dernière révision.

.2 Les réflecteurs et les surfaces métalliques des boîtiers doivent avoir un revêtement en aluminium Alzak au fini très brillant et présentant un aspect lisse, uni et exempt de piqûres ou d'autres imperfections.

.3 Le revêtement de finition des réflecteurs et autres surfaces intérieures doit avoir les caractéristiques suivantes :

.1 couleur : blanc, avec facteur de réflexion d'au moins 85 %;

.2 solidité de la couleur : indice de jaunissement d'au plus 0.02 à l'origine, et d'au plus 0.05 après une exposition de 250 heures dans un appareil de vieillissement accéléré "Atlas fade-ometer";

.3 épaisseur de feuil : moyenne d'au moins 0.03 mm, et en aucun point inférieure à 0.025 mm;

.4 brillant : au moins 80 unités, mesures prises à 60°, au luisance-mètre Gardner;

.5 flexibilité : le revêtement doit résister à un essai de pliage autour d'un mandrin de 12 mm, et ne pas présenter de traces de fendillement ou d'écaillage lorsqu'il est observé au microscope à un grossissement de l'ordre de 10;

.6 adhérence : un quadrillage de 24 mm de côté, formé de carrés de 3 mm de côté, est tracé par une lame de rasoir tranchante enfoncée dans le feuil de peinture jusqu'au subjectile métallique; un ruban adhésif cellulosique est ensuite appliqué sur le quadrillage puis décollé : l'adhérence est considérée satisfaisante si le revêtement de peinture ne décolle pas.

2.4 LUMINAIRES EXTÉRIEURS AUX DEL

.1 Fournir des luminaires étanches à l'eau conforme à la norme IP66.

.2 Fournir et installer des luminaires qui sont conçus pour réduire la pollution nocturne par l'éclairage.

.3 Dans une installation existante, l'Entrepreneur en électricité est responsable de valider le niveau de tension requis pour alimenter les luminaires pour qu'ils soient identiques aux luminaires extérieurs existants.

.4 À moins d'avis contraire, fournir des luminaires à diodes électroluminescentes (DEL) qui possèdent une durée de vie minimale de 50 000 h avec un maintien du flux lumineux de 70 % (L_{70}).

.5 Le luminaire doit être construit de telle sorte qu'il soit possible de remplacer les barrettes de DEL, les optiques et les circuits d'alimentation (ballasts) sans avoir à changer ou recycler le luminaire au complet. Les barrettes doivent posséder des numéros de série afin d'assurer au manufacturier la capacité de faire un remplacement équivalent dans le futur, même s'il y a amélioration de la puissance de sortie des DEL.

.6 Les diodes électroluminescentes (DEL) ne doivent pas émettre dans les ultraviolets (UV) ni dans les infrarouges (IR) afin de réduire la présence d'insectes.

.7 Le pilote de DEL doit être de type électronique et doit posséder un taux de distorsion harmonique inférieur à 10 % à puissance nominale.

.8 Le luminaire doit être fait d'aluminium moulé robuste.

.9 Coordonner la couleur du boîtier avec le propriétaire, l'architecte et l'ingénieur.

.10 La plage de température de fonctionnement normale est : -30 °C à +40 °C.

.11 La garantie minimale du luminaire est de 3 ans. Si le manufacturier offre des garanties plus longues, il devra les honorer. L'Entrepreneur est responsable de fournir une garantie minimale d'un an sur son installation.

.12 À moins d'avis contraire, fournir des lampes de 3000 °K.

.13 S'il n'y a aucun système de contrôle existant pour les luminaires, fournir et installer des luminaires possédant des cellules photoélectriques sur chaque luminaire ou une minuterie astronomique capable de contrôler le niveau de tension des luminaires.

.14 Fournir un luminaire permettant les montages inversés si requis pour de l'éclairage direct ou indirect vers le haut. Dans tous les cas, si un tel type d'éclairage est installé, tout l'éclairage doit avoir un mur ou un plafond comme cible. L'éclairage dirigé vers le ciel, même partiel, est interdit.

.15 À moins d'avis contraire, pour les luminaires de contour, fournir des luminaires possédant une distribution de type II.

.16 À moins d'avis contraire, pour les luminaires installés sur le bâtiment et qui doivent éclairer un stationnement, fournir des luminaires possédant une distribution de type IV.

.17 Pour les montages aux murs et aux plafonds qui nécessitent un ajustement d'angle, fournir et installer des luminaires possédant une base pivotante ou des plateformes d'installation en angle adaptées aux besoins (conçues à cet effet par le manufacturier). L'Entrepreneur est responsable de fournir un ajustement de nuit selon les besoins du client.

.18 Éviter les installations qui permettent une dispersion lumineuse incontrôlée qui puisse aveugler des conducteurs sur les routes adjacentes.

.19 À moins d'avis contraire, fournir et installer uniquement des luminaires qui possèdent une accréditation « DLC ».

2.5 LUMINAIRES INTÉRIEURS AUX DEL

.1 Dans une installation existante, l'Entrepreneur en électricité est responsable de valider le niveau de tension requis pour alimenter les luminaires pour qu'ils soient identiques aux luminaires existants.

.2 À moins d'avis contraire, fournir des luminaires à diodes électroluminescentes (DEL) qui possèdent une durée de vie minimale de 50 000 h avec un maintien du flux lumineux de 70 % (L_{70}).

.3 Les luminaires doivent posséder des dissipateurs de chaleur passifs. Les mécanismes actifs (tels que des ventilateurs ou palettes vibrantes) sont interdits.

.4 Le luminaire doit être construit de telle sorte qu'il soit possible de remplacer les barrettes de DEL, les optiques et les circuits d'alimentation (ballasts) sans avoir à changer ou recycler le luminaire au complet. Les barrettes doivent posséder des numéros de série afin d'assurer au manufacturier la capacité de faire un remplacement équivalent dans le futur, même s'il y a amélioration de la puissance de sortie des DEL.

.5 Les diodes électroluminescentes (DEL) doivent être conçues pour réduire au maximum l'éclairage dans le bleu.

.6 Le pilote de DEL doit être de type électronique et doit posséder un taux de distorsion harmonique inférieur à 10 % à puissance nominale.

.7 La garantie minimale du luminaire est de 3 ans. Si le manufacturier offre des garanties plus longues, il devra les honorer. L'Entrepreneur est responsable de fournir une garantie minimale d'un an sur son installation.

.8 À moins d'avis contraire, fournir des lampes de 3500 °K.

.9 Fournir des luminaires qui possèdent des chambres de diffusion ou autres mécanismes similaires qui permettent de disperser la lumière afin d'éviter que l'on puisse voir une multitude de DEL dans les luminaires.

.10 Température ambiante maximale d'opération : 40 °C.

.11 Facteur de puissance : 95 %.

.12 À moins d'avis contraire, fournir et installer uniquement des luminaires qui possèdent une accréditation « DLC Premium ».

2.6 BALLAST, BLOCS D'ALIMENTATION ET ACCESSOIRES

.1 Fournir et installer des ballasts et des blocs d'alimentation selon les indications.

.2 Bloc d'alimentation pour luminaire avec DEL

.1 Tension nominale : selon les spécifications.

.2 Gradation : selon les spécifications.

.3 Plage de fonctionnement : -40°C pour l'extérieur et 0°C à 40°C à l'intérieur, sauf avis contraire.

.4 Opération sans scintillement visible (< 3% d'indice de scintillement).

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Situer les luminaires selon les indications. L'ingénieur se réserve le droit de refuser la disposition des luminaires si elle n'est pas conforme à la disposition indiquée au plan.

.2 Raccorder les luminaires aux circuits d'éclairage selon les indications.

.3 Installer les équipements de contrôle selon les indications.

.4 Installer les projecteurs extérieurs en respectant les instructions du fabricant selon les indications et en présence de l'ingénieur, en période d'obscurité, orienter les projecteurs allumés et les fixer en position de braquage permanent.

.5 Respecter toutes les recommandations du rapport de l'ingénieur en parasismique en matière de fixation des luminaires.

3.2 LAMPES

.1 Régler le centre lumineux des lampes de manière à obtenir une distribution précise de la lumière.

3.3 HAUTEUR DE MONTAGE

.1 Selon les indications aux plans.

.2 Rapporter à l'ingénieur le cas où un luminaire encastré ou semi-encastré entre en conflit avec les appareils de ventilation ou de plomberie.

.3 S'enquérir auprès de l'ingénieur dans les cas douteux concernant les hauteurs de montage.

3.4 INSTALLATION DES BALLASTS

.1 Disposer et installer les luminaires selon les indications.

.2 Vérifier les luminaires et remplacer les ballasts défectueux.

.3 La décision de l'ingénieur sera sans appel concernant la qualité sonore des appareils d'éclairage. Les luminaires trouvés trop bruyants devront être changés sans frais supplémentaire.

3.5 ESSAIS

.1 Effectuer les essais conformément à la section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

.2 Effectuer les essais des luminaires et remplacer les lampes, ballasts et accessoires défectueux.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International

.1 CSA C22.2 n° 46, dernière révision, Radiateurs électriques.

1.2 CARACTÉRISTIQUES DU PRODUIT

.1 Soumettre les caractéristiques du produit.

.2 Caractéristiques à mentionner :

.1 Les méthodes de montage.

.2 L'encombrement.

.3 La disposition et les schémas des aérothermes.

.4 Les critères de performance.

.5 La puissance nominale en kW, la tension et le nombre de phases.

.6 L'épaisseur de la tôle du boîtier.

.7 Les contraintes.

.8 La couleur et le fini.

.3 Soumettre les fiches signalétiques requises aux termes du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), lesquelles doivent être conformes à ce système. Les fiches signalétiques doivent être conformes aux exigences de Santé Canada et de Développement des ressources humaines Canada - Travail.

.4 Fournir les instructions du fabricant lorsque les travaux nécessitent des méthodes particulières de manutention, d'installation, de nettoyage.

1.3 FICHE D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN

.1 Fournir une fiche d'exploitation et d'entretien des aérothermes et l'incorporer au manuel d'entretien.

1.4 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets conformément aux prescriptions en vigueur.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène et en carton ondulé dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer les éléments et le câblage métalliques inutilisés vers une installation de recyclage du métal.

.5 Récupérer, emballer et entreposer les anciens aérothermes aux fins de réutilisation ou de recyclage, et les acheminer à l'entreprise de recyclage conformément au plan de gestion des déchets.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 AÉROTHERMES

.1 Aérothermes conformes à la norme CSA C22.2 n° 46, dernière révision.

.2 Aérothermes : type à souffleur horizontal ou vertical.

.3 Aérothermes : munis d'un dispositif incorporé de protection contre les températures élevées et d'un régulateur thermostatique, selon les indications.

.4 Moteur de ventilateur : à roulement à billes à lubrification permanente, installé sur un support souple, et doté d'un dispositif incorporé de protection contre les surcharges thermiques.

.5 Supports : selon les indications.

.6 Éléments chauffants : à isolant de poudre minérale, sous gaine d'acier inoxydable, munis d'ailettes.

.7 Boîtier : en acier, traité au phosphate et recouvert de couches d'émail de couleur beige cuit au four, muni de supports pour montage au mur ou suspendu sur tiges.

2.2 DISPOSITIFS DE COMMANDE

.1 Thermostats muraux, certifiés Energy Star, du type indiqué aux plans.

2.3 FABRICANTS

.1 Fabricants reconnus : Stelpro, Uniwatt, Ouellet ou équivalent.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Suspendre les aérothermes au plafond ou les monter au mur, selon les indications.

.2 Effectuer les essais conformément aux prescriptions de la section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

.3 Vérifier le bon fonctionnement du coupe-circuit thermique lorsqu'il y a obstruction de la circulation d'air.

.4 S'assurer que l'interrupteur à action différée permet au ventilateur de dissiper la chaleur résiduelle, une fois que le courant à l'élément est interrompu.

.5 S'assurer que le déclenchement du dispositif de protection contre les surcharges thermiques du moteur du ventilateur entraîne la mise hors circuit complète de l'aérotherme.

.6 S'assurer que les aérothermes et les dispositifs de commande fonctionnent bien.

3.2 ESSAIS

.1 Effectuer les essais conformément aux prescriptions de la section 26 05 01 - Électricité - Exigences générales concernant les résultats des travaux.

.2 Vérifier le bon fonctionnement du coupe-circuit thermique lorsqu'il y a obstruction de la circulation d'air.

.3 S'assurer que l'interrupteur à action différée permet au ventilateur de dissiper la chaleur résiduelle, une fois que le courant à l'élément est interrompu.

.4 S'assurer que le déclenchement du dispositif de protection contre les surcharges thermiques du moteur du ventilateur entraîne la mise hors circuit complète de l'aérotherme.

.5 S'assurer que les aérothermes et les dispositifs de commande fonctionnent bien.

Annexe 1

Liste de contrôle des dessins d'atelier, documents et essais

GROUPE-CONSEIL
TDA

LISTE DES DESSINS D'ATELIER, DOCUMENTS ET ESSAIS

L'entrepreneur en électricité est responsable de maintenir cette liste de dessins d'atelier à jour et de la distribuer aux différents intervenants du projet. Cette liste n'est pas exhaustive et peut être bonifiée au besoin.

PROJET : Postes de chloration d'appoint St-Georges et Mc Cormick – Ville de Baie-Comeau

N/D : 3143-44 DISCIPLINE : ÉLECTRICITÉ MISE À JOUR LE :

Type : **A** échantillons **C** essais
B dessins d'atelier **D** documents exigés

Section devis/plans	Type	Description	Vérifié (avec ou sans commentaires)	Remarques
26 05 01	B	Plaques signalétiques	☐	
26 05 20	B	Connecteur pour boîtes et câbles (0-1000V)	☐	
26 05 21	B	Fils et câbles – RW90 - X - Link - TWH - Teck - AC90 - NMD90	☐	
26 05 28	B-C	Matériaux de malt	☐	
26 05 31	B	Boîtes de jonctions et de tirage	☐	
26 05 32	B	Dispositifs de filerie : - Interrupteurs - Prises - Plaques-couvercles - Minuterie	☐	
26 05 34	B	Conduits : - Acier rigide galvanisé - TEM- PVC rigide - Aluminium rigide – Flexible - Joints de dilatation	☐	
26 12 17	B	Transformateurs secs	☐	
26 28 14	B	Fusibles basse tension	☐	
26 28 21	B	Disjoncteurs sous boîtier moulé	☐	
	B	Mécanismes de cadenassage des disjoncteurs	☐	
26 50 00	B	Matériel d'éclairage	☐	
		- Intérieur	☐	
		- Extérieur	☐	
26 82 40	B-C	Aérothermes	☐	

Annexe 2

Liste du matériel de rechange, discipline : électricité

GROUPE-CONSEIL
TDA

LISTE DU MATÉRIEL DE RECHANGE
DISCIPLINE : ÉLECTRICITÉ

PROJET : Postes de chloration d'appoint St-Georges et Mc Cormick – Ville de Baie-Comeau

CONTRÔLÉ PAR :

N/D : 3143-44

MISE À JOUR LE :

Légende : matériel reçu

C Conforme
NC Non conforme
I Incomplet
CF Complété final

Section Devis/plan	Quantité	Description	C	NC	I	CF	Date
26 28 14 Fusibles	3	fusibles de chaque type installé < = 600 V.	☐	☐	☐	☐	_____
26 50 00		lampes fluorescentes/DEL compactes de chaque puissance.	☐	☐	☐	☐	_____
Matériel d'éclairage		lampes de rechange pour chaque type de luminaire autre que fluorescent.	☐	☐	☐	☐	_____
		ballast pour chaque type de luminaire autre que fluorescent.	☐	☐	☐	☐	_____

Ville de Baie-Comeau

POSTES DE CHLORATION D'APPOINT ST-GEORGES

DEVIS DE MÉCANIQUE

N/D : 3143-44

GROUPE-CONSEIL TDA

Ville de Baie-Comeau

POSTES DE CHLORATION D'APPOINT
ST-GEORGES

DEVIS DE MÉCANIQUE

N/D : 3143-44

SUIVI DES MODIFICATIONS			
Numéro	**Révision**	**Par**	**Date**
0	Pour soumission	Réal Dugas, ing.	2020-05-14

PRÉPARÉ PAR :

INGÉNIEUR
Réal Dugas
42966
QUÉ

20 mai 2020

Réal Dugas, ing.
Groupe-conseil TDA

enregistré ISO 9001

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION	SECTION	NOMBRE DE PAGES
TRAVAUX DE DÉMANTÈLEMENT	01 35 70	2
CONTRÔLE DE LA QUALITÉ	01 45 00	4
NETTOYAGE, DÉSINFECTION ET ESSAI D'ÉTANCHÉITÉ	01 74 14	3
FORMATION	01 91 14	7
MANUELS DE SERVICE ET ENTRETIEN	01 91 51	5
EXTINCTEURS PORTATIFS ET COUVERTURES DE SÉCURITÉ	10 44 20	1
DESCRIPTION DES TRAVAUX MÉCANIQUES PLOMBERIE	22 00 00	4
PLOMBERIE - EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉSULTATS DES TRAVAUX	22 05 00	6
THERMOMÈTRES ET MANOMÈTRES POUR TUYAUTERIES	22 05 21	2
IDENTIFICATION DES RÉSEAUX ET DES APPAREILS MÉCANIQUES	22 05 54	7
CALORIFUGES POUR TUYAUTERIES	22 07 20	7
CONTRÔLE DE LA PERFORMANCE DE LA TUYAUTERIE DES SYSTÈMES MÉCANIQUES	22 08 01	1
TUYAUTERIE D'EAU DOMESTIQUE EN CUIVRE – INTÉRIEUR	22 11 18	5
TUYAUTERIE D'EAU DOMESTIQUE EN PLASTIQUE – INTÉRIEUR	22 11 19	4
TUYAUTERIES D'ÉVACUATION ET DE VENTILATION - PLASTIQUE	22 13 18	2
CHAUFFE-EAU DOMESTIQUE	22 30 05	2

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

DESCRIPTION	SECTION	NOMBRE DE PAGES
PLOMBERIE - APPAREILS SPÉCIAUX	22 42 01	5
APPAREILS SANITAIRES	22 42 02	3
POMPES DOSEUSES ET ACCESSOIRES	22 45 00	6
DESCRIPTION DES TRAVAUX MÉCANIQUES CVAC	23 00 00	4
CVAC - EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉSULTATS DES TRAVAUX	23 05 00	2
ESSAI, RÉGLAGE ET ÉQUILIBRAGE DE RÉSEAUX DE CVAC	23 05 93	5
CALORIFUGES POUR CONDUITS D'AIR	23 07 13	5
CONDUITS D'AIR MÉTALLIQUES - BASSE PRESSION, JUSQU'À 500 PA	23 31 14	6
VENTILATEURS D'USAGE DOMESTIQUE	23 34 24	3
ANNEXE 1 LISTE DE CONTRÔLE DES DESSINS D'ATELIER, DOCUMENTS ET ESSAIS		2
	Total	**103**

PARTIE 1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 PORTÉE DES TRAVAUX

.1 Les travaux décrits dans la présente section comprennent la fourniture, la main-d'œuvre et le matériel requis pour effectuer les travaux de démantèlement du présent projet.

1.2 PROTECTION DES OUVRAGES

.1 Protéger les ouvrages existants devant demeurer en place durant et après le démantèlement et les matériaux devant être récupérés et remis au maître de l'ouvrage conformément aux exigences du présent devis.

.2 Si des ouvrages, équipements ou matériaux sont endommagés durant le démantèlement, l'entrepreneur est tenu de les remplacer ou de les remettre en état immédiatement à la satisfaction du maître de l'ouvrage.

1.3 PROPRETÉ DU CHANTIER LORS DES TRAVAUX DE DÉMANTELEMENT

.1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut.

.2 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.

.3 Fournir et utiliser, pour le recyclage, des conteneurs séparés clairement identifiés.

.4 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier à intervalles prédéterminés ou les éliminer selon les directives du maître d'œuvre.

1.4 NETTOYAGE FINAL APRÈS LES TRAVAUX DE DÉMANTELEMENT

.1 Après le démantèlement, enlever les matériaux de surplus, les outils ainsi que l'équipement et le matériel de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.

.2 Enlever les débris et les matériaux de rebut générés lors du démantèlement par l'entrepreneur et tous ses sous-traitants.

.3 Balayer les surfaces pavées et ratisser le reste du terrain pour ne pas gêner à l'exécution des travaux subséquents.

1.5 NORMES DE RÉFÉRENCE

.1 Les travaux de démantèlement doivent respecter le code «Practice for Safety in Demolition of Structures» (CSA S350-M1980, version la plus récente).

PARTIE 2.0 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION

.1 Inspecter le chantier et identifier les ouvrages qui doivent être enlevés et non remis au maître de l'ouvrage, ceux qui doivent être enlevés et remis au maître de l'ouvrage et ceux qui doivent demeurer en place et être protégés. À l'issue de cette identification, valider avec le maître d'œuvre.

.2 Valider avec le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage la séquence de démantèlement.

.3 Assurer le suivi et la coordination avec les différents sous-traitants concernés avant le démantèlement afin de maintenir en service en tout temps les équipements ne devant pas être démantelés.

.4 Parmi les équipements devant être démantelés, les suivants doivent être remis au maître de l'ouvrage :

1. Lister les équipements à démanteler et remettre au maître de l'ouvrage.
2. Si aucun équipement ne doit être remis au propriétaire, simplement indiquer «Aucun équipement ne doit être remis au maître de l'ouvrage».
3. Si tous les équipements doivent être remis au propriétaire, simplement indiquer «Tous les équipements doivent être remis au maître de l'ouvrage».

.5 Tous les autres équipements à démanteler et non listés précédemment seront la propriété de l'entrepreneur. Il devra en disposer en respectant les directives environnementales en vigueur.

.6 L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les équipements lors de leur démantèlement et leur transport afin qu'ils puissent, le cas échéant, être réinstallés et remis en service ultérieurement.

.7 Tous les équipements avec des composantes électriques ou électroniques doivent soigneusement protégés pendant leur transport dans des enveloppes étanches et résistantes aux intempéries.

3.2 DÉMANTÈLEMENT DES OUVRAGES

.1 Prendre toutes les précautions pour ne pas endommager et empêcher de fonctionner tous les équipements, matériaux, accessoires, etc. devant rester en place.

.2 Boucher de façon étanche et propre, en respectant les matériaux et l'apparence générale de l'architecture en place, toute ouverture ou trou créé par l'enlèvement d'équipements existants (toit, murs, planchers, conduites, réserves, regards, etc.).

PARTIE 4.0 ESSAIES EN USINES ET AU CHANTIER

4.1 SANS OBJET

PARTIE 1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

.1 Inspections et essais, exigences administratives et opérationnelles.

.2 Essais et formules de dosage.

.3 Échantillons d'ouvrages.

.4 Essais en usine.

.5 Réglage et équilibrage des appareils et des systèmes.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 Comité canadien des documents de construction (CCDC) : CCDC 2, Contrat à forfait.

1.3 INSPECTION

.1 Le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage ou son représentant doivent avoir accès aux ouvrages en tout temps. Si une partie des travaux ou des ouvrages est exécutée à l'extérieur du chantier, l'accès à cet endroit doit également être assuré pendant toute la durée de ces travaux.

.2 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage ou son représentant ou exigés aux termes de règlements locaux visant le chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.

.3 Si l'entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant qu'il n'ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, voir à l'exécution des inspections ou des essais requis à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans son état initial.

.4 Le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage ou son représentant peut ordonner l'inspection de toute partie de l'ouvrage dont la conformité aux documents contractuels est mise en doute. Si, après examen, l'ouvrage en question est déclaré non conforme aux exigences des documents contractuels, l'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour rendre l'ouvrage conforme aux exigences spécifiées, et assumer les frais d'inspection et de réparation.

1.4 ORGANISMES D'ESSAIS ET D'INSPECTIONS INDÉPENDANTS

.1 Si requis, le maître de l'ouvrage se chargera de retenir les services d'organismes d'essais et d'inspections indépendants. Pour valider les rapports remis, le coût de ces services sera assumé par le propriétaire.

.2 Fournir le matériel requis par les organismes désignés pour la réalisation des essais et des inspections.

.3 Le recours à des organismes d'essais et d'inspections ne dégage aucunement l'entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.

.4 Si des défauts sont relevés au cours des essais et/ou des inspections, l'organisme désigné exigera une inspection plus approfondie et/ou des essais additionnels pour définir avec précision la nature et l'importance de ces défauts. L'entrepreneur devra corriger les défauts et les imperfections selon les directives du maître d'œuvre, du maître de l'ouvrage ou son représentant, sans frais additionnels pour la Ville, et assumer le coût des essais et des inspections qui devront être effectués après ces corrections.

1.5 ACCÈS AU CHANTIER

.1 Permettre aux organismes d'essais et d'inspections d'avoir accès au chantier ainsi qu'aux ateliers de fabrication et de façonnage situés à l'extérieur du chantier.

.2 Collaborer avec ces organismes et prendre toutes les mesures raisonnables pour qu'ils disposent des moyens d'accès voulus.

1.6 PROCÉDURE

.1 Aviser d'avance l'organisme approprié et le maître d'œuvre lorsqu'il faut procéder à des essais afin que toutes les parties en cause puissent être présentes.

.2 Soumettre les échantillons et/ou le matériel et les matériaux nécessaires aux essais selon les prescriptions du devis, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.

.3 Fournir la main-d'œuvre et les installations nécessaires pour prélever et manipuler les échantillons et les matériaux sur le chantier. Prévoir également l'espace requis pour l'entreposage et la cure des échantillons.

1.7 OUVRAGES OU TRAVAUX REJETÉS

.1 Enlever les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels et rejetés par le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage ou son représentant, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences des documents contractuels.

.2 Réparer sans délai les ouvrages qui auront été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement susmentionnés.

.3 Si, de l'avis du maître d'œuvre, du maître de l'ouvrage ou son représentant, il n'est pas opportun de réparer les ouvrages défectueux ou jugés non conformes aux documents contractuels, le maître de l'ouvrage pourra déduire du prix contractuel la différence de valeur entre l'ouvrage exécuté et celui prescrit dans les documents contractuels, le montant de cette différence étant déterminé par le maître d'œuvre.

1.8 RAPPORTS

.1 Fournir une (1) copie électronique des rapports des essais et des inspections au maître d'œuvre.

.2 Fournir des exemplaires de ces rapports aux sous-traitants responsables des ouvrages inspectés ou mis à l'essai.

1.9 ESSAIS ET FORMULES DE DOSAGE

.1 Fournir les rapports des essais et les formules de dosage exigés.

.2 Le coût des essais et des formules de dosage qui n'ont pas été spécifiquement exigés aux termes des documents contractuels ou des règlements locaux visant le chantier sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et pourra ultérieurement faire l'objet d'un remboursement.

1.10 ÉCHANTILLONS D'OUVRAGES

.1 Préparer les échantillons d'ouvrages spécifiquement exigés dans le devis. Les exigences du présent article valent pour toutes les sections du devis dans lesquelles on demande de fournir des échantillons d'ouvrages.

.2 Un retard dans la préparation des échantillons d'ouvrages ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.

.3 Au besoin, le maître d'œuvre aidera l'entrepreneur à établir un calendrier de préparation des échantillons d'ouvrages.

.4 Il est précisé, dans chaque section du devis où il est question d'échantillons d'ouvrages, si ces derniers peuvent ou non faire partie de l'ouvrage fini et à quel moment ils devront être enlevés, le cas échéant.

1.11 ESSAIS EN USINE

.1 Soumettre les certificats des essais effectués en usine qui sont exigés et prescrits dans les différentes sections du devis.

1.12 MATÉRIELS, APPAREILS ET SYSTÈMES

.1 Soumettre les rapports de réglage et d'équilibrage des systèmes mécaniques et électriques et des autres systèmes de bâtiment.

.2 Effectuer la mise en service telle que décrite aux sections du devis correspondantes.

PARTIE 2.0 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION

.1 Inspecter le chantier et vérifier les ouvrages qui doivent être enlevés et non remis au maître de l'ouvrage, ceux qui doivent être enlevés et remis au maître de l'ouvrage et finalement ceux qui doivent demeurer en place.

PARTIE 4.0 ESSAIS EN USINES ET AU CHANTIER

4.1 SANS OBJET

PARTIE 1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 GÉNÉRALITÉS

.1 Nettoyer les lieux et évacuer les déchets conformément aux exigences du présent devis.

.2 Déposer les déchets volatils dans des contenants métalliques couverts et les évacuer du chantier à la fin de chaque journée de travail.

.3 Ne pas accumuler des déchets qui présentent des dangers.

.4 Assurer une bonne ventilation pendant l'emploi de substances volatiles ou toxiques.

.5 Maintenir le chantier en pression négative au moyen de ventilateurs puissants. Le site des travaux doit être laissé dans un parfait état de propreté à la fin de chaque journée de travail.

1.2 DESCRIPTION DE PRODUITS

.1 N'utiliser que les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et procéder de la façon indiquée par le fabricant du produit de nettoyage.

.2 Pour la désinfection, se référer aux normes de l'AWWA.

1.3 DOCUMENTS À FOURNIR

.1 Fournir une (1) copie électronique de la méthodologie pour la réalisation des travaux de désinfection pour approbation par le maître d'œuvre.

PARTIE 2.0 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 EXÉCUTION

3.1 NETTOYAGE PENDANT LES TRAVAUX INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

.1 Au moins une fois par jour et pour tous les secteurs demeurant en opération, enlever les matériaux de rebut et les débris du chantier, incluant le toit et l'intérieur du bâtiment. De plus, enlever les protections temporaires des équipements, nettoyer et laver les planchers, afin d'éliminer toute la poussière présente en dehors des zones de travaux.

.2 Prévoir sur le chantier des conteneurs fermés au moyen d'une toile pour la collecte des matériaux de rebut et des débris.

.3 Planifier les travaux de nettoyage de manière que la poussière, les débris et autres agents de contamination soulevés ne retombent pas sur les surfaces peinturées et ne contaminent pas les systèmes du bâtiment.

3.2 NETTOYAGE FINAL

.1 Effectuer le nettoyage final avant la mise en route en vue de l'acceptation provisoire du projet.

.2 Enlever la graisse, la poussière, la saleté, les taches, les étiquettes, les marques de doigts et les autres substances étrangères des surfaces finies intérieures et extérieures, y compris les vitrages et autres surfaces polies.

.3 Au pourtour du bâtiment, aux endroits ayant servis au chantier, balayer les surfaces à revêtement dur et passer le râteau sur les autres surfaces.

.4 Nettoyer les réflecteurs, les diffuseurs et autres surfaces d'éclairage.

.5 Enlever la neige et la glace des voies d'accès au chantier, si applicable.

3.3 DÉSINFECTION

.1 Effectuer la désinfection des conduites en suivant les exigences de la norme AWWA C651 la plus récente.

.2 Effectuer la désinfection des réserves selon la norme AWWA C652 la plus récente.

.3 Effectuer la désinfection des équipements de mécanique de procédé en suivant les exigences de la norme AWWA C653 la plus récente.

.4 Effectuer la désinfection des puits selon la norme AWWA C654 la plus récente.

.5 Lorsqu'il n'y a pas de réseau d'égout domestique à proximité, la méthode d'élimination des eaux chlorées utilisées pour le nettoyage et la désinfection doivent être préalablement approuvées par la direction régionale concernée du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

3.4 ESSAI D'ÉTANCHÉITÉ

.1 Avant de remblayer les murs de tous bassin ou réserve, procéder à un essai d'étanchéité. L'entrepreneur doit colmater adéquatement toutes les ouvertures pour effectuer cet essai.

.2 Pour réaliser cet essai, l'entrepreneur doit procéder comme suit :

1. Isoler hydrauliquement l'ouvrage à tester.
2. Remplir le bassin ou la réserve jusqu'au niveau d'eau maximum avec de l'eau propre.
3. Attendre 24 heures pour que le béton soit saturé d'eau.
4. Prendre une lecture du niveau d'eau initial en présence du maître d'œuvre ou son représentant.
5. Prendre quatre (4) lectures subséquentes à une (1), six (6), douze (12) et vingt-quatre (24) heures après la lecture initiale toujours en présence du maître d'œuvre ou son représentant.
6. Reprendre les étapes 1 à 5 pour tous les bassins et réserves.

.3 L'essai est jugé satisfaisant si la perte du niveau est inférieure à 3,0 mm après 24 heures. Tenir compte de l'évaporation de l'eau lorsqu'applicable.

.4 Si une perte supérieure à celle autorisée est observée, l'entrepreneur doit procéder aux réparations requises pour étancher le bassin ou la réserve. L'essai d'étanchéité devra être repris après que les réparations aient été effectuées.

.5 L'entrepreneur devra transporter l'eau nécessaire à cet essai. L'entrepreneur devra prendre entente avec le maître de l'ouvrage pour la fourniture de l'eau servant aux essais d'étanchéité de même qu'à la désinfection des ouvrages.

3.5 RAPPORT

.1 Fournir une (1) copie électronique des résultats des tests de désinfection et des essais d'étanchéité au maître d'œuvre.

PARTIE 4.0 ESSAIS EN USINE ET AU CHANTIER

4.1 SANS OBJET

PARTIE 1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 GÉNÉRALITÉS

.1 La présente section précise les exigences et les procédures générales relatives à la formation aux employés du maître de l'ouvrage sur les systèmes et équipements que l'entrepreneur a fournis. Cette section couvre toutes les sections du devis.

.2 La formation a pour objectif de donner les moyens aux employés du maître de l'ouvrage d'opérer et d'entretenir ces systèmes et équipements selon les recommandations des fabricants et selon la performance prévue au devis avec les compétences nécessaires. En ce sens, le manufacturier de chacun des équipements doit former les employés du maître de l'ouvrage en mettant à leur disposition la documentation, le matériel pédagogique et autres accessoires requis.

.3 Le manufacturier de chacun des équipements doit prévoir les moyens d'évaluation des différentes connaissances et compétences acquises lors des formations en regard des objectifs de formation.

1.2 CONDITIONS GÉNÉRALES DE RÉALISATION

.1 Les stratégies d'enseignements du formateur du manufacturier doivent permettre de guider et soutenir les participants dans leur apprentissage. Pour ce faire, les séances de formation doivent intégrer des présentations dynamiques, des exercices pratiques, des mises en situation, des simulations et des résolutions de problème, le tout devant permettre un transfert rapide des connaissances et compétences aux employés du maître de l'ouvrage.

1.3 PARTICIPANTS

.1 Le formateur doit développer et diffuser la formation aux catégories de participants suivants :

1. P1 : Opérateurs et préposés au procédé;
2. P2 : Électrotechniciens;
3. P3 : Électriciens;
4. P-4 : Mécaniciens.

.2 La formation sera donnée à deux groupes distincts formés de plusieurs de ces catégories de participants selon les exigences de l'article 2.5.

1.4 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

.1 Au terme de la formation, les employés des différentes catégories de participants visées devront être en mesure d'effectuer leurs tâches d'opération, d'entretien et de surveillance selon :

1. Les instructions et les normes des fabricants et fournisseurs;
2. Les exigences des manufacturiers pour le maintien des garanties;
3. Des processus opérationnels et méthodes de travail efficaces;
4. Les règles d'exploitation et de sécurité en vigueur.

1.5 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

.1 Le formateur doit orienter la présentation du cours en fonction des objectifs spécifiques de formation des différentes catégories de participants :

1. Décrire le fonctionnement général des procédés, systèmes et équipements;
2. Présenter les manuels de service;
3. Analyser le rôle et les spécifications techniques de chaque composante du système;
4. Identifier les interconnexions entre les composantes du système;
5. Décrire de façon générale l'architecture de l'alimentation électrique;
6. Décrire de façon générale l'architecture des réseaux de communication (supervision, contrôle et terrain);
7. Configurer les paramètres de base de chaque équipement;
8. Expliquer les procédures de remise en marche des équipements, systèmes et réseaux;
9. Effectuer une visite des équipements.

.2 Aux participants P1 +P2 + P3 + P4 :

1. Expliquer l'objet du procédé et l'utilité des équipements ajoutés;
2. Passer en revue la description fonctionnelle du procédé et des équipements. Décrire les modes d'opération, de supervision et les automatismes;
3. Décrire les liens entre les composantes du procédé et les interrelations entre les différents équipements;
4. Décrire les procédures de vérification, de mise en marche, de mise hors service et de remise en fonction suite à une panne mécanique ou électrique;
5. Décrire les possibilités d'intervention locale ou à distance en cas de problèmes sur un équipement ou sur une étape de l'opération automatisée;
6. Décrire de façon détaillée les points de consigne et les paramètres ajustables des pages-écrans des interfaces locales et centrales et procéder à des modifications à l'écran;
7. Procéder à des essais de commande (ex. : départ, arrêt à partir de l'écran des interfaces locales et centrales) et ce, sous différentes conditions et modes d'opération;
8. Présenter les manuels d'entretien;
9. Présenter l'ensemble des dessins de contrôle et d'électricité (ex. : P&ID, diagrammes unifilaires);
10. Expliquer les programmes d'entretien préventif et curatif recommandés par les fabricants;
11. Présenter et décrire les coupes internes des équipements avec explications détaillées;
12. Diagnostiquer les anomalies au niveau du système et de chaque composante ou équipements;
13. Décrire les instruments et transmetteurs à partir de démonstrateurs apportés sur place;

14. Pour chaque instrument, transmetteur et actionneur, décrire les configurations, les calibrations, l'entretien ainsi que les outils disponibles. Fournir une liste des paramètres configurables avec une description de leur fonction et avec leurs valeurs. Faire une distinction entre les valeurs par défaut et les valeurs modifiées en mettant en gras ces dernières et en expliquant le pourquoi de ces modifications. Passer en revue, à partir de la documentation, la configuration de tous les paramètres, expliquer plus en détail la configuration des paramètres les plus cruciaux avec exemples de configuration et de calibration;
15. Lors de la visite au chantier, localiser les principaux instruments;
16. Décrire les paramètres de conception des systèmes et procédés (calculs, formules mathématiques, simulations);
17. Décrire de façon détaillée l'architecture des réseaux de communication (supervision, contrôle et terrain) et les configurations de ces réseaux;
18. Décrire le système de contrôle (architecture, serveurs, automates et autres composantes);
19. Décrire de façon détaillée les panneaux locaux (boutons, sélecteurs, affichages ainsi que les configurations et ajustements possibles);
20. Décrire les caractéristiques et les paramètres des automates et des contrôleurs;
21. Décrire les caractéristiques et les paramètres des routeurs et commutateurs;
22. Décrire les configurations des nouvelles applications d'automatisation, les concepts de programmation, les structures de données, les séquences, les boucles de régulation principales et toutes les particularités du système de contrôle fourni;
23. Décrire la configuration et l'entretien requis des équipements de la zone démilitarisée (pare-feux, commutateurs et autres composantes);
24. Décrire la programmation de façon générale, expliquer les blocs de programmation, décrire les outils de programmation et de dépannage disponibles, et ce pour les automates, contrôleurs et interface opérateur;
25. Décrire de façon détaillée tout nouveau logiciel servant à opérer, entretenir ou configurer les instruments et les équipements;
26. Utiliser l'application de configuration des équipements à distance;
27. Utiliser les outils de dépannage localement et à distance (logiciels, équipements de mesure et de tests);
28. Interpréter les signaux d'alarme du système;
29. Expliquer les programmes sources;
30. Décrire les profils d'accès des différents groupes d'utilisateurs;
31. Produire et analyser les rapports journaliers;
32. Décrire de façon détaillée les interfaces associées à des équipements et instruments spécifiques (affichage, boutons locaux);
33. Décrire de façon détaillée les pages-écrans des interfaces opérateurs et centraux (SCADA) en couvrant les fonctionnalités disponibles, les méthodes d'utilisation du système ainsi que ses restrictions. Décrire les variantes entre le système de supervision central (pages du SCADA) et les interfaces opérateurs locales;
34. Tester les fonctionnalités (démarrages, arrêts, arrêts d'urgence et remise en marche des équipements mécaniques après arrêt d'urgence et après panne électrique) des systèmes, des automates et des contrôleurs;

35. Détailler la liste des pièces de rechange recommandées par les fabricants (instruments, équipements, contrôles);
36. Insister sur les éléments de sécurité à suivre lors de l'entretien des équipements et des composantes.
37. Décrire de façon détaillée l'architecture du réseau d'alimentation électrique;
38. Présenter les dessins d'électricité et diagrammes unifilaires;
39. Pour chaque équipement avec paramètres configurables, fournir une liste de ces paramètres configurables avec une description de leur fonction et avec leurs valeurs. Faire une distinction entre les valeurs par défaut et les valeurs modifiées en mettant en gras ces dernières et en expliquant le pourquoi de ces modifications. Passer en revue, à partir de la documentation, la configuration de tous les paramètres, expliquer plus en détail la configuration des paramètres les plus cruciaux avec exemples de configuration et de calibration.

1.6 ORGANISATION DE LA FORMATION

.1 Horaire :

1. Tenant compte des horaires de travail des différents groupes de participants, les séances de formation doivent avoir lieu durant la période suivante : du lundi au jeudi (jamais le vendredi) et de 7 h 30 à 16 h 30;
2. Avant la mise en service des équipements, prévoir la formation pour deux groupes, soit une journée par groupe;
3. Six (6) mois après la réception provisoire des travaux, prévoir la reprise de la formation des employés du Maître de l'ouvrage. Cette reprise sera donnée à un seul groupe, selon les mêmes modalités de préparation et de contenu que la formation initiale;
4. Il faut prévoir une première pause de 0,5 heure le matin, un dîner de 1 heure et une seconde pause de 0,5 heure en après-midi. Une journée de cours correspond donc à 7 heures de formation.

.2 Nombre de participants :

1. Le nombre de participants à une même séance de formation est limité à 8 personnes, sauf pour la séance de formation à donner 6 mois après la réception provisoire des travaux.

1.7 PROGRAMME DE LA FORMATION

.1 L'entrepreneur doit soumettre son programme de formation par équipement au moins 2 mois avant la mise en service du système ou des équipements. Ce programme de formation sera commenté par le maître de l'ouvrage et devra être resoumis par l'entrepreneur en y intégrant les remarques qu'il aura reçues de ce dernier.

.2 Le programme de formation comprend :

1. L'identification de tous les sous-groupes de participants;
2. Le plan de cours adapté à chaque groupe de participants (voir l'exemple à la fin de cette section);
3. La fiche d'appréciation du cours (voir l'exemple à la fin de cette section).

1.8 PLAN DE COURS

.1 Le plan de cours est l'élément principal du programme de formation puisqu'il permet au formateur de planifier et d'organiser ses séances de formation selon les groupes de participants visés.

.2 Le plan de cours doit comprendre les éléments suivants :

1. Logo du maître de l'ouvrage;
2. Nom et logo du manufacturier;
3. Numéro et titre du projet;
4. Numéro et titre du lot;
5. Numéro du plan de cours;
6. Numéro du groupe;
7. Nom du formateur;
8. Description du cours;
9. Les groupes de participants visés par ce cours;
10. Le lieu et les dates de la formation;
11. Le matériel pédagogique qui sera utilisé durant le cours;
12. Les objectifs du cours;
13. L'agenda du cours en précisant le nombre d'heures de chaque sujet abordé.

.3 Un exemple de présentation du plan de cours est joint à la fin de cette section.

1.9 MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

.1 Afin de fournir une description détaillée et des explications claires sur chaque sujet traité, le formateur doit mettre à la disposition des participants tout le matériel pédagogique nécessaire au bon déroulement de la formation, en particulier :

1. Le plan de cours (préapprouvé par le maître de l'ouvrage) qui sera distribué à tous les participants au tout début de la formation;
2. Les manuels d'entretien du manufacturier d'équipements;
3. Les manuels d'opération des équipements et systèmes;
4. Les plans de contrôle et d'électricité;
5. Des notes, des présentations de type PowerPoint ou des présentations structurées sous format papier;
6. Des dessins montrant en coupe les composantes internes des équipements;
7. Des dessins montrant en coupe les composantes internes des équipements;
8. Une liste des principales pièces qui seront à remplacer durant la vie utile des équipements;
9. Des équipements véritables installés dans la classe avant le début de la formation, tels des instruments de champs, des automates, des interfaces opérateurs;
10. Des instruments d'évaluation des apprentissages tels que des questions, des tests, des essais pratiques et des exercices.

.2 Le formateur aura imprimé d'avance, avant chaque début de séance de formation, le matériel didactique en quantité suffisante afin de pouvoir distribuer promptement ce matériel aux participants. Il aura également testé d'avance les instruments, équipements, projecteurs, ordinateurs et autres supports matériels qu'il utilisera pendant le cours afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

.3 Tous les documents présentés de façon électronique ou remis aux participants doivent être rédigés en français. Qu'ils soient sous format papier ou format électronique Excel, PowerPoint, etc.), une copie de ces documents didactiques doit être remise au maître de l'ouvrage qui les conservera pour référence future.

1.10 EXIGENCES DU FORMATEUR

.1 Le formateur doit posséder une expérience dans la préparation et la présentation de cours. Il doit maîtriser les aspects techniques des différents systèmes et équipements qu'il décrira lors de la formation et doit être prêt à répondre aux questions des participants.

.2 En ce sens, le formateur doit :

1. Préparer ses cours en fonction de la catégorie des participants et réviser ses notes avant la séance de formation;
2. Fournir et préparer son matériel didactique et l'installer avant la séance de formation (projecteurs, ordinateurs, automates, instruments, photocopies, cahiers d'exercice, notes, rallonges électriques, etc.);
3. Présenter ses cours en français et sans interprète;
4. Respecter les dates et horaires prévus des séances de formation et être ponctuel;
5. Faire signer la feuille des présences au début du cours et la remettre au représentant désigné du maître d'œuvre;
6. Distribuer à tous les participants, à la fin de chaque séance, la fiche d'appréciation de la formation et remettre les formulaires complétés au représentant désigné du maître d'œuvre.

.3 Le manufacturier et son formateur acceptent que les contenus des cours et le matériel didactique utilisé (notes, exercices, présentations de type PowerPoint ou autre) deviennent la propriété du maître de l'ouvrage qui pourra les utiliser dans le cadre de ses opérations et en faire autant de copies qu'il le veut.

1.11 RESPONSABILITÉS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

.1 Le maître de l'ouvrage ou son représentant désigné a la responsabilité :

1. De commenter et valider les plans de cours fournis par le fournisseur avant la présentation des cours;
2. De donner ses commentaires et son accord final quant aux formateurs proposés par le fournisseur;
3. D'identifier, de regrouper et d'inviter les employés qui devront assister aux différentes séances de formation;
4. De fournir une salle de cours munie d'un tableau et d'un écran de projection pour chacune des séances.

PARTIE 2.0 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION

.1 Inspecter le chantier et vérifier les ouvrages qui doivent être enlevés et non remis au maître de l'ouvrage, ceux qui doivent être enlevés et remis au maître de l'ouvrage et finalement ceux qui doivent demeurer en place.

PARTIE 4.0 ESSAIS EN USINES ET AU CHANTIER

4.1 SANS OBJET

PARTIE 1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 GÉNÉRALITÉS

.1 La présente section précise les exigences et les procédures générales relatives à la préparation des manuels d'assemblage, de fonctionnement, de manœuvre, d'entretien et dessins conformes à l'exécution des travaux qui lui sont explicitement demandés au contrat ou que le maître d'œuvre juge nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de ces travaux.

.2 Cette section couvre toutes les sections du devis.

1.2 MANUEL DE SERVICE ET D'ENTRETIEN

.1 Fournir les fiches d'exploitation et d'entretien et les incorporer au manuel.

.2 Les fiches fournies doivent être identifiées pour le projet en cours. Elles doivent se référer obligatoirement au numéro de l'équipement identifié aux plans et devis ou à un détail aux plans.

.3 Les fiches d'exploitation et d'entretien doivent être approuvées, avant l'inspection finale, par le maître d'œuvre qui conservera les copies finales.

.4 Les fiches d'exploitation doivent comprendre ce qui suit :

1. Les schémas;
2. Une description de chaque système/installation et de ses dispositifs de commande/régulation;
3. Une description du fonctionnement de chaque système avec programme des changements de points de consigne;
4. Des instructions concernant l'exploitation de chaque système/installation et de chaque élément;
5. Une description des mesures à prendre en cas de défaillance de l'équipement;
6. Un tableau des appareils et un schéma d'écoulement;
7. Un code de couleurs.

.5 Les fiches d'entretien doivent comprendre ce qui suit :

1. Des instructions concernant l'entretien, la réparation, l'exploitation et la façon de repérer les défectuosités pour chaque pièce d'équipement;
2. Les renseignements concernant la périodicité des tâches à effectuer, ainsi que les outils et le temps nécessaires pour l'ensemble de ces tâches.

.6 Les fiches de performance doivent comprendre ce qui suit :

1. Les données de performance fournies par le fabricant de l'équipement précisant les points d'utilisation de l'équipement une fois la mise en service terminée;
2. Les résultats des essais de performance de l'équipement;
3. Toutes autres données de performance particulières précisées ailleurs dans les documents contractuels;

4. Les rapports d'essai, de réglage et d'équilibrage des systèmes, conformément aux prescriptions des différentes sections;
5. Au moment d'une nouvelle soumission de documents ou d'échantillons, aviser le maître d'œuvre par écrit des changements effectués autres que ceux exigés par ce dernier.

.7 Présentation :

1. Les manuels doivent être constitués de feuilles mobiles, format 215 x 280, et reliées en cahiers à trois (3) anneaux à couverture rigide en vinyle. Ces manuels concernent spécifiquement tous les équipements vendus par les fournisseurs à l'entrepreneur et installés par celui-ci. Deux versions PDF gravées sur DVD doivent également être fournies;
2. L'entrepreneur doit fournir un manuel par ouvrage, et/ou bâtiment, et pour chaque ouvrage et/ou bâtiment l'entrepreneur doit fournir un manuel par discipline;
3. Chaque manuel remis au maître d'œuvre doit être rédigé en français ou bilingue (français et anglais). Lors de la livraison des équipements au chantier, l'entrepreneur doit s'assurer qu'il obtient du fournisseur le manuel d'assemblage, de fonctionnement, de manœuvre et d'entretien même si ce manuel est en anglais, et tout document en anglais unilingue doit être traduit et rédigé en français avant d'être émis;
4. Les manuels doivent être divisés en sections tel qu'indiqué ci-dessous et chaque section doit être identifiée clairement par un onglet étiqueté recouvert de celluloïd fixé au feuillet de division en papier rigide. Un manuel complet doit être préparé par l'entrepreneur comprenant chaque pièce d'équipement livré et installé sur le projet;
5. Les dessins conformes à l'exécution des travaux concernés sont placés en pochettes en annexe aux manuels d'assemblage, de fonctionnement, de manœuvre et d'entretien;
6. Le contenu de chaque manuel doit comprendre :
    1. Une page identifiant chacun des intervenants :
        1. Le maître de l'ouvrage, avec l'adresse au complet et la personne ressource;
        2. Le nom de l'entrepreneur général avec l'adresse au complet et la personne ressource;
        3. Le sous-traitant avec l'adresse au complet et la personne ressource;
        4. Le nom du fournisseur de chaque produit avec l'adresse au complet et la personne ressource.
        5. Une page où l'on retrouve :
    2. Une table des matières décrivant les équipements du manuel avec l'identification de l'équipement décrit aux plans.
    3. Une section pour chaque équipement comprenant toutes les informations suivantes :
        1. Identification de l'équipement;
        2. Numéro d'identification décrit aux plans;
        3. Marque et modèle;
        4. Localisation de l'équipement : bâtiment spécifique;
        5. Numéro de commande du fournisseur;
        6. Numéro de modèle;

7. Numéro de série;
8. Date de livraison;
9. Fournisseur;
10. Généralités (dépliant du fournisseur décrivant l'équipement);
11. Procédure en cas de dommages subis lors de l'expédition, manques, erreurs;
12. Entreposage des équipements, assemblés ou non;
13. Dessins d'installation avec dimensions détaillées;
14. Consignes générales recommandées pour l'installation;
15. Dessins d'ancrage s'il y a lieu;
16. Raccordements électriques s'il y a lieu avec dessins;
17. Raccordements de mécanique et de plomberie s'il y a lieu avec dessins;
18. Relation entre l'équipement concerné et les équipements connexes;
19. Consignes générales et particulières de sécurité;
20. Dessins du système de contrôle; composantes du boîtier de contrôle et description de la façade du boîtier;
21. Démarrage et arrêt;
22. Fonctionnement normal : manuel, automatique;
23. Fonctionnement anormal : guide de dépannage, consignes d'urgence;
24. Asservissement à d'autres équipements;
25. Protections thermiques et autres;
26. Ajustements et calibration;
27. Signaux, alarmes et télémétrie;
28. Compteur horaire de fonctionnement;
29. Minuterie de fonctionnement;
30. Chauffage et ventilation;
31. Nettoyage : fréquence, méthode, produits;
32. Lubrification : fréquence, méthode, produits;
33. Ajustements : fréquence, méthode, produits;
34. Liste des points à vérifier;
35. Guide de solutions des problèmes;
36. Procédures à suivre en cas de bris ou réparations majeures;
37. Liste complète des pièces avec vue éclatée de l'équipement et pièces numérotées pour identification positive;
38. Liste des pièces d'usure courante avec nom, adresse et numéro de téléphone du ou des fournisseur(s);
39. Liste des spécialistes locaux à consulter pour réparation (ex. : électricien, plombier, etc.) Avec nom, adresse et numéro de téléphone;
40. Inventaire des pièces et produits finis;
41. Rapport daté et signé;
42. Valeurs de calibration;
43. Méthode de calibration et/ou de vérification;
44. Date du début de la garantie et durée de chaque équipement;

45. Garantie spécifique dépassant la garantie générale;
46. Plans «tel que construit» comprenant les modifications, les addendas et les avis de changements reproduits au propre sur les plans fournis pour construction signés et datés;
47. Entreposage des équipements, assemblés ou non;
48. Dessins d'installation avec dimensions détaillées;
49. Consignes générales recommandées pour l'installation;
50. Dessins d'ancrage s'il y a lieu;
51. Raccordements électriques s'il y a lieu avec dessins;
52. Raccordements de mécanique et de plomberie s'il y a lieu avec dessins;
53. Relation entre l'équipement concerné et les équipements connexes;
54. Consignes générales et particulières de sécurité;
55. Dessins du système de contrôle; composantes du boîtier de contrôle et description de la façade du boîtier;
56. Démarrage et arrêt;
57. Fonctionnement normal : manuel, automatique.

Note : Les dessins inclus au manuel pourront être tirés en partie ou en totalité des dessins d'atelier à la condition que ces derniers soient exempts d'annotations.

4. Le contenu de chaque manuel doit être ajusté en fonction des travaux, ouvrages ou équipements spécifiés aux «Clauses techniques». Cependant, les conditions du présent article doivent être respectées par l'entrepreneur quant aux sections, au principe et au format des manuels.
5. Vérification :
   1. Tous les documents doivent être remis au maître d'œuvre en un (1) exemplaire pour vérification et approbation. Après examen et acceptation des documents soumis dans la forme initiale, l'entrepreneur doit produire et fournir deux (2) exemplaires additionnels. Les manuels doivent être personnalisés par bâtiment et/ou par ouvrage et ce, pour chaque discipline et/ou pour l'ensemble des équipements municipaux (poteau d'incendie, conduite, vanne, etc.). Dans la mesure où les documents au premier examen seraient incomplets et/ou non conformes à la présente section, l'entrepreneur doit apporter les corrections demandées à partir de l'exemplaire qui lui sera retourné. Après correction, le maître d'œuvre procède à un deuxième examen lequel pourra être requis à nouveau si les documents ne s'avéraient pas conformes. Une fois le document corrigé et accepté, l'entrepreneur doit faire parvenir au maître d'œuvre deux (2) exemplaires additionnels. La version finale et approuvée de chaque manuel devra également être soumise sous forme de fichiers PDF gravés sur un DVD. Tous les frais associés aux vérifications et aux commentaires émis à partir du deuxième examen des documents sont à la charge de l'entrepreneur.

PARTIE 2.0 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION

.1 Inspecter le chantier et vérifier les ouvrages qui doivent être enlevés et non remis au maître de l'ouvrage, ceux qui doivent être enlevés et remis au maître de l'ouvrage et finalement ceux qui doivent demeurer en place.

PARTIE 4.0 ESSAIS EN USINES ET AU CHANTIER

4.1 SANS OBJET

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

.1 American National Standards Institute (ANSI)

.1 ANSI/NFPA 10, Portable Fire Extinguishers.

1.2 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets conformément à la section 01 74 19 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, en plastique, en polystyrène, en carton ondulé, dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 EXTINCTEURS À POUDRE POLYVALENTE

.1 Extincteurs à poudre polyvalente, à pression permanente, rechargeables, munis d'un ajutage avec robinet d'arrêt, d'une capacité de 4,5 kg, homologués ULC, pour feux des classes A, B et C.

2.2 SUPPORTS POUR EXTINCTEURS

.1 Support du type recommandé par le fabricant de l'extincteur.

2.3 MARQUAGE

.1 Extincteurs marqués conformément aux recommandations de la norme NFPA 10.

.2 Attacher ou coller, sur l'extincteur, une étiquette avec inscription indiquant l'année et le mois de l'installation. Un espace doit être prévu pour l'inscription des dates d'entretien périodique.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Installer ou monter les extincteurs dans des armoires ou sur des supports, selon les indications.

.2 Placer les couvertures de sécurité aux endroits indiqués.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

.1 Les travaux du présent devis portent sur les ouvrages mécaniques (plomberie) à effectuer pour la construction d'un poste de chloration d'appoint.

.2 L'entrepreneur en mécanique a à sa charge tous les travaux relatifs à la division 22 couvrant l'ouvrage mécanique de plomberie selon les indications et doits, sans s'y limiter, fournir et installer notamment :

- Plomberie incluant, sans s'y limiter : tuyauterie, antibélier, robinets, dispositif antirefoulement, isolation, mitigeur.
- Éviers, douches d'urgence (yeux), chauffe-eau, réservoir de drainage, compteur d'eau et accessoires.
- Tuyauterie de ventilation du drainage sanitaire.
- Équipements d'analyse et de chloration.
- Les essais et la mise en service.

1.2 GÉNÉRALITÉS

.1 La présente section comprend des prescriptions communes aux diverses sections aux divisions 22 et 10 et s'ajoute aux prescriptions générales énoncées à la division 01.

.2 Tous les équipements ou composants d'un même type doivent provenir d'un seul et unique manufacturier.

1.3 ABRÉVIATIONS, SYMBOLES ET DÉFINITIONS

.1 Lexique

.1 Fournir :

Le mot " fournir " signifie que l'équipement ou le système visé fait partie du contrat de l'entrepreneur en mécanique, est libre de toutes charges envers le ou les fournisseurs et transporteurs à la livraison à son site d'installation, que toutes les taxes ont été payées, est assujetti à une garantie écrite conforme aux exigences de cette section ou des autres sections le cas échéant, est livré neuf à son site d'installation et n'est pas endommagé (le cas échéant, l'entrepreneur devra, à ses frais, remettre l'équipement dans son état d'origine).

Tous les frais pour la main-d'œuvre et les équipements requis, incluant le matériel de transport, de levage, échafaudage et petits outils, sont inclus dans les activités précitées. L'entrepreneur en mécanique doit prendre soin d'aviser l'entrepreneur général de ses besoins particuliers en matériel et main-d'œuvre requis, dans les activités précitées, lorsque cela n'est pas sous sa responsabilité.

.2 Installer :

Le mot " installer " signifie que l'entrepreneur en mécanique est responsable, entre autres, des activités suivantes : la manutention, la pose et l'équipement ou le système visé, la pose d'une dérivation, les ajustements, les raccordements mécaniques à la charge, les retouches de finition, les interconnexions (conduits, câbles et raccordements aux deux extrémités) avec les autres équipements et l'identification du dispositif ou du système visé. Tous les frais pour la main-d'œuvre, les essais, l'assistance technique à la mise en service, l'identification des appareils et du câblage (selon les normes du client), le matériel, les accessoires, les outils, les équipements de levage, tirage et transport, sont à inclure dans les activités précitées.

.3 Démanteler :

Le mot " démanteler " signifie que l'entrepreneur en mécanique est responsable d'enlever l'équipement ou le système visé, incluant les attaches, les supports et la dérivation (ou artère si cela est applicable) jusqu'à et incluant son premier dispositif de protection contre les surintensités, et ce, même si l'équipement est à l'extérieur de la limite physique des travaux.

L'entrepreneur en mécanique doit également fournir et installer les accessoires et les matériaux requis pour obturer les ouvertures dans les appareillages mécaniques qui résultent du démantèlement, rétablir la continuité des circuits ou réseau affecté par le démantèlement, mettre à jour le système d'identification (plaquettes lamicoïdes, cartes des circuits, etc.) des équipements ou des systèmes affectés par le démantèlement.

.4 Raccorder :

Le mot " raccorder " signifie que l'entrepreneur en électricité est responsable de joindre l'alimentation d'un appareil (qui n'est pas nécessairement fourni par l'entrepreneur) à un câble d'alimentation (qui n'est pas nécessairement fourni par l'entrepreneur). L'entrepreneur en électricité est cependant responsable de fournir et installer tous les accessoires requis pour faire le raccordement électrique de manière sécuritaire et alimenter l'appareil. L'entrepreneur en électricité devra, entre autres, mais sans s'y limiter, fournir et installer les borniers, les marrettes, les épissures, les rallonges de câbles et de conduits, les conduits flexibles (pour les moteurs), les vis, les tubes thermorétractables, les soudures, les boîtes de jonction, les ajustements, les essais, l'assistance technique, les tests d'isolation, l'identification des appareils et du câblage (selon les normes du client), etc.

.5 Contrôler :

À moins d'avis contraire, le mot " contrôler " signifie que l'entrepreneur en mécanique est responsable de fournir, installer et raccorder les composantes suivantes : les appareils de contrôle (thermostats, contrôleur, ordinateur, contact sec ou autre), tout le câblage et les conduits requis entre les appareils de contrôle et l'appareil contrôlé. L'entrepreneur en mécanique est responsable de défrayer le coût de l'installation, de la programmation des appareils de contrôle, de l'identification des appareils et du câblage selon les normes du client.

L'entrepreneur en mécanique est responsable de fournir une garantie de bon fonctionnement pour une durée minimale d'un an, incluant les composantes, la main-d'œuvre, la programmation, la manutention, le transport, etc.

.6 Réparer :

Le mot " réparer " signifie que l'entrepreneur en mécanique est responsable de rendre fonctionnel un appareil donné en se basant sur les exigences originelles du manufacturier de l'appareil. L'apparence et la fonctionnalité de l'appareil doit être acceptable pour le client et l'ingénieur responsable du projet. L'entrepreneur en mécanique est responsable d'utiliser des composantes et matériaux (câblage, raccords, tôles de métal, composantes, etc.) dûment certifiés et reconnus par le manufacturier pour rendre l'appareil fonctionnel.

Lors d'une réparation, l'entrepreneur en mécanique est responsable de défrayer les coûts du matériel, de la main-d'œuvre, du transport, de la manutention, des ajustements, de la programmation, des essais, de l'assistance technique, des recertifications (si requis), de l'identification (selon les normes du client), etc. L'entrepreneur en mécanique est responsable de fournir une garantie d'au moins un an, pièces, main-d'œuvre, transport, manutention, recertifications (si requis), etc. inclus.

.7 Annuler :

Le mot " annuler " signifie que l'item ou l'action concernée devient hors contrat. L'entrepreneur en mécanique est alors responsable de fournir un crédit pour le matériel et la main-d'œuvre reliée au fait que les travaux de fourniture et d'installation deviennent hors contrat. Lorsque les travaux sont en phase de construction et que les items ont déjà été achetés ou commandés par l'entrepreneur en mécanique, ce dernier doit débourser les frais de restockage exigés par les fournisseurs et créditer la différence au client. L'entrepreneur en mécanique doit fournir les factures et les montants des frais de restockage exigés par les fournisseurs comme preuves.

.8 Responsable :

Le mot " responsable " signifie imputable, redevable, qui doit accepter et subir les conséquences de ses actes. En cas de réclamation, c'est la personne ou l'organisme responsable qui devra défrayer les coûts. La personne ou l'organisme responsable est celui qui doit exécuter ou qui doit faire exécuter en son nom les travaux.

.9 Ragréer :

Le mot " ragréer " signifie que l'entrepreneur en mécanique (à moins qu'un autre intervenant soit nommé responsable) est responsable de fournir et installer tous les matériaux neufs requis (l'isolation thermique, le béton, le gypse, le plâtre, les boiseries, les charpentes, la peinture, les scellants coupe-feu, les garnitures d'étanchéité, les vis, les clous, etc.), pour remettre en état la ou les composantes désignées (les murs, les plafonds, les planchers, les toitures, les finis de surface, etc.). L'entrepreneur doit fournir tous les outils, l'éclairage temporaire, l'électricité temporaire, les permis requis, les formations requises, les appareils de levage ou de montage, etc. Le fini de surface doit être impeccable et il ne doit pas être possible de différencier la partie ragréée de la partie non ragréée des ouvrages concernés. Pour ragréer des surfaces, l'entrepreneur est responsable de suivre les procédures de sécurité en vigueur au niveau de la CSST et des normes du client.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 DOCUMENTS/ECHANTILLONS A SOUMETTRE

.1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.

.2 Les dessins d'atelier doivent montrer ou indiquer ce qui suit :

.1 les détails de montage;

.2 les dégagements nécessaires pour permettre l'exploitation et l'entretien des appareils.

.3 Documents/Éléments à remettre à l'achèvement des travaux

.1 Fournir les fiches d'exploitation et d'entretien requises et les incorporer au manuel prescrit dans la section 01 78 00 Documents/Éléments à remettre à l'achèvement des travaux.

.2 Le manuel d'exploitation et d'entretien doit être approuvé, avant l'inspection finale, par l'ingénieur qui conservera les copies finales.

.3 Les fiches d'exploitation doivent comprendre ce qui suit :

.1 une description de chaque système;

.2 les instructions concernant l'exploitation de chaque système et de chaque composant;

.3 un tableau des appareils de robinetterie et un schéma d'écoulement;

.4 le code de couleurs.

.4 Les fiches d'entretien doivent comprendre ce qui suit :

.1 les instructions concernant l'entretien, la réparation, l'exploitation et le dépannage de chaque composant;

.2 un calendrier d'entretien précisant la fréquence et la durée d'exécution des tâches, de même que les outils nécessaires à leur exécution.

.5 Les fiches de performance doivent comprendre ce qui suit :

.1 les données de performance fournies par le fabricant des appareils/matériels, précisant le point de fonctionnement de chacun, relevé une fois la mise en service terminée;

.2 les résultats des essais de performance des appareils/matériels;

.3 toutes autres données de performance particulières précisées ailleurs dans les documents contractuels;

.6 Approbation

.1 Aux fins d'approbation, soumettre à l'ingénieur Un (1) exemplaire de la version préliminaire du manuel d'exploitation et d'entretien. À moins de directives contraires de la part de l'ingénieur, les fiches ne doivent pas être soumises individuellement.

.2 Apporter les modifications requises au manuel d'exploitation et d'entretien et le soumettre de nouveau à l'ingénieur.

.7 Renseignements additionnels

.1 Préparer des fiches de renseignements additionnels et les annexer au manuel d'exploitation et d'entretien si, au cours des séances de formation mentionnées précédemment, on se rend compte que de telles fiches sont nécessaires.

.8 Documents à conserver sur place

.1 Le consultant fournira un (1) jeu de dessins de mécanique reproductibles. Fournir le nombre de jeux de diazocopies requis pour chaque phase des travaux et y indiquer, au fur et à mesure, tous les changements apportés au cours de l'exécution des travaux aux matériels et appareils mécaniques, aux systèmes de commande/régulation et au câblage de commande basse tension.

.2 Reporter chaque semaine les renseignements notés sur les diazocopies sur les dessins reproductibles de manière que ces derniers montrent les systèmes et appareils mécaniques tels qu'ils sont effectivement installés.

.3 Utiliser un stylo à encre indélébile de couleur différente pour chaque réseau.

.4 Garder ces dessins sur place et les mettre à la disposition des personnes concernées à des fins de référence et de vérification.

.9 Dessins d'après exécution

.1 Identifier chaque dessin dans le coin inférieur droit, en lettres d'au moins 12 mm de hauteur, comme suit : « DESSIN D'APRÈS EXÉCUTION : LE PRÉSENT DESSIN A ÉTÉ REVU ET IL MONTRE LES SYSTÈMES/APPAREILS MÉCANIQUES TELS QU'ILS SONT EFFECTIVEMENT INSTALLÉS ». (Signature de l'Entrepreneur) (Date).

.2 Soumettre les dessins à l'ingénieur aux fins d'approbation, puis apporter les corrections nécessaires selon ses directives.

.3 Soumettre les copies reproductibles des dessins d'après exécution complétés, avec le manuel d'exploitation et d'entretien.

1.2 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Gestion et élimination des déchets de construction/démolition : trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi et de leur recyclage.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 NETTOYAGE

.1 Nettoyer l'intérieur et l'extérieur de tous les éléments, appareils et systèmes, y compris les crépines et les filtres, et passer l'aspirateur à l'intérieur des conduits d'air et des appareils de traitement de l'air.

3.2 ÉTRIERS DE SUSPENSION ET SUPPORTS DE TUYAUTERIE

.1 Fabriquer les étriers de suspension, supports et pièces de contreventement conformément à la norme ANSI 831-1, dernière révision, partie 5, et conformément aux exigences de la norme ULC C203, dernière révision.

.2 Poser les douilles d'ancrage avant la mise en place du béton.

.3 Les assujettir à la partie supérieure des éléments de charpente. S'il n'existe pas d'éléments de charpente ou si les douilles d'ancrage ne se trouvent pas au bon endroit, suspendre les étriers à des profilés en « U » ou à des cornières d'acier. Fournir et installer les pièces de charpente additionnelles. Obtenir la permission avant d'utiliser des douilles d'ancrage verticales à expansion. Utiliser au moins deux douilles pour tenir chaque étrier ou support. Ne pas les suspendre au tablier métallique. Effectuer la fixation de la tuyauterie et des pièces d'équipement conformément aux recommandations du fabricant. Faire vérifier le plan d'ancrage.

.4 Utiliser des colliers de suspension en acier, réglables, et fendus, pour les tuyaux d'au plus 50 mm de diamètre nominal, et des étriers en « U » pour les tuyaux de 65 mm ou plus, de diamètre nominal selon les indications. Au besoin, utiliser des supports à rouleau. Produit acceptable : Grinnell, collier fendu 104, étrier en « U » 260, rouleau 174.

.1 Utiliser des colliers de suspension rigides lorsque le rapport entre la dilatation du tuyau et la longueur de la tige du collier n'est pas supérieur à 25:600 lorsqu'il s'agit de supporter des canalisations. La longueur minimale de la tige doit être de 300 mm.

.2 Utiliser des colliers de suspension mobiles, lorsque le rapport entre la dilatation du tuyau et la longueur de la tige du collier n'est pas supérieure à 100:600 lorsqu'il s'agit de supporter des canalisations. La longueur minimale de la tige doit être de 300 mm.

.3 Utiliser les supports à rouleau avec contreventement dans les cas suivants :

.1 Lorsque les rapports mentionnés ne peuvent être obtenus.

.2 Lorsque les étriers de suspension ne peuvent être fixés à la partie supérieure d'une ossature en acier de construction.

.4 La longueur minimale des tiges de suspension doit être de 150 mm pour toute la tuyauterie exception faite des indications énoncées ci-dessus.

.2 Fournir et installer des étriers à ressorts lorsqu'il est nécessaire de compenser la dilatation des canalisations horizontales raccordées à de longues colonnes montantes.

.3 L'espacement entre les supports de tuyaux groupés est établi en fonction du tuyau de plus faible dimension.

.4 Sauf dans les cas suivants, consulter le tableau ci-dessous quant au diamètre des tiges et à l'espacement des supports :

.1 Supporter la tuyauterie sanitaire conformément aux prescriptions les plus exigeantes du Code canadien de plomberie, du Code provincial, du Code municipal ou encore/ selon les prescriptions du devis.

.2 Poser un support à tous les 1,5 m, pour les tubes de cuivre, de 10 mm de diamètre nominal.

.3 Supporter les canalisations de plastique et de verre suivant les recommandations du fabricant.

Grosseur du tuyau diamètre nominal	Diamètre de la tige	Espacement acier	Maximal cuivre
20 à 25 mm	10 mm	2,1 m	1,8 m
32 mm	10 mm	2,1 m	1,8 m
40 mm	10 mm	2,7 m	2,4 m
50 mm	10 mm	3,0 m	2,7 m
65 à 80 mm	10 mm	3,6 m	3,0 m
90 mm	10 mm	3,9 m	3,3 m
100 mm	16 mm	4,2 m	3,6 m
125 mm	16 mm	4,8 m	
150 mm	22 mm	5,1 m	
200 mm	22 mm	5,7 m	
250 mm	22 mm	6,6 m	
300 mm	22 mm	6,9 m	

.5 Faire vérifier la disposition et le type des supports et des crochets muraux :

.1 Placer le support à moins de 300 mm de chacun des coudes horizontaux.

.2 Tous les supports doivent comporter les trois pièces suivantes au moins : douille d'ancrage, tige de suspension, collier ou étrier.

.3 Utiliser des crochets muraux en acier doux pour supporter des tuyaux non expansibles. Laisser un jeu de 25 mm au moins pour permettre le calorifugeage.

.6 Dans le cas de tuyaux en cuivre non calorifugés, utiliser des supports en cuivre ou poser entre les tuyaux et les supports en métal ferreux, une garniture de 6 mm en matière plastique, fixée au support.

.7 Poser des sellettes isolantes sur les tuyaux d'eau chaude, de chauffage, de vapeur ou de condensat calorifugés et des cuirasses isolantes préfabriquées, en matériau isolant de haute densité avec pare-vapeur dans le cas de tuyauterie d'eau froide ou réfrigérée.

.1 Produit acceptable : sellettes 160 et 165, cuirasses 167 de marque Grinnell.

.8 Le collier de suspension et les ancrages doivent être déportés de manière que la tige soit verticale lorsque la tuyauterie est chaude.

.9 Régler la hauteur des tiges de suspension en fonction d'une distribution égale et uniforme de la charge.

3.3 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

.1 Contrôles effectués sur place par le fabricant

.1 Obtenir un rapport écrit du fabricant confirmant la conformité des travaux aux critères spécifiés en ce qui a trait à la manutention, à la mise en oeuvre, à l'application des produits ainsi qu'à la protection et au nettoyage de l'ouvrage, puis soumettre ce rapport conformément à l'article DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE, de la PARTIE 1.

.2 Le fabricant doit formuler des recommandations quant à l'utilisation du ou des produits, et effectuer des visites périodiques pour vérifier si la mise en oeuvre a été réalisée selon ses recommandations.

.3 Prévoir des visites de chantier conformément à l'article ASSURANCE DE LA QUALITÉ, de la PARTIE 1.

3.4 DÉMONSTRATION

.1 L'ingénieur utilisera certains appareils, matériels et systèmes, aux fins d'essai, avant même qu'ils aient été acceptés. Fournir la main-d'oeuvre, les matériels et les instruments nécessaires à l'exécution des essais.

.2 Fournir les outils, les matériels et les services d'instructeurs qualifiés pour assurer, pendant les heures normales de travail, la formation du personnel d'exploitation et d'entretien quant au fonctionnement, à la commande/régulation, au réglage, au diagnostic des problèmes/dépannage et à l'entretien des appareils, matériels et systèmes, avant l'acceptation de ceux-ci.

.3 Le matériel didactique doit comprendre, entre autres, le manuel d'exploitation et d'entretien, les dessins d'après exécution et des aides audio-visuelles.

.4 Le consultant enregistrera les séances de formation sur bande vidéo à des fins de référence ultérieure.

3.5 PROTECTION

.1 Au moyen d'éléments appropriés, empêcher la poussière, la saleté et autres matières étrangères de pénétrer dans les ouvertures des appareils, des matériels et des systèmes.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

.1 Thermomètres et manomètres pour tuyauteries, matériaux de fabrication et méthodes d'installation connexes.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American Society of Mechanical Engineers (ASME).

.1 ASME B40.100 01, Pressure Gauges and Gauge Attachments.

.2 ASME B40.200-01, Thermometers, Direct Reading and Remote Reading.

.2 Office des normes générales du Canada (CGSB).

.1 CAN/CGSB 14.4 M88, Thermomètres indicateurs, à dilatation de liquide dans une gaine de verre, de type commercial/industriel.

.2 CAN/CGSB 14.5 M88, Thermomètres indicateurs bimétalliques de type commercial/industriel.

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

.1 Soumettre les fiches techniques et les dessins d'atelier requis.

.2 Soumettre les fiches techniques des fabricants pour les instruments de mesure, les appareils et les composants suivants :

.1 thermomètres;

.2 manomètres;

.3 vanne d'arrêt du manomètre;

1.4 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation et de leur recyclage.

.2 Récupérer et trier les emballages et les déposer dans les contenants désignés, conformément au plan de gestion des déchets.

.3 Plier les feuillards métalliques de cerclage, les aplatir et les placer aux endroits désignés en vue de leur recyclage.

.4 Placer dans des contenants désignés les substances qui correspondent à la définition de déchets toxiques ou dangereux.

.5 S'assurer que les contenants vides sont scellés puis entreposés correctement, hors de la portée des enfants, en vue de leur élimination.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 GÉNÉRALITÉS

.1 Le point de mesure des thermomètres et des manomètres choisis doit se situer au centre de la plage graduée.

.2 Plages de températures/pressions : selon les indications.

2.2 MANOMÈTRES

.1 Manomètres de type à cadran de 112 mm de diamètre, conformes à la norme ASME B40.100, de catégorie 2A, à tube de Bourdon en acier inoxydable, d'une précision correspondant à 1.0 % de l'étendue de mesure, à moins d'indications contraires.

.1 Produit accepté : Winters P1S série 100 ou équivalent approuvé.

2.3 THERMOMÈTRES À LECTURE DIRECTE

.1 Thermomètres industriels, à angle de lecture variable, à dilatation de liquide, à échelle de 125 mm de longueur, conforme à la norme ONGC 14-GP-2a.

.1 Produit accepté : Trerice, Brian ou équivalent approuvé.

.2 Prévoir un robinet d'arrêt en bronze.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 GÉNÉRALITÉS

.1 Placer les instruments de manière qu'on puisse en faire la lecture à partir du plancher ou de la plate forme d'exploitation. Autrement, installer des téléthermomètres et des télémanomètres.

.2 Installer les instruments entre les appareils et le premier raccord ou élément de robinetterie placé en aval ou en amont, selon le cas.

3.2 MANOMÈTRES ET THERMOMÈTRES

.1 Installer des manomètres et thermomètres aux endroits indiqués aux plans :

.2 Munir les manomètres et thermomètres d'un robinet d'arrêt.

.3 Utiliser des rallonges lorsque les manomètres ou les thermomètres sont posés sur des tuyauteries calorifugées.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 Contenu de la section

.1 Exigences visant l'identification des réseaux de tuyauteries et de la robinetterie, les modes et les éléments d'identification utilisés, y compris l'emplacement de ces derniers et les méthodes d'installation connexes.

.2 Exigences en matière de développement durable visant la construction et le contrôle.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 Office des normes générales du Canada (CGSB)

.1 CAN/CGSB 1.60 97, Peinture émail brillante d'intérieur aux résines alkydes.

.2 CAN/CGSB 24.3 92, Identification des réseaux de canalisations.

1.3 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Emballage, expédition, manutention et déchargement

.1 Transporter, entreposer et manutentionner le matériel et les matériaux conformément à la section 01 61 00 - Exigences générales concernant les produits.

.2 Transporter, entreposer et manutentionner le matériel et les matériaux conformément aux instructions écrites du fabricant.

.2 Gestion et élimination des déchets

.1 Gestion et élimination des déchets de construction/démolition : trier les déchets en vue de leur recyclage.

.2 Il est interdit de déverser des produits de peinture, des enduits inutilisés dans les égouts, dans un cours d'eau, dans un lac, sur le sol ou à tout autre endroit où cela pourrait présenter un risque pour la santé ou pour l'environnement.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 DÉVELOPPEMENT DURABLE

.1 Matériaux/matériels et produits : conformes à la section 01 47 15 - Développement durable - Construction.

2.2 PLAQUES SIGNALÉTIQUES DES FABRICANTS

.1 Plaques signalétiques en métal ou en stratifié, fixées mécaniquement aux pièces de matériel par le fabricant.

.2 Les inscriptions (lettres et chiffres) doivent être en relief ou en creux.

.3 Les renseignements ci-après, selon le cas, doivent être indiqués sur les plaques signalétiques.

.1 Appareil : nom du fabricant, modèle, dimensions, numéro de série, puissance, débit.

.2 Moteur : tension, fréquence du courant d'alimentation, nombre de phases, puissance, type de service, dimensions du bâti.

2.3 PLAQUES D'IDENTIFICATION DES RÉSEAUX

.1 Couleurs

.1 Matières dangereuses : lettrage rouge sur fond blanc.

.2 Autres matières : lettrage noir sur fond blanc (sauf indication contraire dans le code pertinent).

.2 Matériau et autres caractéristiques de fabrication

.1 Plaques de 3 mm d'épaisseur, en stratifié, au fini mat, aux coins carrés et aux lettres alignées avec précision et gravées à la machine jusque dans l'âme.

.3 Formats

.1 Selon les indications du tableau ci-après.

Format numéro	Dimensions (mm)	Nombre de lignes	Hauteur des lettres (mm)
1	10 x 50	1	3
2	13 x 75	1	5
3	13 x 75	2	3
4	20 x 100	1	8
5	20 x 100	2	5
6	20 x 200	1	8
7	25 x 125	1	12
8	25 x 125	2	8
9	35 x 200	1	20

.2 Maximum de 25 lettres ou chiffres par ligne.

.4 Format selon l'emplacement

.1 Plaques de format numéro 5 pour les éléments terminaux et les tableaux de commande.

.2 Plaques de format numéro 9 pour le matériel situé dans les locaux d'installations mécaniques.

.5 Identification des appareils et des réseaux visés par le Système de soutien en matière d'entretien préventif (SSEP).

.1 Système d'identification principale/de provenance/de destination.

.2 Locaux de matériel et d'installations mécaniques

.1 Plaques d'identification principale de format numéro 9.

.2 Plaques d'identification de provenance et de destination de format numéro 6.

.3 Plaques d'identification d'éléments terminaux et de tableaux de commande de format numéro 5.

.3 Autres endroits : formats appropriés.

2.4 IDENTIFICATION DES TUYAUTERIES

.1 Le fluide véhiculé dans les tuyauteries doit être identifié par des marquages de couleur de fond, par des pictogrammes (au besoin) et/ou par des légendes; le sens d'écoulement doit être indiqué par des flèches. À moins d'indications contraires, les tuyauteries doivent être identifiées conformément à la norme CAN/CGSB 24.3.

.2 Pictogrammes

.1 Le cas échéant, les pictogrammes doivent être conformes aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).

.3 Légendes

.1 Lettres majuscules de hauteur et de couleur conformes à la norme CAN/CGSB 24.3.

.4 Flèches indiquant le sens d'écoulement

.1 Diamètre extérieur du tuyau/calorifuge inférieur à 75 mm : 100 mm de longueur x 50 mm de hauteur;

.2 Diamètre extérieur du tuyau/calorifuge de 75 mm et plus : 150 mm de longueur x 50 mm de hauteur;

.3 Flèches à deux pointes lorsque le sens d'écoulement est réversible.

.5 Dimensions des marquages de couleur de fond

.1 Hauteur : suffisante pour couvrir la circonférence du tuyau/calorifuge.

.2 Longueur : suffisante pour permettre l'apposition du pictogramme, de la légende et des flèches.

.6 Matériaux de fabrication des marquages de couleur de fond, du lettrage (légendes) et des flèches

.1 Tubes et tuyaux de 20 mm de diamètre ou moins : étiquettes en plastique, autocollantes, hydrofuges et résistant à la chaleur.

.2 Autres tuyaux : étiquettes en [toile plastifiée] [vinyle], autocollantes, à revêtement de protection et à sous face enduite d'un adhésif de contact hydrofuge, conçues pour résister à un taux d'humidité relative de 100 %, à une chaleur constante de 150 degrés Celsius et à une chaleur intermittente de 200 degrés Celsius.

.7 Couleurs de fond et légendes

.1 Lorsque les couleurs de fond et les légendes ne sont pas précisées, se conformer aux directives du consultant.

.1 Couleurs des légendes et des flèches : se conformer au tableau ci-après.

Couleur de fond	Légendes, flèches
Jaune	NOIR
Vert	BLANC
Rouge	BLANC

.2 Marquages de couleur de fond et légendes pour tuyauteries.

Contenu/ Fluide véhiculé	Couleur de fond	Légende
" Ajouter la température de calcul		
" Ajouter la température et la pression de calcul		
Alimentation - eau chaude domestique	Vert	ALIMENTATION EAU CHAUDE DOM.
Alimentation - eau froide domestique	Vert	ALIMENTATION. EAU FROIDE DOM.
Eaux sanitaires	Vert	EAUX SANITAIRES
Ventilation (sanitaire)	Vert	VENTILATION SANITAIRE
Eau traitée	Vert	EAU TRAITÉE
Eaux usées contaminées – laboratoire	Jaune	EAUX USÉES CONTAMINÉES LAB.
Eaux pluviales	Vert	EAUX PLUVIALES
Liquide frigorigène	Jaune	LIQUIDE FRIGORIGÈNE
Air comprimé <700 kPa	Vert	AIR COMPRIMÉ 700 KPA
Eau brute	Vert	EAU BRUTE

2.5 INSCRIPTIONS UNILINGUES

.1 Les inscriptions servant à l'identification des systèmes et des éléments doivent être rédigées en français.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

.1 Conformité : se conformer aux exigences, aux recommandations et aux spécifications écrites du fabricant, y compris à tout bulletin technique disponible, aux instructions relatives à la manutention, à l'entreposage et à l'installation des produits, et aux indications des fiches techniques.

3.2 MOMENT D'EXÉCUTION

.1 N'entreprendre l'identification des réseaux et des appareils que lorsque les travaux prescrits dans la section 09 91 23 Peintures - Travaux neufs intérieurs sont terminés.

3.3 INSTALLATION

.1 Sauf indication contraire, identifier les réseaux et les appareils conformément à la norme CAN/CGSB 24.3.

.2 Identifier les réseaux et les appareils selon le SSEP.

3.4 PLAQUES D'IDENTIFICATION

.1 Emplacement

.1 Les plaques doivent identifier clairement les appareils et/ou les réseaux de tuyauteries et elles doivent être posées à des endroits où elles seront bien en vue et facilement lisibles à partir du plancher de travail.

.2 Cales d'espacement

.1 Sur les surfaces chaudes et/ou calorifugées, prévoir des cales d'espacement sous les plaques d'identification.

.3 Protection

.1 Ne pas appliquer de peinture, de calorifuge ni aucun revêtement sur les plaques d'identification.

3.5 EMPLACEMENT DES ÉLÉMENTS D'IDENTIFICATION DES TUYAUTERIES

.1 Sur les longues tuyauteries dans les aires ouvertes des chaufferies, des locaux de matériel et des galeries techniques : à intervalles n'excédant pas 17 m, de manière qu'on puisse en voir facilement au moins un à partir de n'importe quel point des aires d'exploitation ou des allées.

.2 Aux changements de direction.

.3 Dans chaque petite pièce où passe les canalisations (au moins un élément).

.4 De chaque côté des obstacles visuels ou aux endroits où il est difficile de suivre le tracé des réseaux.

.5 De chaque côté des séparations, comme les murs, les planchers ou les cloisons.

.6 Aux endroits où les tuyauteries sont dissimulés dans une saignée, un vide de plafond, une gaine ou une galerie technique, ou tout autre espace restreint, aux points d'entrée et de sortie, et près des ouvertures de visite.

.7 Aux points de départ et d'arrivée de chaque canalisation, et près de chaque pièce de matériel.

.8 Immédiatement en amont des principaux appareils de robinetterie à commande manuelle ou automatique, sinon le plus près possible, de préférence du côté amont.

.9 De manière que la désignation soit facilement lisible à partir des aires d'exploitation habituelles et de tous les points facilement accessibles.

.1 Perpendiculairement à la meilleure ligne de vision possible, compte tenu de l'endroit où se trouve habituellement le personnel d'exploitation, des conditions d'éclairage, de la diminution de visibilité des couleurs ou des légendes causée par l'accumulation de poussière et de saleté, ainsi que du risque d'endommagement ou d'avarie.

3.6 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

.1 Les exigences en matière de développement durable relatives au contrôle doivent être conformes à la section 01 47 17 - Développement durable - Contrôle et doivent porter sur ce qui suit.

.1 Matériaux, matériels et ressources.

.2 Collecte et stockage des matériaux et matériels recyclables.

.3 Gestion des déchets de construction.

.4 Réutilisation/réemploi des ressources.

.5 Teneur en matières recyclées.

.6 Matériaux et matériels locaux/régionaux.

.7 Produits de bois certifiés.

.8 Matériaux et matériels à faible émission.

3.7 NETTOYAGE

.1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.

.2 Une fois les travaux d'installation et le contrôle de la performance terminés, évacuer du chantier les matériaux de surplus, les déchets, les outils et l'équipement.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 Contenu de la section

.1 Calorifugeage des tuyauteries et accessoires connexes associés à des installations commerciales.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American Society of Heating, Refrigeration and Air Conditioning Engineers (ASHRAE)

.1 ASHRAE Standard 90.1 01, Energy Standard for Buildings Except Low Rise Residential Buildings (IESNA co-sponsored; ANSI approved; Continuous Maintenance Standard).

.2 American Society for Testing and Materials International (ASTM)

.1 ASTM C335 04, Standard Test Method for Steady State Heat Transfer Properties of Horizontal Pipe Insulation.

.2 ASTM C411 04, Standard Test Method for Hot Surface Performance of High Temperature Thermal Insulation.

.3 ASTM C547-2003, Mineral Fiber Pipe Insulation.

.4 ASTM C921 03a, Standard Practice for Determining the Properties of Jacketing Materials for Thermal Insulation.

.3 Office des normes générales du Canada (CGSB)

.1 CGSB 51 GP 52Ma 89, Enveloppe imperméable à la vapeur et matériau de revêtement pour l'isolant thermique des tuyaux, des conduits et du matériel.

.4 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)

.1 Fiches signalétiques (FS).

.5 Associations de fabricants

.1 Association canadienne de l'isolation thermique (ACIT), Standards nationaux d'isolation (C2004).

1.3 DÉFINITIONS

.1 Aux fins de la présente section, les définitions suivantes s'appliquent.

.1 Éléments " DISSIMULÉS " : tuyauteries, conduits et appareils mécaniques calorifugés, situés au-dessus de plafonds suspendus ou dans des vides de construction inaccessibles.

.2 Éléments " APPARENTS " : éléments qui ne sont pas dissimulés (selon les prescriptions).

1.4 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Emballage, expédition, manutention et déchargement

.1 Transporter, entreposer et manutentionner les matériaux et les matériels conformément aux instructions écrites du fabricant et aux prescriptions de la section 01 61 00 - Exigences générales concernant les produits.

.2 Transporter, entreposer et manutentionner les matériaux et les matériels conformément aux instructions écrites du fabricant.

.3 Livrer les matériaux et les matériels au chantier dans leur emballage d'origine, lequel doit porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du fabricant.

.2 Entreposage et protection

.1 Protéger les matériaux et les matériels contre les intempéries et les dommages susceptibles d'être causés par la circulation des personnes, du matériel et des véhicules.

.2 Protéger les matériaux et les matériels contre tout dommage.

.3 Entreposer les matériaux et les matériels aux températures et dans les conditions exigées par le fabricant.

.3 Gestion et élimination des déchets

.1 Gestion et élimination des déchets de construction/démolition : trier les déchets en vue de leur recyclage conformément à la section 01 74 19 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.

.2 Déposer dans des contenants désignés les matériaux calorifuges et les produits accessoires en surplus ou inutilisés.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 DÉVELOPPEMENT DURABLE

.1 Matériaux/matériels et produits : conformes à la section 01 47 15 - Développement durable - Construction.

2.2 CARACTÉRISTIQUES DE RÉSISTANCE AU FEU

.1 Selon la norme CAN/ULC S102

.1 Indice de propagation de la flamme : au plus 25.

.2 Indice de pouvoir fumigène : au plus 50.

2.3 MATÉRIAUX CALORIFUGES

.1 Les fibres minérales dont il est question ci-après comprennent la laine de verre, la laine de roche et la laine de laitier.

.2 Le coefficient de conductivité thermique (coefficient « k ») ne doit pas dépasser les valeurs prescrites à une température moyenne de 24 degrés Celsius, selon les essais réalisés conformément à la norme ASTM C335.

.3 Calorifuge portant le numéro de code ACIT A-1 : gaine rigide moulée, en fibres minérales, sans enveloppe pare vapeur posée en usine.

.1 Gaine en fibres minérales : conforme à la norme [CAN/ULC S702] [ASTM C547].

.2 Coefficient " k " maximal : conforme à la norme CAN/ULC S702.

.4 Calorifuge portant le numéro de code ACIT A-3 : gaine rigide moulée, en fibres minérales, avec enveloppe pare vapeur posée en usine.

.1 Gaine en fibres minérales : conforme à la norme CAN/ULC S702 ASTM C547.

.2 Pare vapeur : conforme à la norme CGSB 51 GP 52Ma.

.3 Coefficient " k " maximal : conforme à la norme CAN/ULC S702 ASTM C547.

.5 Calorifuge portant le numéro de code ACIT C2 : matelas de fibres minérales avec enveloppe pare-vapeur posée en usine (selon les indications du tableau présent à la PARTIE 3 ci-après).

.1 Matelas de fibres minérales : conforme à la norme CAN/ULC S702 ASTM C547.

.2 Pare-vapeur : conforme à la norme CGSB 51 GP 52Ma.

.3 Coefficient « K » maximal : conforme à la norme CAN/ULC S702 ASTM C547.

2.4 PRODUITS ACCESSOIRES

.1 Ruban : en aluminium, auto adhésif, renforcé, d'au moins 50 mm de largeur.

.2 Colle contact : à prise rapide.

.3 Colle pour chemises en toile de canevas : lavable.

.4 Fil d'attache : en acier inoxydable de 1.5 mm de diamètre.

.5 Feuillards de retenue : en acier inoxydable de 0.5 mm d'épaisseur, d'une largeur de 19 mm.

2.5 COLLE À SCELLER LES CHEVAUCHEMENTS DU PARE VAPEUR

.1 Colle à base d'eau, ignifuge, compatible avec le matériau calorifuge.

2.6 ENDUIT PARE VAPEUR POUR TUYAUTERIES INTÉRIEURES

.1 Émulsion vinylique de type acrylique, compatible avec le matériau calorifuge.

2.7 CHEMISES

.1 Chemises en polychlorure de vinyle (PVC)

.1 Gaines moulées monopièces, conformes à la norme CAN/CGSB 51.53, préformées selon les besoins.

.2 Couleur : blanc.

.3 Température de service minimale : -20 degrés Celsius.

.4 Température de service maximale : 65 degrés Celsius.

.5 Perméabilité à la vapeur d'eau : 0.02 perm.

.6 Fixation

.1 Adhésif à solvant compatible avec le matériau calorifuge, pour sceller les joints et les chevauchements.

.2 Broquettes.

.3 Ruban vinylique auto adhésif de couleur assortie.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

.1 Conformité : se conformer aux exigences, aux recommandations et aux spécifications écrites du fabricant, y compris à tout bulletin technique disponible, aux instructions relatives à la manutention, à l'entreposage et à l'installation des produits, et aux indications des fiches techniques.

3.2 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

.1 Ne poser le calorifuge qu'une fois l'essai hydrostatique du réseau (tuyauteries et appareils auxquels elles sont raccordées) terminé et les résultats certifiés par l'autorité compétente qui aura assisté à l'essai.

.2 S'assurer que les surfaces à recouvrir de calorifuge ou à revêtir d'un enduit sont propres, sèches et exemptes de matières étrangères.

3.3 POSE

.1 Réaliser les travaux selon les exigences des normes nationales pertinentes de l'ACIT.

.2 Poser le calorifuge selon les instructions des fabricants et les prescriptions de la présente section.

.3 Si l'épaisseur de calorifuge nominale requise est supérieure à 75 mm, réaliser l'ouvrage en deux couches, en décalant les joints.

.4 Poser le pare vapeur et appliquer les enduits de finition sans discontinuité.

.1 Les supports et les suspensions ne doivent pas percer le pare vapeur.

.5 Supports et suspensions

.1 Poser un calorifuge à haute résistance à la compression, approprié aux conditions de service, lorsqu'aucune sellette ou aucun bouclier de protection du calorifuge n'est prévu.

3.4 TABLEAU - CALORIFUGEAGE DES TUYAUTERIES

.1 À moins d'indications contraires, le calorifugeage des tuyauteries comprend également le calorifugeage des appareils de robinetterie, des chapeaux de robinets, des filtres et crépines, des brides et des raccords.

.2 Calorifuge portant le numéro de code ACIT A 1.

.1 Fixation : ruban, disposé à 300 mm d'entraxe.

.2 Scellement : colle à sceller les chevauchements; colle calorifuge.

.3 Pose : selon le numéro de code ACIT 1501 H.

.3 Calorifuge portant le numéro de code ACIT A 3.

.1 Fixation : ruban, disposé à 300 mm d'entraxe.

.2 Scellement : colle VR à sceller les chevauchements; colle VR calorifuge.

.3 Pose : selon le numéro de code ACIT 1501 C.

.4 Calorifuge portant le numéro de code ACIT C2 avec enveloppe pare-vapeur.

.1 Fixation : ruban, disposé à 300 mm d'entraxe.

.2 Scellement : colle à sceller les chevauchements; colle calorifuge.

.3 Pose : selon le numéro de code ACIT 1501 C.

.5 L'épaisseur de calorifuge doit être conforme aux indications du tableau ci-après.

.1 Les canalisations d'alimentation desservant les différents appareils ne doivent pas avoir plus de 4000 mm de longueur.

.2 Les canalisations apparentes desservant des appareils sanitaires, de même que la tuyauterie, les appareils de robinetterie et les raccords chromés ne doivent pas être calorifugés.

Tuyauterie	Temp. degrés Celsius	Code ACIT	Diamètre nominal (DN) de la tuyauterie et épaisseur de calorifuge (mm)					
			Alim.	Jusqu'à 1	de 1 1/4 à 2	de 2 1/2 à 4	de 5 à 65	8 et plus
Alim. eau chaude et mitigée dom.		A-1	25	25	25	38	38	38
Alim. eau froide dom.		A-3	25	25	25	25	25	25
Évent dans l'entretoit jusqu'à 4 mètres à l'intérieur		C-2	25	25	25	25	25	25
Alim. en eau brute et eau traitée et eau de service		A-3	25	25	25	25	25	25

.6 Finition

.1 Tuyauteries apparentes situées dans tout le bâtiment : chemises en PVC.

.2 Tuyauteries dissimulées situées à l'intérieur : chemises en toile de canevas sur les appareils de robinetterie et sur les raccords; aucun autre revêtement de finition.

.3 Enveloppe pare vapeur posée sur le calorifuge portant le numéro de code ACIT A 3, compatible avec ce dernier.

3.5 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

.1 Les exigences en matière de développement durable relatives au contrôle doivent être conformes à la section 01 47 17 - Développement durable - Contrôle et doivent porter sur ce qui suit.

.1 Matériaux, matériels et ressources.

.2 Collecte et stockage des matériaux et matériels recyclables.

.3 Gestion des déchets de construction.

.4 Réutilisation/réemploi des ressources.

.5 Teneur en matières recyclées.

.6 Matériaux et matériels locaux/régionaux.

.7 Bois certifié.

.8 Matériaux et matériels à faible émission.

3.6 NETTOYAGE

.1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.

.2 Une fois les travaux d'installation et le contrôle de la performance terminés, évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

.1 American Society for Testing and Materials International (ASTM)

.1 ASTM E202 [04], Standard Test Methods for Analysis of Ethylene Glycols and Propylene Glycols.

1.2 RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'EAU BRUTE

.1 Une fois le réseau nettoyé et rempli, exécuter la procédure suivante.

.1 Vérifier la performance du matériel et de la tuyauterie selon les prescriptions des sections pertinentes de la Division 22.

.2 Vérifier le fonctionnement des dispositifs anti béliers et des vannes de relâche. Ouvrir un robinet, laisser couler l'eau pendant 10 secondes puis refermer le robinet rapidement. Si des coups de bélier sont ressentis, remplacer les dispositifs anti béliers ou recharger les anti-béliers pneumatiques et remplacer les vannes de relâche. Faire de même pour tous les robinets de puisage et tous les robinets de chasse.

.3 Vérifier le fonctionnement des vannes de réduction de pression.

.4 S'assurer que la qualité de l'eau satisfait aux normes et que l'eau ne contient aucun résidu de nettoyage ou de rinçage.

1.3 RÉSEAUX D'ÉVACUATION DES EAUX SANITAIRES ET PLUVIALES

.1 Réseaux enfouis : effectuer les essais avant de procéder au remblayage; procéder à des essais hydrostatiques destinés à confirmer les pentes et le libre écoulement des eaux.

.2 Vérifier si les siphons sont bien amorcés.

.3 Vérifier si les appareils sanitaires sont bien assujettis et bien raccordés au réseau.

.4 Actionner les robinets et les réservoirs de chasse et faire fonctionner chaque appareil afin de s'assurer que l'évacuation se fait correctement et qu'il n'y a pas de fuite.

.5 Regards de nettoyage : Se reporter à la section 22 42 02 - Appareils sanitaires - Éviers et cuviers.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 CONTENU DE LA SECTION

.1 Tuyauterie d'eau domestique, en cuivre, matériaux, matériels et méthode d'installation connexes, y compris ce qui suit :

.1 Eau froide en cuivre écroui, à l'intérieur du bâtiment;

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American National Standards Institute (ANSI)/American Society of Mechanical Engineers International (ASME).

.1 ANSI/ASME B16.15 02, Cast Bronze Threaded Fittings, Classes 125 and 250.

.2 ANSI/ASME B16.18 01, Cast Copper Alloy Solder Joint Pressure Fittings.

.3 ANSI/ASME B16.22 01, Wrought Copper and Copper Alloy Solder Joint Pressure Fittings.

.2 American Society for Testing and Materials International, (ASTM).

.1 ASTM B88M 03, Standard Specification for Seamless Copper Water Tube (Metric).

.3 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CSA B242 R-2001, Groove and Shoulder Type Mechanical Pipe Couplings.

.4 Manufacturer's Standardization Society of the Valve and Fittings Industry (MSS).

.1 MSS SP 80 03, Bronze Gate, Globe, Angle and Check Valves.

.5 Conseil national de recherches du Canada (CNRC)/Institut de recherche en construction.

.1 CNRC 38728F, Code national de la plomberie - Canada (CNP) - 2005.

.6 CSA Z317.1-09, Special Requirements for Plumbing Installations in Health Care Facilities.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 TUYAUTERIE

.1 Tuyauteries d'eau froide (alimentation), situées à l'intérieur du bâtiment

.1 À installer hors sol : tubes en cuivre écroui, du type L, conformes à la norme ASTM B88M.

.2 Tube en cuivre recuit mou, de type K, à enfouir : conforme à la norme ASTM B88M-3.

.2 Entrée d'eau

.1 Tube en cuivre mou, type K, conforme à la norme ASTM-88M-3 avec joints à compression.

2.2 RACCORDS

.1 Brides et raccords à brides en bronze, de classes 150 : conformes à la norme ANSI/ASME B16.24.

.2 Raccords à visser en bronze moulé, de classes 125 : conformes à la norme ANSI/ASME B16.15.

.3 Raccords en cuivre moulé, à souder : conformes à la norme ANSI/ASME B16.18.

.4 Raccords en cuivre et en alliage de cuivre forgé, à souder : conformes à la norme ANSI/ASME B16.22.

.5 Raccords à sertissage en cuivre et en alliage de cuivre conformes à la norme ANSI/ASME B16.22. Éléments d'étanchéité en EPDM tel que Viega ProPress avec Smart Connect ou équivalent approuvé.

2.3 JOINTS

.1 Soudure tendre : alliage étain/cuivre 95/5.

.2 Ruban de téflon : pour joints vissés.

.3 Raccords diélectriques entre éléments faits de métaux différents : conformes à la norme ASTM F492, à revêtement intérieur thermoplastique.

2.4 ROBINETS VANNES

.1 Robinets vannes de diamètre nominal égal ou inférieur à DN 2, à souder

.1 Robinets à tige montante : conformes à la norme MSS SP 80, type 2, classe TS0, catégorie 1034 kPa, corps en bronze, chapeau fileté et vissé, opercule monobloc (à coin).

.2 Produits acceptables : Jenkins n° 813J, Newman Hattersley T-609, Toyo-R/W n° 299 ou équivalent approuvé.

.2 Robinets vannes de diamètre nominal égal ou inférieur à DN2, à visser

.1 Robinets à tige montante : conformes à la norme MSS SP 80, type 2, classe 125, catégorie 860 kPa, corps en bronze, chapeau fileté et vissé, opercule monobloc (à coin).

.2 Produits acceptables : Jenkins n° 810J, Newman Hattersley T607, Toyo-R/W n°293 ou équivalent approuvé.

2.5 ROBINETS À TOURNANT SPHÉRIQUE

.1 Robinets à tournant sphérique, de diamètre nominal égal ou inférieur à DN 2, à visser.

.1 Robinets classe 150.

.2 Corps en bronze, obturateur sphérique en laiton chromé, garniture d'étanchéité réglable en PTFE, presse-garniture en laiton, siège en PTFE, levier en acier.

.3 Produit acceptables : Jenkins n° 201J, Apollo, Watts, MAS, Kitz, Toyo-R/W ou équivalent approuvé.

.2 Robinets à tournant sphérique, de diamètre nominal égal ou inférieur à DN 2, à souder.

.1 Robinets conformes à la norme ANSI/ASME B16.18, classe 150.

.2 Corps en bronze, obturateur sphérique en laiton chromé, garniture d'étanchéité réglable en PTFE, presse-garniture en laiton, siège en PTFE, levier en acier, avec adaptateurs pour filetage NPT.

.3 Produits acceptables : Jenkins n° 202J, Apollo, Watts, MAS, Kitz, Toyo-R/W ou équivalent approuvé.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION DE LA TUYAUTERIE

.1 Installer la tuyauterie conformément aux exigences du code de plomberie de la province de Québec.

.2 Assembler la tuyauterie au moyen de raccords fabriqués selon les normes pertinentes de l'ANSI.

.3 Sauf indication contraire, raccorder la tuyauterie aux appareils sanitaires et autres conformément aux instructions écrites du fabricant.

3.2 ROBINETTERIE

.1 Isoler les canalisations de dérivation ainsi que les canalisations d'alimentation du matériel et des appareils sanitaires au moyen de robinets vannes.

3.3 ESSAIS SOUS PRESSION

.1 Effectuer les essais à une pression correspondant à la plus élevée des valeurs suivantes, à savoir 860 kPa ou la pression maximale de service.

3.4 NETTOYAGE ET DÉSINFECTION

.1 Avant les essais hydrostatiques, la tuyauterie d'eau potable doit être nettoyée par circulation d'eau filtrée à 100 microns ou moins.

.2 Après les essais hydrostatiques, une solution d'hypochlorite de sodium permettant d'atteindre 50 ppm de chlore libre dans l'eau doit être injectée dans la tuyauterie. Le chlore résiduel libre, après une période de 24 heures, doit être supérieur à 10 ppm ou le système doit être rempli avec une solution chlorée contenant au moins 200 ppm de chlore et être laissé au repos pendant 3 heures. Cette solution doit s'écouler dans toute la robinetterie et tous les appareils de plomberie de façon à s'assurer que celle-ci est injectée dans tous les composants du système de tuyauterie. À la fin de cette période de 24 heures la solution d'hypochlorite de sodium doit être évacuée de toute la tuyauterie, récupérée et dé-chlorée avant d'être rejetée à l'atmosphère. Des analyses bactériologiques doivent être effectuées par un laboratoire reconnu sur des ensembles de deux échantillons recueillis à au moins deux endroits différents du système.

.3 Le nettoyage est considéré comme acceptable lorsque la qualité de l'eau potable aux appareils de plomberie correspond à la qualité de l'eau prescrite dans les règlements régissant la qualité de l'eau potable ou équivalente à celle du réseau municipal.

3.5 INSPECTIONS PRÉALABLES À LA MISE EN ROUTE

.1 S'assurer que tous les éléments du réseau sont en place avant de procéder au rinçage, à la mise à l'essai et à la mise en route.

.2 S'assurer que le système peut être vidangé complètement.

.3 S'assurer que les anti-béliers pneumatiques et les compensateurs de dilatation sont installés correctement.

3.6 MISE EN ROUTE

.1 Mettre le réseau en route une fois

.1 les essais hydrostatiques terminés;

.2 les travaux de désinfection terminés;

.3 le certificat d'épreuve délivré;

.2 Assurer une surveillance continue pendant toute la durée de la mise en route.

.3 Mise en route

.1 Mettre le réseau sous pression et purger l'air.

.2 S'assurer que la pression est appropriée pour permettre le bon fonctionnement du réseau et empêcher les coups de bélier, la détente de gaz et/ou la cavitation.

.3 Prévoir les mouvements de contraction/dilatation de la tuyauterie d'eau chaude.

.4 S'assurer que les dispositifs de commande, de régulation et de sécurité favorisent un fonctionnement normal et sûr du réseau.

.4 Corriger les défectuosités décelées à la mise en route.

3.7 CONTRÔLE DE LA PERFORMANCE

.1 Procéder au contrôle de la performance du réseau

.1 une fois les essais hydrostatiques et les essais d'étanchéité terminés et le certificat d'achèvement et de conformité délivré par l'autorité compétente.

.2 Marche à suivre

.1 S'assurer que le débit et la pression de service sont conformes au débit et à la pression calculés.

.2 S'assurer que le réseau satisfait aux exigences en matière de santé et de sécurité.

.3 Vérifier le fonctionnement des dispositifs anti béliers. Ouvrir un (1) robinet, laisser couler l'eau pendant dix (10) secondes puis refermer le robinet rapidement. Si des coups de bélier sont ressentis, remplacer les dispositifs anti bélier ou recharger les anti-béliers pneumatiques. Faire de même pour tous les robinets de puisage et tous les robinets de chasse.

.4 S'assurer que la qualité de l'eau satisfait aux normes et que l'eau ne contient aucun résidu de nettoyage ou de rinçage.

.3 Rapports

.1 Soumettre les certificats des essais de pression et de débit effectués sur le branchement général, attestant que ces paramètres sont conformes aux exigences.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 Contenu de la section

.1 Tuyauteries d'eau domestique en plastique, matériaux et méthode d'installation connexes, y compris ce qui suit :

.1 Eau froide et chaude en plastique, à l'intérieur du bâtiment dans le secteur usine.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American Society for Testing and Materials International, (ASTM).

.1 ASTM F493 Solvent Cements for PVC Plastic Pipe and Fitting.

.2 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CSA-Series tuyaux, tubes et raccords en poly (chlorure de vinyle) chloré (PVC) pour réseau de distribution d'eau chaude et d'eau froide.

.3 NSF International

.1 NSF 61, Dinking Water System Components – Health Effets.

.4 Underwriters Laboratories of Canada (CAN/ULC)

.1 CAN/ULC (S102.2), methodes d'essais normalisées, caractéristiques de combustion superficielle des revêtements de sol et des divers matériaux et assemblages.

1.3 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET ÉLIMINATION

.1 Gestion et élimination des déchets

.1 Trier et recycler les déchets.

.2 Récupérer et trier les emballages et les déposer dans les bennes appropriées disposées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 TUYAUX ET RACCORDS

.1 Tuyaux en CPVC calibre 80 destinés à être installés hors sol, conformes à la norme CSA B137.6.

2.2 ROBINETS À TOURNANT SPHÉRIQUE

.1 Robinet à tournant sphérique en plastique conforme à la norme NSP 61, muni d'un joint torique en EPDM et conçu pour résister à une pression nominale maximale de 1,6 MPa à 23 °C. Réf. : Aquarise de Ipex ou équivalent approuvé.

2.3 JOINTS

.1 Adhésif à solvant pour joints de tuyaux en CPVC : conforme à la norme ASTM F493.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION DE LA TUYAUTERIE

.1 Installer la tuyauterie conformément aux exigences du code de plomberie de la province de Québec.

.2 Assembler la tuyauterie au moyen de raccords fabriqués selon les normes pertinentes de l'ANSI.

.3 Sauf indication contraire, raccorder la tuyauterie aux appareils sanitaires et autres conformément aux instructions écrites du fabricant.

3.2 ROBINETTERIE

.1 Isoler les canalisations de dérivation ainsi que les canalisations d'alimentation du matériel et des appareils sanitaires au moyen de robinets vannes.

3.3 ESSAIS SOUS PRESSION

.1 Effectuer les essais à une pression correspondant à la plus élevée des valeurs suivantes, à savoir 860 kPa ou la pression maximale de service.

3.4 RINÇAGE ET NETTOYAGE

.1 Rincer le réseau pendant une période de huit (8) heures. Rincer les sorties d'eau pendant deux (2) heures. Laisser ensuite reposer l'eau de rinçage pendant 24 heures.

3.5 INSPECTIONS PRÉALABLES À LA MISE EN ROUTE

.1 S'assurer que tous les éléments du réseau sont en place avant de procéder au rinçage, à la mise à l'essai et à la mise en route.

.2 S'assurer que le système peut être vidangé complètement.

.3 S'assurer que les anti-béliers pneumatiques et les compensateurs de dilatation sont installés correctement.

3.6 DÉSINFECTION

.1 Vider, désinfecter et rincer le réseau conformément aux exigences de l'autorité compétente.

3.7 MISE EN ROUTE

.1 Mettre le réseau en route une fois

.1 les essais hydrostatiques terminés;

.2 les travaux de désinfection terminés;

.3 le certificat d'épreuve délivré;

.2 Assurer une surveillance continue pendant toute la durée de la mise en route.

.3 Mise en route

.1 Mettre le réseau sous pression et purger l'air.

.2 S'assurer que la pression est appropriée pour permettre le bon fonctionnement du réseau et empêcher les coups de bélier, la détente de gaz et/ou la cavitation.

.3 Prévoir les mouvements de contraction/dilatation de la tuyauterie d'eau chaude.

.4 S'assurer que les dispositifs de commande, de régulation et de sécurité favorisent un fonctionnement normal et sûr du réseau.

.4 Corriger les défectuosités décelées à la mise en route.

3.8 CONTRÔLE DE LA PERFORMANCE

.1 Procéder au contrôle de la performance du réseau

.1 une fois les essais hydrostatiques et les essais d'étanchéité terminés et le certificat d'achèvement et de conformité délivré par l'autorité compétente.

.2 Marche à suivre

.1 S'assurer que le débit et la pression de service sont conformes au débit et à la pression calculés.

.2 S'assurer que le réseau satisfait aux exigences en matière de santé et de sécurité.

.3 Vérifier le fonctionnement des dispositifs anti béliers. Ouvrir un (1) robinet, laisser couler l'eau pendant dix (10) secondes puis refermer le robinet rapidement. Si des coups de bélier sont ressentis, remplacer les dispositifs anti bélier ou recharger les anti-béliers pneumatiques. Faire de même pour tous les robinets de puisage et tous les robinets de chasse.

.4 S'assurer que la qualité de l'eau satisfait aux normes et que l'eau ne contient aucun résidu de nettoyage ou de rinçage.

.3 Rapports

.1 Soumettre les certificats des essais de pression et de débit effectués sur le branchement général, attestant que ces paramètres sont conformes aux exigences.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 Contenu de la section

.1 Tuyauteries d'évacuation et de ventilation en plastique, matériaux et méthode d'installation connexes excluant la tuyauterie desservant les appareils sanitaires du laboratoire.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American Society for Testing and Materials International, (ASTM).

.1 ASTM D2564 [02], Specification for Solvent Cements for Poly(Vinyl Chloride) (PVC) Plastic Piping Systems.

.2 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CSA-Series B1800-[02], Recueil des normes sur les tuyaux sans pression en plastique.

.2 CSA B181.2 [02], PVC Drain, Waste and Vent Pipe and Pipe Fittings.

1.3 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET ÉLIMINATION

.1 Gestion et élimination des déchets

.1 Trier et recycler les déchets.

.2 Récupérer et trier les emballages et les déposer dans les bennes appropriées disposées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 TUYAUX ET RACCORDS

.1 Tuyaux DWV, conformes à la norme suivante :

.1 CSA B181.2;

2.2 JOINTS

.1 Adhésif à solvant pour joints de tuyaux en PVC : conforme à la norme ASTM D2564.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Installer les éléments conformément aux exigences du Code canadien de la plomberie, du code de plomberie de la province et des autorités locales compétentes.

3.2 ESSAI

.1 Faire l'essai sous pression des tuyauteries enfouies avant de procéder au remblayage.

.2 Soumettre les tuyauteries à des essais hydrostatiques pour s'assurer qu'elles ne sont pas obstruées et que la pente est appropriée.

3.3 CONTRÔLE DE LA PERFORMANCE

.1 Regards de nettoyage

.1 S'assurer que les regards sont accessibles et que leur tampon de visite est situé à un endroit approprié.

.2 Ouvrir le regard, appliquer de l'huile de lin et le refermer hermétiquement.

.3 S'assurer qu'une tige de dégorgement insérée dans le regard peut se rendre au moins jusqu'au regard suivant.

.2 S'assurer que les siphons sont bien amorcés et qu'ils conservent leur garde d'eau.

.3 S'assurer que les appareils sanitaires sont bien ancrés en place, qu'ils sont raccordés au réseau et bien ventilés.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International

.1 CAN/CSA C22.2 no110 [F94(C1999)], Construction et mise à l'essai des chauffe-eau électriques à accumulation.

.2 CAN/CSA C191 Series [00], Performance of Electric Storage Tank Water Heaters for Household Service.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 CHAUFFE EAU ÉLECTRIQUES

.1 Type CH-1

.1 Chauffe-eau électrique : conforme aux normes CAN/CSA C22.2 n° 110 et CAN/CSA-C191, muni d'un élément de chauffage du type à immersion en incoloy pour un total de 1500 W à 120 V et d'un thermostat à température de consigne réglable, à monter en saillie ou à immerger. Le voltage d'opération sera 120/1/60.

.2 Réservoir en acier avec revêtement intérieur en verre, d'une contenance de 135 l, de 560 mm de diamètre et de 920 mm de hauteur, muni d'une anode au magnésium remplaçable, d'un isolant de laine minérale sur toutes les surfaces à découvert, d'une jaquette en tôle d'acier émaillé blanc, d'une vanne de vidange 20 mm à embout pour raccordement de tuyau souple, d'une soupape de sûreté réglée pour s'ouvrir à une température ou à une pression conforme aux exigences de l'ASME, et portant un certificat de garantie de 5 ans.

.3 Produits acceptables : Giant, 142STE-1F7M ou équivalent approuvé.

2.2 ACCESSOIRES ET INSTRUMENTATION

.1 Robinets d'évacuation/de vidange de diamètre nominal DN ¾, avec embout pour tuyau souple.

.2 Soupapes de sûreté température/pression aux caractéristiques nominales conformes à l'ASME, dimensionnées en fonction des caractéristiques du groupe de chauffe, à décharge se terminant au-dessus d'un avaloir au sol et placée bien à la vue des opérateurs.

.3 Anodes de magnésium permettant d'assurer la protection cathodique des réservoirs pendant une période de 20 ans et placées à des endroits faciles d'accès aux fins de remplacement.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Installer les chauffe-eau domestiques conformément aux recommandations du fabricant.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 Contenu de la section

.1 Appareils spéciaux de réseaux de plomberie, matériaux et méthodes d'installation connexes.

.2 Sections connexes

.1 Section 01 91 00 - Mise en service.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American Society for Testing and Materials International (ASTM).

.1 ASTM B62 [02], Specification for Composition Bronze or Ounce Metal Castings.

.2 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 CSA Série B64 [01], Dispositifs antirefoulement et casse vide.

.2 CSA B79 [94(R2000)], Floor, Area and Shower Drains, and Cleanouts for Residential Construction.

.3 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).

.1 Fiches signalétiques (FS).

.4 Plumbing and Drainage Institute (PDI).

.1 PDI WH201 [92], Water Hammer Arresters Standard.

1.3 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Gestion et élimination des déchets

.1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi et de leur recyclage.

.2 Évacuer du chantier les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Récupérer et trier les emballages et les déposer dans les bennes appropriées disposées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer les éléments métalliques inutilisés vers une installation de recyclage approuvée par l'ingénieur.

.5 Plier les feuillards de cerclage en métal et en plastique, les aplatir et les placer à l'endroit désigné en vue de leur recyclage.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 REGARDS DE NETTOYAGE

.1 Type à couvercle et bouchon d'étanchéité secondaire. C/A dessus ajustable en bronze nickelé.

.1 Produit acceptable série ZN-1400 Zurn, RS-4030 Rototech-Smith, Watts/Ancon CO-200-R-1 et options nécessaires selon le fini du plancher ou équivalent approuvé.

.2 Pour trafic lourd : produit acceptable ZN-1400-HD Zurn, RTS, Watts/Ancon CO-200-RX-1 ou équivalent approuvé.

.3 Regards de nettoyage pour les murs

.1 Avec couvercle étanche pour les gaz en ABS (bronze optionnel spécifié suffixe BP) et couvercle fini lisse en acier inoxydable.

.1 Produit acceptable Z-1446 Zurn, RS-4500-ST Rototech-Smith, Watts/Ancon CO-460-RI ou équivalent approuvé.

2.2 ANTIBÉLIERS

.1 Appareils en cuivre, du type à piston : à deux joints toriques à l'intérieur d'une chambre d'air, tel que Mini-Rester A-A Size, Sioux Chief ou équivalent approuvé.

2.3 ROBINETS DE PUISAGE ET ROBINETS DE VIDANGE

.1 Robinets en bronze munis d'un embout fileté pour tuyau souple et d'un obturateur composite remplaçable.

2.4 RÉCEPTACLE POUR CHAUFFE-EAU

.1 Réceptacle pour chauffe-eau fabriqué en aluminium jauge 20 avec raccord pour drainage sur le côté en PVC 25 mm diamètre du réceptacle, 817 mm mnimum.

.2 Produit acceptable : Oatey #34156, #34084 pour C.E. 455 litres.

2.5 DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENTS

.1 Les réseaux de distribution d'eau potable doivent être protégés contre les retours d'eau non potable. Les Dispositifs antirefoulement (DAR) doivent être conformes à la norme ACNOR B64.10-01 et B64.10.1-01.

.2 Type DAR-1

.1 À installer sur la sortie d'eau intérieure casse-vide à raccordement flexible.

.2 Produits acceptables : Wilkins BFP9, Watts ou équivalent approuvé.

2.6 FILTRES

.1 Filtres à corps incliné y éprouvés à une pression manométrique de 860 kPa et dotés d'un tamis amovible en monel, en bronze ou en acier inoxydable, à mailles de grosseur 20.

.2 Filtres de diamètre nominal égale ou inférieur à 50 mm : en bronze, à visser, dotés d'un chapeau en laiton.

.1 Produits acceptables : Sarco BT, Armstrong, F4SC; Crane 988-1/2.

.3 Filtres de diamètre nominal égal ou supérieur à 65 mm : en fonte, à brides, dotés d'un chapeau boulonné.

.1 Produits acceptables : Sarco BF-150, Crane 989-1/2, Braukman FH33.

2.7 RÉSERVOIR DE DRAINAGE

.1 Réservoir de drainage en plastique de capacité 197 l (52 gallons) de dimension 1 092 mm de long x 610 mm de large x 432 mm de haut, tel que LP43839 de Agrico Plastiques ou équivalent approuvé.

.2 Le réservoir doit respecter les dimensions indiquées. Voir les plans pour les détails des raccords à installer sur le réservoir.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

.1 Conformité : se conformer aux exigences, aux recommandations et aux spécifications écrites du fabricant, y compris à tout bulletin technique disponible, aux instructions relatives à la manutention, à l'entreposage et à l'installation des produits et aux indications des fiches techniques.

3.2 INSTALLATION

.1 Installer les appareils selon les exigences du Code canadien de la plomberie.

.2 Installer les appareils de plomberie spéciaux conformément aux instructions du fabricant et aux prescriptions formulées.

3.3 REGARDS DE NETTOYAGE

.1 Installer des regards de nettoyage aux endroits indiqués aux plans.

.2 Installer les regards de nettoyage d'affleurement avec le plancher fini.

.3 Le diamètre nominal des regards de nettoyage montés sur les collecteurs principaux et les colonnes d'évacuation des eaux usées doit être égal à celui de la canalisation mais en aucun cas supérieur à DN 4.

3.4 ANTIBÉLIERS

.1 Monter un antibélier sur les canalisations d'alimentation reliées à chaque appareil sanitaire ou à chaque groupe d'appareils sanitaires ainsi qu'aux endroits indiqués.

3.5 ROBINETS DE PUISAGE ET ROBINETS DE VIDANGE

.1 Installer des robinets de puisage/vidange au bas de toutes les colonnes montantes, aux points bas des réseaux ainsi qu'aux endroits indiqués.

3.6 DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT

.1 Installer les dispositifs antirefoulement conformément aux instructions des fabricants.

3.7 FILTRES

.1 Installer les filtres conformément aux instructions des fabricants. Laisser un dégagement suffisant autour des filtres pour permettre l'enlèvement des tamis aux fins de réparation ou d'entretien.

3.8 MISE EN ROUTE

.1 Généralités

.1 Selon les prescriptions de la section 01 91 00 - Mise en service, pour ce qui est des exigences générales, et selon les prescriptions de la présente section.

.2 Mettre le réseau en route, y compris les appareils spéciaux, une fois

.1 les essais hydrostatiques terminés;

.2 les travaux de désinfection terminés;

.3 le certificat d'épreuve délivré;

.4 le système de traitement de l'eau en marche et fonctionnel.

.3 Assurer une surveillance continue pendant toute la durée de la mise en route.

3.9 ESSAI ET RÉGLAGE

.1 Généralités

.1 Selon les prescriptions de la section 01 91 00 - Mise en service, pour ce qui est des exigences générales, et selon les prescriptions de la présente section.

.2 Effectuer l'essai et le réglage des appareils spéciaux une fois

.1 les défectuosités décelées à la mise en route rectifiées;

.2 le certificat d'achèvement délivré par les autorités compétentes.

.3 Brise vide

.1 Vérifier si l'appareil et le tampon sont étanches et accessibles aux fins d'exploitation et d'entretien.

.2 Simuler des conditions d'inversement d'écoulement et de contre pression pour vérifier le fonctionnement des brise vide.

.3 S'assurer que la mise à l'air libre des appareils est disposée de manière que toute décharge soit bien visible.

.4 Regards de nettoyage

.1 S'assurer que le tampon est étanche aux gaz, qu'il est bien fixé en place et qu'il est facile à enlever.

.5 Antibéliers

.1 S'assurer que les antibéliers installés sont de type approprié et qu'ils sont correctement mis en place.

.6 Robinets de puisage et de vidange

.1 S'assurer que les robinets de vidange soit étanches.

.7 Rapports de mise en service

.1 Selon les prescriptions de la section 01 91 00 - Mise en service, pour ce qui est des rapports, et selon les prescriptions de la présente section.

.8 Formation

.1 Selon les prescriptions de la section 01 91 00 - Mise en service, pour ce qui est de la formation du personnel d'exploitation et d'entretien, et selon les prescriptions de la présente section.

.2 Démontrer que les appareils installés satisfont entièrement aux critères de calcul.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 Contenu de la section

.1 Cabinets d'aisance, lavabos, éviers, cuviers, douche d'urgence, douche, robinetterie, accessoires et méthodes d'installation connexes.

.2 Produits installés seulement aux termes de la présente section

.1 Installer les amenées de service nécessaires au raccordement du matériel fourni aux termes d'autres sections, y compris les canalisations d'alimentation en eau froide avec robinets d'arrêt, les canalisations d'évacuation et les canalisations de ventilation.

.2 Matériel installé aux termes d'autres sections

.1 Faire les raccordements au moyen de raccords unions.

.3 Matériel non installé

.1 Obturer les canalisations en vue d'un raccordement ultérieur aux termes d'autres sections.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.

.1 Série CAN/CSA B4502, Plumbing Fixtures (Appareils sanitaires).

.2 CAN/CSA B125 F001, Robinetterie sanitaire.

.3 CAN/CSA B651 F95(C2001), Accessibilité des bâtiments et autres installations : règles de conception.

1.3 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET ÉLIMINATION

.1 Gestion et élimination des déchets

.1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation et de leur recyclage.

.2 Récupérer et trier les emballages et les déposer dans les bennes appropriées disposées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.3 Plier les feuillards de cerclage, les aplatir et les placer à l'endroit désigné en vue de leur recyclage.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 APPAREILS ET ACCESSOIRES

.1 Appareils sanitaires : fabriqués conformément aux normes pertinentes de la série CAN/CSA B45.

.2 Robinetterie et accessoires connexes : fabriqués conformément à la norme CAN/CSA B125.

.3 Nombre d'appareils et d'accessoires et emplacement de ceux ci : selon les indications des dessins en mécanique.

2.2 ÉVIER

.1 Type E1 :

.1 Évier à encastrer à une cuvette avec plage arrière, acier inoxydable, nuance 300, calibre 20, fini satiné, tampons insonorisants, cordon d'étanchéité préinstallé, nécessaire d'installation, bondes de vidage à crépine panier de 89 mm, plage percée 3 trous à 203 mm d'espacement, dimensions hors tout : 510 x 520 x 180 mm.

Réf. : AMI Novanni 1017E-38, American Standard ou équivalent approuvé.

.2 Robinetterie d'évier de comptoir monobloc, corps en laiton coulé 203 mm d'entraxe, mécanisme de fermeture lente contrôlé, cycle ajustable, fini chrome poli, bec intégral avec aérateur réduisant le débit à 0,95 litre par activation.

Réf. : Modèle Z86300-XL-CP8 Zurn, Aqua Spec, American Standard ou équivalent approuvé.

.3 Robinet d'arrêt d'équerre à volant.

Réf. : Zurn ZH8824Q/Z8952-58 ou équivalent approuvé.

.4 Siphon d'évier en P réglable, construction tubulaire avec coude de sortie 38 mm.

Réf. : OS & B #1227 ou équivalent approuvé.

.5 Mitigeur thermostatique à faible teneur en plomb.

Produits acceptables : ZW1070XL Aqua-Guard de Zurn ou équivalent approuvé.

2.3 LAVE-YEUX

.1 Fontaine d'urgence LY-1

.1 Fontaine d'urgence oculaire et faciale pour l'installation sur le comptoir ou la plage de l'évier type E-1, écoulement laminaire à flux en acier inoxydable, chrome poli, déclenchement de l'eau actionné lorsque le bras de l'appareil est rabattu vers l'avant, robinet à tournant sphérique restant ouvert, alimentation d'eau de 13 mm, joint à compression. Enseignes pictographiques, modèle 7610S de HAWS, Guardian ou équivalent approuvé.

.2 Mélangeur thermostatique, bronze avec élément bimétallique Dura-Trol, régulateur de température verrouillable en usine à 29 °C comprend une voie de contournement de l'eau froide d'un débit de 15 l/min. à 210 kPa, modèle TA-300-LF Leonard, Guardian ou équivalent approuvé.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION DES APPAREILS SANITAIRES

.1 Hauteurs de montage

.1 Hauteur de montage des appareils en général : selon les recommandations du fabricant, à moins d'indications contraires dans le devis ou sur les dessins.

3.2 RÉGLAGE

.1 Se conformer aux exigences relatives à la conservation de l'eau prescrites dans la présente section.

.2 Réglage

.1 Régler le débit normal de manière qu'il corresponde au débit calculé.

.2 Régler la pression d'alimentation en eau des appareils de manière qu'il ne se produise pas d'éclaboussure à la pression maximale.

.3 Vérification

.1 Vérifier le fonctionnement des brise-vide dans toutes les conditions de service.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 PORTÉE DES TRAVAUX

.1 Les travaux décrits dans la présente section comprennent la fourniture, la livraison, l'installation, les services au chantier, la mise en route ainsi que les garanties pour des pompes doseuses et leurs équipements connexes et accessoires.

.2 Se référer aux plans et aux diagrammes d'écoulement pour les équipements couverts par la présente section. Tous ces documents doivent être considérés comme complémentaires pour ce qui est d'établir la limite de fourniture.

1.2 CONDITIONS D'OPÉRATION GÉNÉRALES

.1 Tous les équipements sont situés dans un bâtiment chauffé où la température variera entre 15 °C et 35 °C max.

1.3 DONNÉES À FOURNIR

.1 Dessins d'atelier : Fournir les dessins d'atelier conformément aux exigences du présent devis.

.2 Manuel d'exploitation et d'entretien : Fournir deux (2) copies papier et une (1) copie électronique (format PDF) des manuels conformément aux exigences du présent devis.

.3 Méthodologie des essais et rapports :

- Fournir une (1) copie électronique (format PDF) de la méthodologie pour la réalisation des essais au chantier décrite à la partie 4 de cette section. La méthodologie doit être approuvée avant la réalisation des essais.
- Fournir deux (2) copies papier et une (1) copie électronique (format PDF) du rapport d'essais réalisés au chantier.

1.4 GARANTIE

.1 La garantie applicable sur les pompes doseuses et les équipements de contrôles des systèmes de dosage décrits dans la présente section sera de trois (3) ans à partir de l'acceptation provisoire. Elle couvre le remplacement des pièces et l'installation de celles-ci sur place.

PARTIE 2.0 - 2 - PRODUITS

2.1 MANUFACTURIER

.1 Les pompes doseuses à diaphragme sont de marque PROMINENT telles que fournies par CHEMACTION ou PULSAFEEDER telles que fournies par JOHN MEUNIER INC. ou un équivalent approuvé.

2.2 DESCRIPTION DE L'ÉQUIPEMENT

.1 Dosage d'hypochlorite de sodium

- Pompe :
  - Type : à diaphragme
  - Marque : Prominent
  - Série : Gamma
  - Modèle : GMXA1604NPB9M000UD11300FR
  - Capacité : 2,4 l/h avec l'option dégazage à une contre-pression de 16 BARS
  - Alimentation électrique : 115/230 VAC/1ph 60 Hz
  - Prévoir une fiche et prise d'alimentation appropriée à l'ampérage de chaque pompe selon les recommandations du manufacturier
  - Contrôle : 4-20 mA intégrée à la pompe doseuse.
  - Adaptateur pour tuyauterie flexible
  - Assemblage succion rigide
  - Câble de commande à fiche ronde
  - Système Opto-Drive et Opto-Guard
  - Les systèmes de dosage sont conçus pour une utilisation en mode automatique : sur détection de débit nul ou toute autre alarme, une alarme sera transmise au panneau de contrôle central, qui assurera le transfert automatique vers la pompe en attente.
  - Certification NSF 61
  - Boitier NEMA 4X

- Panneaux pour la mesure de chlore, pH et température : tel que fourni par Endress+Hauser, équivalent approuvé : ChemAction, Magnor.

  L'Entrepreneur doit fournir et installer un panneau de mesure de chlore, pH et température de marque Endress+Hauser ou équivalent approuvé.

  Le panneau sera fabriqué et testé en usine par le manufacturier d'instrumentation d'après les mêmes normes de qualité que ses composantes et devra inclure les caractéristiques et accessoires suivants, sans toutefois s'y limiter :

  - Transmetteur d'analyse multiparamètre et multivoie de type CM442 avec boîtier NEMA 4X et ayant les caractéristiques suivantes :
    - Capteurs digitaux avec protocole Memosens
    - Bouton navigateur+ touches, affichage graphique
    - Lecteur de cartes SD, data logger, relais d'alarme, boîtier protection IP66+IP67, NEMA 4X

    Plus précisément du modèle CM442-CAM2A2FD11A+ACRS :
    - CA Agrément : CSA C/US Usage général
    - M2 Entrée capteur : 2x capteur digital
    - A2 Communication : 2x sortie 0/4...20mA, HART
    - FD Caract. supplémentaire : 2x entrée digitale, 2x sortie digitale
    - 1 Alimentation : 100... 230VAC (50/60 hz)
    - 1 Entrée de câble : NPT
    - A Kit entrée de câble : livré
    - AC >Préréglage langue de configuration : français
    - RS >>Accessoire montré : carte SD, 1GB, lecteur flash Industriel

- Chambre de passage type CCA250 en plexiglas transparent comprenant :
  - Vanne à boisseau qui permet l'ajustement manuel du débit
  - Rotamètre pour le contrôle visuel du débit minimal
  - Détecteur inductif signalant l'absence de débit au transmetteur
  - Broche de compensation et mise à la terre pour la mesure de pH
  - Capot vissé pour accès à l'électrode de pH, utilisé en même temps comme réservoir d'étalonnage
  - Sonde de chlore et électrode de pH d'après les spécifications suivantes, plus précisément du modèle CCA250-M1 :
    - M Raccordement process ; adaptateur : NPT ½"
    - 1 Capteur inductif : installé, INS
- Sonde de chlore Memosens CCS51D de type ampérométrique avec technologie Memosens installée dans la chambre de passage ci-haut mentionnée et connectée au transmetteur :
  - Gamme mesurable 0 à 5 mg/l
  - Mesure indépendante de l'Écoulement dans la gamme de 30 à 120 l/h
  - Étalonnage du point zéro inutile
  - Étalonnage à l'usine ne nécessitant aucun réétalonnage lors de la mise en route
  - Pas de modification de la valeur mesurée causé par les fluctuations de conductivité
  - Durée de la polarisation max. 90 min.
  - Cathode en or et anode en argent avec membrane d'isolation en PTFE (cartouche remplaçable), plus précisément CCS51D-CD11AD+NC :
    - CD Agrément : CSA C/US NI CI. I, Div. 2, GP. A-D T6
    - 11 Application eaux de process., eau potable
    - AD Gamme de mesure : 0-5 mg/l
    - NC >>Accessoire montré : Adaptateur pour CCA250
- Électrode de pH de type CPS31D avec connecteur Memosens étanche, installée dans la chambre de passage et connectée au transmetteur par le câble adéquat. La sonde sera étalonnée à l'usine et ne nécessitera aucun réétalonnage lors de la mise en route, plus précisément du modèle CPS31D-7AC21 :
  - 7 Version : standard
  - AC Gamme d'application : 1-12pH, 0-80°C, 3 diagrammes
  - 2 Longueur d'immersion : 120 mm
  - 1 Agrément : zone non Ex
- Câble de mesure CYK10 Memosens pour capteur avec technologie Memosens, plage de température : max. -20... 135°C, plus précisément du modèle CYK10-S031
  - S Agrément : CSA IS CI.I Div. 1 Gr. A-D
  - 03 Longueur de câble : 3 m
  - 1 Raccordement de câble : fils pré-confectionnés avec cosse

Le panneau devra inclure aussi :

- Une vanne d'échantillonnage ¼" en PVC avec O'Ring en EPDM
- Un (1x) filtre en Y, PVC/EPDM
- Structure en polyéthylène HDPE
- Cache-fils
- Raccord, quincaillerie et tuyauterie en PVC
- Test en atelier

- Débitmètre :

  L'Entrepreneur doit fournir et installer un débitmètre ultrasonique en technologie « Temps de Parcours » de modèle Prosonic Flow 91W d'Endress+Hauser ou équivalent approuvé.

  Le débitmètre devra inclure les caractéristiques et accessoires suivants sans toutefois s'y limiter :

  - Capteurs (2) : installés sans intrusion (type « clamp on »') de préférence sur une conduite verticale avec débit montant, et connectés sur le transmetteur électronique avec 2 paires de câbles d'une longueur maximale de 200 pieds L'entrepreneur sera responsable de fournir la longueur de câble adéquate.
    - Les capteurs doivent être en acier inoxydable 304 (ou meilleur) avec degré de protection NEMA4X en standard ou NEMA6P en option (si les capteurs risquent de se retrouver en immersion temporaire).
    - Le type des capteurs doit être choisi en fonction du matériel et du diamètre de la conduite, du débit de design avec la capabilité de mesurer un débit bidirectionnel.
    - Le positionnement des capteurs sur la conduite se fera grâce aux résultats de la procédure de calcul existante dans le menu du transmetteur. Les capteurs doivent être fournis accompagnés du nécessaire de montage incluant : supports de sonde avec ressort intégré (pour maintenir une pression constante du capteur sur la surface de la conduite), collier de fixation et réglette de positionnement en acier inoxydable. L'entrepreneur devra utiliser exclusivement la pâte de contact acoustique recommandée par le manufacturier (DK9CM-3)
    - Les supports de montage doivent être munis d'un système de blocage pour que la position des sondes ne change pas suite à la vibration ou changements de température.
    - Dans le but d'obtenir une meilleure précision de mesure, les supports de montage doivent donner la possibilité d'installation en simple ou multiple traversés.
  - Transmetteur (convertisseur): à base de microprocesseur et incorporant une source d'alimentation universelle de 85-250 VAC ou 11-40 VDC approuvée CSA Cl.1 Div.2 Gr. ABCD.
    - Le transmetteur aura un boîtier NEMA 4X à montage mural avec affichage éclairée à 2 lignes et configurable pour l'indication simultanée du débit, du totalisateur et diagnostic.
    - Les codes pour le diagnostic respecteront la norme NAMUR (NE43, NE21 et NE53).
    - Le transmetteur doit permettre la configuration locale. Tous les paramètres seront protégés par un code d'accès et le transmetteur sera protégé contre l'entrée de donnée non-valide. Un menu de configuration disponible en français avec option « Mise en marche rapide » doit être disponible.
    - Le transmetteur aura une gamme de mesure entièrement programmable avec une dynamique de mesure supérieure à 150 :1
    - Les sorties du transmetteur seront : 4...20mA HART avec séparation galvanique, impulsions (5 à 2000 ms) ou fréquence (100 Hz).

- Le transmetteur doit conserver dans une mémoire permanente non volatile les paramètres de programmation en cas de panne électrique.
- Le transmetteur sera protégé par une protection contre les survoltages. Sa consommation maximale n'excédera pas 12 VA.

- Accessoires :
  - Étiquette (tag) en acier inox identifié au numéro de l'appareil.

D'autres modèles seront considérés comme équivalents après confirmation écrite par le manufacturier démontrant qu'ils rencontrent les spécifications ci haut mentionnées.

- Réservoirs :
  - Réservoir cylindrique de polyéthylène bleu 1,5 LPPE
  - Construction à double parois
  - Base pour pompe de dosage
  - NSF 61
  - Capacité de 151 litres (40 gallons)
  - Tel que Gemini 01-14874 ou équivalent approuvé.
- Tube de plastique :
  - Tube pour les pompes doseuses
  - Tube en PVDF rencontrant la norme ASTM D3222
  - Diamètre selon pompe

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 INSTALLATION

.1 Installer les équipements conformément aux exigences du manufacturier, des plans et diagrammes de procédé et du présent devis.

.2 Prévoir à la succion et à la décharge de chacune des pompes, une section de boyau flexible transparent de même diamètre que la tuyauterie, et résistant au fluide véhiculé.

.3 La succion et la décharge de chaque pompe doivent être munies d'un robinet d'isolation.

.4 Chaque assemblage doit être doté d'une sortie à l'atmosphère avec robinet d'isolation localisée entre la décharge de la pompe et la vanne de relâche de pression.

.5 La tuyauterie de la sortie supérieure des colonnes de calibration de chaque assemblage doit s'élever à une élévation empêchant à tout moment un débordement possible du fluide véhiculé.

.6 La tuyauterie et les accessoires doivent être collés avec une colle résistant au fluide véhiculé.

.7 L'Entrepreneur doit installer, tel que montré aux plans et aux diagrammes, toute la tuyauterie, vannes, équipement de robinetterie et accessoires.

.8 Lors de la livraison, remettre une copie des instructions de manutention, d'entreposage et d'installation au responsable du chantier.

PARTIE 4.0 - ESSAIS EN USINE ET AU CHANTIER

4.1 ESSAIS EN USINE

.1 Les panneaux des pompes et accessoires doivent tous être montées et testées en usine notamment. Le système doit être étanche à la pression maximale développée par les pompes.

4.2 CALIBRATION

.1 Vérifier la performance de chaque pompe en testant toute la gamme de dosage.

.2 Réaliser une courbe d'étalonnage pour chaque pompe.

4.3 ESSAIS AU CHANTIER

.1 Vérifier le fonctionnement des pompes conformément aux exigences du présent devis.

.2 Prévoir la présence au site des travaux d'un technicien qualifié par le manufacturier.

.3 Effectuer un test hydrostatique sur l'ensemble du système de dosage.

.4 L'ensemble des lignes de produits chimiques devra être vidangé et nettoyé par la suite si la mise en route n'est pas effectuer dans les 24 heures suivant les tests.

4.4 RAPPORT

.1 Fournir les résultats des essais et les courbes d'étalonnage au Maître d'œuvre.

.2 Fournir un certificat de conformité certifié par le technicien qualifié du manufacturier des pompes.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

.1 Les travaux du présent devis portent sur les ouvrages mécaniques (ventilation) à effectuer pour la construction d'un poste de chloration d'appoint.

.2 L'entrepreneur en mécanique a à sa charge tous les travaux relatifs à la section 23 00 00 couvrant l'ouvrage mécanique de CVAC selon les indications et doits, sans s'y limiter, fournir et installer notamment :

- Ventilation du bâtiment, incluant : conduits d'air, capotin antirafale, ventilateur, incluant grille et volet antiretour.
- Les essais et mise en service.

1.2 GÉNÉRALITÉS

.1 La présente section comprend des prescriptions communes aux diverses sections à la division 23 et s'ajoute aux prescriptions générales énoncées à la division 01.

.2 Tous les équipements et composantes d'un même type doivent provenir d'un seul et unique manufacturier.

1.3 ABRÉVIATIONS, SYMBOLES ET DÉFINITIONS

.1 Lexique

.1 Fournir :

Le mot " fournir " signifie que l'équipement ou le système visé fait partie du contrat de l'entrepreneur en mécanique, est libre de toutes charges envers le ou les fournisseurs et transporteurs à la livraison à son site d'installation, que toutes les taxes ont été payées, est assujetti à une garantie écrite conforme aux exigences de cette section ou des autres sections le cas échéant, est livré neuf à son site d'installation et n'est pas endommagé (le cas échéant, l'entrepreneur devra, à ses frais, remettre l'équipement dans son état d'origine).

Tous les frais pour la main-d'œuvre et les équipements requis, incluant le matériel de transport, de levage, échafaudage et petits outils, sont inclus dans les activités précitées. L'entrepreneur en mécanique doit prendre soin d'aviser l'entrepreneur général de ses besoins particuliers en matériel et main-d'œuvre requis, dans les activités précitées, lorsque cela n'est pas sous sa responsabilité.

.2 Installer :

Le mot " installer " signifie que l'entrepreneur en mécanique est responsable, entre autres, des activités suivantes : la manutention, la pose et l'équipement ou le système visé, la pose d'une dérivation, les ajustements,les raccordements électriques à la charge, les retouches de finition, les interconnexions (conduits, câbles et raccordements aux deux extrémités) avec les autres équipements et l'identification du dispositif ou

du système visé. Tous les frais pour la main-d'œuvre, les essais, l'assistance technique à la mise en service, l'identification des appareils et du câblage (selon les normes du client), le matériel, les accessoires, les outils, les équipements de levage, tirage et transport, sont à inclure dans les activités précitées.

.3 Démanteler :

Le mot " démanteler " signifie que l'entrepreneur en mécanique est responsable d'enlever l'équipement ou le système visé, incluant les attaches, les supports et la dérivation (ou artère si cela est applicable) jusqu'à et incluant son premier dispositif de protection contre les surintensités, et ce, même si l'équipement est à l'extérieur de la limite physique des travaux.

L'entrepreneur en mécanique doit également fournir et installer les accessoires et les matériaux requis pour obturer les ouvertures dans les appareillages mécaniques qui résultent du démantèlement, rétablir la continuité des circuits ou réseau affecté par le démantèlement, mettre à jour le système d'identification (plaquettes lamicoïdes, cartes des circuits, etc.) des équipements ou des systèmes affectés par le démantèlement.

.4 Raccorder :

Le mot " raccorder " signifie que l'entrepreneur en électricité est responsable de joindre l'alimentation d'un appareil (qui n'est pas nécessairement fourni par l'entrepreneur) à un câble d'alimentation (qui n'est pas nécessairement fourni par l'entrepreneur). L'entrepreneur en électricité est cependant responsable de fournir et installer tous les accessoires requis pour faire le raccordement électrique de manière sécuritaire et alimenter l'appareil. L'entrepreneur en électricité devra, entre autres, mais sans s'y limiter, fournir et installer les borniers, les marrettes, les épissures, les rallonges de câbles et de conduits, les conduits flexibles (pour les moteurs), les vis, les tubes thermorétractables, les soudures, les boîtes de jonction, les ajustements, les essais, l'assistance technique, les tests d'isolation, l'identification des appareils et du câblage (selon les normes du client), etc.

.5 Contrôler :

À moins d'avis contraire, le mot " contrôler " signifie que l'entrepreneur en mécanique est responsable de fournir, installer et raccorder les composantes suivantes : les appareils de contrôle (thermostats, contrôleur, ordinateur, variateur de vitesse, relais, contact sec ou autre), tout le câblage et les conduits requis entre les appareils de contrôle et l'appareil contrôlé. L'entrepreneur en mécanique est responsable de défrayer le coût de l'installation, de la programmation des appareils de contrôle, de l'identification des appareils et du câblage selon les normes du client.

L'entrepreneur en mécanique est responsable de fournir une garantie de bon fonctionnement pour une durée minimale d'un an, incluant les composantes, la main-d'œuvre, la programmation, la manutention, le transport, etc.

.6 Réparer :

Le mot " réparer " signifie que l'entrepreneur en mécanique est responsable de rendre fonctionnel un appareil donné en se basant sur les exigences originelles du manufacturier de l'appareil. L'apparence et la fonctionnalité de l'appareil doit être acceptable pour le client et l'ingénieur responsable du projet. L'entrepreneur en électricité est responsable d'utiliser des composantes et matériaux (câblage, raccords, tôles de métal, composantes, etc.) dûment certifiés et reconnus par le manufacturier pour rendre l'appareil fonctionnel.

Lors d'une réparation, l'entrepreneur en électricité est responsable de défrayer les coûts du matériel, de la main-d'œuvre, du transport, de la manutention, des ajustements, de la programmation, des essais, de l'assistance technique, des recertifications (si requis), de l'identification (selon les normes du client), etc. L'entrepreneur en électricité est responsable de fournir une garantie d'au moins un an, pièces, main-d'œuvre, transport, manutention, recertifications (si requis), etc. inclus.

.7 Annuler :

Le mot " annuler " signifie que l'item ou l'action concernée devient hors contrat. L'entrepreneur en électricité est alors responsable de fournir un crédit pour le matériel et la main-d'œuvre reliée au fait que les travaux de fourniture et d'installation deviennent hors contrat. Lorsque les travaux sont en phase de construction et que les items ont déjà été achetés ou commandés par l'entrepreneur en électricité, ce dernier doit débourser les frais de restockage exigés par les fournisseurs et créditer la différence au client. L'entrepreneur en électricité doit fournir les factures et les montants des frais de restockage exigés par les fournisseurs comme preuves.

.8 Responsable :

Le mot " responsable " signifie imputable, redevable, qui doit accepter et subir les conséquences de ses actes. En cas de réclamation, c'est la personne ou l'organisme responsable qui devra défrayer les coûts. La personne ou l'organisme responsable est celui qui doit exécuter ou qui doit faire exécuter en son nom les travaux.

.9 Ragréer :

Le mot " ragréer " signifie que l'entrepreneur en électricité (à moins qu'un autre intervenant soit nommé responsable) est responsable de fournir et installer tous les matériaux neufs requis (l'isolation thermique, le béton, le gypse, le plâtre, les boiseries, les charpentes, la peinture, les scellants coupe-feu, les garnitures d'étanchéité, les vis, les clous, etc.), pour remettre en état la ou les composantes désignées (les murs, les plafonds, les planchers, les toitures, les finis de surface, etc.). L'entrepreneur doit fournir tous les outils, l'éclairage temporaire, l'électricité temporaire, les permis requis, les formations requises, les appareils de levage ou de montage, etc. Le fini de surface doit être impeccable et il ne doit pas être possible de différencier la partie ragréée de la partie non ragréée des ouvrages concernés. Pour ragréer des surfaces, l'entrepreneur est responsable de suivre les procédures de sécurité en vigueur au niveau de la CSST et des normes du client.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Gestion et élimination des déchets

.1 Gestion et élimination des déchets de construction/démolition : trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi et de leur recyclage.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 NETTOYAGE

.1 Nettoyer l'intérieur et l'extérieur de tous les éléments, appareils et systèmes, y compris les crépines et les filtres, et passer l'aspirateur à l'intérieur des conduits d'air et des appareils de traitement de l'air.

3.2 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

.1 .1 Essais réalisés sur place : effectuer les essais ci-après conformément aux prescriptions.

.1 Performance des ventilateurs.

.2 Respect des débits d'air et de la séquence de contrôle.

.2 Contrôles effectués sur place par le fabricant

.1 Obtenir un rapport écrit du fabricant confirmant la conformité des travaux aux critères spécifiés en ce qui a trait à la manutention, à la mise en oeuvre, à l'application des produits ainsi qu'à la protection et au nettoyage de l'ouvrage, puis soumettre ce rapport.

.2 Le fabricant doit formuler des recommandations quant à l'utilisation du ou des produits, et effectuer des visites périodiques pour vérifier si la mise en oeuvre a été réalisée selon ses recommandations.

3.3 DÉMONSTRATION

.1 Le consultant utilisera certains appareils, matériels et systèmes, aux fins d'essai, avant même qu'ils aient été acceptés. Fournir la main-d'oeuvre, les matériels et les instruments nécessaires à l'exécution des essais.

.2 Les appareils, matériels et systèmes indiqués ci-après seront utilisés aux fins d'essai.

.1 Unité de ventilation.

.2 Unité de climatisation.

.3 Ventilateurs.

.4 Volets motorisés.

.5 Thermostats, sonde, transmetteur, détecteur, etc.

.3 Fournir les outils, les matériels et les services d'instructeurs qualifiés pour assurer, pendant les heures normales de travail, la formation du personnel d'exploitation et d'entretien quant au fonctionnement, à la commande/régulation, au réglage, au diagnostic des problèmes/dépannage et à l'entretien des appareils, matériels et systèmes, avant l'acceptation de ceux-ci.

.4 Le matériel didactique doit comprendre, entre autres, le manuel d'exploitation et d'entretien, les dessins d'après exécution et des aides audio-visuelles.

.5 Les exigences relatives aux heures de formation requises sont indiquées dans chaque section pertinente.

3.4 PROTECTION

.1 Au moyen d'éléments appropriés, empêcher la poussière, la saleté et autres matières étrangères de pénétrer dans les ouvertures des appareils, des matériels et des systèmes.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 La présente section vise les opérations, les méthodes et les exigences concernant l'essai, le réglage et l'équilibrage (ERE) des réseaux de CVCA.

.2 Les opérations d'ERE sont des opérations d'essai, de réglage et d'équilibrage destinées à assurer aux différents systèmes un fonctionnement conforme aux exigences énoncées dans les documents contractuels. Les opérations d'ERE comprennent également tous les autres travaux décrits dans la présente section.

1.2 QUALIFICATION DU PERSONNEL CHARGÉ DES OPÉRATIONS D'ERE

.1 Soumettre la documentation permettant de confirmer la compétence et l'expérience du personnel.

.2 Les opérations d'essai, de réglage et d'équilibrage doivent être effectuées selon les exigences de la norme régissant la qualification de l'entreprise et du personnel responsables de celles-ci.

.3 Les opérations d'ERE doivent obligatoirement être effectuées selon les recommandations et les pratiques suggérées dans la norme retenue.

.4 Afin de satisfaire aux exigences contractuelles, se conformer aux prescriptions de la norme retenue visant les opérations d'ERE et utiliser les listes de vérifications et les formulaires qui y sont proposés.

.5 Se conformer aux prescriptions de la norme retenue concernant les opérations d'ERE, y compris la qualification de l'entreprise et du personnel chargés des travaux et l'étalonnage des instruments de mesure utilisés.

.6 Se conformer aux recommandations du fabricant des instruments de mesure concernant l'étalonnage de ces derniers lorsque celles-ci sont plus rigoureuses que les recommandations énoncées dans la norme relative aux opérations d'ERE.

.7 Les prescriptions de la norme retenue concernant l'assurance de la qualité, notamment les garanties liées à la performance, font partie intégrante du présent contrat.

.1 Dans le cas des systèmes ou des composants non couverts par la norme retenue concernant les opérations d'ERE, utiliser les méthodes mises au point par le spécialiste chargé des travaux.

1.3 OBJET DES OPÉRATIONS D'ERE

.1 Faire l'essai des systèmes pour vérifier s'ils fonctionnent de façon sûre et appropriée, pour déterminer le point réel de fonctionnement et pour évaluer la performance qualitative et quantitative des appareils, des systèmes et des dispositifs de commande/régulation connexes, et ce, à charge nominale, à charge moyenne ou à faible charge, cette charge étant réelle ou simulée.

.2 Régler les appareils et les systèmes de manière à ce qu'ils répondent aux exigences de performance prescrites et à ce qu'ils puissent interagir de la façon prescrite avec les autres systèmes connexes, et ce, dans des conditions de charge et de fonctionnement normal et de secours.

.3 Équilibrer les appareils et les systèmes de manière à ce que le débit corresponde à la charge sur toute la plage de fonctionnement.

1.4 EXCEPTIONS

.1 L'essai, le réglage et l'équilibrage des appareils et des systèmes régis par des normes ou des codes particuliers doivent être effectués à la satisfaction des autorités compétentes.

1.5 COORDINATION

.1 Prévoir du temps, à l'intérieur du calendrier des travaux de construction, pour les opérations d'essai, de réglage et d'équilibrage des systèmes (y compris les réparations et les reprises d'essai), lesquelles devront être terminées avant la réception des travaux.

.2 Mettre à l'essai, régler et équilibrer chaque système distinct, puis chaque système en relation avec les systèmes connexes, dans le cas des systèmes asservis.

1.6 MISE EN ROUTE DES APPAREILS ET DES SYSTÈMES

.1 À moins d'indications contraires, suivre la procédure de mise en route recommandée par le fabricant des appareils et des systèmes.

.2 Suivre toute procédure de mise en route particulière prescrite ailleurs dans la Division 23.

1.7 DÉBUT DES OPÉRATIONS D'ERE

.1 Aviser l'ingénieur sept (7) jours avant d'entreprendre les opérations d'essai, de réglage et d'équilibrage.

.2 N'entreprendre les opérations d'ERE que lorsque le bâtiment est en grande partie utilisable, soit lorsque :

.1 la réalisation des plafonds et l'installation des portes, des fenêtres et des autres éléments de construction pouvant influer sur le résultat des opérations sont terminées;

.2 la pose des produits de d'étanchéité et de calfeutrage ainsi que des coupe bise est terminée;

.3 les essais de pression, d'étanchéité et autres essais prescrits dans d'autres sections de la Division 23 sont terminés;

.4 le matériel nécessaire à l'exécution des opérations d'ERE est installé et en bon état de fonctionnement;

.5 les installations mécaniques et les systèmes électriques et de commande/régulation connexes pouvant influer sur le résultat des opérations d'ERE sont en marche et que leur bon fonctionnement a été vérifié, ce qui touche notamment les éléments ci-après.

.1 Protection thermique du matériel électrique contre les surcharges, en place.

.2 Réseaux aérauliques

.1 Filtres en place et propres.

.2 Conduits d'air propres.

.3 Conduits, gaines et plénums étanches à l'air dans les limites prescrites.

.4 Ventilateurs tournant dans le bon sens.

.5 Registres volumétriques et volets coupe feu et coupe fumée en place et ouverts.

.6 Ailettes de serpentins, propres et redressées.

.7 Portes et trappes de visite installées et fermées.

.8 Bouches de sortie installées et registres volumétriques ouverts.

1.8 ÉCARTS DE RÉGLAGE PAR RAPPORT AUX VALEURS THÉORIQUES

.1 Effectuer l'essai, le réglage et l'équilibrage des systèmes jusqu'à l'obtention de résultats ne présentant pas plus que les écarts suivants, en plus ou en moins, par rapport aux valeurs théoriques.

1.9 ÉCARTS ENTRE LES VALEURS MESURÉES ET LES VALEURS RÉELLES

.1 Les valeurs mesurées doivent correspondre, à plus ou moins 2 % près, aux valeurs réelles.

1.10 INSTRUMENTS DE MESURE

.1 Étalonner les instruments conformément aux exigences de la norme ou du document de référence le plus rigoureux relatif aux systèmes de CVCA ou autres soumis aux opérations d'ERE.

.2 Étalonner les instruments dans les trois (3) mois qui précèdent le début des opérations d'ERE.

1.11 RAPPORT D'ERE

.1 La présentation du rapport doit être conforme aux exigences de la norme ou du document de référence retenu, visant les opérations d'ERE.

.2 Les résultats doivent être exprimés en unités SI dans le rapport, et ce dernier doit comprendre ce qui suit :

.1 les dessins à verser au dossier du projet;

.2 les schémas de principe des systèmes visés.

1.12 VÉRIFICATION DES DONNÉES

.1 Les mesures enregistrées sont susceptibles d'être vérifiées par l'ingénieur.

.2 Prévoir le personnel et les instruments nécessaires à la vérification d'au plus 30 % des mesures enregistrées.

.3 L'ingénieur déterminera le nombre de vérifications à effectuer et l'emplacement des points de mesure.

.4 Reprendre les opérations d'essai, de réglage et d'équilibrage jusqu'à ce que les résultats satisfassent l'ingénieur, et assumer les frais de ces travaux.

1.13 RÉGLAGES

.1 Une fois les opérations d'ERE terminées à la satisfaction de l'ingénieur, remettre en place les gardes des organes d'entraînement ou de transmission, fermer les portes et les trappes de visite, bloquer les dispositifs de réglage en position de fonctionnement et vérifier si les capteurs sont réglés aux points de consigne requis.

.2 Marquer les positions de réglage de façon permanente; ces dernières ne doivent pas être effacées ni recouvertes d'aucune façon.

1.14 FIN DES OPÉRATIONS D'ERE

.1 Les opérations d'essai, de réglage et d'équilibrage des systèmes ne seront considérées terminées que lorsque le rapport final aura été approuvé par l'ingénieur.

1.15 SYSTÈMES AÉRAULIQUES

.1 Procéder à l'essai, au réglage et à l'équilibrage des systèmes, des appareils, des éléments et des dispositifs de commande/régulation prescrits dans la Division 23 des systèmes, des appareils, des éléments et des dispositifs de commande/régulation suivants :

.2 Les relevés à effectuer porteront notamment sur ce qui suit, selon les systèmes, les appareils, les éléments ou les dispositifs de commande/régulation visés : la vitesse de l'air, la pression statique, le débit, la perte de charge (ou chute de pression), la température (au bulbe sec, au bulbe humide, le point de rosée), la section des conduits d'air, la vitesse de rotation, la puissance appelée, la tension, les niveaux de bruit et de vibration.

.3 Les points de mesure, dans le cas des appareils, seront notamment situés aux endroits suivants, selon le cas :

.1 à l'entrée et à la sortie des registres, des filtres, des batteries de chauffage et de refroidissement, des humidificateurs, des ventilateurs et de tout autre appareil provoquant des changements de conditions;

.2 aux régulateurs et aux dispositifs et appareils commandés.

.4 Les points de mesure, dans le cas des systèmes, seront notamment situés aux endroits suivants, selon le cas : aux conduits d'air principaux, aux conduits de dérivation principaux et secondaires et aux conduits d'alimentation des éléments terminaux (grilles, grilles à registre ou diffuseurs).

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

.1 Section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.

.2 Section 23 05 29 - Supports et suspensions pour tuyauteries et appareils de CVCA.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American Society of Heating, Refrigeration and Air Conditioning Engineers (ASHRAE)

.1 ANSI/ASHRAE/IESNA 90.1 01, SI; Energy Standard for Buildings Except Low Rise Residential Buildings.

.2 American Society for Testing and Materials International, (ASTM)

.1 ASTM B209M 02, Specification for Aluminum and Aluminum Alloy Sheet and Plate (Metric).

.2 ASTM C449/C449M 00, Standard Specification for Mineral Fiber Hydraulic Setting Thermal Insulating and Finishing Cement.

.3 ASTM C553 00, Specification for Mineral Fiber Blanket Thermal Insulation for Commercial and Industrial Applications.

.4 ASTM C612 00a, Specification for Mineral Fiber Block and Board Thermal Insulation.

.5 ASTM C795 92, Specification for Thermal Insulation for Use with Austenitic Stainless Steel.

.6 ASTM C921 92(1998)e1, Standard Specification for Thermal Insulation for Use in Contact with Austenitic Stainless Steel.

.3 Office des normes générales du Canada (CGSB)

.1 CGSB 51 GP 52Ma 89, Enveloppe imperméable à la vapeur et matériau de revêtement pour l'isolant thermique des tuyaux, des conduits et du matériel.

.4 Association canadienne de l'isolation thermique (ACIT), Standards nationaux d'isolation (C1999).

.5 Laboratoires des assureurs du Canada (ULC)

.1 CAN/ULC S102 M88(C2000), Méthode d'essai normalisée; caractéristiques de combustion superficielle des matériaux de construction et des assemblages.

1.3 DÉFINITIONS

.1 Aux fins de la présente section, les définitions suivantes s'appliquent.

.1 Éléments « DISSIMULÉS » : tuyauteries, conduits et appareils mécaniques calorifugés, situés au dessus de plafonds suspendus ou dans des vides de construction inaccessibles.

.2 Éléments « APPARENTS » : éléments qui ne sont pas dissimulés (selon la définition donnée précédemment).

.3 Complexes calorifuges : ensembles constitués, notamment, du calorifuge proprement dit, des dispositifs de fixation et du chemisage.

1.4 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Livrer les matériaux au chantier dans leur emballage d'origine, lequel doit porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du fabricant.

.2 Protéger les matériaux contre les intempéries et les dommages susceptibles d'être causés par la circulation des personnes, du matériel et des véhicules.

.3 Protéger les matériaux contre tout dommage.

.4 Entreposer les matériaux aux températures et dans les conditions recommandées par le fabricant.

1.5 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

.1 Trier et recycler les déchets.

.2 Évacuer du chantier tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Placer tous les matériaux d'emballage dans des bennes appropriées installées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Acheminer les éléments métalliques inutilisés vers une installation de recyclage du métal approuvée par l'ingénieur.

.5 Acheminer les produits adhésifs inutilisés vers un site agréé de collecte des matières dangereuses, approuvé par l'ingénieur.

.6 Il est interdit de déverser des produits adhésifs dans les égouts, dans un cours d'eau, dans un lac, sur le sol ou à tout autre endroit où cela pourrait présenter un risque pour la santé ou pour l'environnement.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 CARACTÉRISTIQUES DE RÉSISTANCE AU FEU

.1 Selon la norme CAN/ULC S102.

.2 Indice de propagation de la flamme : au plus 25.

.3 Indice de pouvoir fumigène : au plus 50.

2.2 MATÉRIAUX CALORIFUGES

.1 Les fibres minérales comprennent la laine de verre, la laine de roche et la laine de laitier.

.2 Le coefficient de conductivité thermique (coefficient « k ») ne doit pas dépasser les valeurs prescrites à une température moyenne de 24°C, selon les essais réalisés conformément à la norme ASTM C335.

.3 Calorifuge portant le numéro de code ACIT C 2 : matelas de fibres minérales conformes à la norme ASTM C553, avec enveloppe pare vapeur posée en usine et conforme à la norme CGSB 51 GP 52Ma selon les indications du tableau présenté à la partie 3 ci-après.

.1 Matelas de fibres minérales : conformes à la norme ASTM C553.

.2 Pare vapeur : conforme à la norme CGSB 51 GP 52Ma.

.3 Coefficient * k + maximal : conforme à la norme ASTM C553.

2.3 CHEMISES

.1 Chemises en toile de canevas

.1 Toile de coton d'une masse surfacique de 220 g/m^2, à armure unie, enduite de colle calorifuge et ignifuge, diluée, selon la norme ASTM C921.

.2 Colle calorifuge : compatible avec le calorifuge.

2.4 PRODUITS ACCESSOIRES

.1 Colle à sceller les chevauchements du pare vapeur

.1 Produit à base d'eau, ignifuge et compatible avec le calorifuge.

.2 Enduit pare vapeur à appliquer sur le calorifuge

.1 Émulsion vinylique de type acrylique, compatible avec le calorifuge.

.3 Chemises en toile de canevas homologuées par les ULC

.1 Toile de coton d'une masse surfacique de 220 g/m², à armure unie, enduite de colle calorifuge et ignifuge diluée selon la norme ASTM C921.

.4 Mastic pare vapeur d'extérieur

.1 Émulsion vinylique de type acrylique, compatible avec le calorifuge.

.2 Toile de renfort en fibres de verre, non enduite, d'une masse surfacique de 305 g/m².

.5 Ruban : en aluminium, auto adhésif, renforcé, d'au moins 50 mm de largeur.

.6 Colle contact : à prise rapide.

.7 Colle pour chemises en toile de canevas : lavable.

.8 Fil d'attache : en acier inoxydable de 1.5 mm de diamètre.

.9 Feuillards de retenue : en acier inoxydable de 0.5 mm d'épaisseur, d'une largeur de 12 mm.

2.5 RUBAN À JOINTS

.1 Ruban de 50 mm de largeur, en fibre de verre, à mailles larges, enduit de polyvinyle.

.2 Produits acceptables : Duro Dyne FT2 ou équivalent approuvé.

2.6 PRODUIT DE SCELLEMENT

.1 Produit de scellement conforme à la norme ANSI/NFPA 90A 1985.

.2 Produit de scellement ayant un indice de propagation de la flamme d'au plus 25 et un indice de pouvoir fumigène d'au plus 50, pouvant être utilisé dans une gamme de températures allant de -68°C à 93°C.

.3 Produits acceptables : Duro Dyne S-2, Foster 30-35.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

.1 Ne poser le calorifuge qu'une fois l'essai du réseau terminé et les résultats certifiées par l'autorité responsable qui aura assisté à l'essai.

.2 S'assurer que les surfaces à recouvrir de calorifuge ou à revêtir d'un enduit de finition sont propres, sèches et exemptes de matières étrangères.

3.2 POSE

.1 Réaliser les travaux selon les exigences des normes nationales pertinentes de l'ACIT.

.2 Poser le calorifuge selon les instructions des fabricants et les indications de dessins.

.3 Si l'épaisseur de calorifuge nominale requise est supérieure à 75 mm, réaliser l'ouvrage en deux couches en décalant les joints.

.4 Poser le pare vapeur et appliquer les enduits de finition sans discontinuité.

.1 Les supports et les suspensions ne doivent pas percer le pare vapeur.

.5 Pour ce qui est des supports et des suspensions, se reporter à la section 23 05 29 - Supports et suspensions pour tuyauteries et appareils de CVCA.

.1 Poser un calorifuge à haute résistance à la compression lorsqu'il est susceptible d'être comprimé par les supports ou les suspensions en raison du poids des conduits.

.6 Poser les dispositifs de fixation à 300 mm d'entraxe dans le sens vertical et dans le sens horizontal, à raison d'au moins deux rangées sur chaque paroi.

3.3 TABLEAU – CALORIFUGEAGE DES CONDUITS D'AIR

.1 Types et épaisseurs de calorifuge : se conformer aux indications du tableau ci-après.

	N° code ACIT	Pare-Vapeur	Épaisseur mm
Conduits d'air chaud ronds ou rectangulaires de reprise et d'extraction d'air apparents 5000 mm avant le capotin	C-2	Oui	2 x 25

3.4 JOINTS

.1 Sceller avec du ruban à joints et un produit de scellement les rives apparentes et les joints bout à bout du revêtement, les vides autour des chevilles ainsi que toutes les parties de revêtement endommagées. Poser le ruban à joints selon les recommandations du fabricant et de la façon qui suit :

.1 Noyer le ruban à joints dans le produit de scellement.

.2 Appliquer deux couches de produit de scellement sur le ruban.

.2 Les parties de revêtement qui sont gravement endommagées devront être remplacées à la discrétion de l'ingénieur.

.3 Poser une bordure en tôle chevauchant sur 15 mm et fixée au conduit sur les extrémités amont et aval de chaque section de conduit.

PARTIE 1.0 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 Contenu de la section

.1 Conduits d'air métalliques à basse pression, matériaux, joints, accessoires et méthodes d'installation connexes.

.2 Sections connexes

.1 Section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.

.2 Section 23 05 29 - Supports et suspensions pour tuyauteries et appareils de CVCA.

.3 Section 23 44 00 - Filtres à air.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers, Inc. (ASHRAE).

.2 American Society for Testing and Materials International, (ASTM).

.1 ASTM A653/A653M 03, Standard Specification for Steel Sheet, Zinc Coated (Galvanized) or Zinc Iron Alloy Coated (Galvannealed) by the Hot Dip Process.

.3 Ministère de la Justice du Canada (Jus).

.1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE), 1999, ch. 33.

.4 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).

.1 Fiches signalétiques (FS).

.5 National Fire Protection Agency Association (NFPA).

.1 NFPA 90A 02, Standard for the Installation of Air-Conditioning and Ventilating Systems.

.6 Sheet Metal and Air Conditioning Contractors' National Association (SMACNA).

.1 SMACNA HVAC Duct Construction Standards - Metal and Flexible, 2nd Edition 2001.

.2 SMACNA HVAC Air Duct Leakage Test Manual, 2001, 1st Edition.

.3 IAQ Guideline for Occupied Buildings Under Construction 1995, 1st Edition.

.7 Transports Canada (TC).

.1 Loi sur le transport des marchandises dangereuses (LTMD), 1992, ch. 34.

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

.1 Soumettre les fiches techniques et les dessins d'atelier requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.

1.4 ASSURANCE DE LA QUALITÉ

.1 Fiabilité des données techniques

.1 Les données tirées des catalogues et de la documentation des fabricants doivent être des données fiables, confirmées par des essais ayant été effectués par les fabricants mêmes ou, en leur nom, par des laboratoires indépendants, et certifiant la conformité des éléments aux exigences des codes et des normes en vigueur.

.2 Plan de gestion de la qualité de l'air intérieur (IAQ)

.1 Élaborer et mettre en application un plan de gestion de la qualité de l'air intérieur (IAQ).

.2 Mettre en application, durant l'étape de la construction, les lignes directrices de la SMACNA relatives à la qualité de l'air dans les bâtiments occupés, et énoncées dans le document intitulé * Indoor Air Quality Guideline for Occupied Buildings under Construction +.

1.5 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Protéger contre les dommages causés par l'humidité les matériaux absorbants mis en oeuvre ou entreposés sur place.

.2 Entreposer et gérer les matières dangereuses.

.3 Gestion et élimination des déchets

.1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi et de leur recyclage.

.2 Évacuer du chantier les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.

.3 Récupérer et trier les emballages et les déposer dans les bennes appropriées disposées sur place aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.

.4 Placer dans des contenants désignés les substances qui correspondent à la définition de déchets toxiques ou dangereux.

.5 Manipuler et éliminer les matières dangereuses conformément à la Loi canadienne sur la protection de l'environnement.

.6 Plier les feuillards de cerclage en métal et en plastique, les aplatir et les placer à l'endroit désigné en vue de leur recyclage.

PARTIE 2.0 - PRODUITS

2.1 CLASSES D'ÉTANCHÉITÉ À L'AIR

.1 La classe d'étanchéité à l'air des conduits doit être déterminée selon les données du tableau ci après.

Pression maximale	Pa	Classe d'étanchéité	(SMACNA)
500		C	
250		C	
125		C	

.2 Classes d'étanchéité

.1 Classe A : joints longitudinaux, joints transversaux, traversées murales et raccordements scellés au moyen d'un produit et d'un ruban d'étanchéité.

.2 Classe B : joints longitudinaux, joints transversaux et raccordements scellés au moyen [d'un produit d'étanchéité, d'un ruban d'étanchéité ou d'une combinaison de ces éléments.

.3 Classe C : joints transversaux et raccordements scellés au moyen de garnitures, d'un produit, d'un ruban d'étanchéité ou d'une combinaison de ces éléments. Joints longitudinaux non scellés.

2.2 PRODUIT D'ÉTANCHÉITÉ

.1 Produit d'étanchéité : pour conduits d'air, à base de polymères, ignifuge, résistant à l'huile et pouvant supporter des températures allant de 30 degrés Celsius à 93 degrés Celsius.

2.3 RUBAN D'ÉTANCHÉITÉ

.1 Ruban d'étanchéité : membrane de fibres de verre, à armure lâche, traitée au polyvinyle, de 50 mm de largeur.

2.4 ÉTANCHÉITÉ DES CONDUITS D'AIR

.1 Selon les exigences formulées dans le HVAC Air Duct Leakage Test Manual de la SMACNA.

2.5 RACCORDS

.1 Fabrication : selon la SMACNA.

.2 Éléments de transition

.1 Éléments divergents : angle d'ouverture d'au plus 20 degrés.

.2 Éléments convergents : angle d'ouverture d'au plus 30 degrés.

2.6 CONDUITS D'AIR EN ACIER GALVANISÉ

.1 Conduits en acier pliable permettant de former des agrafures : selon la norme ASTM A653/A653M, avec zingage Z90.

.2 Épaisseur, fabrication et renforcement : selon l'ASHRAE.

.3 Joints : conformes à l'ASHRAE joints préfabriqués de marque déposée pour conduits d'air.

2.7 SUPPORTS ET SUSPENSIONS

.1 Supports et suspensions : selon SMACNA et la section de devis 23 05 48 pour tuyauteries et appareils de CVCA.

.1 Sangles de suspension : en même matériau que celui utilisé pour le conduit mais de l'épaisseur immédiatement supérieure à celle de ce dernier.

.2 Forme des suspensions : selon l'ASHRAE.

.3 Cornières et tiges de suspension : cornières en acier galvanisé retenues par des tiges en acier galvanisé, selon l'ASHRAE les indications du tableau ci après :

Diam. conduits (mm)	Diam. cornières (mm)	Diam. Tiges (mm)
jusqu'à 750	25 x 25 x 3	6
de 751 à 1050	40 x 40 x 3	6
de 1051 à 1500	40 x 40 x 3	10
de 1501 à 2100	50 x 50 x 3	10
de 2101 à 2400	50 x 50 x 5	10
2401 et plus	50 x 50 x 6	10

.4 Dispositifs de fixation des suspensions

.1 Pour fixation sur la charpente de bois : étriers préfabriqués.

PARTIE 3.0 - EXÉCUTION

3.1 GÉNÉRALITÉS

.1 Exécuter les travaux conformément aux exigences des normes pertinentes de l'ASHRAE.

.2 Éviter d'interrompre la continuité de la membrane pare vapeur du calorifuge en posant les sangles ou les tiges de suspension.

.1 Prolonger le calorifuge des conduits calorifugés sur les sangles de suspension, sur une hauteur de 100 mm.

.3 Poser les joints à brides préfabriqués, de marque déposée, selon les instructions du fabricant.

3.2 SUSPENSIONS

.1 Installer les sangles de suspension conformément aux exigences de la SMACNA.

.2 Munir les cornières de suspension d'écrous de blocage et de rondelles.

.3 Espacer les suspensions selon les exigences de l'ASHRAE :

Diam. des conduits (mm)	Espacement (mm)
jusqu'à 1500	3000
1501 et plus	2500

3.3 CONDUITS ÉTANCHES À L'EAU

.1 Les conduits suivants doivent être étanches à l'eau :

.1 les prises d'air neuf;

.2 Façonner le fond des conduits horizontaux sans y faire de joints longitudinaux.

.1 Souder les joints transversaux des tôles de fond et latérales.

.2 Sceller tous les autres joints au moyen d'un produit de d'étanchéité pour conduits d'air.

3.4 SCELLEMENT

.1 Appliquer le produit d'étanchéité sur la face extérieure des joints, selon les recommandations du fabricant.

.2 Noyer le ruban dans le produit d'étanchéité, puis recouvrir le tout d'au moins une couche du même produit, selon les recommandations du fabricant.

3.5 ESSAIS D'ÉTANCHÉITÉ DES CONDUITS D'AIR

.1 Exécuter les essais d'étanchéité conformément aux exigences formulées dans le HVAC Duct Leakage Test Manual de la SMACNA.

.2 Faire les essais en procédant par tronçon.

.3 Faire les essais préliminaires d'étanchéité (visant à déceler les fuites d'air) selon les instructions, pour vérifier la qualité d'exécution des travaux.

.4 Ne pas poser d'autres conduits tant que les résultats de ces essais préliminaires ne sont pas satisfaisants.

.5 Ne pas calorifuger ni dissimuler les conduits avant d'avoir terminé les essais exigés.

PARTIE 1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 SOMMAIRE

.1 Contenu de la section

.1 Ventilateurs d'usage domestique et les ventilateurs d'évacuation à monter au mur et au plafond.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 Air Conditioning and Mechanical Contractors Association (AMCA)

.1 AMCA 201-02, Fans and Systems.

.2 AMCA 300-2005, Reverberant Room Method for Sound Testing of Fans.

.3 AMCA 301-2005, Methods for Calculating Fan Sound Ratings from Laboratory Test Data.

.4 AMCA 302-73, Application of Sone Ratings for Non-Ducted Air Moving Devices.

.5 AMCA 303-79, Application of Sound Power Level Ratings for Fans.

.2 American National Standards Institute (ANSI)/American Society of Mechanical Engineers (ASME)

.1 ANSI/AMCA 210-1999, Laboratory Methods of Testing Fans for Aerodynamic Performance Rating.

.3 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)

.1 Fiches signalétiques (FS).

1.3 DESCRIPTION DU SYSTÈME

.1 Exigences de performance

.1 Les données techniques tirées de la documentation des fabricants doivent être des données fiables, confirmées par des essais ayant été effectués par les fabricants mêmes, ou en leur nom, par des laboratoires indépendants, et certifiant la conformité des éléments aux exigences des codes et des normes en vigueur.

1.4 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

.1 Dessins d'atelier

.1 Soumettre les dessins d'atelier requis conformément aux prescriptions.

.2 Documents/Éléments à remettre à l'achèvement des travaux

.1 Fournir les fiches d'entretien requises et les joindre au manuel d'entretien.

1.5 ENTRETIEN

.1 Matériaux/Matériels de remplacement

.1 Fournir ce qui suit :

.1 une liste des pièces de rechange recommandées par chaque fabricant, tels le palier et les garnitures d'étanchéité;

.2 l'adresse des fournisseurs où l'on peut se procurer les pièces de rechange;

.3 une liste des outils spéciaux nécessaires au réglage, à la réparation et au remplacement des pièces.

PARTIE 2.0 PRODUITS

2.1 VENTILATEURS - GÉNÉRALITÉS

.1 Normes de référence

.1 Norme AMCA 201 relative aux ventilateurs.

.2 Norme AMCA 302 relative aux niveaux sonores établis pour les appareils aérauliques non reliés à des conduits d'air.

.3 Norme AMCA 303 relative aux niveaux de puissance acoustique établis pour les appareils aérauliques reliés à des conduits d'air.

.4 Normes ANSI/AMCA 210 relatives au rendement des ventilateurs.

.2 Le niveau de puissance acoustique doit être conforme à la norme AMCA 301, selon des essais menés conformément à la norme AMCA 300.

.3 Niveau sonore maximal : 5 sones.

2.2 VENTILATEURS D'ÉVACUATION À MONTER AU MUR/AU PLAFOND

.1 Ventilateurs : centrifuges, à entraînement direct pouvant être montés au plafond, à boîtier métallique zingué de forme rectangulaire.

.2 Débit : selon les indications.

.3 Commande : par interrupteur à deux positions.

.4 Collet de raccordement au conduit d'air : sur le côté, de 150 mm de diamètre, avec clapet antirefoulement incorporé.

.5 Capotin antirafale : muni d'un clapet antirefoulement à ressort antagoniste, avec joint d'étanchéité en néoprène.

.6 Grille : blanche, en matière polymère.

PARTIE 3.0 EXÉCUTION

3.1 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

.1 Conformité : se conformer aux exigences, aux recommandations et aux spécifications écrites du fabricant, y compris à tout bulletin technique disponible, aux instructions relatives à la manutention, à l'entreposage et à l'installation des produits, et aux indications des fiches techniques.

3.2 INSTALLATION

.1 Installer les appareils selon les recommandations du fabricant.

3.3 BOULONS D'ANCRAGE ET GABARITS DE MONTAGE

.1 Fournir les boulons d'ancrage et les gabarits de montage, lesquels seront posés aux termes d'autres divisions.

.2 Utiliser des boulons d'ancrage de grosseur appropriée afin qu'ils puissent résister aux sollicitations sismiques (vitesse et accélération) précisées à la section 23 05 48.

3.4 NETTOYAGE

.1 Une fois les travaux d'installation et le contrôle de la performance terminés, évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement.

Annexe 1

Liste de contrôle des dessins d'atelier, documents et essais

GROUPE-CONSEIL
TDA

LISTE DES DESSINS D'ATELIER, DOCUMENTS ET ESSAIS

PROJET : Poste de chloration d'appoint St-Georges – Ville de Baie-Comeau

N/D : 3143-44 DISCIPLINE : Mécanique MISE À JOUR LE :

Type : **A** échantillons
B dessins d'atelier
C essais
D documents exigés

Légende : **1** Fournir tel que proposé
2 Fournir avec modifications indiquées
3 Refusé, à resoumettre
4 Incomplet, soumettre les dessins ou documents manquants

Note : Cette liste n'est pas exhaustive

N°	Section devis/plans	Type	Description	Reçu	Retour à entr.	Remarques (voir légende)
	10 44 20	B	Extincteur			
	22 05 05	B	Identification des réseaux et appareils			
	22 05 21	B	Manomètre			
		B	Thermomètre			
	22 07 20	B	Calorifuge de tuyauterie			
	22 08 01	C	Essais de tuyauterie			
	22 11 18	B-C	Tuyauterie			
		B	Robinet à tournant sphérique			
	22 11 19	B-C	Tuyauterie d'alimentation en eau en plastique			
		B	Robinet à tournant sphérique			
	22 13 18	B-C	Tuyauterie de drainage en plastique			
	22 30 05	B	Chauffe-eau			
	22 42 01	B	Regard de nettoyage			
		B	Antibélier			
		B	Robinet de puisage			
		B	Dispositif antirefoulement			
		B	Réceptacle pour chauffe-eau			
		B	Réservoir de drainage			
	22 42 02	B	Évier et robinetterie			
		B	Douche oculaire et accessoires			
		B	Mitigeur			

N°	Section devis/plans	Type	Description	Reçu	Retour à entr.	Remarques (voir légende)
	22 45 00	B	Pompe			
		B	Panneau de mesure et ses composantes			
		B	Débitmètre			
		B	Réservoir			
		B	Tube			
	23 05 93	D	Rapport de balancement			
	23 07 13	B	Calorifuge conduit d'air			
	23 34 24	B	Ventilateur			
		B	Capotin			

SECTION « E »
FORMULE DE SOUMISSION

Ville de Baie-Comeau

Appel d'offres No 2021-04

FORMULE DE SOUMISSION

POSTE DE CHLORATION D'APPOINT
SECTEUR ST-GEORGES

Soumissionnaire: _____

Siège social: _____

_____

Propriétaire: **Ville de Baie-Comeau**
19, av. Marquette
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1K5

Att.: M^e^ Annick Tremblay, greffière

Nous, soussignés, offrons par la présente à la Ville de Baie-Comeau, de fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, l'outillage, l'équipement, les outils, les accessoires et les services nécessaires pour exécuter suivant les règles de l'art, dans les limites de temps fixées, tous les travaux tels que décrits au présent document d'appel d'offres.

Nous reconnaissons avoir pris connaissance, s'il y a lieu, de(s) l'addenda suivant(s):

Addenda No	**Date**	**Initiales**

émis et joint(s) au présent document d'appel d'offres.

En présentant cette soumission, nous reconnaissons le droit à la Ville de Baie-Comeau d'accepter ou de refuser n'importe laquelle des soumissions reçues.

Nous nous engageons à exécuter tous les travaux ci-haut mentionnés en contrepartie du montant total de:

_____

_____ ($)

Le prix soumis devra inclure la taxe de vente fédérale (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ) mais tous les autres frais, taxes et droits seront à la charge de l'entrepreneur et réputés inclus au prix soumissionné tel que détaillé au bordereau de soumission ci-joint et selon les prescriptions du cahier des clauses administratives particulières.

Soumission compétitive

Nous certifions que notre soumission a été préparée sans qu'il y ait eu communication, échange ou comparaison de chiffres, ou préarrangement avec toute personne ou compagnie présentant une soumission relative au présent document d'appel d'offres et que notre soumission est juste et n'a donné lieu à aucune entente secrète.

1.0 CONDITIONS GÉNÉRALES

Le/les soussigné(s) conviennent et certifient :

1.1 Que le prix soumis n'est pas sujet à des modifications par suite de changement dans les coûts de matériel et de la main-d'œuvre et qu'il inclut toutes assurances et permis et autres dépenses incidentes requises pour accomplir lesdits travaux.

1.2 Que je/nous avons reçu tous les documents se rapportant à cette soumission, comprenant devis, plans et les conditions générales du contrat, et que nous les considérons satisfaisants.

1.3 Que je/nous engageons à respecter toutes les conditions et spécifications apparaissant auxdits documents et plans.

1.4 Que lorsqu'il y aura manque de concordance entre les montants exprimés en chiffres et en lettres, ceux exprimés en lettres seulement seront considérés.

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres nº 2021-04
BORDEREAU DES QUANTITÉS ET DES PRIX
SOUMISSION
POSTE DE CHLORATION D'APPOINT
SECTEUR ST-GEORGES

Item	Description	Quantité	Unité	Prix unitaire	Total
1.	**Électricité**				
1.1	Modification de la distribution électrique				$
1.2	Électricité de bâtiment				$
1.3	Fourniture du panneau de contrôle et boîte de jonction				$
1.4	Contrôle, automatisation et instrumentation				$
2.	**Mécanique**				
2.1	Plomberie bâtiment				$
2.2	Plomberie traitement				$
2.3	Ventilation				$
3.	**Civil**				
3.1	Excavation et remblayage				$
3.2	Fondation et dalle				$
3.3	Bâtiment (architecture et structure)				$
				TOTAL :	**$**
				T.P.S (5 %) :	$
				T.V.Q (9,975 %) :	$
				MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION (avec taxes) :	**$**

Compte-rendu de qualification

a) Nous soumettons ci-après une liste des contrats en cours de réalisation par notre entreprise.

Description	**Valeur**	**Propriétaire**

b) Nous soumettons ci-après une liste des contrats que notre entreprise a complétés au cours des cinq(5) dernières années :

Description	**Valeur**	**Propriétaire**

Liste des sous-traitants

c) Nous vous soumettons ci-après la liste des sous-traitants à qui nous proposons de confier des sous-contrats :

Nom	**Nature du travail**	**Coût approximatif**

Raison sociale du soumissionnaire

Nom :

_____

Adresse du siège social :

_____

_____

Téléphone :

_____

Par :

_____

(caractères d'imprimerie)

_____

(signature)

Fonction :

_____

Date :

_____

SECTION F – ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

1.0 Conformément au Règlement sur les contrats de construction des organismes municipaux, tout entrepreneur intéressé à conclure avec la Ville de Baie-Comeau un contrat de construction comportant une dépense de 25 000 $ ou plus doit détenir une attestation de Revenu Québec. L'entrepreneur doit fournir l'attestation de Revenu Québec avec sa soumission.

De même, tout entrepreneur qui, en tant que sous-entrepreneur, conclut avec un autre entrepreneur un contrat de construction d'une valeur de 25 000 $ ou plus doit détenir une attestation de Revenu Québec lorsque ce contrat se rattache directement à un contrat visé au premier alinéa conclu par cet autre entrepreneur.

2.0 L'attestation de l'entrepreneur visé au premier alinéa de l'article 1.0 ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions, ni après ces date et heure, ou s'il s'agit d'un contrat conclu de gré à gré, plus de 90 jours avant le jour de la conclusion du contrat.

L'attestation du sous-entrepreneur visé au deuxième alinéa de l'article 1.0 ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date limite fixée pour la réception des soumissions relatives au contrat visé au premier alinéa de l'article 1.0, ni après le jour de la conclusion du sous-contrat, ou si le contrat visé au premier alinéa de l'article 1.0 est conclu de gré à gré, plus de 90 jours avant le jour de la conclusion du sous-contrat.

3.0 L'entrepreneur visé au premier alinéa de l'article 1.0 doit, avant de conclure un contrat avec un sous-entrepreneur visé au deuxième alinéa de l'article 1.0, obtenir une copie de son attestation et s'assurer qu'elle est conforme au deuxième alinéa de l'article 2.0.

4.0 L'entrepreneur visé au premier alinéa de l'article 1.0, à qui un contrat de construction a été octroyé par la Ville de Baie-Comeau doit, avant le début des travaux, transmettre à la Ville de Baie-Comeau une liste indiquant, pour chaque sous-contrat visé au deuxième alinéa de l'article 1.0, les informations suivantes :

1- le nom et l'adresse du sous-entrepreneur;

2- le montant et la date du sous-contrat;

3- le numéro ainsi que la date de délivrance de l'attestation de Revenu Québec détenue par le sous-entrepreneur.

L’entrepreneur qui, après le début des travaux, contracte avec un sous-entrepreneur dans le cadre de l’exécution du contrat visé au premier alinéa doit en aviser la Ville de Baie-Comeau en lui produisant une liste modifiée avant que ne débutent les travaux confiés à ce sous-entrepreneur.

5.0 Le défaut par un entrepreneur visé à l’article 1.0 de ne pas fournir son attestation avec sa soumission ou s’il transmet une attestation de Revenu Québec qui contient des renseignements faux ou inexacts, s’il produit lui-même l’attestation d’un tiers ou déclare faussement qu’il ne détient pas l’attestation requise pourra entraîner le rejet de sa soumission.

SECTION « G »
CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

TABLE DES MATIÈRES

1.0 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS G-1
- 1.1 Définitions G-1
- 1.2 Interprétation G-2
- 1.3 Communications G-3
- 1.4 Conditions du sous-sol G-4
- 1.5 Ouvrages existants G-4
- 1.6 Plans et devis G-5

2.0 ENTREPRENEUR G-5
- 2.1 Mandat G-5
- 2.2 Cession G-5
- 2.3 Sous-traitants G-5

3.0 LOIS, APPLICATIONS ET EXEMPTIONS G-6
- 3.1 Lois G-6
- 3.2 Permis G-6
- 3.3 Taxes G-6
- 3.4 Exemptions, subventions et rabais G-7
- 3.5 Brevets et instances de brevet G-7
- 3.6 Douanes G-8

4.0 TRAVAUX G-8
- 4.1 Autorité du professionnel G-8
- 4.2 Réunion de chantier G-9
- 4.3 Bureaux de chantier G-9
- 4.4 Exécution des travaux G-9
- 4.5 Services temporaires et permanents G-10
- 4.6 Alignements et niveaux G-10
- 4.7 Dessins d'exécution et d'assemblage G-10
- 4.8 Calendrier des travaux G-11
- 4.9 Marche des travaux G-11
- 4.10 Modifications des travaux G-13
- 4.11 Suspension des travaux G-14
- 4.12 Travaux simultanés G-15
- 4.13 Circulation G-15
- 4.14 Travaux défectueux G-16

5.0 MAIN-D'OEUVRE ET SALAIRE G-16
- 5.1 Représentant de l'entrepreneur G-16
- 5.2 Personnel de l'entrepreneur G-17
- 5.3 Heures supplémentaires de travail G-17
- 5.4 Changement de coût de la main-d'oeuvre G-17

6.0 MATÉRIAUX G-18
6.1 Matériaux spécifiés G-18
6.2 Conformité aux normes G-18
6.3 Matériaux équivalents G-18
6.4 Contrôle qualitatif G-18

7.0 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR G-19
7.1 Dommages ou accidents G-19
7.2 Loi sur les accidents du travail G-19
7.3 Explosifs G-20
7.4 Protection de l'environnement G-20
7.5 Structures, ouvrages existants et biens d'utilité publique G-20
7.6 Occupation d'immeubles appartenant aux tiers G-20
7.7 Mesures d'urgence G-20
7.8 Réclamation par des tiers et privilèges G-21
7.9 Avis aux salariés et aux fournisseurs de biens et services G-21

8.0 SÉCURITÉ ET PROPRETÉ G-21
8.1 Sécurité et protection G-21
8.2 Disposition des objets, matières, produits et autres G-22
8.3 Affiches G-22
8.4 Propreté des lieux G-22

9.0 PAIEMENTS — GARANTIE — RÉCEPTION G-22
9.1 Décompte progressif G-22
9.2 Retenues G-23
9.3 Paiement des matériaux G-23
9.4 Réception provisoire des ouvrages G-23
9.5 Mise à disposition d'ouvrages ou travaux avant l'exécution complète du marché G-24
9.6 Décompte définitif G-25
9.7 Période de garantie des travaux reçus provisoirement G-26
9.8 Réception définitive G-27

10.0 DÉFAUT — RÉSILIATION — RÉCLAMATION G-27
10.1 Défaut dû à l'entrepreneur G-27
10.2 Résiliation du marché G-28
10.3 Réclamation G-29

11.0 DISTRICT JUDICIAIRE.....G-30

12.0 INTERPRÉTATION.....G-30

ANNEXE A (PROCÉDURES D'ARBITRAGE) G-31

1.0 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

1.1 DÉFINITIONS

Tous les termes employés dans ce présent document ont leur application tant au masculin qu'au féminin.

Au sens du présent document et à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.1.1 Maître de l'ouvrage : La Ville de Baie-Comeau ci-après appelée la Ville.

1.1.2 Personne responsable du marché : mandataire du maître de l'ouvrage ou personne physique désignée par le maître de l'ouvrage pour le représenter dans l'exécution du marché.

1.1.3 Professionnel : personne physique ou morale qui, pour sa compétence technique, est chargée par la Ville de vérifier l'exécution des travaux et de proposer leur réception et leur règlement.

Note : Si le professionnel est une personne morale, il désigne une personne physique qui a seule qualité pour le représenter.

1.1.4 Ingénieur : désigne l'ingénieur municipal de la Ville de Baie-Comeau ou son représentant.

1.1.5 Documents : tout document énuméré à l'article 1.2.1 des clauses administratives.

1.1.6 Marché : ensemble des documents énumérés à l'article 1.2.1 des clauses administratives ainsi que la résolution de la Ville acceptant la soumission de l'entrepreneur, sans autre formalité.

1.1.7 Entrepreneur : l'adjudicataire, ses représentants, ses successeurs ou ayant droit, comme partie contractante avec la Ville et qui a la responsabilité de l'exécution de l'ensemble des travaux à titre de maître d'oeuvre.

1.1.8 Matériel : ensemble des outils, de l'outillage, des instruments, des appareils, des machines, des véhicules, des bâtiments et des ouvrages nécessaires à l'exécution ou à l'entretien des travaux et qui ne sont pas incorporés aux ouvrages.

1.1.9 Matériau : tout ce qui doit être incorporé aux ouvrages ou qui y est incorporé selon les exigences des documents.

1.1.10 Chantier : emplacement où sont exécutés les travaux, ou qui est spécifiquement désigné aux plans.

1.1.11 **Sous-traitant :** personne physique ou morale choisie par l'entrepreneur pour exécuter une partie des travaux.

1.1.12 **Fournisseur :** personne physique ou morale choisie par l'entrepreneur ou ses sous-traitants pour vendre, louer ou fournir des matériaux ou du matériel destinés exclusivement à l'ouvrage.

1.2 INTERPRÉTATION

1.2.1 Les obligations et responsabilités de la Ville envers l'entrepreneur sont définies explicitement dans le contrat et la Ville n'assume aucune obligation ou responsabilité implicite ou tacite.

Le marché tel que défini à l'article intitulé « Définitions » de l'article précédent remplace toutes les communications, négociations et ententes, écrites ou verbales, qui ont précédé sa date de notification.

Toutes les pièces du contrat se complètent mutuellement et tout ce qui figure dans l'une ou l'autre de ces pièces fait partie du contrat.

Les divers documents ou pièces du contrat sont interprétés les uns par rapport aux autres suivant l'ordre ci-après :

1) les addendas;

2) la formule de soumission, le bordereau des prix et tout autre écrit accompagnant la soumission et demandé par la Ville;

3) l'avis aux soumissionnaires;

4) les plans et dessins fournis à l'entrepreneur en vue de la soumission;

5) le document des clauses administratives particulières;

6) le document des clauses administratives générales;

7) le document des garanties et assurances;

8) le document des clauses techniques particulières;

9) le document des clauses techniques générales;

10) les dessins normalisés.

1.2.2 Les dimensions chiffrées et les dessins de détail à plus grande échelle[2] prévalent sur les grandeurs non cotées des dessins à l'échelle et sur ceux à plus petite échelle.

2. ISO 1047-1973, art. 3.3 : « Une échelle est d'autant plus grande que le nombre qui figure au dénominateur est plus petit ».

1.2.3 Les normes données en référence dans les documents sont considérées comme en faisant partie, au même titre que si elles y étaient incluses entièrement.

1.2.4 La signification des symboles des unités utilisées dans les documents du présent marché est celle définie dans la norme BNQ 9990-901, « Unités de mesure du système international (SI) – Définitions ».

1.2.5 Le professionnel décide de toutes les questions pouvant survenir relativement à l'interprétation des documents contractuels, en vue de l'exécution du marché. Il communique ses décisions par écrit à l'entrepreneur qui doit s'y conformer.

1.2.6 La continuation des travaux, lorsque l'entrepreneur n'est pas d'accord avec la décision du professionnel, ne constitue pas une renonciation de l'entrepreneur à ses droits et recours, si celui-ci a donné avis de son désaccord. Cet avis doit être donné dans les dix (10) jours de la réception de l'avis de la décision rendue par le professionnel; l'entrepreneur doit y exposer sommairement les raisons de son désaccord.

1.2.7 Le règlement des différends se fait par le tribunal compétent à moins que les parties s'entendent pour procéder par arbitrage (voir annexe A).

1.2.8 Si, après avoir correctement compris et interprété le marché, les instances de règlement des différends prévues à l'article 1.2.7 établissent que ladite décision du professionnel crée pour l'entrepreneur une obligation additionnelle par rapport au marché, la Ville paie ou rembourse à l'entrepreneur tous les frais résultant de cette nouvelle obligation.

1.3 COMMUNICATIONS

Toute communication concernant le contrat entre le professionnel et l'entrepreneur doit être établie ou confirmée par écrit, en langue française. Lorsqu'une communication verbale du maître d'oeuvre constitue, de l'avis de l'entrepreneur, un changement au contrat pouvant en affecter les prix ou les délais ou modifier les obligations ou responsabilités des contractants, l'entrepreneur doit immédiatement exposer au professionnel par écrit les conséquences d'un tel changement et lui demander de confirmer sa communication par écrit.

Le professionnel ne prend en considération aucune demande ou réclamation fondées sur des communications verbales non ainsi confirmées ou non conformes à l'article intitulé « Modifications des travaux » de l'article 4.10.

Les communications écrites entre les parties doivent être adressées aux représentants respectifs des parties. Toute réponse à une communication doit être faite à l'endroit de l'origine de la communication. Ces communications peuvent être transmises par la poste, par courriel, télécopiées ou remises de main à main.

Toute communication écrite du professionnel à l'entrepreneur est considérée comme ayant été dûment transmise si celle-ci est mise à la poste, envoyée par courriel ou télécopiée, déposée à l'adresse indiquée dans la soumission ou à toute autre adresse indiquée depuis par l'entrepreneur ou à l'adresse de son représentant au chantier, ou si cette communication est remise de main à main au représentant de l'entrepreneur au chantier.

Une communication envoyée par courriel ou télécopiée, transmise aux lieux précédemment mentionnés, ou remise de main à main est considérée comme ayant été reçue le jour même.

Une communication mise à la poste est considérée comme reçue le jour de sa réception réelle par le destinataire ou le troisième jour après sa mise à la poste, en retenant celle des deux dates qui est antérieure à l'autre, sans qu'il soit fait de distinction entre les jours ouvrables et les jours fériés.

1.4 CONDITIONS DU SOUS-SOL

1.4.1 La Ville peut inclure une étude géotechnique dans les documents de soumission.

1.4.2 Si les conditions réelles du sous-sol varient de façon significative des informations ponctuelles (dans le temps et dans l'espace) fournies dans l'étude géotechnique, la Ville procède à un ajustement des coûts, s'il y a lieu. Cet ajustement, en plus ou en moins, se calcule suivant les modalités décrites à l'article 4.10 « Modifications des travaux ».

1.4.3 Dans le cas où la Ville n'inclut pas une étude géotechnique dans les documents de soumission et que les conditions du sous-sol exigent des modifications aux plans et devis, la Ville procède à un ajustement des coûts, s'il y a lieu. Cet ajustement, en plus ou en moins, se calcule suivant les modalités décrites à l'article 4.10 « Modifications des travaux ».

1.5 OUVRAGES EXISTANTS

1.5.1 Avant de commencer ses excavations, l'entrepreneur doit communiquer avec les organismes concernés pour faire repérer sur le terrain les conduites souterraines existantes, qu'elles soient montrées ou non aux plans.

Il est responsable des dommages causés à ces conduites ou à ces structures souterraines.

1.5.2 L'entrepreneur doit protéger contre tous dommages les objets ou vestiges ayant un caractère artistique, historique ou archéologique, qui pourraient se trouver dans l'emprise du chantier ou du voisinage. De plus, l'entrepreneur doit aviser le professionnel de toute découverte et s'abstenir de tout travail qui pourrait les endommager ou les détruire, jusqu'à ce qu'il ait obtenu l'autorisation formelle du professionnel de reprendre le travail. L'objet de telle découverte, quel qu'il soit, est la propriété exclusive de la Ville.

1.6 PLANS ET DEVIS

À l'adjudication du marché, le professionnel remet à l'entrepreneur, sans frais, trois (3) copies papier des plans et devis et un CD du projet.

Toute copie supplémentaire réclamée par l'entrepreneur sera facturée aux montants prévus au Règlement 2011-798 de la Ville de Baie-Comeau concernant la tarification.

2.0 ENTREPRENEUR

2.1 MANDAT

L'entrepreneur doit lui-même assumer la direction générale des travaux et en a l'entière responsabilité.

2.2 CESSION

Sous réserve des dispositions de l'article 2.3 (sous-traitants) l'entrepreneur ne peut faire cession du marché en tout ou en partie sans l'autorisation de la Ville.

2.3 SOUS-TRAITANTS

Si l'entrepreneur désire faire exécuter des travaux par des sous-traitants, il doit se conformer aux conditions énumérées ci-dessous.

2.3.1 L'entrepreneur doit soumettre à la Ville pour information, dans les quinze (15) jours de l'adjudication, une liste complète et détaillée des sous-traitants, avec une copie de leur licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, ainsi qu'une description des travaux qu'ils doivent exécuter. Il doit en tout temps fournir à la demande de la Ville tous les renseignements supplémentaires sur ces sous-traitants.

L'entrepreneur doit aviser la Ville de toutes modifications à cette liste.

2.3.2 La modification de cette liste n'a pas pour effet de modifier le marché, ni de créer aucun lien contractuel entre la Ville et les sous-traitants, ni de relever l'entrepreneur des obligations découlant du marché.

2.3.3 L'entrepreneur demeure responsable de tout acte ou toute omission des sous-traitants et assume l'entière coordination des travaux exécutés par eux.

2.3.4 L'entrepreneur s'engage à lier les sous-traitants à toutes les dispositions du marché ayant trait à leurs travaux et à leurs obligations.

2.3.5 L'entrepreneur doit remettre au sous-traitant qui en fait la demande, une copie du cautionnement pour gages, matériaux et services requis pour le marché.

2.3.6 L'entrepreneur ne doit engager que des sous-traitants possédant la licence de la Régie du bâtiment du Québec valide dans la ou les catégories requises.

3.0 LOIS, APPLICATIONS ET EXEMPTIONS

3.1 LOIS

L'entrepreneur doit se conformer à toutes les lois et ordonnances et à tous les règlements et décrets des gouvernements du Canada, du Québec ou des municipalités et de leurs organismes, s'appliquant aux travaux qu'il exécute.

3.2 PERMIS

L'entrepreneur doit se procurer, à ses frais, tous les permis requis pour l'exécution du contrat et tous les certificats précisés dans les clauses particulières. Dans tous les cas, l'entrepreneur doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces permis et certificats.

3.3 TAXES

L'entrepreneur est tenu de payer toutes les taxes requises qui sont en vigueur au moment de la soumission. Les prix unitaires ou forfaitaires soumis par l'entrepreneur au bordereau de soumission et lors de modifications de travaux selon l'article 4.10 doivent comprendre toutes les taxes à l'exclusion de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente provinciale (TVQ).

La TPS applicable aux travaux est payable en sus par la Ville au fur et à mesure de la présentation des décomptes progressifs. A cet effet, le montant de la TPS est calculé sur le montant net des travaux exécutés figurant au décompte tel que corrigé, s'il y a lieu, lequel montant étant diminué des acomptes déjà versés et de la retenue de garantie.

Le montant de la TPS doit figurer de façon distincte sur le bordereau de soumission et les décomptes, et l'entrepreneur doit indiquer son numéro d'enregistrement à la TPS.

Le montant de la TVQ est calculé sur le montant net des travaux exécutés figurant au décompte tel que corrigé, s'il y a lieu, lequel montant étant diminué des acomptes déjà versés de la retenue de garantie et additionné de la TPS. Le montant de la TVQ doit aussi figurer de façon distincte sur le bordereau de soumission et les décomptes.

La TVQ applicable aux travaux est payable en sus par la Ville selon les modalités de la loi.

De plus, l'entrepreneur doit indiquer ses numéros d'enregistrement sur tout décompte progressif ou toute autre facturation transmis au professionnel.

3.3.1 Si les taxes augmentent après la date limite de réception des soumissions, la différence est payée à l'entrepreneur, et si elles diminuent, la différence est déduite, par la Ville, de toutes sommes dues ou qui seront dues à l'entrepreneur en vertu du marché.

De plus, si après la date limite de réception des soumissions de nouvelles taxes ou de nouveaux modes de taxation font que des sommes supplémentaires deviennent dues à l'entrepreneur ou que la Ville ait droit à des crédits, ces sommes sont, selon le cas, payées à l'entrepreneur ou déduites par la Ville de toutes sommes dues ou qui seront dues à l'entrepreneur en vertu du marché.

L'entrepreneur doit soumettre à la Ville tous les documents nécessaires à l'établissement de ces réclamations.

L'entrepreneur doit produire ses réclamations au moment de la demande de l'acceptation provisoire des ouvrages, et ce, sans délai.

3.3.2 Si une attestation des conditions d'utilisation de marchandises est nécessaire pour permettre à l'entrepreneur de bénéficier de remboursements de taxes, la Ville la lui fournira sur demande écrite. Il est entendu que cette attestation n'engage en aucune manière la responsabilité de la Ville quant au bien-fondé ou au montant de la réclamation de l'entrepreneur.

3.3.3 Si certaines taxes doivent être récupérées par la Ville seulement, l'entrepreneur doit fournir, sur demande, à celui-ci ou aux autorités compétentes tous les renseignements et données nécessaires pour permettre à la Ville de bénéficier du remboursement de ces taxes.

3.4 EXEMPTIONS, SUBVENTIONS ET RABAIS

3.4.1 Lorsque la Ville a droit à des exemptions, des subventions ou des rabais, ou peut bénéficier de prêts ou de formules de partage des coûts, l'entrepreneur doit fournir, sur demande, tous les renseignements et données nécessaires à ces fins à la Ville ou aux autorités compétentes.

3.4.2 Si une telle demande doit être faite au nom de l'entrepreneur, celui-ci doit la faire en temps utile aux autorités compétentes et s'engager à remettre le montant ainsi obtenu à la Ville, qui en est le propriétaire.

3.4.3 L'entrepreneur doit rembourser la Ville de toute perte que ce dernier peut subir directement ou indirectement par suite du défaut, par l'entrepreneur, d'accomplir les obligations découlant de cet article.

3.5 BREVETS ET INSTANCES DE BREVET

3.5.1 L'entrepreneur doit payer les redevances, brevets et permis nécessaires à l'exécution du marché. Il garantit la Ville des revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins, modèles et marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

3.5.2 Il appartient à l'entrepreneur d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires qui permettront en outre à la Ville de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations ou tous les travaux d'entretien requis.

3.5.3 La Ville garantit l'entrepreneur des revendications des tiers autres que le fournisseur concernant les brevets, licences, dessins, modèles et marques de fabrique ou de commerce, dont l'utilisation lui est imposée par le marché. Il appartient à la Ville d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires.

3.5.4 Les stipulations de l'article précédent ne sont pas applicables si le marché spécifie que les brevets, licences, dessins, modèles et marques de fabrique ou de commerce ont été proposés par l'entrepreneur.

3.6 DOUANES

3.6.1 L'entrepreneur est tenu de payer tous les droits de douane, portuaires ou autres requis. Conséquemment, il doit les inclure dans son prix de soumission.

3.6.2 Si les droits de douane, portuaires ou autres augmentent après la date limite de réception des soumissions, la différence est payée à l'entrepreneur, et si elles diminuent, la différence est déduite, par la Ville, de toutes sommes dues ou qui seront dues à l'entrepreneur en vertu du marché.

3.6.3 L'entrepreneur doit produire les réclamations fondées sur cette clause dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception provisoire des ouvrages.

3.6.4 L'entrepreneur doit soumettre à la Ville tous les documents nécessaires à l'établissement de ces réclamations.

4.0 TRAVAUX

4.1 AUTORITÉ DU PROFESSIONNEL

4.1.1 Le professionnel a l'autorité et les pouvoirs requis pour vérifier l'exécution du présent marché, traiter et disposer de toute matière afférente à celui-ci et exiger que l'entrepreneur se conforme à toutes les prescriptions dudit marché; sans limiter la portée générale de ce qui précède, il a particulièrement l'autorité pour :

a) refuser tout matériau, matériel, procédé ou produit employés non conformes aux prescriptions des plans et devis;

b) refuser les ouvrages non conformes aux documents et ordonner, suivant le cas, leur démolition, réfection ou remplacement. Les travaux ainsi exécutés sont aux frais de l'entrepreneur;

c) ordonner l'arrêt immédiat des travaux s'il juge que la sécurité de ces travaux ou celle du personnel ou du public est en jeu, ou que les conditions atmosphériques compromettent la qualité des travaux ou qu'un tel arrêt est nécessaire pour toute autre raison justifiée.

4.1.2 Le professionnel a le droit, en tout temps, de se rendre au chantier, ainsi qu'à tous les lieux qui ont trait aux travaux tels que les ateliers, dépôts, magasins, usines, etc.; l'entrepreneur s'engage à lui en faciliter l'accès et à lui obtenir les mêmes possibilités auprès de ses sous-traitants et fournisseurs.

4.2 RÉUNION DE CHANTIER

Au début du chantier, le professionnel réunit tous les intervenants pour une réunion de chantier. S'il le juge opportun, ou à la demande d'un des intervenants il peut organiser d'autres réunions.

Le professionnel rédige un procès-verbal de chaque réunion. Les parties disposent d'une période de dix (10) jours après réception du procès-verbal pour faire connaître les corrections qu'elles désirent apporter. À défaut par les parties de signifier par écrit leurs intentions en regard dudit procès-verbal, celui-ci est considéré comme accepté et fait preuve de son contenu. Lors de la première réunion, les parties peuvent s'entendre pour établir d'autres modalités pour l'acceptation des procès-verbaux.

4.3 BUREAUX DE CHANTIER

S'il est exigé par la Ville à la section « Clauses administratives particulières » l'entrepreneur doit ériger sur le chantier, à l'usage exclusif de la Ville ou du professionnel et pour la durée des travaux, un bureau d'une superficie minimale de quinze (15) mètres carrés, avec table pour examen de plans, support pour plans, tablettes et chaises. Ce bureau doit être favorablement situé, convenablement équipé, éclairé, chauffé lorsque c'est nécessaire, et maintenu propre et en ordre.

Si les besoins du chantier l'exigent, l'entrepreneur doit également ériger et maintenir, pour son usage, un bureau de chantier.

Ces bureaux peuvent être dans la même bâtisse si les superficies sont respectées.

Les dépenses relatives à ces bureaux de chantier seront réputées incluses au prix soumissionné.

4.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX

4.4.1 La construction, l'installation et l'exécution des travaux et des ouvrages doivent être conformes aux documents, ainsi qu'aux ordres transmis par le professionnel après l'adjudication.

4.4.2 L'entrepreneur est tenu de faire tous les menus travaux qui, bien qu'ils ne soient pas spécifiés dans les documents, sont usuels et nécessaires au parachèvement des divers ouvrages requis par le marché, afin que lesdits ouvrages soient conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

4.5 SERVICES TEMPORAIRES ET PERMANENTS

À moins d'indications contraires aux clauses administratives particulières, l'Entrepreneur doit, dès le début des travaux, assurer tous les besoins du chantier et des riverains en alimentation en eau potable, en gestion des eaux usées, en électricité, chauffage, communications et autres services s'il y a lieu.

L'entrepreneur assume l'installation, l'entretien et les coûts d'utilisation des services temporaires jusqu'à la fin des travaux et les coûts d'utilisation des services permanents installés en exécution du contrat jusqu'à la réception provisoire des travaux.

4.6 ALIGNEMENTS ET NIVEAUX

4.6.1 Le professionnel doit placer sur le chantier ou fournir les informations relatives aux points de repère (bornes d'arpentage, repères géodésiques) indiqués sur les plans, qui sont nécessaires à l'exécution de l'ouvrage. En temps opportun, l'entrepreneur doit demander au professionnel de placer ces repères.

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur doit préserver ces repères. S'ils sont faussés ou détruits par quelque cause que ce soit, le professionnel les rétablit par un arpenteur-géomètre aux frais de l'entrepreneur, sauf si ladite cause est le fait de la Ville.

4.6.2 L'entrepreneur doit lui-même, à ses frais, établir les alignements et les niveaux du projet à partir des points de repère placés par le professionnel sur le chantier, et fournir à ce dernier tous les moyens nécessaires et possibles pour vérifier l'ouvrage. De même, il doit conserver tous les points de repère jusqu'à ce que l'ouvrage soit complété à la satisfaction de la Ville.

4.6.3 Le professionnel se réserve le droit de vérifier, en tout temps, les alignements et les niveaux de l'ouvrage.

4.6.4 Si l'entrepreneur, au cours de l'exécution de ses travaux, constate une anomalie dans les points de repère fournis, il doit en aviser immédiatement le professionnel.

4.6.5 Tous les ouvrages doivent être réalisés de telle sorte qu'à leur achèvement, les alignements et les niveaux montrés sur les plans originaux ou sur ceux modifiés par la suite sur l'ordre du professionnel soient parfaitement respectés.

4.7 DESSINS D'EXÉCUTION ET D'ASSEMBLAGE

4.7.1 Pour tous les ouvrages nécessitant des dessins d'exécution, l'entrepreneur doit soumettre six (6) copies au professionnel. Il ne doit pas procéder à l'exécution de ces ouvrages avant que lesdits dessins n'aient d'abord été visés par le

professionnel qui, pour ce faire, doit agir à moins de circonstances exceptionnelles dans les dix (10) jours ouvrables. L'entrepreneur doit fournir également les dessins d'exécution ou d'assemblage, chaque fois qu'ils sont requis dans les documents ou par le professionnel.

Ces dessins doivent indiquer clairement les détails d'exécution et d'assemblage, ainsi que les marques d'identification concordant avec les dessins de la Ville. L'entrepreneur doit prendre et vérifier les dimensions sur place, afin que ces ouvrages s'ajustent parfaitement aux ouvrages adjacents.

4.7.2 L'apposition d'un visa par le professionnel ne constitue qu'une approbation de principe et n'engage en aucune manière la responsabilité du professionnel et de la Ville quant à ces dessins d'exécution ou d'assemblage, dont l'entrepreneur est seul responsable.

4.7.3 Les ouvrages entrepris sans que les dessins d'exécution ou d'assemblage exigés aient été fournis par l'entrepreneur et visés par le professionnel peuvent être refusés par ce dernier. Les frais ainsi encourus sont à la charge de l'entrepreneur.

4.8 CALENDRIER DES TRAVAUX

4.8.1 Dans les quinze jours suivant l'adjudication du marché, l'entrepreneur doit remettre un calendrier des travaux avec l'indication des dates probables d'exécution des principales parties des travaux.

4.8.2 La réception de ce calendrier des travaux, par le professionnel, n'entraîne aucune obligation ou responsabilité de celui-ci envers l'entrepreneur, et ne diminue en rien les obligations et les responsabilités contractuelles de ce dernier.

4.9 MARCHE DES TRAVAUX

4.9.1 L'autorisation de commencer les travaux est émise par la Ville. Après réception de l'autorisation écrite, l'entrepreneur doit exécuter les travaux sans interruption et avec diligence, pour les compléter dans les délais stipulés au marché. Les délais se calculent à partir de la date à laquelle l'entrepreneur reçoit l'autorisation de la Ville de commencer les travaux.

4.9.2 Cependant, si l'entrepreneur n'est pas autorisé à commencer les travaux dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la conclusion du marché, il a le droit, en avisant par écrit la Ville, d'être relevé de son obligation d'exécuter les travaux pour lesquels il a remis une soumission. Ce délai sera augmenté au besoin pour tenir compte des conditions climatiques, forces majeures, grèves ou lock-out.

4.9.3 L'entrepreneur est responsable de tous les retards qui lui sont imputables et, dans ce cas, la Ville a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément au marché, pour protéger ses intérêts, et ce, aux frais de l'entrepreneur.

Lorsqu'un délai est fixé en jours civils, il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Cette durée est établie sans qu'il soit fait de distinction entre les jours ouvrables ou fériés.

Lorsqu'un délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième et s'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Dans tous les cas, lorsque le dernier jour d'un délai est un jour légalement férié ou un jour chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

4.9.4 Toutefois, si l'entrepreneur ne peut exécuter les travaux dans le délai prévu en raison d'une action ou de la négligence de la Ville ou du professionnel, une prolongation du délai d'exécution doit alors être consentie pour une période raisonnable que le professionnel peut déterminer de concert avec l'entrepreneur. Ce dernier a le droit d'être remboursé de tous les frais encourus par lui à la suite de ce retard.

4.9.5 Si l'entrepreneur ne peut exécuter les travaux dans le délai prévu en raison d'une ordonnance de suspension des travaux rendue par un tribunal ou une autre administration publique, et sous réserve que ladite ordonnance n'a pas été rendue par suite d'une action ou d'un défaut de l'entrepreneur ou de toute personne à son emploi directement ou indirectement, une prolongation du délai d'exécution doit alors être consentie pour la période raisonnable correspondant à la suspension des travaux et dont ont convenu le professionnel et l'entrepreneur. L'entrepreneur a le droit d'être remboursé de tous les frais encourus par lui à la suite de ce retard.

4.9.6 S'il survient, au cours des travaux, des circonstances, difficultés ou conditions autres que les conditions climatiques ne permettant pas l'exécution normale des travaux et qui légitiment des retards, l'entrepreneur est tenu d'en aviser immédiatement la Ville par écrit. À ces conditions seulement, et si la cause du retard n'est pas la faute de l'entrepreneur, la Ville accède à sa demande de prolonger le délai fixé par le marché. Autrement, l'entrepreneur est tenu responsable de tous les retards et doit en subir les conséquences.

4.9.7 Lorsque l'entrepreneur, par sa faute, n'achève pas les travaux dans le délai prescrit, il doit payer à la Ville :

a) un montant égal à tous les traitements, salaires et frais de déplacement payés par le professionnel et la Ville aux personnes chargées de surveiller les travaux pendant la période de retard;

b) tous les autres montants spécifiés dans les clauses particulières à titre de dommages-intérêts liquidés pour toutes les autres dépenses engagées et tous les autres dommages subis par la Ville pendant la période de retard, du fait que les travaux n'ont pas été achevés.

4.9.8 Ces dommages-intérêts liquidés dus au retard sont acquis de plein droit et sont payables à partir de la sommation préalable. Ils sont prélevés successivement à même les retenues prévues au marché et, après épuisement de ces sommes, à même les dépôts de garanties et, enfin, par des procédures légales que prend la Ville en recouvrement des dépenses encourues.

4.10 MODIFICATIONS DES TRAVAUX

4.10.1 Le professionnel peut, en tout temps, apporter des modifications au marché. Ces modifications n'ont pas pour effet d'annuler le marché; l'entrepreneur ne peut s'en prévaloir comme cause de résiliation et doit s'y conformer.

La Ville est responsable d'obtenir toutes les autorisations requises et nécessaires pour l'exécution de ces modifications.

4.10.2 Lorsque des modifications ont pour effet de changer le coût des travaux, la Ville doit donner son accord au préalable et le prix en est calculé selon les modalités suivantes :

a) par l'application des prix unitaires ou forfaitaires présentés par l'entrepreneur dans la formule de soumission;

b) selon un prix négocié jugé acceptable par les deux parties;

c) selon la méthode des « dépenses contrôlées »; la valeur de ces travaux est alors calculée comme suit :

1) les salaires des contremaîtres et de la main-d'oeuvre bel et bien occupés directement à l'exécution desdits travaux supplémentaires, selon les taux de salaire indiqués au décret relatif à l'industrie de la construction, plus les frais accessoires connexes imposés par les lois et décrets;

2) le prix de revient des matériaux incorporés aux ouvrages supplémentaires ou nécessaires à leur exécution, incluant les taxes applicables;

3) le matériel nécessaire accepté par le professionnel, exception faite des outils habituels des artisans, selon les taux horaires fixés par le répertoire des taux de location du Service des achats du gouvernement du Québec au moment de l'exécution de ces travaux supplémentaires ou, à défaut, selon les taux de louage du marché local;

4) une majoration de quinze pour cent (15 %) est ajoutée au total des montants de l'alinéa « 1 » et une majoration de dix pour cent (10 %) à celui de l'alinéa « 2 », pour couvrir les frais généraux et les profits.

Note : Lorsque des modifications ont pour effet de changer le coût des travaux à la baisse, le professionnel applique les modalités a) ou b).

4.10.3 À la fin de chaque jour où des travaux supplémentaires sont exécutés, l'entrepreneur doit faire un état en trois (3) copies, indiquant en détail des travaux exécutés, les noms des ouvriers avec leur classification quant à leur emploi, les heures de travail, le taux des gages, la quantité et le coût des matériaux incorporés dans les ouvrages, ainsi que le genre et les heures d'utilisation du matériel. L'entrepreneur doit signer l'état journalier des travaux supplémentaires et le transmettre au professionnel qui l'approuve dans les trois (3) jours ouvrables.

4.10.4 Aux fins d'approbation de ces états journaliers, le professionnel se réserve le droit de les vérifier avec l'entrepreneur.

4.10.5 Lorsqu'une partie des travaux supplémentaires est exécutée par un sous-traitant dont il est fait mention, à ce titre, dans la liste des sous-traitants approuvée par le maître d'oeuvre, alors que l'entrepreneur n'est intervenu que comme intermédiaire, les exigences et le mode de paiement stipulés s'appliquent au sous-traitant exécutant. Dans ce cas, l'indemnité payable à l'entrepreneur est de dix pour cent (10 %) de la valeur des travaux payés au sous-traitant exécutant, si cette valeur n'excède pas 50 000 $. Au-delà de 50 000 $, le pourcentage payable sur l'excédent est réduit à cinq pour cent (5 %). Aux fins du travail concerné, le sous-traitant exécutant doit se conformer à toutes les clauses du marché, au même titre que l'entrepreneur.

4.11 SUSPENSION DES TRAVAUX

4.11.1 La Ville se réserve le droit de suspendre les travaux, en totalité ou en partie, en tout temps avant ou après un commencement d'exécution.

4.11.2 Toute suspension est notifiée explicitement à l'entrepreneur par écrit et la notification en précise l'étendue, la date d'application et la durée si elle est connue.

En l'absence d'une telle modification, nulle circonstance ou situation pouvant se présenter pendant la durée du marché ne peut être considérée comme une suspension.

4.11.3 À la réception de cette notification, l'entrepreneur doit :

a) arrêter les travaux à la date et dans les limites indiquées;

b) suspendre, sauf instruction contraire de la Ville, tous les marchés avec les sous-traitants et toutes les commandes de matériaux et de matériel, à la seule exception, s'il y a lieu, de ce qui est nécessaire pour terminer la partie des travaux exclue du champ de la suspension;

c) poursuivre la partie des travaux qui n'est pas comprise dans la suspension;

d) prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour conserver en bon état ses installations et son matériel pour la durée de la suspension;

e) prendre toutes les mesures jugées nécessaires par la Ville pour conserver en bon état, pour la durée de la suspension, les ouvrages exécutés et les matériaux déjà livrés sur le chantier.

4.11.4 Pendant la durée de la suspension, ni l'entrepreneur ni ses sous-traitants ne doivent retirer du chantier, sans le consentement de la Ville, aucune partie d'ouvrage, aucun matériau, ni aucune installation qui s'y trouve.

4.11.5 Si la suspension s'applique à la totalité des travaux et si la notification précise que la durée prévue est de plus de quatre-vingt-dix (90) jours, l'entrepreneur a droit à la résiliation du marché, à la condition qu'il en fasse la demande dans les quinze (15) jours suivant la notification.

4.11.6 Dans tous les cas de suspension, sauf si l'entrepreneur exerce son droit de résiliation conformément à l'article ci-dessus, l'entrepreneur doit, sur avis écrit de la Ville à cet effet, reprendre et poursuivre les travaux conformément aux modalités du marché sauf pour le ou les délais d'exécution qui font l'objet d'une entente nouvelle.

4.11.7 Dans le cas de suspension, la Ville s'engage à payer à l'entrepreneur les frais supplémentaires que la suspension peut lui occasionner, le montant de ces frais étant établi par entente entre les parties. Toutefois, dans les cas où la suspension est due à un cas de force majeure, à l'exception de la grève des employés municipaux, la Ville ne dédommage pas l'entrepreneur.

4.12 TRAVAUX SIMULTANÉS

4.12.1 Dans le cas où la Ville ou un organisme reconnu d'utilité publique fait exécuter des travaux en même temps que ceux de l'entrepreneur, ce dernier doit :

a) se conformer à cet égard aux ordres et instructions du professionnel;

b) accorder toute la collaboration et toutes les facilités raisonnables aux exécutants de ces autres travaux;

c) conduire ses travaux de manière à ne pas entraver ces autres travaux exécutés sur le chantier ou à sa proximité.

4.12.2 La Ville ne peut être tenue responsable des retards dans l'exécution des travaux de l'entrepreneur que pourrait entraîner l'exécution de ces autres travaux, à la condition que l'entrepreneur ait été avisé de ces travaux dans les documents d'appel d'offres.

4.13 CIRCULATION

4.13.1 L'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires afin que le matériel, les matériaux, les installations, ainsi que les travaux n'entravent pas la circulation, le transport en commun et l'exploitation des services d'utilité publique.

4.13.2 L'entrepreneur doit se conformer aux directives du professionnel, s'il y a lieu, relativement à l'utilisation des voies de circulation, à leur fermeture temporaire et à l'organisation des détours.

4.13.3 L'entrepreneur doit installer des ouvrages pour la protection du public aux endroits dangereux. Si requis aux clauses techniques particulières, il doit établir des voies de communication provisoires.

4.14 TRAVAUX DÉFECTUEUX

4.14.1 Si, pendant les travaux et jusqu'à l'expiration du délai de garantie, certaines parties des ouvrages ne sont pas conformes aux exigences du marché ou ne respectent pas les alignements et les niveaux fournis, l'entrepreneur doit les démolir et les refaire, à ses frais, à la demande et à la satisfaction du professionnel.

4.14.2 Si le professionnel ne juge pas opportun de faire démolir ces ouvrages, il peut ordonner qu'ils soient laissés en place et déduire des sommes dues ou qui seront dues à l'entrepreneur un montant calculé selon les modalités indiquées dans les clauses particulières ou, à défaut, un montant équivalant à la valeur du dommage ainsi causé à la Ville.

4.14.3 S'il advient qu'au cours de l'inspection des ouvrages, il est constaté que la totalité ou une partie desdits ouvrages n'est pas acceptable (improprement construite ou implantée), le fait est mentionné dans le rapport du professionnel à l'entrepreneur aux fins de corrections, d'ajustements, de réparations, etc.

4.14.4 Lorsque tous les travaux correctifs ont été exécutés par l'entrepreneur, ce dernier avise le professionnel, qui vient faire une seconde inspection pour constater l'état des ouvrages.

4.14.5 Si les ouvrages ne sont toujours pas entièrement conformes aux plans et devis, ce qui nécessite de nouvelles corrections par l'entrepreneur et une ou plusieurs autres inspections par le professionnel, l'entrepreneur est tenu responsable des frais supplémentaires.

5.0 MAIN-D'OEUVRE ET SALAIRE

5.1 REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR

5.1.1 Les travaux doivent être dirigés par l'entrepreneur lui-même ou par son représentant dûment autorisé. Ce représentant doit avoir un mandat exprès lui donnant les pouvoirs d'agir pour et au nom de l'entrepreneur.

5.1.2 Le professionnel exige de l'entrepreneur qu'il ait un chef de chantier compétent et expérimenté, dont les seules fonctions sont de réaliser les travaux en tant que représentant de l'entrepreneur.

5.2 PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit employer, sur le chantier, du personnel qualifié et possédant les cartes de qualifications requises par les lois en vigueur. Si le professionnel informe l'entrepreneur de l'incapacité de ses employés ou de leur conduite répréhensible, l'entrepreneur doit immédiatement régulariser la situation.

L'entrepreneur doit également s'assurer que cette politique est suivie chez tous les sous-traitants.

5.3 HEURES SUPPLÉMENTAIRES DE TRAVAIL

La Ville ne paie aucune compensation pour les heures supplémentaires de travail, sauf si elle a donné son autorisation préalable ou pour les travaux en dépenses contrôlées en requérant.

5.4 CHANGEMENT DE COÛT DE LA MAIN-D'OEUVRE

5.4.1 Le coût de la main-d'oeuvre est fixé conformément au décret relatif à l'industrie de la construction ou à toute loi ou tout décret le modifiant ou le remplaçant.

5.4.2 Si, après la date limite de réception des soumissions, le taux du salaire, des avantages sociaux ou d'autres charges imposées à l'entrepreneur sont modifiés par un nouveau décret ou loi, en cas d'augmentation, la Ville paie à l'entrepreneur la différence, et en cas de diminution, la Ville déduit la différence de toutes les sommes dues ou qui seront dues à l'entrepreneur.

5.4.3 Toute réclamation fondée sur cette clause, de la part de l'entrepreneur ou de la Ville, doit être produite dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception provisoire des travaux. L'entrepreneur doit détailler sa réclamation dans la forme que lui indique la Ville. L'entrepreneur doit permettre à la Ville de vérifier ses livres et lui remettre tous les documents qui établissent cette augmentation ou cette diminution.

5.4.4 L'entrepreneur doit se conformer à toutes les normes de travail et aux lois de la Commission de la construction du Québec.

Si les salaires payés par l'entrepreneur à ses employés sont inférieurs à ceux fixés par décret ou loi, la Ville a le droit de leur payer la différence et de déduire les sommes ainsi payées par lui de toutes les sommes dues ou qui seront dues à l'entrepreneur.

5.4.5 Lorsque le professionnel n'a pu compiler la main-d'oeuvre utilisée durant l'exécution du marché, il peut considérer à moins de s'entendre avec l'entrepreneur sur une répartition qu'elle représente trente pour cent (30 %) de la valeur marchande.

6.0 MATÉRIAUX

6.1 MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS

6.1.1 Les matériaux utilisés doivent être neufs et conformes aux prescriptions des documents de la Ville. Ils doivent être parfaitement façonnés et mis en place selon les devis et les règles de l'art.

6.1.2 Les matériaux livrés sur le chantier ne peuvent être enlevés sans la permission du professionnel.

6.1.3 La Ville ne paie aucune réclamation pour l'augmentation du coût des matériaux.

6.1.4 Si les clauses particulières prévoient une indexation du coût de certains matériaux, la Ville ajuste ce coût, en plus ou en moins, suivant la variation de ce coût survenue entre la date de la soumission et la date de la réalisation des travaux. L'entrepreneur doit fournir à la Ville la preuve de la différence de coût.

6.2 CONFORMITÉ AUX NORMES

6.2.1 Quelle que soit la provenance des matériaux, l'entrepreneur doit certifier leur conformité aux normes en référence dans les documents, selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

a) pour les types de matériaux pour lesquels un programme de certification du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) est en vigueur, l'entrepreneur doit fournir un document attestant que le fabricant détient un certificat de conformité du BNQ pour les produits utilisés en relativement à la norme citée en référence;

b) pour les autres types de matériaux, l'entrepreneur doit fournir un document attestant que l'échantillon du produit examiné est conforme aux exigences de la norme, après vérification de ses caractéristiques par un laboratoire.

6.3 MATÉRIAUX ÉQUIVALENTS

À moins d'avis contraire aux clauses techniques particulières, si des marques de commerce sont spécifiées dans les documents, celles-ci doivent être considérées comme représentant la qualité requise des matériaux. Tous les matériaux équivalant à ceux spécifiés par une marque de commerce doivent être soumis à l'approbation de la Ville par une demande écrite. L'établissement de la preuve de l'équivalence est entièrement à la charge de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur fait la preuve de l'équivalence à la satisfaction de la Ville, elle est acceptée.

6.4 CONTRÔLE QUALITATIF

6.4.1 L'entrepreneur doit fournir, à ses frais, les échantillons demandés par le professionnel aux fins d'essai et d'approbation des matériaux utilisés.

6.4.2 Le coût des essais exécutés et les frais inhérents à la réalisation de ces essais sur ces échantillons sont assumés par la Ville sauf en cas de non-conformité où ils seront à la charge de l'entrepreneur. En cas de non-conformité, l'entrepreneur fournit des échantillons de remplacement et les nouveaux essais ainsi nécessités, exécutés par le professionnel ainsi que les frais inhérents sont aux frais de l'entrepreneur.

6.4.3 Lorsque le professionnel désire contrôler en usine la qualité des matériaux, l'entrepreneur et ses fournisseurs doivent, sans frais pour la Ville, fournir les locaux, la main-d'oeuvre et l'appareillage nécessaires, afin d'assister le professionnel.

7.0 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

7.1 DOMMAGES OU ACCIDENTS

Jusqu'à la réception finale des ouvrages, l'entrepreneur est seul responsable des dommages envers la Ville et le tiers; il doit garantir la Ville de toute réclamation, de quelque nature qu'elle soit, doit prendre fait et cause pour la Ville dans toute procédure de la part des tiers, découlant de l'exécution du marché, ou occasionnée par ce marché, des travaux qui en résultent, du défaut d'entretien ou de la qualité des matériaux, et il doit garantir la Ville de tout jugement rendu contre lui, en capital, intérêts, frais et autres accessoires s'y rattachant.

7.2 LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

7.2.1 Pendant toute la durée du marché, l'entrepreneur doit se conformer à toutes les lois et tous les règlements de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

7.2.2 De plus, celui-ci assume la responsabilité de l'exécution de l'ensemble des travaux et à ce titre agit comme maître d'œuvre au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

7.2.3 L'entrepreneur doit désigner, pour toute la durée des travaux, une personne responsable de l'application de toutes les obligations prévues à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q.,c.S-2.1) sur le chantier.

7.2.4 Si plusieurs intervenants, contractuels ou non avec l'entrepreneur général, sont présents sur le chantier, la personne désignée à l'article 7.2.3 agira à titre de responsable de l'application de la santé et la sécurité au travail. De ce fait, toutes les responsabilités du maître d'œuvre concernant le respect de la Loi sur la santé et la sécurité du travail sur le chantier sont transférées au responsable désigné. Advenant une quelconque infraction à la loi, les amendes en découlant seront à la charge exclusive de l'entrepreneur général, lequel demeure responsable de l'exécution des travaux.

7.3 EXPLOSIFS

L'entrepreneur assume seul l'entière responsabilité de se conformer à toutes les lois et tous les règlements relatifs à l'achat, au transport, à l'entreposage et à l'utilisation des explosifs.

Si la mise à feu d'explosifs peut causer des inconvénients ou présenter un danger pour les personnes, la propriété ou l'environnement, l'entrepreneur doit utiliser des charges réduites ou changer les méthodes de dynamitage.

L'entrepreneur ne doit faire de mise à feu qu'aux heures permises aux lois et règlements en vigueur ou par le maître d'oeuvre dans les clauses particulières.

7.4 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Pendant toute la durée du marché, l'entrepreneur doit s'assurer que toute personne sous sa juridiction prend toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux lois et normes du ministère de l'Environnement.

7.5 STRUCTURES, OUVRAGES EXISTANTS ET BIENS D'UTILITÉ PUBLIQUE

7.5.1 L'entrepreneur doit protéger et remettre en bon état toutes les installations et tous les biens d'utilité publique, structures ou autres ouvrages existants, ainsi que les entrées d'autos, arbres, arbustes, pelouses et plantes des propriétés privées qu'il rencontre au cours des travaux et qu'il endommage ou met en danger.

7.5.2 Sans restreindre la portée de l'article 1.5 (Ouvrages existants), l'entrepreneur devra procéder à ses frais lorsque ces structures, ouvrages existants et biens d'utilité publique ainsi que les arbres, arbustes, pelouses et plantes des propriétés privées sont visibles ou sont localisés lors de l'appel d'offres, ou sont montrés aux plans.

7.5.3 L'entrepreneur doit, dans tous les cas, aviser le professionnel des dommages qu'il a ainsi causés ou du danger qui a été créé par ses travaux ou à l'occasion de ceux-ci.

7.6 OCCUPATION D'IMMEUBLES APPARTENANT AUX TIERS

Lorsque l'entrepreneur occupe, pour les besoins de ses travaux, des immeubles appartenant à des tiers, il doit, à ses frais, fournir au professionnel la preuve écrite de l'autorisation de s'en servir que lui a donnée le propriétaire de cet immeuble ou toute autre personne qui y a un intérêt.

7.7 MESURES D'URGENCE

Si, au cours de l'exécution des travaux et jusqu'à l'expiration du délai de garantie, il survient des situations qui, de l'avis du professionnel, nécessitent des mesures d'urgence pour la protection du public, des ouvrages et des structures environnantes, et que l'entrepreneur ne peut y remédier ou refuse de le faire, le

professionnel peut prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Les dépenses ainsi occasionnées, si elles sont le fait de l'entrepreneur, sont à ses frais et peuvent être déduites des sommes qui lui sont dues ou qui peuvent arriver à échéance.

7.8 RÉCLAMATION PAR DES TIERS ET PRIVILÈGES

7.8.1 Lorsqu'il y a contre l'entrepreneur une réclamation ou une créance qui peut entraîner une responsabilité pécuniaire pour la Ville ou constituer une charge sur des immeubles lui appartenant, la Ville a le droit de se garantir, en capital, intérêts et frais, de telle réclamation ou créance, en retenant les sommes nécessaires de tout montant dû ou qui sera dû à l'entrepreneur ou en obtenant de celui-ci les certificats ou garanties appropriés.

7.8.2 Dans le cas où une réclamation ou une créance est établie après que tous les paiements dus par la Ville à l'entrepreneur ont été effectués, l'entrepreneur doit: soit rembourser à la Ville tous les montants en capital, intérêts et frais que la Ville a été obligée de débourser par suite du défaut de l'entrepreneur afin de payer cette réclamation ou créance, soit radier les frais sur un immeuble appartenant au maître de l'ouvrage.

7.8.3 L'entrepreneur qui veut obtenir le paiement des sommes que la Ville a retenues pour acquitter la réclamation d'un sous-traitant à la suite d'une dénonciation de sous-contrat doit fournir à la Ville une quittance ou une renonciation au privilège de la part du sous-traitant. La Ville n'est pas tenue d'établir que le sous-contrat dénoncé est privilégié.

7.9 AVIS AUX SALARIÉS ET AUX FOURNISSEURS DE BIENS ET DE SERVICES

Si la garantie relative aux obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services est sous forme de cautionnement, l'entrepreneur doit maintenir affiché, dans un endroit bien en vue sur le chantier, un avis aux salariés et aux fournisseurs de biens et de services, conforme à la formule prévue à cet effet, et ce, à compter du début et pendant toute la durée des travaux.

8.0 SÉCURITÉ ET PROPRETÉ

8.1 SÉCURITÉ ET PROTECTION

L'entrepreneur a la responsabilité de l'exécution de l'ensemble des travaux sur le chantier de construction, il est le seul responsable de la sécurité sur le chantier, de la protection adéquate des ouvriers, du personnel et du public en général, de la protection des matériaux et du matériel, ainsi que du maintien en bon état des travaux et des ouvrages en cours d'exécution. L'entrepreneur doit faire parvenir à la Ville, dix (10) jours avant le début des activités de chantier, une copie de l'avis d'ouverture de chantier de construction exigée par la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail. S'il y a plus d'un entrepreneur général sur le chantier, le responsable de la sécurité sur le chantier est indiqué dans les autres documents du marché.

8.2 DISPOSITION DES OBJETS, MATIÈRES, PRODUITS ET AUTRES

Sauf prescription différente par le document des clauses administratives particulières où un site pour la disposition des objets, matières et autres peut être spécifié et à l'exclusion des objets décrits à l'article 1.5.2 du présent document, l'entrepreneur doit disposer, à ses frais, de tous les objets, matières, produits et autres provenant de travaux d'excavation ou de démolition selon les lois et règlements du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Ces matériaux ne peuvent être utilisés comme partie constituante du nouvel ouvrage sans l'autorisation du professionnel.

8.3 AFFICHES

Excepté les affiches d'identification de l'ouvrage exigées par les documents et celles exigées par les lois et règlements, l'entrepreneur ne doit poser aucune enseigne, aucune annonce ou aucune affiche, ni en tolérer la pose sur le terrain, les clôtures et les constructions sans l'autorisation du professionnel et, sur l'ordre de ce dernier, il doit les enlever.

8.4 PROPRETÉ DES LIEUX

8.4.1 L'entrepreneur doit disposer les matériaux et le matériel d'une façon ordonnée et sécuritaire sur le chantier.

8.4.2 Il doit enlever des lieux le matériel, les matériaux et les structures temporaires qui ne sont plus requis pour l'exécution du marché.

8.4.3 Il doit déposer les déchets et les débris dans un endroit approprié et autorisé par le responsable désigné de la municipalité et les enlever du chantier au moins une fois par semaine.

8.4.4 Avant la réception provisoire des travaux et aussi souvent que le professionnel l'exige durant l'exécution du marché, l'entrepreneur doit procéder au nettoyage général du chantier, qu'il doit déblayer de tous débris et décombres de façon à laisser les lieux propres et en bon état, à la satisfaction du professionnel.

9.0 PAIEMENTS — GARANTIE — RÉCEPTION

9.1 DÉCOMPTE PROGRESSIF

9.1.1 Une (1) fois par mois et à une date convenue entre les parties pour la durée du marché, l'entrepreneur doit produire, dans la forme prescrite par le professionnel, un rapport sur l'état des travaux indiquant la quantité et la valeur des travaux totalement exécutés jusqu'à cette date et mesurés de la façon décrite aux documents du marché.

9.1.2 Le professionnel vérifie ce rapport, en y apportant des corrections s'il y a lieu, et le transmet à la Ville dans les cinq (5) jours ouvrables. Ce rapport ainsi vérifié constitue le décompte progressif que la Ville doit acquitter, déduction faite des acomptes déjà versés à l'entrepreneur et de la retenue appropriée telle que

décrite à l'article 9.2.1 ci-après, dans les quarante-cinq (45) jours suivants. Si le paiement n'est pas effectué dans les quarante-cinq (45) jours de la remise du rapport à la Ville, un intérêt à un taux égal au taux nominal d'intérêt applicable à une créance de la Couronne exigible en vertu d'une loi fiscale — article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) — est payé à l'entrepreneur, à la condition que ce dernier ait produit son rapport à la date convenue entre les parties.

9.1.3 Quand une modification aux travaux est exécutée et rémunérée selon la méthode des « dépenses contrôlées », la valeur des travaux exécutés est alors calculée selon l'article 4.10.2 c) et corrigée.

9.1.4 Avant le paiement des travaux apparaissant à chaque décompte progressif, l'entrepreneur doit prouver, sous forme de reçus ou de quittances, que ses sous-traitants et ses fournisseurs ont été payés pour les travaux exécutés, les services rendus ou les matériaux fournis, moins la retenue appliquée suivant les exigences des documents du marché.

9.1.5 Dans le cas où la valeur des travaux ou des matériaux livrés en chantier apparaissant au premier décompte ne dépasse pas 25 % de la valeur du marché et qu'elle est réputée approuvée par le chargé de projet de la Ville de Baie-Comeau, l'entrepreneur n'aura pas l'obligation de faire preuve des paiements dus à ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

9.2 RETENUES

9.2.1 Le professionnel effectue des retenues sur la valeur des travaux exécutés, pour garantir l'exécution des obligations de l'entrepreneur, lesquelles retenues sont effectuées comme suit sur chaque décompte progressif :

La garantie d'exécution étant sous forme de cautionnement, une retenue de 10 % est effectuée.

9.2.2 La Ville ne paie aucun intérêt sur la retenue de dix pour cent (10 %).

9.2.3 Les modalités de paiement et de retenues décrites ci-dessus s'appliquent aussi aux modifications ordonnées et acceptées par la Ville.

9.3 PAIEMENT DES MATÉRIAUX

Après entente avec la Ville, la valeur des matériaux livrés au chantier, mais non encore incorporés à l'ouvrage, peut être incluse dans toute demande de paiement.

9.4 RÉCEPTION PROVISOIRE DES OUVRAGES

9.4.1 L'entrepreneur avise le professionnel par écrit lorsqu'il juge que les ouvrages sont substantiellement parachevés.

9.4.2 Dans les quinze (15) jours suivant la réception de cet avis, le professionnel vérifie les ouvrages en présence de l'entrepreneur, qui en est avisé par lettre trois (3) jours à l'avance.

9.4.3 En cas d'absence de l'entrepreneur, le professionnel procède seul à cette vérification.

9.4.4 Le professionnel rédige un procès-verbal de cette vérification contenant, entre autres, une liste des ouvrages non acceptables, à corriger ou à refaire, et de ceux non complétés, puis en remet une copie à l'entrepreneur.

9.4.5 Les ouvrages sont reçus provisoirement si, selon le professionnel, les ouvrages prévus par les documents sont prêts pour l'usage auquel ils sont destinés.

9.4.6 La date de la réception provisoire des ouvrages est celle de l'inspection au chantier qui est mentionnée au procès-verbal.

9.4.7 Le procès-verbal indique aussi, le cas échéant, que les conditions de réception provisoire ne sont pas remplies et que, par conséquent, la réception provisoire n'a pas eu lieu.

9.4.8 Si le professionnel décide de prendre possession d'une partie des ouvrages qui, selon lui, forme un tout, il avise l'entrepreneur qu'il procède à la vérification de cette partie des ouvrages.

9.4.9 Le procès-verbal de cette vérification constitue, si ces ouvrages sont acceptables, une réception provisoire pour cette partie.

9.4.10 Nonobstant le fait que l'entrepreneur ait une caution, la Ville peut effectuer une retenue pour déficiences.

9.4.11 À l'acceptation provisoire des travaux, le chèque certifié de 10 % du montant de la soumission sera remis à l'entrepreneur à la demande écrite de sa part si tel chèque a été déposé en garantie en même temps que 50 % des sommes retenues par la Ville de Baie-Comeau sur chaque paiement mensuel. La remise à l'entrepreneur de la seconde moitié des sommes retenues mensuellement pour garantir la bonne exécution des travaux, soit 5 % du coût des travaux sera effectuée à l'acceptation définitive, laquelle aura lieu un an après l'acceptation provisoire, et ce, à la demande écrite de l'entrepreneur.

9.5 MISE À DISPOSITION D'OUVRAGES OU TRAVAUX AVANT L'EXÉCUTION COMPLÈTE DU MARCHÉ

En plus du délai d'exécution pour l'ensemble du marché, un article de la section « Clauses administratives particulières » peut stipuler que certains ouvrages ou travaux faisant l'objet du marché doivent être mis à la disposition de la Ville à des dates ou dans des délais déterminés.

Dans ces cas, lorsque l'entrepreneur a terminé les ouvrages ou travaux concernés et qu'il a effectué sur ceux-ci les essais, épreuves et vérifications demandés au contrat ou prescrits par les lois et règlements en vigueur, et qu'il

considère avoir rempli toutes les conditions requises pour ces mises à disposition, il demande par écrit, au professionnel, de prononcer la réception provisoire de ces ouvrages ou travaux.

Si le professionnel reconnaît que ces conditions sont effectivement remplies, il prononce la réception provisoire des ouvrages ou travaux concernés conformément aux modalités de l'article intitulé « Réception provisoire des ouvrages » de la présente section.

Si au contraire, le professionnel considère que toutes les conditions requises pour ces mises à dispositions ne sont pas remplies, il indique à l'entrepreneur les travaux et corrections à effectuer et après leur achèvement ce dernier doit à nouveau demander, par écrit au professionnel de prononcer la réception provisoire, mais le professionnel peut quand même choisir de disposer des ouvrages ou travaux concernés, en tout temps avant cette réception.

Outre les mises à dispositions prévues à la section « Clauses administratives particulières » le professionnel se réserve le droit de disposer en tout temps, même avant leur achèvement, de tous ouvrages ou travaux exécutés en vertu du contrat, et dans ces cas le professionnel peut décider, en tenant compte de l'ampleur et de l'état d'achèvement des ouvrages ou travaux concernés, de prononcer la réception provisoire de ces ouvrages ou travaux conformément aux modalités de l'article intitulé « Réception provisoire des ouvrages ».

9.6 DÉCOMPTE DÉFINITIF

9.6.1 Après la réception provisoire des ouvrages et après que l'entrepreneur a exécuté les travaux mentionnés à la liste du procès-verbal à cet effet, l'entrepreneur produit un mémoire indiquant la quantité et la valeur de tous les travaux exécutés en vertu du marché, conformément aux prix convenus.

9.6.2 Ce mémoire doit être accompagné d'une déclaration conforme aux dispositions de la Loi sur la preuve au Canada attestant que tous les montants dus à la main-d'oeuvre et à tous les sous-traitants et fournisseurs ont été payés pour le montant qui a déjà été versé à l'entrepreneur. Ce dernier doit fournir un certificat de la Commission de la santé et de la sécurité du travail attestant qu'il a versé toutes les contributions exigées par la loi, ainsi que les documents appropriés garantissant la Ville des réclamations pendantes contre lui. L'entrepreneur doit aussi fournir un certificat attestant de l'identité de chacun des sous-traitants avec lesquels il a passé un marché, que chacun de ceux-ci était titulaire de la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment et que tous les salaires qui ont été payés par chacun des dits sous-traitants l'ont été en conformité avec le décret de la construction.

9.6.3 Dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent la réception du mémoire de l'entrepreneur, le professionnel corrige, s'il y a lieu, ce mémoire et prépare ainsi le décompte définitif qu'il remet à la Ville avec copie à l'entrepreneur dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent. Ce décompte définitif remis à la Ville est diminué des acomptes déjà versés à l'entrepreneur et des sommes que la Ville peut ou

doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du marché indiquées dans le document des clauses administratives particulières.

9.6.4 La Ville rembourse à l'entrepreneur, lors du paiement du décompte définitif, la moitié de la retenue de garantie qu'il a encore en sa possession.

9.6.5 Un intérêt à un taux égal au taux nominal d'intérêt applicable à une créance de la Couronne exigible en vertu d'une loi fiscale — article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) — est payé sur ces montants si le paiement n'est pas fait dans les quarante-cinq (45) jours après la présentation du mémoire par l'entrepreneur au professionnel.

9.6.6 L'acceptation par l'entrepreneur du paiement du décompte définitif constitue une reconnaissance par ce dernier qu'il n'a aucune réclamation à l'endroit de la Ville, sauf celles, le cas échéant, dont avis a déjà été signifié par écrit à la Ville et qui ne sont pas encore réglées. Ce paiement se fait nonobstant ces réclamations.

9.7 PÉRIODE DE GARANTIE DES TRAVAUX REÇUS PROVISOIREMENT

9.7.1 À moins d'une indication contraire dans le document des clauses administratives particulières, les ouvrages sont reçus définitivement douze (12) mois après leur réception provisoire. L'entrepreneur doit garantir pendant cette période de douze (12) mois le bon état et le bon fonctionnement des travaux. Cette garantie est supplémentaire à celle prévue dans l'article 2118 du *Code civil du Québec*.

9.7.2 Pendant cette période de garantie, le maître de l'ouvrage a le droit d'exécuter ou de faire exécuter tous les travaux devenus nécessaires à la suite du défaut de l'entrepreneur de se conformer aux instructions de l'ingénieur surveillant relativement à l'entretien et aux réparations. Ces travaux sont aux frais de l'entrepreneur.

9.7.3 Lorsqu'il existe, pour des travaux faisant l'objet d'une réception provisoire, certains travaux inachevés ou certains défauts, le délai de garantie ne commence à courir que pour la partie des travaux qui est achevée sans aucun défaut; le délai de garantie pour les travaux inachevés ou défectueux ne commence à courir qu'à compter de la date de leur achèvement sans défaut, ou de la date à laquelle les défauts ont été corrigés à la satisfaction du maître de l'ouvrage.

9.7.4 Si, avant l'expiration du délai de garantie, le maître de l'ouvrage considère que certains ouvrages, certains travaux ou les défauts de certaines fournitures doivent être corrigés, il en avise l'entrepreneur, et le délai de garantie en question est de ce fait prolongé jusqu'à ce que les corrections, les remplacements ou les réparations nécessaires aient été exécutés.

9.7.5 Dans les soixante (60) jours à trente (30) jours précédant l'expiration du délai de garantie, l'ingénieur surveillant vérifie les travaux en présence de l'entrepreneur, qui en est avisé par écrit cinq (5) jours à l'avance. En cas d'absence de l'entrepreneur, l'ingénieur surveillant procède seul à cette vérification. Cette vérification est un préalable à la réception définitive.

9.8 RÉCEPTION DÉFINITIVE

À l'expiration du délai de garantie, le professionnel réexamine les ouvrages et prépare un rapport attestant que ceux-ci sont complétés en conformité aux plans et devis, tenant compte d'une usure normale des ouvrages et nonobstant les réclamations qui sont enregistrées et non réglées. Ce rapport est soumis à la Ville pour approbation. La retenue, déduction faite de toutes les charges ou réclamations des tiers, s'il y a lieu, est remboursée à l'entrepreneur. Ce paiement conclut le marché et constitue la réception définitive.

10.0 DÉFAUT — RÉSILIATION — RÉCLAMATION

10.1 DÉFAUT DÛ À L'ENTREPRENEUR

10.1.1 Si le maître de l'ouvrage ou le professionnel estime que l'entrepreneur enfreint quelque disposition du marché ou manque aux obligations qui en découlent ou, sans limiter la portée générale de ce qui précède, plus particulièrement :

a) ne commence pas les travaux à la date indiquée dans l'ordre écrit du professionnel;

b) refuse ou néglige d'enlever les matériaux refusés ou de démolir les parties d'ouvrages non acceptables;

c) fait exécuter des parties de travaux par des sous-traitants au détriment de la bonne qualité et malgré les instructions contraires du professionnel;

d) enfreint les lois, décrets et règlements ou les ordres de l'ingénieur surveillant;

e) poursuit les travaux sans la rapidité et la diligence requises;

f) commet un acte de faillite, fait une proposition ou devient généralement insolvable;

g) agit avec incompétence, négligence ou est dans l'incapacité d'exécuter le contrat;

h) abandonne les travaux,

le maître de l'ouvrage ou le professionnel avise l'entrepreneur de ces manquements et lui donne l'ordre d'y remédier immédiatement. Le professionnel en avise la caution. Dans ce cas, aucune responsabilité ne peut être retenue contre la Ville. Si l'entrepreneur n'obtempère pas à cet ordre ou s'il ne fournit pas d'explications à la satisfaction du professionnel dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de cet avis, la Ville peut prendre possession du chantier, ainsi que du matériel et des matériaux qui s'y trouvent, expulser l'entrepreneur et lui retirer la totalité des travaux; le professionnel doit, le cas échéant, en aviser la caution.

10.1.2 Le cas échéant, l'entrepreneur en défaut continue d'être lié par toutes les obligations du marché, sauf l'obligation de compléter l'exécution des dits travaux.

10.1.3 Dans les quinze (15) jours qui suivent la réception de l'avis envoyé par courrier recommandé par la Ville à la caution voulant qu'il ait retiré les travaux à l'entrepreneur, la caution doit faire savoir à la Ville si elle entend conclure le marché.

10.1.4 Lorsque la caution donne avis qu'elle a l'intention de conclure le marché, elle doit entreprendre la poursuite des travaux dans les quinze (15) jours qui suivent cet avis.

10.1.5 Advenant le défaut de la caution de reprendre les travaux après avoir retiré les travaux à l'entrepreneur, la Ville peut résilier le marché ou exécuter les travaux de la manière qu'elle juge appropriée.

10.1.6 Lorsque la Ville retire les travaux à l'entrepreneur, le professionnel détermine la valeur des travaux réellement exécutés, des matériaux à pied d'oeuvre, du matériel et des installations se trouvant sur le chantier, et en dresse un état détaillé dont il remet une copie à l'entrepreneur.

10.1.7 La Ville n'est pas tenue de faire quelque paiement que ce soit à l'entrepreneur avant l'expiration du délai de garantie, ni avant d'avoir déterminé le montant des dépenses encourues par la Ville, pour retards ou autres motifs résultant du défaut dû à l'entrepreneur.

10.1.8 Après l'expiration du délai de garantie, la Ville paie à l'entrepreneur la différence entre les montants dus par la Ville à l'entrepreneur et les dépenses, dommages et frais encourus par la Ville, résultant du défaut dû à l'entrepreneur.

10.1.9 Si les dépenses, dommages et frais de la Ville dépassent les montants dus à l'entrepreneur, ce dernier doit les lui rembourser.

10.1.10 Si l'entrepreneur doit des sommes d'argent à la Ville en vertu du présent marché, celui-ci peut opérer compensation avec toute autre somme due à l'entrepreneur ou avec toute autre garantie que ce dernier a fournie à la Ville dans ledit marché.

10.2 RÉSILIATION DU MARCHÉ

La Ville peut, en tout temps et pour quelques raisons que ce soit, résilier le marché sur simple avis écrit à l'entrepreneur. Ce dernier devra suspendre immédiatement tous travaux sauf ceux considérés comme étant dangereux. S'il se prévaut de ce droit, il indemnise l'entrepreneur pour la partie des travaux exécutés et les dépenses encourues, y compris un profit juste et raisonnable. L'entrepreneur est tenu de fournir les pièces justificatives exigées par le professionnel pour établir le montant de l'indemnisation. En aucun cas, la Ville ne paie de dommages pour perte de gains aux profits escomptés à la suite de cette résiliation.

10.3 RÉCLAMATION

Si l'entrepreneur se croit lésé d'une façon quelconque en regard des modalités du contrat, il doit transmettre au maître de l'ouvrage ou au professionnel désigné un avis écrit indiquant clairement les raisons de sa plainte ou de sa contestation. Cet avis doit être transmis dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter du début des difficultés qui, selon lui, justifient sa plainte ou sa contestation.

Le maître de l'ouvrage étudie la plainte ou la contestation de l'entrepreneur et lui fait part de sa décision, qui est définitive et exécutoire à moins que l'entrepreneur ne la conteste dans un délai de quinze (15) jours suivant sa transmission (réception, diffusion) au moyen d'un avis écrit adressé au maître de l'ouvrage.

Note : Il est recommandé au maître de l'ouvrage de répondre rapidement à la plainte ou à la contestation de l'entrepreneur.

Dans tous les cas, l'entrepreneur doit, sous peine de déchéance, présenter au maître de l'ouvrage sa réclamation détaillée, accompagnée de toutes pièces justificatives, au plus tard cent-vingt (120) jours à compter de la date de la réception provisoire des travaux visés par la réclamation.

Le défaut de l'entrepreneur de se conformer à cette procédure et à l'un ou l'autre des délais stipulés est réputé constituer une renonciation de sa part à exercer tout autre recours.

Les avis de plainte ou de contestation, ainsi que le document des réclamations transmis dans les délais prévus conservent à l'entrepreneur tous ses droits de contestation de la décision du maître de l'ouvrage devant le tribunal compétent. Dans le cas où le tribunal statue que cette décision a constitué une modification du contrat, les dispositions de l'article 4.10 s'appliquent.

En considération de ses droits de protêt, d'appel et de contestation judiciaire, l'entrepreneur s'engage à ne pas interrompre ni ralentir les travaux, quel que soit le désaccord ou litige l'opposant au maître de l'ouvrage, à défaut de quoi celui-ci sera alors considéré comme étant en défaut et le maître de l'ouvrage pourra prendre les recours prévus en pareil cas.

Note : Pour de plus amples renseignements concernant la médiation et l'arbitrage, l'utilisateur de la présente norme peut consulter le site Web du Centre canadien d'arbitrage commercial (CCAC, http://www.ccac-adr.org/fr/).

Le tribunal d'arbitrage s'applique comme mode de règlement des différends en lieu et place du tribunal compétent. La procédure est établie suivant l'annexe A.

11.0 DISTRICT JUDICIAIRE

Toutes les parties, les cautions, tous les héritiers ayants droit ou toute autre personne concernée par le présent devis, contrat ou appel d'offres élisent domicile dans le district judiciaire de Baie-Comeau aux fins de toutes procédures judiciaires si cela est requis.

12.0 INTERPRÉTATION

Advenant que l'une ou l'autre des clauses incluses dans le présent document soit déclarée nulle, illégale ou inconstitutionnelle, seule cette clause devrait être déclarée ainsi et n'affecte en rien la validité des autres clauses.

ANNEXE A

PROCÉDURES D'ARBITRAGE

La convention d'arbitrage est un contrat par lequel les parties s'engagent à soumettre un différend né, présent ou éventuel, à la décision des tribunaux d'arbitrage à l'exclusion des tribunaux. Cette procédure est couverte et régie selon les codes de procédure civile en matière d'arbitrage.

Une partie doit expédier à l'autre une demande d'arbitrage par courrier recommandé ou certifié, à l'adresse déclarée dans l'appel d'offres en y indiquant le nom de son représentant. La partie adverse a quinze jours pour donner suite à cette demande d'arbitrage en transmettant à l'autre partie le nom de son représentant.

Par la suite, les deux représentants devront se trouver une troisième personne pour présider le tribunal d'arbitrage. À la fin de ces trente (30) jours, si les représentants des parties ne s'entendent pas sur le choix de cette troisième personne, l'une des parties pourra adresser une demande de nomination d'un arbitre à un organisme reconnu pour ce genre de procédure et cet arbitre nommé sera le président du tribunal d'arbitrage. La troisième personne ainsi nommée ou choisie entre les parties sera maître du déroulement de la procédure et pourra imposer ses propres règles de procédure.

L'audition de la cause devra être faite la plus expéditive possible, la moins formaliste, tout en permettant aux parties d'exposer leurs arguments et d'apporter leurs preuves. La sentence arbitrale motivée est rendue par écrit, et elle est signée par les trois arbitres. La sentence est rendue à la majorité des voix. La décision ainsi rendue est sans appel.

Les frais d'arbitrage seront imputés à la partie qui aura perdu l'arbitrage. L'arbitre pourra dans des cas exceptionnels imputer différemment ces frais d'arbitrage. Les frais d'arbitrage comprennent les honoraires et déboursés des trois membres du tribunal d'arbitrage ainsi que les frais d'experts, s'il y a lieu.

Ville de Baie-Comeau

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

CONTRAT

NO 2021-46

Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 12

0.00 INTERPRÉTATION 12

0.01 Terminologie 12
0.01.01 Addenda 13
0.01.02 ADJUDICATAIRE 13
0.01.03 Appel d'Offres 13
0.01.04 Avis d'Adjudication 13
0.01.05 Bordereau de Prix 13
0.01.06 Certificat de réception avec réserve 13
0.01.07 Certificat de réception sans réserve 13
0.01.08 Changement 13
0.01.09 Changement de Contrôle 13
0.01.10 Chantier 14
0.01.11 Chargé de Projet 14
0.01.12 Contrat 14
0.01.13 Documents Contractuels 14
0.01.14 Documents d'Appel d'Offres 14
0.01.15 DONNEUR D'ORDRE 15
0.01.16 Échéancier 15
0.01.17 Établissement 15
0.01.18 Fin des Travaux 15
0.01.19 Fin du Contrat 15
0.01.20 Force Majeure 15
0.01.21 Formulaire de Soumission 15
0.01.22 Information Confidentielle 15
0.01.23 Institution Financière 15
0.01.24 Loi 16
0.01.25 Matériaux 16
0.01.26 Matériel 16
0.01.27 Manquement 16
0.01.28 Meilleur Effort 16
0.01.29 PARTIE 16
0.01.30 Personne 17
0.01.31 Personne Liée 17
0.01.32 Personnel Affecté 17
0.01.33 Plans et Devis 17
0.01.34 Professionnel 17
0.01.35 Professionnel Désigné 17
0.01.36 Propriété Intellectuelle 17
0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres 17
0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle 18
0.01.39 Regroupement de Personnes 18
0.01.40 Soumission 18
0.01.41 Sous-Contrat 18

0.01.42 Sous-Contractant 18
0.01.43 Travaux 18
0.02 Références financières 18
0.02.01 Devises 18
0.02.02 Taxes 18
0.03 Primauté 19
0.03.01 Contrat et accords verbaux 19
0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres 19
0.03.03 Conflits entre documents techniques 19
a) Ordre à respecter 19
b) Autorité du Professionnel 19
0.04 Droit applicable 20
0.05 Généralités 20
0.05.01 Dates et délais 20
a) De rigueur 20
b) Calcul 20
c) Reports 20
d) Demande 21
0.05.02 Consentement 21

1.00 OBJET. 21

1.01 Travaux 21
1.02 Licence 21

2.00 CONTREPARTIE 21

2.01 Travaux 21
2.01.01 Prix 21
2.01.02 Ventilation des coûts 21
2.01.03 Quantités unitaires 21
2.02 Licence 22
2.03 Ajustement 22
2.03.01 Règle 22
2.03.02 Autres entrepreneurs 22
2.03.03 Travaux refusés 22
2.03.04 Matières dangereuses 23
2.03.05 Demande de Changement 23
2.03.06 Détermination de la valeur 23
2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement 23
2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement 24
a) Détermination unilatérale 24
b) Avis de différend 25
2.04 Fin du Contrat 25
2.04.01 Travaux et biens fournis 25
2.04.02 Matériaux et frais démobilisation 25
2.04.03 Profits ou dommages 25

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 25

3.01 Regroupement de Personnes 25
3.02 Méthode de paiement 25
3.03 Procédure 26

3.03.01 Demande de paiement ... 26
3.03.02 Contenu obligatoire ... 26
3.03.03 Déclaration solennelle ... 26
3.03.04 Certificat de paiement ... 26
3.03.05 Preuve d'assurance ... 26
3.03.06 Paiement ... 26
3.03.07 Quittance partielle ... 27
3.03.08 Réserve ... 27
3.03.09 Vérification ... 27
3.03.10 Ordre de Changement ... 27
3.03.11 CCQ et CNESST ... 27
3.04 Retenues ... 27
3.04.01 Détermination du montant ... 27
3.04.02 Hypothèques légales ... 28
3.04.03 Sous-Contractant hors Québec ... 28
3.04.04 Demande d'indemnisation ... 29
3.05 Travaux différés ... 29
3.06 Délégation de paiement ... 29
3.07 Fin du Contrat ... 29
3.07.01 Restitution d'avance ... 29
3.07.02 Compensation ... 29

4.00 SÛRETÉS ... 29

4.01 Garanties d'exécution et des obligations ... 29
4.01.01 Constitution ... 29
4.01.02 Regroupement de Personnes ... 30
4.01.03 Ajustement ... 30
4.01.04 Maintien ... 30
4.02 Appropriation ... 30
4.03 Remise ... 30
4.04 Préavis à la caution ... 31
4.04.01 Demande d'exécution ... 31
4.04.02 Indemnisation ... 31

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES ... 31

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE ... 31

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE ... 31

7.01 Capacité ... 31
7.02 Assurances ... 31
7.03 Regroupement de Personnes ... 32
7.04 Permis, licences et autres autorisations ... 32
7.05 Conflits de travail ... 32
7.06 Établissement ... 32
7.07 Ressources ... 32
7.08 Divulgation ... 32
7.09 Attestation de Revenu Québec ... 32

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) ... 32

8.01 Information Confidentielle ... 33

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 33
9.01 Chargé de projet 33
9.02 Accès aux Plans et Devis 33
9.02.01 Transmission 33
9.02.02 Obtention de permis 33
9.02.03 Compléments 33
9.03 Accès au chantier 33
9.04 Autres entrepreneurs 33
9.05 Évaluation et acceptation 34
9.05.01 Droit de refus 34
a) Procédure 34
b) Motif sérieux 34
9.05.02 Avis 34
9.05.03 Exécution par un tiers 34
9.06 Demande de Changement 34
9.07 Matières dangereuses 34
9.07.01 Présomption 34
9.07.02 Contrôle et divulgation 34
9.07.03 Prévention contre exposition 35
9.07.04 Élimination ou neutralisation 35
9.08 Exonération de responsabilité 35
10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 35
10.01 Assurance 35
10.01.01 Regroupement de Personnes 35
10.01.02 Responsabilité civile générale 35
10.01.03 Chantier 36
a) Souscription et maintien 36
b) Couverture 36
10.01.04 Preuve d'assurance 36
10.01.05 Émetteur 37
10.01.06 Maintien de la responsabilité 37
10.02 Début de l'exécution du Contrat 37
10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE 37
10.04 Exécution complète 37
10.05 Respect 37
10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle 37
10.07 Conflits d'intérêts 38
10.08 Liens d'affaires 38
10.09 Meilleur Effort 38
10.10 Autorisation de contracter 38
10.10.01 ADJUDICATAIRE 38
10.10.02 Regroupement de Personnes 38
10.10.03 Sous-contractant 39
10.10.04 Montant du Contrat 39
10.11 Conformité 39
10.11.01 Lois applicables 39
10.11.02 Permis et autorisations 39
a) Obtention 39
b) Maintien 39

c) Formalités ... 39
10.11.03 Commission de la Construction du Québec ... 40
10.11.04 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) 40
a) Maître d'oeuvre ... 40
b) Exigence ... 40
c) Respect ... 40
d) Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19) ... 40
e) Avis à la CNESST ... 40
f) Attestation ... 41
g) Accident ... 41
h) Défaut ... 41
10.11.05 Loi sur le tabagisme ... 41
10.12 Main-d'œuvre ... 41
10.12.01 Autorité ... 41
10.12.02 Main-d'œuvre ... 41
10.12.03 Exclusions ... 41
a) Anciens employés ... 42
b) Motif sérieux de refus ... 42
10.12.04 Identification ... 42
10.12.05 Conduite ... 42
10.12.06 Responsabilité ... 42
10.13 Sous-contrat ... 42
10.13.01 Autorisation ... 42
10.13.02 Liste des sous-contractants ... 42
10.13.03 Informations supplémentaires ... 42
10.13.04 RENA ... 43
10.13.05 Attestation de Revenu Québec ... 43
10.13.06 Établissement ... 43
10.13.07 Responsabilité ... 43
10.13.08 Répartition des Travaux ... 43
10.13.09 Restrictions ... 43
10.13.10 Proportion ... 43
10.13.11 Assujettissement ... 44
10.13.12 Refus ... 44
10.14 Échéancier ... 44
10.14.01 Contenu ... 44
10.14.02 Remise ... 44
10.14.03 Respect ... 44
10.14.04 Pénalité ... 44
10.14.05 Suivi ... 45
10.14.06 Mise à jour continue ... 45
10.15 Délai de réalisation des Travaux ... 45
10.15.01 Point de départ ... 45
10.15.02 Cas de prolongation ... 45
10.15.03 Autorisation ... 45
10.16 Régie du Projet ... 45
10.16.01 Maîtrise des Travaux ... 46
a) Portée ... 46
b) Collaboration ... 46

c) Ingénieur-conseil 46
10.16.02 Direction des Travaux 46
a) Surintendant et contremaîtres 46
b) Délégation de pouvoirs 46
c) Remplacement 46
10.16.03 Réunions de chantier 46
a) Réunion de démarrage 46
b) Participation obligatoire 47
c) Rapports ou comptes rendus 47
10.16.04 Autres entrepreneurs 47
a) Coordination 47
b) Échéancier 47
c) Dénonciation 47
10.17 Matériaux et équipement 48
10.18 Plans et Devis 48
10.19 Dessins et instructions 48
10.19.01 Disponibilité 48
10.19.02 Vérification 48
10.19.03 Maintien de responsabilité 48
10.19.04 Annotations 48
10.20 Protection des biens 49
10.20.01 Étendue 49
10.20.02 Réparation 49
a) Aux frais de l'ADJUDICATAIRE 49
b) Aux frais du DONNEUR D'ORDRE 49
10.21 Santé et sécurité 49
10.21.01 Programme de prévention 49
a) Élaboration 49
b) Remise 49
c) Veille de conformité 50
10.21.02 Équipement de protection 50
10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE 50
10.22 Matières dangereuses 50
10.22.01 Responsabilité 50
10.22.02 Retard 51
10.22.03 Expert indépendant 51
10.23 Protection des lieux environnants 51
10.24 Prévention des nuisances 51
10.25 Inconvénients 51
10.26 Condition du sous-sol 51
10.27 Installations temporaires 51
10.28 Transport 52
10.28.01 Usage permis de camions 52
10.28.02 Attestation 52
10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac 52
10.28.04 Permis requis 52
10.29 Bornes et niveaux 52
10.30 Publicité 53
10.31 Propreté 53
10.31.01 Étendue 53

10.31.02 Intempéries 53
10.31.03 Fin des Travaux 53
10.32 Découpages, percements et réparations 53
10.32.01 Responsabilité 53
10.32.02 Personnel qualifié 53
10.32.03 Présomption 53
10.33 Échantillons, essais et dosages 54
10.33.01 Soumission et identification 54
10.33.02 Approbation préalable 54
10.33.03 Transmission des résultats 54
10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus 54
10.34 Inspection 54
10.34.01 Droit d'accès 54
10.34.02 Personnes autorisées 54
10.34.03 Travaux recouverts 54
10.34.04 Spécifique 55
10.34.05 Générale 55
10.34.06 Frais 55
10.34.07 Remise 55
10.35 Suspension des Travaux 55
10.36 Refus des Travaux 55
10.36.01 Retrait 55
10.36.02 Réparation 56
10.37 Ordre de Changement 56
10.37.01 Interdiction 56
10.37.02 Exécution immédiate 56
10.37.03 Condition 56
10.38 Manuels d'instructions 56
10.39 Garantie 56
10.39.01 Durée 56
a) ADJUDICATAIRE 56
b) Fournisseur 57
10.39.02 Début de la période 57
10.39.03 Vices cachés et malfaçons 57
a) Responsabilité 57
b) Avis de défectuosité 57
10.40 Assistance en cas de litige 57
10.41 Publicité et communications 57
10.42 Indemnisation 58
10.42.01 Dénonciation 58
10.42.02 « Perte » 58
10.42.03 Portée 58
10.42.04 Procédure 59

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 59

11.01 Information 59
11.02 Directive de chantier 59
11.03 Non-exclusivité 60
11.04 Substitution et équivalence de Matériaux 60
11.04.01 Approbation préalable 60

11.04.02 Démonstration 60
11.04.03 Interdiction 60
11.04.04 Ordre de Changement 60
11.05 Démolition et démantèlement 60
11.06 Objets de valeur 60
11.07 Réception des Travaux 61
11.07.01 Avec réserve 61
a) Conditions préalables 61
b) Demande d'inspection 61
i) Avis 61
ii) Frais d'inspection subséquente 61
c) Travaux à corriger ou à parachever 61
i) Liste 61
ii) Retenue 62
d) Documents à fournir 62
e) Émission 62
11.07.02 Sans réserve 62
a) Demande d'inspection 62
i) Avis 62
ii) Frais d'inspection subséquente 62
b) Déroulement 62
c) Émission 63
11.08 Prise de possession 63
11.08.01 Anticipée 63
a) Choix du DONNEUR D'ORDRE 63
b) Accord de l'ADJUDICATAIRE 63
c) Formulaire d'entente 63
11.08.02 Sur indication 63
11.09 Propriété Intellectuelle 63
11.10 Cession 63
11.10.01 Interdiction 63
11.10.02 Inopposabilité 64
11.10.03 Exception 64
11.11 Évaluation de rendement 64
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 64
12.01 Avis 64
12.02 Résolution de différends 65
12.02.01 Négociations de bonne foi 65
12.02.02 Médiation 65
a) Nomination commune 65
b) Nomination par un tiers 65
c) Engagement du médiateur 66
d) Règles 66
e) Échange de renseignements 66
f) Honoraires et frais 66
g) Représentant 66
h) Confidentialité 66
i) Règlement 66
j) Impasse 67

12.02.03 Arbitrage 67
a) Juridiction 67
b) Décision 67
c) Frais 67
12.03 Élection 67
12.04 Modification 67
12.05 Non-renonciation 68
12.06 Transmission électronique 68
13.00 FIN DU CONTRAT 68
13.01 De gré à gré 68
13.02 Résolution 68
13.03 Résiliation 69
13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE 69
13.03.02 Sans préavis 69
13.03.03 Avec préavis 69
13.04 Changement de Contrôle 70
13.05 Effet de la résiliation 70
13.06 Recours possibles 70
13.06.01 Choix 70
13.06.02 Garanties et obligations 70
13.07 Prise de possession du chantier 70
13.07.01 Prérogative 70
13.07.02 Responsabilité 70
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 70
15.00 DURÉE. 71
15.01 Déterminée 71
15.02 Survie 71
16.00 PORTÉE 71

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT 72
ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER 73
ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS 74
ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT 75
ANNEXE 3.03.01 - DEMANDE DE PAIEMENT 77
ANNEXE 3.03.04 - CERTIFICAT DE PAIEMENT 79
ANNEXE 3.03.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE 80
ANNEXE 3.03.07 - QUITTANCE PARTIELLE 81
ANNEXE 3.04.01 - QUITTANCE FINALE 82
ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE 83
ANNEXE 10.01.03 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER 84
ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS 86
ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX 87
ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER 88
ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE 89
ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE 90

CONTRAT DE CONSTRUCTION intervenu en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, Canada.

ENTRE :

Ville de Baie-Comeau, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), ayant son siège au 19 Marquette, en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, G4Z 1K5;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le nº 2021-46 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉ L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE a pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres nº 2021-46, se rapportant à Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan, a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Addenda

désigne tout écrit expédié par le DONNEUR D'ORDRE, avant l'ouverture des Soumissions, portant la mention addenda et servant à clarifier ou à modifier les Documents d'Appel d'Offres suite à leur publication;

0.01.02 ADJUDICATAIRE

désigne l'entrepreneur retenu au terme de l'Appel d'Offres ou son cessionnaire autorisé et peut comprendre lorsque le sens du texte l'exige ses mandataires, représentants ou préposés;

0.01.03 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres n^{o} 2021-46, se rapportant à Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan;

0.01.04 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.05 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix faisant partie de la Soumission indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.06 Certificat de réception avec réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception avec réserve des Travaux;

0.01.07 Certificat de réception sans réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception sans réserve des Travaux;

0.01.08 Changement

désigne un ajout, un retrait ou toute modification touchant les Travaux sans affecter fondamentalement la portée générale du Contrat, inscrit sur le formulaire « Demande de changement » reproduit à l'annexe 0.01.08.

0.01.09 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, un des événements suivants :

a) l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

b) une entente portant sur la vente ou la disposition de tous ou de substantiellement tous les actifs de la personne morale;

c) une réorganisation de la personne morale menant au transfert des droits conférés par le Contrat à une Personne Liée;

d) une fusion impliquant la personne morale; ou

e) l'approbation par les actionnaires de la personne morale d'un plan pour la liquidation complète de cette dernière.

0.01.10 Chantier

désigne l'emplacement où sont exécutés les Travaux, ainsi que les environs immédiats utilisés pour les installations temporaires ou pour les dépôts de Matériaux et du Matériel;

0.01.11 Chargé de Projet

désigne la Personne qui, à titre de représentant du DONNEUR D'ORDRE, administre le Contrat;

0.01.12 Contrat

désigne le présent document ainsi que ses annexes, tout Addenda s'y rapportant et comprend toute modification de celui-ci pendant sa durée;

0.01.13 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres et de la Soumission;

0.01.14 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE pour les fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique; sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent:

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le Contrat, incluant les Plans et Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.15 DONNEUR D'ORDRE

désigne le donneur d'ordre qui prépare, conclut, signe et gère le Contrat ainsi que les Changements et comprend, lorsque le sens du texte l'exige, le Chargé de Projet;

0.01.16 Échéancier

désigne le calendrier d'exécution des Travaux convenu avec le DONNEUR D'ORDRE, allant du début de ceux-ci jusqu'à la réception de l'ouvrage, joint à l'annexe 0.01.16 des présentes et comprend toute modification de celui-ci pendant la durée du Contrat;

0.01.17 Établissement

désigne l'endroit où l'ADJUDICATAIRE, exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;

0.01.18 Fin des Travaux

signifie la date de prise d'effet indiquée au Certificat de Réception avec Réserve;

0.01.19 Fin du Contrat

désigne la dernière des dates d'expiration du délai de DOUZE (12) mois des garanties minimales exigées;

0.01.20 Force Majeure

désigne tout événement imprévisible et irrésistible au sens du *Code civil du Québec*;

0.01.21 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix et l'Attestation d'Intégrité, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.22 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.23 Institution Financière

désigne un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la *Loi sur les assureurs* (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la *Loi sur les coopératives de services financiers* (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la *Loi sur les banques* (L.C. 1991, c. 46);

0.01.24 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.25 Matériaux

désigne tous les matériaux, équipements, machinerie lourde et installations nécessaires à l'exécution des Travaux;

0.01.26 Matériel

désigne l'ensemble des outils, de l'outillage, des instruments, des appareils, des machines, des véhicules, des bâtiments et les installations nécessaires à l'exécution ou à l'entretien des travaux et qui ne sont pas incorporés aux ouvrages;

0.01.27 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une dérogation au Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.28 Meilleur Effort

désigne les efforts qu'une Personne, désireuse d'atteindre un résultat, et agissant prudemment et diligemment, déploie, eu égard aux circonstances, pour assurer, dans la mesure du possible, l'atteinte d'un résultat probable et comprend les règles de l'art de tout métier ou profession ainsi que les meilleures pratiques reconnues d'un secteur d'activités;

0.01.29 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.30 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie, un regroupement de personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale, qui n'est pas partie au Contrat;

0.01.31 Personne Liée

désigne, pour chaque PARTIE, toute personne identifiée à l'article 251(2) de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5e suppl.)) ou toute personne qui a un lien de dépendance avec cette PARTIE;

0.01.32 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier;

0.01.33 Plans et Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décriv ant les Travaux à exécuter, reproduite à l'annexe 0.01.33 des présentes et comprend toute modification s'y rapportant pendant la durée du Contrat;

0.01.34 Professionnel

désigne l'architecte, l'ingénieur ou celui qui a la responsabilité de concevoir l'ouvrage en tout ou en partie ou d'en surveiller l'exécution pour le compte du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.35 Professionnel Désigné

désigne la firme de professionnels désignée par le DONNEUR D'ORDRE à ce titre aux Documents d'Appel d'Offres;

0.01.36 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou à l'obtention d'espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux SOUMISSIONNAIRES;

0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) ou la politique de gestion contractuelle qui est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui;

0.01.39 Regroupement de Personnes

désigne une entente entre plusieurs entrepreneurs en vue d'une collaboration pour l'exécution du Contrat. Un regroupement de personnes au sens de la présente clause n'est pas juridiquement organisé. Il peut notamment être désigné comme un « consortium » ou une « coentreprise »;

0.01.40 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres.

0.01.41 Sous-Contrat

désigne un contrat conclu par l'ADJUDICATAIRE avec un Sous-Contractant directement lié à l'exécution des Travaux;

0.01.42 Sous-Contractant

désigne une Personne, autre qu'un employé de l'ADJUDICATAIRE, qui exécute des Travaux pour le compte et selon les directives de celui-ci en vertu d'une entente;

0.01.43 Travaux

désigne l'ensemble des travaux décrits aux Plans et Devis ainsi que les modalités d'exécution de ceux-ci;

0.02 Références financières

0.02.01 Devises

Toutes les sommes d'argent prévues dans le Contrat sont en devise canadienne.

0.02.02 Taxes

À moins d'indication contraire dans le texte, les montants indiqués dans le Contrat ne comprennent pas la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ) ainsi que toute autre taxe applicable sur de tels montants par les autorités publiques pendant la durée du Contrat.

0.03 Primauté

0.03.01 Contrat et accords verbaux

Le Contrat prime sur tout accord intervenu avec l'ADJUDICATAIRE qui n'a pas fait l'objet d'un écrit subséquent.

0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres

En cas de contradiction ou divergence entre les différents Documents d'Appel d'Offres, l'ordre de primauté suivant détermine, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, le document dominant:

a) Addenda;

b) Contrat;

c) Devis;

d) Plans et dessins;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.03.03 Conflits entre documents techniques

a) **Ordre à respecter**

De plus, l'ordre de primauté suivant doit être adopté en cas de contradiction ou de divergence sur les Plans et Devis :

i) les originaux papier des Plans et Devis scellés priment sur les versions électroniques de tels documents;

ii) les dimensions chiffrées indiquées sur les dessins priment, même si elles diffèrent des dimensions prises à l'échelle;

iii) les dessins établis à la plus grande échelle priment sur les dessins à l'échelle réduite;

iv) les cotes priment les mesures à l'échelle;

v) les plans de détails priment les plans d'ensemble.

Par ailleurs, entre deux documents de même type et support, celui portant la date la plus récente prédomine.

b) **Autorité du Professionnel**

Sujet aux règles de primauté prévues à la présente sous-section, le Professionnel a seul autorité pour interpréter les Plans et Devis et autres documents techniques relevant de sa spécialité

concernant l'exécution des Travaux. La décision du Professionnel compétent en la matière est finale. Elle lie l'ADJUDICATAIRE qui doit s'y conformer et exécuter sans interruption les Travaux sujet à son droit de signifier par écrit, dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis écrit de cette décision, au Professionnel décideur et au DONNEUR D'ORDRE, une contestation motivée de cette décision. Le cas échéant, les PARTIES doivent respecter la procédure de résolution de différends prévue à la sous-section 12.02.

0.04 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.05 Généralités

0.05.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Toutes les échéances indiquées dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) le terme «mois», lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Reports**

Si l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation au Contrat est retardée en raison :

i) d'un défaut par l'une des PARTIES dans l'exécution de ses obligations au Contrat;

ii) d'un cas de force majeure;

iii) d'un amendement au Contrat; ou

iv) de tout autre facteur hors du contrôle de la PARTIE à qui incombe l'obligation;

cette dernière est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment à moins que les PARTIES en conviennent autrement.

d) **Demande**

Aucune prolongation pour cause de retard ne peut être consentie à moins qu'une demande n'en soit faite promptement par écrit au Chargé de Projet au plus tard dans les DIX (10) jours ouvrables à compter du commencement du retard; dans le cas d'un motif de nature continue, la présentation d'une demande unique suffit.

0.05.02 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

1.00 OBJET

1.01 Travaux

Sujet au respect du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE convient par les présentes de confier l'exécution des Travaux à l'ADJUDICATAIRE qui convient d'exécuter ceux-ci, conformément aux Plans et Devis, moyennant la contrepartie indiquée à la section 2.00.

1.02 Licence

L'ADJUDICATAIRE accorde au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, d'adapter, de publier et de traduire les dessins d'atelier, le programme de prévention élaboré en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., c S-2.1), les rapports ou comptes rendus et, généralement, tous autres documents à être réalisés en vertu du Contrat, aux fins des activités et objets du Chargé de Projet ou, le cas échéant, du DONNEUR D'ORDRE. Cette licence est accordée sans limite territoriale et sans limite de temps.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Travaux

2.01.01 Prix

En guise de contrepartie à l'exécution des Travaux, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le(s) montant(s) indiqué(s) au Bordereau de Prix.

2.01.02 Ventilation des coûts

Si la ventilation des coûts de construction n'apparaît pas au Bordereau de Prix, l'ADJUDICATAIRE doit, dans les DIX (10) jours avant le début des Travaux, remettre celle-ci au DONNEUR D'ORDRE selon une nomenclature établie par ce dernier.

2.01.03 Quantités unitaires

Les quantités indiquées au bordereau des prix ne sont que des prévisions. L'ADJUDICATAIRE n'a droit qu'au paiement des quantités réellement exécutées ou fournies.

2.02 Licence

La contrepartie pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de ce contrat est incluse dans la rémunération versée à l'ADJUDICATAIRE pour l'exécution des Travaux.

2.03 Ajustement

2.03.01 Règle

Il est interdit aux PARTIES de demander un ajustement du prix du Contrat dans les cas suivants :

a) lorsqu'il se produit un retard ou un arrêt dans les Travaux ou pour tout coût additionnel attribuable au non-respect par l'ADJUDICATAIRE, ses employés, mandataires, Sous-Contractants et fournisseurs d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) un manquement d'un Sous-Contractant ou son remplacement suite au non-redressement de ce manquement;

c) l'insolvabilité ou la cession de biens ou la faillite d'un Sous-Contractant et son remplacement;

d) lorsque l'ADJUDICATAIRE néglige de signaler des défauts ou des déficiences au regard des travaux des autres entrepreneurs ayant un impact sur ses Travaux en temps opportun;

Dans les autres cas, l'ajustement à la hausse ou à la baisse du prix du Contrat est admis, au cas par cas, sujet aux modalités qui suivent.

2.03.02 Autres entrepreneurs

Si le DONNEUR D'ORDRE exerce son droit d'adjuger des contrats distincts à d'autres entrepreneurs relativement à des travaux connexes autres que ceux prévus au Contrat, les obligations de l'ADJUDICATAIRE d'agir en tant que maître d'œuvre demeurent inchangées. Le cas échéant, le prix du Contrat est toutefois augmenté d'un montant équivalent à DIX POUR CENT (10 %) du coût des contrats distincts.

2.03.03 Travaux refusés

Dans le cas des Travaux défectueux, si, après consultation auprès du DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel concerné avise l'ADJUDICATAIRE qu'il n'est pas nécessaire de rectifier les Travaux défectueux ou non conformes en vertu des Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE déduit du prix du Contrat la différence de valeur entre les Travaux tels qu'exécutés et ceux prévus au Contrat. Le montant de cette différence de valeur est déterminé par le DONNEUR D'ORDRE sur recommandation des Professionnels concernés.

2.03.04 Matières dangereuses

En cas de présence avérée ou soupçonnée de matières dangereuses à l'endroit où s'exécutent les Travaux, si les mesures prises par l'ADJUDICATAIRE en vertu de la clause 10.22.01 du Contrat ont pour effet de retarder l'exécution des Travaux ou d'entraîner pour lui des frais additionnels, l'ADJUDICATAIRE est remboursé du supplément raisonnable du coût causé par le retard et par le fait qu'il a pris ces mesures.

2.03.05 Demande de Changement

Si le DONNEUR D'ORDRE transmet une demande de Changement à l'ADJUDICATAIRE, celui-ci doit soumettre un prix ou un crédit détaillé sur le formulaire «Ordre de changement» reproduit à l'annexe 2.03.08 dans un délai de CINQ (5) jours suivant réception de la demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. Après la réception du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de sa proposition.

2.03.06 Détermination de la valeur

La valeur de tout Changement est déterminée selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes à savoir:

a) estimation, négociation et acceptation d'un prix forfaitaire ventilé, lequel est déterminé sur la base des taux de majoration prévus au paragraphe c) du présent alinéa pour les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE;

b) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire, application des prix unitaires mentionnés au Contrat ou convenus par la suite;

c) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire ou d'appliquer les prix unitaires, cumul du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement lié au changement, majoré des pourcentages suivants :

i) QUINZE POUR CENT (15 %) lorsque les travaux sont exécutés par l'ADJUDICATAIRE;

ii) DIX POUR CENT (10 %) pour l'ADJUDICATAIRE et QUINZE POUR CENT (15 %) pour le Sous-Contractant, lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-Contractant.

Aux fins de l'application du paragraphe c) du premier alinéa, le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement correspond au coût réel des éléments décrits à la clause 2.03.07. La majoration inclut les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE.

2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement

L'ADJUDICATAIRE doit faire la démonstration de chaque dépense liée à un changement. Le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement attribuable à l'exécution du changement aux travaux correspond aux coûts réels de l'ADJUDICATAIRE et des Sous-Contractants, sur les éléments suivants :

a) les salaires et charges sociales versés aux ouvriers conformément à une convention collective applicable ainsi qu'au contremaître et, le cas échéant, au surintendant qui supervise les salariés sur le chantier;

b) les frais de déplacement et d'hébergement des salariés additionnels requis;

c) le coût de tous les matériaux, produits, fournitures, incluant les matériaux incorporés à l'ouvrage en raison du changement aux travaux, y compris les frais de transport, d'entreposage et de manutention de ceux-ci, le tout correspondant au plus bas prix consenti à l'ADJUDICATAIRE et aux Sous-Contractants;

d) les taxes et autres droits imposés par toute autorité compétente sur la main-d'oeuvre, les matériaux et l'équipement requis et auxquels l'ADJUDICATAIRE est assujetti, à l'exclusion de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) lorsque l'organisme public en est exempt;

e) le coût de transport et d'utilisation d'équipements et d'outils additionnels requis, autres que ceux à main utilisés par les salariés;

f) le coût additionnel du contrôle de la qualité des travaux relatifs au changement par le responsable de l'assurance-qualité ou le surintendant;

g) les redevances et les droits de brevet applicables;

h) les primes additionnelles de cautionnements et d'assurances que l'ADJUDICATAIRE doit payer à la suite de l'augmentation du prix de son contrat;

i) les frais d'énergie et de chauffage directement attribuables au changement;

j) le coût d'enlèvement et d'élimination des ordures et débris attribuables au Changement;

k) les protections, installations temporaires et les ouvrages de sécurité additionnels nécessaires;

l) tout autre coût de main-d'œuvre, de matériaux et d'équipement additionnel requis, non spécifié aux paragraphes qui précèdent et attribuable à l'exécution du changement.

2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement

a) **Détermination unilatérale**

Après réception de la position du DONNEUR D'ORDRE à l'égard du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, si ces derniers ne peuvent, après une première démarche de négociation, s'entendre sur la valeur d'un changement, le montant estimé et ventilé du

changement exigé est alors déterminé par le DONNEUR D'ORDRE dans l'ordre de changement. L'ordre de Changement est produit sur le formulaire «Ordre de Changement» reproduit à l'annexe 2.03.08.

b) **Avis de différend**

Dans un tel cas, l'ADJUDICATAIRE peut, dans les quinze (15) jours de la délivrance de l'ordre de Changement, dénoncer par écrit au DONNEUR D'ORDRE un avis de différend à ce sujet en exposant les points en litige, ses prétentions à l'égard de ceux-ci, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives. Le cas échéant, ce différend doit être résolu selon la procédure prévue à la sous-section 12.02 du Contrat.

2.04 Fin du Contrat

Nonobstant ce qui précède, si, conformément à la section 13.00, le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat et prend possession du chantier l'ADJUDICATAIRE n'a droit qu'aux indemnités prévues ci-après.

2.04.01 Travaux et biens fournis

L'ADJUDICATAIRE n'a alors droit, en proportion du prix convenu, qu'aux frais et dépenses actuelles, à la valeur des Travaux exécutés avant la notification de la résiliation ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens fournis, lorsque ceux-ci ne peuvent lui être remis et qu'il ne peut les utiliser.

2.04.02 Matériaux et frais démobilisation

Les frais relatifs aux matériaux livrés au chantier, à la main-d'œuvre et au matériel de construction, à l'équipement, aux activités de repliement et autres activités de démobilisation sont remboursés à l'ADJUDICATAIRE à la condition qu'il les justifie et qu'ils soient certifiés par le Professionnel Désigné.

2.04.03 Profits ou dommages

L'ADJUDICATAIRE, outre ce qui est prévu ci-devant, n'a droit à aucune autre compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ou pour dommages-intérêts.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Regroupement de Personnes

Si l'ADJUDICATAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes, le DONNEUR D'ORDRE paie toute facture conforme au représentant du Regroupement de Personnes qui a signé la Soumission. Le paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE au représentant du Regroupement de Personnes le libère de ses obligations envers tous les membres du Regroupement de Personnes.

3.02 Méthode de paiement

L'ADJUDICATAIRE doit adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit communiquer avec le DONNEUR D'ORDRE à la suite de l'adjudication du Contrat.

3.03 Procédure

3.03.01 Demande de paiement

Les demandes de paiement sont présentées, mensuellement ou selon le calendrier de paiement établi par le DONNEUR D'ORDRE, au Professionnel Désigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le formulaire obligatoire que l'ADJUDICATAIRE doit utiliser pour faire une demande de paiement est reproduit à l'annexe 3.03.01 des présentes.

3.03.02 Contenu obligatoire

Les demandes de paiement doivent porter la date du dernier jour du mois et le montant réclamé doit correspondre à la valeur des travaux exécutés et des matériaux incorporés à l'œuvre à cette date au prorata du prix du contrat y compris, le cas échéant, les taxes applicables dont la TPS et la TVQ. Les approvisionnements sur le chantier en sont exclus, à moins d'une autorisation spéciale du DONNEUR D'ORDRE. Ces demandes doivent totaliser la valeur des travaux parachevés, déduction faite du total des paiements antérieurs.

3.03.03 Déclaration solennelle

Les demandes de paiement, incluant toutes les pièces justificatives requises, doivent parvenir au Professionnel Désigné dans les cinq (5) jours suivant la fin de la période. Toute demande de paiement à l'exception de la première doit être accompagnée d'une déclaration solennelle de l'ADJUDICATAIRE, dans la forme prescrite à l'annexe 3.03.03, à l'effet qu'il a acquitté tous comptes dus aux Sous-Contractants, ouvriers et fournisseurs de matériaux et tous autres frais figurant dans la précédente demande de paiement.

3.03.04 Certificat de paiement

Sur réception d'une demande de paiement de l'ADJUDICATAIRE, le Professionnel Désigné délivre un certificat de paiement, dans la forme prescrite à l'annexe 3.03.04, au montant demandé ou établi après vérification. Une copie de la demande de paiement vérifiée est transmise à l'ADJUDICATAIRE.

3.03.05 Preuve d'assurance

Avant que le premier paiement ne soit effectué par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE une copie de la police d'assurance responsabilité et dommage matériel et de la police d'assurance multirisque de chantier ainsi que les avenants à ces polices, de même que le calendrier d'exécution des Travaux et toute mise à jour de celui-ci.

3.03.06 Paiement

Sous réserve des retenues prévues à la sous-section 3.04, le délai de paiement est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la réception du certificat de paiement, accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

3.03.07 Quittance partielle

Par ailleurs, sur demande du DONNEUR D'ORDRE lorsque des circonstances ou des motifs le justifient, l'ADJUDICATAIRE doit, avec chaque demande de paiement, produire une quittance partielle, en la forme prescrite à l'annexe 3.03.07, dûment complétée et signée par le ou les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux identifiés par le DONNEUR D'ORDRE, attestant le paiement des sommes qui leur sont dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.03.08 Réserve

Il est entendu entre les PARTIES qu'un paiement ne constitue pas une acceptation des Travaux.

3.03.09 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.03.10 Ordre de Changement

La procédure de paiement décrite dans la présente section s'applique, en faisant les adaptations nécessaires aux sommes supplémentaires qui deviennent dues à la suite d'un ordre de Changement. Si, par contre, un ordre de Changement engendre une réduction quelconque du prix du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit joindre, à la demande de paiement qui suit ou à tout autre moment dont il peut convenir avec le DONNEUR D'ORDRE, cette demande de Changement la note de crédit correspondant au montant de la réduction ainsi générée.

3.03.11 CCQ et CNESST

Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE présente avec chaque demande de paiement, y compris la première, un certificat attestant que toutes les contributions exigibles par la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ont été versées.

3.04 Retenues

3.04.01 Détermination du montant

Le DONNEUR D'ORDRE effectuera des retenues sur les montants payables à l'ADJUDICATAIRE selon les modalités suivantes :

a) Dans tous les cas, lorsqu'une hypothèque légale de construction est inscrite, le propriétaire se réserve le droit de retenir, à même les paiements effectués à l'ADJUDICATAIRE, un montant égal à la créance augmenté de VINGT POUR CENT (20%).

b) des retenues de DIX POUR CENT (10%) sur chacun des paiements sont effectuées, lesquelles sont remises dans les QUARANTE-CINQ (45) jours suivant la date de la réception sans réserve des Travaux, sujet à ce qui suit;

c) l'ADJUDICATAIRE reconnaît que les DIX POUR CENT (10%) de retenues cumulatives demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE jusqu'à ce que l'ADJUDICATAIRE établisse qu'il a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des gages, matériaux et services;

d) l'ADJUDICATAIRE accepte en conséquence que le DONNEUR D'ORDRE puisse, après avis préalable, utiliser ces montants, en tout ou en partie, pour le remboursement des créanciers au sens du texte de la formule de cautionnement des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services fournie dans les Documents d'Appel d'Offres;

e) l'ADJUDICATAIRE accepte également que les paiements effectués directement à ces créanciers soient considérés comme ayant été effectués à lui-même et qu'ils soient déduits des montants qui lui seraient dus en vertu du contrat.

Pour que le paiement de cette retenue soit effectué, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, d'une part, les quittances complètes et finales de tous les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux ayant dénoncé leur contrat, et ce, conformément au formulaire prévu à l'annexe 3.04.01 d'autre part, un état certifié de tous les droits réels publiés depuis la date de signature du contrat, l'état devant être émis au moins trente (30) jours suivant la date de la signature par le DONNEUR D'ORDRE du certificat de réception avec réserve.

3.04.02 Hypothèques légales

Pour obtenir le paiement du solde du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avec sa demande de paiement, une copie certifiée (portant le timbre du bureau de la publicité des droits et la signature originale de l'officier de la publicité des droits) de l'index aux immeubles (registre foncier à l'entrée en vigueur du registre) couvrant la période allant de la date de signature du Contrat jusqu'à TRENTE ET UN (31) jours après la date de la réception sans réserve des Travaux et établissant qu'aucune hypothèque légale n'a été enregistrée sur l'immeuble faisant l'objet du Contrat. Advenant l'enregistrement d'hypothèques légales pour des Travaux prévus en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de lever lui-même ces hypothèques en utilisant le solde du Contrat.

3.04.03 Sous-Contractant hors Québec

Outre les retenues prévues à la présente clause, si l'ADJUDICATAIRE utilise un Sous-Contractant qui n'a pas d'établissement au Québec, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir, à même le prix du Contrat, un montant équivalant à DIX POUR CENT (10 %) du montant

du Sous-Contrat impliqué, sans préjudice à tout autre droit et recours du DONNEUR D'ORDRE.

3.04.04 Demande d'indemnisation

Si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'une demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE alors que celui-ci lui doit encore des sommes d'argent en vertu du Contrat, il est convenu qu'en pareilles circonstances le DONNEUR D'ORDRE peut retenir de telles sommes, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande d'indemnisation, et, dans la mesure où cette décision lui est favorable, opérer compensation.

3.05 Travaux différés

Après l'émission du Certificat de réception sans réserve englobant les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE libère la retenue qu'il a effectuée pour les Travaux (valeur des Travaux majorés de 20 %).

3.06 Délégation de paiement

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur l'administration fiscale* (L.R.Q., c. A-6.002), lorsque l'ADJUDICATAIRE est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, le ministre ou le DONNEUR D'ORDRE, dans le cas où ce dernier est un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de cette loi, peut, s'il en est requis par le ministre du Revenu, transmettre à celui-ci en tout ou en partie le montant payable en vertu du Contrat afin que le ministre puisse affecter en tout ou en partie ce montant au paiement de cette dette.

3.07 Fin du Contrat

3.07.01 Restitution d'avance

Si le DONNEUR D'ORDRE met fin au Contrat conformément à la Partie 13.00 et si l'ADJUDICATAIRE avait, lors de la signature de celui-ci obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier à moins qu'il puisse démontrer au DONNEUR D'ORDRE qu'il ait droit de conserver celle-ci pour les Travaux exécutés.

3.07.02 Compensation

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'opérer compensation entre le montant total de ces frais et tout montant dû à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat ou autrement.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garanties d'exécution et des obligations

4.01.01 Constitution

Sous peine de se voir retirer le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de l'envoi de l'Avis d'Adjudication, fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution et une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE

pour gages, matériaux et services qui doivent correspondre, chacune, à l'un ou l'autre des montants suivants :

a) d'un montant équivalant à CINQUANTE POUR CENT (50 %) du montant du contrat, si la garantie est fournie sous forme de cautionnement émis en faveur du DONNEUR D'ORDRE par une Institution Financière des présentes, qui doit être conforme aux dispositions des modèles de cautionnement d'exécution et de cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services reproduits respectivement aux annexes 4.02A et 4.02B du Formulaire de Soumission;

b) d'un montant équivalant à DIX POUR CENT (10 %) du montant du contrat, si la garantie est fournie sous la forme d'un chèque certifié, d'un mandat-poste ou d'une traite bancaire, fait à l'ordre du DONNEUR D'ORDRE.

4.01.02 Regroupement de Personnes

Lorsque l'ADJUDICATAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes, la garantie d'exécution et la garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services doivent désigner nommément chacun des membres du Regroupement de Personnes.

4.01.03 Ajustement

Si le Contrat fait l'objet d'une ou plusieurs Demandes de Changement et s'il en résulte une hausse du montant initial du Contrat de DIX POUR CENT (10 %) ou plus, l'ADJUDICATAIRE doit fournir de nouvelles garanties basées sur le montant révisé du Contrat.

4.01.04 Maintien

Les garanties offertes sous forme de cautionnement sont valables pour toute la durée du Contrat et les garanties offertes sous forme autre que le cautionnement sont retournées à l'ADJUDICATAIRE au plus tard TRENTE (30) jours après l'émission du Certificat de réception sans réserve en échange de nouvelles garanties correspondant à UN POUR CENT (1 %) du montant du Contrat, sans toutefois être inférieures à CINQ CENTS DOLLARS (500 $). Ces dernières sont remises à l'ADJUDICATAIRE UN (1) an après l'émission du Certificat de réception sans réserve.

4.02 Appropriation

Advenant la résiliation du Contrat en raison d'un défaut de l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE devient propriétaire de la somme déposée en garantie d'exécution du Contrat et cela, sans préjudice aux autres dommages et intérêts qu'il peut réclamer à l'ADJUDICATAIRE du fait de la résiliation.

4.03 Remise

Sous réserve de la clause 4.02 des présentes, le DONNEUR D'ORDRE retourne la garantie d'exécution à l'ADJUDICATAIRE après l'exécution complète du Contrat et la remise par ce dernier de tous les documents requis à la fin du Contrat s'il y a lieu. La garantie d'exécution

déposée sous forme de chèque certifié, de mandat-poste ou de traite bancaire est retournée ou remboursée sans intérêts à l'ADJUDICATAIRE.

4.04 Préavis à la caution

4.04.01 Demande d'exécution

Advenant un défaut de l'ADJUDICATAIRE, si ce dernier a remis une garantie d'exécution sous forme de cautionnement, le DONNEUR D'ORDRE avise la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat.

4.04.02 Indemnisation

À défaut par la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat dans les délais prescrits par le DONNEUR D'ORDRE, le Contrat est résilié de plein droit et la caution doit verser au DONNEUR D'ORDRE la différence entre le prix qui aurait été payé à l'ADJUDICATAIRE et celui qui doit être payé à toute Personne qui est appelée à exécuter le Contrat ainsi que tout coût occasionné au DONNEUR D'ORDRE par l'inexécution des obligations et conditions prévues au Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, pouvoirs et autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Assurances

L'ADJUDICATAIRE déclare avoir souscrit à des polices d'assurance suffisantes pour couvrir les principaux risques inhérents à l'exécution des Travaux. De plus, il atteste être assuré en prévision de toute réclamation pouvant impliquer sa responsabilité civile.

7.03 Regroupement de Personnes

Si l'ADJUDICATAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes, il reconnaît que tous les membres du Regroupement de Personnes sont solidairement responsables envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète du Contrat et des autres obligations qui lui incombent en vertu du Contrat.

7.04 Permis, licences et autres autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences et autres autorisations requis par les autorités publiques compétentes en relation avec ses activités et pour exécuter les Travaux.

7.05 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.06 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.07 Ressources

L'ADJUDICATAIRE possède l'expertise et les ressources nécessaires pour exécuter les Travaux conformément aux Plans et Devis et, le cas échéant, dans les délais indiqués à l'Échéancier.

7.08 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

7.09 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE reconnaissant qu'un tel geste constitue une infraction suivant le *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes municipaux* (RLRQ, chapitre C-19, r. 3), justifiant un constat d'infraction, déclare, aux fins de l'obtention du Contrat, ne pas avoir transmis une attestation de Revenu Québec contenant des renseignements faux ou inexacts.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Chargé de projet

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, d'aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

9.02 Accès aux Plans et Devis

9.02.01 Transmission

Trois (3) exemplaires originaux en version papier et un exemplaire en version reproductible, des Plans et Devis émis pour construction doivent être fournis sans frais à l'ADJUDICATAIRE. Toute copie supplémentaire réclamée par l'ADJUDICATAIRE sera facturée au coût de 52 $ par copie.

9.02.02 Obtention de permis

Au surplus, lorsque de tels documents nécessaires à l'exécution des Travaux sont requis pour l'obtention de tout permis par l'ADJUDICATAIRE, ces exemplaires doivent être remis, sans frais, à l'ADJUDICATAIRE à sa demande expresse.

9.02.03 Compléments

Au besoin, des détails et des instructions qui peuvent se traduire, en outre, sous forme de documents graphiques ou écrits, d'échantillons ou de maquettes qui deviennent des Documents d'Appel d'Offres, doivent également être transmis à l'ADJUDICATAIRE.

9.03 Accès au chantier

Le DONNEUR D'ORDRE doit, pendant toute la durée des Travaux, assurer à l'ADJUDICATAIRE le plein accès des lieux où ceux-ci s'exécutent.

9.04 Autres entrepreneurs

Dans la mesure où le DONNEUR D'ORDRE fait appel à d'autres entrepreneurs pour exécuter des travaux se rapportant au même projet, ce dernier doit exiger de leur part des couvertures d'assurance suffisantes dans la mesure où les travaux visés par le contrat de l'ADJUDICATAIRE peuvent être touchés.

9.05 Évaluation et acceptation

9.05.01 Droit de refus

a) **Procédure**

Malgré toute autorisation ou approbation donnée aux fins de rémunération aux différentes étapes d'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit, lors de la réception définitive des Travaux se rapportant à la réalisation d'un ouvrage matériel ou intellectuel quelconque, de refuser, en tout ou en partie, ceux qui ne sont pas exécutés conformément aux exigences des Plans et Devis.

b) **Motif sérieux**

Toutefois, le DONNEUR D'ORDRE ne peut refuser les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE que pour une bonne et valable raison relative à la qualité du travail, compte tenu de ce qui est demandé à l'ADJUDICATAIRE et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

9.05.02 Avis

Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE fait connaître par avis écrit son refus d'une partie ou de l'ensemble des travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE dans les DIX (10) jours de la réception définitive des Travaux. L'absence d'avis dans le délai prescrit signifie que le DONNEUR D'ORDRE accepte les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE.

9.05.03 Exécution par un tiers

Si l'ADJUDICATAIRE omet ou refuse d'exécuter les Travaux correctifs dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE, ce dernier se réserve le droit de faire reprendre les Travaux par un tiers aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

9.06 Demande de Changement

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sans entraîner la nullité du Contrat, apporter des changements aux Travaux. Le montant du Contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05 des présentes. Ces changements entraînent également une modification du délai d'exécution ainsi que de la commande d'exécution.

9.07 Matières dangereuses

9.07.01 Présomption

Pour les fins de la législation environnementale applicable, le DONNEUR D'ORDRE est réputé avoir la maîtrise de l'endroit où s'exécutent les Travaux et être responsable de l'administration de celui-ci, pour ce qui est des conditions existantes.

9.07.02 Contrôle et divulgation

Avant que l'ADJUDICATAIRE ne commence les travaux, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables pour vérifier si des substances ou matières toxiques ou dangereuses sont présentes à l'endroit où s'exécutent les Travaux et fournir par écrit à l'ADJUDICATAIRE, le cas échéant, la liste de ces substances et matières.

9.07.03 Prévention contre exposition

Le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à des substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'emplacement de l'ouvrage avant que l'ADJUDICATAIRE commence les Travaux.

9.07.04 Élimination ou neutralisation

Sauf si le Contrat stipule expressément qu'il en est autrement, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à la loi, pour éliminer, entreposer ou rendre inoffensives de quelque autre façon les substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'endroit où s'exécutent les Travaux avant que l'ADJUDICATAIRE commence ceux-ci.

9.08 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Assurance

10.01.01 Regroupement de Personnes

Lorsque l'ADJUDICATAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes, tous les membres du Regroupement de Personnes doivent remplir les exigences en matière d'assurance prévues au Contrat.

10.01.02 Responsabilité civile générale

L'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance responsabilité civile générale conformément aux conditions et modalités à l'Annexe 10.01.02 « Avenant à la police de responsabilité civile générale » jusqu'à la réception sans réserve de l'ensemble des Travaux au moyen soit d'une police distincte, soit d'un avenant à une police déjà existante, une assurance responsabilité civile générale comportant une limite d'indemnité unique au montant minimum de CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000 $) par événement, ou à tout autre montant prévu au Contrat, pour dommages corporels (y compris la mort en

résultant) et pour dommages matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'évènement et couvrant :

a) le risque des lieux et activités;

b) le risque des produits et des travaux terminés;

c) le risque de responsabilité assumée en vertu d'un contrat, formule globale, et couvrant les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux de l'ADJUDICATAIRE;

d) le risque découlant d'ascenseurs et de monte-charges, le cas échéant;

e) le risque relatif aux préjudices personnels;

f) le risque des travaux d'étayage, de dynamitage, d'excavation, de reprises en sous-œuvre, de démolition, de battage de pieux, de travaux de souterrains, de percements de tunnels, de travaux de nivellement, le cas échéant;

g) le risque de responsabilité automobile des non-propriétaires;

h) le risque de responsabilité civile contingente des patrons;

i) l'avenant d'extension du terme assuré aux employés de l'assuré désigné;

j) l'avenant dommages matériels formule étendue.

10.01.03 Chantier

a) **Souscription et maintien**

À moins d'indication contraire stipulée dans le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance de chantier conformément aux conditions et modalités établies à l'Annexe 10.01.03 intitulé « Avenant à la police d'assurance de chantier ».

b) **Couverture**

L'assurance doit être constituée par une police d'assurance de chantier (formule globale) et couvrir la pleine valeur assurable des Travaux établie en fonction du prix du Contrat et la pleine valeur déclarée des matériaux, produits et équipements qui doivent être fournis par le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'incorporation à l'ouvrage. L'assurance doit tenir compte des intérêts du DONNEUR D'ORDRE, de l'ADJUDICATAIRE, des Sous-Contractants et de toute autre Personne ayant un intérêt assurable dans les Travaux.

10.01.04 Preuve d'assurance

L'ADJUDICATAIRE doit remettre promptement après l'entrée en vigueur du Contrat, une copie de chaque police d'assurance qui doit répondre aux exigences de la présente sous-section 10.01.

10.01.05 Émetteur

Ces polices d'assurance doivent être souscrites auprès d'une Institution Financière et doivent prévoir un avis écrit d'au moins TRENTE (30) jours aux PARTIES en cas d'annulation ou de réduction de couverture.

10.01.06 Maintien de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette section ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.02 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE doit identifier un représentant possédant la délégation de pouvoir suffisante pour discuter avec le DONNEUR D'ORDRE des aspects contractuels du projet. Il doit entretenir un dialogue avec le représentant du DONNEUR D'ORDRE afin d'évaluer et de solutionner les problèmes relatifs à la réalisation du projet.

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir le consentement du DONNEUR D'ORDRE avant de remplacer cette personne. Dans un tel cas, le DONNEUR D'ORDRE peut, à sa discrétion :

a) accepter le changement si la personne proposée en remplacement est équivalente à celle initialement identifiée et si l'ADJUDICATAIRE assume le transfert des connaissances;

b) refuser le changement s'il juge que la personne proposée n'est pas équivalente à celle initialement identifiée et obliger l'ADJUDICATAIRE à poursuivre avec la personne initiale.

10.04 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat. L'ADJUDICATAIRE s'engage également à faire tous les menus travaux usuels et nécessaires au parachèvement des Travaux et afin de les rendre conformes à l'usage auquel ils sont destinés, qu'ils aient été ou non spécifiés dans les Plans et Devis.

10.05 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.07 Conflits d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.08 Liens d'affaires

Pendant la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et une Personne ayant participé à la préparation de l'Appel d'Offres dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.09 Meilleur Effort

L'ADJUDICATAIRE s'engage à déployer son Meilleur Effort dans l'exécution des Travaux. Il doit en outre, exécuter ceux-ci conformément aux normes et codes spécifiés ou cités en référence dans le Devis. En l'absence de mention quant aux normes à respecter au sein du Devis, les Travaux doivent être conformes ou supérieurs aux normes et codes provinciaux ou municipaux en vigueur au moment. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes ont préséance.

10.10 Autorisation de contracter

10.10.01 ADJUDICATAIRE

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger l'ADJUDICATAIRE à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.02 Regroupement de Personnes

Lorsque la formation d'un Regroupement de Personnes est autorisée en vertu de la Régie de l'Appel d'Offres et que l'ADJUDICATAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes, le gouvernement peut, en cours d'exécution du Contrat, obliger les membres du

Regroupement de Personnes à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.03 Sous-contractant

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.04 Montant du Contrat

Si, en cours d'exécution du Contrat, le montant du Contrat devient égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement du Québec, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir une autorisation de contracter délivrée par l'AMP.

10.11 Conformité

10.11.01 Lois applicables

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de s'assurer que les Travaux sont exécutés conformément aux Lois applicables. L'ADJUDICATAIRE doit notamment veiller à ce que les Travaux soient exécutés conformément au *Code de construction* adopté en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, chapitre B-1.1).

10.11.02 Permis et autorisations

a) **Obtention**

L'ADJUDICATAIRE doit se munir de tous les permis, licences, brevets et certificats nécessaires à l'exécution des Travaux, respecter et faire respecter les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, ordonnances, codes, décrets et conventions collectives touchant la construction ou la main-d'œuvre et fournir, sur demande du Professionnel Désigné ou du DONNEUR D'ORDRE, la preuve de leur observance. Les frais afférents à l'obtention des documents ci-dessus indiqués doivent être inclus dans le prix de la soumission.

b) **Maintien**

Sauf indication contraire, l'ADJUDICATAIRE doit maintenir tout permis, licence, accréditation ou autorisation nécessaire à l'exécution des Travaux; il doit les garder valides pendant toute la durée du Contrat. Dans tous les cas, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces permis et certificats

c) **Formalités**

L'ADJUDICATAIRE doit également remplir le formulaire «Déclaration de travaux» disponible auprès de la Régie du bâtiment du Québec et lui retourner dans les délais prescrits, avec copie au DONNEUR D'ORDRE.

10.11.03 Commission de la Construction du Québec

L'ADJUDICATAIRE doit être enregistré à titre d'employeur à la *Commission de la Construction du Québec* (CCQ) et veiller à ce qu'il n'y ait pas de «travail au noir» sur le chantier. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'exiger de l'ADJUDICATAIRE une lettre d'état de la situation émise par la CCQ.

10.11.04 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

a) **Maître d'oeuvre**

L'ADJUDICATAIRE est seul à être considéré comme le maître d'œuvre du Chantier au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1), la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, chapitre A-3.001) et leurs règlements afférents.

b) **Exigence**

Tout chantier de construction doit être conçu et tenu de façon à protéger les travailleurs contre les risques professionnels et à en assurer la salubrité. La responsabilité d'éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute Personne dans les limites du chantier incombe à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Respect**

L'ADJUDICATAIRE, reconnaissant qu'il a, à compter du début des Travaux, le contrôle total du chantier pendant l'exécution des Travaux, en tant que maître d'œuvre, s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les Personnes impliquées dans l'exécution des Travaux respectent les ordonnances, normes et règlements de la CNESST, dont notamment le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4).

d) **Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19)**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre connaissance du document « Guide de normes sanitaires en milieu de travail pour le secteur de la construction - COVID-19 », accessible sur le site-web de la CNESST, soit au https://www.cnesst.gouv.qc.ca/salle-de-presse/covid-19/Documents/DC100-2150-guide-construction.pdf. Il doit exécuter le Contrat en respectant les mesures contenues dans ce document. De plus, l'ADJUDICATAIRE doit s'informer périodiquement des mises à jour qui sont apportées au document et adapter ses pratiques en conséquence.

e) **Avis à la CNESST**

L'ADJUDICATAIRE doit, au début et à la fin des activités sur le chantier de construction, transmettre à la CNESST un avis d'ouverture et un avis de fermeture du chantier dans les délais et selon les modalités prévues par règlement. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir une copie de l'avis d'ouverture du Chantier au DONNEUR D'ORDRE.

f) **Attestation**

L'ADJUDICATAIRE ayant un établissement au Québec s'engage à fournir, avant le début des travaux, une attestation de conformité délivrée par la CNESST. Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation s'il y a lieu.

g) **Accident**

Dans les VINGT-QUATRE (24) heures qui suivent un accident, l'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE une copie de l'avis d'accident qu'il a donné à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements demandés par le DONNEUR D'ORDRE concernant cet accident.

h) **Défaut**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'aviser la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre les Travaux selon la gravité du défaut conformément aux dispositions de la clause 10.34.

10.11.05 Loi sur le tabagisme

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer du respect de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme* (RLRQ, chapitre L-6.2) auprès des travailleurs et autres personnes circulant sur le chantier de construction. Il est redevable de rembourser au DONNEUR D'ORDRE ou à l'établissement visé par les Travaux, le coût des amendes et des frais découlant de toutes infractions aux dispositions de la Loi précitée et des règlements applicables par les travailleurs œuvrant sur le chantier de construction.

10.12 Main-d'œuvre

10.12.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard de la main-d'œuvre affectée à l'exécution des Travaux et il doit assumer tous les droits, obligations et responsabilités se rapportant à ce statut. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.12.02 Main-d'œuvre

L'ADJUDICATAIRE est tenu de fournir une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante afin d'assurer l'exécution optimale des Travaux et de s'assurer que la main d'œuvre détient tous les permis, accréditations et certificats nécessaires.

10.12.03 Exclusions

a) **Anciens employés**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ne pas embaucher ou retenir les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ou ayant été à l'emploi du DONNEUR D'ORDRE, aux fins de l'assigner directement ou indirectement à l'exécution du présent Contrat, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Motif sérieux de refus**

Le DONNEUR D'ORDRE peut refuser de donner son autorisation s'il juge que les informations confidentielles ou stratégiques que cette personne a pu obtenir dans le cadre de son emploi chez le DONNEUR D'ORDRE risquent de lui être préjudiciables.

10.12.04 Identification

Le personnel de l'ADJUDICATAIRE doit porter en tout temps des papiers officiels d'identification personnelle et d'identification de l'ADJUDICATAIRE.

10.12.05 Conduite

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, faire preuve de diligence, d'intégrité, de probité et de bonne foi à l'endroit des personnes qu'il sollicite pour intervenir dans le cadre de l'exécution des Travaux. Il doit en outre s'assurer de la bonne tenue de ses employés et limiter leurs déplacements dans l'édifice aux exigences particulières des Travaux à effectuer.

10.12.06 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE est responsable des actes et omissions de ses employés et de ses représentants autorisés dans l'accomplissement des obligations qui leur incombent en vertu du Contrat et aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée de manière à libérer l'ADJUDICATAIRE d'une quelconque responsabilité lui incombant.

10.13 Sous-contrat

10.13.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat à condition de respecter les exigences prévues ci-après.

10.13.02 Liste des sous-contractants

L'ADJUDICATAIRE peut uniquement conclure un Sous-Contrat avec les Sous-Contractants identifiés dans la liste jointe à sa Soumission. De plus, toute modification à la liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, les exigences prévues ci-après demeurent applicables.

10.13.03 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses Sous-Contractants.

10.13.04 RENA

Avant de conclure tout Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que le Sous-Contractant n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

10.13.05 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE s'engage, lorsque requis par la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), à obtenir de la part de ses Sous-Contractants une attestation de Revenu Québec.

10.13.06 Établissement

L'ADJUDICATAIRE doit engager des Sous-Contractants ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins qu'il ne démontre à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE qu'il n'existe pas de Sous-Contractants dans une spécialité donnée au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental. Dans le cas où l'ADJUDICATAIRE ne fait pas cette démonstration à la satisfaction de l'ORGANISME PUBLIC, ce dernier peut exiger que l'ADJUDICATAIRE choisisse un Sous-Contractant ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, sans changer le prix total du Contrat.

10.13.07 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout Sous-Contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. Malgré la conclusion d'un Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un Sous-Contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.13.08 Répartition des Travaux

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de la répartition des Travaux entre ses Sous-Contractants. Aucun ajustement de prix ne peut être fondé sur un différend dans l'interprétation des Plans et Devis quant au corps de métier qui doit fournir ou poser certains articles spéciaux ou certains matériaux.

10.13.09 Restrictions

L'ADJUDICATAIRE doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis.

10.13.10 Proportion

Le DONNEUR D'ORDRE peut faire connaître aux Sous-Contractants le pourcentage de leurs Travaux qui a été certifié pour fin de paiement.

10.13.11 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit protéger les droits du DONNEUR D'ORDRE en ce qui concerne la partie de l'exécution du Contrat qui est sous-contractée. Il doit notamment :

a) conclure une entente écrite avec chaque Sous-Contractant pour l'obliger à exécuter le Sous-Contrat conformément aux exigences du Devis;

b) incorporer les modalités du Devis dans l'entente écrite conclue avec chaque Sous-Contractant;

c) s'assurer de la coordination des Sous-Contractants et être pleinement responsable de leurs actes et omissions;

d) exiger des Sous-Contractants qu'ils répondent aux mêmes exigences que l'ADJUDICATAIRE en matière d'assurances, lesquelles sont prévues à la section 10.01.

10.13.12 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un Sous-Contractant pour un motif sérieux.

10.14 Échéancier

10.14.01 Contenu

L'Échéancier doit être conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres et exposer au moins les éléments tels, le phasage, chacune des phases d'acceptation du projet en indiquant les interventions d'architecture, de structure, de mécanique /électricité et de génie civil, le cheminement critique, les dates jalons, les délais de livraison et de réception des travaux le cas échéant pour chacune des phases et avancement prévu et réel des travaux.

10.14.02 Remise

Si l'Échéancier n'a pas été remis avec sa Soumission, l'ADJUDICATAIRE doit, au plus tard à la première assemblée de chantier, le remettre au Professionnel Désigné pour contrôle et commentaires des Professionnels et du DONNEUR D'ORDRE.

10.14.03 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à exécuter les Travaux selon l'Échéancier et à tenir le DONNEUR D'ORDRE informé, en temps opportun, de tout retard ou manquement à cet égard afin de lui permettre de remédier aux conséquences d'un tel retard.

10.14.04 Pénalité

Si l'ADJUDICATAIRE ne rencontre pas la date ultime prévue à l'Échéancier pour la fin des Travaux, il doit payer au DONNEUR D'ORDRE une pénalité de MILLE DOLLARS (1

000,00$) par jour ouvrable de retard, sans préjudice au droit du DONNEUR D'ORDRE d'exercer tout autre droit qu'il peut avoir.

10.14.05 Suivi

À chaque réunion de chantier l'ADJUDICATAIRE doit illustrer les activités ou tâches qu'il entend réaliser au chantier au cours des DEUX (2) semaines subséquentes à son calendrier d'exécution, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer les mesures prises ou qu'il entend prendre pour respecter son calendrier révisé.

10.14.06 Mise à jour continue

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir à jour l'Échéancier. À cet égard, chaque demande de paiement doit être accompagnée d'un Échéancier mis à jour et conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, illustrant l'état d'avancement des travaux, incluant toutes les modifications apportées aux travaux selon les ordres de Changement émis par le DONNEUR D'ORDRE, et tenant compte aussi de tout autre évènement pouvant affecter sensiblement le chantier dénoncé en vertu de la clause 10.15 du Contrat.

10.15 Délai de réalisation des Travaux

10.15.01 Point de départ

Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué à l'avis d'appel d'offres. Ce délai se calcule à compter, soit la date de signature du contrat, soit de la date d'autorisation par le DONNEUR D'ORDRE de débuter les travaux après l'obtention des assurances et des garanties requises.

10.15.02 Cas de prolongation

L'ADJUDICATAIRE peut avoir droit à une prolongation du délai de réalisation des travaux et à des frais inhérents lorsque les travaux sont retardés par suite d'un acte du DONNEUR D'ORDRE ou de son représentant, d'un autre fournisseur ou de ses employés, d'une ordonnance d'un tribunal ou autre administration publique rendue pour une cause non imputable à l'ADJUDICATAIRE ou à son représentant, d'un cas fortuit ou de force majeure.

10.15.03 Autorisation

Toute prolongation du délai de réalisation des travaux et les frais inhérents doivent cependant faire l'objet d'une autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE, sur demande écrite de l'ADJUDICATAIRE à cette fin adressée au DONNEUR D'ORDRE avec copie au Professionnel Désigné, dans les QUINZE (15) jours du début de l'évènement qui occasionne un retard ou de la date de la constatation de l'évènement occasionnant ce retard de l'avis de l'ADJUDICATAIRE. Dans cette demande, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer comment un tel évènement peut avoir un effet sur le cheminement critique des travaux du projet prévu à l'Échéancier.

10.16 Régie du Projet

10.16.01 Maîtrise des Travaux

a) **Portée**

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité complète des Travaux. Il doit les diriger et les contrôler efficacement. Il est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences, procédures et coordination de toutes les parties des Travaux en vertu du Contrat, ainsi que de la conception, de l'érection, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement des structures et installations temporaires.

b) **Collaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE et les Professionnels pour identifier des mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du projet en fonction du cheminement critique des activités de l'Échéancier et ce, dans le respect du délai de réalisation des Travaux.

c) **Ingénieur-conseil**

Lorsque la loi ou les Documents d'Appel d'Offres l'exigent, et dans tous les cas où les installations temporaires et leur méthode de construction sont telles que la compétence d'un ingénieur autre que celui du DONNEUR D'ORDRE est requise pour satisfaire aux exigences de la sécurité, l'ADJUDICATAIRE doit l'engager et rémunérer ses services.

10.16.02 Direction des Travaux

a) **Surintendant et contremaîtres**

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir sur le chantier au moins un surintendant dont la présence est continuellement obligatoire sur le chantier durant l'exécution des Travaux, ainsi que des contremaîtres en nombre suffisant.

b) **Délégation de pouvoirs**

Le surintendant doit représenter l'ADJUDICATAIRE sur le chantier et les instructions qui lui sont données par tout Professionnel sont censées avoir été données à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Remplacement**

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander le remplacement du surintendant ou d'un contremaître pour raison d'incompétence ou tout autre motif important. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour remplacer celui-ci dans les meilleurs délais.

10.16.03 Réunions de chantier

a) **Réunion de démarrage**

Le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début des Travaux, une réunion de démarrage lors de laquelle il informe l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants notamment de la

fréquence des réunions subséquentes. Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE fournit tous les documents requis dans le Contrat à savoir notamment :

i) la liste des Sous-Contractants;

ii) l'Échéancier initial;

iii) la liste du Matériel que l'ADJUDICATAIRE compte utiliser;

iv) le programme de prévention;

v) l'attestation d'entente avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac;

vi) la copie des polices d'assurance.

b) **Participation obligatoire**

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions convoquées et y apporter sa collaboration.

c) **Rapports ou comptes rendus**

Les rapports ou comptes rendus sont rédigés par la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE et distribués aux intéressés. L'ADJUDICATAIRE doit aviser le rédacteur d'un compte rendu de toute rectification ou précision à y apporter, et ce, dans les dix (10) jours ouvrables de sa réception, à défaut de quoi il est réputé en accepter le contenu.

10.16.04 Autres entrepreneurs

a) **Coordination**

Si le DONNEUR D'ORDRE adjuge à d'autres entrepreneurs, par contrats distincts, certains travaux dont la liste apparaît à l'annexe 10.16.04, l'ADJUDICATAIRE doit, le cas échéant, coordonner ses Travaux avec ceux des autres entrepreneurs et assurer les raccordements prévus ou indiqués dans leurs contrats. Il doit aussi leur fournir l'assistance et les services qu'il fournit habituellement à ses Sous-Contractants en plus d'assumer auprès d'eux les obligations de maître d'œuvre telles que définies dans la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1).

b) **Échéancier**

Dans une telle éventualité, le délai d'exécution des Travaux prévus au Contrat demeure inchangé à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que les contrats distincts ont un impact réel sur ce délai.

c) **Dénonciation**

Afin de ne pas perdre son droit à un ajustement du prix du Contrat en pareilles circonstances, l'ADJUDICATAIRE doit signaler au Professionnel Désigné et confirmer par écrit tout défaut qu'il constate dans les travaux des autres entrepreneurs et qui serait de nature à affecter les travaux prévus au Contrat.

10.17 Matériaux et équipement

Pour assurer une exécution optimale, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier :

a) de matériaux neufs, à moins qu'il en soit spécifié autrement aux Plans et Devis, de qualité requise par les Documents d'Appel d'Offres et préalablement approuvés par le Professionnel ou les spécialistes concernés;

b) de l'outillage, du matériel de construction et des équipements adéquats.

10.18 Plans et Devis

L'ADJUDICATAIRE doit conserver en bon état sur le chantier un exemplaire de tous les Plans et Devis comprenant la mention « Émis pour construction », des dessins d'atelier approuvés par les Professionnels, des rapports d'essais effectués sur place, de l'Échéancier approuvé et des instructions d'installation et de mise en œuvre fournis par les fabricants. L'ADJUDICATAIRE doit tenir l'exemplaire à la disposition du DONNEUR D'ORDRE.

10.19 Dessins et instructions

10.19.01 Disponibilité

Afin de ne pas retarder la progression des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit fournir en temps opportun au Professionnel concerné, pour acceptation, les dessins d'atelier ou diagrammes ainsi que les instructions de manufacturiers nécessaires à la bonne exécution des Travaux, afin de s'assurer de leur conformité aux Documents d'Appel d'Offres. L'ADJUDICATAIRE doit planifier d'obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter de tels Travaux et ce, en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.19.02 Vérification

Ces dessins sont vérifiés, identifiés, datés, signés ou scellés par l'ADJUDICATAIRE qui doit prévenir le Professionnel concerné, lors de leur présentation, de tout changement par rapport aux Documents d'Appel d'Offres. Les dessins d'atelier sont corrigés par l'ADJUDICATAIRE conformément aux instructions du Professionnel concerné et copie de tels dessins conservés au chantier.

10.19.03 Maintien de responsabilité

Il est expressément convenu que l'acceptation par les Professionnels de ces dessins ou instructions de manufacturiers ne libère pas l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité.

10.19.04 Annotations

Au cours des travaux, l'ADJUDICATAIRE annotera, au fur et à mesure de l'exécution de ceux-ci, toutes modifications et tous changements aux ouvrages sur une copie de plans additionnelle qui sera remise au DONNEUR D'ORDRE au plus tard à la réception sans réserve des Travaux.

10.20 Protection des biens

10.20.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit protéger l'ouvrage résultant des Travaux, les biens du DONNEUR D'ORDRE et les biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux contre tout dommage, accidentel ou non, résultant de leur exécution; il est responsable de ces dommages, sauf ceux résultant :

a) d'erreurs dans les documents constitutifs des Plans et Devis;

b) d'actes ou d'omissions du DONNEUR D'ORDRE, d'autres entrepreneurs ou de leurs représentants ou employés.

10.20.02 Réparation

a) **Aux frais de l'ADJUDICATAIRE**

Si, lors de l'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE cause des dommages à l'ouvrage résultant des Travaux, aux biens du DONNEUR D'ORDRE ou à des biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE est responsable de la réparation de ces dommages à ses frais.

b) **Aux frais du DONNEUR D'ORDRE**

Si, toutefois, des dommages sont causés à l'ouvrage résultant des Travaux ou biens du DONNEUR D'ORDRE sans que l'ADJUDICATAIRE en soit responsable, ce dernier doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en donne l'ordre, réparer les dommages à celui-ci, étant entendu que le prix du Contrat ainsi que l'Échéancier doivent alors être rajustés en conséquence.

10.21 Santé et sécurité

10.21.01 Programme de prévention

a) **Élaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit élaborer avant le début des Travaux et présenter dans les délais prévus à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, un programme de prévention propre au chantier et le coordonner au programme de prévention propre à l'établissement où les Travaux sont exécutés et créer un comité de construction, le cas échéant.

b) **Remise**

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE son programme de prévention propre au chantier au plus tard lors de la première réunion de chantier. À défaut, le DONNEUR D'ORDRE peut, sans préavis et sans frais, suspendre les Travaux jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat et le délai de réalisation des Travaux.

c) **Veille de conformité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-Contractants et toute personne ayant accès au chantier, les dispositions du programme de prévention ainsi que celles de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, c. S-2.1) et le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, c. S-2.1, r. 4) pour les travaux de construction et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.21.02 Équipement de protection

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir à ses employés et mandataires, les équipements de protection individuels ou collectifs et le personnel, selon ce qui est requis par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) particulièrement, le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4) et tout autre règlement ainsi que par les représentants de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE

Dès réception de tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, ordre ou décision émis relativement au chantier, l'ADJUDICATAIRE s'engage à aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE et donner suite à une telle demande dans les délais requis.

10.22 Matières dangereuses

10.22.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE doit, conformément à la réglementation en vigueur, entreposer et disposer adéquatement des matières dangereuses. Si l'ADJUDICATAIRE :

a) rencontre des substances ou des matières toxiques ou dangereuses à l'endroit d'exécution des Travaux; ou

b) est raisonnablement justifié de craindre que des substances toxiques ou dangereuses ne se trouvent à l'endroit d'exécution des Travaux;

et si le DONNEUR D'ORDRE ne se conforme pas à ses obligations en vertu de la clause 9.07, l'ADJUDICATAIRE doit :

a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris l'arrêt des travaux, pour faire en sorte que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en

danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à ces substances ou matières, ou en raison de leur présence; et

b) faire immédiatement, et par écrit, rapport sur cette situation au DONNEUR D'ORDRE.

10.22.02 Retard

Si les mesures prises en vertu de la présente section du Contrat ont pour effet de retarder l'ADJUDICATAIRE dans l'exécution des Travaux, l'Échéancier est prolongé.

10.22.03 Expert indépendant

Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE peuvent s'appuyer conjointement sur l'avis d'un expert indépendant dans un différend né en vertu de la présente section; les services de cet expert sont alors retenus conjointement par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, à qui il incombe conjointement de le rémunérer.

10.23 Protection des lieux environnants

L'ADJUDICATAIRE doit protéger à ses frais les arbres, arbustes, gazon et plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. Il doit également prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs et terrains avoisinants et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de pollution. L'ADJUDICATAIRE doit également observer toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement.

10.24 Prévention des nuisances

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures qui s'imposent en vue de prévenir les poussières ainsi que les bruits excessifs pouvant affecter le bon fonctionnement de l'établissement et le bien-être des occupants de l'immeuble faisant l'objet des Travaux, des lieux adjacents et du voisinage. L'ADJUDICATAIRE doit aussi se conformer à toutes autres exigences ou condition entourant les éléments précédents et contenus dans le Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également se conformer aux normes municipales en vigueur concernant ces nuisances.

10.25 Inconvénients

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour minimiser les inconvénients au bon fonctionnement et aux activités des occupants de l'immeuble faisant l'objet des travaux ou des lieux adjacents.

10.26 Condition du sous-sol

L'ADJUDICATAIRE doit promptement aviser par écrit le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE lorsque les conditions du sous-sol diffèrent substantiellement des indications fournies avant l'ouverture des soumissions.

10.27 Installations temporaires

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier d'un bureau et d'autres installations nécessaires à la bonne marche des Travaux, telles que l'eau, l'éclairage, le chauffage, l'électricité, les systèmes de communication (téléphonie, radio émetteur-récepteur, télécopieur) et les équipements informatiques, et en défrayer le coût, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.28 Transport

10.28.01 Usage permis de camions

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent utiliser, en tout temps, pour le transport de matériaux en vrac, des camions appartenant à des camionneurs inscrits au registre de camionnage en vrac de la Commission des transports du Québec (CTQ), abonnés au service de courtage d'une association qui détient un permis de courtage de l'Association des transporteurs en vrac de Baie-Comeau en vertu de la Loi sur le transport (L.R.Q., chapitre T-12).

Le transport de ces matières en vrac doit se faire conformémement à la plus récente version en vigueur de la clause concernant le transport des matières en vrac. (Cahier des charges et devis généraux - infrastructures routières - Construction et réparation, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins cinquante pour cent (50 %) et selon les modalités stipulées par cette clause.

L'entrepreneur qui n'utilisera pas ses propres camions dans la proportion restante de 50 % pour les cas énoncés au paragraphe précédent devra faire appel aux services des camionneurs inscrits au registre du camionnage en vrac mentionné au paragraphe précédent.

10.28.02 Attestation

Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une attestation qu'une entente a été signée avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac.

10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac

L'ADJUDICATAIRE doit remettre une déclaration finale de transport en vrac lors de la réception avec réserve des Travaux.

10.28.04 Permis requis

Si l'ADJUDICATAIRE ou ses Sous-Contractants n'utilisent pas leurs propres camions pour la portion restante, ils doivent utiliser les services d'un courtier en services de camionnage détenteur de permis de courtage en services de camionnage en vrac conformément à la *Loi sur les transports* (RLRQ, chapitre T-12) et ses règlements.

10.29 Bornes et niveaux

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la conservation des bornes et repères et de l'implantation exacte du ou des bâtiments conformément aux plans des professionnels et aux niveaux prescrits.

10.30 Publicité

Eu égard à ses ressources, l'ADJUDICATAIRE doit afficher, bien en vue sur le chantier, un avis conforme au texte du formulaire « Avis aux salariés, Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux » reproduite à l'annexe 10.30 des présentes.

10.31 Propreté

10.31.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, tenir les lieux où s'exécutent les Travaux ainsi que les lieux avoisinants qui peuvent être utilisés accessoirement au soutien de leurs Travaux, y compris les équipements, puits et les fosses, en bon ordre, en état de propreté et libres de toute accumulation de rebuts et déchets. L'ADJUDICATAIRE doit aussi disposer les Matériaux et de l'équipement d'une façon ordonnée et sécuritaire.

10.31.02 Intempéries

L'ADJUDICATAIRE est responsable de l'évacuation des eaux, neige, glace ou autres matières qui peuvent nuire à l'exécution des Travaux. Il doit, à ses frais, procéder à tous les nettoyages causés par les intempéries de quelque nature qu'elles soient.

10.31.03 Fin des Travaux

Avant la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE évacue tout le matériel de construction, toute fourniture excédentaire, les matériaux de construction, les équipements temporaires, autres que ceux du DONNEUR D'ORDRE et des autres entrepreneurs s'il y a lieu et laisse le chantier en ordre et en état de propreté permettant de prendre possession de l'ouvrage.

10.32 Découpages, percements et réparations

10.32.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de l'exécution de toutes les opérations de découpages, percements, ragréages et réparations.

10.32.02 Personnel qualifié

Ces travaux doivent être prévus et coordonnés de façon à en minimiser l'étendue. Ces opérations de découpages, percements, ragréages et réparations doivent être exécutées par des ouvriers qualifiés, en respectant la solidité et l'apparence des travaux, et ce, avec le même degré de résistance au feu que les matériaux avoisinants.

10.32.03 Présomption

Les percements, même s'ils ne sont pas tous indiqués sur les plans et dessins ou décrits dans les Plans et Devis alors qu'ils sont nécessaires au parachèvement des Travaux ou conformes à l'intention ou à l'esprit du Contrat, sont présumés faire partie de ceux-ci et doivent être exécutés comme s'ils y étaient indiqués et décrits.

10.33 Échantillons, essais et dosages

10.33.01 Soumission et identification

L'ADJUDICATAIRE doit soumettre à l'acceptation du Professionnel concerné les échantillons normalisés que celui-ci peut raisonnablement exiger conformément aux Documents d'Appel d'Offres. Ces échantillons doivent porter une étiquette indiquant leur origine et l'usage auquel ils sont destinés dans les Travaux.

10.33.02 Approbation préalable

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter des Travaux avec ces échantillons en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.33.03 Transmission des résultats

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au Professionnel concerné le résultat des essais et le dosage des mélanges et conserver tel résultat sur le chantier.

10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus

Le coût des essais et dosages non prévus aux Documents d'Appel d'Offres est assumé par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34 Inspection

10.34.01 Droit d'accès

Le représentant du DONNEUR D'ORDRE ou les Professionnels ont en tout temps droit d'accès aux Travaux qu'ils soient en voie de préparation ou d'exécution, de même que toute Personne autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34.02 Personnes autorisées

L'ADJUDICATAIRE doit permettre également cet accès à tout autre spécialiste prescrit aux Documents d'Appel d'Offres ou requis par le Professionnel concerné ou le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'effectuer divers contrôles. L'ADJUDICATAIRE doit leur faciliter cet accès et toute inspection.

10.34.03 Travaux recouverts

Au cas où toute partie de ces Travaux est recouverte sans l'approbation ou le consentement du Professionnel concerné, elle doit, si ce professionnel l'exige, être découverte aux fins d'examen et refaite aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.04 Spécifique

Si les Documents d'Appel d'Offres, les instructions d'un professionnel, les Lois, les ordonnances de toute autorité publique, quels qu'ils soient, exigent ou prescrivent que les travaux ou toute partie des Travaux soient spécialement éprouvés ou approuvés, l'ADJUDICATAIRE doit, en temps opportun, avertir le Professionnel concerné et le DONNEUR D'ORDRE que ces travaux sont prêts à être inspectés. De plus, si l'inspection doit avoir lieu sous une autorité autre que celle de ce professionnel, l'ADJUDICATAIRE doit l'informer de la date et de l'heure fixées pour cette inspection.

10.34.05 Générale

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de faire inspecter, par des personnes dûment autorisées et sans préavis nécessaire, mais à des heures normales, les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE. Ce dernier est tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives du DONNEUR D'ORDRE à la suite de ces inspections, dans la mesure où celles-ci respectent les limites du Contrat. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité d'exécuter entièrement ses obligations en vertu du Contrat.

10.34.06 Frais

Si la qualité d'exécution du travail de l'ADJUDICATAIRE est contestée mais que ce travail est conforme aux exigences du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE supporte les coûts de l'inspection. Sinon, les frais sont à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.07 Remise

L'ADJUDICATAIRE doit promptement remettre au Professionnel concerné, en DEUX (2) exemplaires, tous les certificats, comptes rendus ou rapports d'inspection concernant les travaux et en conserver un exemplaire sur le chantier.

10.35 Suspension des Travaux

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander la suspension des Travaux chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection de l'ouvrage, des personnes ou des biens avoisinants. En cas de suspension, et pendant toute période d'inactivité du chantier, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures appropriées pour assurer le respect des règles minimales de sécurité, de façon à protéger efficacement le public ainsi que les Travaux en cours.

10.36 Refus des Travaux

10.36.01 Retrait

L'ADJUDICATAIRE doit promptement enlever du chantier les matériaux défectueux ou non conformes que le professionnel concerné refuse en vertu des documents d'appel d'offres, que les matériaux aient été incorporés ou non aux travaux. Les matériaux et travaux défectueux ou non conformes doivent être immédiatement remplacés ou réparés, aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.36.02 Réparation

Tout travail, y compris celui d'un autre fournisseur, qui aurait été détruit ou endommagé par les réparations susmentionnées doit être promptement réparé aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.37 Ordre de Changement

10.37.01 Interdiction

Aucun Changement ne peut être exigé après l'émission du Certificat de réception avec réserve.

10.37.02 Exécution immédiate

L'ADJUDICATAIRE doit immédiatement exécuter l'ordre de Changement lorsqu'il est émis par le DONNEUR D'ORDRE. Les travaux relatifs à l'ordre de Changement doivent être exécutés à l'intérieur du délai de réalisation des travaux. Le prix du contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05.

10.37.03 Condition

Si le prix du Contrat est égal ou supérieur à TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000 $) et que l'ordre de changement envisagé porte la valeur totale des changements à plus de DIX POUR CENT (10 %) de la valeur initiale du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE ne peut émettre cet ordre de Changement ni tout ordre de Changement subséquent que dans la mesure où il confirme à l'ADJUDICATAIRE qu'il dispose des fonds nécessaires à l'exécution du Changement.

10.38 Manuels d'instructions

L'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avant la réception avec réserve, trois (3) copies des bulletins ou manuels d'instructions assemblés et indexés en langue française pour l'installation, l'opération et l'entretien de la machinerie et des équipements incluant tous autres documents aux mêmes fins prévus dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.39 Garantie

10.39.01 Durée

a) **ADJUDICATAIRE**

À moins qu'une période plus longue ne soit spécifiée aux Documents d'Appel d'Offres, l'ADJUDICATAIRE garantit, pour une période d'UNE (1) année, la bonne qualité de l'ouvrage ayant fait l'objet d'une réception ainsi que son aptitude à servir conformément à l'usage auquel il est destiné.

b) **Fournisseur**

Lorsque la garantie d'un fournisseur de matériaux ou équipements compris dans l'ouvrage a une durée supérieure à UN (1) an, il incombe à l'ADJUDICATAIRE d'obtenir de ce fournisseur cette garantie au nom du DONNEUR D'ORDRE.

10.39.02 Début de la période

Pour les Travaux ne figurant pas sur la liste des Travaux annexée au Certificat de réception avec réserve, la période de garantie commence à courir à compter de la date de prise d'effet indiquée au certificat. Pour tous les Travaux reçus avec réserve, la garantie ne commence à courir qu'à compter de la levée d'une telle réserve constatée par écrit par les Professionnels concernés.

10.39.03 Vices cachés et malfaçons

a) **Responsabilité**

Aucun certificat de paiement émis ou acquitté, ni aucune occupation totale ou partielle du projet, ne libère l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité pour matériaux ou équipements défectueux ou pour des malfaçons qui se manifesteraient pendant les périodes de garantie exigées. L'ADJUDICATAIRE doit remédier à tous les défauts qui lui sont attribuables et payer tous les dommages en résultant.

b) **Avis de défectuosité**

Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE aussi promptement que possible de tout défaut décelé et, aussitôt avisé, celui-ci doit y remédier dans les plus brefs délais. Les corrections ou réparations visées par la présente clause excluent tous les travaux d'entretien courant provenant d'un usage ou d'une occupation.

10.40 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.41 Publicité et communications

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas agir à titre de porte-parole du DONNEUR D'ORDRE et il doit s'abstenir de toute déclaration publique susceptible d'être ainsi perçue par le public ou les médias. Toute communication publique de l'ADJUDICATAIRE relative au Contrat,

qu'elle soit écrite ou verbale, doit être préalablement approuvée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.42 Indemnisation

10.42.01 Dénonciation

L'ADJUDICATAIRE doit dénoncer, en temps utile, au DONNEUR D'ORDRE toute non-conformité à un règlement ou code d'une autorité publique, notamment le *Code de construction* et lui transmettre tout avis de correction ou autres documents reçus de cette autorité publique.

10.42.02 « Perte »

Dans cette section, le terme Perte désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif indirect ou incident suite à un manquement au Contrat.

10.42.03 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute *Perte* subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence ou faute par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat;

d) toute atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

e) toute violation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté agissant en son nom, à une Loi applicable dans le cadre du Contrat;

f) tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, avis préalable, poursuite ou jugement dans toute matière ayant trait à une infraction, à une disposition du *Code de construction*, d'une Loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail et

dont la responsabilité pourrait être imputée au Chargé de Projet ou au DONNEUR D'ORDRE.

10.42.04 Procédure

Dans l'éventualité d'une réclamation, le DONNEUR D'ORDRE doit :

a) envoyer un avis écrit de la réclamation à l'ADJUDICATAIRE à l'intérieur d'un délai raisonnable;

b) coopérer avec l'ADJUDICATAIRE, aux frais de ce dernier, dans le cadre des poursuites intentées en raison de la réclamation; et

c) permettre à l'ADJUDICATAIRE de contrôler la défense et le règlement de la réclamation, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE ne convienne pas d'un règlement qui serait contraire aux droits et intérêts du DONNEUR D'ORDRE sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation écrite de cette dernière, laquelle ne peut être retenue, assortie de conditions ou retardée sans motif sérieux.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Information

Seul le DONNEUR D'ORDRE ou toute Personne désignée par ce dernier peuvent fournir des renseignements ou de l'information relatifs aux Travaux à toute Personne non impliquée dans l'exécution des Travaux, notamment aux différents médias, aux organisations locales ou autres.

11.02 Directive de chantier

Un Professionnel peut émettre toute directive de chantier à l'égard de l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) apporter des précisions à ses Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE;

b) s'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat ou Sous-Contrats;

c) situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes aux regards de l'exécution des Travaux;

d) autre situation.

Malgré ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE peut émettre une directive de chantier à l'égard de la situation prévue au paragraphe c) du présent alinéa.

Une directive de chantier ne constitue pas un Changement aux Travaux à moins que, par la suite, une demande de Changement aux travaux ne soit autorisée par le DONNEUR

D'ORDRE en relation avec cette directive de chantier, conformément à la sous-section 9.06 du Contrat.

Une telle directive est émise sur le formulaire «Directive de chantier» reproduit à l'annexe 11.02 en cochant la situation appropriée; l'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive et exécuter les travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

11.03 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur, prestataire de services ou entrepreneur.

11.04 Substitution et équivalence de Matériaux

11.04.01 Approbation préalable

Toute proposition de substitution ou d'équivalence de Matériaux ou d'équipements doit être soumise à l'approbation du Professionnel concerné.

11.04.02 Démonstration

Lorsqu'une telle demande est faite par l'ADJUDICATAIRE, c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de l'équivalence et d'en défrayer les coûts.

11.04.03 Interdiction

Aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Québec ou dans une province ou territoire visé par un Accord Intergouvernemental, par un produit fabriqué hors du Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins que cette substitution ne se traduise, pour le DONNEUR D'ORDRE, par une économie supérieure à DIX POUR CENT (10 %).

11.04.04 Ordre de Changement

Toute substitution de matériaux ou d'équipements, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, entraînant des modifications au coût, peut faire l'objet d'un ordre de Changement selon les dispositions prévues à la clause 9.06.

11.05 Démolition et démantèlement

À moins d'indication contraire aux Documents d'Appel d'Offres, les équipements et accessoires enlevés et non réutilisés seront offerts au propriétaire; si celui-ci décide de ne pas les conserver, ils deviennent la propriété de l'ADJUDICATAIRE qui doit les enlever du site et en disposer à ses frais dans des endroits appropriés.

11.06 Objets de valeur

À moins de dispositions contraires aux documents d'appel d'offres, tous les objets ou matériaux de valeur se trouvant sur les lieux ou découverts au cours des Travaux appartiennent au DONNEUR D'ORDRE; l'ADJUDICATAIRE doit immédiatement aviser le DONNEUR D'ORDRE d'une telle découverte afin qu'il prenne les dispositions qui s'imposent.

11.07 Réception des Travaux

11.07.01 Avec réserve

a) **Conditions préalables**

Le processus de réception avec réserve ne peut être entamé que lorsque toutes les conditions suivantes sont rencontrées :

i) les Travaux sont terminés en grande partie;

ii) les Travaux à parachever n'ont pu l'être en raison de conditions indépendantes de la volonté de l'ADJUDICATAIRE;

iii) la valeur des Travaux à corriger excluant ceux à parachever ne dépasse pas 0,5 % du montant total du contrat;

iv) les Travaux à corriger et différés n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point, pour l'usage auquel il est destiné;

v) les bulletins ou manuels d'instructions en relation avec la clause 10.38 des présentes, les certificats de conformité pour l'installation, l'opération et l'entretien sont fournis, les garanties écrites en relation avec les exigences des documents d'appel d'offres, et que la formation a été dispensée et la mise en service effectuée.

b) **Demande d'inspection**

i) Avis

L'ADJUDICATAIRE avise le Professionnel Désigné par écrit de l'achèvement des travaux et en demande la réception. Dans les DIX (10) jours ouvrables de la réception d'une telle demande, le DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel Désigné, les autres Professionnels consultants et l'ADJUDICATAIRE font une inspection des Travaux.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception avec réserve des Travaux, les déboursés encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception avec réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Travaux à corriger ou à parachever**

i) Liste

Le cas échéant, une liste des Travaux à corriger et à parachever ainsi qu'une ventilation des coûts relatifs à ceux-ci est dressée sur place par les Professionnels et le DONNEUR D'ORDRE. La liste des Travaux à corriger et à parachever établit également les délais dans lesquels ces déficiences doivent être corrigées.

ii) Retenue

Les Travaux à parachever sont soumis aux procédures de réception avec ou sans réserve et une retenue équivalente à la valeur de ces Travaux majorée de VINGT POUR CENT (20 %) est alors effectuée.

d) **Documents à fournir**

Malgré les dispositions du paragraphe e) de la présente clause, une liste exhaustive des documents à fournir avant la réception sans réserve est préparée par le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE conformément aux exigences des documents d'appel d'offres, suivant les règles de l'art ou tel que mentionné dans le procès-verbal des réunions de chantier.

e) **Émission**

Sur recommandations des professionnels, lesquels auront constatés que les conditions mentionnées aux paragraphes a), b), c) et d) ci-dessus, sont remplies, le Professionnel Désigné recommande au DONNEUR D'ORDRE l'émission du certificat de réception avec réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.01 des présentes

11.07.02 Sans réserve

a) **Demande d'inspection**

i) Avis

Lorsque l'ouvrage est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné et que tous les Travaux sont corrigés et parachevés conformément aux listes établies lors de la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE doit faire sa demande d'inspection en vue de la réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE. Il doit fournir à cette occasion toutes les attestations et documents requis en vertu des Documents d'Appel d'Offres.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception sans réserve des Travaux, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception sans réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

b) **Déroulement**

Le Professionnel Désigné fait une inspection des travaux et dresse, si nécessaire, une nouvelle liste des corrections ou réparations que l'ADJUDICATAIRE doit effectuer avant la signature du certificat de réception sans réserve. Le cas échéant, les débours encourus par le

DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection de travaux sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Émission**

Sur recommandation du Professionnel Désigné, lequel doit avoir préalablement constaté l'achèvement de tous les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE émet un certificat de réception sans réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.02 des présentes.

11.08 Prise de possession

11.08.01 Anticipée

a) **Choix du DONNEUR D'ORDRE**

Lorsque l'ouvrage est partiellement achevé, le DONNEUR D'ORDRE peut décider de prendre possession d'une partie ou de totalité des Travaux achevés. Ces Travaux sont alors soumis à la procédure de réception avec réserve.

b) **Accord de l'ADJUDICATAIRE**

Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit cependant donner son accord et assurer le libre accès en toute sécurité aux parties de travaux mises en service.

c) **Formulaire d'entente**

Cette entente doit être conclue par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE sur un formulaire fourni par le DONNEUR D'ORDRE.

11.08.02 Sur indication

Comme exprimé dans le certificat de réception avec réserve, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à prendre possession de l'ouvrage à la date indiquée dans celui-ci.

11.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE, auteur des travaux et documents à être réalisés, renonce, en faveur du DONNEUR D'ORDRE ou, le cas échéant, du propriétaire à son droit moral à l'intégrité de ceux-ci ou, le cas échéant, s'engage à obtenir de l'auteur de ces travaux et documents une telle renonciation.

11.10 Cession

11.10.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat ou constituer une charge sur ses droits ou obligations prévus aux présentes en faveur d'une Personne sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.10.02 Inopposabilité

Toute cession ou constitution d'une charge sur les droits ou obligations qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.10.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont elle doit détenir en tout temps le contrôle, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.11 Évaluation de rendement

Sous réserve des dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), le DONNEUR D'ORDRE peut évaluer le rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat ou pendant la réalisation de celui-ci. Sans s'y limiter, les critères sur lesquels l'évaluation peut se baser sont les suivants :

a) Conditions de livraison;

b) Qualité des ressources;

c) Qualité des communications et de la collaboration;

d) Respect des échéances;

e) Qualité des services rendus ou conformité du bien;

f) Respect des obligations financières;

g) Tout autre critère jugé pertinent par le DONNEUR D'ORDRE.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu de la présente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire à l'adresse indiquée dans la Soumission pour l'ADJUDICATAIRE et dans la Régie de l'Appel d'Offres pour le DONNEUR D'ORDRE ou à toute autre adresse qu'une PARTIE peut faire connaître en conformité avec la présente section.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, l'exécution ou l'annulation du Contrat, les PARTIES doivent se rencontrer et négocier de bonne foi dans le but de résoudre ce conflit. Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE doivent tenter de régler à l'amiable toute difficulté pouvant survenir au regard du contrat selon les étapes et les modalités suivantes :

a) en faisant appel à un cadre représentant le DONNEUR D'ORDRE et à un dirigeant de l'ADJUDICATAIRE dans le but de résoudre tout ou partie des questions faisant l'objet de ce différend, et ce, dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis de différend de l'ADJUDICATAIRE; les parties peuvent convenir de prolonger cette période;

b) si les négociations ne permettent pas de résoudre complètement le différend, le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie dans un délai de DIX (10) jours suivant la fin de l'étape précédente, exiger la médiation sur les questions non résolues. La médiation doit être complétée dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis à moins que les parties conviennent de prolonger cette période.

En l'absence d'un avis de médiation dans le délai prévu au paragraphe b) ci-dessus, le processus de négociation est alors terminé.

12.02.02 Médiation

Si le différend ne peut être résolu par la voie d'une négociation de bonne foi entre les PARTIES à l'intérieur d'un délai raisonnable, les PARTIES conviennent de soumettre leur différend à la médiation entre les PARTIES en conflit conformément aux règles de médiation de l'instance choisie par le DONNEUR D'ORDRE.

a) **Nomination commune**

Le médiateur est choisi d'un commun accord par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE. Il est chargé d'aider les parties à cerner leurs différends et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu'à dialoguer et explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leurs différends.

b) **Nomination par un tiers**

Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un médiateur dans un délai de QUINZE (15) jours suivant l'avis de soumettre le différend à la médiation, un médiateur est choisi, sur demande du DONNEUR D'ORDRE et de l'ADJUDICATAIRE, par un organisme indépendant, une association ou un ordre professionnel, désigné conjointement par les parties après la signature du Contrat mais au plus tard dans les TRENTE (30) jours suivants.

c) **Engagement du médiateur**

L'entente intervenue avec le médiateur doit prévoir également que ce dernier ne représentera aucune des parties et ne témoignera au nom d'aucune des parties, au cours de toute procédure légale ultérieure entre les parties sans exception ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés. Il est également convenu que les notes personnelles rédigées par le médiateur relativement à cette médiation sont confidentielles et ne peuvent être utilisées au cours de toute procédure ultérieure entre les parties ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés.

d) **Règles**

Les PARTIES, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.

e) **Échange de renseignements**

Les PARTIES conviennent d'échanger tous les renseignements sur lesquels ils ont l'intention de s'appuyer dans toute présentation orale ou écrite au cours de la médiation. Cet échange doit être complet au plus tard QUINZE (15) jours avant la date fixée pour la médiation.

f) **Honoraires et frais**

Les PARTIES conviennent que chacune d'entre elles est responsable des honoraires et frais de leurs représentants respectifs. Les honoraires et les frais du médiateur ainsi que tous les frais relatifs à la médiation, tel que le coût de location des lieux de la médiation, le cas échéant, doivent être partagés en parts égales entre les parties, à moins qu'une répartition différente n'ait été convenue.

g) **Représentant**

Un représentant de chaque partie doit être dûment mandaté par le dirigeant du DONNEUR D'ORDRE ou de l'ADJUDICATAIRE, selon le cas, pour procéder à la médiation.

h) **Confidentialité**

Tous les participants à la médiation doivent signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation Tous les renseignements et documents échangés dans le cadre de cette médiation doivent être considérés comme des renseignements communiqués « sous toutes réserves » pour les fins de négociation en vue d'une entente, et doivent être considérés comme des renseignements à caractère confidentiel par les parties et leurs représentants, à moins que la loi ne le prévoit autrement. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée, ne saurait être rendue inadmissible ou non communicable du fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.

i) **Règlement**

Tout règlement d'un tel différend par voie de médiation par les PARTIES doit être documenté par écrit. Si ce règlement modifie les termes du Contrat, cette modification doit être documentée dans un écrit signé par les deux PARTIES et annexé au Contrat.

j) **Impasse**

À défaut d'une entente entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE à la suite d'une médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours. Le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut également résoudre toute difficulté en recourant à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou d'un commun accord des parties à un arbitre.

12.02.03 Arbitrage

a) **Juridiction**

Si le différend ne peut être résolu par voie de médiation dans les SOIXANTE (60) jours, à compter du début du processus de médiation, il doit alors être résolu de façon définitive par la voie d'un arbitrage (à l'exclusion des tribunaux de droit commun), conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* du Québec, étant entendu que celui-ci doit se dérouler dans le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE. Le tribunal d'arbitrage, constitué à cette fin, est composé d'UN (1) seul arbitre(s).

b) **Décision**

Tout jugement ou décision rendu par le tribunal d'arbitrage conformément à la présente sous-section :

i) est final avec effet obligatoire entre les PARTIES;

ii) est immédiatement exécutoire sujet à son homologation par un tribunal compétent ayant juridiction en la matière;

iii) est strictement confidentiel, en ce qu'il ne peut pas être divulgué à des tiers à moins qu'une telle divulgation ne soit requise par la Loi aux fins d'exécution de la décision ou pour d'autres fins.

c) **Frais**

Les frais de l'arbitrage y compris les honoraires et les débours des PARTIES sont attribués par l'arbitre de la manière qu'il juge à propos dans les circonstances.

12.03 Élection

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire relativement au Contrat, pour quelque motif que ce soit, sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

Pour toute modification du Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens selon le processus de gestion des demandes de modification post-contractuelle en vigueur.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document doit être transmis par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la reproduction de signatures sur télécopie, la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Résolution

Si l'ADJUDICATAIRE refuse ou néglige de produire, suite à une demande du DONNEUR D'ORDRE en vue de parfaire le Contrat, le cas échéant, l'un des documents suivants dans le délai imparti :

a) une garantie d'exécution;

b) une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

c) l'avenant à la police d'assurance responsabilité civile;

d) l'avenant à la police d'assurance chantier;

e) les certificats d'assurance responsabilité civile générale / assurance de chantier;

f) la liste des Sous-Contractants;

le DONNEUR D'ORDRE peut considérer le Contrat résolu de plein droit à compter de l'expiration du délai consenti et procéder à l'envoi d'un avis écrit à cet effet à l'ADJUDICATAIRE. Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE peut conserver la garantie de soumission à titre d'indemnité partielle sans préjudice à ses autres droits et recours.

13.03 Résiliation

13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de résilier le Contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation. À cette fin, le DONNEUR D'ORDRE doit adresser un avis écrit de résiliation à l'ADJUDICATAIRE. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de cet avis par l'ADJUDICATAIRE.

13.03.02 Sans préavis

Dans les limites permises par les Lois applicables, le Contrat se termine, sans préavis, si l'un des événements suivants se produit :

a) l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) l'ADJUDICATAIRE, autrement que dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre ou cette nomination d'un liquidateur n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements;

d) les opérations de l'ADJUDICATAIRE sont interrompues, pour quelque motif que ce soit, pour une période d'au moins CINQ (5) jours consécutifs.

13.03.03 Avec préavis

Le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1);

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.04 Changement de Contrôle

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.05 Effet de la résiliation

Advenant une résiliation, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, débours et sommes représentant la valeur des Travaux exécutés jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06 Recours possibles

13.06.01 Choix

Au cas d'inexécution du Contrat par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, après avis à ce dernier, soit s'adresser à la caution, soit confisquer la garantie d'exécution présentée sous une autre forme et prendre possession du chantier et faire terminer les travaux à même les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, auquel cas les dispositions relatives à la résiliation du contrat s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

13.06.02 Garanties et obligations

Advenant le cas où le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en tout ou en partie, les garanties et autres obligations de l'ADJUDICATAIRE sont maintenues pour la partie du Contrat exécutée antérieurement à la résiliation.

13.07 Prise de possession du chantier

13.07.01 Prérogative

Advenant une résiliation du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de prendre possession du chantier et de terminer les Travaux aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

13.07.02 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE demeure responsable de tous les dommages subis par le DONNEUR D'ORDRE du fait de la résiliation du Contrat. En cas de continuation du Contrat par un tiers, l'ADJUDICATAIRE doit notamment assumer toute augmentation du coût du Contrat pour le DONNEUR D'ORDRE.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le jour de l'émission de l'Avis d'adjudication à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE, sans autre avis ni formalité, étant entendu toutefois que, si celui-ci fait l'objet d'une séance de signature ultérieure, sa date d'entrée en vigueur devient le jour de cette signature.

15.00 DURÉE

15.01 Déterminée

Eu égard à la nature du Contrat, celui-ci demeure en vigueur tant et aussi longtemps que l'ADJUDICATAIRE n'a pas exécuté les Travaux à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE et qu'il subsiste des obligations de garantie de ceux-ci à respecter.

15.02 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

À DÉFAUT PAR LES PARTIES DE SIGNER CE CONTRAT AU MOMENT PRÉVU DANS LES DOCUMENTS D'APPELS D'OFFRES, ELLES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE l'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE L'ÉMISSION PAR CE DERNIER DE L'AVIS D'ADJUDICATION À L'ADJUDICATAIRE.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ CE CONTRAT EN UN (1) EXEMPLAIRE(S), À ....., TEL QU'EN FAIT FOI LEUR SIGNATURE APPOSÉE AUX DATES CI-APRÈS INDIQUÉES *(si les parties signent à des dates différentes)*.

LE DONNEUR D'ORDRE

_____ Par : _____
Témoin
.....
Date : _____

L'ADJUDICATAIRE

_____ Par : _____
Témoin
.....
Date : _____

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2021-46	DC Nº	Date :
Titre du projet : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan		
Nom du site visé par les Travaux : 1000-1010 rue de Mingan		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la demande de changement :		

Le présent document est émis en application de la clause 9.06 du Contrat.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel

Spécialité :	Date: Signature :
Nom:	
L'ADJUDICATAIRE doit soumettre un prix ou un crédit, s'il y a lieu, dans un délai de CINQ (5) jours suivant réception de la présente demande, à moins qu'un délai différent ne soit indiqué ci-dessous. Si autre délai, préciser : _____ jours _____ Paraphe du Professionnel	

Autorisation du DONNEUR D'ORDRE

Représentant autorisé	Date: Signature :
Nom:	

ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER

ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS

Le contenu de cette annexe est composé par le(s) fichier(s) PDF, Excel, ou autre suivant(s), annexé(s) en fichier(s) séparé(s) à la documentation d'appel d'offres:

ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2021-46	**ODC Nº**	**Date** :
Titre du projet : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan		
Nom de l'installation visée par les Travaux : 1000-1010 rue de Mingan		
Nom de l'ADJUDICATAIRE : Adresse de l'ADJUDICATAIRE :		_____ Téléphone _____ Télécopieur
Nom du demandeur : _____ Demande de changement No : _____		Date : _____

Description :
Justifications :
Acceptation de l'ADJUDICATAIRE A défaut que les cases ci-dessous soient complétées, l'ADJUDICATAIRE convient que le montant du Contrat demeure inchangé et que le présent ordre de changement sera réalisé à l'intérieur du délai de réalisation des Travaux et que le cumul des ordres de changement à ce jour n'a aucune incidence sur le délai. Le montant du Contrat sera ☐ augmenté de _____$ ☐ diminué de _____$ Le délai d'exécution du Contrat sera ☐ augmenté de _____jour(s) ☐ diminué de _____jour(s)
Ce prix inclut les frais relatifs au délai de réalisation des Travaux et est valide pour 30 jours à compter de ce jour.
Signature de l'ADJUDICATAIRE : Date :

Recommandation

Architecte	Date:	Signature :
Ingénieur Structure ☐	Date:	Signature :
Ingénieur Méc./Élec. ☐	Date:	Signature :

Approbation du DONNEUR D'ORDRE

Chargé de projet:	Date:	Signature :
Représentant autorisé:	Date:	Signature :

ANNEXE 3.03.01 - DEMANDE DE PAIEMENT

Date : 13 octobre 2021	Ville de Baie-Comeau
	Nom du DONNEUR D'ORDRE
Titre du projet : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan	ADJUDICATAIRE : _____
Nº projet : 2021-46	**Adresse de l'ADJUDICATAIRE :** _____ _____ _____
Adresse du site visé par les Travaux : 1000-1010 rue de Mingan Baie-Comeau, (Québec) G5C 3C3	

Description Détails Sous-contrats Ordres de changement	**Valeur des travaux à exécuter**	**Travaux exécutés**			**Montant de la présente demande**
		%	**Valeur à ce jour**	**Lors de la dernière demande**	
Sous-totaux : Taxes TPS : Taxes TVQ : Autre(s) taxe(s) : Total :					

Taxe sur les produits et services (T.P.S.) et taxe de vente du Québec (T.V.Q.)

Nº d'inscription aux fins de la T.P.S. : _____

Nº d'inscription aux fins de la T.V.Q. : _____

	Signatures	Date
Pour l'ADJUDICATAIRE :	_____	_____
Pour l'architecte :	_____	_____
Pour l'ingénieur en mécanique-électricité :	_____	_____
Pour l'ingénieur en structure :	_____	_____

ANNEXE 3.03.04 - CERTIFICAT DE PAIEMENT

Date : 13 octobre 2021	Projet N^{o} : 2021-46
Titre du projet : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan	Certificat de paiement N^{o} : _____
Adresse du site visé par les travaux : 1000-1010 rue de Mingan Baie-Comeau, (Québec) G5C 3C3	Entrepreneur :
Montant du contrat initial : _____	Valeur des travaux exécutés incluant le présent certificat : _____
Ordres de changement approuvés (incluant les crédits) : _____	Retenues : _____
Sous-total : _____	Sous-total : _____
Montant total du contrat à ce jour : _____	Moins montant des paiements antérieurs : _____
	Montant du présent certificat : _____
La présente certifie que conformément aux termes du contrat, la demande de paiement ci-jointe a été jugée raisonnable et qu'un montant de : _____$ est payable à l'Entrepreneur pour les travaux exécutés pour la période : Du : _____ Au : _____ Émis par : _____ Date : _____ Signature : _____	

ANNEXE 3.03.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE

Projet : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan - 2021-46

ENTRE Ville de Baie-Comeau

ET _____
Nom de l'ADJUDICATAIRE

Paiement progressif nº : _____ Date : _____

a) Je suis un représentant autorisé de _____

où j'occupe le poste de _____

b) Je suis parfaitement au courant des faits ci-dessous.

c) Tous les Sous-Contractants en lien avec le Contrat de l'ADJUDICATAIRE employés par _____ pour les Travaux mentionnés ci-dessus ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

d) Tous les ouvriers employés pour les Travaux ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

e) Tous les fournisseurs de matériaux utilisés dans les Travaux ont été payés jusqu'au _____e jour de _____.

Tous les impôts, retenues, taxes applicables en vigueur et tout autre paiement exigé par la loi en rapport avec l'Assurance-emploi, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et tout règlement s'appliquant aux Travaux mentionnés ci-dessus ont été faits suivant les lois et règlements correspondants.

En foi de quoi, je fais cette déclaration solennelle en toute conscience et considérant qu'elle a la même valeur et les mêmes implications que si je l'avais faite sous serment en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*.

_____
Signature du représentant autorisé de l'ADJUDICATAIRE

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

Déclaré solennellement devant moi,

À _____

Ce _____e jour de _____

Commissaire à l'assermentation

ANNEXE 3.03.07 - QUITTANCE PARTIELLE

TITRE DU PROJET : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan

Établissement : _____

Nom du site visé par les travaux : 1000-1010 rue de Mingan

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de _____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu de _____, le montant cumulatif de :

_____ __/100 DOLLARS (_____ $)

avec les taxes incluses, en paiement (*veuillez cocher la case appropriée s.v.p.*):

☐ **partiel**

☐ **complet et final**

de toutes les sommes qui nous sont dues à ce jour en rapport avec le projet de construction décrit ci-dessus, dont quittance pour autant.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 3.04.01 - QUITTANCE FINALE

TITRE DU PROJET : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan

Établissement : _____

Nom du site visé par les Travaux : 1000-1010 rue de Mingan

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de
_____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu le paiement complet de toute somme pouvant m'être due eu égard aux travaux réalisés dans le cadre du présent projet de construction et donne quittance complète, totale et finale au DONNEUR D'ORDRE et à l'ADJUDICATAIRE, ainsi qu'à tout Sous-Contractant ou fournisseur de matériaux de ce dernier et renonce à l'hypothèque légale en faveur du propriétaire.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) La protection accordée par cette police s'applique à toute action intentée par tout assuré contre tout autre assuré, de la même manière que si des polices séparées avaient été émises en faveur de chacun d'eux, mais sans que les montants de la garantie en soient pour autant augmentés.

d) Si le contrat confié à l'entrepreneur assuré par cette police ne représente qu'une ou plusieurs phases d'un ensemble, les phases déjà terminées en vertu d'autres contrats d'exécution ne seront pas considérées comme des biens sous les soins, garde et contrôle de l'assuré.

e) La protection relative aux produits, y compris les travaux terminés, demeurera en vigueur au moins un (1) an après la réception avec réserve de l'ouvrage, que les autres sections de la police soient demeurées en vigueur ou non.

f) L'assureur déclare que les assurances fournies dans le cadre du contrat intervenu entre l'entrepreneur et le donneur d'ordre rencontre les exigences prévues à la clause 10.01.02 du Contrat.

g) La police ne pourra être annulée ou la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre à l'adresse suivante :
_____

h) L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance responsabilité civile.

Attaché et faisant partie de la police : _____
Numéro de la police

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____
Signature du représentant autorisé

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.01.03 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la couverture (montant et portée) consentie par cette police sera maintenue en vigueur jusqu'au certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat. Malgré ce qui précède, si le donneur d'ordre prend possession d'une partie des travaux ou que le bâtiment devient occupé en partie avant l'émission du certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat, la couverture de cette police pourra être révisée après entente avec le donneur d'ordre, et ce, dans la mesure où le propriétaire pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

d) En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

e) En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature du bâtiment, aucun ne pourra être réutilisé ou réparé sans l'assentiment écrit des professionnels à l'emploi du donneur d'ordre, soit à titre d'employé, soit à titre de conseiller.

f) Étant précisé que tout acte ou omission de la part d'un des coassurés désignés dans cette police, qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre coassuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre coassuré de la police.

g) En cas de sinistre, les frais encourus par le donneur d'ordre en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

h) La police ne pourra être annulée ni la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre, y compris lorsque le chantier demeure inoccupé pendant trente (30) jours ou plus. De plus, dans les trente (30) jours précédents l'expiration de la police, si celle-ci n'est pas renouvelée, un préavis devra également être donné par courrier recommandé au donneur d'ordre.

i) Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur au donneur d'ordre à l'adresse suivante :

_____
_____
_____

L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance des chantiers.

Attaché et faisant partie de la police : **Numéro de police**

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____ _____
Signature du représentant autorisé Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS

ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX

Date d'émission du cautionnement : _____

Numéro du cautionnement : _____

ADJUDICATAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Contrat : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan - 2021-46

L'adjudicataire est ci-après désigné comme étant « l'Adjudicataire ».

CAUTION

Nom : _____ Nº AMF : _____

Adresse : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

Soyez avisés qu'un cautionnement a été émis en faveur de Ville de Baie-Comeau (ci-après appelé(e) le « Donneur d'ordre ») aux fins de garantir l'exécution des obligations de l'Adjudicataire, tant envers toute personne ayant droit à une hypothèque légale de construction qu'envers le Donneur d'ordre, relativement au contrat identifié ci-haut.

Tout réclamant qui prétend avoir une créance impayée et qui se propose de réclamer judiciairement de la caution doit, avant de ce faire, adresser lui-même ou faire adresser par écrit une demande de paiement à la caution et à l'Adjudicataire, dans les délais prescrits au cautionnement, de son intention d'intenter une poursuite à la Caution, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où il demeure.

Les dispositions du CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES des Documents d'Appels d'Offres du Donneur d'ordre concernant les délais s'appliquent, "mutatis mutandis", au présent AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX.

LE DONNEUR D'ORDRE

Note : l'Adjudicataire est tenu d'afficher cet avis sur le chantier à un endroit à la vue du public et de s'assurer qu'il demeure affiché en tout temps.

ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER

Projet Nº : 2021-46	DC Nº	Date :
Titre du projet : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan		
Nom du site visé par les Travaux : 1000-1010 rue de Mingan		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la présente directive :		

En vertu de la clause 11.02 du Contrat, la présente directive est émise à l'égard de l'une ou l'autre des situations ci-après décrites : (cocher la situation appropriée)

☐ Apporter des précisions aux Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE.

☐ S'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat de l'ADJUDICATAIRE.

☐ Situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes au regard de l'exécution des Travaux.

☐ Autre situation (préciser) : _____

Cette directive ne constitue pas un changement aux Travaux, à moins que par la suite une demande de changement aux Travaux ne soit autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, conformément la clause 9.06 du Contrat.

L'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive de chantier et exécuter les Travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des Travaux.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel ou, le cas échéant, Chargé de projet

Spécialité :	Date: Signature :
Nom:	

ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE

Titre du projet : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan **Nom du site visé par les Travaux :** 1000-1010 rue de Mingan **Adresse :** 1000-1010 rue de Mingan Baie-Comeau, (Québec) G5C 3C3	**Nom du DONNEUR D'ORDRE :** Ville de Baie-Comeau **Nº projet :** 2021-46 **ADJUDICATAIRE :** Description des Travaux faisant l'objet du présent Certificat de réception avec réserve :

Recommandation des professionnels

En vertu du Contrat qui lie le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, nous soussignés ARCHITECTE et INGÉNIEUR(S) avons procédé à une inspection le en vue de la réception avec réserve relativement aux Travaux susmentionnés.
Nous certifions, par les présentes, qu'au meilleur de notre connaissance, les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés à notre satisfaction et que les Travaux à corriger et les Travaux à parachever, s'il y a lieu, décrits en annexe, n'empêchent pas l'utilisation du bâtiment puisqu'il est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné.
La valeur des Travaux à corriger est inférieure à 0.5 % du montant total des Travaux prévus au Contrat incluant les changements.
Les Travaux figurant dans la liste annexée doivent être terminés et prêts dans les délais prévus dans la liste en vue de la réception sans réserve des Travaux.
La liste des Travaux décrits en annexe n'est pas exhaustive et ne dégage aucunement l'ADJUDICATAIRE et les professionnels soussignés de leurs responsabilités contractuelles et extracontractuelles.

En conséquence, nous recommandons que la réception avec réserve prenne effet à compter du _____.

Architecte		Ingénieur en structure	
Ingénieur en mécanique-électricité		Autre (spécifier)	

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits et s'engage à y donner suite dans les délais prévus.

L'ADJUDICATAIRE s'engage également à fournir au DONNEUR D'ORDRE tous les documents prévus au Contrat dont ceux exigés à la liste préparée par les Professionnels.

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE

Identification : Ville de Baie-Comeau	
Titre du pojet : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan	**Nº projet** : 2021-46
ADJUDICATAIRE : _____ Adresse :	

Recommandation des professionnels

Nous soussignés, en date du _____ et conformément au Contrat intervenu entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, avons procédé à une inspection des Travaux exécutés en vue de la signature du Certificat de réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE.

Nous certifions par la présente qu'au meilleur de notre connaissance, tous les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés et les déficiences corrigées et recommandons au DONNEUR D'ORDRE de signer le présent Certificat de réception sans réserve.

Architecte
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en mécanique / électricité
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en structure
Par _____ _____
Signature

Ingénieur
Par _____ _____
Signature

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits.

PAR _____

Signature : _____ _____
Date

Acceptation du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE accepte la recommandation des Professionnels et émet le présent Certificat de réception sans réserve.

Chargé de projet	_____	_____
	Date	Signature
Représentant autorisé du DONNEUR D'ORDRE	_____	_____
	Date	Signature

Ville de Baie-Comeau

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

CONTRAT

NO 2022-30

Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 12

0.00 INTERPRÉTATION 13

0.01 Terminologie 13
0.01.01 Addenda 13
0.01.02 ADJUDICATAIRE 13
0.01.03 Appel d'Offres 13
0.01.04 Avis d'Adjudication 13
0.01.05 Bordereau de Prix 13
0.01.06 Certificat de réception avec réserve 13
0.01.07 Certificat de réception sans réserve 13
0.01.08 Changement 13
0.01.09 Changement de Contrôle 14
0.01.10 Chantier 14
0.01.11 Chargé de Projet 14
0.01.12 Contrat 14
0.01.13 Documents Contractuels 14
0.01.14 Documents d'Appel d'Offres 14
0.01.15 DONNEUR D'ORDRE 15
0.01.16 Échéancier 15
0.01.17 Établissement 15
0.01.18 Fin des Travaux 15
0.01.19 Fin du Contrat 15
0.01.20 Force Majeure 15
0.01.21 Formulaire de Soumission 15
0.01.22 Information Confidentielle 15
0.01.23 Institution Financière 16
0.01.24 Loi 16
0.01.25 Matériaux 16
0.01.26 Matériel 16
0.01.27 Manquement 16
0.01.28 Meilleur Effort 16
0.01.29 PARTIE 17
0.01.30 Personne 17
0.01.31 Personne Liée 17
0.01.32 Personnel Affecté 17
0.01.33 Plans et Devis 17
0.01.34 Professionnel 17
0.01.35 Professionnel Désigné 17
0.01.36 Propriété Intellectuelle 17
0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres 18
0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle 18
0.01.39 Soumission 18
0.01.40 Sous-Contrat 18
0.01.41 Sous-Contractant 18

0.01.42 Travaux....18
0.02 Références financières....18
0.02.01 Devises....18
0.02.02 Taxes....18
0.03 Primauté....19
0.03.01 Contrat et accords verbaux....19
0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres....19
0.03.03 Conflits entre documents techniques....19
a) Ordre à respecter....19
b) Autorité du Professionnel....19
0.04 Droit applicable....20
0.05 Généralités....20
0.05.01 Dates et délais....20
a) De rigueur....20
b) Calcul....20
c) Reports....20
d) Demande....21
0.05.02 Consentement....21

1.00 OBJET. 21

1.01 Travaux....21
1.02 Licence....21

2.00 CONTREPARTIE....21

2.01 Travaux....21
2.01.01 Prix....21
2.01.02 Ventilation....21
2.02 Licence....21
2.03 Ajustement....22
2.03.01 Règle....22
2.03.02 Autres entrepreneurs....22
2.03.03 Travaux refusés....22
2.03.04 Matières dangereuses....22
2.03.05 Demande de Changement....23
2.03.06 Détermination de la valeur....23
2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement....23
2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement....24
a) Détermination unilatérale....24
b) Avis de différend....24
2.04 Fin du Contrat....25
2.04.01 Travaux et biens fournis....25
2.04.02 Matériaux et frais démobilisation....25
2.04.03 Profits ou dommages....25

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT....25

3.01 Méthode de paiement....25
3.02 Procédure....25
3.02.01 Demande de paiement....25
3.02.02 Contenu obligatoire....25
3.02.03 Déclaration solennelle....26

3.02.04 CCQ et CNESST 26
3.02.05 Certificat de paiement 26
3.02.06 Preuve d'assurance 26
3.02.07 Paiement 26
3.02.08 Quittance partielle 26
3.02.09 Réserve 27
3.02.10 Vérification 27
3.02.11 Ordre de Changement 27
3.03 Retenues 27
3.03.01 Détermination du montant 27
3.03.02 Hypothèques légales 28
3.03.03 Sous-Contractant hors Québec 28
3.03.04 Demande d'indemnisation 28
3.04 Travaux différés 29
3.05 Délégation de paiement 29
3.06 Fin du Contrat 29
3.06.01 Restitution d'avance 29
3.06.02 Compensation 29

4.00 SÛRETÉS 29

4.01 Garanties d'exécution et des obligations 29
4.01.01 Constitution 29
4.01.02 Ajustement 29
4.01.03 Maintien 30
4.02 Préavis à la caution 30
4.02.01 Demande d'exécution 30
4.02.02 Indemnisation 30

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 30

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 30

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 30

7.01 Capacité 30
7.02 Assurances 31
7.03 Permis, licences et autres autorisations 31
7.04 Conflits de travail 31
7.05 Établissement 31
7.06 Ressources 31
7.07 Divulgation 31
7.08 Attestation de Revenu Québec 31

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 32

8.01 Information Confidentielle 32

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 32

9.01 Chargé de projet 32
9.02 Accès aux Plans et Devis 32
9.02.01 Transmission 32
9.02.02 Obtention de permis 32
9.02.03 Compléments 32

9.03 Accès au chantier 32
9.04 Autres entrepreneurs 32
9.05 Évaluation et acceptation 33
9.05.01 Droit de refus 33
a) Procédure 33
b) Motif sérieux 33
9.05.02 Avis 33
9.05.03 Exécution par un tiers 33
9.06 Demande de Changement 33
9.07 Matières dangereuses 33
9.07.01 Présomption 33
9.07.02 Contrôle et divulgation 34
9.07.03 Prévention contre exposition 34
9.07.04 Élimination ou neutralisation 34
9.08 Exonération de responsabilité 34

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 34

10.01 Assurance 34
10.01.01 Responsabilité civile générale 34
10.01.02 Chantier 35
a) Souscription et maintien 35
b) Couverture 35
10.01.03 Preuve d'assurance 35
10.01.04 Émetteur 35
10.01.05 Maintien de la responsabilité 36
10.02 Début de l'exécution du Contrat 36
10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE 36
10.04 Exécution complète 36
10.05 Respect 36
10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle 36
10.07 Conflits d'intérêts 36
10.08 Liens d'affaires 37
10.09 Meilleur Effort 37
10.10 Autorisation de contracter 37
10.10.01 ADJUDICATAIRE 37
10.10.02 Sous-contractant 37
10.10.03 Montant du Contrat 37
10.11 Conformité 38
10.11.01 Lois applicables 38
10.11.02 Traçabilité des sols contaminés excavés 38
10.11.03 Permis et autorisations 38
a) Obtention 38
b) Maintien 38
c) Formalités 38
10.11.04 Commission de la Construction du Québec 38
10.11.05 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) 39
a) Maître d'oeuvre 39
b) Exigence 39
c) Respect 39

d) Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19)....39
e) Avis à la CNESST....39
f) Attestation....39
g) Accident....40
h) Défaut....40
10.11.06 Loi sur le tabagisme....40
10.12 Main-d'œuvre....40
10.12.01 Autorité....40
10.12.02 Main-d'œuvre....40
10.12.03 Exclusions....40
a) Anciens employés....40
b) Motif sérieux de refus....41
10.12.04 Identification....41
10.12.05 Conduite....41
10.12.06 Responsabilité....41
10.13 Sous-contrat....41
10.13.01 Autorisation....41
10.13.02 Liste des sous-contractants....41
10.13.03 Informations supplémentaires....41
10.13.04 RENA....41
10.13.05 Attestation de Revenu Québec....42
10.13.06 Établissement....42
10.13.07 Responsabilité....42
10.13.08 Répartition des Travaux....42
10.13.09 Restrictions....42
10.13.10 Proportion....42
10.13.11 Assujettissement....42
10.13.12 Refus....43
10.14 Échéancier....43
10.14.01 Contenu....43
10.14.02 Remise....43
10.14.03 Respect....43
10.14.04 Suivi....43
10.14.05 Mise à jour continue....43
10.15 Délai de réalisation des Travaux....44
10.15.01 Point de départ....44
10.15.02 Cas de prolongation....44
10.15.03 Autorisation....44
10.16 Régie du Projet....44
10.16.01 Maîtrise des Travaux....44
a) Portée....44
b) Collaboration....44
c) Ingénieur-conseil....45
10.16.02 Direction des Travaux....45
a) Surintendant et contremaîtres....45
b) Délégation de pouvoirs....45
c) Remplacement....45
10.16.03 Réunions de chantier....45
a) Réunion de démarrage....45
b) Participation obligatoire....46

c) Rapports ou comptes rendus 46
10.16.04 Autres entrepreneurs....46
a) Coordination....46
b) Échéancier....46
c) Dénonciation....46
10.17 Matériaux et équipement 46
10.18 Plans et Devis 47
10.19 Dessins et instructions 47
10.19.01 Disponibilité....47
10.19.02 Vérification....47
10.19.03 Maintien de responsabilité....47
10.19.04 Annotations 47
10.20 Protection des biens 47
10.20.01 Étendue....47
10.20.02 Réparation 48
a) Aux frais de l'ADJUDICATAIRE....48
b) Aux frais du DONNEUR D'ORDRE....48
10.21 Santé et sécurité....48
10.21.01 Programme de prévention 48
a) Élaboration....48
b) Remise....48
c) Veille de conformité....48
10.21.02 Équipement de protection....49
10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE 49
10.22 Matières dangereuses....49
10.22.01 Responsabilité 49
10.22.02 Retard....49
10.22.03 Expert indépendant....49
10.23 Protection des lieux environnants....50
10.24 Prévention des nuisances....50
10.25 Inconvénients....50
10.26 Condition du sous-sol 50
10.27 Installations temporaires....50
10.28 Transport....50
10.28.01 Usage permis de camions....50
10.28.02 Permis requis....51
10.29 Signature et enseignes....51
10.29.01 Annonce du projet....51
10.29.02 Interdiction....51
10.29.03 Enseigne publicitaire....51
10.29.04 Signature....51
10.30 Bornes et niveaux 52
10.31 Publicité....52
10.32 Propreté....52
10.32.01 Étendue....52
10.32.02 Intempéries....52
10.32.03 Fin des Travaux....52
10.33 Découpages, percements et réparations....52
10.33.01 Responsabilité 52
10.33.02 Personnel qualifié....52

10.33.03 Présomption....53
10.34 Échantillons, essais et dosages....53
10.34.01 Soumission et identification....53
10.34.02 Approbation préalable....53
10.34.03 Transmission des résultats....53
10.34.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus....53
10.35 Inspection....53
10.35.01 Droit d'accès....53
10.35.02 Personnes autorisées....53
10.35.03 Travaux recouverts....54
10.35.04 Spécifique....54
10.35.05 Générale....54
10.35.06 Frais....54
10.35.07 Remise....54
10.36 Suspension des Travaux....54
10.37 Refus des Travaux....55
10.37.01 Retrait....55
10.37.02 Réparation....55
10.38 Ordre de Changement....55
10.38.01 Interdiction....55
10.38.02 Exécution immédiate....55
10.39 Manuels d'instructions....55
10.40 Garantie....55
10.40.01 Durée....55
a) ADJUDICATAIRE....55
b) Fournisseur....56
10.40.02 Début de la période....56
10.40.03 Vices cachés et malfaçons....56
a) Responsabilité....56
b) Avis de défectuosité....56
10.41 Assistance en cas de litige....56
10.42 Publicité et communications....56
10.43 Indemnisation....57
10.43.01 Dénonciation....57
10.43.02 « Perte »....57
10.43.03 Portée....57
10.43.04 Procédure....58

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES....58

11.01 Information....58
11.02 Directive de chantier....58
11.03 Non-exclusivité....59
11.04 Substitution et équivalence de Matériaux....59
11.04.01 Approbation préalable....59
11.04.02 Démonstration....59
11.04.03 Interdiction....59
11.04.04 Ordre de Changement....59
11.05 Démolition et démantèlement....59
11.06 Objets de valeur....60
11.07 Réception des Travaux....60

11.07.01 Avec réserve 60
a) Conditions préalables 60
b) Demande d'inspection 60
i) Avis 60
ii) Frais d'inspection subséquente 60
c) Travaux à corriger ou à parachever 61
i) Liste 61
ii) Retenue 61
d) Documents à fournir 61
e) Émission 61
11.07.02 Sans réserve 61
a) Demande d'inspection 61
i) Avis 61
ii) Frais d'inspection subséquente 61
b) Déroulement 62
c) Émission 62
11.08 Prise de possession 62
11.08.01 Anticipée 62
a) Choix du DONNEUR D'ORDRE 62
b) Accord de l'ADJUDICATAIRE 62
c) Formulaire d'entente 62
11.08.02 Sur indication 62
11.09 Propriété Intellectuelle 62
11.10 Cession 63
11.10.01 Interdiction 63
11.10.02 Inopposabilité 63
11.10.03 Exception 63
11.11 Évaluation de rendement 63

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 64

12.01 Avis 64
12.02 Résolution de différends 64
12.02.01 Négociations de bonne foi 64
12.02.02 Médiation 64
a) Nomination commune 65
b) Nomination par un tiers 65
c) Engagement du médiateur 65
d) Règles 65
e) Échange de renseignements 65
f) Honoraires et frais 65
g) Représentant 65
h) Confidentialité 66
i) Règlement 66
j) Impasse 66
12.02.03 Arbitrage 66
a) Juridiction 66
b) Décision 66
c) Frais 67
12.03 Élection 67
12.04 Modification 67

12.05 Non-renonciation 67
12.06 Transmission électronique 67

13.00 FIN DU CONTRAT 67

13.01 De gré à gré 67
13.02 Résolution 67
13.03 Résiliation 68
13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE 68
13.03.02 Sans préavis 68
13.03.03 Avec préavis 69
13.04 Changement de Contrôle 69
13.05 Effet de la résiliation 69
13.06 Recours possibles 69
13.06.01 Choix 69
13.06.02 Garanties et obligations 69
13.07 Prise de possession du chantier 70
13.07.01 Prérogative 70
13.07.02 Responsabilité 70

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 70

15.00 DURÉE. 70

15.01 Déterminée 70
15.02 Survie 70

16.00 PORTÉE 70

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT 72
ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER 73
ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS 74
ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT 75
ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT 77
ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT 79
ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE 80
ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE 81
ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE 82
ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE 83
ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER 84
ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS 86
ANNEXE 10.31 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX 87
ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER 88
ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE 89
ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE 90

CONTRAT DE CONSTRUCTION intervenu en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, Canada.

ENTRE :

Ville de Baie-Comeau, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), ayant son siège au 19 Marquette, en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, G4Z 1K5;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le nº 2022-30 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉ L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE a pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres nº 2022-30, se rapportant à Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie, a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Addenda

désigne tout écrit expédié par le DONNEUR D'ORDRE, avant l'ouverture des Soumissions, portant la mention addenda et servant à clarifier ou à modifier les Documents d'Appel d'Offres suite à leur publication;

0.01.02 ADJUDICATAIRE

désigne l'entrepreneur retenu au terme de l'Appel d'Offres ou son cessionnaire autorisé et peut comprendre lorsque le sens du texte l'exige ses mandataires, représentants ou préposés;

0.01.03 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres n^{o} 2022-30, se rapportant à Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie;

0.01.04 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.05 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix faisant partie de la Soumission indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.06 Certificat de réception avec réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception avec réserve des Travaux;

0.01.07 Certificat de réception sans réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception sans réserve des Travaux;

0.01.08 Changement

désigne un ajout, un retrait ou toute modification touchant les Travaux sans affecter fondamentalement la portée générale du Contrat, inscrit sur le formulaire « Demande de changement » reproduit à l'annexe 0.01.08.

0.01.09 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, un des événements suivants :

a) l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

b) une entente portant sur la vente ou la disposition de tous ou de substantiellement tous les actifs de la personne morale;

c) une réorganisation de la personne morale menant au transfert des droits conférés par le Contrat à une Personne Liée;

d) une fusion impliquant la personne morale; ou

e) l'approbation par les actionnaires de la personne morale d'un plan pour la liquidation complète de cette dernière.

0.01.10 Chantier

désigne l'emplacement où sont exécutés les Travaux, ainsi que les environs immédiats utilisés pour les installations temporaires ou pour les dépôts de Matériaux et du Matériel;

0.01.11 Chargé de Projet

désigne la Personne qui, à titre de représentant du DONNEUR D'ORDRE, administre le Contrat;

0.01.12 Contrat

désigne le présent document ainsi que ses annexes, tout Addenda s'y rapportant et comprend toute modification de celui-ci pendant sa durée;

0.01.13 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres et de la Soumission;

0.01.14 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE pour les fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique; sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent:

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le Contrat, incluant les Plans et Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.15 DONNEUR D'ORDRE

désigne le donneur d'ordre qui prépare, conclut, signe et gère le Contrat ainsi que les Changements et comprend, lorsque le sens du texte l'exige, le Chargé de Projet;

0.01.16 Échéancier

désigne le calendrier d'exécution des Travaux convenu avec le DONNEUR D'ORDRE, allant du début de ceux-ci jusqu'à la réception de l'ouvrage, joint à l'annexe 0.01.16 des présentes et comprend toute modification de celui-ci pendant la durée du Contrat;

0.01.17 Établissement

désigne l'endroit où l'ADJUDICATAIRE, exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;

0.01.18 Fin des Travaux

signifie la date de prise d'effet indiquée au Certificat de Réception avec Réserve;

0.01.19 Fin du Contrat

désigne la dernière des dates d'expiration du délai de DOUZE (12) mois des garanties minimales exigées;

0.01.20 Force Majeure

désigne tout événement imprévisible et irrésistible au sens du *Code civil du Québec*;

0.01.21 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix et l'Attestation d'Intégrité, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.22 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.23 Institution Financière

désigne un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la *Loi sur les assureurs* (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la *Loi sur les coopératives de services financiers* (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la *Loi sur les banques* (L.C. 1991, c. 46);

0.01.24 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.25 Matériaux

désigne tous les matériaux, équipements, machinerie lourde et installations nécessaires à l'exécution des Travaux;

0.01.26 Matériel

désigne l'ensemble des outils, de l'outillage, des instruments, des appareils, des machines, des véhicules, des bâtiments et les installations nécessaires à l'exécution ou à l'entretien des travaux et qui ne sont pas incorporés aux ouvrages;

0.01.27 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une dérogation au Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.28 Meilleur Effort

désigne les efforts qu'une Personne, désireuse d'atteindre un résultat, et agissant prudemment et diligemment, déploie, eu égard aux circonstances, pour assurer, dans la mesure du possible, l'atteinte d'un résultat probable et comprend les règles de l'art de tout métier ou profession ainsi que les meilleures pratiques reconnues d'un secteur d'activités;

0.01.29 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.30 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie, un regroupement de personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale, qui n'est pas partie au Contrat;

0.01.31 Personne Liée

désigne, pour chaque PARTIE, toute personne identifiée à l'article 251(2) de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5e suppl.)) ou toute personne qui a un lien de dépendance avec cette PARTIE;

0.01.32 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier;

0.01.33 Plans et Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Travaux à exécuter, reproduite à l'annexe 0.01.33 des présentes et comprend toute modification s'y rapportant pendant la durée du Contrat;

0.01.34 Professionnel

désigne l'architecte, l'ingénieur ou celui qui a la responsabilité de concevoir l'ouvrage en tout ou en partie ou d'en surveiller l'exécution pour le compte du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.35 Professionnel Désigné

désigne la firme de professionnels désignée par le DONNEUR D'ORDRE à ce titre aux Documents d'Appel d'Offres;

0.01.36 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou à l'obtention d'espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux SOUMISSIONNAIRES;

0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) ou la politique de gestion contractuelle qui est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui;

0.01.39 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.40 Sous-Contrat

désigne un contrat conclu par l'ADJUDICATAIRE avec un Sous-Contractant directement lié à l'exécution des Travaux;

0.01.41 Sous-Contractant

désigne une Personne, autre qu'un employé de l'ADJUDICATAIRE, qui exécute des Travaux pour le compte et selon les directives de celui-ci en vertu d'une entente;

0.01.42 Travaux

désigne l'ensemble des travaux décrits aux Plans et Devis ainsi que les modalités d'exécution de ceux-ci;

0.02 Références financières

0.02.01 Devises

Toutes les sommes d'argent prévues dans le Contrat sont en devise canadienne.

0.02.02 Taxes

À moins d'indication contraire dans le texte, les montants indiqués dans le Contrat ne comprennent pas la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ) ainsi que toute autre taxe applicable sur de tels montants par les autorités publiques pendant la durée du Contrat.

0.03 Primauté

0.03.01 Contrat et accords verbaux

Le Contrat prime sur tout accord intervenu avec l'ADJUDICATAIRE qui n'a pas fait l'objet d'un écrit subséquent.

0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres

En cas de contradiction ou divergence entre les différents Documents d'Appel d'Offres, l'ordre de primauté suivant détermine, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, le document dominant:

a) Addenda;

b) Contrat;

c) Devis;

d) Plans et dessins;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.03.03 Conflits entre documents techniques

a) **Ordre à respecter**

De plus, l'ordre de primauté suivant doit être adopté en cas de contradiction ou de divergence sur les Plans et Devis :

i) les originaux papier des Plans et Devis scellés priment sur les versions électroniques de tels documents;

ii) les dimensions chiffrées indiquées sur les dessins priment, même si elles diffèrent des dimensions prises à l'échelle;

iii) les dessins établis à la plus grande échelle priment sur les dessins à l'échelle réduite;

iv) les cotes priment les mesures à l'échelle;

v) les plans de détails priment les plans d'ensemble.

Par ailleurs, entre deux documents de même type et support, celui portant la date la plus récente prédomine.

b) **Autorité du Professionnel**

Sujet aux règles de primauté prévues à la présente sous-section, le Professionnel a seul autorité pour interpréter les Plans et Devis et autres documents techniques relevant de sa spécialité

concernant l'exécution des Travaux. La décision du Professionnel compétent en la matière est finale. Elle lie l'ADJUDICATAIRE qui doit s'y conformer et exécuter sans interruption les Travaux sujet à son droit de signifier par écrit, dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis écrit de cette décision, au Professionnel décideur et au DONNEUR D'ORDRE, une contestation motivée de cette décision. Le cas échéant, les PARTIES doivent respecter la procédure de résolution de différends prévue à la sous-section 12.02.

0.04 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.05 Généralités

0.05.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Toutes les échéances indiquées dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) le terme «mois», lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Reports**

Si l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation au Contrat est retardée en raison :

i) d'un défaut par l'une des PARTIES dans l'exécution de ses obligations au Contrat;

ii) d'un cas de force majeure;

iii) d'un amendement au Contrat; ou

iv) de tout autre facteur hors du contrôle de la PARTIE à qui incombe l'obligation;

cette dernière est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment à moins que les PARTIES en conviennent autrement.

d) **Demande**

Aucune prolongation pour cause de retard ne peut être consentie à moins qu'une demande n'en soit faite promptement par écrit au Chargé de Projet au plus tard dans les DIX (10) jours ouvrables à compter du commencement du retard; dans le cas d'un motif de nature continue, la présentation d'une demande unique suffit.

0.05.02 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

1.00 OBJET

1.01 Travaux

Sujet au respect du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE convient par les présentes de confier l'exécution des Travaux à l'ADJUDICATAIRE qui convient d'exécuter ceux-ci, conformément aux Plans et Devis, moyennant la contrepartie indiquée à la section 2.00.

1.02 Licence

L'ADJUDICATAIRE accorde au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, d'adapter, de publier et de traduire les dessins d'atelier, le programme de prévention élaboré en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., c S-2.1), les rapports ou comptes rendus et, généralement, tous autres documents à être réalisés en vertu du Contrat, aux fins des activités et objets du Chargé de Projet ou, le cas échéant, du DONNEUR D'ORDRE. Cette licence est accordée sans limite territoriale et sans limite de temps.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Travaux

2.01.01 Prix

En guise de contrepartie à l'exécution des Travaux, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le(s) montant(s) indiqué(s) au Bordereau de Prix.

2.01.02 Ventilation

L'ADJUDICATAIRE doit, dans le délai fixé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre une ventilation complète du prix forfaitaire soumis, selon une nomenclature établie par ce dernier.

2.02 Licence

La contrepartie pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de ce contrat est incluse dans la rémunération versée à l'ADJUDICATAIRE pour l'exécution des Travaux.

2.03 Ajustement

2.03.01 Règle

Il est interdit aux PARTIES de demander un ajustement du prix du Contrat dans les cas suivants :

a) lorsqu'il se produit un retard ou un arrêt dans les Travaux ou pour tout coût additionnel attribuable au non-respect par l'ADJUDICATAIRE, ses employés, mandataires, Sous-Contractants et fournisseurs d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) un manquement d'un Sous-Contractant ou son remplacement suite au non-redressement de ce manquement;

c) l'insolvabilité ou la cession de biens ou la faillite d'un Sous-Contractant et son remplacement;

d) lorsque l'ADJUDICATAIRE néglige de signaler des défauts ou des déficiences au regard des travaux des autres entrepreneurs ayant un impact sur ses Travaux en temps opportun;

Dans les autres cas, l'ajustement à la hausse ou à la baisse du prix du Contrat est admis, au cas par cas, sujet aux modalités qui suivent.

2.03.02 Autres entrepreneurs

Si le DONNEUR D'ORDRE exerce son droit d'adjuger des contrats distincts à d'autres entrepreneurs relativement à des travaux connexes autres que ceux prévus au Contrat, les obligations de l'ADJUDICATAIRE d'agir en tant que maître d'œuvre demeurent inchangées. Le cas échéant, le prix du Contrat est toutefois augmenté d'un montant équivalent à DIX POUR CENT (10 %) du coût des contrats distincts.

2.03.03 Travaux refusés

Dans le cas des Travaux défectueux, si, après consultation auprès du DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel concerné avise l'ADJUDICATAIRE qu'il n'est pas nécessaire de rectifier les Travaux défectueux ou non conformes en vertu des Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE déduit du prix du Contrat la différence de valeur entre les Travaux tels qu'exécutés et ceux prévus au Contrat. Le montant de cette différence de valeur est déterminé par le DONNEUR D'ORDRE sur recommandation des Professionnels concernés.

2.03.04 Matières dangereuses

En cas de présence avérée ou soupçonnée de matières dangereuses à l'endroit où s'exécutent les Travaux, si les mesures prises par l'ADJUDICATAIRE en vertu de la clause 10.22.01 du Contrat ont pour effet de retarder l'exécution des Travaux ou d'entraîner pour lui des frais additionnels, l'ADJUDICATAIRE est remboursé du supplément raisonnable du coût causé par le retard et par le fait qu'il a pris ces mesures.

2.03.05 Demande de Changement

Si le DONNEUR D'ORDRE transmet une demande de Changement à l'ADJUDICATAIRE, celui-ci doit soumettre un prix ou un crédit détaillé sur le formulaire «Ordre de changement» reproduit à l'annexe 2.03.08 dans un délai de CINQ (5) jours suivant réception de la demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. Après la réception du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de sa proposition.

2.03.06 Détermination de la valeur

La valeur de tout Changement est déterminée selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes à savoir:

a) estimation, négociation et acceptation d'un prix forfaitaire ventilé, lequel est déterminé sur la base des taux de majoration prévus au paragraphe c) du présent alinéa pour les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE;

b) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire, application des prix unitaires mentionnés au Contrat ou convenus par la suite;

c) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire ou d'appliquer les prix unitaires, cumul du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement lié au changement, majoré des pourcentages suivants :

i) QUINZE POUR CENT (15 %) lorsque les travaux sont exécutés par l'ADJUDICATAIRE;

ii) DIX POUR CENT (10 %) pour l'ADJUDICATAIRE et QUINZE POUR CENT (15 %) pour le Sous-Contractant, lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-Contractant.

Aux fins de l'application du paragraphe c) du premier alinéa, le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement correspond au coût réel des éléments décrits à la clause 2.03.07. La majoration inclut les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE.

2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement

L'ADJUDICATAIRE doit faire la démonstration de chaque dépense liée à un changement. Le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement attribuable à l'exécution du changement aux travaux correspond aux coûts réels de l'ADJUDICATAIRE et des Sous-Contractants, sur les éléments suivants :

a) les salaires et charges sociales versés aux ouvriers conformément à une convention collective applicable ainsi qu'au contremaître et, le cas échéant, au surintendant qui supervise les salariés sur le chantier;

b) les frais de déplacement et d'hébergement des salariés additionnels requis;

c) le coût de tous les matériaux, produits, fournitures, incluant les matériaux incorporés à l'ouvrage en raison du changement aux travaux, y compris les frais de transport, d'entreposage et de manutention de ceux-ci, le tout correspondant au plus bas prix consenti à l'ADJUDICATAIRE et aux Sous-Contractants;

d) les taxes et autres droits imposés par toute autorité compétente sur la main-d'oeuvre, les matériaux et l'équipement requis et auxquels l'ADJUDICATAIRE est assujetti, à l'exclusion de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) lorsque l'organisme public en est exempt;

e) le coût de transport et d'utilisation d'équipements et d'outils additionnels requis, autres que ceux à main utilisés par les salariés;

f) le coût additionnel du contrôle de la qualité des travaux relatifs au changement par le responsable de l'assurance-qualité ou le surintendant;

g) les redevances et les droits de brevet applicables;

h) les primes additionnelles de cautionnements et d'assurances que l'ADJUDICATAIRE doit payer à la suite de l'augmentation du prix de son contrat;

i) les frais d'énergie et de chauffage directement attribuables au changement;

j) le coût d'enlèvement et d'élimination des ordures et débris attribuables au Changement;

k) les protections, installations temporaires et les ouvrages de sécurité additionnels nécessaires;

l) tout autre coût de main-d'œuvre, de matériaux et d'équipement additionnel requis, non spécifié aux paragraphes qui précèdent et attribuable à l'exécution du changement.

2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement

a) **Détermination unilatérale**

Après réception de la position du DONNEUR D'ORDRE à l'égard du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, si ces derniers ne peuvent, après une première démarche de négociation, s'entendre sur la valeur d'un changement, le montant estimé et ventilé du changement exigé est alors déterminé par le DONNEUR D'ORDRE dans l'ordre de changement. L'ordre de Changement est produit sur le formulaire «Ordre de Changement» reproduit à l'annexe 2.03.08.

b) **Avis de différend**

Dans un tel cas, l'ADJUDICATAIRE peut, dans les quinze (15) jours de la délivrance de l'ordre de Changement, dénoncer par écrit au DONNEUR D'ORDRE un avis de différend à ce sujet en exposant les points en litige, ses prétentions à l'égard de ceux-ci, accompagné, le

cas échéant, des pièces justificatives. Le cas échéant, ce différend doit être résolu selon la procédure prévue à la sous-section 12.02 du Contrat.

2.04 Fin du Contrat

Nonobstant ce qui précède, si, conformément à la section 13.00, le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat et prend possession du chantier l'ADJUDICATAIRE n'a droit qu'aux indemnités prévues ci-après.

2.04.01 Travaux et biens fournis

L'ADJUDICATAIRE n'a alors droit, en proportion du prix convenu, qu'aux frais et dépenses actuelles, à la valeur des Travaux exécutés avant la notification de la résiliation ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens fournis, lorsque ceux-ci ne peuvent lui être remis et qu'il ne peut les utiliser.

2.04.02 Matériaux et frais démobilisation

Les frais relatifs aux matériaux livrés au chantier, à la main-d'œuvre et au matériel de construction, à l'équipement, aux activités de repliement et autres activités de démobilisation sont remboursés à l'ADJUDICATAIRE à la condition qu'il les justifie et qu'ils soient certifiés par le Professionnel Désigné.

2.04.03 Profits ou dommages

L'ADJUDICATAIRE, outre ce qui est prévu ci-devant, n'a droit à aucune autre compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ou pour dommages-intérêts.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Méthode de paiement

L'ADJUDICATAIRE doit adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit communiquer avec le DONNEUR D'ORDRE à la suite de l'adjudication du Contrat.

3.02 Procédure

3.02.01 Demande de paiement

Les demandes de paiement sont présentées, mensuellement ou selon le calendrier de paiement établi par le DONNEUR D'ORDRE, au Professionnel Désigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le formulaire obligatoire que l'ADJUDICATAIRE doit utiliser pour faire une demande de paiement est reproduit à l'annexe 3.02.01 des présentes.

3.02.02 Contenu obligatoire

Les demandes de paiement doivent porter la date du dernier jour du mois et le montant réclamé doit correspondre à la valeur des travaux exécutés et des matériaux incorporés à l'œuvre à cette date au prorata du prix du contrat y compris, le cas échéant, les taxes

applicables dont la TPS et la TVQ. Les approvisionnements sur le chantier en sont exclus, à moins d'une autorisation spéciale du DONNEUR D'ORDRE. Ces demandes doivent totaliser la valeur des travaux parachevés, déduction faite du total des paiements antérieurs.

3.02.03 Déclaration solennelle

Les demandes de paiement, incluant toutes les pièces justificatives requises, doivent parvenir au Professionnel Désigné dans les cinq (5) jours suivant la fin de la période. Toute demande de paiement à l'exception de la première doit être accompagnée d'une déclaration solennelle de l'ADJUDICATAIRE, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.03, à l'effet qu'il a acquitté tous comptes dus aux Sous-Contractants, ouvriers et fournisseurs de matériaux et tous autres frais figurant dans la précédente demande de paiement.

3.02.04 CCQ et CNESST

Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE présente avec chaque demande de paiement, y compris la première, un certificat attestant que toutes les contributions exigibles par la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ont été versées.

3.02.05 Certificat de paiement

Sur réception d'une demande de paiement de l'ADJUDICATAIRE, le Professionnel Désigné délivre un certificat de paiement, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.05, au montant demandé ou établi après vérification. Une copie de la demande de paiement vérifiée est transmise à l'ADJUDICATAIRE.

3.02.06 Preuve d'assurance

Avant que le premier paiement ne soit effectué par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE une copie de la police d'assurance responsabilité et dommage matériel et de la police d'assurance multirisque de chantier ainsi que les avenants à ces polices, de même que le calendrier d'exécution des Travaux et toute mise à jour de celui-ci.

3.02.07 Paiement

Sous réserve des retenues prévues à la sous-section 3.03, le délai de paiement est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la réception du certificat de paiement, accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

3.02.08 Quittance partielle

Par ailleurs, sur demande du DONNEUR D'ORDRE lorsque des circonstances ou des motifs le justifient, l'ADJUDICATAIRE doit, avec chaque demande de paiement, produire une quittance partielle, en la forme prescrite à l'annexe 3.02.08, dûment complétée et signée par le ou les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux identifiés par le DONNEUR D'ORDRE, attestant le paiement des sommes qui leur sont dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.02.09 Réserve

Il est entendu entre les PARTIES qu'un paiement ne constitue pas une acceptation des Travaux.

3.02.10 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.02.11 Ordre de Changement

La procédure de paiement décrite dans la présente section s'applique, en faisant les adaptations nécessaires aux sommes supplémentaires qui deviennent dues à la suite d'un ordre de Changement. Si, par contre, un ordre de Changement engendre une réduction quelconque du prix du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit joindre, à la demande de paiement qui suit ou à tout autre moment dont il peut convenir avec le DONNEUR D'ORDRE, cette demande de Changement la note de crédit correspondant au montant de la réduction ainsi générée.

3.03 Retenues

3.03.01 Détermination du montant

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'effectuer des retenues sur les montants payables à l'ADJUDICATAIRE selon les modalités suivantes :

a) Dans tous les cas, lorsqu'une hypothèque légale de construction est inscrite, le propriétaire se réserve le droit de retenir, à même les paiements effectués à l'ADJUDICATAIRE, un montant égal à la créance augmenté de VINGT POUR CENT (20%).

b) lorsque les garanties d'exécution ou des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services sont sous forme de cautionnement, les paiements sont effectués jusqu'à concurrence de QUATRE-VINGT-QUINZE POUR CENT (95 %) du montant total du Contrat comprenant le coût des changements approuvés. Le paiement du CINQ (5%) résiduel est effectué dans les QUARANTE-CINQ (45) jours suivant la date de la réception sans réserve des Travaux, sujet à ce qui suit;

c) lorsque les garanties d'exécution ou des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services sont sous forme d'un chèque certifié, d'un mandat-poste ou d'une traite bancaire, des retenues de DIX POUR CENT (10%) sur chacun des paiements sont effectuées, lesquelles sont remises dans les QUARANTE-CINQ (45) jours suivant la date de la réception sans réserve des Travaux, sujet à ce qui suit;

d) l'ADJUDICATAIRE reconnaît que les CINQ (5%) résiduels dans le cas de cautionnements et les DIX POUR CENT (10%) de retenues cumulatives dans le cas de garanties sous forme d'un chèque certifié, d'un mandat-poste ou d'une traite bancaire

demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE jusqu'à ce que l'ADJUDICATAIRE établisse qu'il a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des gages, matériaux et services;

e) l'ADJUDICATAIRE accepte en conséquence que le DONNEUR D'ORDRE puisse, après avis préalable, utiliser ces montants, en tout ou en partie, pour le remboursement des créanciers au sens du texte de la formule de cautionnement des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services fournie dans les Documents d'Appel d'Offres;

f) l'ADJUDICATAIRE accepte également que les paiements effectués directement à ces créanciers soient considérés comme ayant été effectués à lui-même et qu'ils soient déduits des montants qui lui seraient dus en vertu du contrat.

Pour que le paiement de cette retenue soit effectué, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, d'une part, les quittances complètes et finales de tous les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux ayant dénoncé leur contrat, et ce, conformément au formulaire prévu à l'annexe 3.03.01 d'autre part, un état certifié de tous les droits réels publiés depuis la date de signature du contrat, l'état devant être émis au moins trente (30) jours suivant la date de la signature par le DONNEUR D'ORDRE du certificat de réception avec réserve.

3.03.02 Hypothèques légales

Pour obtenir le paiement du solde du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avec sa demande de paiement, une copie certifiée (portant le timbre du bureau de la publicité des droits et la signature originale de l'officier de la publicité des droits) de l'index aux immeubles (registre foncier à l'entrée en vigueur du registre) couvrant la période allant de la date de signature du Contrat jusqu'à TRENTE ET UN (31) jours après la date de la réception sans réserve des Travaux et établissant qu'aucune hypothèque légale n'a été enregistrée sur l'immeuble faisant l'objet du Contrat. Advenant l'enregistrement d'hypothèques légales pour des Travaux prévus en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de lever lui-même ces hypothèques en utilisant le solde du Contrat.

3.03.03 Sous-Contractant hors Québec

Outre les retenues prévues à la présente clause, si l'ADJUDICATAIRE utilise un Sous-Contractant qui n'a pas d'établissement au Québec, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir, à même le prix du Contrat, un montant équivalant à DIX POUR CENT (10 %) du montant du Sous-Contrat impliqué, sans préjudice à tout autre droit et recours du DONNEUR D'ORDRE.

3.03.04 Demande d'indemnisation

Si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'une demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE alors que celui-ci lui doit encore des sommes d'argent en vertu du Contrat, il est convenu qu'en pareilles circonstances le DONNEUR D'ORDRE peut retenir de telles sommes, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande d'indemnisation, et, dans la mesure où cette décision lui est favorable, opérer compensation.

3.04 Travaux différés

Après l'émission du Certificat de réception sans réserve englobant les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE libère la retenue qu'il a effectuée pour les Travaux (valeur des Travaux majorés de 20 %).

3.05 Délégation de paiement

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur l'administration fiscale* (L.R.Q., c. A-6.002), lorsque l'ADJUDICATAIRE est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, le ministre ou le DONNEUR D'ORDRE, dans le cas où ce dernier est un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de cette loi, peut, s'il en est requis par le ministre du Revenu, transmettre à celui-ci en tout ou en partie le montant payable en vertu du Contrat afin que le ministre puisse affecter en tout ou en partie ce montant au paiement de cette dette.

3.06 Fin du Contrat

3.06.01 Restitution d'avance

Si le DONNEUR D'ORDRE met fin au Contrat conformément à la Partie 13.00 et si l'ADJUDICATAIRE avait, lors de la signature de celui-ci obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier à moins qu'il puisse démontrer au DONNEUR D'ORDRE qu'il ait droit de conserver celle-ci pour les Travaux exécutés.

3.06.02 Compensation

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'opérer compensation entre le montant total de ces frais et tout montant dû à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat ou autrement.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garanties d'exécution et des obligations

4.01.01 Constitution

Sous peine de se voir retirer le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de l'envoi de l'Avis d'Adjudication, fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution et une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services qui doivent être, chacune, d'un montant équivalant à CINQUANTE POUR CENT (50 %) du montant du contrat, sous forme de cautionnement émis en faveur du DONNEUR D'ORDRE par une Institution Financière et qui doivent être conformes aux dispositions des modèles de cautionnement d'exécution et de cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services reproduits respectivement aux annexes 4.02A et 4.02B du Formulaire de Soumission;

4.01.02 Ajustement

Si le Contrat fait l'objet d'une ou plusieurs Demandes de Changement et s'il en résulte une hausse du montant initial du Contrat de DIX POUR CENT (10 %) ou plus,

l'ADJUDICATAIRE doit fournir de nouvelles garanties basées sur le montant révisé du Contrat.

4.01.03 Maintien

Les garanties offertes sous forme de cautionnement sont valables pour toute la durée du Contrat.

4.02 Préavis à la caution

4.02.01 Demande d'exécution

Advenant un défaut de l'ADJUDICATAIRE, si ce dernier a remis une garantie d'exécution sous forme de cautionnement, le DONNEUR D'ORDRE avise la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat.

4.02.02 Indemnisation

À défaut par la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat dans les délais prescrits par le DONNEUR D'ORDRE, le Contrat est résilié de plein droit et la caution doit verser au DONNEUR D'ORDRE la différence entre le prix qui aurait été payé à l'ADJUDICATAIRE et celui qui doit être payé à toute Personne qui est appelée à exécuter le Contrat ainsi que tout coût occasionné au DONNEUR D'ORDRE par l'inexécution des obligations et conditions prévues au Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, pouvoirs et autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Assurances

L'ADJUDICATAIRE déclare avoir souscrit à des polices d'assurance suffisantes pour couvrir les principaux risques inhérents à l'exécution des Travaux. De plus, il atteste être assuré en prévision de toute réclamation pouvant impliquer sa responsabilité civile.

7.03 Permis, licences et autres autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences et autres autorisations requis par les autorités publiques compétentes en relation avec ses activités et pour exécuter les Travaux.

7.04 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.05 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.06 Ressources

L'ADJUDICATAIRE possède l'expertise et les ressources nécessaires pour exécuter les Travaux conformément aux Plans et Devis et, le cas échéant, dans les délais indiqués à l'Échéancier.

7.07 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

7.08 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE reconnaissant qu'un tel geste constitue une infraction suivant le *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes municipaux* (RLRQ, chapitre C-19, r. 3), justifiant un constat d'infraction, déclare, aux fins de l'obtention du Contrat, ne pas avoir transmis une attestation de Revenu Québec contenant des renseignements faux ou inexacts.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Chargé de projet

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, d'aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

9.02 Accès aux Plans et Devis

9.02.01 Transmission

Trois (3) exemplaires originaux en version papier et un exemplaire en version reproductible, des Plans et Devis émis pour construction doivent être fournis sans frais à l'ADJUDICATAIRE. Toute copie supplémentaire réclamée par l'ADJUDICATAIRE sera facturée au coût de 52 $ par copie.

9.02.02 Obtention de permis

Au surplus, lorsque de tels documents nécessaires à l'exécution des Travaux sont requis pour l'obtention de tout permis par l'ADJUDICATAIRE, ces exemplaires doivent être remis, sans frais, à l'ADJUDICATAIRE à sa demande expresse.

9.02.03 Compléments

Au besoin, des détails et des instructions qui peuvent se traduire, en outre, sous forme de documents graphiques ou écrits, d'échantillons ou de maquettes qui deviennent des Documents d'Appel d'Offres, doivent également être transmis à l'ADJUDICATAIRE.

9.03 Accès au chantier

Le DONNEUR D'ORDRE doit, pendant toute la durée des Travaux, assurer à l'ADJUDICATAIRE le plein accès des lieux où ceux-ci s'exécutent.

9.04 Autres entrepreneurs

Dans la mesure où le DONNEUR D'ORDRE fait appel à d'autres entrepreneurs pour exécuter des travaux se rapportant au même projet, ce dernier doit exiger de leur part des couvertures d'assurance suffisantes dans la mesure où les travaux visés par le contrat de l'ADJUDICATAIRE peuvent être touchés.

9.05 Évaluation et acceptation

9.05.01 Droit de refus

a) **Procédure**

Malgré toute autorisation ou approbation donnée aux fins de rémunération aux différentes étapes d'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit, lors de la réception définitive des Travaux se rapportant à la réalisation d'un ouvrage matériel ou intellectuel quelconque, de refuser, en tout ou en partie, ceux qui ne sont pas exécutés conformément aux exigences des Plans et Devis.

b) **Motif sérieux**

Toutefois, le DONNEUR D'ORDRE ne peut refuser les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE que pour une bonne et valable raison relative à la qualité du travail, compte tenu de ce qui est demandé à l'ADJUDICATAIRE et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

9.05.02 Avis

Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE fait connaître par avis écrit son refus d'une partie ou de l'ensemble des travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE dans les DIX (10) jours de la réception définitive des Travaux. L'absence d'avis dans le délai prescrit signifie que le DONNEUR D'ORDRE accepte les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE.

9.05.03 Exécution par un tiers

Si l'ADJUDICATAIRE omet ou refuse d'exécuter les Travaux correctifs dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE, ce dernier se réserve le droit de faire reprendre les Travaux par un tiers aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

9.06 Demande de Changement

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sans entraîner la nullité du Contrat, apporter des changements aux Travaux. Le montant du Contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05 des présentes. Ces changements entraînent également une modification du délai d'exécution ainsi que de la commande d'exécution.

9.07 Matières dangereuses

9.07.01 Présomption

Pour les fins de la législation environnementale applicable, le DONNEUR D'ORDRE est réputé avoir la maîtrise de l'endroit où s'exécutent les Travaux et être responsable de l'administration de celui-ci, pour ce qui est des conditions existantes.

9.07.02 Contrôle et divulgation

Avant que l'ADJUDICATAIRE ne commence les travaux, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables pour vérifier si des substances ou matières toxiques ou dangereuses sont présentes à l'endroit où s'exécutent les Travaux et fournir par écrit à l'ADJUDICATAIRE, le cas échéant, la liste de ces substances et matières.

9.07.03 Prévention contre exposition

Le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à des substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'emplacement de l'ouvrage avant que l'ADJUDICATAIRE commence les Travaux.

9.07.04 Élimination ou neutralisation

Sauf si le Contrat stipule expressément qu'il en est autrement, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à la loi, pour éliminer, entreposer ou rendre inoffensives de quelque autre façon les substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'endroit où s'exécutent les Travaux avant que l'ADJUDICATAIRE commence ceux-ci.

9.08 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Assurance

10.01.01 Responsabilité civile générale

L'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance responsabilité civile générale conformément aux conditions et modalités à l'Annexe 10.01.01 « Avenant à la police de responsabilité civile générale » jusqu'à la réception sans réserve de l'ensemble des Travaux au moyen soit d'une police distincte, soit d'un avenant à une police déjà existante, une assurance responsabilité civile générale comportant une limite d'indemnité unique au montant minimum de CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000 $) par événement, ou à tout autre montant prévu au Contrat, pour dommages corporels (y compris la mort en résultant) et pour dommages matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'évènement et couvrant :

a) le risque des lieux et activités;

b) le risque des produits et des travaux terminés;

c) le risque de responsabilité assumée en vertu d'un contrat, formule globale, et couvrant les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux de l'ADJUDICATAIRE;

d) le risque découlant d'ascenseurs et de monte-charges, le cas échéant;

e) le risque relatif aux préjudices personnels;

f) le risque des travaux d'étayage, de dynamitage, d'excavation, de reprises en sous-œuvre, de démolition, de battage de pieux, de travaux de souterrains, de percements de tunnels, de travaux de nivellement, le cas échéant;

g) le risque de responsabilité automobile des non-propriétaires;

h) le risque de responsabilité civile contingente des patrons;

i) l'avenant d'extension du terme assuré aux employés de l'assuré désigné;

j) l'avenant dommages matériels formule étendue.

10.01.02 Chantier

a) **Souscription et maintien**

À moins d'indication contraire stipulée dans le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance de chantier conformément aux conditions et modalités établies à l'Annexe 10.01.02 intitulé « Avenant à la police d'assurance de chantier ».

b) **Couverture**

L'assurance doit être constituée par une police d'assurance de chantier (formule globale) et couvrir la pleine valeur assurable des Travaux établie en fonction du prix du Contrat et la pleine valeur déclarée des matériaux, produits et équipements qui doivent être fournis par le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'incorporation à l'ouvrage. L'assurance doit tenir compte des intérêts du DONNEUR D'ORDRE, de l'ADJUDICATAIRE, des Sous-Contractants et de toute autre Personne ayant un intérêt assurable dans les Travaux.

10.01.03 Preuve d'assurance

L'ADJUDICATAIRE doit remettre promptement après l'entrée en vigueur du Contrat, une copie de chaque police d'assurance qui doit répondre aux exigences de la présente sous-section 10.01.

10.01.04 Émetteur

Ces polices d'assurance doivent être souscrites auprès d'une Institution Financière et doivent prévoir un avis écrit d'au moins TRENTE (30) jours aux PARTIES en cas d'annulation ou de réduction de couverture.

10.01.05 Maintien de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette section ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.02 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE doit identifier un représentant possédant la délégation de pouvoir suffisante pour discuter avec le DONNEUR D'ORDRE des aspects contractuels du projet. Il doit entretenir un dialogue avec le représentant du DONNEUR D'ORDRE afin d'évaluer et de solutionner les problèmes relatifs à la réalisation du projet.

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir le consentement du DONNEUR D'ORDRE avant de remplacer cette personne. Dans un tel cas, le DONNEUR D'ORDRE peut, à sa discrétion :

a) accepter le changement si la personne proposée en remplacement est équivalente à celle initialement identifiée et si l'ADJUDICATAIRE assume le transfert des connaissances;

b) refuser le changement s'il juge que la personne proposée n'est pas équivalente à celle initialement identifiée et obliger l'ADJUDICATAIRE à poursuivre avec la personne initiale.

10.04 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat. L'ADJUDICATAIRE s'engage également à faire tous les menus travaux usuels et nécessaires au parachèvement des Travaux et afin de les rendre conformes à l'usage auquel ils sont destinés, qu'ils aient été ou non spécifiés dans les Plans et Devis.

10.05 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.07 Conflits d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.08 Liens d'affaires

Pendant la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et une Personne ayant participé à la préparation de l'Appel d'Offres dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.09 Meilleur Effort

L'ADJUDICATAIRE s'engage à déployer son Meilleur Effort dans l'exécution des Travaux. Il doit en outre, exécuter ceux-ci conformément aux normes et codes spécifiés ou cités en référence dans le Devis. En l'absence de mention quant aux normes à respecter au sein du Devis, les Travaux doivent être conformes ou supérieurs aux normes et codes provinciaux ou municipaux en vigueur au moment. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes ont préséance.

10.10 Autorisation de contracter

10.10.01 ADJUDICATAIRE

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger l'ADJUDICATAIRE à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.02 Sous-contractant

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.03 Montant du Contrat

Si, en cours d'exécution du Contrat, le montant du Contrat devient égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement du Québec, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir une autorisation de contracter délivrée par l'AMP.

10.11 Conformité

10.11.01 Lois applicables

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de s'assurer que les Travaux sont exécutés conformément aux Lois applicables. L'ADJUDICATAIRE doit notamment veiller à ce que les Travaux soient exécutés conformément au *Code de construction* adopté en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, chapitre B-1.1).

10.11.02 Traçabilité des sols contaminés excavés

L'ADJUDICATAIRE doit se conformer au *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* pour le transport de sols contaminés, c'est-à-dire les sols qui contiennent un ou des contaminants provenant d'une activité humaine, peu importe la valeur de concentration de ces derniers. De façon plus particulière, l'ADJUDICATAIRE doit aussi respecter les dispositions prévues à cet effet au Devis, le cas échéant.

10.11.03 Permis et autorisations

a) **Obtention**

L'ADJUDICATAIRE doit se munir de tous les permis, licences, brevets et certificats nécessaires à l'exécution des Travaux, respecter et faire respecter les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, ordonnances, codes, décrets et conventions collectives touchant la construction ou la main-d'œuvre et fournir, sur demande du Professionnel Désigné ou du DONNEUR D'ORDRE, la preuve de leur observance. Les frais afférents à l'obtention des documents ci-dessus indiqués doivent être inclus dans le prix de la soumission.

b) **Maintien**

Sauf indication contraire, l'ADJUDICATAIRE doit maintenir tout permis, licence, accréditation ou autorisation nécessaire à l'exécution des Travaux; il doit les garder valides pendant toute la durée du Contrat. Dans tous les cas, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces permis et certificats

c) **Formalités**

L'ADJUDICATAIRE doit également remplir le formulaire «Déclaration de travaux» disponible auprès de la Régie du bâtiment du Québec et lui retourner dans les délais prescrits, avec copie au DONNEUR D'ORDRE.

10.11.04 Commission de la Construction du Québec

L'ADJUDICATAIRE doit être enregistré à titre d'employeur à la *Commission de la Construction du Québec* (CCQ) et veiller à ce qu'il n'y ait pas de «travail au noir» sur le chantier. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'exiger de l'ADJUDICATAIRE une lettre d'état de la situation émise par la CCQ.

10.11.05 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

a) **Maître d'oeuvre**

L'ADJUDICATAIRE est seul à être considéré comme le maître d'œuvre du Chantier au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1), la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, chapitre A-3.001) et leurs règlements afférents.

b) **Exigence**

Tout chantier de construction doit être conçu et tenu de façon à protéger les travailleurs contre les risques professionnels et à en assurer la salubrité. La responsabilité d'éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute Personne dans les limites du chantier incombe à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Respect**

L'ADJUDICATAIRE, reconnaissant qu'il a, à compter du début des Travaux, le contrôle total du chantier pendant l'exécution des Travaux, en tant que maître d'œuvre, s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les Personnes impliquées dans l'exécution des Travaux respectent les ordonnances, normes et règlements de la CNESST, dont notamment le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4).

d) **Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19)**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre connaissance du document « Guide de normes sanitaires en milieu de travail pour le secteur de la construction - COVID-19 », accessible sur le site-web de la CNESST, soit au https://www.cnesst.gouv.qc.ca/salle-de-presse/covid-19/Documents/DC100-2150-guide-construction.pdf. Il doit exécuter le Contrat en respectant les mesures contenues dans ce document. De plus, l'ADJUDICATAIRE doit s'informer périodiquement des mises à jour qui sont apportées au document et adapter ses pratiques en conséquence.

e) **Avis à la CNESST**

L'ADJUDICATAIRE doit, au début et à la fin des activités sur le chantier de construction, transmettre à la CNESST un avis d'ouverture et un avis de fermeture du chantier dans les délais et selon les modalités prévues par règlement. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir une copie de l'avis d'ouverture du Chantier au DONNEUR D'ORDRE.

f) **Attestation**

L'ADJUDICATAIRE ayant un établissement au Québec s'engage à fournir, avant le début des travaux, une attestation de conformité délivrée par la CNESST. Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation s'il y a lieu.

g) **Accident**

Dans les VINGT-QUATRE (24) heures qui suivent un accident, l'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE une copie de l'avis d'accident qu'il a donné à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements demandés par le DONNEUR D'ORDRE concernant cet accident.

h) **Défaut**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'aviser la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre les Travaux selon la gravité du défaut conformément aux dispositions de la section « Inspection ».

10.11.06 Loi sur le tabagisme

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer du respect de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme* (RLRQ, chapitre L-6.2) auprès des travailleurs et autres personnes circulant sur le chantier de construction. Il est redevable de rembourser au DONNEUR D'ORDRE ou à l'établissement visé par les Travaux, le coût des amendes et des frais découlant de toutes infractions aux dispositions de la Loi précitée et des règlements applicables par les travailleurs œuvrant sur le chantier de construction.

10.12 Main-d'œuvre

10.12.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard de la main-d'œuvre affectée à l'exécution des Travaux et il doit assumer tous les droits, obligations et responsabilités se rapportant à ce statut. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.12.02 Main-d'œuvre

L'ADJUDICATAIRE est tenu de fournir une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante afin d'assurer l'exécution optimale des Travaux et de s'assurer que la main d'œuvre détient tous les permis, accréditations et certificats nécessaires.

10.12.03 Exclusions

a) **Anciens employés**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ne pas embaucher ou retenir les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ou ayant été à l'emploi du DONNEUR D'ORDRE, aux fins de l'assigner directement ou indirectement à l'exécution du présent Contrat, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Motif sérieux de refus**

Le DONNEUR D'ORDRE peut refuser de donner son autorisation s'il juge que les informations confidentielles ou stratégiques que cette personne a pu obtenir dans le cadre de son emploi chez le DONNEUR D'ORDRE risquent de lui être préjudiciables.

10.12.04 Identification

Le personnel de l'ADJUDICATAIRE doit porter en tout temps des papiers officiels d'identification personnelle et d'identification de l'ADJUDICATAIRE.

10.12.05 Conduite

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, faire preuve de diligence, d'intégrité, de probité et de bonne foi à l'endroit des personnes qu'il sollicite pour intervenir dans le cadre de l'exécution des Travaux. Il doit en outre s'assurer de la bonne tenue de ses employés et limiter leurs déplacements dans l'édifice aux exigences particulières des Travaux à effectuer.

10.12.06 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE est responsable des actes et omissions de ses employés et de ses représentants autorisés dans l'accomplissement des obligations qui leur incombent en vertu du Contrat et aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée de manière à libérer l'ADJUDICATAIRE d'une quelconque responsabilité lui incombant.

10.13 Sous-contrat

10.13.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat à condition de respecter les exigences prévues ci-après.

10.13.02 Liste des sous-contractants

L'ADJUDICATAIRE peut uniquement conclure un Sous-Contrat avec les Sous-Contractants identifiés dans la liste jointe à sa Soumission. De plus, toute modification à la liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, les exigences prévues ci-après demeurent applicables.

10.13.03 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses Sous-Contractants.

10.13.04 RENA

Avant de conclure tout Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que le Sous-Contractant n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

10.13.05 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE s'engage, lorsque requis par la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), à obtenir de la part de ses Sous-Contractants une attestation de Revenu Québec.

10.13.06 Établissement

L'ADJUDICATAIRE doit engager des Sous-Contractants ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins qu'il ne démontre à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE qu'il n'existe pas de Sous-Contractants dans une spécialité donnée au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental. Dans le cas où l'ADJUDICATAIRE ne fait pas cette démonstration à la satisfaction de l'ORGANISME PUBLIC, ce dernier peut exiger que l'ADJUDICATAIRE choisisse un Sous-Contractant ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, sans changer le prix total du Contrat.

10.13.07 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout Sous-Contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. Malgré la conclusion d'un Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un Sous-Contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.13.08 Répartition des Travaux

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de la répartition des Travaux entre ses Sous-Contractants. Aucun ajustement de prix ne peut être fondé sur un différend dans l'interprétation des Plans et Devis quant au corps de métier qui doit fournir ou poser certains articles spéciaux ou certains matériaux.

10.13.09 Restrictions

L'ADJUDICATAIRE doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis.

10.13.10 Proportion

Le DONNEUR D'ORDRE peut faire connaître aux Sous-Contractants le pourcentage de leurs Travaux qui a été certifié pour fin de paiement.

10.13.11 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit protéger les droits du DONNEUR D'ORDRE en ce qui concerne la partie de l'exécution du Contrat qui est sous-contractée. Il doit notamment :

a) conclure une entente écrite avec chaque Sous-Contractant pour l'obliger à exécuter le Sous-Contrat conformément aux exigences du Devis;

b) incorporer les modalités du Devis dans l'entente écrite conclue avec chaque Sous-Contractant;

c) s'assurer de la coordination des Sous-Contractants et être pleinement responsable de leurs actes et omissions;

d) exiger des Sous-Contractants qu'ils répondent aux mêmes exigences que l'ADJUDICATAIRE en matière d'assurances, lesquelles sont prévues à la section 10.01.

10.13.12 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un Sous-Contractant pour un motif sérieux.

10.14 Échéancier

10.14.01 Contenu

L'Échéancier doit être conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres et exposer au moins les éléments tels, le phasage, chacune des phases d'acceptation du projet en indiquant les interventions d'architecture, de structure, de mécanique /électricité et de génie civil, le cheminement critique, les dates jalons, les délais de livraison et de réception des travaux le cas échéant pour chacune des phases et avancement prévu et réel des travaux.

10.14.02 Remise

Si l'Échéancier n'a pas été remis avec sa Soumission, l'ADJUDICATAIRE doit, au plus tard à la première assemblée de chantier, le remettre au Professionnel Désigné pour contrôle et commentaires des Professionnels et du DONNEUR D'ORDRE.

10.14.03 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à exécuter les Travaux selon l'Échéancier et à tenir le DONNEUR D'ORDRE informé, en temps opportun, de tout retard ou manquement à cet égard afin de lui permettre de remédier aux conséquences d'un tel retard.

10.14.04 Suivi

À chaque réunion de chantier l'ADJUDICATAIRE doit illustrer les activités ou tâches qu'il entend réaliser au chantier au cours des DEUX (2) semaines subséquentes à son calendrier d'exécution, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer les mesures prises ou qu'il entend prendre pour respecter son calendrier révisé.

10.14.05 Mise à jour continue

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir à jour l'Échéancier. À cet égard, chaque demande de paiement doit être accompagnée d'un Échéancier mis à jour et conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, illustrant l'état d'avancement des travaux, incluant toutes les modifications apportées aux travaux selon les ordres de Changement émis par le

DONNEUR D'ORDRE, et tenant compte aussi de tout autre évènement pouvant affecter sensiblement le chantier dénoncé en vertu de la clause 10.15 du Contrat.

10.15 Délai de réalisation des Travaux

10.15.01 Point de départ

Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué à l'avis d'appel d'offres. Ce délai se calcule à compter, soit la date de signature du contrat, soit de la date d'autorisation par le DONNEUR D'ORDRE de débuter les travaux après l'obtention des assurances et des garanties requises.

10.15.02 Cas de prolongation

L'ADJUDICATAIRE peut avoir droit à une prolongation du délai de réalisation des travaux et à des frais inhérents lorsque les travaux sont retardés par suite d'un acte du DONNEUR D'ORDRE ou de son représentant, d'un autre fournisseur ou de ses employés, d'une ordonnance d'un tribunal ou autre administration publique rendue pour une cause non imputable à l'ADJUDICATAIRE ou à son représentant, d'un cas fortuit ou de force majeure.

10.15.03 Autorisation

Toute prolongation du délai de réalisation des travaux et les frais inhérents doivent cependant faire l'objet d'une autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE, sur demande écrite de l'ADJUDICATAIRE à cette fin adressée au DONNEUR D'ORDRE avec copie au Professionnel Désigné, dans les QUINZE (15) jours du début de l'évènement qui occasionne un retard ou de la date de la constatation de l'évènement occasionnant ce retard de l'avis de l'ADJUDICATAIRE. Dans cette demande, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer comment un tel évènement peut avoir un effet sur le cheminement critique des travaux du projet prévu à l'Échéancier.

10.16 Régie du Projet

10.16.01 Maîtrise des Travaux

a) **Portée**

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité complète des Travaux. Il doit les diriger et les contrôler efficacement. Il est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences, procédures et coordination de toutes les parties des Travaux en vertu du Contrat, ainsi que de la conception, de l'érection, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement des structures et installations temporaires.

b) **Collaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE et les Professionnels pour identifier des mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du projet en fonction du cheminement critique des activités de l'Échéancier et ce, dans le respect du délai de réalisation des Travaux.

c) **Ingénieur-conseil**

Lorsque la loi ou les Documents d'Appel d'Offres l'exigent, et dans tous les cas où les installations temporaires et leur méthode de construction sont telles que la compétence d'un ingénieur autre que celui du DONNEUR D'ORDRE est requise pour satisfaire aux exigences de la sécurité, l'ADJUDICATAIRE doit l'engager et rémunérer ses services.

10.16.02 Direction des Travaux

a) **Surintendant et contremaîtres**

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir sur le chantier au moins un surintendant dont la présence est continuellement obligatoire sur le chantier durant l'exécution des Travaux, ainsi que des contremaîtres en nombre suffisant.

b) **Délégation de pouvoirs**

Le surintendant doit représenter l'ADJUDICATAIRE sur le chantier et les instructions qui lui sont données par tout Professionnel sont censées avoir été données à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Remplacement**

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander le remplacement du surintendant ou d'un contremaître pour raison d'incompétence ou tout autre motif important. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour remplacer celui-ci dans les meilleurs délais.

10.16.03 Réunions de chantier

a) **Réunion de démarrage**

Le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début des Travaux, une réunion de démarrage lors de laquelle il informe l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants notamment de la fréquence des réunions subséquentes. Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE fournit tous les documents requis dans le Contrat à savoir notamment :

i) la liste des Sous-Contractants;

ii) l'Échéancier initial;

iii) la liste du Matériel que l'ADJUDICATAIRE compte utiliser;

iv) le programme de prévention;

v) l'attestation d'entente avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac;

vi) la copie des polices d'assurance.

b) **Participation obligatoire**

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions convoquées et y apporter sa collaboration.

c) **Rapports ou comptes rendus**

Les rapports ou comptes rendus sont rédigés par la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE et distribués aux intéressés. L'ADJUDICATAIRE doit aviser le rédacteur d'un compte rendu de toute rectification ou précision à y apporter, et ce, dans les dix (10) jours ouvrables de sa réception, à défaut de quoi il est réputé en accepter le contenu.

10.16.04 Autres entrepreneurs

a) **Coordination**

Si le DONNEUR D'ORDRE adjuge à d'autres entrepreneurs, par contrats distincts, certains travaux dont la liste apparaît à l'annexe 10.16.04, l'ADJUDICATAIRE doit, le cas échéant, coordonner ses Travaux avec ceux des autres entrepreneurs et assurer les raccordements prévus ou indiqués dans leurs contrats. Il doit aussi leur fournir l'assistance et les services qu'il fournit habituellement à ses Sous-Contractants en plus d'assumer auprès d'eux les obligations de maître d'œuvre telles que définies dans la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1).

b) **Échéancier**

Dans une telle éventualité, le délai d'exécution des Travaux prévus au Contrat demeure inchangé à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que les contrats distincts ont un impact réel sur ce délai.

c) **Dénonciation**

Afin de ne pas perdre son droit à un ajustement du prix du Contrat en pareilles circonstances, l'ADJUDICATAIRE doit signaler au Professionnel Désigné et confirmer par écrit tout défaut qu'il constate dans les travaux des autres entrepreneurs et qui serait de nature à affecter les travaux prévus au Contrat.

10.17 Matériaux et équipement

Pour assurer une exécution optimale, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier :

a) de matériaux neufs, à moins qu'il en soit spécifié autrement aux Plans et Devis, de qualité requise par les Documents d'Appel d'Offres et préalablement approuvés par le Professionnel ou les spécialistes concernés;

b) de l'outillage, du matériel de construction et des équipements adéquats.

10.18 Plans et Devis

L'ADJUDICATAIRE doit conserver en bon état sur le chantier un exemplaire de tous les Plans et Devis comprenant la mention « Émis pour construction », des dessins d'atelier approuvés par les Professionnels, des rapports d'essais effectués sur place, de l'Échéancier approuvé et des instructions d'installation et de mise en œuvre fournis par les fabricants. L'ADJUDICATAIRE doit tenir l'exemplaire à la disposition du DONNEUR D'ORDRE.

10.19 Dessins et instructions

10.19.01 Disponibilité

Afin de ne pas retarder la progression des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit fournir en temps opportun au Professionnel concerné, pour acceptation, les dessins d'atelier ou diagrammes ainsi que les instructions de manufacturiers nécessaires à la bonne exécution des Travaux, afin de s'assurer de leur conformité aux Documents d'Appel d'Offres. L'ADJUDICATAIRE doit planifier d'obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter de tels Travaux et ce, en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.19.02 Vérification

Ces dessins sont vérifiés, identifiés, datés, signés ou scellés par l'ADJUDICATAIRE qui doit prévenir le Professionnel concerné, lors de leur présentation, de tout changement par rapport aux Documents d'Appel d'Offres. Les dessins d'atelier sont corrigés par l'ADJUDICATAIRE conformément aux instructions du Professionnel concerné et copie de tels dessins conservés au chantier.

10.19.03 Maintien de responsabilité

Il est expressément convenu que l'acceptation par les Professionnels de ces dessins ou instructions de manufacturiers ne libère pas l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité.

10.19.04 Annotations

Au cours des travaux, l'ADJUDICATAIRE annotera, au fur et à mesure de l'exécution de ceux-ci, toutes modifications et tous changements aux ouvrages sur une copie de plans additionnelle qui sera remise au DONNEUR D'ORDRE au plus tard à la réception sans réserve des Travaux.

10.20 Protection des biens

10.20.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit protéger l'ouvrage résultant des Travaux, les biens du DONNEUR D'ORDRE et les biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux contre tout dommage, accidentel ou non, résultant de leur exécution; il est responsable de ces dommages, sauf ceux résultant :

a) d'erreurs dans les documents constitutifs des Plans et Devis;

b) d'actes ou d'omissions du DONNEUR D'ORDRE, d'autres entrepreneurs ou de leurs représentants ou employés.

10.20.02 Réparation

a) **Aux frais de l'ADJUDICATAIRE**

Si, lors de l'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE cause des dommages à l'ouvrage résultant des Travaux, aux biens du DONNEUR D'ORDRE ou à des biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE est responsable de la réparation de ces dommages à ses frais.

b) **Aux frais du DONNEUR D'ORDRE**

Si, toutefois, des dommages sont causés à l'ouvrage résultant des Travaux ou biens du DONNEUR D'ORDRE sans que l'ADJUDICATAIRE en soit responsable, ce dernier doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en donne l'ordre, réparer les dommages à celui-ci, étant entendu que le prix du Contrat ainsi que l'Échéancier doivent alors être rajustés en conséquence.

10.21 Santé et sécurité

10.21.01 Programme de prévention

a) **Élaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit élaborer avant le début des Travaux et présenter dans les délais prévus à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, un programme de prévention propre au chantier et le coordonner au programme de prévention propre à l'établissement où les Travaux sont exécutés et créer un comité de construction, le cas échéant.

b) **Remise**

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE son programme de prévention propre au chantier au plus tard lors de la première réunion de chantier. À défaut, le DONNEUR D'ORDRE peut, sans préavis et sans frais, suspendre les Travaux jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat et le délai de réalisation des Travaux.

c) **Veille de conformité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-Contractants et toute personne ayant accès au chantier, les dispositions du programme de prévention ainsi que celles de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, c. S-2.1) et le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, c. S-2.1, r. 4) pour les travaux de construction et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.21.02 Équipement de protection

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir à ses employés et mandataires, les équipements de protection individuels ou collectifs et le personnel, selon ce qui est requis par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) particulièrement, le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4) et tout autre règlement ainsi que par les représentants de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE

Dès réception de tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, ordre ou décision émis relativement au chantier, l'ADJUDICATAIRE s'engage à aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE et donner suite à une telle demande dans les délais requis.

10.22 Matières dangereuses

10.22.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE doit, conformément à la réglementation en vigueur, entreposer et disposer adéquatement des matières dangereuses. Si l'ADJUDICATAIRE :

a) rencontre des substances ou des matières toxiques ou dangereuses à l'endroit d'exécution des Travaux; ou

b) est raisonnablement justifié de craindre que des substances toxiques ou dangereuses ne se trouvent à l'endroit d'exécution des Travaux;

et si le DONNEUR D'ORDRE ne se conforme pas à ses obligations en vertu de la clause 9.07, l'ADJUDICATAIRE doit :

a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris l'arrêt des travaux, pour faire en sorte que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à ces substances ou matières, ou en raison de leur présence; et

b) faire immédiatement, et par écrit, rapport sur cette situation au DONNEUR D'ORDRE.

10.22.02 Retard

Si les mesures prises en vertu de la présente section du Contrat ont pour effet de retarder l'ADJUDICATAIRE dans l'exécution des Travaux, l'Échéancier est prolongé.

10.22.03 Expert indépendant

Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE peuvent s'appuyer conjointement sur l'avis d'un expert indépendant dans un différend né en vertu de la présente section; les services de cet expert sont alors retenus conjointement par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, à qui il incombe conjointement de le rémunérer.

10.23 Protection des lieux environnants

L'ADJUDICATAIRE doit protéger à ses frais les arbres, arbustes, gazon et plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. Il doit également prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs et terrains avoisinants et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de pollution. L'ADJUDICATAIRE doit également observer toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement.

10.24 Prévention des nuisances

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures qui s'imposent en vue de prévenir les poussières ainsi que les bruits excessifs pouvant affecter le bon fonctionnement de l'établissement et le bien-être des occupants de l'immeuble faisant l'objet des Travaux, des lieux adjacents et du voisinage. L'ADJUDICATAIRE doit aussi se conformer à toutes autres exigences ou condition entourant les éléments précédents et contenus dans le Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également se conformer aux normes municipales en vigueur concernant ces nuisances.

10.25 Inconvénients

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour minimiser les inconvénients au bon fonctionnement et aux activités des occupants de l'immeuble faisant l'objet des travaux ou des lieux adjacents.

10.26 Condition du sous-sol

L'ADJUDICATAIRE doit promptement aviser par écrit le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE lorsque les conditions du sous-sol diffèrent substantiellement des indications fournies avant l'ouverture des soumissions.

10.27 Installations temporaires

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier d'un bureau et d'autres installations nécessaires à la bonne marche des Travaux, telles que l'eau, l'éclairage, le chauffage, l'électricité, les systèmes de communication (téléphonie, radio émetteur-récepteur, télécopieur) et les équipements informatiques, et en défrayer le coût, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.28 Transport

10.28.01 Usage permis de camions

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent utiliser, en tout temps, pour le transport de matériaux en vrac, des camions appartenant à des camionneurs inscrits au registre de camionnage en vrac de la Commission des transports du Québec (CTQ), abonnés au service de courtage d'une association qui détient un permis de courtage de l'Association des transporteurs en vrac de Baie-Comeau en vertu de la Loi sur le transport (L.R.Q., chapitre T-12).

Le transport de ces matières en vrac doit se faire conformémement à la plus récente version en vigueur de la clause concernant le transport des matières en vrac. (Cahier des charges et devis généraux - infrastructures routières - Construction et réparation, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins cinquante pour cent (50 %) et selon les modalités stipulées par cette clause.

L'entrepreneur qui n'utilisera pas ses propres camions dans la proportion restante de 50 % pour les cas énoncés au paragraphe précédent devra faire appel aux services des camionneurs inscrits au registre du camionnage en vrac mentionné au paragraphe précédent.

10.28.02 Permis requis

Si l'ADJUDICATAIRE ou ses Sous-Contractants n'utilisent pas leurs propres camions pour la portion restante, ils doivent utiliser les services d'un courtier en services de camionnage détenteur de permis de courtage en services de camionnage en vrac conformément à la *Loi sur les transports* (RLRQ, chapitre T-12) et ses règlements.

10.29 Signature et enseignes

10.29.01 Annonce du projet

L'ADJUDICATAIRE doit installer et maintenir en place, à ses frais, pendant toute la durée des travaux, le panneau temporaire d'identification du projet fourni par le DONNEUR D'ORDRE. Seul le DONNEUR D'ORDRE ou toute Personne désignée par ce dernier peuvent fournir des renseignements ou de l'information relatifs aux Travaux à toute Personne non impliquée dans l'exécution de ceux-ci dont notamment les différents médias, organisations locales ou autres.

10.29.02 Interdiction

La pose d'affiches, tracts, journaux publicitaires est interdite sur le périmètre du chantier sans l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE.

10.29.03 Enseigne publicitaire

L'ADJUDICATAIRE peut ériger à l'emplacement de l'ouvrage, pour la durée des travaux, une enseigne identifiant ce dernier, les autres professionnels et les Sous-Contractants.

10.29.04 Signature

À moins que le DONNEUR D'ORDRE ne s'y oppose d'une façon raisonnable, l'ADJUDICATAIRE a le droit de signer l'édifice, au moyen d'une inscription ou autrement, à un endroit approprié et raisonnablement visible d'une partie permanente de l'édifice.

10.30 Bornes et niveaux

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la conservation des bornes et repères et de l'implantation exacte du ou des bâtiments conformément aux plans des professionnels et aux niveaux prescrits.

10.31 Publicité

Eu égard à ses ressources, l'ADJUDICATAIRE doit afficher, bien en vue sur le chantier, un avis conforme au texte du formulaire « Avis aux salariés, Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux » reproduite à l'annexe 10.31 des présentes.

10.32 Propreté

10.32.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, tenir les lieux où s'exécutent les Travaux ainsi que les lieux avoisinants qui peuvent être utilisés accessoirement au soutien de leurs Travaux, y compris les équipements, puits et les fosses, en bon ordre, en état de propreté et libres de toute accumulation de rebuts et déchets. L'ADJUDICATAIRE doit aussi disposer les Matériaux et de l'équipement d'une façon ordonnée et sécuritaire.

10.32.02 Intempéries

L'ADJUDICATAIRE est responsable de l'évacuation des eaux, neige, glace ou autres matières qui peuvent nuire à l'exécution des Travaux. Il doit, à ses frais, procéder à tous les nettoyages causés par les intempéries de quelque nature qu'elles soient.

10.32.03 Fin des Travaux

Avant la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE évacue tout le matériel de construction, toute fourniture excédentaire, les matériaux de construction, les équipements temporaires, autres que ceux du DONNEUR D'ORDRE et des autres entrepreneurs s'il y a lieu et laisse le chantier en ordre et en état de propreté permettant de prendre possession de l'ouvrage.

10.33 Découpages, percements et réparations

10.33.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de l'exécution de toutes les opérations de découpages, percements, ragréages et réparations.

10.33.02 Personnel qualifié

Ces travaux doivent être prévus et coordonnés de façon à en minimiser l'étendue. Ces opérations de découpages, percements, ragréages et réparations doivent être exécutées par des ouvriers qualifiés, en respectant la solidité et l'apparence des travaux, et ce, avec le même degré de résistance au feu que les matériaux avoisinants.

10.33.03 Présomption

Les percements, même s'ils ne sont pas tous indiqués sur les plans et dessins ou décrits dans les Plans et Devis alors qu'ils sont nécessaires au parachèvement des Travaux ou conformes à l'intention ou à l'esprit du Contrat, sont présumés faire partie de ceux-ci et doivent être exécutés comme s'ils y étaient indiqués et décrits.

10.34 Échantillons, essais et dosages

10.34.01 Soumission et identification

L'ADJUDICATAIRE doit soumettre à l'acceptation du Professionnel concerné les échantillons normalisés que celui-ci peut raisonnablement exiger conformément aux Documents d'Appel d'Offres. Ces échantillons doivent porter une étiquette indiquant leur origine et l'usage auquel ils sont destinés dans les Travaux.

10.34.02 Approbation préalable

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter des Travaux avec ces échantillons en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.34.03 Transmission des résultats

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au Professionnel concerné le résultat des essais et le dosage des mélanges et conserver tel résultat sur le chantier.

10.34.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus

Le coût des essais et dosages non prévus aux Documents d'Appel d'Offres est assumé par le DONNEUR D'ORDRE.

10.35 Inspection

10.35.01 Droit d'accès

Le représentant du DONNEUR D'ORDRE ou les Professionnels ont en tout temps droit d'accès aux Travaux qu'ils soient en voie de préparation ou d'exécution, de même que toute Personne autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.35.02 Personnes autorisées

L'ADJUDICATAIRE doit permettre également cet accès à tout autre spécialiste prescrit aux Documents d'Appel d'Offres ou requis par le Professionnel concerné ou le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'effectuer divers contrôles. L'ADJUDICATAIRE doit leur faciliter cet accès et toute inspection.

10.35.03 Travaux recouverts

Au cas où toute partie de ces Travaux est recouverte sans l'approbation ou le consentement du Professionnel concerné, elle doit, si ce professionnel l'exige, être découverte aux fins d'examen et refaite aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.35.04 Spécifique

Si les Documents d'Appel d'Offres, les instructions d'un professionnel, les Lois, les ordonnances de toute autorité publique, quels qu'ils soient, exigent ou prescrivent que les travaux ou toute partie des Travaux soient spécialement éprouvés ou approuvés, l'ADJUDICATAIRE doit, en temps opportun, avertir le Professionnel concerné et le DONNEUR D'ORDRE que ces travaux sont prêts à être inspectés. De plus, si l'inspection doit avoir lieu sous une autorité autre que celle de ce professionnel, l'ADJUDICATAIRE doit l'informer de la date et de l'heure fixées pour cette inspection.

10.35.05 Générale

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de faire inspecter, par des personnes dûment autorisées et sans préavis nécessaire, mais à des heures normales, les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE. Ce dernier est tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives du DONNEUR D'ORDRE à la suite de ces inspections, dans la mesure où celles-ci respectent les limites du Contrat. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité d'exécuter entièrement ses obligations en vertu du Contrat.

10.35.06 Frais

Si la qualité d'exécution du travail de l'ADJUDICATAIRE est contestée mais que ce travail est conforme aux exigences du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE supporte les coûts de l'inspection. Sinon, les frais sont à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.35.07 Remise

L'ADJUDICATAIRE doit promptement remettre au Professionnel concerné, en DEUX (2) exemplaires, tous les certificats, comptes rendus ou rapports d'inspection concernant les travaux et en conserver un exemplaire sur le chantier.

10.36 Suspension des Travaux

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander la suspension des Travaux chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection de l'ouvrage, des personnes ou des biens avoisinants. En cas de suspension, et pendant toute période d'inactivité du chantier, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures appropriées pour assurer le respect des règles minimales de sécurité, de façon à protéger efficacement le public ainsi que les Travaux en cours.

10.37 Refus des Travaux

10.37.01 Retrait

L'ADJUDICATAIRE doit promptement enlever du chantier les matériaux défectueux ou non conformes que le professionnel concerné refuse en vertu des documents d'appel d'offres, que les matériaux aient été incorporés ou non aux travaux. Les matériaux et travaux défectueux ou non conformes doivent être immédiatement remplacés ou réparés, aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.37.02 Réparation

Tout travail, y compris celui d'un autre fournisseur, qui aurait été détruit ou endommagé par les réparations susmentionnées doit être promptement réparé aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.38 Ordre de Changement

10.38.01 Interdiction

Aucun Changement ne peut être exigé après l'émission du Certificat de réception avec réserve.

10.38.02 Exécution immédiate

L'ADJUDICATAIRE doit immédiatement exécuter l'ordre de Changement lorsqu'il est émis par le DONNEUR D'ORDRE. Les travaux relatifs à l'ordre de Changement doivent être exécutés à l'intérieur du délai de réalisation des travaux. Le prix du contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05.

10.39 Manuels d'instructions

L'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avant la réception avec réserve, trois (3) copies des bulletins ou manuels d'instructions assemblés et indexés en langue française pour l'installation, l'opération et l'entretien de la machinerie et des équipements incluant tous autres documents aux mêmes fins prévus dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.40 Garantie

10.40.01 Durée

a) **ADJUDICATAIRE**

À moins qu'une période plus longue ne soit spécifiée aux Documents d'Appel d'Offres, l'ADJUDICATAIRE garantit, pour une période d'UNE (1) année, la bonne qualité de l'ouvrage ayant fait l'objet d'une réception ainsi que son aptitude à servir conformément à l'usage auquel il est destiné.

b) **Fournisseur**

Lorsque la garantie d'un fournisseur de matériaux ou équipements compris dans l'ouvrage a une durée supérieure à UN (1) an, il incombe à l'ADJUDICATAIRE d'obtenir de ce fournisseur cette garantie au nom du DONNEUR D'ORDRE.

10.40.02 Début de la période

Pour les Travaux ne figurant pas sur la liste des Travaux annexée au Certificat de réception avec réserve, la période de garantie commence à courir à compter de la date de prise d'effet indiquée au certificat. Pour tous les Travaux reçus avec réserve, la garantie ne commence à courir qu'à compter de la levée d'une telle réserve constatée par écrit par les Professionnels concernés.

10.40.03 Vices cachés et malfaçons

a) **Responsabilité**

Aucun certificat de paiement émis ou acquitté, ni aucune occupation totale ou partielle du projet, ne libère l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité pour matériaux ou équipements défectueux ou pour des malfaçons qui se manifesteraient pendant les périodes de garantie exigées. L'ADJUDICATAIRE doit remédier à tous les défauts qui lui sont attribuables et payer tous les dommages en résultant.

b) **Avis de défectuosité**

Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE aussi promptement que possible de tout défaut décelé et, aussitôt avisé, celui-ci doit y remédier dans les plus brefs délais. Les corrections ou réparations visées par la présente clause excluent tous les travaux d'entretien courant provenant d'un usage ou d'une occupation.

10.41 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.42 Publicité et communications

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas agir à titre de porte-parole du DONNEUR D'ORDRE et il doit s'abstenir de toute déclaration publique susceptible d'être ainsi perçue par le public ou les médias. Toute communication publique de l'ADJUDICATAIRE relative au Contrat,

qu'elle soit écrite ou verbale, doit être préalablement approuvée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.43 Indemnisation

10.43.01 Dénonciation

L'ADJUDICATAIRE doit dénoncer, en temps utile, au DONNEUR D'ORDRE toute non-conformité à un règlement ou code d'une autorité publique, notamment le *Code de construction* et lui transmettre tout avis de correction ou autres documents reçus de cette autorité publique.

10.43.02 « Perte »

Dans cette section, le terme Perte désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif indirect ou incident suite à un manquement au Contrat.

10.43.03 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute *Perte* subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence ou faute par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat;

d) toute atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

e) toute violation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté agissant en son nom, à une Loi applicable dans le cadre du Contrat;

f) tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, avis préalable, poursuite ou jugement dans toute matière ayant trait à une infraction, à une disposition du *Code de construction*, d'une Loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail et

dont la responsabilité pourrait être imputée au Chargé de Projet ou au DONNEUR D'ORDRE.

10.43.04 Procédure

Dans l'éventualité d'une réclamation, le DONNEUR D'ORDRE doit :

a) envoyer un avis écrit de la réclamation à l'ADJUDICATAIRE à l'intérieur d'un délai raisonnable;

b) coopérer avec l'ADJUDICATAIRE, aux frais de ce dernier, dans le cadre des poursuites intentées en raison de la réclamation; et

c) permettre à l'ADJUDICATAIRE de contrôler la défense et le règlement de la réclamation, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE ne convienne pas d'un règlement qui serait contraire aux droits et intérêts du DONNEUR D'ORDRE sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation écrite de cette dernière, laquelle ne peut être retenue, assortie de conditions ou retardée sans motif sérieux.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Information

Seul le DONNEUR D'ORDRE ou toute Personne désignée par ce dernier peuvent fournir des renseignements ou de l'information relatifs aux Travaux à toute Personne non impliquée dans l'exécution des Travaux, notamment aux différents médias, aux organisations locales ou autres.

11.02 Directive de chantier

Un Professionnel peut émettre toute directive de chantier à l'égard de l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) apporter des précisions à ses Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE;

b) s'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat ou Sous-Contrats;

c) situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes aux regards de l'exécution des Travaux;

d) autre situation.

Malgré ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE peut émettre une directive de chantier à l'égard de la situation prévue au paragraphe c) du présent alinéa.

Une directive de chantier ne constitue pas un Changement aux Travaux à moins que, par la suite, une demande de Changement aux travaux ne soit autorisée par le DONNEUR

D'ORDRE en relation avec cette directive de chantier, conformément à la sous-section 9.06 du Contrat.

Une telle directive est émise sur le formulaire «Directive de chantier» reproduit à l'annexe 11.02 en cochant la situation appropriée; l'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive et exécuter les travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

11.03 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur, prestataire de services ou entrepreneur.

11.04 Substitution et équivalence de Matériaux

11.04.01 Approbation préalable

Toute proposition de substitution ou d'équivalence de Matériaux ou d'équipements doit être soumise à l'approbation du Professionnel concerné.

11.04.02 Démonstration

Lorsqu'une telle demande est faite par l'ADJUDICATAIRE, c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de l'équivalence et d'en défrayer les coûts.

11.04.03 Interdiction

Aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Québec ou dans une province ou territoire visé par un Accord Intergouvernemental, par un produit fabriqué hors du Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins que cette substitution ne se traduise, pour le DONNEUR D'ORDRE, par une économie supérieure à DIX POUR CENT (10 %).

11.04.04 Ordre de Changement

Toute substitution de matériaux ou d'équipements, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, entraînant des modifications au coût, peut faire l'objet d'un ordre de Changement selon les dispositions prévues à la clause 9.06.

11.05 Démolition et démantèlement

À moins d'indication contraire aux Documents d'Appel d'Offres, les équipements et accessoires enlevés et non réutilisés seront offerts au propriétaire; si celui-ci décide de ne pas les conserver, ils deviennent la propriété de l'ADJUDICATAIRE qui doit les enlever du site et en disposer à ses frais dans des endroits appropriés.

11.06 Objets de valeur

À moins de dispositions contraires aux documents d'appel d'offres, tous les objets ou matériaux de valeur se trouvant sur les lieux ou découverts au cours des Travaux appartiennent au DONNEUR D'ORDRE; l'ADJUDICATAIRE doit immédiatement aviser le DONNEUR D'ORDRE d'une telle découverte afin qu'il prenne les dispositions qui s'imposent.

11.07 Réception des Travaux

11.07.01 Avec réserve

a) **Conditions préalables**

Le processus de réception avec réserve ne peut être entamé que lorsque toutes les conditions suivantes sont rencontrées :

i) les Travaux sont terminés en grande partie;

ii) les Travaux à parachever n'ont pu l'être en raison de conditions indépendantes de la volonté de l'ADJUDICATAIRE;

iii) la valeur des Travaux à corriger excluant ceux à parachever ne dépasse pas 0,5 % du montant total du contrat;

iv) les Travaux à corriger et différés n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point, pour l'usage auquel il est destiné;

v) les bulletins ou manuels d'instructions en relation avec la clause 10.39 des présentes, les certificats de conformité pour l'installation, l'opération et l'entretien sont fournis, les garanties écrites en relation avec les exigences des documents d'appel d'offres, et que la formation a été dispensée et la mise en service effectuée.

b) **Demande d'inspection**

i) Avis

L'ADJUDICATAIRE avise le Professionnel Désigné par écrit de l'achèvement des travaux et en demande la réception. Dans les DIX (10) jours ouvrables de la réception d'une telle demande, le DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel Désigné, les autres Professionnels consultants et l'ADJUDICATAIRE font une inspection des Travaux.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception avec réserve des Travaux, les déboursés encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception avec réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Travaux à corriger ou à parachever**

i) Liste

Le cas échéant, une liste des Travaux à corriger et à parachever ainsi qu'une ventilation des coûts relatifs à ceux-ci est dressée sur place par les Professionnels et le DONNEUR D'ORDRE. La liste des Travaux à corriger et à parachever établit également les délais dans lesquels ces déficiences doivent être corrigées.

ii) Retenue

Les Travaux à parachever sont soumis aux procédures de réception avec ou sans réserve et une retenue équivalente à la valeur de ces Travaux majorée de VINGT POUR CENT (20 %) est alors effectuée.

d) **Documents à fournir**

Malgré les dispositions du paragraphe e) de la présente clause, une liste exhaustive des documents à fournir avant la réception sans réserve est préparée par le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE conformément aux exigences des documents d'appel d'offres, suivant les règles de l'art ou tel que mentionné dans le procès-verbal des réunions de chantier.

e) **Émission**

Sur recommandations des professionnels, lesquels auront constatés que les conditions mentionnées aux paragraphes a), b), c) et d) ci-dessus, sont remplies, le Professionnel Désigné recommande au DONNEUR D'ORDRE l'émission du certificat de réception avec réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.01 des présentes

11.07.02 Sans réserve

a) **Demande d'inspection**

i) Avis

Lorsque l'ouvrage est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné et que tous les Travaux sont corrigés et parachevés conformément aux listes établies lors de la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE doit faire sa demande d'inspection en vue de la réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE. Il doit fournir à cette occasion toutes les attestations et documents requis en vertu des Documents d'Appel d'Offres.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception sans réserve des Travaux, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception sans réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

b) **Déroulement**

Le Professionnel Désigné fait une inspection des travaux et dresse, si nécessaire, une nouvelle liste des corrections ou réparations que l'ADJUDICATAIRE doit effectuer avant la signature du certificat de réception sans réserve. Le cas échéant, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection de travaux sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Émission**

Sur recommandation du Professionnel Désigné, lequel doit avoir préalablement constaté l'achèvement de tous les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE émet un certificat de réception sans réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.02 des présentes.

11.08 Prise de possession

11.08.01 Anticipée

a) **Choix du DONNEUR D'ORDRE**

Lorsque l'ouvrage est partiellement achevé, le DONNEUR D'ORDRE peut décider de prendre possession d'une partie ou de totalité des Travaux achevés. Ces Travaux sont alors soumis à la procédure de réception avec réserve.

b) **Accord de l'ADJUDICATAIRE**

Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit cependant donner son accord et assurer le libre accès en toute sécurité aux parties de travaux mises en service.

c) **Formulaire d'entente**

Cette entente doit être conclue par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE sur un formulaire fourni par le DONNEUR D'ORDRE.

11.08.02 Sur indication

Comme exprimé dans le certificat de réception avec réserve, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à prendre possession de l'ouvrage à la date indiquée dans celui-ci.

11.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE, auteur des travaux et documents à être réalisés, renonce, en faveur du DONNEUR D'ORDRE ou, le cas échéant, du propriétaire à son droit moral à l'intégrité de ceux-ci ou, le cas échéant, s'engage à obtenir de l'auteur de ces travaux et documents une telle renonciation.

11.10 Cession

11.10.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat ou constituer une charge sur ses droits ou obligations prévus aux présentes en faveur d'une Personne sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.10.02 Inopposabilité

Toute cession ou constitution d'une charge sur les droits ou obligations qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.10.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont elle doit détenir en tout temps le contrôle, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.11 Évaluation de rendement

Sous réserve des dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), le DONNEUR D'ORDRE peut évaluer le rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat ou pendant la réalisation de celui-ci. Sans s'y limiter, les critères sur lesquels l'évaluation peut se baser sont les suivants :

a) Conditions de livraison;

b) Qualité des ressources;

c) Qualité des communications et de la collaboration;

d) Respect des échéances;

e) Qualité des services rendus ou conformité du bien;

f) Respect des obligations financières;

g) Tout autre critère jugé pertinent par le DONNEUR D'ORDRE.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu de la présente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire à l'adresse indiquée dans la Soumission pour l'ADJUDICATAIRE et dans la Régie de l'Appel d'Offres pour le DONNEUR D'ORDRE ou à toute autre adresse qu'une PARTIE peut faire connaître en conformité avec la présente section.

De tels avis peuvent aussi être transmis par courriel. À cette fin, l'adresse courriel du DONNEUR D'ORDRE est : soumissions@ville.baie-comeau.qc.ca. L'ADJUDICATAIRE doit, avant le début de l'exécution du Contrat, communiquer au DONNEUR D'ORDRE l'adresse courriel de la personne autorisée à recevoir de tels avis.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, l'exécution ou l'annulation du Contrat, les PARTIES doivent se rencontrer et négocier de bonne foi dans le but de résoudre ce conflit. Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE doivent tenter de régler à l'amiable toute difficulté pouvant survenir au regard du Contrat selon les étapes et les modalités suivantes :

a) en faisant appel à un cadre représentant le DONNEUR D'ORDRE et à un dirigeant de l'ADJUDICATAIRE dans le but de résoudre tout ou partie des questions faisant l'objet de ce différend, et ce, dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis de différend de l'ADJUDICATAIRE; les parties peuvent convenir de prolonger cette période;

b) si les négociations ne permettent pas de résoudre complètement le différend, le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie dans un délai de DIX (10) jours suivant la fin de l'étape précédente, exiger la médiation sur les questions non résolues. La médiation doit être complétée dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis à moins que les parties conviennent de prolonger cette période. En l'absence d'un avis de médiation dans le délai prévu ci-dessus, le processus de négociation est alors terminé.

12.02.02 Médiation

Si le différend ne peut être résolu par la voie d'une négociation de bonne foi entre les PARTIES à l'intérieur d'un délai raisonnable, les PARTIES conviennent de soumettre leur différend à la médiation entre les PARTIES en conflit conformément aux règles de médiation de l'instance choisie par le DONNEUR D'ORDRE.

a) **Nomination commune**

Le médiateur est choisi d'un commun accord par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE. Il est chargé d'aider les parties à cerner leurs différends et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu'à dialoguer et explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leurs différends.

b) **Nomination par un tiers**

Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un médiateur dans un délai de QUINZE (15) jours suivant l'avis de soumettre le différend à la médiation, un médiateur est choisi, sur demande du DONNEUR D'ORDRE et de l'ADJUDICATAIRE, par un organisme indépendant, une association ou un ordre professionnel, désigné conjointement par les parties après la signature du Contrat mais au plus tard dans les TRENTE (30) jours suivants.

c) **Engagement du médiateur**

L'entente intervenue avec le médiateur doit prévoir également que ce dernier ne représentera aucune des parties et ne témoignera au nom d'aucune des parties, au cours de toute procédure légale ultérieure entre les parties sans exception ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés. Il est également convenu que les notes personnelles rédigées par le médiateur relativement à cette médiation sont confidentielles et ne peuvent être utilisées au cours de toute procédure ultérieure entre les parties ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés.

d) **Règles**

Les PARTIES, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.

e) **Échange de renseignements**

Les PARTIES conviennent d'échanger tous les renseignements sur lesquels ils ont l'intention de s'appuyer dans toute présentation orale ou écrite au cours de la médiation. Cet échange doit être complet au plus tard QUINZE (15) jours avant la date fixée pour la médiation.

f) **Honoraires et frais**

Les PARTIES conviennent que chacune d'entre elles est responsable des honoraires et frais de leurs représentants respectifs. Les honoraires et les frais du médiateur ainsi que tous les frais relatifs à la médiation, tel que le coût de location des lieux de la médiation, le cas échéant, doivent être partagés en parts égales entre les parties, à moins qu'une répartition différente n'ait été convenue.

g) **Représentant**

Un représentant de chaque partie doit être dûment mandaté par le dirigeant du DONNEUR D'ORDRE ou de l'ADJUDICATAIRE, selon le cas, pour procéder à la médiation.

h) **Confidentialité**

Tous les participants à la médiation doivent signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation Tous les renseignements et documents échangés dans le cadre de cette médiation doivent être considérés comme des renseignements communiqués « sous toutes réserves » pour les fins de négociation en vue d'une entente, et doivent être considérés comme des renseignements à caractère confidentiel par les parties et leurs représentants, à moins que la loi ne le prévoit autrement. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée, ne saurait être rendue inadmissible ou non communicable du fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.

i) **Règlement**

Tout règlement d'un tel différend par voie de médiation par les PARTIES doit être documenté par écrit. Si ce règlement modifie les termes du Contrat, cette modification doit être documentée dans un écrit signé par les deux PARTIES et annexé au Contrat.

j) **Impasse**

À défaut d'une entente entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE à la suite d'une médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours. Le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut également résoudre toute difficulté en recourant à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou d'un commun accord des parties à un arbitre.

12.02.03 Arbitrage

a) **Juridiction**

Si le différend ne peut être résolu par voie de médiation dans les SOIXANTE (60) jours, à compter du début du processus de médiation, il doit alors être résolu de façon définitive par la voie d'un arbitrage (à l'exclusion des tribunaux de droit commun), conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* du Québec, étant entendu que celui-ci doit se dérouler dans le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE. Le tribunal d'arbitrage, constitué à cette fin, est composé d'UN (1) seul arbitre(s).

b) **Décision**

Tout jugement ou décision rendu par le tribunal d'arbitrage conformément à la présente sous-section :

i) est final avec effet obligatoire entre les PARTIES;

ii) est immédiatement exécutoire sujet à son homologation par un tribunal compétent ayant juridiction en la matière;

iii) est strictement confidentiel, en ce qu'il ne peut pas être divulgué à des tiers à moins qu'une telle divulgation ne soit requise par la Loi aux fins d'exécution de la décision ou pour d'autres fins.

c) **Frais**

Les frais de l'arbitrage y compris les honoraires et les débours des PARTIES sont attribués par l'arbitre de la manière qu'il juge à propos dans les circonstances.

12.03 Élection

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire relativement au Contrat, pour quelque motif que ce soit, sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

Pour toute modification du Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens selon le processus de gestion des demandes de modification post-contractuelle en vigueur.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document doit être transmis par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la reproduction de signatures sur télécopie, la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Résolution

Si l'ADJUDICATAIRE refuse ou néglige de produire, suite à une demande du DONNEUR D'ORDRE en vue de parfaire le Contrat, le cas échéant, l'un des documents suivants dans le délai imparti :

a) une garantie d'exécution;

b) une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

c) l'avenant à la police d'assurance responsabilité civile;

d) l'avenant à la police d'assurance chantier;

e) les certificats d'assurance responsabilité civile générale / assurance de chantier;

f) la liste des Sous-Contractants;

le DONNEUR D'ORDRE peut considérer le Contrat résolu de plein droit à compter de l'expiration du délai consenti et procéder à l'envoi d'un avis écrit à cet effet à l'ADJUDICATAIRE. Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE peut conserver la garantie de soumission à titre d'indemnité partielle sans préjudice à ses autres droits et recours.

13.03 Résiliation

13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de résilier le Contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation. À cette fin, le DONNEUR D'ORDRE doit adresser un avis écrit de résiliation à l'ADJUDICATAIRE. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de cet avis par l'ADJUDICATAIRE.

13.03.02 Sans préavis

Dans les limites permises par les Lois applicables, le Contrat se termine, sans préavis, si l'un des événements suivants se produit :

a) l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) l'ADJUDICATAIRE, autrement que dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre ou cette nomination d'un liquidateur n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements;

d) les opérations de l'ADJUDICATAIRE sont interrompues, pour quelque motif que ce soit, pour une période d'au moins CINQ (5) jours consécutifs.

13.03.03 Avec préavis

Le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1);

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.04 Changement de Contrôle

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.05 Effet de la résiliation

Advenant une résiliation, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, débours et sommes représentant la valeur des Travaux exécutés jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06 Recours possibles

13.06.01 Choix

Au cas d'inexécution du Contrat par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, après avis à ce dernier, soit s'adresser à la caution, soit confisquer la garantie d'exécution présentée sous une autre forme et prendre possession du chantier et faire terminer les travaux à même les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, auquel cas les dispositions relatives à la résiliation du contrat s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

13.06.02 Garanties et obligations

Advenant le cas où le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en tout ou en partie, les garanties et autres obligations de l'ADJUDICATAIRE sont maintenues pour la partie du Contrat exécutée antérieurement à la résiliation.

13.07 Prise de possession du chantier

13.07.01 Prérogative

Advenant une résiliation du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de prendre possession du chantier et de terminer les Travaux aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

13.07.02 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE demeure responsable de tous les dommages subis par le DONNEUR D'ORDRE du fait de la résiliation du Contrat. En cas de continuation du Contrat par un tiers, l'ADJUDICATAIRE doit notamment assumer toute augmentation du coût du Contrat pour le DONNEUR D'ORDRE.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le jour de l'émission de l'Avis d'Adjudication à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE, sans autre avis ni formalité, étant entendu toutefois que, si celui-ci fait l'objet d'une séance de signature ultérieure, sa date d'entrée en vigueur devient le jour de cette signature.

15.00 DURÉE

15.01 Déterminée

Eu égard à la nature du Contrat, celui-ci demeure en vigueur tant et aussi longtemps que l'ADJUDICATAIRE n'a pas exécuté les Travaux à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE et qu'il subsiste des obligations de garantie de ceux-ci à respecter.

15.02 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

À DÉFAUT PAR LES PARTIES DE SIGNER CE CONTRAT AU MOMENT PRÉVU DANS LES DOCUMENTS D'APPELS D'OFFRES, ELLES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE l'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE L'ÉMISSION PAR CE DERNIER DE L'AVIS D'ADJUDICATION À L'ADJUDICATAIRE.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ CE CONTRAT EN UN (1) EXEMPLAIRE(S), À ....., TEL QU'EN FAIT FOI LEUR SIGNATURE APPOSÉE AUX DATES CI-APRÈS INDIQUÉES *(si les parties signent à des dates différentes)*.

LE DONNEUR D'ORDRE

_____ Par : _____

Témoin

.....

Date : _____

L'ADJUDICATAIRE

_____ Par : _____

Témoin

.....

Date : _____

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2022-30	DC Nº	Date :
Titre du projet : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie		
Nom du site visé par les Travaux : Piscine parc St-Nom-de-Marie		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la demande de changement :		

Le présent document est émis en application de la clause 9.06 du Contrat.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel

Spécialité :	Date: Signature :
Nom:	
L'ADJUDICATAIRE doit soumettre un prix ou un crédit, s'il y a lieu, dans un délai de CINQ (5) jours suivant réception de la présente demande, à moins qu'un délai différent ne soit indiqué ci-dessous. Si autre délai, préciser : _____ jours _____ Paraphe du Professionnel	

Autorisation du DONNEUR D'ORDRE

Représentant autorisé	Date: Signature :
Nom:	

ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER

ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS

Le contenu de cette annexe se retrouve dans un fichier PDF, Excel ou autre, annexé à la documentation d'appel d'offres.

ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2022-30	**ODC Nº**	**Date** :
Titre du projet : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie		
Nom de l'installation visée par les Travaux : Piscine parc St-Nom-de-Marie		
Nom de l'ADJUDICATAIRE : Adresse de l'ADJUDICATAIRE :		_____ Téléphone _____ Télécopieur
Nom du demandeur : _____ Demande de changement No : _____		Date : _____

Description :

Justifications :

Acceptation de l'ADJUDICATAIRE

A défaut que les cases ci-dessous soient complétées, l'ADJUDICATAIRE convient que le montant du Contrat demeure inchangé et que le présent ordre de changement sera réalisé à l'intérieur du délai de réalisation des Travaux et que le cumul des ordres de changement à ce jour n'a aucune incidence sur le délai.

Le montant du Contrat sera	Le délai d'exécution du Contrat sera
☐ augmenté de _____$	☐ augmenté de _____jour(s)
☐ diminué de _____$	☐ diminué de _____jour(s)

Ce prix inclut les frais relatifs au délai de réalisation des Travaux et est valide pour 30 jours à compter de ce jour.

Signature de l'ADJUDICATAIRE : Date :

Recommandation

Architecte	Date:	Signature :
Ingénieur Structure ☐	Date:	Signature :
Ingénieur Méc./Élec. ☐	Date:	Signature :

Approbation du DONNEUR D'ORDRE

Chargé de projet:	Date:	Signature :
Représentant autorisé:	Date:	Signature :

ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT

Date : 19 mai 2022	Ville de Baie-Comeau
	Nom du DONNEUR D'ORDRE
Titre du projet : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie	ADJUDICATAIRE : _____
Nº projet : 2022-30	**Adresse de l'ADJUDICATAIRE :** _____ _____ _____
Adresse du site visé par les Travaux : 40, avenue Martel-de-Brouage Parc St-Nom-de-Marie, Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2B1	

Description Détails Sous-contrats Ordres de changement	**Valeur des travaux à exécuter**	**Travaux exécutés**			**Montant de la présente demande**
		%	**Valeur à ce jour**	**Lors de la dernière demande**	
Sous-totaux : Taxes TPS : Taxes TVQ : Autre(s) taxe(s) : Total :					

Taxe sur les produits et services (T.P.S.) et taxe de vente du Québec (T.V.Q.)

Nº d'inscription aux fins de la T.P.S. : _____

Nº d'inscription aux fins de la T.V.Q. : _____

	Signatures	Date
Pour l'ADJUDICATAIRE :	_____	_____
Pour l'architecte :	_____	_____
Pour l'ingénieur en mécanique-électricité :	_____	_____
Pour l'ingénieur en structure :	_____	_____

ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT

Date : 19 mai 2022	Projet N^{o} : 2022-30
Titre du projet : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie	Certificat de paiement N^{o} : _____
Adresse du site visé par les travaux : 40, avenue Martel-de-Brouage Parc St-Nom-de-Marie, Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2B1	Entrepreneur :
Montant du contrat initial : _____	Valeur des travaux exécutés incluant le présent certificat : _____
Ordres de changement approuvés (incluant les crédits) : _____	Retenues : _____
Sous-total : _____	Sous-total : _____
Montant total du contrat à ce jour : _____	Moins montant des paiements antérieurs : _____
	Montant du présent certificat : _____
La présente certifie que conformément aux termes du contrat, la demande de paiement ci-jointe a été jugée raisonnable et qu'un montant de : _____$ est payable à l'Entrepreneur pour les travaux exécutés pour la période : Du : _____ Au : _____ Émis par : _____ Date : _____ Signature : _____	

ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE

Projet : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie - 2022-30

ENTRE Ville de Baie-Comeau

ET _____
Nom de l'ADJUDICATAIRE

Paiement progressif nº : _____ Date : _____

a) Je suis un représentant autorisé de _____

où j'occupe le poste de _____

b) Je suis parfaitement au courant des faits ci-dessous.

c) Tous les Sous-Contractants en lien avec le Contrat de l'ADJUDICATAIRE employés par _____ pour les Travaux mentionnés ci-dessus ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

d) Tous les ouvriers employés pour les Travaux ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

e) Tous les fournisseurs de matériaux utilisés dans les Travaux ont été payés jusqu'au _____e jour de _____.

Tous les impôts, retenues, taxes applicables en vigueur et tout autre paiement exigé par la loi en rapport avec l'Assurance-emploi, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et tout règlement s'appliquant aux Travaux mentionnés ci-dessus ont été faits suivant les lois et règlements correspondants.

En foi de quoi, je fais cette déclaration solennelle en toute conscience et considérant qu'elle a la même valeur et les mêmes implications que si je l'avais faite sous serment en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*.

_____
Signature du représentant autorisé de l'ADJUDICATAIRE

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

Déclaré solennellement devant moi,

À _____

Ce _____e jour de _____

Commissaire à l'assermentation

ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE

TITRE DU PROJET : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie

Établissement : _____

Nom du site visé par les travaux : Piscine parc St-Nom-de-Marie

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de _____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu de _____, le montant cumulatif de :

_____ __/100 DOLLARS (_____ $)

avec les taxes incluses, en paiement (*veuillez cocher la case appropriée s.v.p.*):

☐ **partiel**

☐ **complet et final**

de toutes les sommes qui nous sont dues à ce jour en rapport avec le projet de construction décrit ci-dessus, dont quittance pour autant.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE

TITRE DU PROJET : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie

Établissement : _____

Nom du site visé par les Travaux : Piscine parc St-Nom-de-Marie

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de
_____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu le paiement complet de toute somme pouvant m'être due eu égard aux travaux réalisés dans le cadre du présent projet de construction et donne quittance complète, totale et finale au DONNEUR D'ORDRE et à l'ADJUDICATAIRE, ainsi qu'à tout Sous-Contractant ou fournisseur de matériaux de ce dernier et renonce à l'hypothèque légale en faveur du propriétaire.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) La protection accordée par cette police s'applique à toute action intentée par tout assuré contre tout autre assuré, de la même manière que si des polices séparées avaient été émises en faveur de chacun d'eux, mais sans que les montants de la garantie en soient pour autant augmentés.

d) Si le contrat confié à l'entrepreneur assuré par cette police ne représente qu'une ou plusieurs phases d'un ensemble, les phases déjà terminées en vertu d'autres contrats d'exécution ne seront pas considérées comme des biens sous les soins, garde et contrôle de l'assuré.

e) La protection relative aux produits, y compris les travaux terminés, demeurera en vigueur au moins un (1) an après la réception avec réserve de l'ouvrage, que les autres sections de la police soient demeurées en vigueur ou non.

f) L'assureur déclare que les assurances fournies dans le cadre du contrat intervenu entre l'entrepreneur et le donneur d'ordre rencontre les exigences prévues à la clause 10.01.01 du Contrat.

g) La police ne pourra être annulée ou la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre à l'adresse suivante :
_____

h) L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance responsabilité civile.

Attaché et faisant partie de la police : _____
Numéro de la police

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____
Signature du représentant autorisé

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la couverture (montant et portée) consentie par cette police sera maintenue en vigueur jusqu'au certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat. Malgré ce qui précède, si le donneur d'ordre prend possession d'une partie des travaux ou que le bâtiment devient occupé en partie avant l'émission du certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat, la couverture de cette police pourra être révisée après entente avec le donneur d'ordre, et ce, dans la mesure où le propriétaire pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

d) En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

e) En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature du bâtiment, aucun ne pourra être réutilisé ou réparé sans l'assentiment écrit des professionnels à l'emploi du donneur d'ordre, soit à titre d'employé, soit à titre de conseiller.

f) Étant précisé que tout acte ou omission de la part d'un des coassurés désignés dans cette police, qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre coassuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre coassuré de la police.

g) En cas de sinistre, les frais encourus par le donneur d'ordre en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

h) La police ne pourra être annulée ni la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre, y compris lorsque le chantier demeure inoccupé pendant trente (30) jours ou plus. De plus, dans les trente (30) jours précédents l'expiration de la police, si celle-ci n'est pas renouvelée, un préavis devra également être donné par courrier recommandé au donneur d'ordre.

i) Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur au donneur d'ordre à l'adresse suivante :

_____
_____
_____

L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance des chantiers.

Attaché et faisant partie de la police : **Numéro de police**

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____ _____
Signature du représentant autorisé Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS

ANNEXE 10.31 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX

Date d'émission du cautionnement : _____

Numéro du cautionnement : _____

ADJUDICATAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Contrat : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie - 2022-30

L'adjudicataire est ci-après désigné comme étant « l'Adjudicataire ».

CAUTION

Nom : _____ Nº AMF : _____

Adresse : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

Soyez avisés qu'un cautionnement a été émis en faveur de Ville de Baie-Comeau (ci-après appelé(e) le « Donneur d'ordre ») aux fins de garantir l'exécution des obligations de l'Adjudicataire, tant envers toute personne ayant droit à une hypothèque légale de construction qu'envers le Donneur d'ordre, relativement au contrat identifié ci-haut.

Tout réclamant qui prétend avoir une créance impayée et qui se propose de réclamer judiciairement de la caution doit, avant de ce faire, adresser lui-même ou faire adresser par écrit une demande de paiement à la caution et à l'Adjudicataire, dans les délais prescrits au cautionnement, de son intention d'intenter une poursuite à la Caution, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où il demeure.

Les dispositions du CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES des Documents d'Appels d'Offres du Donneur d'ordre concernant les délais s'appliquent, "mutatis mutandis", au présent AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX.

LE DONNEUR D'ORDRE

Note : l'Adjudicataire est tenu d'afficher cet avis sur le chantier à un endroit à la vue du public et de s'assurer qu'il demeure affiché en tout temps.

ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER

Projet Nº : 2022-30	DC Nº	Date :
Titre du projet : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie		
Nom du site visé par les Travaux : Piscine parc St-Nom-de-Marie		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la présente directive :		

En vertu de la clause 11.02 du Contrat, la présente directive est émise à l'égard de l'une ou l'autre des situations ci-après décrites : (cocher la situation appropriée)

☐ Apporter des précisions aux Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE.

☐ S'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat de l'ADJUDICATAIRE.

☐ Situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes au regard de l'exécution des Travaux.

☐ Autre situation (préciser) : _____

Cette directive ne constitue pas un changement aux Travaux, à moins que par la suite une demande de changement aux Travaux ne soit autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, conformément la clause 9.06 du Contrat.

L'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive de chantier et exécuter les Travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des Travaux.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel ou, le cas échéant, Chargé de projet

Spécialité :	Date:	Signature :
Nom:		

ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE

Titre du projet : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie **Nom du site visé par les Travaux :** Piscine parc St-Nom-de-Marie **Adresse :** 40, avenue Martel-de-Brouage Parc St-Nom-de-Marie, Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2B1	**Nom du DONNEUR D'ORDRE :** Ville de Baie-Comeau **Nº projet :** 2022-30 **ADJUDICATAIRE :** Description des Travaux faisant l'objet du présent Certificat de réception avec réserve :

Recommandation des professionnels

En vertu du Contrat qui lie le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, nous soussignés ARCHITECTE et INGÉNIEUR(S) avons procédé à une inspection le en vue de la réception avec réserve relativement aux Travaux susmentionnés.
Nous certifions, par les présentes, qu'au meilleur de notre connaissance, les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés à notre satisfaction et que les Travaux à corriger et les Travaux à parachever, s'il y a lieu, décrits en annexe, n'empêchent pas l'utilisation du bâtiment puisqu'il est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné.
La valeur des Travaux à corriger est inférieure à 0.5 % du montant total des Travaux prévus au Contrat incluant les changements.
Les Travaux figurant dans la liste annexée doivent être terminés et prêts dans les délais prévus dans la liste en vue de la réception sans réserve des Travaux.
La liste des Travaux décrits en annexe n'est pas exhaustive et ne dégage aucunement l'ADJUDICATAIRE et les professionnels soussignés de leurs responsabilités contractuelles et extracontractuelles.

En conséquence, nous recommandons que la réception avec réserve prenne effet à compter du _____.

Architecte		Ingénieur en structure	
Ingénieur en mécanique-électricité		Autre (spécifier)	

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits et s'engage à y donner suite dans les délais prévus.

L'ADJUDICATAIRE s'engage également à fournir au DONNEUR D'ORDRE tous les documents prévus au Contrat dont ceux exigés à la liste préparée par les Professionnels.

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE

Identification : Ville de Baie-Comeau	
Titre du pojet : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie	**Nº projet** : 2022-30
ADJUDICATAIRE : _____ Adresse :	

Recommandation des professionnels

Nous soussignés, en date du _____ et conformément au Contrat intervenu entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, avons procédé à une inspection des Travaux exécutés en vue de la signature du Certificat de réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE.

Nous certifions par la présente qu'au meilleur de notre connaissance, tous les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés et les déficiences corrigées et recommandons au DONNEUR D'ORDRE de signer le présent Certificat de réception sans réserve.

Architecte
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en mécanique / électricité
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en structure
Par _____ _____
Signature

Ingénieur
Par _____ _____
Signature

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits.

PAR _____

Signature : _____ _____
Date

Acceptation du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE accepte la recommandation des Professionnels et émet le présent Certificat de réception sans réserve.

Chargé de projet	_____	_____
	Date	Signature
Représentant autorisé du DONNEUR D'ORDRE	_____	_____
	Date	Signature

Ville de Baie-Comeau

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

CONTRAT

NO 2022-42

Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 12

0.00 INTERPRÉTATION 13

0.01 Terminologie 13
0.01.01 Addenda 13
0.01.02 ADJUDICATAIRE 13
0.01.03 Appel d'Offres 13
0.01.04 Avis d'Adjudication 13
0.01.05 Bordereau de Prix 13
0.01.06 Certificat de réception avec réserve 13
0.01.07 Certificat de réception sans réserve 13
0.01.08 Changement 13
0.01.09 Changement de Contrôle 14
0.01.10 Chantier 14
0.01.11 Chargé de Projet 14
0.01.12 Contrat 14
0.01.13 Documents Contractuels 14
0.01.14 Documents d'Appel d'Offres 14
0.01.15 DONNEUR D'ORDRE 15
0.01.16 Échéancier 15
0.01.17 Établissement 15
0.01.18 Fin des Travaux 15
0.01.19 Fin du Contrat 15
0.01.20 Force Majeure 15
0.01.21 Formulaire de Soumission 15
0.01.22 Information Confidentielle 15
0.01.23 Institution Financière 16
0.01.24 Loi 16
0.01.25 Matériaux 16
0.01.26 Matériel 16
0.01.27 Manquement 16
0.01.28 Meilleur Effort 16
0.01.29 PARTIE 17
0.01.30 Personne 17
0.01.31 Personne Liée 17
0.01.32 Personnel Affecté 17
0.01.33 Plans et Devis 17
0.01.34 Professionnel 17
0.01.35 Professionnel Désigné 17
0.01.36 Propriété Intellectuelle 17
0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres 18
0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle 18
0.01.39 Soumission 18
0.01.40 Sous-Contrat 18
0.01.41 Sous-Contractant 18

0.01.42 Travaux....18
0.02 Références financières....18
0.02.01 Devises....18
0.02.02 Taxes....18
0.03 Primauté....19
0.03.01 Contrat et accords verbaux....19
0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres....19
0.03.03 Conflits entre documents techniques....19
a) Ordre à respecter....19
b) Autorité du Professionnel....19
0.04 Droit applicable....20
0.05 Généralités....20
0.05.01 Dates et délais....20
a) De rigueur....20
b) Calcul....20
c) Reports....20
d) Demande....21
0.05.02 Consentement....21

1.00 OBJET.....21

1.01 Travaux....21
1.02 Licence....21

2.00 CONTREPARTIE....21

2.01 Travaux....21
2.01.01 Prix....21
2.02 Licence....21
2.03 Ajustement....22
2.03.01 Règle....22
2.03.02 Autres entrepreneurs....22
2.03.03 Travaux refusés....22
2.03.04 Matières dangereuses....22
2.03.05 Demande de Changement....23
2.03.06 Détermination de la valeur....23
2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement....23
2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement....24
a) Détermination unilatérale....24
b) Avis de différend....24
2.04 Fin du Contrat....25
2.04.01 Travaux et biens fournis....25
2.04.02 Matériaux et frais démobilisation....25
2.04.03 Profits ou dommages....25

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT....25

3.01 Méthode de paiement....25
3.02 Procédure....25
3.02.01 Demande de paiement....25
3.02.02 Contenu obligatoire....25
3.02.03 Déclaration solennelle....26
3.02.04 CCQ et CNESST....26

3.02.05 Certificat de paiement 26
3.02.06 Preuve d'assurance 26
3.02.07 Paiement 26
3.02.08 Quittance partielle 26
3.02.09 Réserve 27
3.02.10 Vérification 27
3.02.11 Ordre de Changement 27
3.03 Retenues 27
3.03.01 Détermination du montant 27
3.03.02 Hypothèques légales 28
3.03.03 Sous-Contractant hors Québec 28
3.03.04 Demande d'indemnisation 28
3.04 Travaux différés 28
3.05 Délégation de paiement 29
3.06 Fin du Contrat 29
3.06.01 Restitution d'avance 29
3.06.02 Compensation 29

4.00 SÛRETÉS 29

4.01 Garanties d'exécution et des obligations 29
4.01.01 Constitution 29
4.01.02 Ajustement 29
4.01.03 Maintien 29
4.02 Préavis à la caution 30
4.02.01 Demande d'exécution 30
4.02.02 Indemnisation 30

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 30

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 30

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 30

7.01 Capacité 30
7.02 Assurances 30
7.03 Permis, licences et autres autorisations 31
7.04 Conflits de travail 31
7.05 Établissement 31
7.06 Ressources 31
7.07 Divulgation 31
7.08 Attestation de Revenu Québec 31
7.09 Propriété Intellectuelle 31

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 32

8.01 Information Confidentielle 32

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 32

9.01 Chargé de projet 32
9.02 Accès aux Plans et Devis 32
9.02.01 Transmission 32
9.02.02 Obtention de permis 32
9.02.03 Compléments 32

9.03 Accès au chantier 32
9.04 Autres entrepreneurs 32
9.05 Évaluation et acceptation 33
9.05.01 Droit de refus 33
a) Procédure 33
b) Motif sérieux 33
9.05.02 Avis 33
9.05.03 Exécution par un tiers 33
9.06 Demande de Changement 33
9.07 Matières dangereuses 33
9.07.01 Présomption 33
9.07.02 Contrôle et divulgation 34
9.07.03 Prévention contre exposition 34
9.07.04 Élimination ou neutralisation 34
9.08 Exonération de responsabilité 34

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 34

10.01 Assurance 34
10.01.01 Responsabilité civile générale 34
10.01.02 Chantier 35
a) Souscription et maintien 35
b) Couverture 35
10.01.03 Preuve d'assurance 35
10.01.04 Émetteur 35
10.01.05 Maintien de la responsabilité 36
10.02 Début de l'exécution du Contrat 36
10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE 36
10.04 Exécution complète 36
10.05 Respect 36
10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle 36
10.07 Conflits d'intérêts 36
10.08 Liens d'affaires 37
10.09 Meilleur Effort 37
10.10 Autorisation de contracter 37
10.10.01 ADJUDICATAIRE 37
10.10.02 Sous-contractant 37
10.10.03 Montant du Contrat 37
10.11 Conformité 38
10.11.01 Lois applicables 38
10.11.02 Traçabilité des sols contaminés excavés 38
10.11.03 Permis et autorisations 38
a) Obtention 38
b) Maintien 38
c) Formalités 38
10.11.04 Commission de la Construction du Québec 38
10.11.05 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) 39
a) Maître d'oeuvre 39
b) Exigence 39
c) Respect 39

d) Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19) 39
e) Avis à la CNESST 39
f) Attestation 39
g) Accident 40
h) Défaut 40
10.11.06 Loi sur le tabagisme 40
10.12 Main-d'œuvre 40
10.12.01 Autorité 40
10.12.02 Main-d'œuvre 40
10.12.03 Exclusions 40
a) Anciens employés 40
b) Motif sérieux de refus 41
10.12.04 Entrée et sortie 41
10.12.05 Identification 41
10.12.06 Conduite 41
10.12.07 Responsabilité 41
10.13 Sous-contrat 41
10.13.01 Autorisation 41
10.13.02 Liste des sous-contractants 41
10.13.03 Informations supplémentaires 41
10.13.04 RENA 42
10.13.05 Attestation de Revenu Québec 42
10.13.06 Établissement 42
10.13.07 Responsabilité 42
10.13.08 Répartition des Travaux 42
10.13.09 Restrictions 42
10.13.10 Proportion 42
10.13.11 Assujettissement 43
10.13.12 Refus 43
10.14 Échéancier 43
10.14.01 Contenu 43
10.14.02 Remise 43
10.14.03 Respect 43
10.14.04 Suivi 43
10.14.05 Mise à jour continue 44
10.15 Délai de réalisation des Travaux 44
10.15.01 Point de départ 44
10.15.02 Cas de prolongation 44
10.15.03 Autorisation 44
10.16 Régie du Projet 44
10.16.01 Maîtrise des Travaux 44
a) Portée 44
b) Collaboration 45
c) Ingénieur-conseil 45
10.16.02 Direction des Travaux 45
a) Surintendant et contremaîtres 45
b) Délégation de pouvoirs 45
c) Remplacement 45
10.16.03 Réunions de chantier 45
a) Réunion de démarrage 45

b) Participation obligatoire 46
c) Rapports ou comptes rendus 46
10.16.04 Autres entrepreneurs 46
a) Coordination 46
b) Échéancier 46
c) Dénonciation 46
10.17 Matériaux et équipement 46
10.18 Plans et Devis 47
10.19 Dessins et instructions 47
10.19.01 Disponibilité 47
10.19.02 Vérification 47
10.19.03 Maintien de responsabilité 47
10.19.04 Annotations 47
10.20 Protection des biens 48
10.20.01 Étendue 48
10.20.02 Réparation 48
a) Aux frais de l'ADJUDICATAIRE 48
b) Aux frais du DONNEUR D'ORDRE 48
10.21 Santé et sécurité 48
10.21.01 Programme de prévention 48
a) Élaboration 48
b) Remise 48
c) Veille de conformité 49
10.21.02 Équipement de protection 49
10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE 49
10.22 Matières dangereuses 49
10.22.01 Responsabilité 49
10.22.02 Retard 50
10.22.03 Expert indépendant 50
10.23 Protection des lieux environnants 50
10.24 Prévention des nuisances 50
10.25 Inconvénients 50
10.26 Condition du sous-sol 50
10.27 Installations temporaires 50
10.28 Transport 51
10.28.01 Usage permis de camions 51
10.28.02 Attestation 51
10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac 51
10.28.04 Permis requis 51
10.29 Bornes et niveaux 51
10.30 Publicité 52
10.31 Propreté 52
10.31.01 Étendue 52
10.31.02 Intempéries 52
10.31.03 Fin des Travaux 52
10.32 Découpages, percements et réparations 52
10.32.01 Responsabilité 52
10.32.02 Personnel qualifié 52
10.32.03 Présomption 52
10.33 Échantillons, essais et dosages 53

10.33.01 Soumission et identification 53
10.33.02 Approbation préalable 53
10.33.03 Transmission des résultats 53
10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus 53
10.34 Inspection 53
10.34.01 Droit d'accès 53
10.34.02 Personnes autorisées 53
10.34.03 Travaux recouverts 53
10.34.04 Spécifique 54
10.34.05 Générale 54
10.34.06 Frais 54
10.34.07 Remise 54
10.35 Suspension des Travaux 54
10.36 Refus des Travaux 54
10.36.01 Retrait 54
10.36.02 Réparation 55
10.37 Ordre de Changement 55
10.37.01 Interdiction 55
10.37.02 Exécution immédiate 55
10.37.03 Condition 55
10.38 Manuels d'instructions 55
10.39 Garantie 55
10.39.01 Durée 55
a) ADJUDICATAIRE 55
b) Fournisseur 56
10.39.02 Début de la période 56
10.39.03 Vices cachés et malfaçons 56
a) Responsabilité 56
b) Avis de défectuosité 56
10.40 Assistance en cas de litige 56
10.41 Publicité et communications 56
10.42 Indemnisation 57
10.42.01 Dénonciation 57
10.42.02 « Perte » 57
10.42.03 Portée 57
10.42.04 Procédure 58

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 58

11.01 Information 58
11.02 Directive de chantier 58
11.03 Non-exclusivité 59
11.04 Substitution et équivalence de Matériaux 59
11.04.01 Approbation préalable 59
11.04.02 Démonstration 59
11.04.03 Interdiction 59
11.04.04 Ordre de Changement 59
11.05 Démolition et démantèlement 59
11.06 Objets de valeur 60
11.07 Réception des Travaux 60
11.07.01 Avec réserve 60

a) Conditions préalables 60
b) Demande d'inspection 60
i) Avis 60
ii) Frais d'inspection subséquente 60
c) Travaux à corriger ou à parachever 61
i) Liste 61
ii) Retenue 61
d) Documents à fournir 61
e) Émission 61
11.07.02 Sans réserve 61
a) Demande d'inspection 61
i) Avis 61
ii) Frais d'inspection subséquente 61
b) Déroulement 62
c) Émission 62
11.08 Prise de possession 62
11.08.01 Anticipée 62
a) Choix du DONNEUR D'ORDRE 62
b) Accord de l'ADJUDICATAIRE 62
c) Formulaire d'entente 62
11.08.02 Sur indication 62
11.09 Propriété Intellectuelle 62
11.10 Cession 63
11.10.01 Interdiction 63
11.10.02 Inopposabilité 63
11.10.03 Exception 63
11.11 Évaluation de rendement 63
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 64
12.01 Avis 64
12.02 Résolution de différends 64
12.02.01 Négociations de bonne foi 64
12.02.02 Médiation 64
a) Nomination commune 64
b) Nomination par un tiers 65
c) Engagement du médiateur 65
d) Règles 65
e) Échange de renseignements 65
f) Honoraires et frais 65
g) Représentant 65
h) Confidentialité 66
i) Règlement 66
j) Impasse 66
12.02.03 Arbitrage 66
a) Juridiction 66
b) Décision 66
c) Frais 67
12.03 Élection 67
12.04 Modification 67
12.05 Non-renonciation 67

12.06 Transmission électronique 67

13.00 FIN DU CONTRAT 67

13.01 De gré à gré 67
13.02 Résolution 67
13.03 Résiliation 68
13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE 68
13.03.02 Sans préavis 68
13.03.03 Avec préavis 69
13.04 Changement de Contrôle 69
13.05 Effet de la résiliation 69
13.06 Recours possibles 69
13.06.01 Choix 69
13.06.02 Garanties et obligations 70
13.07 Prise de possession du chantier 70
13.07.01 Prérogative 70
13.07.02 Responsabilité 70

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 70

15.00 DURÉE. 70

15.01 Déterminée 70
15.02 Survie 70

16.00 PORTÉE 71

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT 72
ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER 73
ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS 74
ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT 75
ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT 77
ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT 79
ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE 80
ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE 81
ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE 82
ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE 83
ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER 84
ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS 86
ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX 87
ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER 88
ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE 89
ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE 90

CONTRAT DE CONSTRUCTION intervenu en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, Canada.

ENTRE :

Ville de Baie-Comeau, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), ayant son siège au 19 Marquette, en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, G4Z 1K5;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le nº 2022-42 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉ L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE a pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres nº 2022-42, se rapportant à l'aménagement d'une place publique, a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Addenda

désigne tout écrit expédié par le DONNEUR D'ORDRE, avant l'ouverture des Soumissions, portant la mention addenda et servant à clarifier ou à modifier les Documents d'Appel d'Offres suite à leur publication;

0.01.02 ADJUDICATAIRE

désigne l'entrepreneur retenu au terme de l'Appel d'Offres ou son cessionnaire autorisé et peut comprendre lorsque le sens du texte l'exige ses mandataires, représentants ou préposés;

0.01.03 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres n^{o} 2022-42, se rapportant à l'aménagement d'une place publique;

0.01.04 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.05 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix faisant partie de la Soumission indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.06 Certificat de réception avec réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception avec réserve des Travaux;

0.01.07 Certificat de réception sans réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception sans réserve des Travaux;

0.01.08 Changement

désigne un ajout, un retrait ou toute modification touchant les Travaux sans affecter fondamentalement la portée générale du Contrat, inscrit sur le formulaire « Demande de changement » reproduit à l'annexe 0.01.08.

0.01.09 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, un des événements suivants :

a) l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

b) une entente portant sur la vente ou la disposition de tous ou de substantiellement tous les actifs de la personne morale;

c) une réorganisation de la personne morale menant au transfert des droits conférés par le Contrat à une Personne Liée;

d) une fusion impliquant la personne morale; ou

e) l'approbation par les actionnaires de la personne morale d'un plan pour la liquidation complète de cette dernière.

0.01.10 Chantier

désigne l'emplacement où sont exécutés les Travaux, ainsi que les environs immédiats utilisés pour les installations temporaires ou pour les dépôts de Matériaux et du Matériel;

0.01.11 Chargé de Projet

désigne la Personne qui, à titre de représentant du DONNEUR D'ORDRE, administre le Contrat;

0.01.12 Contrat

désigne le présent document ainsi que ses annexes, tout Addenda s'y rapportant et comprend toute modification de celui-ci pendant sa durée;

0.01.13 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres et de la Soumission;

0.01.14 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE pour les fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique; sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent:

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le Contrat, incluant les Plans et Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.15 DONNEUR D'ORDRE

désigne le donneur d'ordre qui prépare, conclut, signe et gère le Contrat ainsi que les Changements et comprend, lorsque le sens du texte l'exige, le Chargé de Projet;

0.01.16 Échéancier

désigne le calendrier d'exécution des Travaux convenu avec le DONNEUR D'ORDRE, allant du début de ceux-ci jusqu'à la réception de l'ouvrage, joint à l'annexe 0.01.16 des présentes et comprend toute modification de celui-ci pendant la durée du Contrat;

0.01.17 Établissement

désigne l'endroit où l'ADJUDICATAIRE, exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;

0.01.18 Fin des Travaux

signifie la date de prise d'effet indiquée au Certificat de Réception avec Réserve;

0.01.19 Fin du Contrat

désigne la dernière des dates d'expiration du délai de DOUZE (12) mois des garanties minimales exigées;

0.01.20 Force Majeure

désigne tout événement imprévisible et irrésistible au sens du *Code civil du Québec*;

0.01.21 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix et l'Attestation d'Intégrité, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.22 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*

(RLRQ, c. A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.23 Institution Financière

désigne un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la *Loi sur les assureurs* (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la *Loi sur les coopératives de services financiers* (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la *Loi sur les banques* (L.C. 1991, c. 46);

0.01.24 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.25 Matériaux

désigne tous les matériaux, équipements, machinerie lourde et installations nécessaires à l'exécution des Travaux;

0.01.26 Matériel

désigne l'ensemble des outils, de l'outillage, des instruments, des appareils, des machines, des véhicules, des bâtiments et les installations nécessaires à l'exécution ou à l'entretien des travaux et qui ne sont pas incorporés aux ouvrages;

0.01.27 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une dérogation au Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.28 Meilleur Effort

désigne les efforts qu'une Personne, désireuse d'atteindre un résultat, et agissant prudemment et diligemment, déploie, eu égard aux circonstances, pour assurer, dans la mesure du possible, l'atteinte d'un résultat probable et comprend les règles de l'art de tout métier ou profession ainsi que les meilleures pratiques reconnues d'un secteur d'activités;

0.01.29 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.30 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie, un regroupement de personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale, qui n'est pas partie au Contrat;

0.01.31 Personne Liée

désigne, pour chaque PARTIE, toute personne identifiée à l'article 251(2) de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5e suppl.)) ou toute personne qui a un lien de dépendance avec cette PARTIE;

0.01.32 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier;

0.01.33 Plans et Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Travaux à exécuter, reproduite à l'annexe 0.01.33 des présentes et comprend toute modification s'y rapportant pendant la durée du Contrat;

0.01.34 Professionnel

désigne l'architecte, l'ingénieur ou celui qui a la responsabilité de concevoir l'ouvrage en tout ou en partie ou d'en surveiller l'exécution pour le compte du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.35 Professionnel Désigné

désigne la firme de professionnels désignée par le DONNEUR D'ORDRE à ce titre aux Documents d'Appel d'Offres;

0.01.36 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou à l'obtention d'espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux SOUMISSIONNAIRES;

0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) ou la politique de gestion contractuelle qui est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui;

0.01.39 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.40 Sous-Contrat

désigne un contrat conclu par l'ADJUDICATAIRE avec un Sous-Contractant directement lié à l'exécution des Travaux;

0.01.41 Sous-Contractant

désigne une Personne, autre qu'un employé de l'ADJUDICATAIRE, qui exécute des Travaux pour le compte et selon les directives de celui-ci en vertu d'une entente;

0.01.42 Travaux

désigne l'ensemble des travaux décrits aux Plans et Devis ainsi que les modalités d'exécution de ceux-ci;

0.02 Références financières

0.02.01 Devises

Toutes les sommes d'argent prévues dans le Contrat sont en devise canadienne.

0.02.02 Taxes

À moins d'indication contraire dans le texte, les montants indiqués dans le Contrat ne comprennent pas la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ) ainsi que toute autre taxe applicable sur de tels montants par les autorités publiques pendant la durée du Contrat.

0.03 Primauté

0.03.01 Contrat et accords verbaux

Le Contrat prime sur tout accord intervenu avec l'ADJUDICATAIRE qui n'a pas fait l'objet d'un écrit subséquent.

0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres

En cas de contradiction ou divergence entre les différents Documents d'Appel d'Offres, l'ordre de primauté suivant détermine, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, le document dominant:

a) Addenda;

b) Contrat;

c) Devis;

d) Plans et dessins;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.03.03 Conflits entre documents techniques

a) **Ordre à respecter**

De plus, l'ordre de primauté suivant doit être adopté en cas de contradiction ou de divergence sur les Plans et Devis :

i) les originaux papier des Plans et Devis scellés priment sur les versions électroniques de tels documents;

ii) les dimensions chiffrées indiquées sur les dessins priment, même si elles diffèrent des dimensions prises à l'échelle;

iii) les dessins établis à la plus grande échelle priment sur les dessins à l'échelle réduite;

iv) les cotes priment les mesures à l'échelle;

v) les plans de détails priment les plans d'ensemble.

Par ailleurs, entre deux documents de même type et support, celui portant la date la plus récente prédomine.

b) **Autorité du Professionnel**

Sujet aux règles de primauté prévues à la présente sous-section, le Professionnel a seul autorité pour interpréter les Plans et Devis et autres documents techniques relevant de sa

spécialité concernant l'exécution des Travaux. La décision du Professionnel compétent en la matière est finale. Elle lie l'ADJUDICATAIRE qui doit s'y conformer et exécuter sans interruption les Travaux sujet à son droit de transmettre par écrit, dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis écrit de cette décision, au Professionnel décideur et au DONNEUR D'ORDRE, une contestation motivée de cette décision. Le cas échéant, les PARTIES doivent respecter la procédure de résolution de différends prévue à la sous-section 12.02.

0.04 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.05 Généralités

0.05.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Toutes les échéances indiquées dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) le terme «mois», lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Reports**

Si l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation au Contrat est retardée en raison :

i) d'un défaut par l'une des PARTIES dans l'exécution de ses obligations au Contrat;

ii) d'un cas de force majeure;

iii) d'un amendement au Contrat; ou

iv) de tout autre facteur hors du contrôle de la PARTIE à qui incombe l'obligation;

cette dernière est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment à moins que les PARTIES en conviennent autrement.

d) **Demande**

Aucune prolongation pour cause de retard ne peut être consentie à moins qu'une demande n'en soit faite promptement par écrit au Chargé de Projet au plus tard dans les DIX (10) jours ouvrables à compter du commencement du retard; dans le cas d'un motif de nature continue, la présentation d'une demande unique suffit.

0.05.02 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

1.00 OBJET

1.01 Travaux

Sujet au respect du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE convient par les présentes de confier l'exécution des Travaux à l'ADJUDICATAIRE qui convient d'exécuter ceux-ci, conformément aux Plans et Devis, moyennant la contrepartie indiquée à la section 2.00.

1.02 Licence

L'ADJUDICATAIRE accorde au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, d'adapter, de publier et de traduire les dessins d'atelier, le programme de prévention élaboré en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., c S-2.1), les rapports ou comptes rendus et, généralement, tous autres documents à être réalisés en vertu du Contrat, aux fins des activités et objets du Chargé de Projet ou, le cas échéant, du DONNEUR D'ORDRE. Cette licence est accordée sans limite territoriale et sans limite de temps.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Travaux

2.01.01 Prix

En guise de contrepartie à l'exécution des Travaux, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le(s) montant(s) indiqué(s) au Bordereau de Prix.

2.02 Licence

La contrepartie pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de ce contrat est incluse dans la rémunération versée à l'ADJUDICATAIRE pour l'exécution des Travaux.

2.03 Ajustement

2.03.01 Règle

Il est interdit aux PARTIES de demander un ajustement du prix du Contrat dans les cas suivants :

a) lorsqu'il se produit un retard ou un arrêt dans les Travaux ou pour tout coût additionnel attribuable au non-respect par l'ADJUDICATAIRE, ses employés, mandataires, Sous-Contractants et fournisseurs d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) un manquement d'un Sous-Contractant ou son remplacement suite au non-redressement de ce manquement;

c) l'insolvabilité ou la cession de biens ou la faillite d'un Sous-Contractant et son remplacement;

d) lorsque l'ADJUDICATAIRE néglige de signaler des défauts ou des déficiences au regard des travaux des autres entrepreneurs ayant un impact sur ses Travaux en temps opportun;

Dans les autres cas, l'ajustement à la hausse ou à la baisse du prix du Contrat est admis, au cas par cas, sujet aux modalités qui suivent.

2.03.02 Autres entrepreneurs

Si le DONNEUR D'ORDRE exerce son droit d'adjuger des contrats distincts à d'autres entrepreneurs relativement à des travaux connexes autres que ceux prévus au Contrat, les obligations de l'ADJUDICATAIRE d'agir en tant que maître d'œuvre demeurent inchangées. Le cas échéant, le prix du Contrat est toutefois augmenté d'un montant équivalent à DIX POUR CENT (10 %) du coût des contrats distincts.

2.03.03 Travaux refusés

Dans le cas des Travaux défectueux, si, après consultation auprès du DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel concerné avise l'ADJUDICATAIRE qu'il n'est pas nécessaire de rectifier les Travaux défectueux ou non conformes en vertu des Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE déduit du prix du Contrat la différence de valeur entre les Travaux tels qu'exécutés et ceux prévus au Contrat. Le montant de cette différence de valeur est déterminé par le DONNEUR D'ORDRE sur recommandation des Professionnels concernés.

2.03.04 Matières dangereuses

En cas de présence avérée ou soupçonnée de matières dangereuses à l'endroit où s'exécutent les Travaux, si les mesures prises par l'ADJUDICATAIRE en vertu de la clause 10.22.01 du Contrat ont pour effet de retarder l'exécution des Travaux ou d'entraîner pour lui des frais additionnels, l'ADJUDICATAIRE est remboursé du supplément raisonnable du coût causé par le retard et par le fait qu'il a pris ces mesures.

2.03.05 Demande de Changement

Si le DONNEUR D'ORDRE transmet une demande de Changement à l'ADJUDICATAIRE, celui-ci doit soumettre un prix ou un crédit détaillé sur le formulaire «Ordre de changement» reproduit à l'annexe 2.03.08 dans un délai de CINQ (5) jours suivant réception de la demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. Après la réception du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de sa proposition.

2.03.06 Détermination de la valeur

La valeur de tout Changement est déterminée selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes à savoir:

a) estimation, négociation et acceptation d'un prix forfaitaire ventilé, lequel est déterminé sur la base des taux de majoration prévus au paragraphe c) du présent alinéa pour les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE;

b) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire, application des prix unitaires mentionnés au Contrat ou convenus par la suite;

c) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire ou d'appliquer les prix unitaires, cumul du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement lié au changement, majoré des pourcentages suivants :

i) QUINZE POUR CENT (15 %) lorsque les travaux sont exécutés par l'ADJUDICATAIRE;

ii) DIX POUR CENT (10 %) pour l'ADJUDICATAIRE et QUINZE POUR CENT (15 %) pour le Sous-Contractant, lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-Contractant.

Aux fins de l'application du paragraphe c) du premier alinéa, le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement correspond au coût réel des éléments décrits à la clause 2.03.07. La majoration inclut les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE.

2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement

L'ADJUDICATAIRE doit faire la démonstration de chaque dépense liée à un changement. Le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement attribuable à l'exécution du changement aux travaux correspond aux coûts réels de l'ADJUDICATAIRE et des Sous-Contractants, sur les éléments suivants :

a) les salaires et charges sociales versés aux ouvriers conformément à une convention collective applicable ainsi qu'au contremaître et, le cas échéant, au surintendant qui supervise les salariés sur le chantier;

b) les frais de déplacement et d'hébergement des salariés additionnels requis;

c) le coût de tous les matériaux, produits, fournitures, incluant les matériaux incorporés à l'ouvrage en raison du changement aux travaux, y compris les frais de transport, d'entreposage et de manutention de ceux-ci, le tout correspondant au plus bas prix consenti à l'ADJUDICATAIRE et aux Sous-Contractants;

d) les taxes et autres droits imposés par toute autorité compétente sur la main-d'oeuvre, les matériaux et l'équipement requis et auxquels l'ADJUDICATAIRE est assujetti, à l'exclusion de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) lorsque l'organisme public en est exempt;

e) le coût de transport et d'utilisation d'équipements et d'outils additionnels requis, autres que ceux à main utilisés par les salariés;

f) le coût additionnel du contrôle de la qualité des travaux relatifs au changement par le responsable de l'assurance-qualité ou le surintendant;

g) les redevances et les droits de brevet applicables;

h) les primes additionnelles de cautionnements et d'assurances que l'ADJUDICATAIRE doit payer à la suite de l'augmentation du prix de son contrat;

i) les frais d'énergie et de chauffage directement attribuables au changement;

j) le coût d'enlèvement et d'élimination des ordures et débris attribuables au Changement;

k) les protections, installations temporaires et les ouvrages de sécurité additionnels nécessaires;

l) tout autre coût de main-d'œuvre, de matériaux et d'équipement additionnel requis, non spécifié aux paragraphes qui précèdent et attribuable à l'exécution du changement.

2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement

a) **Détermination unilatérale**

Après réception de la position du DONNEUR D'ORDRE à l'égard du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, si ces derniers ne peuvent, après une première démarche de négociation, s'entendre sur la valeur d'un changement, le montant estimé et ventilé du changement exigé est alors déterminé par le DONNEUR D'ORDRE dans l'ordre de changement. L'ordre de Changement est produit sur le formulaire «Ordre de Changement» reproduit à l'annexe 2.03.08.

b) **Avis de différend**

Dans un tel cas, l'ADJUDICATAIRE peut, dans les quinze (15) jours de la délivrance de l'ordre de Changement, dénoncer par écrit au DONNEUR D'ORDRE un avis de différend à

ce sujet en exposant les points en litige, ses prétentions à l'égard de ceux-ci, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives. Le cas échéant, ce différend doit être résolu selon la procédure prévue à la sous-section 12.02 du Contrat.

2.04 Fin du Contrat

Nonobstant ce qui précède, si, conformément à la section 13.00, le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat et prend possession du chantier l'ADJUDICATAIRE n'a droit qu'aux indemnités prévues ci-après.

2.04.01 Travaux et biens fournis

L'ADJUDICATAIRE n'a alors droit, en proportion du prix convenu, qu'aux frais et dépenses actuelles, à la valeur des Travaux exécutés avant la notification de la résiliation ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens fournis, lorsque ceux-ci ne peuvent lui être remis et qu'il ne peut les utiliser.

2.04.02 Matériaux et frais démobilisation

Les frais relatifs aux matériaux livrés au chantier, à la main-d'œuvre et au matériel de construction, à l'équipement, aux activités de repliement et autres activités de démobilisation sont remboursés à l'ADJUDICATAIRE à la condition qu'il les justifie et qu'ils soient certifiés par le Professionnel Désigné.

2.04.03 Profits ou dommages

L'ADJUDICATAIRE, outre ce qui est prévu ci-devant, n'a droit à aucune autre compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ou pour dommages-intérêts.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Méthode de paiement

L'ADJUDICATAIRE doit adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit communiquer avec le DONNEUR D'ORDRE à la suite de l'adjudication du Contrat.

3.02 Procédure

3.02.01 Demande de paiement

Les demandes de paiement sont présentées, mensuellement ou selon le calendrier de paiement établi par le DONNEUR D'ORDRE, au Professionnel Désigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le formulaire obligatoire que l'ADJUDICATAIRE doit utiliser pour faire une demande de paiement est reproduit à l'annexe 3.02.01 des présentes.

3.02.02 Contenu obligatoire

Les demandes de paiement doivent porter la date du dernier jour du mois et le montant réclamé doit correspondre à la valeur des travaux exécutés et des matériaux incorporés à

l'œuvre à cette date au prorata du prix du contrat y compris, le cas échéant, les taxes applicables dont la TPS et la TVQ. Les approvisionnements sur le chantier en sont exclus, à moins d'une autorisation spéciale du DONNEUR D'ORDRE. Ces demandes doivent totaliser la valeur des travaux parachevés, déduction faite du total des paiements antérieurs.

3.02.03 Déclaration solennelle

Les demandes de paiement, incluant toutes les pièces justificatives requises, doivent parvenir au Professionnel Désigné dans les cinq (5) jours suivant la fin de la période. Toute demande de paiement à l'exception de la première doit être accompagnée d'une déclaration solennelle de l'ADJUDICATAIRE, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.03, à l'effet qu'il a acquitté tous comptes dus aux Sous-Contractants, ouvriers et fournisseurs de matériaux et tous autres frais figurant dans la précédente demande de paiement.

3.02.04 CCQ et CNESST

Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE présente avec chaque demande de paiement, y compris la première, un certificat attestant que toutes les contributions exigibles par la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ont été versées.

3.02.05 Certificat de paiement

Sur réception d'une demande de paiement de l'ADJUDICATAIRE, le Professionnel Désigné délivre un certificat de paiement, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.05, au montant demandé ou établi après vérification. Une copie de la demande de paiement vérifiée est transmise à l'ADJUDICATAIRE.

3.02.06 Preuve d'assurance

Avant que le premier paiement ne soit effectué par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE une copie de la police d'assurance responsabilité et dommage matériel et de la police d'assurance multirisque de chantier ainsi que les avenants à ces polices, de même que le calendrier d'exécution des Travaux et toute mise à jour de celui-ci.

3.02.07 Paiement

Sous réserve des retenues prévues à la sous-section 3.03, le délai de paiement est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la réception du certificat de paiement, accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

3.02.08 Quittance partielle

Par ailleurs, sur demande du DONNEUR D'ORDRE lorsque des circonstances ou des motifs le justifient, l'ADJUDICATAIRE doit, avec chaque demande de paiement, produire une quittance partielle, en la forme prescrite à l'annexe 3.02.08, dûment complétée et signée par le ou les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux identifiés par le DONNEUR D'ORDRE, attestant le paiement des sommes qui leur sont dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.02.09 Réserve

Il est entendu entre les PARTIES qu'un paiement ne constitue pas une acceptation des Travaux.

3.02.10 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.02.11 Ordre de Changement

La procédure de paiement décrite dans la présente section s'applique, en faisant les adaptations nécessaires aux sommes supplémentaires qui deviennent dues à la suite d'un ordre de Changement. Si, par contre, un ordre de Changement engendre une réduction quelconque du prix du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit joindre, à la demande de paiement qui suit ou à tout autre moment dont il peut convenir avec le DONNEUR D'ORDRE, cette demande de Changement la note de crédit correspondant au montant de la réduction ainsi générée.

3.03 Retenues

3.03.01 Détermination du montant

Le DONNEUR D'ORDRE effectuera des retenues sur les montants payables à l'ADJUDICATAIRE selon les modalités suivantes :

a) Dans tous les cas, lorsqu'une hypothèque légale de construction est inscrite, le propriétaire se réserve le droit de retenir, à même les paiements effectués à l'ADJUDICATAIRE, un montant égal à la créance augmenté de VINGT POUR CENT (20%).

b) des retenues de DIX POUR CENT (10%) sur chacun des paiements sont effectuées, lesquelles sont remises dans les QUARANTE-CINQ (45) jours suivant la date de la réception sans réserve des Travaux, sujet à ce qui suit;

c) l'ADJUDICATAIRE reconnaît que les DIX POUR CENT (10%) de retenues cumulatives demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE jusqu'à ce que l'ADJUDICATAIRE établisse qu'il a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des gages, matériaux et services;

d) l'ADJUDICATAIRE accepte en conséquence que le DONNEUR D'ORDRE puisse, après avis préalable, utiliser ces montants, en tout ou en partie, pour le remboursement des créanciers au sens du texte de la formule de cautionnement des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services fournie dans les Documents d'Appel d'Offres;

e) l'ADJUDICATAIRE accepte également que les paiements effectués directement à ces créanciers soient considérés comme ayant été effectués à lui-même et qu'ils soient déduits des montants qui lui seraient dus en vertu du contrat.

Pour que le paiement de cette retenue soit effectué, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, d'une part, les quittances complètes et finales de tous les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux ayant dénoncé leur contrat, et ce, conformément au formulaire prévu à l'annexe 3.03.01 d'autre part, un état certifié de tous les droits réels publiés depuis la date de signature du contrat, l'état devant être émis au moins trente (30) jours suivant la date de la signature par le DONNEUR D'ORDRE du certificat de réception avec réserve.

3.03.02 Hypothèques légales

Pour obtenir le paiement du solde du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avec sa demande de paiement, une copie certifiée (portant le timbre du bureau de la publicité des droits et la signature originale de l'officier de la publicité des droits) de l'index aux immeubles (registre foncier à l'entrée en vigueur du registre) couvrant la période allant de la date de signature du Contrat jusqu'à TRENTE ET UN (31) jours après la date de la réception sans réserve des Travaux et établissant qu'aucune hypothèque légale n'a été enregistrée sur l'immeuble faisant l'objet du Contrat. Advenant l'enregistrement d'hypothèques légales pour des Travaux prévus en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de lever lui-même ces hypothèques en utilisant le solde du Contrat.

3.03.03 Sous-Contractant hors Québec

Outre les retenues prévues à la présente clause, si l'ADJUDICATAIRE utilise un Sous-Contractant qui n'a pas d'établissement au Québec, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir, à même le prix du Contrat, un montant équivalant à DIX POUR CENT (10 %) du montant du Sous-Contrat impliqué, sans préjudice à tout autre droit et recours du DONNEUR D'ORDRE.

3.03.04 Demande d'indemnisation

Si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'une demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE alors que celui-ci lui doit encore des sommes d'argent en vertu du Contrat, il est convenu qu'en pareilles circonstances le DONNEUR D'ORDRE peut retenir de telles sommes, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande d'indemnisation, et, dans la mesure où cette décision lui est favorable, opérer compensation.

3.04 Travaux différés

Après l'émission du Certificat de réception sans réserve englobant les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE libère la retenue qu'il a effectuée pour les Travaux (valeur des Travaux majorés de 20 %).

3.05 Délégation de paiement

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur l'administration fiscale* (L.R.Q., c. A-6.002), lorsque l'ADJUDICATAIRE est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, le ministre ou le DONNEUR D'ORDRE, dans le cas où ce dernier est un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de cette loi, peut, s'il en est requis par le ministre du Revenu, transmettre à celui-ci en tout ou en partie le montant payable en vertu du Contrat afin que le ministre puisse affecter en tout ou en partie ce montant au paiement de cette dette.

3.06 Fin du Contrat

3.06.01 Restitution d'avance

Si le DONNEUR D'ORDRE met fin au Contrat conformément à la Partie 13.00 et si l'ADJUDICATAIRE avait, lors de la signature de celui-ci obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier à moins qu'il puisse démontrer au DONNEUR D'ORDRE qu'il ait droit de conserver celle-ci pour les Travaux exécutés.

3.06.02 Compensation

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'opérer compensation entre le montant total de ces frais et tout montant dû à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat ou autrement.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garanties d'exécution et des obligations

4.01.01 Constitution

Sous peine de se voir retirer le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de l'envoi de l'Avis d'Adjudication, fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution et une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services qui doivent être, chacune, d'un montant équivalant à CINQUANTE POUR CENT (50 %) du montant du contrat, sous forme de cautionnement émis en faveur du DONNEUR D'ORDRE par une Institution Financière et qui doivent être conformes aux dispositions des modèles de cautionnement d'exécution et de cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services reproduits respectivement aux annexes 4.02A et 4.02B du Formulaire de Soumission;

4.01.02 Ajustement

Si le Contrat fait l'objet d'une ou plusieurs Demandes de Changement et s'il en résulte une hausse du montant initial du Contrat de DIX POUR CENT (10 %) ou plus, l'ADJUDICATAIRE doit fournir de nouvelles garanties basées sur le montant révisé du Contrat.

4.01.03 Maintien

Les garanties offertes sous forme de cautionnement sont valables pour toute la durée du Contrat.

4.02 Préavis à la caution

4.02.01 Demande d'exécution

Advenant un défaut de l'ADJUDICATAIRE, si ce dernier a remis une garantie d'exécution sous forme de cautionnement, le DONNEUR D'ORDRE avise la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat.

4.02.02 Indemnisation

À défaut par la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat dans les délais prescrits par le DONNEUR D'ORDRE, le Contrat est résilié de plein droit et la caution doit verser au DONNEUR D'ORDRE la différence entre le prix qui aurait été payé à l'ADJUDICATAIRE et celui qui doit être payé à toute Personne qui est appelée à exécuter le Contrat ainsi que tout coût occasionné au DONNEUR D'ORDRE par l'inexécution des obligations et conditions prévues au Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, pouvoirs et autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Assurances

L'ADJUDICATAIRE déclare avoir souscrit à des polices d'assurance suffisantes pour couvrir les principaux risques inhérents à l'exécution des Travaux. De plus, il atteste être assuré en prévision de toute réclamation pouvant impliquer sa responsabilité civile.

7.03 Permis, licences et autres autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences et autres autorisations requis par les autorités publiques compétentes en relation avec ses activités et pour exécuter les Travaux.

7.04 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.05 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.06 Ressources

L'ADJUDICATAIRE possède l'expertise et les ressources nécessaires pour exécuter les Travaux conformément aux Plans et Devis et, le cas échéant, dans les délais indiqués à l'Échéancier.

7.07 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

7.08 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE reconnaissant qu'un tel geste constitue une infraction suivant le *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes municipaux* (RLRQ, chapitre C-19, r. 3), justifiant un constat d'infraction, déclare, aux fins de l'obtention du Contrat, ne pas avoir transmis une attestation de Revenu Québec contenant des renseignements faux ou inexacts.

7.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits d'utilisation de la Propriété Intellectuelle requise pour exécuter les Travaux soit en qualité de titulaire de celle-ci ou par voie de licence.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Chargé de projet

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, d'aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

9.02 Accès aux Plans et Devis

9.02.01 Transmission

Trois (3) exemplaires originaux en version papier et un exemplaire en version reproductible, des Plans et Devis émis pour construction doivent être fournis sans frais à l'ADJUDICATAIRE. Toute copie supplémentaire réclamée par l'ADJUDICATAIRE sera facturée au coût de 52 $ par copie.

9.02.02 Obtention de permis

Au surplus, lorsque de tels documents nécessaires à l'exécution des Travaux sont requis pour l'obtention de tout permis par l'ADJUDICATAIRE, ces exemplaires doivent être remis, sans frais, à l'ADJUDICATAIRE à sa demande expresse.

9.02.03 Compléments

Au besoin, des détails et des instructions qui peuvent se traduire, en outre, sous forme de documents graphiques ou écrits, d'échantillons ou de maquettes qui deviennent des Documents d'Appel d'Offres, doivent également être transmis à l'ADJUDICATAIRE.

9.03 Accès au chantier

Le DONNEUR D'ORDRE doit, pendant toute la durée des Travaux, assurer à l'ADJUDICATAIRE le plein accès des lieux où ceux-ci s'exécutent.

9.04 Autres entrepreneurs

Dans la mesure où le DONNEUR D'ORDRE fait appel à d'autres entrepreneurs pour exécuter des travaux se rapportant au même projet, ce dernier doit exiger de leur part des

couvertures d'assurance suffisantes dans la mesure où les travaux visés par le contrat de l'ADJUDICATAIRE peuvent être touchés.

9.05 Évaluation et acceptation

9.05.01 Droit de refus

a) **Procédure**

Malgré toute autorisation ou approbation donnée aux fins de rémunération aux différentes étapes d'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit, lors de la réception définitive des Travaux se rapportant à la réalisation d'un ouvrage matériel ou intellectuel quelconque, de refuser, en tout ou en partie, ceux qui ne sont pas exécutés conformément aux exigences des Plans et Devis.

b) **Motif sérieux**

Toutefois, le DONNEUR D'ORDRE ne peut refuser les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE que pour une bonne et valable raison relative à la qualité du travail, compte tenu de ce qui est demandé à l'ADJUDICATAIRE et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

9.05.02 Avis

Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE fait connaître par avis écrit son refus d'une partie ou de l'ensemble des travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE dans les DIX (10) jours de la réception définitive des Travaux. L'absence d'avis dans le délai prescrit signifie que le DONNEUR D'ORDRE accepte les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE.

9.05.03 Exécution par un tiers

Si l'ADJUDICATAIRE omet ou refuse d'exécuter les Travaux correctifs dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE, ce dernier se réserve le droit de faire reprendre les Travaux par un tiers aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

9.06 Demande de Changement

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sans entraîner la nullité du Contrat, apporter des changements aux Travaux. Le montant du Contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05 des présentes. Ces changements entraînent également une modification du délai d'exécution ainsi que de la commande d'exécution.

9.07 Matières dangereuses

9.07.01 Présomption

Pour les fins de la législation environnementale applicable, le DONNEUR D'ORDRE est réputé avoir la maîtrise de l'endroit où s'exécutent les Travaux et être responsable de l'administration de celui-ci, pour ce qui est des conditions existantes.

9.07.02 Contrôle et divulgation

Avant que l'ADJUDICATAIRE ne commence les travaux, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables pour vérifier si des substances ou matières toxiques ou dangereuses sont présentes à l'endroit où s'exécutent les Travaux et fournir par écrit à l'ADJUDICATAIRE, le cas échéant, la liste de ces substances et matières.

9.07.03 Prévention contre exposition

Le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à des substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'emplacement de l'ouvrage avant que l'ADJUDICATAIRE commence les Travaux.

9.07.04 Élimination ou neutralisation

Sauf si le Contrat stipule expressément qu'il en est autrement, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à la loi, pour éliminer, entreposer ou rendre inoffensives de quelque autre façon les substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'endroit où s'exécutent les Travaux avant que l'ADJUDICATAIRE commence ceux-ci.

9.08 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Assurance

10.01.01 Responsabilité civile générale

L'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance responsabilité civile générale conformément aux conditions et modalités à l'Annexe 10.01.01 « Avenant à la police de responsabilité civile générale » jusqu'à la réception sans réserve de l'ensemble des Travaux au moyen soit d'une police distincte, soit d'un avenant à une police déjà existante, une assurance responsabilité civile générale comportant une limite d'indemnité unique au montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 $) par événement, ou à tout autre montant prévu au Contrat, pour dommages corporels (y compris la mort en résultant) et pour dommages matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'évènement et couvrant :

a) le risque des lieux et activités;

b) le risque des produits et des travaux terminés;

c) le risque de responsabilité assumée en vertu d'un contrat, formule globale, et couvrant les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux de l'ADJUDICATAIRE;

d) le risque découlant d'ascenseurs et de monte-charges, le cas échéant;

e) le risque relatif aux préjudices personnels;

f) le risque des travaux d'étayage, de dynamitage, d'excavation, de reprises en sous-œuvre, de démolition, de battage de pieux, de travaux de souterrains, de percements de tunnels, de travaux de nivellement, le cas échéant;

g) le risque de responsabilité automobile des non-propriétaires;

h) le risque de responsabilité civile contingente des patrons;

i) l'avenant d'extension du terme assuré aux employés de l'assuré désigné;

j) l'avenant dommages matériels formule étendue.

10.01.02 Chantier

a) **Souscription et maintien**

À moins d'indication contraire stipulée dans le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance de chantier conformément aux conditions et modalités établies à l'Annexe 10.01.02 intitulé « Avenant à la police d'assurance de chantier ».

b) **Couverture**

L'assurance doit être constituée par une police d'assurance de chantier (formule globale) et couvrir la pleine valeur assurable des Travaux établie en fonction du prix du Contrat et la pleine valeur déclarée des matériaux, produits et équipements qui doivent être fournis par le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'incorporation à l'ouvrage. L'assurance doit tenir compte des intérêts du DONNEUR D'ORDRE, de l'ADJUDICATAIRE, des Sous-Contractants et de toute autre Personne ayant un intérêt assurable dans les Travaux.

10.01.03 Preuve d'assurance

L'ADJUDICATAIRE doit remettre promptement après l'entrée en vigueur du Contrat, une copie de chaque police d'assurance qui doit répondre aux exigences de la présente sous-section 10.01.

10.01.04 Émetteur

Ces polices d'assurance doivent être souscrites auprès d'une Institution Financière et doivent prévoir un avis écrit d'au moins TRENTE (30) jours aux PARTIES en cas d'annulation ou de réduction de couverture.

10.01.05 Maintien de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette section ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.02 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE doit identifier un représentant possédant la délégation de pouvoir suffisante pour discuter avec le DONNEUR D'ORDRE des aspects contractuels du projet. Il doit entretenir un dialogue avec le représentant du DONNEUR D'ORDRE afin d'évaluer et de solutionner les problèmes relatifs à la réalisation du projet.

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir le consentement du DONNEUR D'ORDRE avant de remplacer cette personne. Dans un tel cas, le DONNEUR D'ORDRE peut, à sa discrétion :

a) accepter le changement si la personne proposée en remplacement est équivalente à celle initialement identifiée et si l'ADJUDICATAIRE assume le transfert des connaissances;

b) refuser le changement s'il juge que la personne proposée n'est pas équivalente à celle initialement identifiée et obliger l'ADJUDICATAIRE à poursuivre avec la personne initiale.

10.04 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat. L'ADJUDICATAIRE s'engage également à faire tous les menus travaux usuels et nécessaires au parachèvement des Travaux et afin de les rendre conformes à l'usage auquel ils sont destinés, qu'ils aient été ou non spécifiés dans les Plans et Devis.

10.05 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.07 Conflits d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.08 Liens d'affaires

Pendant la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et une Personne ayant participé à la préparation de l'Appel d'Offres dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.09 Meilleur Effort

L'ADJUDICATAIRE s'engage à déployer son Meilleur Effort dans l'exécution des Travaux. Il doit en outre, exécuter ceux-ci conformément aux normes et codes spécifiés ou cités en référence dans le Devis. En l'absence de mention quant aux normes à respecter au sein du Devis, les Travaux doivent être conformes ou supérieurs aux normes et codes provinciaux ou municipaux en vigueur au moment. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes ont préséance.

10.10 Autorisation de contracter

10.10.01 ADJUDICATAIRE

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger l'ADJUDICATAIRE à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.02 Sous-contractant

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.03 Montant du Contrat

Si, en cours d'exécution du Contrat, le montant du Contrat devient égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement du Québec, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir une autorisation de contracter délivrée par l'AMP.

10.11 Conformité

10.11.01 Lois applicables

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de s'assurer que les Travaux sont exécutés conformément aux Lois applicables. L'ADJUDICATAIRE doit notamment veiller à ce que les Travaux soient exécutés conformément au *Code de construction* adopté en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, chapitre B-1.1).

10.11.02 Traçabilité des sols contaminés excavés

L'ADJUDICATAIRE doit se conformer au *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* pour le transport de sols contaminés, c'est-à-dire les sols qui contiennent un ou des contaminants provenant d'une activité humaine, peu importe la valeur de concentration de ces derniers. De façon plus particulière, l'ADJUDICATAIRE doit aussi respecter les dispositions prévues à cet effet au Devis, le cas échéant.

10.11.03 Permis et autorisations

a) **Obtention**

L'ADJUDICATAIRE doit se munir de tous les permis, licences, brevets et certificats nécessaires à l'exécution des Travaux, respecter et faire respecter les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, ordonnances, codes, décrets et conventions collectives touchant la construction ou la main-d'œuvre et fournir, sur demande du Professionnel Désigné ou du DONNEUR D'ORDRE, la preuve de leur observance. Les frais afférents à l'obtention des documents ci-dessus indiqués doivent être inclus dans le prix de la soumission.

b) **Maintien**

Sauf indication contraire, l'ADJUDICATAIRE doit maintenir tout permis, licence, accréditation ou autorisation nécessaire à l'exécution des Travaux; il doit les garder valides pendant toute la durée du Contrat. Dans tous les cas, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces permis et certificats

c) **Formalités**

L'ADJUDICATAIRE doit également remplir le formulaire «Déclaration de travaux» disponible auprès de la Régie du bâtiment du Québec et lui retourner dans les délais prescrits, avec copie au DONNEUR D'ORDRE.

10.11.04 Commission de la Construction du Québec

L'ADJUDICATAIRE doit être enregistré à titre d'employeur à la *Commission de la Construction du Québec* (CCQ) et veiller à ce qu'il n'y ait pas de «travail au noir» sur le chantier. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'exiger de l'ADJUDICATAIRE une lettre d'état de la situation émise par la CCQ.

10.11.05 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

a) **Maître d'oeuvre**

L'ADJUDICATAIRE est seul à être considéré comme le maître d'œuvre du Chantier au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1), la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, chapitre A-3.001) et leurs règlements afférents.

b) **Exigence**

Tout chantier de construction doit être conçu et tenu de façon à protéger les travailleurs contre les risques professionnels et à en assurer la salubrité. La responsabilité d'éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute Personne dans les limites du chantier incombe à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Respect**

L'ADJUDICATAIRE, reconnaissant qu'il a, à compter du début des Travaux, le contrôle total du chantier pendant l'exécution des Travaux, en tant que maître d'œuvre, s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les Personnes impliquées dans l'exécution des Travaux respectent les ordonnances, normes et règlements de la CNESST, dont notamment le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4).

d) **Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19)**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre connaissance du document « Guide de normes sanitaires en milieu de travail pour le secteur de la construction - COVID-19 », accessible sur le site-web de la CNESST, soit au https://www.cnesst.gouv.qc.ca/salle-de-presse/covid-19/Documents/DC100-2150-guide-construction.pdf. Il doit exécuter le Contrat en respectant les mesures contenues dans ce document. De plus, l'ADJUDICATAIRE doit s'informer périodiquement des mises à jour qui sont apportées au document et adapter ses pratiques en conséquence.

e) **Avis à la CNESST**

L'ADJUDICATAIRE doit, au début et à la fin des activités sur le chantier de construction, transmettre à la CNESST un avis d'ouverture et un avis de fermeture du chantier dans les délais et selon les modalités prévues par règlement. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir une copie de l'avis d'ouverture du Chantier au DONNEUR D'ORDRE.

f) **Attestation**

L'ADJUDICATAIRE ayant un établissement au Québec s'engage à fournir, avant le début des travaux, une attestation de conformité délivrée par la CNESST. Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation s'il y a lieu.

g) **Accident**

Dans les VINGT-QUATRE (24) heures qui suivent un accident, l'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE une copie de l'avis d'accident qu'il a donné à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements demandés par le DONNEUR D'ORDRE concernant cet accident.

h) **Défaut**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'aviser la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre les Travaux selon la gravité du défaut conformément aux dispositions de la section « Inspection ».

10.11.06 Loi sur le tabagisme

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer du respect de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme* (RLRQ, chapitre L-6.2) auprès des travailleurs et autres personnes circulant sur le chantier de construction. Il est redevable de rembourser au DONNEUR D'ORDRE ou à l'établissement visé par les Travaux, le coût des amendes et des frais découlant de toutes infractions aux dispositions de la Loi précitée et des règlements applicables par les travailleurs œuvrant sur le chantier de construction.

10.12 Main-d'œuvre

10.12.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard de la main-d'œuvre affectée à l'exécution des Travaux et il doit assumer tous les droits, obligations et responsabilités se rapportant à ce statut. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.12.02 Main-d'œuvre

L'ADJUDICATAIRE est tenu de fournir une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante afin d'assurer l'exécution optimale des Travaux et de s'assurer que la main d'œuvre détient tous les permis, accréditations et certificats nécessaires.

10.12.03 Exclusions

a) **Anciens employés**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ne pas embaucher ou retenir les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ou ayant été à l'emploi du DONNEUR D'ORDRE, aux fins de l'assigner directement ou indirectement à l'exécution du présent Contrat, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Motif sérieux de refus**

Le DONNEUR D'ORDRE peut refuser de donner son autorisation s'il juge que les informations confidentielles ou stratégiques que cette personne a pu obtenir dans le cadre de son emploi chez le DONNEUR D'ORDRE risquent de lui être préjudiciables.

10.12.04 Entrée et sortie

Chaque employé doit signer un registre de présence au poste de contrôle de l'édifice du DONNEUR D'ORDRE et ce à chaque fois qu'il entre ou sort de l'édifice.

10.12.05 Identification

Le personnel de l'ADJUDICATAIRE doit porter en tout temps des papiers officiels d'identification personnelle et d'identification de l'ADJUDICATAIRE.

10.12.06 Conduite

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, faire preuve de diligence, d'intégrité, de probité et de bonne foi à l'endroit des personnes qu'il sollicite pour intervenir dans le cadre de l'exécution des Travaux. Il doit en outre s'assurer de la bonne tenue de ses employés et limiter leurs déplacements dans l'édifice aux exigences particulières des Travaux à effectuer.

10.12.07 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE est responsable des actes et omissions de ses employés et de ses représentants autorisés dans l'accomplissement des obligations qui leur incombent en vertu du Contrat et aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée de manière à libérer l'ADJUDICATAIRE d'une quelconque responsabilité lui incombant.

10.13 Sous-contrat

10.13.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat à condition de respecter les exigences prévues ci-après.

10.13.02 Liste des sous-contractants

L'ADJUDICATAIRE peut uniquement conclure un Sous-Contrat avec les Sous-Contractants identifiés dans la liste jointe à sa Soumission. De plus, toute modification à la liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, les exigences prévues ci-après demeurent applicables.

10.13.03 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses Sous-Contractants.

10.13.04 RENA

Avant de conclure tout Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que le Sous-Contractant n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

10.13.05 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE s'engage, lorsque requis par la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), à obtenir de la part de ses Sous-Contractants une attestation de Revenu Québec.

10.13.06 Établissement

L'ADJUDICATAIRE doit engager des Sous-Contractants ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins qu'il ne démontre à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE qu'il n'existe pas de Sous-Contractants dans une spécialité donnée au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental. Dans le cas où l'ADJUDICATAIRE ne fait pas cette démonstration à la satisfaction de l'ORGANISME PUBLIC, ce dernier peut exiger que l'ADJUDICATAIRE choisisse un Sous-Contractant ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, sans changer le prix total du Contrat.

10.13.07 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout Sous-Contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. Malgré la conclusion d'un Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un Sous-Contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.13.08 Répartition des Travaux

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de la répartition des Travaux entre ses Sous-Contractants. Aucun ajustement de prix ne peut être fondé sur un différend dans l'interprétation des Plans et Devis quant au corps de métier qui doit fournir ou poser certains articles spéciaux ou certains matériaux.

10.13.09 Restrictions

L'ADJUDICATAIRE doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis.

10.13.10 Proportion

Le DONNEUR D'ORDRE peut faire connaître aux Sous-Contractants le pourcentage de leurs Travaux qui a été certifié pour fin de paiement.

10.13.11 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit protéger les droits du DONNEUR D'ORDRE en ce qui concerne la partie de l'exécution du Contrat qui est sous-contractée. Il doit notamment :

a) conclure une entente écrite avec chaque Sous-Contractant pour l'obliger à exécuter le Sous-Contrat conformément aux exigences du Devis;

b) incorporer les modalités du Devis dans l'entente écrite conclue avec chaque Sous-Contractant;

c) s'assurer de la coordination des Sous-Contractants et être pleinement responsable de leurs actes et omissions;

d) exiger des Sous-Contractants qu'ils répondent aux mêmes exigences que l'ADJUDICATAIRE en matière d'assurances, lesquelles sont prévues à la section 10.01.

10.13.12 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un Sous-Contractant pour un motif sérieux.

10.14 Échéancier

10.14.01 Contenu

L'Échéancier doit être conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres et exposer au moins les éléments tels, le phasage, chacune des phases d'acceptation du projet en indiquant les interventions d'architecture, de structure, de mécanique /électricité et de génie civil, le cheminement critique, les dates jalons, les délais de livraison et de réception des travaux le cas échéant pour chacune des phases et avancement prévu et réel des travaux.

10.14.02 Remise

Si l'Échéancier n'a pas été remis avec sa Soumission, l'ADJUDICATAIRE doit, au plus tard à la première assemblée de chantier, le remettre au Professionnel Désigné pour contrôle et commentaires des Professionnels et du DONNEUR D'ORDRE.

10.14.03 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à exécuter les Travaux selon l'Échéancier et à tenir le DONNEUR D'ORDRE informé, en temps opportun, de tout retard ou manquement à cet égard afin de lui permettre de remédier aux conséquences d'un tel retard.

10.14.04 Suivi

À chaque réunion de chantier l'ADJUDICATAIRE doit illustrer les activités ou tâches qu'il entend réaliser au chantier au cours des DEUX (2) semaines subséquentes à son calendrier

d'exécution, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer les mesures prises ou qu'il entend prendre pour respecter son calendrier révisé.

10.14.05 Mise à jour continue

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir à jour l'Échéancier. À cet égard, chaque demande de paiement doit être accompagnée d'un Échéancier mis à jour et conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, illustrant l'état d'avancement des travaux, incluant toutes les modifications apportées aux travaux selon les ordres de Changement émis par le DONNEUR D'ORDRE, et tenant compte aussi de tout autre évènement pouvant affecter sensiblement le chantier dénoncé en vertu de la clause 10.15 du Contrat.

10.15 Délai de réalisation des Travaux

10.15.01 Point de départ

Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué à l'avis d'appel d'offres. Ce délai se calcule à compter, soit la date de signature du contrat, soit de la date d'autorisation par le DONNEUR D'ORDRE de débuter les travaux après l'obtention des assurances et des garanties requises.

10.15.02 Cas de prolongation

L'ADJUDICATAIRE peut avoir droit à une prolongation du délai de réalisation des travaux et à des frais inhérents lorsque les travaux sont retardés par suite d'un acte du DONNEUR D'ORDRE ou de son représentant, d'un autre fournisseur ou de ses employés, d'une ordonnance d'un tribunal ou autre administration publique rendue pour une cause non imputable à l'ADJUDICATAIRE ou à son représentant, d'un cas fortuit ou de force majeure.

10.15.03 Autorisation

Toute prolongation du délai de réalisation des travaux et les frais inhérents doivent cependant faire l'objet d'une autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE, sur demande écrite de l'ADJUDICATAIRE à cette fin adressée au DONNEUR D'ORDRE avec copie au Professionnel Désigné, dans les QUINZE (15) jours du début de l'évènement qui occasionne un retard ou de la date de la constatation de l'évènement occasionnant ce retard de l'avis de l'ADJUDICATAIRE. Dans cette demande, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer comment un tel évènement peut avoir un effet sur le cheminement critique des travaux du projet prévu à l'Échéancier.

10.16 Régie du Projet

10.16.01 Maîtrise des Travaux

a) **Portée**

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité complète des Travaux. Il doit les diriger et les contrôler efficacement. Il est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences, procédures et coordination de toutes les parties des Travaux en vertu du Contrat,

ainsi que de la conception, de l'érection, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement des structures et installations temporaires.

b) **Collaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE et les Professionnels pour identifier des mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du projet en fonction du cheminement critique des activités de l'Échéancier et ce, dans le respect du délai de réalisation des Travaux.

c) **Ingénieur-conseil**

Lorsque la loi ou les Documents d'Appel d'Offres l'exigent, et dans tous les cas où les installations temporaires et leur méthode de construction sont telles que la compétence d'un ingénieur autre que celui du DONNEUR D'ORDRE est requise pour satisfaire aux exigences de la sécurité, l'ADJUDICATAIRE doit l'engager et rémunérer ses services.

10.16.02 Direction des Travaux

a) **Surintendant et contremaîtres**

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir sur le chantier au moins un surintendant dont la présence est continuellement obligatoire sur le chantier durant l'exécution des Travaux, ainsi que des contremaîtres en nombre suffisant.

b) **Délégation de pouvoirs**

Le surintendant doit représenter l'ADJUDICATAIRE sur le chantier et les instructions qui lui sont données par tout Professionnel sont censées avoir été données à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Remplacement**

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander le remplacement du surintendant ou d'un contremaître pour raison d'incompétence ou tout autre motif important. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour remplacer celui-ci dans les meilleurs délais.

10.16.03 Réunions de chantier

a) **Réunion de démarrage**

Le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début des Travaux, une réunion de démarrage lors de laquelle il informe l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants notamment de la fréquence des réunions subséquentes. Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE fournit tous les documents requis dans le Contrat à savoir notamment :

i) la liste des Sous-Contractants;

ii) l'Échéancier initial;

iii) la liste du Matériel que l'ADJUDICATAIRE compte utiliser;

iv) le programme de prévention;

v) l'attestation d'entente avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac;

vi) la copie des polices d'assurance.

b) **Participation obligatoire**

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions convoquées et y apporter sa collaboration.

c) **Rapports ou comptes rendus**

Les rapports ou comptes rendus sont rédigés par la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE et distribués aux intéressés. L'ADJUDICATAIRE doit aviser le rédacteur d'un compte rendu de toute rectification ou précision à y apporter, et ce, dans les dix (10) jours ouvrables de sa réception, à défaut de quoi il est réputé en accepter le contenu.

10.16.04 Autres entrepreneurs

a) **Coordination**

Si le DONNEUR D'ORDRE adjuge à d'autres entrepreneurs, par contrats distincts, certains travaux dont la liste apparaît à l'annexe 10.16.04, l'ADJUDICATAIRE doit, le cas échéant, coordonner ses Travaux avec ceux des autres entrepreneurs et assurer les raccordements prévus ou indiqués dans leurs contrats. Il doit aussi leur fournir l'assistance et les services qu'il fournit habituellement à ses Sous-Contractants en plus d'assumer auprès d'eux les obligations de maître d'œuvre telles que définies dans la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1).

b) **Échéancier**

Dans une telle éventualité, le délai d'exécution des Travaux prévus au Contrat demeure inchangé à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que les contrats distincts ont un impact réel sur ce délai.

c) **Dénonciation**

Afin de ne pas perdre son droit à un ajustement du prix du Contrat en pareilles circonstances, l'ADJUDICATAIRE doit signaler au Professionnel Désigné et confirmer par écrit tout défaut qu'il constate dans les travaux des autres entrepreneurs et qui serait de nature à affecter les travaux prévus au Contrat.

10.17 Matériaux et équipement

Pour assurer une exécution optimale, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier :

a) de matériaux neufs, à moins qu'il en soit spécifié autrement aux Plans et Devis, de qualité requise par les Documents d'Appel d'Offres et préalablement approuvés par le Professionnel ou les spécialistes concernés;

b) de l'outillage, du matériel de construction et des équipements adéquats.

10.18 Plans et Devis

L'ADJUDICATAIRE doit conserver en bon état sur le chantier un exemplaire de tous les Plans et Devis comprenant la mention « Émis pour construction », des dessins d'atelier approuvés par les Professionnels, des rapports d'essais effectués sur place, de l'Échéancier approuvé et des instructions d'installation et de mise en œuvre fournis par les fabricants. L'ADJUDICATAIRE doit tenir l'exemplaire à la disposition du DONNEUR D'ORDRE.

10.19 Dessins et instructions

10.19.01 Disponibilité

Afin de ne pas retarder la progression des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit fournir en temps opportun au Professionnel concerné, pour acceptation, les dessins d'atelier ou diagrammes ainsi que les instructions de manufacturiers nécessaires à la bonne exécution des Travaux, afin de s'assurer de leur conformité aux Documents d'Appel d'Offres. L'ADJUDICATAIRE doit planifier d'obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter de tels Travaux et ce, en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.19.02 Vérification

Ces dessins sont vérifiés, identifiés, datés, signés ou scellés par l'ADJUDICATAIRE qui doit prévenir le Professionnel concerné, lors de leur présentation, de tout changement par rapport aux Documents d'Appel d'Offres. Les dessins d'atelier sont corrigés par l'ADJUDICATAIRE conformément aux instructions du Professionnel concerné et copie de tels dessins conservés au chantier.

10.19.03 Maintien de responsabilité

Il est expressément convenu que l'acceptation par les Professionnels de ces dessins ou instructions de manufacturiers ne libère pas l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité.

10.19.04 Annotations

Au cours des travaux, l'ADJUDICATAIRE annotera, au fur et à mesure de l'exécution de ceux-ci, toutes modifications et tous changements aux ouvrages sur une copie de plans additionnelle qui sera remise au DONNEUR D'ORDRE au plus tard à la réception sans réserve des Travaux.

10.20 Protection des biens

10.20.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit protéger l'ouvrage résultant des Travaux, les biens du DONNEUR D'ORDRE et les biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux contre tout dommage, accidentel ou non, résultant de leur exécution; il est responsable de ces dommages, sauf ceux résultant :

a) d'erreurs dans les documents constitutifs des Plans et Devis;

b) d'actes ou d'omissions du DONNEUR D'ORDRE, d'autres entrepreneurs ou de leurs représentants ou employés.

10.20.02 Réparation

a) **Aux frais de l'ADJUDICATAIRE**

Si, lors de l'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE cause des dommages à l'ouvrage résultant des Travaux, aux biens du DONNEUR D'ORDRE ou à des biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE est responsable de la réparation de ces dommages à ses frais.

b) **Aux frais du DONNEUR D'ORDRE**

Si, toutefois, des dommages sont causés à l'ouvrage résultant des Travaux ou biens du DONNEUR D'ORDRE sans que l'ADJUDICATAIRE en soit responsable, ce dernier doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en donne l'ordre, réparer les dommages à celui-ci, étant entendu que le prix du Contrat ainsi que l'Échéancier doivent alors être rajustés en conséquence.

10.21 Santé et sécurité

10.21.01 Programme de prévention

a) **Élaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit élaborer avant le début des Travaux et présenter dans les délais prévus à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, un programme de prévention propre au chantier et le coordonner au programme de prévention propre à l'établissement où les Travaux sont exécutés et créer un comité de construction, le cas échéant.

b) **Remise**

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE son programme de prévention propre au chantier au plus tard lors de la première réunion de chantier. À défaut, le DONNEUR D'ORDRE peut, sans préavis et sans frais, suspendre les Travaux jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat et le délai de réalisation des Travaux.

c) **Veille de conformité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-Contractants et toute personne ayant accès au chantier, les dispositions du programme de prévention ainsi que celles de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, c. S-2.1) et le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, c. S-2.1, r. 4) pour les travaux de construction et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.21.02 Équipement de protection

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir à ses employés et mandataires, les équipements de protection individuels ou collectifs et le personnel, selon ce qui est requis par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) particulièrement, le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4) et tout autre règlement ainsi que par les représentants de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE

Dès réception de tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, ordre ou décision émis relativement au chantier, l'ADJUDICATAIRE s'engage à aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE et donner suite à une telle demande dans les délais requis.

10.22 Matières dangereuses

10.22.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE doit, conformément à la réglementation en vigueur, entreposer et disposer adéquatement des matières dangereuses. Si l'ADJUDICATAIRE :

a) rencontre des substances ou des matières toxiques ou dangereuses à l'endroit d'exécution des Travaux; ou

b) est raisonnablement justifié de craindre que des substances toxiques ou dangereuses ne se trouvent à l'endroit d'exécution des Travaux;

et si le DONNEUR D'ORDRE ne se conforme pas à ses obligations en vertu de la clause 9.07, l'ADJUDICATAIRE doit :

a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris l'arrêt des travaux, pour faire en sorte que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à ces substances ou matières, ou en raison de leur présence; et

b) faire immédiatement, et par écrit, rapport sur cette situation au DONNEUR D'ORDRE.

10.22.02 Retard

Si les mesures prises en vertu de la présente section du Contrat ont pour effet de retarder l'ADJUDICATAIRE dans l'exécution des Travaux, l'Échéancier est prolongé.

10.22.03 Expert indépendant

Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE peuvent s'appuyer conjointement sur l'avis d'un expert indépendant dans un différend né en vertu de la présente section; les services de cet expert sont alors retenus conjointement par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, à qui il incombe conjointement de le rémunérer.

10.23 Protection des lieux environnants

L'ADJUDICATAIRE doit protéger à ses frais les arbres, arbustes, gazon et plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. Il doit également prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs et terrains avoisinants et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de pollution. L'ADJUDICATAIRE doit également observer toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement.

10.24 Prévention des nuisances

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures qui s'imposent en vue de prévenir les poussières ainsi que les bruits excessifs pouvant affecter le bon fonctionnement de l'établissement et le bien-être des occupants de l'immeuble faisant l'objet des Travaux, des lieux adjacents et du voisinage. L'ADJUDICATAIRE doit aussi se conformer à toutes autres exigences ou condition entourant les éléments précédents et contenus dans le Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également se conformer aux normes municipales en vigueur concernant ces nuisances.

10.25 Inconvénients

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour minimiser les inconvénients au bon fonctionnement et aux activités des occupants de l'immeuble faisant l'objet des travaux ou des lieux adjacents.

10.26 Condition du sous-sol

L'ADJUDICATAIRE doit promptement aviser par écrit le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE lorsque les conditions du sous-sol diffèrent substantiellement des indications fournies avant l'ouverture des soumissions.

10.27 Installations temporaires

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier d'un bureau et d'autres installations nécessaires à la bonne marche des Travaux, telles que l'eau, l'éclairage, le chauffage, l'électricité, les systèmes de communication (téléphonie, radio

émetteur-récepteur, télécopieur) et les équipements informatiques, et en défrayer le coût, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.28 Transport

10.28.01 Usage permis de camions

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent utiliser, en tout temps, pour le transport de matériaux en vrac, des camions appartenant à des camionneurs inscrits au registre de camionnage en vrac de la Commission des transports du Québec (CTQ), abonnés au service de courtage d'une association qui détient un permis de courtage de l'Association des transporteurs en vrac de Baie-Comeau en vertu de la Loi sur le transport (L.R.Q., chapitre T-12).

Le transport de ces matières en vrac doit se faire conformémement à la plus récente version en vigueur de la clause concernant le transport des matières en vrac. (Cahier des charges et devis généraux - infrastructures routières - Construction et réparation, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins cinquante pour cent (50 %) et selon les modalités stipulées par cette clause.

L'entrepreneur qui n'utilisera pas ses propres camions dans la proportion restante de 50 % pour les cas énoncés au paragraphe précédent devra faire appel aux services des camionneurs inscrits au registre du camionnage en vrac mentionné au paragraphe précédent.

10.28.02 Attestation

Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une attestation qu'une entente a été signée avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac.

10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac

L'ADJUDICATAIRE doit remettre une déclaration finale de transport en vrac lors de la réception avec réserve des Travaux.

10.28.04 Permis requis

Si l'ADJUDICATAIRE ou ses Sous-Contractants n'utilisent pas leurs propres camions pour la portion restante, ils doivent utiliser les services d'un courtier en services de camionnage détenteur de permis de courtage en services de camionnage en vrac conformément à la *Loi sur les transports* (RLRQ, chapitre T-12) et ses règlements.

10.29 Bornes et niveaux

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la conservation des bornes et repères et de l'implantation exacte du ou des bâtiments conformément aux plans des professionnels et aux niveaux prescrits.

10.30 Publicité

Eu égard à ses ressources, l'ADJUDICATAIRE doit afficher, bien en vue sur le chantier, un avis conforme au texte du formulaire « Avis aux salariés, Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux » reproduite à l'annexe 10.30 des présentes.

10.31 Propreté

10.31.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, tenir les lieux où s'exécutent les Travaux ainsi que les lieux avoisinants qui peuvent être utilisés accessoirement au soutien de leurs Travaux, y compris les équipements, puits et les fosses, en bon ordre, en état de propreté et libres de toute accumulation de rebuts et déchets. L'ADJUDICATAIRE doit aussi disposer les Matériaux et de l'équipement d'une façon ordonnée et sécuritaire.

10.31.02 Intempéries

L'ADJUDICATAIRE est responsable de l'évacuation des eaux, neige, glace ou autres matières qui peuvent nuire à l'exécution des Travaux. Il doit, à ses frais, procéder à tous les nettoyages causés par les intempéries de quelque nature qu'elles soient.

10.31.03 Fin des Travaux

Avant la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE évacue tout le matériel de construction, toute fourniture excédentaire, les matériaux de construction, les équipements temporaires, autres que ceux du DONNEUR D'ORDRE et des autres entrepreneurs s'il y a lieu et laisse le chantier en ordre et en état de propreté permettant de prendre possession de l'ouvrage.

10.32 Découpages, percements et réparations

10.32.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de l'exécution de toutes les opérations de découpages, percements, ragréages et réparations.

10.32.02 Personnel qualifié

Ces travaux doivent être prévus et coordonnés de façon à en minimiser l'étendue. Ces opérations de découpages, percements, ragréages et réparations doivent être exécutées par des ouvriers qualifiés, en respectant la solidité et l'apparence des travaux, et ce, avec le même degré de résistance au feu que les matériaux avoisinants.

10.32.03 Présomption

Les percements, même s'ils ne sont pas tous indiqués sur les plans et dessins ou décrits dans les Plans et Devis alors qu'ils sont nécessaires au parachèvement des Travaux ou conformes à l'intention ou à l'esprit du Contrat, sont présumés faire partie de ceux-ci et doivent être exécutés comme s'ils y étaient indiqués et décrits.

10.33 Échantillons, essais et dosages

10.33.01 Soumission et identification

L'ADJUDICATAIRE doit soumettre à l'acceptation du Professionnel concerné les échantillons normalisés que celui-ci peut raisonnablement exiger conformément aux Documents d'Appel d'Offres. Ces échantillons doivent porter une étiquette indiquant leur origine et l'usage auquel ils sont destinés dans les Travaux.

10.33.02 Approbation préalable

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter des Travaux avec ces échantillons en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.33.03 Transmission des résultats

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au Professionnel concerné le résultat des essais et le dosage des mélanges et conserver tel résultat sur le chantier.

10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus

Le coût des essais et dosages non prévus aux Documents d'Appel d'Offres est assumé par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34 Inspection

10.34.01 Droit d'accès

Le représentant du DONNEUR D'ORDRE ou les Professionnels ont en tout temps droit d'accès aux Travaux qu'ils soient en voie de préparation ou d'exécution, de même que toute Personne autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34.02 Personnes autorisées

L'ADJUDICATAIRE doit permettre également cet accès à tout autre spécialiste prescrit aux Documents d'Appel d'Offres ou requis par le Professionnel concerné ou le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'effectuer divers contrôles. L'ADJUDICATAIRE doit leur faciliter cet accès et toute inspection.

10.34.03 Travaux recouverts

Au cas où toute partie de ces Travaux est recouverte sans l'approbation ou le consentement du Professionnel concerné, elle doit, si ce professionnel l'exige, être découverte aux fins d'examen et refaite aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.04 Spécifique

Si les Documents d'Appel d'Offres, les instructions d'un professionnel, les Lois, les ordonnances de toute autorité publique, quels qu'ils soient, exigent ou prescrivent que les travaux ou toute partie des Travaux soient spécialement éprouvés ou approuvés, l'ADJUDICATAIRE doit, en temps opportun, avertir le Professionnel concerné et le DONNEUR D'ORDRE que ces travaux sont prêts à être inspectés. De plus, si l'inspection doit avoir lieu sous une autorité autre que celle de ce professionnel, l'ADJUDICATAIRE doit l'informer de la date et de l'heure fixées pour cette inspection.

10.34.05 Générale

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de faire inspecter, par des personnes dûment autorisées et sans préavis nécessaire, mais à des heures normales, les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE. Ce dernier est tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives du DONNEUR D'ORDRE à la suite de ces inspections, dans la mesure où celles-ci respectent les limites du Contrat. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité d'exécuter entièrement ses obligations en vertu du Contrat.

10.34.06 Frais

Si la qualité d'exécution du travail de l'ADJUDICATAIRE est contestée mais que ce travail est conforme aux exigences du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE supporte les coûts de l'inspection. Sinon, les frais sont à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.07 Remise

L'ADJUDICATAIRE doit promptement remettre au Professionnel concerné, en DEUX (2) exemplaires, tous les certificats, comptes rendus ou rapports d'inspection concernant les travaux et en conserver un exemplaire sur le chantier.

10.35 Suspension des Travaux

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander la suspension des Travaux chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection de l'ouvrage, des personnes ou des biens avoisinants. En cas de suspension, et pendant toute période d'inactivité du chantier, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures appropriées pour assurer le respect des règles minimales de sécurité, de façon à protéger efficacement le public ainsi que les Travaux en cours.

10.36 Refus des Travaux

10.36.01 Retrait

L'ADJUDICATAIRE doit promptement enlever du chantier les matériaux défectueux ou non conformes que le professionnel concerné refuse en vertu des documents d'appel d'offres, que les matériaux aient été incorporés ou non aux travaux. Les matériaux et travaux défectueux ou non conformes doivent être immédiatement remplacés ou réparés, aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.36.02 Réparation

Tout travail, y compris celui d'un autre fournisseur, qui aurait été détruit ou endommagé par les réparations susmentionnées doit être promptement réparé aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.37 Ordre de Changement

10.37.01 Interdiction

Aucun Changement ne peut être exigé après l'émission du Certificat de réception avec réserve.

10.37.02 Exécution immédiate

L'ADJUDICATAIRE doit immédiatement exécuter l'ordre de Changement lorsqu'il est émis par le DONNEUR D'ORDRE. Les travaux relatifs à l'ordre de Changement doivent être exécutés à l'intérieur du délai de réalisation des travaux. Le prix du contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05.

10.37.03 Condition

Si le prix du Contrat est égal ou supérieur à TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000 $) et que l'ordre de changement envisagé porte la valeur totale des changements à plus de DIX POUR CENT (10 %) de la valeur initiale du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE ne peut émettre cet ordre de Changement ni tout ordre de Changement subséquent que dans la mesure où il confirme à l'ADJUDICATAIRE qu'il dispose des fonds nécessaires à l'exécution du Changement.

10.38 Manuels d'instructions

L'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avant la réception avec réserve, trois (3) copies des bulletins ou manuels d'instructions assemblés et indexés en langue française pour l'installation, l'opération et l'entretien de la machinerie et des équipements incluant tous autres documents aux mêmes fins prévus dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.39 Garantie

10.39.01 Durée

a) **ADJUDICATAIRE**

À moins qu'une période plus longue ne soit spécifiée aux Documents d'Appel d'Offres, l'ADJUDICATAIRE garantit, pour une période d'UNE (1) année, la bonne qualité de l'ouvrage ayant fait l'objet d'une réception ainsi que son aptitude à servir conformément à l'usage auquel il est destiné.

b) **Fournisseur**

Lorsque la garantie d'un fournisseur de matériaux ou équipements compris dans l'ouvrage a une durée supérieure à UN (1) an, il incombe à l'ADJUDICATAIRE d'obtenir de ce fournisseur cette garantie au nom du DONNEUR D'ORDRE.

10.39.02 Début de la période

Pour les Travaux ne figurant pas sur la liste des Travaux annexée au Certificat de réception avec réserve, la période de garantie commence à courir à compter de la date de prise d'effet indiquée au certificat. Pour tous les Travaux reçus avec réserve, la garantie ne commence à courir qu'à compter de la levée d'une telle réserve constatée par écrit par les Professionnels concernés.

10.39.03 Vices cachés et malfaçons

a) **Responsabilité**

Aucun certificat de paiement émis ou acquitté, ni aucune occupation totale ou partielle du projet, ne libère l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité pour matériaux ou équipements défectueux ou pour des malfaçons qui se manifesteraient pendant les périodes de garantie exigées. L'ADJUDICATAIRE doit remédier à tous les défauts qui lui sont attribuables et payer tous les dommages en résultant.

b) **Avis de défectuosité**

Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE aussi promptement que possible de tout défaut décelé et, aussitôt avisé, celui-ci doit y remédier dans les plus brefs délais. Les corrections ou réparations visées par la présente clause excluent tous les travaux d'entretien courant provenant d'un usage ou d'une occupation.

10.40 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.41 Publicité et communications

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas agir à titre de porte-parole du DONNEUR D'ORDRE et il doit s'abstenir de toute déclaration publique susceptible d'être ainsi perçue par le public ou les médias. Toute communication publique de l'ADJUDICATAIRE relative au Contrat,

qu'elle soit écrite ou verbale, doit être préalablement approuvée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.42 Indemnisation

10.42.01 Dénonciation

L'ADJUDICATAIRE doit dénoncer, en temps utile, au DONNEUR D'ORDRE toute non-conformité à un règlement ou code d'une autorité publique, notamment le *Code de construction* et lui transmettre tout avis de correction ou autres documents reçus de cette autorité publique.

10.42.02 « Perte »

Dans cette section, le terme Perte désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif indirect ou incident suite à un manquement au Contrat.

10.42.03 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute *Perte* subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence ou faute par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat;

d) toute atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

e) toute violation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté agissant en son nom, à une Loi applicable dans le cadre du Contrat;

f) tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, avis préalable, poursuite ou jugement dans toute matière ayant trait à une infraction, à une disposition du *Code de construction*, d'une Loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du

travail et dont la responsabilité pourrait être imputée au Chargé de Projet ou au DONNEUR D'ORDRE.

10.42.04 Procédure

Dans l'éventualité d'une réclamation, le DONNEUR D'ORDRE doit :

a) envoyer un avis écrit de la réclamation à l'ADJUDICATAIRE à l'intérieur d'un délai raisonnable;

b) coopérer avec l'ADJUDICATAIRE, aux frais de ce dernier, dans le cadre des poursuites intentées en raison de la réclamation; et

c) permettre à l'ADJUDICATAIRE de contrôler la défense et le règlement de la réclamation, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE ne convienne pas d'un règlement qui serait contraire aux droits et intérêts du DONNEUR D'ORDRE sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation écrite de cette dernière, laquelle ne peut être retenue, assortie de conditions ou retardée sans motif sérieux.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Information

Seul le DONNEUR D'ORDRE ou toute Personne désignée par ce dernier peuvent fournir des renseignements ou de l'information relatifs aux Travaux à toute Personne non impliquée dans l'exécution des Travaux, notamment aux différents médias, aux organisations locales ou autres.

11.02 Directive de chantier

Un Professionnel peut émettre toute directive de chantier à l'égard de l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) apporter des précisions à ses Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE;

b) s'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat ou Sous-Contrats;

c) situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes aux regards de l'exécution des Travaux;

d) autre situation.

Malgré ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE peut émettre une directive de chantier à l'égard de la situation prévue au paragraphe c) du présent alinéa.

Une directive de chantier ne constitue pas un Changement aux Travaux à moins que, par la suite, une demande de Changement aux travaux ne soit autorisée par le DONNEUR

D'ORDRE en relation avec cette directive de chantier, conformément à la sous-section 9.06 du Contrat.

Une telle directive est émise sur le formulaire «Directive de chantier» reproduit à l'annexe 11.02 en cochant la situation appropriée; l'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive et exécuter les travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

11.03 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur, prestataire de services ou entrepreneur.

11.04 Substitution et équivalence de Matériaux

11.04.01 Approbation préalable

Toute proposition de substitution ou d'équivalence de Matériaux ou d'équipements doit être soumise à l'approbation du Professionnel concerné.

11.04.02 Démonstration

Lorsqu'une telle demande est faite par l'ADJUDICATAIRE, c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de l'équivalence et d'en défrayer les coûts.

11.04.03 Interdiction

Aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Québec ou dans une province ou territoire visé par un Accord Intergouvernemental, par un produit fabriqué hors du Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins que cette substitution ne se traduise, pour le DONNEUR D'ORDRE, par une économie supérieure à DIX POUR CENT (10 %).

11.04.04 Ordre de Changement

Toute substitution de matériaux ou d'équipements, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, entraînant des modifications au coût, peut faire l'objet d'un ordre de Changement selon les dispositions prévues à la clause 9.06.

11.05 Démolition et démantèlement

À moins d'indication contraire aux Documents d'Appel d'Offres, les équipements et accessoires enlevés et non réutilisés seront offerts au propriétaire; si celui-ci décide de ne pas les conserver, ils deviennent la propriété de l'ADJUDICATAIRE qui doit les enlever du site et en disposer à ses frais dans des endroits appropriés.

11.06 Objets de valeur

À moins de dispositions contraires aux documents d'appel d'offres, tous les objets ou matériaux de valeur se trouvant sur les lieux ou découverts au cours des Travaux appartiennent au DONNEUR D'ORDRE; l'ADJUDICATAIRE doit immédiatement aviser le DONNEUR D'ORDRE d'une telle découverte afin qu'il prenne les dispositions qui s'imposent.

11.07 Réception des Travaux

11.07.01 Avec réserve

a) **Conditions préalables**

Le processus de réception avec réserve ne peut être entamé que lorsque toutes les conditions suivantes sont rencontrées :

i) les Travaux sont terminés en grande partie;

ii) les Travaux à parachever n'ont pu l'être en raison de conditions indépendantes de la volonté de l'ADJUDICATAIRE;

iii) la valeur des Travaux à corriger excluant ceux à parachever ne dépasse pas 0,5 % du montant total du contrat;

iv) les Travaux à corriger et différés n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point, pour l'usage auquel il est destiné;

v) les bulletins ou manuels d'instructions en relation avec la clause 10.38 des présentes, les certificats de conformité pour l'installation, l'opération et l'entretien sont fournis, les garanties écrites en relation avec les exigences des documents d'appel d'offres, et que la formation a été dispensée et la mise en service effectuée.

b) **Demande d'inspection**

i) Avis

L'ADJUDICATAIRE avise le Professionnel Désigné par écrit de l'achèvement des travaux et en demande la réception. Dans les DIX (10) jours ouvrables de la réception d'une telle demande, le DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel Désigné, les autres Professionnels consultants et l'ADJUDICATAIRE font une inspection des Travaux.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception avec réserve des Travaux, les déboursés encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception avec réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Travaux à corriger ou à parachever**

i) Liste

Le cas échéant, une liste des Travaux à corriger et à parachever ainsi qu'une ventilation des coûts relatifs à ceux-ci est dressée sur place par les Professionnels et le DONNEUR D'ORDRE. La liste des Travaux à corriger et à parachever établit également les délais dans lesquels ces déficiences doivent être corrigées.

ii) Retenue

Les Travaux à parachever sont soumis aux procédures de réception avec ou sans réserve et une retenue équivalente à la valeur de ces Travaux majorée de VINGT POUR CENT (20 %) est alors effectuée.

d) **Documents à fournir**

Malgré les dispositions du paragraphe e) de la présente clause, une liste exhaustive des documents à fournir avant la réception sans réserve est préparée par le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE conformément aux exigences des documents d'appel d'offres, suivant les règles de l'art ou tel que mentionné dans le procès-verbal des réunions de chantier.

e) **Émission**

Sur recommandations des professionnels, lesquels auront constatés que les conditions mentionnées aux paragraphes a), b), c) et d) ci-dessus, sont remplies, le Professionnel Désigné recommande au DONNEUR D'ORDRE l'émission du certificat de réception avec réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.01 des présentes

11.07.02 Sans réserve

a) **Demande d'inspection**

i) Avis

Lorsque l'ouvrage est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné et que tous les Travaux sont corrigés et parachevés conformément aux listes établies lors de la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE doit faire sa demande d'inspection en vue de la réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE. Il doit fournir à cette occasion toutes les attestations et documents requis en vertu des Documents d'Appel d'Offres.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception sans réserve des Travaux, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception sans réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

b) **Déroulement**

Le Professionnel Désigné fait une inspection des travaux et dresse, si nécessaire, une nouvelle liste des corrections ou réparations que l'ADJUDICATAIRE doit effectuer avant la signature du certificat de réception sans réserve. Le cas échéant, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection de travaux sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Émission**

Sur recommandation du Professionnel Désigné, lequel doit avoir préalablement constaté l'achèvement de tous les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE émet un certificat de réception sans réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.02 des présentes.

11.08 Prise de possession

11.08.01 Anticipée

a) **Choix du DONNEUR D'ORDRE**

Lorsque l'ouvrage est partiellement achevé, le DONNEUR D'ORDRE peut décider de prendre possession d'une partie ou de totalité des Travaux achevés. Ces Travaux sont alors soumis à la procédure de réception avec réserve.

b) **Accord de l'ADJUDICATAIRE**

Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit cependant donner son accord et assurer le libre accès en toute sécurité aux parties de travaux mises en service.

c) **Formulaire d'entente**

Cette entente doit être conclue par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE sur un formulaire fourni par le DONNEUR D'ORDRE.

11.08.02 Sur indication

Comme exprimé dans le certificat de réception avec réserve, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à prendre possession de l'ouvrage à la date indiquée dans celui-ci.

11.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE, auteur des travaux et documents à être réalisés, renonce, en faveur du DONNEUR D'ORDRE ou, le cas échéant, du propriétaire à son droit moral à l'intégrité de ceux-ci ou, le cas échéant, s'engage à obtenir de l'auteur de ces travaux et documents une telle renonciation.

11.10 Cession

11.10.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat ou constituer une charge sur ses droits ou obligations prévus aux présentes en faveur d'une Personne sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.10.02 Inopposabilité

Toute cession ou constitution d'une charge sur les droits ou obligations qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.10.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont elle doit détenir en tout temps le contrôle, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.11 Évaluation de rendement

Sous réserve des dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), le DONNEUR D'ORDRE peut évaluer le rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat ou pendant la réalisation de celui-ci. Sans s'y limiter, les critères sur lesquels l'évaluation peut se baser sont les suivants :

a) Conditions de livraison;

b) Qualité des ressources;

c) Qualité des communications et de la collaboration;

d) Respect des échéances;

e) Qualité des services rendus ou conformité du bien;

f) Respect des obligations financières;

g) Tout autre critère jugé pertinent par le DONNEUR D'ORDRE.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu de la présente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire à l'adresse indiquée dans la Soumission pour l'ADJUDICATAIRE et dans la Régie de l'Appel d'Offres pour le DONNEUR D'ORDRE ou à toute autre adresse qu'une PARTIE peut faire connaître en conformité avec la présente section.

De tels avis peuvent aussi être transmis par courriel. À cette fin, l'adresse courriel du DONNEUR D'ORDRE est : soumissions@ville.baie-comeau.qc.ca. L'ADJUDICATAIRE doit, avant le début de l'exécution du Contrat, communiquer au DONNEUR D'ORDRE l'adresse courriel de la personne autorisée à recevoir de tels avis.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, l'exécution ou l'annulation du Contrat, les PARTIES doivent se rencontrer et négocier de bonne foi dans le but de résoudre ce conflit. Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE doivent tenter de régler à l'amiable toute difficulté pouvant survenir au regard du Contrat selon les étapes et les modalités suivantes :

a) en faisant appel à un cadre représentant le DONNEUR D'ORDRE et à un dirigeant de l'ADJUDICATAIRE dans le but de résoudre tout ou partie des questions faisant l'objet de ce différend, et ce, dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis de différend de l'ADJUDICATAIRE; les parties peuvent convenir de prolonger cette période;

b) si les négociations ne permettent pas de résoudre complètement le différend, le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie dans un délai de DIX (10) jours suivant la fin de l'étape précédente, exiger la médiation sur les questions non résolues. La médiation doit être complétée dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis à moins que les parties conviennent de prolonger cette période. En l'absence d'un avis de médiation dans le délai prévu ci-dessus, le processus de négociation est alors terminé.

12.02.02 Médiation

Si le différend ne peut être résolu par la voie d'une négociation de bonne foi entre les PARTIES à l'intérieur d'un délai raisonnable, les PARTIES conviennent de soumettre leur différend à la médiation entre les PARTIES en conflit conformément aux règles de médiation de l'instance choisie par le DONNEUR D'ORDRE.

a) **Nomination commune**

Le médiateur est choisi d'un commun accord par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE. Il est chargé d'aider les parties à cerner leurs différends et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu'à dialoguer et explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leurs différends.

b) **Nomination par un tiers**

Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un médiateur dans un délai de QUINZE (15) jours suivant l'avis de soumettre le différend à la médiation, un médiateur est choisi, sur demande du DONNEUR D'ORDRE et de l'ADJUDICATAIRE, par un organisme indépendant, une association ou un ordre professionnel, désigné conjointement par les parties après la signature du Contrat mais au plus tard dans les TRENTE (30) jours suivants.

c) **Engagement du médiateur**

L'entente intervenue avec le médiateur doit prévoir également que ce dernier ne représentera aucune des parties et ne témoignera au nom d'aucune des parties, au cours de toute procédure légale ultérieure entre les parties sans exception ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés. Il est également convenu que les notes personnelles rédigées par le médiateur relativement à cette médiation sont confidentielles et ne peuvent être utilisées au cours de toute procédure ultérieure entre les parties ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés.

d) **Règles**

Les PARTIES, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.

e) **Échange de renseignements**

Les PARTIES conviennent d'échanger tous les renseignements sur lesquels ils ont l'intention de s'appuyer dans toute présentation orale ou écrite au cours de la médiation. Cet échange doit être complet au plus tard QUINZE (15) jours avant la date fixée pour la médiation.

f) **Honoraires et frais**

Les PARTIES conviennent que chacune d'entre elles est responsable des honoraires et frais de leurs représentants respectifs. Les honoraires et les frais du médiateur ainsi que tous les frais relatifs à la médiation, tel que le coût de location des lieux de la médiation, le cas échéant, doivent être partagés en parts égales entre les parties, à moins qu'une répartition différente n'ait été convenue.

g) **Représentant**

Un représentant de chaque partie doit être dûment mandaté par le dirigeant du DONNEUR D'ORDRE ou de l'ADJUDICATAIRE, selon le cas, pour procéder à la médiation.

h) **Confidentialité**

Tous les participants à la médiation doivent signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation Tous les renseignements et documents échangés dans le cadre de cette médiation doivent être considérés comme des renseignements communiqués « sous toutes réserves » pour les fins de négociation en vue d'une entente, et doivent être considérés comme des renseignements à caractère confidentiel par les parties et leurs représentants, à moins que la loi ne le prévoit autrement. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée, ne saurait être rendue inadmissible ou non communicable du fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.

i) **Règlement**

Tout règlement d'un tel différend par voie de médiation par les PARTIES doit être documenté par écrit. Si ce règlement modifie les termes du Contrat, cette modification doit être documentée dans un écrit signé par les deux PARTIES et annexé au Contrat.

j) **Impasse**

À défaut d'une entente entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE à la suite d'une médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours. Le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut également résoudre toute difficulté en recourant à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou d'un commun accord des parties à un arbitre.

12.02.03 Arbitrage

a) **Juridiction**

Si le différend ne peut être résolu par voie de médiation dans les SOIXANTE (60) jours, à compter du début du processus de médiation, il doit alors être résolu de façon définitive par la voie d'un arbitrage (à l'exclusion des tribunaux de droit commun), conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* du Québec, étant entendu que celui-ci doit se dérouler dans le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE. Le tribunal d'arbitrage, constitué à cette fin, est composé d'UN (1) seul arbitre(s).

b) **Décision**

Tout jugement ou décision rendu par le tribunal d'arbitrage conformément à la présente sous-section :

i) est final avec effet obligatoire entre les PARTIES;

ii) est immédiatement exécutoire sujet à son homologation par un tribunal compétent ayant juridiction en la matière;

iii) est strictement confidentiel, en ce qu'il ne peut pas être divulgué à des tiers à moins qu'une telle divulgation ne soit requise par la Loi aux fins d'exécution de la décision ou pour d'autres fins.

c) **Frais**

Les frais de l'arbitrage y compris les honoraires et les débours des PARTIES sont attribués par l'arbitre de la manière qu'il juge à propos dans les circonstances.

12.03 Élection

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire relativement au Contrat, pour quelque motif que ce soit, sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

Pour toute modification du Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens selon le processus de gestion des demandes de modification post-contractuelle en vigueur.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document doit être transmis par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la reproduction de signatures sur télécopie, la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Résolution

Si l'ADJUDICATAIRE refuse ou néglige de produire, suite à une demande du DONNEUR D'ORDRE en vue de parfaire le Contrat, le cas échéant, l'un des documents suivants dans le délai imparti :

a) une garantie d'exécution;

b) une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

c) l'avenant à la police d'assurance responsabilité civile;

d) l'avenant à la police d'assurance chantier;

e) les certificats d'assurance responsabilité civile générale / assurance de chantier;

f) la liste des Sous-Contractants;

le DONNEUR D'ORDRE peut considérer le Contrat résolu de plein droit à compter de l'expiration du délai consenti et procéder à l'envoi d'un avis écrit à cet effet à l'ADJUDICATAIRE. Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE peut conserver la garantie de soumission à titre d'indemnité partielle sans préjudice à ses autres droits et recours.

13.03 Résiliation

13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de résilier le Contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation. À cette fin, le DONNEUR D'ORDRE doit adresser un avis écrit de résiliation à l'ADJUDICATAIRE. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de cet avis par l'ADJUDICATAIRE.

13.03.02 Sans préavis

Dans les limites permises par les Lois applicables, le Contrat se termine, sans préavis, si l'un des événements suivants se produit :

a) l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) l'ADJUDICATAIRE, autrement que dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre ou cette nomination d'un liquidateur n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements;

d) les opérations de l'ADJUDICATAIRE sont interrompues, pour quelque motif que ce soit, pour une période d'au moins CINQ (5) jours consécutifs.

13.03.03 Avec préavis

Le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1);

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.04 Changement de Contrôle

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.05 Effet de la résiliation

Advenant une résiliation, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, débours et sommes représentant la valeur des Travaux exécutés jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06 Recours possibles

13.06.01 Choix

Au cas d'inexécution du Contrat par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, après avis à ce dernier, soit s'adresser à la caution, soit confisquer la garantie d'exécution présentée sous une autre forme et prendre possession du chantier et faire terminer les travaux à même les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, auquel cas les dispositions relatives à la résiliation du contrat s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

13.06.02 Garanties et obligations

Advenant le cas où le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en tout ou en partie, les garanties et autres obligations de l'ADJUDICATAIRE sont maintenues pour la partie du Contrat exécutée antérieurement à la résiliation.

13.07 Prise de possession du chantier

13.07.01 Prérogative

Advenant une résiliation du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de prendre possession du chantier et de terminer les Travaux aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

13.07.02 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE demeure responsable de tous les dommages subis par le DONNEUR D'ORDRE du fait de la résiliation du Contrat. En cas de continuation du Contrat par un tiers, l'ADJUDICATAIRE doit notamment assumer toute augmentation du coût du Contrat pour le DONNEUR D'ORDRE.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le jour de l'émission de l'Avis d'Adjudication à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE, sans autre avis ni formalité, étant entendu toutefois que, si celui-ci fait l'objet d'une séance de signature ultérieure, sa date d'entrée en vigueur devient le jour de cette signature.

15.00 DURÉE

15.01 Déterminée

Eu égard à la nature du Contrat, celui-ci demeure en vigueur tant et aussi longtemps que l'ADJUDICATAIRE n'a pas exécuté les Travaux à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE et qu'il subsiste des obligations de garantie de ceux-ci à respecter.

15.02 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE
À DÉFAUT PAR LES PARTIES DE SIGNER CE CONTRAT AU MOMENT PRÉVU DANS LES DOCUMENTS D'APPELS D'OFFRES, ELLES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE l'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE L'ÉMISSION PAR CE DERNIER DE L'AVIS D'ADJUDICATION À L'ADJUDICATAIRE.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ CE CONTRAT EN UN (1) EXEMPLAIRE(S), À ....., TEL QU'EN FAIT FOI LEUR SIGNATURE APPOSÉE AUX DATES CI-APRÈS INDIQUÉES *(si les parties signent à des dates différentes)*.

LE DONNEUR D'ORDRE

_____ Par : _____
Témoin

.....

Date : _____

L'ADJUDICATAIRE

_____ Par : _____
Témoin

.....

Date : _____

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2022-42	DC Nº	Date :
Titre du projet : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau		
Nom du site visé par les Travaux : Centre-ville du Plateau		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la demande de changement :		

Le présent document est émis en application de la clause 9.06 du Contrat.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel

Spécialité :	Date: Signature :
Nom:	
L'ADJUDICATAIRE doit soumettre un prix ou un crédit, s'il y a lieu, dans un délai de CINQ (5) jours suivant réception de la présente demande, à moins qu'un délai différent ne soit indiqué ci-dessous. Si autre délai, préciser : _____ jours _____ Paraphe du Professionnel	

Autorisation du DONNEUR D'ORDRE

Représentant autorisé	Date: Signature :
Nom:	

ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER

ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS

Le contenu de cette annexe se retrouve dans un fichier PDF, Excel ou autre, annexé à la documentation d'appel d'offres.

ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2022-42	**ODC Nº**	**Date** :
Titre du projet : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau		
Nom de l'installation visée par les Travaux : Centre-ville du Plateau		
Nom de l'ADJUDICATAIRE : Adresse de l'ADJUDICATAIRE :	_____ Téléphone _____ Télécopieur	
Nom du demandeur : _____ Demande de changement No : _____	Date : _____	

Description :
Justifications :
Acceptation de l'ADJUDICATAIRE A défaut que les cases ci-dessous soient complétées, l'ADJUDICATAIRE convient que le montant du Contrat demeure inchangé et que le présent ordre de changement sera réalisé à l'intérieur du délai de réalisation des Travaux et que le cumul des ordres de changement à ce jour n'a aucune incidence sur le délai. Le montant du Contrat sera ☐ augmenté de _____$ ☐ diminué de _____$ Le délai d'exécution du Contrat sera ☐ augmenté de _____jour(s) ☐ diminué de _____jour(s)
Ce prix inclut les frais relatifs au délai de réalisation des Travaux et est valide pour 30 jours à compter de ce jour.
Signature de l'ADJUDICATAIRE : Date :

Recommandation

Architecte	Date:	Signature :
Ingénieur Structure ☐	Date:	Signature :
Ingénieur Méc./Élec. ☐	Date:	Signature :

Approbation du DONNEUR D'ORDRE

Chargé de projet:	Date:	Signature :
Représentant autorisé:	Date:	Signature :

ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT

Date : 29 juin 2022	Ville de Baie-Comeau
	Nom du DONNEUR D'ORDRE
Titre du projet : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau	ADJUDICATAIRE : _____
Nº projet : 2022-42	**Adresse de l'ADJUDICATAIRE :** _____ _____ _____
Adresse du site visé par les Travaux : Centre-ville du Plateau Baie-Comeau, (Québec) Secteur Mingan	

Description Détails Sous-contrats Ordres de changement	**Valeur des travaux à exécuter**	**Travaux exécutés**			**Montant de la présente demande**
		%	**Valeur à ce jour**	**Lors de la dernière demande**	
Sous-totaux : Taxes TPS : Taxes TVQ : Autre(s) taxe(s) : Total :					

Taxe sur les produits et services (T.P.S.) et taxe de vente du Québec (T.V.Q.)

Nº d'inscription aux fins de la T.P.S. : _____

Nº d'inscription aux fins de la T.V.Q. : _____

	Signatures	Date
Pour l'ADJUDICATAIRE :	_____	_____
Pour l'architecte :	_____	_____
Pour l'ingénieur en mécanique-électricité :	_____	_____
Pour l'ingénieur en structure :	_____	_____

ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT

Date : 29 juin 2022	Projet N^{o} : 2022-42
Titre du projet : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau	Certificat de paiement N^{o} : _____
Adresse du site visé par les travaux : Centre-ville du Plateau Baie-Comeau, (Québec) Secteur Mingan	Entrepreneur :
Montant du contrat initial : _____	Valeur des travaux exécutés incluant le présent certificat : _____
Ordres de changement approuvés (incluant les crédits) : _____	Retenues : _____
Sous-total : _____	Sous-total : _____
Montant total du contrat à ce jour : _____	Moins montant des paiements antérieurs : _____
	Montant du présent certificat : _____
La présente certifie que conformément aux termes du contrat, la demande de paiement ci-jointe a été jugée raisonnable et qu'un montant de : _____$ est payable à l'Entrepreneur pour les travaux exécutés pour la période : Du : _____ Au : _____ Émis par : _____ Date : _____ Signature : _____	

ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE

Projet : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau - 2022-42

ENTRE Ville de Baie-Comeau

ET _____
Nom de l'ADJUDICATAIRE

Paiement progressif nº : _____ Date : _____

a) Je suis un représentant autorisé de _____

où j'occupe le poste de _____

b) Je suis parfaitement au courant des faits ci-dessous.

c) Tous les Sous-Contractants en lien avec le Contrat de l'ADJUDICATAIRE employés par _____ _____ pour les Travaux mentionnés ci-dessus ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

d) Tous les ouvriers employés pour les Travaux ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

e) Tous les fournisseurs de matériaux utilisés dans les Travaux ont été payés jusqu'au _____e jour de _____.

Tous les impôts, retenues, taxes applicables en vigueur et tout autre paiement exigé par la loi en rapport avec l'Assurance-emploi, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et tout règlement s'appliquant aux Travaux mentionnés ci-dessus ont été faits suivant les lois et règlements correspondants.

En foi de quoi, je fais cette déclaration solennelle en toute conscience et considérant qu'elle a la même valeur et les mêmes implications que si je l'avais faite sous serment en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*.

_____
Signature du représentant autorisé de l'ADJUDICATAIRE

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

Déclaré solennellement devant moi,

À _____

Ce _____e jour de _____

Commissaire à l'assermentation

ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE

TITRE DU PROJET : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau

Établissement : _____

Nom du site visé par les travaux : Centre-ville du Plateau

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de _____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu de _____, le montant cumulatif de :

_____ __/100 DOLLARS (_____ $)

avec les taxes incluses, en paiement (*veuillez cocher la case appropriée s.v.p.*):

☐ **partiel**

☐ **complet et final**

de toutes les sommes qui nous sont dues à ce jour en rapport avec le projet de construction décrit ci-dessus, dont quittance pour autant.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE

TITRE DU PROJET : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau

Établissement : _____

Nom du site visé par les Travaux : Centre-ville du Plateau

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de
_____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu le paiement complet de toute somme pouvant m'être due eu égard aux travaux réalisés dans le cadre du présent projet de construction et donne quittance complète, totale et finale au DONNEUR D'ORDRE et à l'ADJUDICATAIRE, ainsi qu'à tout Sous-Contractant ou fournisseur de matériaux de ce dernier et renonce à l'hypothèque légale en faveur du propriétaire.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) La protection accordée par cette police s'applique à toute action intentée par tout assuré contre tout autre assuré, de la même manière que si des polices séparées avaient été émises en faveur de chacun d'eux, mais sans que les montants de la garantie en soient pour autant augmentés.

d) Si le contrat confié à l'entrepreneur assuré par cette police ne représente qu'une ou plusieurs phases d'un ensemble, les phases déjà terminées en vertu d'autres contrats d'exécution ne seront pas considérées comme des biens sous les soins, garde et contrôle de l'assuré.

e) La protection relative aux produits, y compris les travaux terminés, demeurera en vigueur au moins un (1) an après la réception avec réserve de l'ouvrage, que les autres sections de la police soient demeurées en vigueur ou non.

f) L'assureur déclare que les assurances fournies dans le cadre du contrat intervenu entre l'entrepreneur et le donneur d'ordre rencontre les exigences prévues à la clause 10.01.01 du Contrat.

g) La police ne pourra être annulée ou la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre à l'adresse suivante :
_____

h) L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance responsabilité civile.

Attaché et faisant partie de la police : _____
Numéro de la police

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____
Signature du représentant autorisé

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la couverture (montant et portée) consentie par cette police sera maintenue en vigueur jusqu'au certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat. Malgré ce qui précède, si le donneur d'ordre prend possession d'une partie des travaux ou que le bâtiment devient occupé en partie avant l'émission du certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat, la couverture de cette police pourra être révisée après entente avec le donneur d'ordre, et ce, dans la mesure où le propriétaire pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

d) En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

e) En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature du bâtiment, aucun ne pourra être réutilisé ou réparé sans l'assentiment écrit des professionnels à l'emploi du donneur d'ordre, soit à titre d'employé, soit à titre de conseiller.

f) Étant précisé que tout acte ou omission de la part d'un des coassurés désignés dans cette police, qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre coassuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre coassuré de la police.

g) En cas de sinistre, les frais encourus par le donneur d'ordre en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

h) La police ne pourra être annulée ni la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre, y compris lorsque le chantier demeure inoccupé pendant trente (30) jours ou plus. De plus, dans les trente (30) jours précédents l'expiration de la police, si celle-ci n'est pas renouvelée, un préavis devra également être donné par courrier recommandé au donneur d'ordre.

i) Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur au donneur d'ordre à l'adresse suivante :

_____
_____
_____

L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance des chantiers.

Attaché et faisant partie de la police : **Numéro de police**

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____ _____
Signature du représentant autorisé Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS

ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX

Date d'émission du cautionnement : _____

Numéro du cautionnement : _____

ADJUDICATAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Contrat : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau - 2022-42

L'adjudicataire est ci-après désigné comme étant « l'Adjudicataire ».

CAUTION

Nom : _____ Nº AMF : _____

Adresse : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

Soyez avisés qu'un cautionnement a été émis en faveur de Ville de Baie-Comeau (ci-après appelé(e) le « Donneur d'ordre ») aux fins de garantir l'exécution des obligations de l'Adjudicataire, tant envers toute personne ayant droit à une hypothèque légale de construction qu'envers le Donneur d'ordre, relativement au contrat identifié ci-haut.

Tout réclamant qui prétend avoir une créance impayée et qui se propose de réclamer judiciairement de la caution doit, avant de ce faire, adresser lui-même ou faire adresser par écrit une demande de paiement à la caution et à l'Adjudicataire, dans les délais prescrits au cautionnement, de son intention d'intenter une poursuite à la Caution, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où il demeure.

Les dispositions du CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES des Documents d'Appels d'Offres du Donneur d'ordre concernant les délais s'appliquent, "mutatis mutandis", au présent AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX.

LE DONNEUR D'ORDRE

Note : l'Adjudicataire est tenu d'afficher cet avis sur le chantier à un endroit à la vue du public et de s'assurer qu'il demeure affiché en tout temps.

ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER

Projet Nº : 2022-42	DC Nº	Date :
Titre du projet : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau		
Nom du site visé par les Travaux : Centre-ville du Plateau		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la présente directive :		

En vertu de la clause 11.02 du Contrat, la présente directive est émise à l'égard de l'une ou l'autre des situations ci-après décrites : (cocher la situation appropriée)

☐ Apporter des précisions aux Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE.

☐ S'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat de l'ADJUDICATAIRE.

☐ Situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes au regard de l'exécution des Travaux.

☐ Autre situation (préciser) : _____

Cette directive ne constitue pas un changement aux Travaux, à moins que par la suite une demande de changement aux Travaux ne soit autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, conformément la clause 9.06 du Contrat.

L'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive de chantier et exécuter les Travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des Travaux.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel ou, le cas échéant, Chargé de projet

Spécialité :	Date:	Signature :
Nom:		

ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE

Titre du projet : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau **Nom du site visé par les Travaux :** Centre-ville du Plateau **Adresse :** Centre-ville du Plateau Baie-Comeau, (Québec) Secteur Mingan	**Nom du DONNEUR D'ORDRE :** Ville de Baie-Comeau **Nº projet :** 2022-42 **ADJUDICATAIRE :** Description des Travaux faisant l'objet du présent Certificat de réception avec réserve :

Recommandation des professionnels

En vertu du Contrat qui lie le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, nous soussignés ARCHITECTE et INGÉNIEUR(S) avons procédé à une inspection le en vue de la réception avec réserve relativement aux Travaux susmentionnés.
Nous certifions, par les présentes, qu'au meilleur de notre connaissance, les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés à notre satisfaction et que les Travaux à corriger et les Travaux à parachever, s'il y a lieu, décrits en annexe, n'empêchent pas l'utilisation du bâtiment puisqu'il est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné.
La valeur des Travaux à corriger est inférieure à 0.5 % du montant total des Travaux prévus au Contrat incluant les changements.
Les Travaux figurant dans la liste annexée doivent être terminés et prêts dans les délais prévus dans la liste en vue de la réception sans réserve des Travaux.
La liste des Travaux décrits en annexe n'est pas exhaustive et ne dégage aucunement l'ADJUDICATAIRE et les professionnels soussignés de leurs responsabilités contractuelles et extracontractuelles.

En conséquence, nous recommandons que la réception avec réserve prenne effet à compter du _____.

Architecte		Ingénieur en structure	
Ingénieur en mécanique-électricité		Autre (spécifier)	

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits et s'engage à y donner suite dans les délais prévus.

L'ADJUDICATAIRE s'engage également à fournir au DONNEUR D'ORDRE tous les documents prévus au Contrat dont ceux exigés à la liste préparée par les Professionnels.

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE

Identification : Ville de Baie-Comeau	
Titre du pojet : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau	**Nº projet** : 2022-42
ADJUDICATAIRE : _____ Adresse :	

Recommandation des professionnels

Nous soussignés, en date du _____ et conformément au Contrat intervenu entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, avons procédé à une inspection des Travaux exécutés en vue de la signature du Certificat de réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE.

Nous certifions par la présente qu'au meilleur de notre connaissance, tous les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés et les déficiences corrigées et recommandons au DONNEUR D'ORDRE de signer le présent Certificat de réception sans réserve.

Architecte
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en mécanique / électricité
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en structure
Par _____ _____
Signature

Ingénieur
Par _____ _____
Signature

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits.

PAR _____

Signature : _____ _____
Date

Acceptation du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE accepte la recommandation des Professionnels et émet le présent Certificat de réception sans réserve.

Chargé de projet	_____	_____
	Date	Signature
Représentant autorisé du DONNEUR D'ORDRE	_____	_____
	Date	Signature

Ville de Baie-Comeau

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

CONTRAT

NO 2022-48

Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 12

0.00 INTERPRÉTATION 13

0.01 Terminologie 13
0.01.01 Addenda 13
0.01.02 ADJUDICATAIRE 13
0.01.03 Appel d'Offres 13
0.01.04 Avis d'Adjudication 13
0.01.05 Bordereau de Prix 13
0.01.06 Certificat de réception avec réserve 13
0.01.07 Certificat de réception sans réserve 13
0.01.08 Changement 13
0.01.09 Changement de Contrôle 14
0.01.10 Chantier 14
0.01.11 Chargé de Projet 14
0.01.12 Contrat 14
0.01.13 Documents Contractuels 14
0.01.14 Documents d'Appel d'Offres 14
0.01.15 DONNEUR D'ORDRE 15
0.01.16 Échéancier 15
0.01.17 Établissement 15
0.01.18 Fin des Travaux 15
0.01.19 Fin du Contrat 15
0.01.20 Force Majeure 15
0.01.21 Formulaire de Soumission 15
0.01.22 Information Confidentielle 15
0.01.23 Institution Financière 16
0.01.24 Loi 16
0.01.25 Matériaux 16
0.01.26 Matériel 16
0.01.27 Manquement 16
0.01.28 Meilleur Effort 16
0.01.29 PARTIE 17
0.01.30 Personne 17
0.01.31 Personne Liée 17
0.01.32 Personnel Affecté 17
0.01.33 Plans et Devis 17
0.01.34 Professionnel 17
0.01.35 Professionnel Désigné 17
0.01.36 Propriété Intellectuelle 17
0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres 18
0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle 18
0.01.39 Soumission 18
0.01.40 Sous-Contrat 18
0.01.41 Sous-Contractant 18

0.01.42 Travaux....18
0.02 Références financières....18
0.02.01 Devises....18
0.02.02 Taxes....18
0.03 Primauté....19
0.03.01 Contrat et accords verbaux....19
0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres....19
0.03.03 Conflits entre documents techniques....19
a) Ordre à respecter....19
b) Autorité du Professionnel....19
0.04 Droit applicable....20
0.05 Généralités....20
0.05.01 Dates et délais....20
a) De rigueur....20
b) Calcul....20
c) Reports....20
d) Demande....21
0.05.02 Consentement....21

1.00 OBJET. 21

1.01 Travaux....21
1.02 Licence....21

2.00 CONTREPARTIE....21

2.01 Travaux....21
2.01.01 Prix....21
2.01.02 Ventilation....21
2.02 Licence....22
2.03 Ajustement....22
2.03.01 Règle....22
2.03.02 Autres entrepreneurs....22
2.03.03 Travaux refusés....22
2.03.04 Matières dangereuses....22
2.03.05 Demande de Changement....23
2.03.06 Détermination de la valeur....23
2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement....23
2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement....24
a) Détermination unilatérale....24
b) Avis de différend....25
2.04 Fin du Contrat....25
2.04.01 Travaux et biens fournis....25
2.04.02 Matériaux et frais démobilisation....25
2.04.03 Profits ou dommages....25

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT....25

3.01 Méthode de paiement....25
3.02 Procédure....25
3.02.01 Demande de paiement....25
3.02.02 Contenu obligatoire....26
3.02.03 Déclaration solennelle....26

3.02.04 CCQ et CNESST 26
3.02.05 Certificat de paiement 26
3.02.06 Preuve d'assurance 26
3.02.07 Paiement 26
3.02.08 Quittance partielle 27
3.02.09 Réserve 27
3.02.10 Vérification 27
3.02.11 Ordre de Changement 27
3.03 Retenues 27
3.03.01 Détermination du montant 27
3.03.02 Hypothèques légales 28
3.03.03 Sous-Contractant hors Québec 28
3.03.04 Demande d'indemnisation 28
3.04 Travaux différés 29
3.05 Délégation de paiement 29
3.06 Fin du Contrat 29
3.06.01 Restitution d'avance 29
3.06.02 Compensation 29

4.00 SÛRETÉS 29

4.01 Garanties d'exécution et des obligations 29
4.01.01 Constitution 29
4.01.02 Ajustement 29
4.01.03 Maintien 30
4.02 Préavis à la caution 30
4.02.01 Demande d'exécution 30
4.02.02 Indemnisation 30

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 30

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 30

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 30

7.01 Capacité 30
7.02 Assurances 31
7.03 Permis, licences et autres autorisations 31
7.04 Conflits de travail 31
7.05 Établissement 31
7.06 Ressources 31
7.07 Divulgation 31
7.08 Attestation de Revenu Québec 31
7.09 Propriété Intellectuelle 31

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 32

8.01 Information Confidentielle 32

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 32

9.01 Chargé de projet 32
9.02 Accès aux Plans et Devis 32
9.02.01 Transmission 32
9.02.02 Obtention de permis 32

9.02.03 Compléments....32
9.03 Accès au chantier....32
9.04 Autres entrepreneurs....33
9.05 Évaluation et acceptation....33
9.05.01 Droit de refus....33
a) Procédure....33
b) Motif sérieux....33
9.05.02 Avis....33
9.05.03 Exécution par un tiers....33
9.06 Demande de Changement....33
9.07 Matières dangereuses....34
9.07.01 Présomption....34
9.07.02 Contrôle et divulgation....34
9.07.03 Prévention contre exposition....34
9.07.04 Élimination ou neutralisation....34
9.08 Exonération de responsabilité....34

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE....34

10.01 Assurance....34
10.01.01 Responsabilité civile générale....34
10.01.02 Chantier....35
a) Souscription et maintien....35
b) Couverture....35
10.01.03 Preuve d'assurance....36
10.01.04 Émetteur....36
10.01.05 Maintien de la responsabilité....36
10.02 Début de l'exécution du Contrat....36
10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE....36
10.04 Exécution complète....36
10.05 Respect....37
10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle....37
10.07 Conflits d'intérêts....37
10.08 Liens d'affaires....37
10.09 Meilleur Effort....37
10.10 Autorisation de contracter....37
10.10.01 Montant du Contrat....37
10.10.02 Demande du gouvernement....38
10.11 Conformité....38
10.11.01 Lois applicables....38
10.11.02 Traçabilité des sols contaminés excavés....38
10.11.03 Permis et autorisations....38
a) Obtention....38
b) Maintien....39
c) Formalités....39
10.11.04 Commission de la Construction du Québec....39
10.11.05 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)....39
a) Maître d'oeuvre....39
b) Exigence....39
c) Respect....39

d) Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19)....40
e) Avis à la CNESST....40
f) Attestation....40
g) Accident....40
h) Défaut....40
10.11.06 Loi sur le tabagisme....40
10.12 Main-d'œuvre....41
10.12.01 Autorité....41
10.12.02 Main-d'œuvre....41
10.12.03 Exclusions....41
a) Anciens employés....41
b) Motif sérieux de refus....41
10.12.04 Identification....41
10.12.05 Conduite....41
10.12.06 Responsabilité....41
10.13 Sous-contrat....42
10.13.01 Autorisation....42
10.13.02 Liste des sous-contractants....42
10.13.03 Informations supplémentaires....42
10.13.04 RENA....42
10.13.05 Attestation de Revenu Québec....42
10.13.06 Établissement....42
10.13.07 Responsabilité....42
10.13.08 Répartition des Travaux....43
10.13.09 Restrictions....43
10.13.10 Proportion....43
10.13.11 Assujettissement....43
10.13.12 Refus....43
10.14 Échéancier....43
10.14.01 Contenu....43
10.14.02 Remise....44
10.14.03 Respect....44
10.14.04 Suivi....44
10.14.05 Mise à jour continue....44
10.15 Délai de réalisation des Travaux....44
10.15.01 Point de départ....44
10.15.02 Cas de prolongation....44
10.15.03 Autorisation....44
10.16 Régie du Projet....45
10.16.01 Maîtrise des Travaux....45
a) Portée....45
b) Collaboration....45
c) Ingénieur-conseil....45
10.16.02 Direction des Travaux....45
a) Surintendant et contremaîtres....45
b) Délégation de pouvoirs....45
c) Remplacement....46
10.16.03 Réunions de chantier....46
a) Réunion de démarrage....46
b) Participation obligatoire....46

c) Rapports ou comptes rendus 46
10.16.04 Autres entrepreneurs....46
a) Coordination....46
b) Échéancier....47
c) Dénonciation....47
10.17 Matériaux et équipement....47
10.18 Plans et Devis....47
10.19 Dessins et instructions....47
10.19.01 Disponibilité....47
10.19.02 Vérification....47
10.19.03 Maintien de responsabilité....48
10.19.04 Annotations....48
10.20 Protection des biens....48
10.20.01 Étendue....48
10.20.02 Réparation....48
a) Aux frais de l'ADJUDICATAIRE....48
b) Aux frais du DONNEUR D'ORDRE....48
10.21 Santé et sécurité....49
10.21.01 Programme de prévention....49
a) Élaboration....49
b) Remise....49
c) Veille de conformité....49
10.21.02 Équipement de protection....49
10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE....49
10.22 Matières dangereuses....50
10.22.01 Responsabilité....50
10.22.02 Retard....50
10.22.03 Expert indépendant....50
10.23 Protection des lieux environnants....50
10.24 Prévention des nuisances....50
10.25 Inconvénients....51
10.26 Condition du sous-sol....51
10.27 Installations temporaires....51
10.28 Transport....51
10.28.01 Usage permis de camions....51
10.28.02 Attestation....51
10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac....52
10.28.04 Permis requis....52
10.29 Bornes et niveaux....52
10.30 Publicité....52
10.31 Propreté....52
10.31.01 Étendue....52
10.31.02 Intempéries....52
10.31.03 Fin des Travaux....52
10.32 Découpages, percements et réparations....53
10.32.01 Responsabilité....53
10.32.02 Personnel qualifié....53
10.32.03 Présomption....53
10.33 Échantillons, essais et dosages....53
10.33.01 Soumission et identification....53

10.33.02 Approbation préalable 53
10.33.03 Transmission des résultats 53
10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus 53
10.34 Inspection 54
10.34.01 Droit d'accès 54
10.34.02 Personnes autorisées 54
10.34.03 Travaux recouverts 54
10.34.04 Spécifique 54
10.34.05 Générale 54
10.34.06 Frais 54
10.34.07 Remise 55
10.35 Suspension des Travaux 55
10.36 Refus des Travaux 55
10.36.01 Retrait 55
10.36.02 Réparation 55
10.37 Ordre de Changement 55
10.37.01 Interdiction 55
10.37.02 Exécution immédiate 55
10.38 Manuels d'instructions 55
10.39 Garantie 56
10.39.01 Durée 56
a) ADJUDICATAIRE 56
b) Fournisseur 56
10.39.02 Début de la période 56
10.39.03 Vices cachés et malfaçons 56
a) Responsabilité 56
b) Avis de défectuosité 56
10.40 Assistance en cas de litige 56
10.41 Publicité et communications 57
10.42 Indemnisation 57
10.42.01 Dénonciation 57
10.42.02 « Perte » 57
10.42.03 Portée 57
10.42.04 Procédure 58

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 58

11.01 Information 58
11.02 Directive de chantier 58
11.03 Non-exclusivité 59
11.04 Substitution et équivalence de Matériaux 59
11.04.01 Approbation préalable 59
11.04.02 Démonstration 59
11.04.03 Interdiction 59
11.04.04 Ordre de Changement 60
11.05 Démolition et démantèlement 60
11.06 Objets de valeur 60
11.07 Réception des Travaux 60
11.07.01 Avec réserve 60
a) Conditions préalables 60
b) Demande d'inspection 61

i) Avis 61
ii) Frais d'inspection subséquente 61
c) Travaux à corriger ou à parachever 61
i) Liste 61
ii) Retenue 61
d) Documents à fournir 61
e) Émission 61
11.07.02 Sans réserve 62
a) Demande d'inspection 62
i) Avis 62
ii) Frais d'inspection subséquente 62
b) Déroulement 62
c) Émission 62
11.08 Prise de possession 62
11.08.01 Anticipée 62
a) Choix du DONNEUR D'ORDRE 62
b) Accord de l'ADJUDICATAIRE 62
c) Formulaire d'entente 63
11.08.02 Sur indication 63
11.09 Propriété Intellectuelle 63
11.10 Cession 63
11.10.01 Interdiction 63
11.10.02 Inopposabilité 63
11.10.03 Exception 63
11.11 Évaluation de rendement 63

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 64

12.01 Avis 64
12.02 Résolution de différends 64
12.02.01 Négociations de bonne foi 64
12.02.02 Médiation 65
a) Nomination commune 65
b) Nomination par un tiers 65
c) Engagement du médiateur 65
d) Règles 65
e) Échange de renseignements 65
f) Honoraires et frais 66
g) Représentant 66
h) Confidentialité 66
i) Règlement 66
j) Impasse 66
12.02.03 Arbitrage 66
a) Juridiction 66
b) Décision 67
c) Frais 67
12.03 Élection 67
12.04 Modification 67
12.05 Non-renonciation 67
12.06 Transmission électronique 67

13.00 FIN DU CONTRAT 68

13.01 De gré à gré....68
13.02 Résolution....68
13.03 Résiliation....68
13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE....68
13.03.02 Sans préavis....68
13.03.03 Avec préavis....69
13.04 Changement de Contrôle....69
13.05 Effet de la résiliation....69
13.06 Recours possibles....70
13.06.01 Choix....70
13.06.02 Garanties et obligations....70
13.07 Prise de possession du chantier....70
13.07.01 Prérogative....70
13.07.02 Responsabilité....70

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR....70

15.00 DURÉE. 70

15.01 Déterminée....70
15.02 Survie....70

16.00 PORTÉE....71

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT 72
ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER 73
ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS 74
ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT 75
ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT 77
ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT 79
ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE 80
ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE 81
ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE 82
ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE 83
ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER 84
ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS 86
ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX 87
ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER 88
ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE 89
ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE 90

CONTRAT DE CONSTRUCTION intervenu en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, Canada.

ENTRE :

Ville de Baie-Comeau, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), ayant son siège au 19 Marquette, en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, G4Z 1K5;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le nº 2022-48 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉ L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE a pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres nº 2022-48, se rapportant à l'aménagement d'une nouvelle aire de lancer au Complexe récréatif Henry-Leonard, a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Addenda

désigne tout écrit expédié par le DONNEUR D'ORDRE, avant l'ouverture des Soumissions, portant la mention addenda et servant à clarifier ou à modifier les Documents d'Appel d'Offres suite à leur publication;

0.01.02 ADJUDICATAIRE

désigne l'entrepreneur retenu au terme de l'Appel d'Offres ou son cessionnaire autorisé et peut comprendre lorsque le sens du texte l'exige ses mandataires, représentants ou préposés;

0.01.03 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres nº 2022-48, se rapportant à l'aménagement d'une nouvelle aire de lancer au Complexe récréatif Henry-Leonard;

0.01.04 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.05 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix faisant partie de la Soumission indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.06 Certificat de réception avec réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception avec réserve des Travaux;

0.01.07 Certificat de réception sans réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception sans réserve des Travaux;

0.01.08 Changement

désigne un ajout, un retrait ou toute modification touchant les Travaux sans affecter fondamentalement la portée générale du Contrat, inscrit sur le formulaire « Demande de changement » reproduit à l'annexe 0.01.08.

0.01.09 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, un des événements suivants :

a) l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

b) une entente portant sur la vente ou la disposition de tous ou de substantiellement tous les actifs de la personne morale;

c) une réorganisation de la personne morale menant au transfert des droits conférés par le Contrat à une Personne Liée;

d) une fusion impliquant la personne morale; ou

e) l'approbation par les actionnaires de la personne morale d'un plan pour la liquidation complète de cette dernière.

0.01.10 Chantier

désigne l'emplacement où sont exécutés les Travaux, ainsi que les environs immédiats utilisés pour les installations temporaires ou pour les dépôts de Matériaux et du Matériel;

0.01.11 Chargé de Projet

désigne la Personne qui, à titre de représentant du DONNEUR D'ORDRE, administre le Contrat;

0.01.12 Contrat

désigne le présent document ainsi que ses annexes, tout Addenda s'y rapportant et comprend toute modification de celui-ci pendant sa durée;

0.01.13 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres et de la Soumission;

0.01.14 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE pour les fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique; sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent:

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le Contrat, incluant les Plans et Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.15 DONNEUR D'ORDRE

désigne le donneur d'ordre qui prépare, conclut, signe et gère le Contrat ainsi que les Changements et comprend, lorsque le sens du texte l'exige, le Chargé de Projet;

0.01.16 Échéancier

désigne le calendrier d'exécution des Travaux convenu avec le DONNEUR D'ORDRE, allant du début de ceux-ci jusqu'à la réception de l'ouvrage, joint à l'annexe 0.01.16 des présentes et comprend toute modification de celui-ci pendant la durée du Contrat;

0.01.17 Établissement

désigne l'endroit où l'ADJUDICATAIRE, exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;

0.01.18 Fin des Travaux

signifie la date de prise d'effet indiquée au Certificat de Réception avec Réserve;

0.01.19 Fin du Contrat

désigne la dernière des dates d'expiration du délai de DOUZE (12) mois des garanties minimales exigées;

0.01.20 Force Majeure

désigne tout événement imprévisible et irrésistible au sens du *Code civil du Québec*;

0.01.21 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix et l'Attestation d'Intégrité, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.22 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*

(RLRQ, c. A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.23 Institution Financière

désigne un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la *Loi sur les assureurs* (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la *Loi sur les coopératives de services financiers* (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la *Loi sur les banques* (L.C. 1991, c. 46);

0.01.24 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.25 Matériaux

désigne tous les matériaux, équipements, machinerie lourde et installations nécessaires à l'exécution des Travaux;

0.01.26 Matériel

désigne l'ensemble des outils, de l'outillage, des instruments, des appareils, des machines, des véhicules, des bâtiments et les installations nécessaires à l'exécution ou à l'entretien des travaux et qui ne sont pas incorporés aux ouvrages;

0.01.27 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une dérogation au Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.28 Meilleur Effort

désigne les efforts qu'une Personne, désireuse d'atteindre un résultat, et agissant prudemment et diligemment, déploie, eu égard aux circonstances, pour assurer, dans la mesure du possible, l'atteinte d'un résultat probable et comprend les règles de l'art de tout métier ou profession ainsi que les meilleures pratiques reconnues d'un secteur d'activités;

0.01.29 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.30 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie, un regroupement de personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale, qui n'est pas partie au Contrat;

0.01.31 Personne Liée

désigne, pour chaque PARTIE, toute personne identifiée à l'article 251(2) de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5e suppl.)) ou toute personne qui a un lien de dépendance avec cette PARTIE;

0.01.32 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier;

0.01.33 Plans et Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Travaux à exécuter, reproduite à l'annexe 0.01.33 des présentes et comprend toute modification s'y rapportant pendant la durée du Contrat;

0.01.34 Professionnel

désigne l'architecte, l'ingénieur ou celui qui a la responsabilité de concevoir l'ouvrage en tout ou en partie ou d'en surveiller l'exécution pour le compte du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.35 Professionnel Désigné

désigne la firme de professionnels désignée par le DONNEUR D'ORDRE à ce titre aux Documents d'Appel d'Offres;

0.01.36 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou à l'obtention d'espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux SOUMISSIONNAIRES;

0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) ou la politique de gestion contractuelle qui est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui;

0.01.39 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.40 Sous-Contrat

désigne un contrat conclu par l'ADJUDICATAIRE avec un Sous-Contractant directement lié à l'exécution des Travaux;

0.01.41 Sous-Contractant

désigne une Personne, autre qu'un employé de l'ADJUDICATAIRE, qui exécute des Travaux pour le compte et selon les directives de celui-ci en vertu d'une entente;

0.01.42 Travaux

désigne l'ensemble des travaux décrits aux Plans et Devis ainsi que les modalités d'exécution de ceux-ci;

0.02 Références financières

0.02.01 Devises

Toutes les sommes d'argent prévues dans le Contrat sont en devise canadienne.

0.02.02 Taxes

À moins d'indication contraire dans le texte, les montants indiqués dans le Contrat ne comprennent pas la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ) ainsi que toute autre taxe applicable sur de tels montants par les autorités publiques pendant la durée du Contrat.

0.03 Primauté

0.03.01 Contrat et accords verbaux

Le Contrat prime sur tout accord intervenu avec l'ADJUDICATAIRE qui n'a pas fait l'objet d'un écrit subséquent.

0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres

En cas de contradiction ou divergence entre les différents Documents d'Appel d'Offres, l'ordre de primauté suivant détermine, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, le document dominant:

a) Addenda;

b) Contrat;

c) Devis;

d) Plans et dessins;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.03.03 Conflits entre documents techniques

a) **Ordre à respecter**

De plus, l'ordre de primauté suivant doit être adopté en cas de contradiction ou de divergence sur les Plans et Devis :

i) les originaux papier des Plans et Devis scellés priment sur les versions électroniques de tels documents;

ii) les dimensions chiffrées indiquées sur les dessins priment, même si elles diffèrent des dimensions prises à l'échelle;

iii) les dessins établis à la plus grande échelle priment sur les dessins à l'échelle réduite;

iv) les cotes priment les mesures à l'échelle;

v) les plans de détails priment les plans d'ensemble.

Par ailleurs, entre deux documents de même type et support, celui portant la date la plus récente prédomine.

b) **Autorité du Professionnel**

Sujet aux règles de primauté prévues à la présente sous-section, le Professionnel a seul autorité pour interpréter les Plans et Devis et autres documents techniques relevant de sa

spécialité concernant l'exécution des Travaux. La décision du Professionnel compétent en la matière est finale. Elle lie l'ADJUDICATAIRE qui doit s'y conformer et exécuter sans interruption les Travaux sujet à son droit de transmettre par écrit, dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis écrit de cette décision, au Professionnel décideur et au DONNEUR D'ORDRE, une contestation motivée de cette décision. Le cas échéant, les PARTIES doivent respecter la procédure de résolution de différends prévue à la sous-section 12.02.

0.04 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.05 Généralités

0.05.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Toutes les échéances indiquées dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) le terme «mois», lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Reports**

Si l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation au Contrat est retardée en raison :

i) d'un défaut par l'une des PARTIES dans l'exécution de ses obligations au Contrat;

ii) d'un cas de force majeure;

iii) d'un amendement au Contrat; ou

iv) de tout autre facteur hors du contrôle de la PARTIE à qui incombe l'obligation;

cette dernière est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment à moins que les PARTIES en conviennent autrement.

d) **Demande**

Aucune prolongation pour cause de retard ne peut être consentie à moins qu'une demande n'en soit faite promptement par écrit au Chargé de Projet au plus tard dans les DIX (10) jours ouvrables à compter du commencement du retard; dans le cas d'un motif de nature continue, la présentation d'une demande unique suffit.

0.05.02 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

1.00 OBJET

1.01 Travaux

Sujet au respect du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE convient par les présentes de confier l'exécution des Travaux à l'ADJUDICATAIRE qui convient d'exécuter ceux-ci, conformément aux Plans et Devis, moyennant la contrepartie indiquée à la section 2.00.

1.02 Licence

L'ADJUDICATAIRE accorde au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, d'adapter, de publier et de traduire les dessins d'atelier, le programme de prévention élaboré en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., c S-2.1), les rapports ou comptes rendus et, généralement, tous autres documents à être réalisés en vertu du Contrat, aux fins des activités et objets du Chargé de Projet ou, le cas échéant, du DONNEUR D'ORDRE. Cette licence est accordée sans limite territoriale et sans limite de temps.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Travaux

2.01.01 Prix

En guise de contrepartie à l'exécution des Travaux, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le(s) montant(s) indiqué(s) au Bordereau de Prix.

2.01.02 Ventilation

L'ADJUDICATAIRE doit, dans le délai fixé par le DONNEUR D'ORDRE, lui remettre une ventilation complète du prix forfaitaire soumis, selon une nomenclature établie par ce dernier.

2.02 Licence

La contrepartie pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de ce contrat est incluse dans la rémunération versée à l'ADJUDICATAIRE pour l'exécution des Travaux.

2.03 Ajustement

2.03.01 Règle

Il est interdit aux PARTIES de demander un ajustement du prix du Contrat dans les cas suivants :

a) lorsqu'il se produit un retard ou un arrêt dans les Travaux ou pour tout coût additionnel attribuable au non-respect par l'ADJUDICATAIRE, ses employés, mandataires, Sous-Contractants et fournisseurs d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) un manquement d'un Sous-Contractant ou son remplacement suite au non-redressement de ce manquement;

c) l'insolvabilité ou la cession de biens ou la faillite d'un Sous-Contractant et son remplacement;

d) lorsque l'ADJUDICATAIRE néglige de signaler des défauts ou des déficiences au regard des travaux des autres entrepreneurs ayant un impact sur ses Travaux en temps opportun;

Dans les autres cas, l'ajustement à la hausse ou à la baisse du prix du Contrat est admis, au cas par cas, sujet aux modalités qui suivent.

2.03.02 Autres entrepreneurs

Si le DONNEUR D'ORDRE exerce son droit d'adjuger des contrats distincts à d'autres entrepreneurs relativement à des travaux connexes autres que ceux prévus au Contrat, les obligations de l'ADJUDICATAIRE d'agir en tant que maître d'œuvre demeurent inchangées. Le cas échéant, le prix du Contrat est toutefois augmenté d'un montant équivalent à DIX POUR CENT (10 %) du coût des contrats distincts.

2.03.03 Travaux refusés

Dans le cas des Travaux défectueux, si, après consultation auprès du DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel concerné avise l'ADJUDICATAIRE qu'il n'est pas nécessaire de rectifier les Travaux défectueux ou non conformes en vertu des Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE déduit du prix du Contrat la différence de valeur entre les Travaux tels qu'exécutés et ceux prévus au Contrat. Le montant de cette différence de valeur est déterminé par le DONNEUR D'ORDRE sur recommandation des Professionnels concernés.

2.03.04 Matières dangereuses

En cas de présence avérée ou soupçonnée de matières dangereuses à l'endroit où s'exécutent les Travaux, si les mesures prises par l'ADJUDICATAIRE en vertu de la clause 10.22.01 du Contrat ont pour effet de retarder l'exécution des Travaux ou d'entraîner pour lui des frais additionnels, l'ADJUDICATAIRE est remboursé du supplément raisonnable du coût causé par le retard et par le fait qu'il a pris ces mesures.

2.03.05 Demande de Changement

Si le DONNEUR D'ORDRE transmet une demande de Changement à l'ADJUDICATAIRE, celui-ci doit soumettre un prix ou un crédit détaillé sur le formulaire «Ordre de changement» reproduit à l'annexe 2.03.08 dans un délai de CINQ (5) jours suivant réception de la demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. Après la réception du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de sa proposition.

2.03.06 Détermination de la valeur

La valeur de tout Changement est déterminée selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes à savoir:

a) estimation, négociation et acceptation d'un prix forfaitaire ventilé, lequel est déterminé sur la base des taux de majoration prévus au paragraphe c) du présent alinéa pour les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE;

b) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire, application des prix unitaires mentionnés au Contrat ou convenus par la suite;

c) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire ou d'appliquer les prix unitaires, cumul du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement lié au changement, majoré des pourcentages suivants :

i) QUINZE POUR CENT (15 %) lorsque les travaux sont exécutés par l'ADJUDICATAIRE;

ii) DIX POUR CENT (10 %) pour l'ADJUDICATAIRE et QUINZE POUR CENT (15 %) pour le Sous-Contractant, lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-Contractant.

Aux fins de l'application du paragraphe c) du premier alinéa, le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement correspond au coût réel des éléments décrits à la clause 2.03.07. La majoration inclut les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE.

2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement

L'ADJUDICATAIRE doit faire la démonstration de chaque dépense liée à un changement. Le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement attribuable à l'exécution du

changement aux travaux correspond aux coûts réels de l'ADJUDICATAIRE et des Sous-Contractants, sur les éléments suivants :

a) les salaires et charges sociales versés aux ouvriers conformément à une convention collective applicable ainsi qu'au contremaître et, le cas échéant, au surintendant qui supervise les salariés sur le chantier;

b) les frais de déplacement et d'hébergement des salariés additionnels requis;

c) le coût de tous les matériaux, produits, fournitures, incluant les matériaux incorporés à l'ouvrage en raison du changement aux travaux, y compris les frais de transport, d'entreposage et de manutention de ceux-ci, le tout correspondant au plus bas prix consenti à l'ADJUDICATAIRE et aux Sous-Contractants;

d) les taxes et autres droits imposés par toute autorité compétente sur la main-d'oeuvre, les matériaux et l'équipement requis et auxquels l'ADJUDICATAIRE est assujetti, à l'exclusion de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) lorsque l'organisme public en est exempt;

e) le coût de transport et d'utilisation d'équipements et d'outils additionnels requis, autres que ceux à main utilisés par les salariés;

f) le coût additionnel du contrôle de la qualité des travaux relatifs au changement par le responsable de l'assurance-qualité ou le surintendant;

g) les redevances et les droits de brevet applicables;

h) les primes additionnelles de cautionnements et d'assurances que l'ADJUDICATAIRE doit payer à la suite de l'augmentation du prix de son contrat;

i) les frais d'énergie et de chauffage directement attribuables au changement;

j) le coût d'enlèvement et d'élimination des ordures et débris attribuables au Changement;

k) les protections, installations temporaires et les ouvrages de sécurité additionnels nécessaires;

l) tout autre coût de main-d'œuvre, de matériaux et d'équipement additionnel requis, non spécifié aux paragraphes qui précèdent et attribuable à l'exécution du changement.

2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement

a) **Détermination unilatérale**

Après réception de la position du DONNEUR D'ORDRE à l'égard du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, si ces derniers ne peuvent, après une première démarche de négociation, s'entendre sur la valeur d'un changement, le montant estimé et ventilé du changement exigé est alors déterminé par le DONNEUR D'ORDRE dans l'ordre de

changement. L'ordre de Changement est produit sur le formulaire «Ordre de Changement» reproduit à l'annexe 2.03.08.

b) **Avis de différend**

Dans un tel cas, l'ADJUDICATAIRE peut, dans les quinze (15) jours de la délivrance de l'ordre de Changement, dénoncer par écrit au DONNEUR D'ORDRE un avis de différend à ce sujet en exposant les points en litige, ses prétentions à l'égard de ceux-ci, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives. Le cas échéant, ce différend doit être résolu selon la procédure prévue à la sous-section 12.02 du Contrat.

2.04 Fin du Contrat

Nonobstant ce qui précède, si, conformément à la section 13.00, le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat et prend possession du chantier l'ADJUDICATAIRE n'a droit qu'aux indemnités prévues ci-après.

2.04.01 Travaux et biens fournis

L'ADJUDICATAIRE n'a alors droit, en proportion du prix convenu, qu'aux frais et dépenses actuelles, à la valeur des Travaux exécutés avant la notification de la résiliation ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens fournis, lorsque ceux-ci ne peuvent lui être remis et qu'il ne peut les utiliser.

2.04.02 Matériaux et frais démobilisation

Les frais relatifs aux matériaux livrés au chantier, à la main-d'œuvre et au matériel de construction, à l'équipement, aux activités de repliement et autres activités de démobilisation sont remboursés à l'ADJUDICATAIRE à la condition qu'il les justifie et qu'ils soient certifiés par le Professionnel Désigné.

2.04.03 Profits ou dommages

L'ADJUDICATAIRE, outre ce qui est prévu ci-devant, n'a droit à aucune autre compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ou pour dommages-intérêts.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Méthode de paiement

L'ADJUDICATAIRE doit adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit communiquer avec le DONNEUR D'ORDRE à la suite de l'adjudication du Contrat.

3.02 Procédure

3.02.01 Demande de paiement

Les demandes de paiement sont présentées, mensuellement ou selon le calendrier de paiement établi par le DONNEUR D'ORDRE, au Professionnel Désigné au fur et à mesure

de l'avancement des travaux. Le formulaire obligatoire que l'ADJUDICATAIRE doit utiliser pour faire une demande de paiement est reproduit à l'annexe 3.02.01 des présentes.

3.02.02 Contenu obligatoire

Les demandes de paiement doivent porter la date du dernier jour du mois et le montant réclamé doit correspondre à la valeur des travaux exécutés et des matériaux incorporés à l'œuvre à cette date au prorata du prix du contrat y compris, le cas échéant, les taxes applicables dont la TPS et la TVQ. Les approvisionnements sur le chantier en sont exclus, à moins d'une autorisation spéciale du DONNEUR D'ORDRE. Ces demandes doivent totaliser la valeur des travaux parachevés, déduction faite du total des paiements antérieurs.

3.02.03 Déclaration solennelle

Les demandes de paiement, incluant toutes les pièces justificatives requises, doivent parvenir au Professionnel Désigné dans les cinq (5) jours suivant la fin de la période. Toute demande de paiement à l'exception de la première doit être accompagnée d'une déclaration solennelle de l'ADJUDICATAIRE, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.03, à l'effet qu'il a acquitté tous comptes dus aux Sous-Contractants, ouvriers et fournisseurs de matériaux et tous autres frais figurant dans la précédente demande de paiement.

3.02.04 CCQ et CNESST

Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE présente avec chaque demande de paiement, y compris la première, un certificat attestant que toutes les contributions exigibles par la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ont été versées.

3.02.05 Certificat de paiement

Sur réception d'une demande de paiement de l'ADJUDICATAIRE, le Professionnel Désigné délivre un certificat de paiement, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.05, au montant demandé ou établi après vérification. Une copie de la demande de paiement vérifiée est transmise à l'ADJUDICATAIRE.

3.02.06 Preuve d'assurance

Avant que le premier paiement ne soit effectué par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE une copie de la police d'assurance responsabilité et dommage matériel et de la police d'assurance multirisque de chantier ainsi que les avenants à ces polices, de même que le calendrier d'exécution des Travaux et toute mise à jour de celui-ci.

3.02.07 Paiement

Sous réserve des retenues prévues à la sous-section 3.03, le délai de paiement est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la réception du certificat de paiement, accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

3.02.08 Quittance partielle

Par ailleurs, sur demande du DONNEUR D'ORDRE lorsque des circonstances ou des motifs le justifient, l'ADJUDICATAIRE doit, avec chaque demande de paiement, produire une quittance partielle, en la forme prescrite à l'annexe 3.02.08, dûment complétée et signée par le ou les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux identifiés par le DONNEUR D'ORDRE, attestant le paiement des sommes qui leur sont dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.02.09 Réserve

Il est entendu entre les PARTIES qu'un paiement ne constitue pas une acceptation des Travaux.

3.02.10 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.02.11 Ordre de Changement

La procédure de paiement décrite dans la présente section s'applique, en faisant les adaptations nécessaires aux sommes supplémentaires qui deviennent dues à la suite d'un ordre de Changement. Si, par contre, un ordre de Changement engendre une réduction quelconque du prix du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit joindre, à la demande de paiement qui suit ou à tout autre moment dont il peut convenir avec le DONNEUR D'ORDRE, cette demande de Changement la note de crédit correspondant au montant de la réduction ainsi générée.

3.03 Retenues

3.03.01 Détermination du montant

Le DONNEUR D'ORDRE effectuera des retenues sur les montants payables à l'ADJUDICATAIRE selon les modalités suivantes :

a) Dans tous les cas, lorsqu'une hypothèque légale de construction est inscrite, le propriétaire se réserve le droit de retenir, à même les paiements effectués à l'ADJUDICATAIRE, un montant égal à la créance augmenté de VINGT POUR CENT (20%).

b) des retenues de DIX POUR CENT (10%) sur chacun des paiements sont effectuées, lesquelles sont remises dans les QUARANTE-CINQ (45) jours suivant la date de la réception sans réserve des Travaux, sujet à ce qui suit;

c) l'ADJUDICATAIRE reconnaît que les DIX POUR CENT (10%) de retenues cumulatives demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE jusqu'à ce que

l'ADJUDICATAIRE établisse qu'il a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des gages, matériaux et services;

d) l'ADJUDICATAIRE accepte en conséquence que le DONNEUR D'ORDRE puisse, après avis préalable, utiliser ces montants, en tout ou en partie, pour le remboursement des créanciers au sens du texte de la formule de cautionnement des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services fournie dans les Documents d'Appel d'Offres;

e) l'ADJUDICATAIRE accepte également que les paiements effectués directement à ces créanciers soient considérés comme ayant été effectués à lui-même et qu'ils soient déduits des montants qui lui seraient dus en vertu du contrat.

Pour que le paiement de cette retenue soit effectué, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, d'une part, les quittances complètes et finales de tous les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux ayant dénoncé leur contrat, et ce, conformément au formulaire prévu à l'annexe 3.03.01 d'autre part, un état certifié de tous les droits réels publiés depuis la date de signature du contrat, l'état devant être émis au moins trente (30) jours suivant la date de la signature par le DONNEUR D'ORDRE du certificat de réception avec réserve.

3.03.02 Hypothèques légales

Pour obtenir le paiement du solde du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avec sa demande de paiement, une copie certifiée (portant le timbre du bureau de la publicité des droits et la signature originale de l'officier de la publicité des droits) de l'index aux immeubles (registre foncier à l'entrée en vigueur du registre) couvrant la période allant de la date de signature du Contrat jusqu'à TRENTE ET UN (31) jours après la date de la réception sans réserve des Travaux et établissant qu'aucune hypothèque légale n'a été enregistrée sur l'immeuble faisant l'objet du Contrat. Advenant l'enregistrement d'hypothèques légales pour des Travaux prévus en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de lever lui-même ces hypothèques en utilisant le solde du Contrat.

3.03.03 Sous-Contractant hors Québec

Outre les retenues prévues à la présente clause, si l'ADJUDICATAIRE utilise un Sous-Contractant qui n'a pas d'établissement au Québec, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir, à même le prix du Contrat, un montant équivalant à DIX POUR CENT (10 %) du montant du Sous-Contrat impliqué, sans préjudice à tout autre droit et recours du DONNEUR D'ORDRE.

3.03.04 Demande d'indemnisation

Si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'une demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE alors que celui-ci lui doit encore des sommes d'argent en vertu du Contrat, il est convenu qu'en pareilles circonstances le DONNEUR D'ORDRE peut retenir de telles sommes, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande d'indemnisation, et, dans la mesure où cette décision lui est favorable, opérer compensation.

3.04 Travaux différés

Après l'émission du Certificat de réception sans réserve englobant les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE libère la retenue qu'il a effectuée pour les Travaux (valeur des Travaux majorés de 20 %).

3.05 Délégation de paiement

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur l'administration fiscale* (L.R.Q., c. A-6.002), lorsque l'ADJUDICATAIRE est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, le ministre ou le DONNEUR D'ORDRE, dans le cas où ce dernier est un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de cette loi, peut, s'il en est requis par le ministre du Revenu, transmettre à celui-ci en tout ou en partie le montant payable en vertu du Contrat afin que le ministre puisse affecter en tout ou en partie ce montant au paiement de cette dette.

3.06 Fin du Contrat

3.06.01 Restitution d'avance

Si le DONNEUR D'ORDRE met fin au Contrat conformément à la Partie 13.00 et si l'ADJUDICATAIRE avait, lors de la signature de celui-ci obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier à moins qu'il puisse démontrer au DONNEUR D'ORDRE qu'il ait droit de conserver celle-ci pour les Travaux exécutés.

3.06.02 Compensation

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'opérer compensation entre le montant total de ces frais et tout montant dû à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat ou autrement.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garanties d'exécution et des obligations

4.01.01 Constitution

Sous peine de se voir retirer le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de l'envoi de l'Avis d'Adjudication, fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution et une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services qui doivent être, chacune, d'un montant équivalant à CINQUANTE POUR CENT (50 %) du montant du contrat, sous forme de cautionnement émis en faveur du DONNEUR D'ORDRE par une Institution Financière et qui doivent être conformes aux dispositions des modèles de cautionnement d'exécution et de cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services reproduits respectivement aux annexes 4.02A et 4.02B du Formulaire de Soumission;

4.01.02 Ajustement

Si le Contrat fait l'objet d'une ou plusieurs Demandes de Changement et s'il en résulte une hausse du montant initial du Contrat de DIX POUR CENT (10 %) ou plus,

l'ADJUDICATAIRE doit fournir de nouvelles garanties basées sur le montant révisé du Contrat.

4.01.03 Maintien

Les garanties offertes sous forme de cautionnement sont valables pour toute la durée du Contrat.

4.02 Préavis à la caution

4.02.01 Demande d'exécution

Advenant un défaut de l'ADJUDICATAIRE, si ce dernier a remis une garantie d'exécution sous forme de cautionnement, le DONNEUR D'ORDRE avise la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat.

4.02.02 Indemnisation

À défaut par la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat dans les délais prescrits par le DONNEUR D'ORDRE, le Contrat est résilié de plein droit et la caution doit verser au DONNEUR D'ORDRE la différence entre le prix qui aurait été payé à l'ADJUDICATAIRE et celui qui doit être payé à toute Personne qui est appelée à exécuter le Contrat ainsi que tout coût occasionné au DONNEUR D'ORDRE par l'inexécution des obligations et conditions prévues au Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, pouvoirs et autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Assurances

L'ADJUDICATAIRE déclare avoir souscrit à des polices d'assurance suffisantes pour couvrir les principaux risques inhérents à l'exécution des Travaux. De plus, il atteste être assuré en prévision de toute réclamation pouvant impliquer sa responsabilité civile.

7.03 Permis, licences et autres autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences et autres autorisations requis par les autorités publiques compétentes en relation avec ses activités et pour exécuter les Travaux.

7.04 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.05 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.06 Ressources

L'ADJUDICATAIRE possède l'expertise et les ressources nécessaires pour exécuter les Travaux conformément aux Plans et Devis et, le cas échéant, dans les délais indiqués à l'Échéancier.

7.07 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

7.08 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE reconnaissant qu'un tel geste constitue une infraction suivant le *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes municipaux* (RLRQ, chapitre C-19, r. 3), justifiant un constat d'infraction, déclare, aux fins de l'obtention du Contrat, ne pas avoir transmis une attestation de Revenu Québec contenant des renseignements faux ou inexacts.

7.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits d'utilisation de la Propriété Intellectuelle requise pour exécuter les Travaux soit en qualité de titulaire de celle-ci ou par voie de licence.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Chargé de projet

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, d'aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

9.02 Accès aux Plans et Devis

9.02.01 Transmission

Trois (3) exemplaires originaux en version papier et un exemplaire en version reproductible, des Plans et Devis émis pour construction doivent être fournis sans frais à l'ADJUDICATAIRE. Toute copie supplémentaire réclamée par l'ADJUDICATAIRE sera facturée au coût de 52 $ par copie.

9.02.02 Obtention de permis

Au surplus, lorsque de tels documents nécessaires à l'exécution des Travaux sont requis pour l'obtention de tout permis par l'ADJUDICATAIRE, ces exemplaires doivent être remis, sans frais, à l'ADJUDICATAIRE à sa demande expresse.

9.02.03 Compléments

Au besoin, des détails et des instructions qui peuvent se traduire, en outre, sous forme de documents graphiques ou écrits, d'échantillons ou de maquettes qui deviennent des Documents d'Appel d'Offres, doivent également être transmis à l'ADJUDICATAIRE.

9.03 Accès au chantier

Le DONNEUR D'ORDRE doit, pendant toute la durée des Travaux, assurer à l'ADJUDICATAIRE le plein accès des lieux où ceux-ci s'exécutent.

9.04 Autres entrepreneurs

Dans la mesure où le DONNEUR D'ORDRE fait appel à d'autres entrepreneurs pour exécuter des travaux se rapportant au même projet, ce dernier doit exiger de leur part des couvertures d'assurance suffisantes dans la mesure où les travaux visés par le contrat de l'ADJUDICATAIRE peuvent être touchés.

9.05 Évaluation et acceptation

9.05.01 Droit de refus

a) **Procédure**

Malgré toute autorisation ou approbation donnée aux fins de rémunération aux différentes étapes d'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit, lors de la réception définitive des Travaux se rapportant à la réalisation d'un ouvrage matériel ou intellectuel quelconque, de refuser, en tout ou en partie, ceux qui ne sont pas exécutés conformément aux exigences des Plans et Devis.

b) **Motif sérieux**

Toutefois, le DONNEUR D'ORDRE ne peut refuser les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE que pour une bonne et valable raison relative à la qualité du travail, compte tenu de ce qui est demandé à l'ADJUDICATAIRE et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

9.05.02 Avis

Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE fait connaître par avis écrit son refus d'une partie ou de l'ensemble des travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE dans les DIX (10) jours de la réception définitive des Travaux. L'absence d'avis dans le délai prescrit signifie que le DONNEUR D'ORDRE accepte les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE.

9.05.03 Exécution par un tiers

Si l'ADJUDICATAIRE omet ou refuse d'exécuter les Travaux correctifs dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE, ce dernier se réserve le droit de faire reprendre les Travaux par un tiers aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

9.06 Demande de Changement

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sans entraîner la nullité du Contrat, apporter des changements aux Travaux. Le montant du Contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05 des présentes. Ces changements entraînent également une modification du délai d'exécution ainsi que de la commande d'exécution.

9.07 Matières dangereuses

9.07.01 Présomption

Pour les fins de la législation environnementale applicable, le DONNEUR D'ORDRE est réputé avoir la maîtrise de l'endroit où s'exécutent les Travaux et être responsable de l'administration de celui-ci, pour ce qui est des conditions existantes.

9.07.02 Contrôle et divulgation

Avant que l'ADJUDICATAIRE ne commence les travaux, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables pour vérifier si des substances ou matières toxiques ou dangereuses sont présentes à l'endroit où s'exécutent les Travaux et fournir par écrit à l'ADJUDICATAIRE, le cas échéant, la liste de ces substances et matières.

9.07.03 Prévention contre exposition

Le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à des substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'emplacement de l'ouvrage avant que l'ADJUDICATAIRE commence les Travaux.

9.07.04 Élimination ou neutralisation

Sauf si le Contrat stipule expressément qu'il en est autrement, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à la loi, pour éliminer, entreposer ou rendre inoffensives de quelque autre façon les substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'endroit où s'exécutent les Travaux avant que l'ADJUDICATAIRE commence ceux-ci.

9.08 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Assurance

10.01.01 Responsabilité civile générale

L'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance responsabilité civile générale conformément aux conditions et modalités à l'Annexe 10.01.01 « Avenant à la police de responsabilité civile générale » jusqu'à la réception sans réserve de l'ensemble des Travaux au moyen soit d'une police distincte, soit d'un avenant à une police déjà existante,

une assurance responsabilité civile générale comportant une limite d'indemnité unique au montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 $) par événement, ou à tout autre montant prévu au Contrat, pour dommages corporels (y compris la mort en résultant) et pour dommages matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'évènement et couvrant :

a) le risque des lieux et activités;

b) le risque des produits et des travaux terminés;

c) le risque de responsabilité assumée en vertu d'un contrat, formule globale, et couvrant les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux de l'ADJUDICATAIRE;

d) le risque découlant d'ascenseurs et de monte-charges, le cas échéant;

e) le risque relatif aux préjudices personnels;

f) le risque des travaux d'étayage, de dynamitage, d'excavation, de reprises en sous-œuvre, de démolition, de battage de pieux, de travaux de souterrains, de percements de tunnels, de travaux de nivellement, le cas échéant;

g) le risque de responsabilité automobile des non-propriétaires;

h) le risque de responsabilité civile contingente des patrons;

i) l'avenant d'extension du terme assuré aux employés de l'assuré désigné;

j) l'avenant dommages matériels formule étendue.

10.01.02 Chantier

a) **Souscription et maintien**

À moins d'indication contraire stipulée dans le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance de chantier conformément aux conditions et modalités établies à l'Annexe 10.01.02 intitulé « Avenant à la police d'assurance de chantier ».

b) **Couverture**

L'assurance doit être constituée par une police d'assurance de chantier (formule globale) et couvrir la pleine valeur assurable des Travaux établie en fonction du prix du Contrat et la pleine valeur déclarée des matériaux, produits et équipements qui doivent être fournis par le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'incorporation à l'ouvrage. L'assurance doit tenir compte des intérêts du DONNEUR D'ORDRE, de l'ADJUDICATAIRE, des Sous-Contractants et de toute autre Personne ayant un intérêt assurable dans les Travaux.

10.01.03 Preuve d'assurance

L'ADJUDICATAIRE doit remettre promptement après l'entrée en vigueur du Contrat, une copie de chaque police d'assurance qui doit répondre aux exigences de la présente sous-section 10.01.

10.01.04 Émetteur

Ces polices d'assurance doivent être souscrites auprès d'une Institution Financière et doivent prévoir un avis écrit d'au moins TRENTE (30) jours aux PARTIES en cas d'annulation ou de réduction de couverture.

10.01.05 Maintien de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette section ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.02 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE doit identifier un représentant possédant la délégation de pouvoir suffisante pour discuter avec le DONNEUR D'ORDRE des aspects contractuels du projet. Il doit entretenir un dialogue avec le représentant du DONNEUR D'ORDRE afin d'évaluer et de solutionner les problèmes relatifs à la réalisation du projet.

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir le consentement du DONNEUR D'ORDRE avant de remplacer cette personne. Dans un tel cas, le DONNEUR D'ORDRE peut, à sa discrétion :

a) accepter le changement si la personne proposée en remplacement est équivalente à celle initialement identifiée et si l'ADJUDICATAIRE assume le transfert des connaissances;

b) refuser le changement s'il juge que la personne proposée n'est pas équivalente à celle initialement identifiée et obliger l'ADJUDICATAIRE à poursuivre avec la personne initiale.

10.04 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat. L'ADJUDICATAIRE s'engage également à faire tous les menus travaux usuels et nécessaires au parachèvement des Travaux et afin de les rendre conformes à l'usage auquel ils sont destinés, qu'ils aient été ou non spécifiés dans les Plans et Devis.

10.05 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.07 Conflits d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.08 Liens d'affaires

Pendant la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et une Personne ayant participé à la préparation de l'Appel d'Offres dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.09 Meilleur Effort

L'ADJUDICATAIRE s'engage à déployer son Meilleur Effort dans l'exécution des Travaux. Il doit en outre, exécuter ceux-ci conformément aux normes et codes spécifiés ou cités en référence dans le Devis. En l'absence de mention quant aux normes à respecter au sein du Devis, les Travaux doivent être conformes ou supérieurs aux normes et codes provinciaux ou municipaux en vigueur au moment. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes ont préséance.

10.10 Autorisation de contracter

10.10.01 Montant du Contrat

Si, en cours d'exécution du Contrat, le montant du Contrat devient égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement du Québec, une autorisation de contracter de l'AMP doit être obtenue par :

a) l'ADJUDICATAIRE ;

b) toutes les entreprises composant le consortium juridiquement organisé en société en nom collectif ou en société en commandite, de même que le consortium juridiquement organisé lui-même, lorsque l'ADJUDICATAIRE prend cette forme.

L'ADJUDICATAIRE doit ensuite informer le DONNEUR D'ORDRE de l'obtention de l'autorisation de contracter.

10.10.02 Demande du gouvernement

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger :

a) l'ADJUDICATAIRE ;

b) toutes les entreprises composant le consortium juridiquement organisé en société en nom collectif ou en société en commandite, de même que le consortium juridiquement organisé lui-même, lorsque l'ADJUDICATAIRE prend cette forme ;

c) un Sous-Contractant ;

à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP à l'intérieur des délais et selon les modalités particulières qu'il détermine. L'ADJUDICATAIRE doit ensuite informer le DONNEUR D'ORDRE de l'obtention de l'autorisation de contracter.

10.11 Conformité

10.11.01 Lois applicables

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de s'assurer que les Travaux sont exécutés conformément aux Lois applicables. L'ADJUDICATAIRE doit notamment veiller à ce que les Travaux soient exécutés conformément au *Code de construction* adopté en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, chapitre B-1.1).

10.11.02 Traçabilité des sols contaminés excavés

L'ADJUDICATAIRE doit se conformer au *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* pour le transport de sols contaminés, c'est-à-dire les sols qui contiennent un ou des contaminants provenant d'une activité humaine, peu importe la valeur de concentration de ces derniers. De façon plus particulière, l'ADJUDICATAIRE doit aussi respecter les dispositions prévues à cet effet au Devis, le cas échéant.

10.11.03 Permis et autorisations

a) **Obtention**

L'ADJUDICATAIRE doit se munir de tous les permis, licences, brevets et certificats nécessaires à l'exécution des Travaux, respecter et faire respecter les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, ordonnances, codes, décrets et conventions collectives

touchant la construction ou la main-d'œuvre et fournir, sur demande du Professionnel Désigné ou du DONNEUR D'ORDRE, la preuve de leur observance. Les frais afférents à l'obtention des documents ci-dessus indiqués doivent être inclus dans le prix de la soumission.

b) **Maintien**

Sauf indication contraire, l'ADJUDICATAIRE doit maintenir tout permis, licence, accréditation ou autorisation nécessaire à l'exécution des Travaux; il doit les garder valides pendant toute la durée du Contrat. Dans tous les cas, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces permis et certificats

c) **Formalités**

L'ADJUDICATAIRE doit également remplir le formulaire «Déclaration de travaux» disponible auprès de la Régie du bâtiment du Québec et lui retourner dans les délais prescrits, avec copie au DONNEUR D'ORDRE.

10.11.04 Commission de la Construction du Québec

L'ADJUDICATAIRE doit être enregistré à titre d'employeur à la *Commission de la Construction du Québec* (CCQ) et veiller à ce qu'il n'y ait pas de «travail au noir» sur le chantier. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'exiger de l'ADJUDICATAIRE une lettre d'état de la situation émise par la CCQ.

10.11.05 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

a) **Maître d'oeuvre**

L'ADJUDICATAIRE est seul à être considéré comme le maître d'œuvre du Chantier au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1), la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, chapitre A-3.001) et leurs règlements afférents.

b) **Exigence**

Tout chantier de construction doit être conçu et tenu de façon à protéger les travailleurs contre les risques professionnels et à en assurer la salubrité. La responsabilité d'éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute Personne dans les limites du chantier incombe à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Respect**

L'ADJUDICATAIRE, reconnaissant qu'il a, à compter du début des Travaux, le contrôle total du chantier pendant l'exécution des Travaux, en tant que maître d'œuvre, s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les Personnes impliquées dans l'exécution des Travaux respectent les ordonnances, normes et règlements de la CNESST, dont notamment le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4).

d) **Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19)**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre connaissance du document « Guide de normes sanitaires en milieu de travail pour le secteur de la construction - COVID-19 », accessible sur le site-web de la CNESST, soit au https://www.cnesst.gouv.qc.ca/salle-de-presse/covid-19/Documents/DC100-2150-guide-construction.pdf. Il doit exécuter le Contrat en respectant les mesures contenues dans ce document. De plus, l'ADJUDICATAIRE doit s'informer périodiquement des mises à jour qui sont apportées au document et adapter ses pratiques en conséquence.

e) **Avis à la CNESST**

L'ADJUDICATAIRE doit, au début et à la fin des activités sur le chantier de construction, transmettre à la CNESST un avis d'ouverture et un avis de fermeture du chantier dans les délais et selon les modalités prévues par règlement. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir une copie de l'avis d'ouverture du Chantier au DONNEUR D'ORDRE.

f) **Attestation**

L'ADJUDICATAIRE ayant un établissement au Québec s'engage à fournir, avant le début des travaux, une attestation de conformité délivrée par la CNESST. Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation s'il y a lieu.

g) **Accident**

Dans les VINGT-QUATRE (24) heures qui suivent un accident, l'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE une copie de l'avis d'accident qu'il a donné à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements demandés par le DONNEUR D'ORDRE concernant cet accident.

h) **Défaut**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'aviser la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre les Travaux selon la gravité du défaut conformément aux dispositions de la section « Inspection ».

10.11.06 Loi sur le tabagisme

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer du respect de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme* (RLRQ, chapitre L-6.2) auprès des travailleurs et autres personnes circulant sur le chantier de construction. Il est redevable de rembourser au DONNEUR D'ORDRE ou à l'établissement visé par les Travaux, le coût des amendes et des frais découlant de toutes infractions aux dispositions de la Loi précitée et des règlements applicables par les travailleurs œuvrant sur le chantier de construction.

10.12 Main-d'œuvre

10.12.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard de la main-d'œuvre affectée à l'exécution des Travaux et il doit assumer tous les droits, obligations et responsabilités se rapportant à ce statut. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.12.02 Main-d'œuvre

L'ADJUDICATAIRE est tenu de fournir une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante afin d'assurer l'exécution optimale des Travaux et de s'assurer que la main d'œuvre détient tous les permis, accréditations et certificats nécessaires.

10.12.03 Exclusions

a) **Anciens employés**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ne pas embaucher ou retenir les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ou ayant été à l'emploi du DONNEUR D'ORDRE, aux fins de l'assigner directement ou indirectement à l'exécution du présent Contrat, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Motif sérieux de refus**

Le DONNEUR D'ORDRE peut refuser de donner son autorisation s'il juge que les informations confidentielles ou stratégiques que cette personne a pu obtenir dans le cadre de son emploi chez le DONNEUR D'ORDRE risquent de lui être préjudiciables.

10.12.04 Identification

Le personnel de l'ADJUDICATAIRE doit porter en tout temps des papiers officiels d'identification personnelle et d'identification de l'ADJUDICATAIRE.

10.12.05 Conduite

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, faire preuve de diligence, d'intégrité, de probité et de bonne foi à l'endroit des personnes qu'il sollicite pour intervenir dans le cadre de l'exécution des Travaux. Il doit en outre s'assurer de la bonne tenue de ses employés et limiter leurs déplacements dans l'édifice aux exigences particulières des Travaux à effectuer.

10.12.06 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE est responsable des actes et omissions de ses employés et de ses représentants autorisés dans l'accomplissement des obligations qui leur incombent en vertu du Contrat et aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée de manière à libérer l'ADJUDICATAIRE d'une quelconque responsabilité lui incombant.

10.13 Sous-contrat

10.13.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat à condition de respecter les exigences prévues ci-après.

10.13.02 Liste des sous-contractants

L'ADJUDICATAIRE peut uniquement conclure un Sous-Contrat avec les Sous-Contractants identifiés dans la liste jointe à sa Soumission. De plus, toute modification à la liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, les exigences prévues ci-après demeurent applicables.

10.13.03 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses Sous-Contractants.

10.13.04 RENA

Avant de conclure tout Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que le Sous-Contractant n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

10.13.05 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE s'engage, lorsque requis par la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), à obtenir de la part de ses Sous-Contractants une attestation de Revenu Québec.

10.13.06 Établissement

L'ADJUDICATAIRE doit engager des Sous-Contractants ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins qu'il ne démontre à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE qu'il n'existe pas de Sous-Contractants dans une spécialité donnée au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental. Dans le cas où l'ADJUDICATAIRE ne fait pas cette démonstration à la satisfaction de l'ORGANISME PUBLIC, ce dernier peut exiger que l'ADJUDICATAIRE choisisse un Sous-Contractant ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, sans changer le prix total du Contrat.

10.13.07 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout Sous-Contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. Malgré la conclusion d'un Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un Sous-Contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.13.08 Répartition des Travaux

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de la répartition des Travaux entre ses Sous-Contractants. Aucun ajustement de prix ne peut être fondé sur un différend dans l'interprétation des Plans et Devis quant au corps de métier qui doit fournir ou poser certains articles spéciaux ou certains matériaux.

10.13.09 Restrictions

L'ADJUDICATAIRE doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis.

10.13.10 Proportion

Le DONNEUR D'ORDRE peut faire connaître aux Sous-Contractants le pourcentage de leurs Travaux qui a été certifié pour fin de paiement.

10.13.11 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit protéger les droits du DONNEUR D'ORDRE en ce qui concerne la partie de l'exécution du Contrat qui est sous-contractée. Il doit notamment :

a) conclure une entente écrite avec chaque Sous-Contractant pour l'obliger à exécuter le Sous-Contrat conformément aux exigences du Devis;

b) incorporer les modalités du Devis dans l'entente écrite conclue avec chaque Sous-Contractant;

c) s'assurer de la coordination des Sous-Contractants et être pleinement responsable de leurs actes et omissions;

d) exiger des Sous-Contractants qu'ils répondent aux mêmes exigences que l'ADJUDICATAIRE en matière d'assurances, lesquelles sont prévues à la section 10.01.

10.13.12 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un Sous-Contractant pour un motif sérieux.

10.14 Échéancier

10.14.01 Contenu

L'Échéancier doit être conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres et exposer au moins les éléments tels, le phasage, chacune des phases d'acceptation du projet en indiquant les interventions d'architecture, de structure, de mécanique /électricité et de génie civil, le cheminement critique, les dates jalons, les délais de livraison et de réception des travaux le cas échéant pour chacune des phases et avancement prévu et réel des travaux.

10.14.02 Remise

Si l'Échéancier n'a pas été remis avec sa Soumission, l'ADJUDICATAIRE doit, au plus tard à la première assemblée de chantier, le remettre au Professionnel Désigné pour contrôle et commentaires des Professionnels et du DONNEUR D'ORDRE.

10.14.03 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à exécuter les Travaux selon l'Échéancier et à tenir le DONNEUR D'ORDRE informé, en temps opportun, de tout retard ou manquement à cet égard afin de lui permettre de remédier aux conséquences d'un tel retard.

10.14.04 Suivi

À chaque réunion de chantier l'ADJUDICATAIRE doit illustrer les activités ou tâches qu'il entend réaliser au chantier au cours des semaines subséquentes à son calendrier d'exécution, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer les mesures prises ou qu'il entend prendre pour respecter son calendrier révisé.

10.14.05 Mise à jour continue

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir à jour l'Échéancier. À cet égard, chaque demande de paiement doit être accompagnée d'un Échéancier mis à jour et conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, illustrant l'état d'avancement des travaux, incluant toutes les modifications apportées aux travaux selon les ordres de Changement émis par le DONNEUR D'ORDRE, et tenant compte aussi de tout autre évènement pouvant affecter sensiblement le chantier dénoncé en vertu de la clause 10.15 du Contrat.

10.15 Délai de réalisation des Travaux

10.15.01 Point de départ

Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué à l'avis d'appel d'offres. Ce délai se calcule à compter, soit la date de signature du contrat, soit de la date d'autorisation par le DONNEUR D'ORDRE de débuter les travaux après l'obtention des assurances et des garanties requises.

10.15.02 Cas de prolongation

L'ADJUDICATAIRE peut avoir droit à une prolongation du délai de réalisation des travaux et à des frais inhérents lorsque les travaux sont retardés par suite d'un acte du DONNEUR D'ORDRE ou de son représentant, d'un autre fournisseur ou de ses employés, d'une ordonnance d'un tribunal ou autre administration publique rendue pour une cause non imputable à l'ADJUDICATAIRE ou à son représentant, d'un cas fortuit ou de force majeure.

10.15.03 Autorisation

Toute prolongation du délai de réalisation des travaux et les frais inhérents doivent cependant faire l'objet d'une autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE, sur demande

écrite de l'ADJUDICATAIRE à cette fin adressée au DONNEUR D'ORDRE avec copie au Professionnel Désigné, dans les QUINZE (15) jours du début de l'évènement qui occasionne un retard ou de la date de la constatation de l'évènement occasionnant ce retard de l'avis de l'ADJUDICATAIRE. Dans cette demande, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer comment un tel évènement peut avoir un effet sur le cheminement critique des travaux du projet prévu à l'Échéancier.

10.16 Régie du Projet

10.16.01 Maîtrise des Travaux

a) **Portée**

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité complète des Travaux. Il doit les diriger et les contrôler efficacement. Il est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences, procédures et coordination de toutes les parties des Travaux en vertu du Contrat, ainsi que de la conception, de l'érection, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement des structures et installations temporaires.

b) **Collaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE et les Professionnels pour identifier des mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du projet en fonction du cheminement critique des activités de l'Échéancier et ce, dans le respect du délai de réalisation des Travaux.

c) **Ingénieur-conseil**

Lorsque la loi ou les Documents d'Appel d'Offres l'exigent, et dans tous les cas où les installations temporaires et leur méthode de construction sont telles que la compétence d'un ingénieur autre que celui du DONNEUR D'ORDRE est requise pour satisfaire aux exigences de la sécurité, l'ADJUDICATAIRE doit l'engager et rémunérer ses services.

10.16.02 Direction des Travaux

a) **Surintendant et contremaîtres**

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir sur le chantier au moins un surintendant dont la présence est continuellement obligatoire sur le chantier durant l'exécution des Travaux, ainsi que des contremaîtres en nombre suffisant.

b) **Délégation de pouvoirs**

Le surintendant doit représenter l'ADJUDICATAIRE sur le chantier et les instructions qui lui sont données par tout Professionnel sont censées avoir été données à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Remplacement**

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander le remplacement du surintendant ou d'un contremaître pour raison d'incompétence ou tout autre motif important. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour remplacer celui-ci dans les meilleurs délais.

10.16.03 Réunions de chantier

a) **Réunion de démarrage**

Le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début des Travaux, une réunion de démarrage lors de laquelle il informe l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants notamment de la fréquence des réunions subséquentes. Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE fournit tous les documents requis dans le Contrat à savoir notamment :

i) la liste des Sous-Contractants;

ii) l'Échéancier initial;

iii) la liste du Matériel que l'ADJUDICATAIRE compte utiliser;

iv) le programme de prévention;

v) l'attestation d'entente avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac;

vi) la copie des polices d'assurance.

b) **Participation obligatoire**

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions convoquées et y apporter sa collaboration.

c) **Rapports ou comptes rendus**

Les rapports ou comptes rendus sont rédigés par la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE et distribués aux intéressés. L'ADJUDICATAIRE doit aviser le rédacteur d'un compte rendu de toute rectification ou précision à y apporter, et ce, dans les dix (10) jours ouvrables de sa réception, à défaut de quoi il est réputé en accepter le contenu.

10.16.04 Autres entrepreneurs

a) **Coordination**

Si le DONNEUR D'ORDRE adjuge à d'autres entrepreneurs, par contrats distincts, certains travaux dont la liste apparaît à l'annexe 10.16.04, l'ADJUDICATAIRE doit, le cas échéant, coordonner ses Travaux avec ceux des autres entrepreneurs et assurer les raccordements prévus ou indiqués dans leurs contrats. Il doit aussi leur fournir l'assistance et les services qu'il fournit habituellement à ses Sous-Contractants en plus d'assumer auprès d'eux les

obligations de maître d'œuvre telles que définies dans la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1).

b) **Échéancier**

Dans une telle éventualité, le délai d'exécution des Travaux prévus au Contrat demeure inchangé à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que les contrats distincts ont un impact réel sur ce délai.

c) **Dénonciation**

Afin de ne pas perdre son droit à un ajustement du prix du Contrat en pareilles circonstances, l'ADJUDICATAIRE doit signaler au Professionnel Désigné et confirmer par écrit tout défaut qu'il constate dans les travaux des autres entrepreneurs et qui serait de nature à affecter les travaux prévus au Contrat.

10.17 Matériaux et équipement

Pour assurer une exécution optimale, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier :

a) de matériaux neufs, à moins qu'il en soit spécifié autrement aux Plans et Devis, de qualité requise par les Documents d'Appel d'Offres et préalablement approuvés par le Professionnel ou les spécialistes concernés;

b) de l'outillage, du matériel de construction et des équipements adéquats.

10.18 Plans et Devis

L'ADJUDICATAIRE doit conserver en bon état sur le chantier un exemplaire de tous les Plans et Devis comprenant la mention « Émis pour construction », des dessins d'atelier approuvés par les Professionnels, des rapports d'essais effectués sur place, de l'Échéancier approuvé et des instructions d'installation et de mise en œuvre fournis par les fabricants. L'ADJUDICATAIRE doit tenir l'exemplaire à la disposition du DONNEUR D'ORDRE.

10.19 Dessins et instructions

10.19.01 Disponibilité

Afin de ne pas retarder la progression des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit fournir en temps opportun au Professionnel concerné, pour acceptation, les dessins d'atelier ou diagrammes ainsi que les instructions de manufacturiers nécessaires à la bonne exécution des Travaux, afin de s'assurer de leur conformité aux Documents d'Appel d'Offres. L'ADJUDICATAIRE doit planifier d'obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter de tels Travaux et ce, en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.19.02 Vérification

Ces dessins sont vérifiés, identifiés, datés, signés ou scellés par l'ADJUDICATAIRE qui doit prévenir le Professionnel concerné, lors de leur présentation, de tout changement par

rapport aux Documents d'Appel d'Offres. Les dessins d'atelier sont corrigés par l'ADJUDICATAIRE conformément aux instructions du Professionnel concerné et copie de tels dessins conservés au chantier.

10.19.03 Maintien de responsabilité

Il est expressément convenu que l'acceptation par les Professionnels de ces dessins ou instructions de manufacturiers ne libère pas l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité.

10.19.04 Annotations

Au cours des travaux, l'ADJUDICATAIRE annotera, au fur et à mesure de l'exécution de ceux-ci, toutes modifications et tous changements aux ouvrages sur une copie de plans additionnelle qui sera remise au DONNEUR D'ORDRE au plus tard à la réception sans réserve des Travaux.

10.20 Protection des biens

10.20.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit protéger l'ouvrage résultant des Travaux, les biens du DONNEUR D'ORDRE et les biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux contre tout dommage, accidentel ou non, résultant de leur exécution; il est responsable de ces dommages, sauf ceux résultant :

a) d'erreurs dans les documents constitutifs des Plans et Devis;

b) d'actes ou d'omissions du DONNEUR D'ORDRE, d'autres entrepreneurs ou de leurs représentants ou employés.

10.20.02 Réparation

a) **Aux frais de l'ADJUDICATAIRE**

Si, lors de l'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE cause des dommages à l'ouvrage résultant des Travaux, aux biens du DONNEUR D'ORDRE ou à des biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE est responsable de la réparation de ces dommages à ses frais.

b) **Aux frais du DONNEUR D'ORDRE**

Si, toutefois, des dommages sont causés à l'ouvrage résultant des Travaux ou biens du DONNEUR D'ORDRE sans que l'ADJUDICATAIRE en soit responsable, ce dernier doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en donne l'ordre, réparer les dommages à celui-ci, étant entendu que le prix du Contrat ainsi que l'Échéancier doivent alors être rajustés en conséquence.

10.21 Santé et sécurité

10.21.01 Programme de prévention

a) **Élaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit élaborer avant le début des Travaux et présenter dans les délais prévus à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, un programme de prévention propre au chantier et le coordonner au programme de prévention propre à l'établissement où les Travaux sont exécutés et créer un comité de construction, le cas échéant.

b) **Remise**

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE son programme de prévention propre au chantier au plus tard lors de la première réunion de chantier. À défaut, le DONNEUR D'ORDRE peut, sans préavis et sans frais, suspendre les Travaux jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat et le délai de réalisation des Travaux.

c) **Veille de conformité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-Contractants et toute personne ayant accès au chantier, les dispositions du programme de prévention ainsi que celles de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, c. S-2.1) et le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, c. S-2.1, r. 4) pour les travaux de construction et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.21.02 Équipement de protection

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir à ses employés et mandataires, les équipements de protection individuels ou collectifs et le personnel, selon ce qui est requis par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) particulièrement, le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4) et tout autre règlement ainsi que par les représentants de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE

Dès réception de tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, ordre ou décision émis relativement au chantier, l'ADJUDICATAIRE s'engage à aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE et donner suite à une telle demande dans les délais requis.

10.22 Matières dangereuses

10.22.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE doit, conformément à la réglementation en vigueur, entreposer et disposer adéquatement des matières dangereuses. Si l'ADJUDICATAIRE :

a) rencontre des substances ou des matières toxiques ou dangereuses à l'endroit d'exécution des Travaux; ou

b) est raisonnablement justifié de craindre que des substances toxiques ou dangereuses ne se trouvent à l'endroit d'exécution des Travaux;

et si le DONNEUR D'ORDRE ne se conforme pas à ses obligations en vertu de la clause 9.07, l'ADJUDICATAIRE doit :

a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris l'arrêt des travaux, pour faire en sorte que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à ces substances ou matières, ou en raison de leur présence; et

b) faire immédiatement, et par écrit, rapport sur cette situation au DONNEUR D'ORDRE.

10.22.02 Retard

Si les mesures prises en vertu de la présente section du Contrat ont pour effet de retarder l'ADJUDICATAIRE dans l'exécution des Travaux, l'Échéancier est prolongé.

10.22.03 Expert indépendant

Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE peuvent s'appuyer conjointement sur l'avis d'un expert indépendant dans un différend né en vertu de la présente section; les services de cet expert sont alors retenus conjointement par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, à qui il incombe conjointement de le rémunérer.

10.23 Protection des lieux environnants

L'ADJUDICATAIRE doit protéger à ses frais les arbres, arbustes, gazon et plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. Il doit également prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs et terrains avoisinants et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de pollution. L'ADJUDICATAIRE doit également observer toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement.

10.24 Prévention des nuisances

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures qui s'imposent en vue de prévenir les poussières ainsi que les bruits excessifs pouvant affecter le bon fonctionnement de l'établissement et le bien-être des occupants de l'immeuble faisant

l'objet des Travaux, des lieux adjacents et du voisinage. L'ADJUDICATAIRE doit aussi se conformer à toutes autres exigences ou condition entourant les éléments précédents et contenus dans le Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également se conformer aux normes municipales en vigueur concernant ces nuisances.

10.25 Inconvénients

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour minimiser les inconvénients au bon fonctionnement et aux activités des occupants de l'immeuble faisant l'objet des travaux ou des lieux adjacents.

10.26 Condition du sous-sol

L'ADJUDICATAIRE doit promptement aviser par écrit le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE lorsque les conditions du sous-sol diffèrent substantiellement des indications fournies avant l'ouverture des soumissions.

10.27 Installations temporaires

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier d'un bureau et d'autres installations nécessaires à la bonne marche des Travaux, telles que l'eau, l'éclairage, le chauffage, l'électricité, les systèmes de communication (téléphonie, radio émetteur-récepteur, télécopieur) et les équipements informatiques, et en défrayer le coût, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.28 Transport

10.28.01 Usage permis de camions

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent utiliser, en tout temps, pour le transport de matériaux en vrac, des camions appartenant à des camionneurs inscrits au registre de camionnage en vrac de la Commission des transports du Québec (CTQ), abonnés au service de courtage d'une association qui détient un permis de courtage de l'Association des transporteurs en vrac de Baie-Comeau en vertu de la Loi sur le transport (L.R.Q., chapitre T-12).

Le transport de ces matières en vrac doit se faire conformémement à la plus récente version en vigueur de la clause concernant le transport des matières en vrac. (Cahier des charges et devis généraux - infrastructures routières - Construction et réparation, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins cinquante pour cent (50 %) et selon les modalités stipulées par cette clause.

10.28.02 Attestation

Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une attestation qu'une entente a été signée avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac.

10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac

L'ADJUDICATAIRE doit remettre une déclaration finale de transport en vrac lors de la réception avec réserve des Travaux.

10.28.04 Permis requis

Si l'ADJUDICATAIRE ou ses Sous-Contractants n'utilisent pas leurs propres camions pour la portion restante, ils doivent utiliser les services d'un courtier en services de camionnage détenteur de permis de courtage en services de camionnage en vrac conformément à la *Loi sur les transports* (RLRQ, chapitre T-12) et ses règlements.

10.29 Bornes et niveaux

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la conservation des bornes et repères et de l'implantation exacte du ou des bâtiments conformément aux plans des professionnels et aux niveaux prescrits.

10.30 Publicité

Eu égard à ses ressources, l'ADJUDICATAIRE doit afficher, bien en vue sur le chantier, un avis conforme au texte du formulaire « Avis aux salariés, Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux » reproduite à l'annexe 10.30 des présentes.

10.31 Propreté

10.31.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, tenir les lieux où s'exécutent les Travaux ainsi que les lieux avoisinants qui peuvent être utilisés accessoirement au soutien de leurs Travaux, y compris les équipements, puits et les fosses, en bon ordre, en état de propreté et libres de toute accumulation de rebuts et déchets. L'ADJUDICATAIRE doit aussi disposer les Matériaux et de l'équipement d'une façon ordonnée et sécuritaire.

10.31.02 Intempéries

L'ADJUDICATAIRE est responsable de l'évacuation des eaux, neige, glace ou autres matières qui peuvent nuire à l'exécution des Travaux. Il doit, à ses frais, procéder à tous les nettoyages causés par les intempéries de quelque nature qu'elles soient.

10.31.03 Fin des Travaux

Avant la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE évacue tout le matériel de construction, toute fourniture excédentaire, les matériaux de construction, les équipements temporaires, autres que ceux du DONNEUR D'ORDRE et des autres entrepreneurs s'il y a lieu et laisse le chantier en ordre et en état de propreté permettant de prendre possession de l'ouvrage.

10.32 Découpages, percements et réparations

10.32.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de l'exécution de toutes les opérations de découpages, percements, ragréages et réparations.

10.32.02 Personnel qualifié

Ces travaux doivent être prévus et coordonnés de façon à en minimiser l'étendue. Ces opérations de découpages, percements, ragréages et réparations doivent être exécutées par des ouvriers qualifiés, en respectant la solidité et l'apparence des travaux, et ce, avec le même degré de résistance au feu que les matériaux avoisinants.

10.32.03 Présomption

Les percements, même s'ils ne sont pas tous indiqués sur les plans et dessins ou décrits dans les Plans et Devis alors qu'ils sont nécessaires au parachèvement des Travaux ou conformes à l'intention ou à l'esprit du Contrat, sont présumés faire partie de ceux-ci et doivent être exécutés comme s'ils y étaient indiqués et décrits.

10.33 Échantillons, essais et dosages

10.33.01 Soumission et identification

L'ADJUDICATAIRE doit soumettre à l'acceptation du Professionnel concerné les échantillons normalisés que celui-ci peut raisonnablement exiger conformément aux Documents d'Appel d'Offres. Ces échantillons doivent porter une étiquette indiquant leur origine et l'usage auquel ils sont destinés dans les Travaux.

10.33.02 Approbation préalable

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter des Travaux avec ces échantillons en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.33.03 Transmission des résultats

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au Professionnel concerné le résultat des essais et le dosage des mélanges et conserver tel résultat sur le chantier.

10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus

Le coût des essais et dosages non prévus aux Documents d'Appel d'Offres est assumé par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34 Inspection

10.34.01 Droit d'accès

Le représentant du DONNEUR D'ORDRE ou les Professionnels ont en tout temps droit d'accès aux Travaux qu'ils soient en voie de préparation ou d'exécution, de même que toute Personne autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34.02 Personnes autorisées

L'ADJUDICATAIRE doit permettre également cet accès à tout autre spécialiste prescrit aux Documents d'Appel d'Offres ou requis par le Professionnel concerné ou le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'effectuer divers contrôles. L'ADJUDICATAIRE doit leur faciliter cet accès et toute inspection.

10.34.03 Travaux recouverts

Au cas où toute partie de ces Travaux est recouverte sans l'approbation ou le consentement du Professionnel concerné, elle doit, si ce professionnel l'exige, être découverte aux fins d'examen et refaite aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.04 Spécifique

Si les Documents d'Appel d'Offres, les instructions d'un professionnel, les Lois, les ordonnances de toute autorité publique, quels qu'ils soient, exigent ou prescrivent que les travaux ou toute partie des Travaux soient spécialement éprouvés ou approuvés, l'ADJUDICATAIRE doit, en temps opportun, avertir le Professionnel concerné et le DONNEUR D'ORDRE que ces travaux sont prêts à être inspectés. De plus, si l'inspection doit avoir lieu sous une autorité autre que celle de ce professionnel, l'ADJUDICATAIRE doit l'informer de la date et de l'heure fixées pour cette inspection.

10.34.05 Générale

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de faire inspecter, par des personnes dûment autorisées et sans préavis nécessaire, mais à des heures normales, les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE. Ce dernier est tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives du DONNEUR D'ORDRE à la suite de ces inspections, dans la mesure où celles-ci respectent les limites du Contrat. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité d'exécuter entièrement ses obligations en vertu du Contrat.

10.34.06 Frais

Si la qualité d'exécution du travail de l'ADJUDICATAIRE est contestée mais que ce travail est conforme aux exigences du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE supporte les coûts de l'inspection. Sinon, les frais sont à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.07 Remise

L'ADJUDICATAIRE doit promptement remettre au Professionnel concerné, en DEUX (2) exemplaires, tous les certificats, comptes rendus ou rapports d'inspection concernant les travaux et en conserver un exemplaire sur le chantier.

10.35 Suspension des Travaux

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander la suspension des Travaux chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection de l'ouvrage, des personnes ou des biens avoisinants. En cas de suspension, et pendant toute période d'inactivité du chantier, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures appropriées pour assurer le respect des règles minimales de sécurité, de façon à protéger efficacement le public ainsi que les Travaux en cours.

10.36 Refus des Travaux

10.36.01 Retrait

L'ADJUDICATAIRE doit promptement enlever du chantier les matériaux défectueux ou non conformes que le professionnel concerné refuse en vertu des documents d'appel d'offres, que les matériaux aient été incorporés ou non aux travaux. Les matériaux et travaux défectueux ou non conformes doivent être immédiatement remplacés ou réparés, aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.36.02 Réparation

Tout travail, y compris celui d'un autre fournisseur, qui aurait été détruit ou endommagé par les réparations susmentionnées doit être promptement réparé aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.37 Ordre de Changement

10.37.01 Interdiction

Aucun Changement ne peut être exigé après l'émission du Certificat de réception avec réserve.

10.37.02 Exécution immédiate

L'ADJUDICATAIRE doit immédiatement exécuter l'ordre de Changement lorsqu'il est émis par le DONNEUR D'ORDRE. Les travaux relatifs à l'ordre de Changement doivent être exécutés à l'intérieur du délai de réalisation des travaux. Le prix du contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05.

10.38 Manuels d'instructions

L'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avant la réception avec réserve, trois (3) copies des bulletins ou manuels d'instructions assemblés et indexés en langue française pour l'installation, l'opération et l'entretien de la machinerie et des

équipements incluant tous autres documents aux mêmes fins prévus dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.39 Garantie

10.39.01 Durée

a) **ADJUDICATAIRE**

À moins qu'une période plus longue ne soit spécifiée aux Documents d'Appel d'Offres, l'ADJUDICATAIRE garantit, pour une période d'UNE (1) année, la bonne qualité de l'ouvrage ayant fait l'objet d'une réception ainsi que son aptitude à servir conformément à l'usage auquel il est destiné.

b) **Fournisseur**

Lorsque la garantie d'un fournisseur de matériaux ou équipements compris dans l'ouvrage a une durée supérieure à UN (1) an, il incombe à l'ADJUDICATAIRE d'obtenir de ce fournisseur cette garantie au nom du DONNEUR D'ORDRE.

10.39.02 Début de la période

Pour les Travaux ne figurant pas sur la liste des Travaux annexée au Certificat de réception avec réserve, la période de garantie commence à courir à compter de la date de prise d'effet indiquée au certificat. Pour tous les Travaux reçus avec réserve, la garantie ne commence à courir qu'à compter de la levée d'une telle réserve constatée par écrit par les Professionnels concernés.

10.39.03 Vices cachés et malfaçons

a) **Responsabilité**

Aucun certificat de paiement émis ou acquitté, ni aucune occupation totale ou partielle du projet, ne libère l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité pour matériaux ou équipements défectueux ou pour des malfaçons qui se manifesteraient pendant les périodes de garantie exigées. L'ADJUDICATAIRE doit remédier à tous les défauts qui lui sont attribuables et payer tous les dommages en résultant.

b) **Avis de défectuosité**

Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE aussi promptement que possible de tout défaut décelé et, aussitôt avisé, celui-ci doit y remédier dans les plus brefs délais. Les corrections ou réparations visées par la présente clause excluent tous les travaux d'entretien courant provenant d'un usage ou d'une occupation.

10.40 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le

DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.41 Publicité et communications

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas agir à titre de porte-parole du DONNEUR D'ORDRE et il doit s'abstenir de toute déclaration publique susceptible d'être ainsi perçue par le public ou les médias. Toute communication publique de l'ADJUDICATAIRE relative au Contrat, qu'elle soit écrite ou verbale, doit être préalablement approuvée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.42 Indemnisation

10.42.01 Dénonciation

L'ADJUDICATAIRE doit dénoncer, en temps utile, au DONNEUR D'ORDRE toute non-conformité à un règlement ou code d'une autorité publique, notamment le *Code de construction* et lui transmettre tout avis de correction ou autres documents reçus de cette autorité publique.

10.42.02 « Perte »

Dans cette section, le terme Perte désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif indirect ou incident suite à un manquement au Contrat.

10.42.03 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute *Perte* subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence ou faute par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat;

d) toute atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

e) toute violation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté agissant en son nom, à une Loi applicable dans le cadre du Contrat;

f) tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, avis préalable, poursuite ou jugement dans toute matière ayant trait à une infraction, à une disposition du *Code de construction*, d'une Loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail et dont la responsabilité pourrait être imputée au Chargé de Projet ou au DONNEUR D'ORDRE.

10.42.04 Procédure

Dans l'éventualité d'une réclamation, le DONNEUR D'ORDRE doit :

a) envoyer un avis écrit de la réclamation à l'ADJUDICATAIRE à l'intérieur d'un délai raisonnable;

b) coopérer avec l'ADJUDICATAIRE, aux frais de ce dernier, dans le cadre des poursuites intentées en raison de la réclamation; et

c) permettre à l'ADJUDICATAIRE de contrôler la défense et le règlement de la réclamation, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE ne convienne pas d'un règlement qui serait contraire aux droits et intérêts du DONNEUR D'ORDRE sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation écrite de cette dernière, laquelle ne peut être retenue, assortie de conditions ou retardée sans motif sérieux.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Information

Seul le DONNEUR D'ORDRE ou toute Personne désignée par ce dernier peuvent fournir des renseignements ou de l'information relatifs aux Travaux à toute Personne non impliquée dans l'exécution des Travaux, notamment aux différents médias, aux organisations locales ou autres.

11.02 Directive de chantier

Un Professionnel peut émettre toute directive de chantier à l'égard de l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) apporter des précisions à ses Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE;

b) s'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat ou Sous-Contrats;

c) situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes aux regards de l'exécution des Travaux;

d) autre situation.

Malgré ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE peut émettre une directive de chantier à l'égard de la situation prévue au paragraphe c) du présent alinéa.

Une directive de chantier ne constitue pas un Changement aux Travaux à moins que, par la suite, une demande de Changement aux travaux ne soit autorisée par le DONNEUR D'ORDRE en relation avec cette directive de chantier, conformément à la sous-section 9.06 du Contrat.

Une telle directive est émise sur le formulaire «Directive de chantier» reproduit à l'annexe 11.02 en cochant la situation appropriée; l'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive et exécuter les travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

11.03 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur, prestataire de services ou entrepreneur.

11.04 Substitution et équivalence de Matériaux

11.04.01 Approbation préalable

Toute proposition de substitution ou d'équivalence de Matériaux ou d'équipements doit être soumise à l'approbation du Professionnel concerné.

11.04.02 Démonstration

Lorsqu'une telle demande est faite par l'ADJUDICATAIRE, c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de l'équivalence et d'en défrayer les coûts.

11.04.03 Interdiction

Aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Québec ou dans une province ou territoire visé par un Accord Intergouvernemental, par un produit fabriqué hors du Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins que cette substitution ne se traduise, pour le DONNEUR D'ORDRE, par une économie supérieure à DIX POUR CENT (10 %).

11.04.04 Ordre de Changement

Toute substitution de matériaux ou d'équipements, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, entraînant des modifications au coût, peut faire l'objet d'un ordre de Changement selon les dispositions prévues à la clause 9.06.

11.05 Démolition et démantèlement

À moins d'indication contraire aux Documents d'Appel d'Offres, les équipements et accessoires enlevés et non réutilisés seront offerts au propriétaire; si celui-ci décide de ne pas les conserver, ils deviennent la propriété de l'ADJUDICATAIRE qui doit les enlever du site et en disposer à ses frais dans des endroits appropriés.

11.06 Objets de valeur

À moins de dispositions contraires aux documents d'appel d'offres, tous les objets ou matériaux de valeur se trouvant sur les lieux ou découverts au cours des Travaux appartiennent au DONNEUR D'ORDRE; l'ADJUDICATAIRE doit immédiatement aviser le DONNEUR D'ORDRE d'une telle découverte afin qu'il prenne les dispositions qui s'imposent.

11.07 Réception des Travaux

11.07.01 Avec réserve

a) **Conditions préalables**

Le processus de réception avec réserve ne peut être entamé que lorsque toutes les conditions suivantes sont rencontrées :

i) les Travaux sont terminés en grande partie;

ii) les Travaux à parachever n'ont pu l'être en raison de conditions indépendantes de la volonté de l'ADJUDICATAIRE;

iii) la valeur des Travaux à corriger excluant ceux à parachever ne dépasse pas 0,5 % du montant total du contrat;

iv) les Travaux à corriger et différés n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point, pour l'usage auquel il est destiné;

v) les bulletins ou manuels d'instructions en relation avec la clause 10.38 des présentes, les certificats de conformité pour l'installation, l'opération et l'entretien sont fournis, les garanties écrites en relation avec les exigences des documents d'appel d'offres, et que la formation a été dispensée et la mise en service effectuée.

b) **Demande d'inspection**

i) Avis

L'ADJUDICATAIRE avise le Professionnel Désigné par écrit de l'achèvement des travaux et en demande la réception. Dans les DIX (10) jours ouvrables de la réception d'une telle demande, le DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel Désigné, les autres Professionnels consultants et l'ADJUDICATAIRE font une inspection des Travaux.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception avec réserve des Travaux, les déboursés encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception avec réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Travaux à corriger ou à parachever**

i) Liste

Le cas échéant, une liste des Travaux à corriger et à parachever ainsi qu'une ventilation des coûts relatifs à ceux-ci est dressée sur place par les Professionnels et le DONNEUR D'ORDRE. La liste des Travaux à corriger et à parachever établit également les délais dans lesquels ces déficiences doivent être corrigées.

ii) Retenue

Les Travaux à parachever sont soumis aux procédures de réception avec ou sans réserve et une retenue équivalente à la valeur de ces Travaux majorée de VINGT POUR CENT (20 %) est alors effectuée.

d) **Documents à fournir**

Malgré les dispositions du paragraphe e) de la présente clause, une liste exhaustive des documents à fournir avant la réception sans réserve est préparée par le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE conformément aux exigences des documents d'appel d'offres, suivant les règles de l'art ou tel que mentionné dans le procès-verbal des réunions de chantier.

e) **Émission**

Sur recommandations des professionnels, lesquels auront constatés que les conditions mentionnées aux paragraphes a), b), c) et d) ci-dessus, sont remplies, le Professionnel Désigné recommande au DONNEUR D'ORDRE l'émission du certificat de réception avec réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.01 des présentes

11.07.02 Sans réserve

a) **Demande d'inspection**

i) Avis

Lorsque l'ouvrage est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné et que tous les Travaux sont corrigés et parachevés conformément aux listes établies lors de la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE doit faire sa demande d'inspection en vue de la réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE. Il doit fournir à cette occasion toutes les attestations et documents requis en vertu des Documents d'Appel d'Offres.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception sans réserve des Travaux, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception sans réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

b) **Déroulement**

Le Professionnel Désigné fait une inspection des travaux et dresse, si nécessaire, une nouvelle liste des corrections ou réparations que l'ADJUDICATAIRE doit effectuer avant la signature du certificat de réception sans réserve. Le cas échéant, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection de travaux sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Émission**

Sur recommandation du Professionnel Désigné, lequel doit avoir préalablement constaté l'achèvement de tous les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE émet un certificat de réception sans réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.02 des présentes.

11.08 Prise de possession

11.08.01 Anticipée

a) **Choix du DONNEUR D'ORDRE**

Lorsque l'ouvrage est partiellement achevé, le DONNEUR D'ORDRE peut décider de prendre possession d'une partie ou de totalité des Travaux achevés. Ces Travaux sont alors soumis à la procédure de réception avec réserve.

b) **Accord de l'ADJUDICATAIRE**

Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit cependant donner son accord et assurer le libre accès en toute sécurité aux parties de travaux mises en service.

c) **Formulaire d'entente**

Cette entente doit être conclue par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE sur un formulaire fourni par le DONNEUR D'ORDRE.

11.08.02 Sur indication

Comme exprimé dans le certificat de réception avec réserve, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à prendre possession de l'ouvrage à la date indiquée dans celui-ci.

11.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE, auteur des travaux et documents à être réalisés, renonce, en faveur du DONNEUR D'ORDRE ou, le cas échéant, du propriétaire à son droit moral à l'intégrité de ceux-ci ou, le cas échéant, s'engage à obtenir de l'auteur de ces travaux et documents une telle renonciation.

11.10 Cession

11.10.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat ou constituer une charge sur ses droits ou obligations prévus aux présentes en faveur d'une Personne sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.10.02 Inopposabilité

Toute cession ou constitution d'une charge sur les droits ou obligations qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.10.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont elle doit détenir en tout temps le contrôle, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.11 Évaluation de rendement

Sous réserve des dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), le DONNEUR D'ORDRE peut évaluer le rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat ou pendant la réalisation de celui-ci. Sans s'y limiter, les critères sur lesquels l'évaluation peut se baser sont les suivants :

a) Conditions de livraison;

b) Qualité des ressources;

c) Qualité des communications et de la collaboration;

d) Respect des échéances;

e) Qualité des services rendus ou conformité du bien;

f) Respect des obligations financières;

g) Tout autre critère jugé pertinent par le DONNEUR D'ORDRE.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu de la présente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire à l'adresse indiquée dans la Soumission pour l'ADJUDICATAIRE et dans la Régie de l'Appel d'Offres pour le DONNEUR D'ORDRE ou à toute autre adresse qu'une PARTIE peut faire connaître en conformité avec la présente section.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, l'exécution ou l'annulation du Contrat, les PARTIES doivent se rencontrer et négocier de bonne foi dans le but de résoudre ce conflit. Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE doivent tenter de régler à l'amiable toute difficulté pouvant survenir au regard du Contrat selon les étapes et les modalités suivantes :

a) en faisant appel à un cadre représentant le DONNEUR D'ORDRE et à un dirigeant de l'ADJUDICATAIRE dans le but de résoudre tout ou partie des questions faisant l'objet de ce différend, et ce, dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis de différend de l'ADJUDICATAIRE; les parties peuvent convenir de prolonger cette période;

b) si les négociations ne permettent pas de résoudre complètement le différend, le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie dans un délai de DIX (10) jours suivant la fin de l'étape précédente, exiger la médiation sur les questions non résolues. La médiation doit être complétée dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis à moins que les parties conviennent de prolonger cette période. En l'absence d'un avis de médiation dans le délai prévu ci-dessus, le processus de négociation est alors terminé.

12.02.02 Médiation

Si le différend ne peut être résolu par la voie d'une négociation de bonne foi entre les PARTIES à l'intérieur d'un délai raisonnable, les PARTIES conviennent de soumettre leur différend à la médiation entre les PARTIES en conflit conformément aux règles de médiation de l'instance choisie par le DONNEUR D'ORDRE.

a) **Nomination commune**

Le médiateur est choisi d'un commun accord par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE. Il est chargé d'aider les parties à cerner leurs différends et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu'à dialoguer et explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leurs différends.

b) **Nomination par un tiers**

Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un médiateur dans un délai de QUINZE (15) jours suivant l'avis de soumettre le différend à la médiation, un médiateur est choisi, sur demande du DONNEUR D'ORDRE et de l'ADJUDICATAIRE, par un organisme indépendant, une association ou un ordre professionnel, désigné conjointement par les parties après la signature du Contrat mais au plus tard dans les TRENTE (30) jours suivants.

c) **Engagement du médiateur**

L'entente intervenue avec le médiateur doit prévoir également que ce dernier ne représentera aucune des parties et ne témoignera au nom d'aucune des parties, au cours de toute procédure légale ultérieure entre les parties sans exception ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés. Il est également convenu que les notes personnelles rédigées par le médiateur relativement à cette médiation sont confidentielles et ne peuvent être utilisées au cours de toute procédure ultérieure entre les parties ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés.

d) **Règles**

Les PARTIES, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.

e) **Échange de renseignements**

Les PARTIES conviennent d'échanger tous les renseignements sur lesquels ils ont l'intention de s'appuyer dans toute présentation orale ou écrite au cours de la médiation. Cet échange doit être complet au plus tard QUINZE (15) jours avant la date fixée pour la médiation.

f) **Honoraires et frais**

Les PARTIES conviennent que chacune d'entre elles est responsable des honoraires et frais de leurs représentants respectifs. Les honoraires et les frais du médiateur ainsi que tous les frais relatifs à la médiation, tel que le coût de location des lieux de la médiation, le cas échéant, doivent être partagés en parts égales entre les parties, à moins qu'une répartition différente n'ait été convenue.

g) **Représentant**

Un représentant de chaque partie doit être dûment mandaté par le dirigeant du DONNEUR D'ORDRE ou de l'ADJUDICATAIRE, selon le cas, pour procéder à la médiation.

h) **Confidentialité**

Tous les participants à la médiation doivent signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation Tous les renseignements et documents échangés dans le cadre de cette médiation doivent être considérés comme des renseignements communiqués « sous toutes réserves » pour les fins de négociation en vue d'une entente, et doivent être considérés comme des renseignements à caractère confidentiel par les parties et leurs représentants, à moins que la loi ne le prévoit autrement. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée, ne saurait être rendue inadmissible ou non communicable du fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.

i) **Règlement**

Tout règlement d'un tel différend par voie de médiation par les PARTIES doit être documenté par écrit. Si ce règlement modifie les termes du Contrat, cette modification doit être documentée dans un écrit signé par les deux PARTIES et annexé au Contrat.

j) **Impasse**

À défaut d'une entente entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE à la suite d'une médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours. Le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut également résoudre toute difficulté en recourant à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou d'un commun accord des parties à un arbitre.

12.02.03 Arbitrage

a) **Juridiction**

Si le différend ne peut être résolu par voie de médiation dans les SOIXANTE (60) jours, à compter du début du processus de médiation, il doit alors être résolu de façon définitive par la voie d'un arbitrage (à l'exclusion des tribunaux de droit commun), conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* du Québec, étant entendu que celui-ci doit se dérouler dans le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE. Le tribunal d'arbitrage, constitué à cette fin, est composé d'UN (1) seul arbitre(s).

b) **Décision**

Tout jugement ou décision rendu par le tribunal d'arbitrage conformément à la présente sous-section :

i) est final avec effet obligatoire entre les PARTIES;

ii) est immédiatement exécutoire sujet à son homologation par un tribunal compétent ayant juridiction en la matière;

iii) est strictement confidentiel, en ce qu'il ne peut pas être divulgué à des tiers à moins qu'une telle divulgation ne soit requise par la Loi aux fins d'exécution de la décision ou pour d'autres fins.

c) **Frais**

Les frais de l'arbitrage y compris les honoraires et les débours des PARTIES sont attribués par l'arbitre de la manière qu'il juge à propos dans les circonstances.

12.03 Élection

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire relativement au Contrat, pour quelque motif que ce soit, sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

Pour toute modification du Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens selon le processus de gestion des demandes de modification post-contractuelle en vigueur.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document doit être transmis par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la reproduction de signatures sur télécopie, la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Résolution

Si l'ADJUDICATAIRE refuse ou néglige de produire, suite à une demande du DONNEUR D'ORDRE en vue de parfaire le Contrat, le cas échéant, l'un des documents suivants dans le délai imparti :

a) une garantie d'exécution;

b) une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

c) l'avenant à la police d'assurance responsabilité civile;

d) l'avenant à la police d'assurance chantier;

e) les certificats d'assurance responsabilité civile générale / assurance de chantier;

f) la liste des Sous-Contractants;

le DONNEUR D'ORDRE peut considérer le Contrat résolu de plein droit à compter de l'expiration du délai consenti et procéder à l'envoi d'un avis écrit à cet effet à l'ADJUDICATAIRE. Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE peut conserver la garantie de soumission à titre d'indemnité partielle sans préjudice à ses autres droits et recours.

13.03 Résiliation

13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de résilier le Contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation. À cette fin, le DONNEUR D'ORDRE doit adresser un avis écrit de résiliation à l'ADJUDICATAIRE. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de cet avis par l'ADJUDICATAIRE.

13.03.02 Sans préavis

Dans les limites permises par les Lois applicables, le Contrat se termine, sans préavis, si l'un des événements suivants se produit :

a) l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) l'ADJUDICATAIRE, autrement que dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, procède à la liquidation de son entreprise ou

de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre ou cette nomination d'un liquidateur n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements;

d) les opérations de l'ADJUDICATAIRE sont interrompues, pour quelque motif que ce soit, pour une période d'au moins CINQ (5) jours consécutifs.

13.03.03 Avec préavis

Le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1);

b) sans motif après un préavis de CINQ (5) jours.

13.04 Changement de Contrôle

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.05 Effet de la résiliation

Advenant une résiliation, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, débours et sommes représentant la valeur des Travaux exécutés jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06 Recours possibles

13.06.01 Choix

Au cas d'inexécution du Contrat par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, après avis à ce dernier, soit s'adresser à la caution, soit confisquer la garantie d'exécution présentée sous une autre forme et prendre possession du chantier et faire terminer les travaux à même les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, auquel cas les dispositions relatives à la résiliation du contrat s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

13.06.02 Garanties et obligations

Advenant le cas où le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en tout ou en partie, les garanties et autres obligations de l'ADJUDICATAIRE sont maintenues pour la partie du Contrat exécutée antérieurement à la résiliation.

13.07 Prise de possession du chantier

13.07.01 Prérogative

Advenant une résiliation du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de prendre possession du chantier et de terminer les Travaux aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

13.07.02 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE demeure responsable de tous les dommages subis par le DONNEUR D'ORDRE du fait de la résiliation du Contrat. En cas de continuation du Contrat par un tiers, l'ADJUDICATAIRE doit notamment assumer toute augmentation du coût du Contrat pour le DONNEUR D'ORDRE.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le jour de l'émission de l'Avis d'Adjudication à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE, sans autre avis ni formalité, étant entendu toutefois que, si celui-ci fait l'objet d'une séance de signature ultérieure, sa date d'entrée en vigueur devient le jour de cette signature.

15.00 DURÉE

15.01 Déterminée

Eu égard à la nature du Contrat, celui-ci demeure en vigueur tant et aussi longtemps que l'ADJUDICATAIRE n'a pas exécuté les Travaux à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE et qu'il subsiste des obligations de garantie de ceux-ci à respecter.

15.02 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

À DÉFAUT PAR LES PARTIES DE SIGNER CE CONTRAT AU MOMENT PRÉVU DANS LES DOCUMENTS D'APPELS D'OFFRES, ELLES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE l'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE L'ÉMISSION PAR CE DERNIER DE L'AVIS D'ADJUDICATION À L'ADJUDICATAIRE.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ CE CONTRAT EN UN (1) EXEMPLAIRE(S), À ....., TEL QU'EN FAIT FOI LEUR SIGNATURE APPOSÉE AUX DATES CI-APRÈS INDIQUÉES *(si les parties signent à des dates différentes).*

LE DONNEUR D'ORDRE

_____ Par : _____
Témoin

.....

Date : _____

L'ADJUDICATAIRE

_____ Par : _____
Témoin

.....

Date : _____

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2022-48	DC Nº	Date :
Titre du projet : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard		
Nom du site visé par les Travaux : Complexe récréatif Henry-Leonard		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la demande de changement :		

Le présent document est émis en application de la clause 9.06 du Contrat.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel

Spécialité :	Date: Signature :
Nom:	
L'ADJUDICATAIRE doit soumettre un prix ou un crédit, s'il y a lieu, dans un délai de CINQ (5) jours suivant réception de la présente demande, à moins qu'un délai différent ne soit indiqué ci-dessous. Si autre délai, préciser : _____ jours _____ Paraphe du Professionnel	

Autorisation du DONNEUR D'ORDRE

Représentant autorisé	Date: Signature :
Nom:	

ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER

ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS

Le contenu de cette annexe se retrouve dans un fichier PDF, Excel ou autre, annexé à la documentation d'appel d'offres.

ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2022-48	**ODC Nº**	**Date** :
Titre du projet : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard		
Nom de l'installation visée par les Travaux : Complexe récréatif Henry-Leonard		
Nom de l'ADJUDICATAIRE : Adresse de l'ADJUDICATAIRE :	_____ Téléphone _____ Télécopieur	
Nom du demandeur : _____ Demande de changement No : _____	Date : _____	

Description :
Justifications :
Acceptation de l'ADJUDICATAIRE A défaut que les cases ci-dessous soient complétées, l'ADJUDICATAIRE convient que le montant du Contrat demeure inchangé et que le présent ordre de changement sera réalisé à l'intérieur du délai de réalisation des Travaux et que le cumul des ordres de changement à ce jour n'a aucune incidence sur le délai. Le montant du Contrat sera ☐ augmenté de _____$ ☐ diminué de _____$ Le délai d'exécution du Contrat sera ☐ augmenté de _____jour(s) ☐ diminué de _____jour(s)
Ce prix inclut les frais relatifs au délai de réalisation des Travaux et est valide pour 30 jours à compter de ce jour.
Signature de l'ADJUDICATAIRE : Date :

Recommandation

Architecte	Date:	Signature :
Ingénieur Structure ☐	Date:	Signature :
Ingénieur Méc./Élec. ☐	Date:	Signature :

Approbation du DONNEUR D'ORDRE

Chargé de projet:	Date:	Signature :
Représentant autorisé:	Date:	Signature :

ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT

Date : 08 août 2022	Ville de Baie-Comeau
	Nom du DONNEUR D'ORDRE
Titre du projet : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard	ADJUDICATAIRE : _____
Nº projet : 2022-48	**Adresse de l'ADJUDICATAIRE :**
Adresse du site visé par les Travaux : 70, avenue Michel-Hémon Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2A5	_____ _____ _____

Description **Détails** **Sous-contrats** **Ordres de changement**	**Valeur des travaux à exécuter**	**Travaux exécutés**			**Montant de la présente demande**
		%	**Valeur à ce jour**	**Lors de la dernière demande**	
Sous-totaux : Taxes TPS : Taxes TVQ : Autre(s) taxe(s) : Total :					

Taxe sur les produits et services (T.P.S.) et taxe de vente du Québec (T.V.Q.)

Nº d'inscription aux fins de la T.P.S. : _____

Nº d'inscription aux fins de la T.V.Q. : _____

	Signatures	Date
Pour l'ADJUDICATAIRE :	_____	_____
Pour l'architecte :	_____	_____
Pour l'ingénieur en mécanique-électricité :	_____	_____
Pour l'ingénieur en structure :	_____	_____

ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT

Date : 08 août 2022	Projet N° : 2022-48
Titre du projet : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard	Certificat de paiement N° : _____
Adresse du site visé par les travaux : 70, avenue Michel-Hémon Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2A5	Entrepreneur :
Montant du contrat initial : _____	Valeur des travaux exécutés incluant le présent certificat : _____
Ordres de changement approuvés (incluant les crédits) : _____	Retenues : _____
Sous-total : _____	Sous-total : _____
Montant total du contrat à ce jour : _____	Moins montant des paiements antérieurs : _____
	Montant du présent certificat : _____
La présente certifie que conformément aux termes du contrat, la demande de paiement ci-jointe a été jugée raisonnable et qu'un montant de : _____$ est payable à l'Entrepreneur pour les travaux exécutés pour la période : Du : _____ Au : _____ Émis par : _____ Date : _____ Signature : _____	

ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE

Projet : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard - 2022-48

ENTRE Ville de Baie-Comeau

ET _____
Nom de l'ADJUDICATAIRE

Paiement progressif nº : _____ Date : _____

a) Je suis un représentant autorisé de _____

où j'occupe le poste de _____

b) Je suis parfaitement au courant des faits ci-dessous.

c) Tous les Sous-Contractants en lien avec le Contrat de l'ADJUDICATAIRE employés par _____ _____ pour les Travaux mentionnés ci-dessus ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

d) Tous les ouvriers employés pour les Travaux ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

e) Tous les fournisseurs de matériaux utilisés dans les Travaux ont été payés jusqu'au _____e jour de _____.

Tous les impôts, retenues, taxes applicables en vigueur et tout autre paiement exigé par la loi en rapport avec l'Assurance-emploi, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et tout règlement s'appliquant aux Travaux mentionnés ci-dessus ont été faits suivant les lois et règlements correspondants.

En foi de quoi, je fais cette déclaration solennelle en toute conscience et considérant qu'elle a la même valeur et les mêmes implications que si je l'avais faite sous serment en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*.

_____
Signature du représentant autorisé de l'ADJUDICATAIRE

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

Déclaré solennellement devant moi,

À _____

Ce _____e jour de _____

Commissaire à l'assermentation

ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE

TITRE DU PROJET : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard

Établissement : _____

Nom du site visé par les travaux : Complexe récréatif Henry-Leonard

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de _____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu de _____, le montant cumulatif de :

_____ __/100 DOLLARS (_____ $)

avec les taxes incluses, en paiement (*veuillez cocher la case appropriée s.v.p.*):

☐ **partiel**

☐ **complet et final**

de toutes les sommes qui nous sont dues à ce jour en rapport avec le projet de construction décrit ci-dessus, dont quittance pour autant.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE

TITRE DU PROJET : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard

Établissement : _____

Nom du site visé par les Travaux : Complexe récréatif Henry-Leonard

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de

_____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu le paiement complet de toute somme pouvant m'être due eu égard aux travaux réalisés dans le cadre du présent projet de construction et donne quittance complète, totale et finale au DONNEUR D'ORDRE et à l'ADJUDICATAIRE, ainsi qu'à tout Sous-Contractant ou fournisseur de matériaux de ce dernier et renonce à l'hypothèque légale en faveur du propriétaire.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) La protection accordée par cette police s'applique à toute action intentée par tout assuré contre tout autre assuré, de la même manière que si des polices séparées avaient été émises en faveur de chacun d'eux, mais sans que les montants de la garantie en soient pour autant augmentés.

d) Si le contrat confié à l'entrepreneur assuré par cette police ne représente qu'une ou plusieurs phases d'un ensemble, les phases déjà terminées en vertu d'autres contrats d'exécution ne seront pas considérées comme des biens sous les soins, garde et contrôle de l'assuré.

e) La protection relative aux produits, y compris les travaux terminés, demeurera en vigueur au moins un (1) an après la réception avec réserve de l'ouvrage, que les autres sections de la police soient demeurées en vigueur ou non.

f) L'assureur déclare que les assurances fournies dans le cadre du contrat intervenu entre l'entrepreneur et le donneur d'ordre rencontre les exigences prévues à la clause 10.01.01 du Contrat.

g) La police ne pourra être annulée ou la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre à l'adresse suivante :
_____

h) L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance responsabilité civile.

Attaché et faisant partie de la police : _____
Numéro de la police

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____
Signature du représentant autorisé

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la couverture (montant et portée) consentie par cette police sera maintenue en vigueur jusqu'au certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat. Malgré ce qui précède, si le donneur d'ordre prend possession d'une partie des travaux ou que le bâtiment devient occupé en partie avant l'émission du certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat, la couverture de cette police pourra être révisée après entente avec le donneur d'ordre, et ce, dans la mesure où le propriétaire pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

d) En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

e) En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature du bâtiment, aucun ne pourra être réutilisé ou réparé sans l'assentiment écrit des professionnels à l'emploi du donneur d'ordre, soit à titre d'employé, soit à titre de conseiller.

f) Étant précisé que tout acte ou omission de la part d'un des coassurés désignés dans cette police, qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre coassuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre coassuré de la police.

g) En cas de sinistre, les frais encourus par le donneur d'ordre en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

h) La police ne pourra être annulée ni la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre, y compris lorsque le chantier demeure inoccupé pendant trente (30) jours ou plus. De plus, dans les trente (30) jours précédents l'expiration de la police, si celle-ci n'est pas renouvelée, un préavis devra également être donné par courrier recommandé au donneur d'ordre.

i) Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur au donneur d'ordre à l'adresse suivante :
_____
_____
_____

L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance des chantiers.

Attaché et faisant partie de la police : **Numéro de police**

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____ _____
Signature du représentant autorisé Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS

ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX

Date d'émission du cautionnement : _____

Numéro du cautionnement : _____

ADJUDICATAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Contrat : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard - 2022-48

L'adjudicataire est ci-après désigné comme étant « l'Adjudicataire ».

CAUTION

Nom : _____ Nº AMF : _____

Adresse : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

Soyez avisés qu'un cautionnement a été émis en faveur de Ville de Baie-Comeau (ci-après appelé(e) le « Donneur d'ordre ») aux fins de garantir l'exécution des obligations de l'Adjudicataire, tant envers toute personne ayant droit à une hypothèque légale de construction qu'envers le Donneur d'ordre, relativement au contrat identifié ci-haut.

Tout réclamant qui prétend avoir une créance impayée et qui se propose de réclamer judiciairement de la caution doit, avant de ce faire, adresser lui-même ou faire adresser par écrit une demande de paiement à la caution et à l'Adjudicataire, dans les délais prescrits au cautionnement, de son intention d'intenter une poursuite à la Caution, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où il demeure.

Les dispositions du CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES des Documents d'Appels d'Offres du Donneur d'ordre concernant les délais s'appliquent, "mutatis mutandis", au présent AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX.

LE DONNEUR D'ORDRE

Note : l'Adjudicataire est tenu d'afficher cet avis sur le chantier à un endroit à la vue du public et de s'assurer qu'il demeure affiché en tout temps.

ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER

Projet Nº : 2022-48	DC Nº	Date :
Titre du projet : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard		
Nom du site visé par les Travaux : Complexe récréatif Henry-Leonard		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la présente directive :		

En vertu de la clause 11.02 du Contrat, la présente directive est émise à l'égard de l'une ou l'autre des situations ci-après décrites : (cocher la situation appropriée)

☐ Apporter des précisions aux Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE.

☐ S'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat de l'ADJUDICATAIRE.

☐ Situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes au regard de l'exécution des Travaux.

☐ Autre situation (préciser) : _____

Cette directive ne constitue pas un changement aux Travaux, à moins que par la suite une demande de changement aux Travaux ne soit autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, conformément la clause 9.06 du Contrat.

L'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive de chantier et exécuter les Travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des Travaux.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel ou, le cas échéant, Chargé de projet

Spécialité :	Date:	Signature :
Nom:		

ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE

Titre du projet : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard **Nom du site visé par les Travaux :** Complexe récréatif Henry-Leonard **Adresse :** 70, avenue Michel-Hémon Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2A5	**Nom du DONNEUR D'ORDRE :** Ville de Baie-Comeau **Nº projet :** 2022-48 **ADJUDICATAIRE :** Description des Travaux faisant l'objet du présent Certificat de réception avec réserve :

Recommandation des professionnels

En vertu du Contrat qui lie le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, nous soussignés ARCHITECTE et INGÉNIEUR(S) avons procédé à une inspection le en vue de la réception avec réserve relativement aux Travaux susmentionnés.
Nous certifions, par les présentes, qu'au meilleur de notre connaissance, les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés à notre satisfaction et que les Travaux à corriger et les Travaux à parachever, s'il y a lieu, décrits en annexe, n'empêchent pas l'utilisation du bâtiment puisqu'il est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné.
La valeur des Travaux à corriger est inférieure à 0.5 % du montant total des Travaux prévus au Contrat incluant les changements.
Les Travaux figurant dans la liste annexée doivent être terminés et prêts dans les délais prévus dans la liste en vue de la réception sans réserve des Travaux.
La liste des Travaux décrits en annexe n'est pas exhaustive et ne dégage aucunement l'ADJUDICATAIRE et les professionnels soussignés de leurs responsabilités contractuelles et extracontractuelles.

En conséquence, nous recommandons que la réception avec réserve prenne effet à compter du _____.

Architecte		Ingénieur en structure	
Ingénieur en mécanique-électricité		Autre (spécifier)	

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits et s'engage à y donner suite dans les délais prévus.

L'ADJUDICATAIRE s'engage également à fournir au DONNEUR D'ORDRE tous les documents prévus au Contrat dont ceux exigés à la liste préparée par les Professionnels.

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE

Identification : Ville de Baie-Comeau	
Titre du pojet : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard	**Nº projet** : 2022-48
ADJUDICATAIRE : _____ Adresse :	

Recommandation des professionnels

Nous soussignés, en date du _____ et conformément au Contrat intervenu entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, avons procédé à une inspection des Travaux exécutés en vue de la signature du Certificat de réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE.

Nous certifions par la présente qu'au meilleur de notre connaissance, tous les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés et les déficiences corrigées et recommandons au DONNEUR D'ORDRE de signer le présent Certificat de réception sans réserve.

Architecte
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en mécanique / électricité
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en structure
Par _____ _____
Signature

Ingénieur
Par _____ _____
Signature

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits.

PAR _____

Signature : _____ _____
Date

Acceptation du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE accepte la recommandation des Professionnels et émet le présent Certificat de réception sans réserve.

Chargé de projet	_____	_____
	Date	Signature
Représentant autorisé du DONNEUR D'ORDRE	_____	_____
	Date	Signature

Ville de Baie-Comeau

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

CONTRAT

NO 2023-56

Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 12

0.00 INTERPRÉTATION 13

0.01 Terminologie 13
0.01.01 Addenda 13
0.01.02 ADJUDICATAIRE 13
0.01.03 Appel d'Offres 13
0.01.04 Avis d'Adjudication 13
0.01.05 Bordereau de Prix 13
0.01.06 Certificat de réception avec réserve 13
0.01.07 Certificat de réception sans réserve 13
0.01.08 Changement 13
0.01.09 Changement de Contrôle 14
0.01.10 Chantier 14
0.01.11 Chargé de Projet 14
0.01.12 Contrat 14
0.01.13 Documents Contractuels 14
0.01.14 Documents d'Appel d'Offres 14
0.01.15 DONNEUR D'ORDRE 15
0.01.16 Échéancier 15
0.01.17 Établissement 15
0.01.18 Fin des Travaux 15
0.01.19 Fin du Contrat 15
0.01.20 Force Majeure 15
0.01.21 Formulaire de Soumission 15
0.01.22 Institution Financière 15
0.01.23 Loi 16
0.01.24 Matériaux 16
0.01.25 Matériel 16
0.01.26 Manquement 16
0.01.27 Meilleur Effort 16
0.01.28 PARTIE 16
0.01.29 Personne 16
0.01.30 Personne Liée 17
0.01.31 Personnel Affecté 17
0.01.32 Plans et Devis 17
0.01.33 Professionnel 17
0.01.34 Professionnel Désigné 17
0.01.35 Propriété Intellectuelle 17
0.01.36 Régie de l'Appel d'Offres 17
0.01.37 Règlement sur la Gestion Contractuelle 17
0.01.38 Renseignement Confidentiel 18
0.01.39 Renseignement Personnel 18
0.01.40 Soumission 18
0.01.41 Sous-Contrat 18

0.01.42 Sous-Contractant 19
0.01.43 Travaux 19
0.02 Références financières 19
0.02.01 Devises 19
0.02.02 Taxes 19
0.03 Primauté 19
0.03.01 Contrat et accords verbaux 19
0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres 19
0.03.03 Conflits entre documents techniques 20
a) Ordre à respecter 20
b) Autorité du Professionnel 20
0.04 Droit applicable 20
0.05 Généralités 20
0.05.01 Dates et délais 20
a) De rigueur 20
b) Calcul 21
c) Reports 21
d) Demande 21
0.05.02 Consentement 21

1.00 OBJET. 21

1.01 Travaux 21
1.02 Licence 22

2.00 CONTREPARTIE 22

2.01 Travaux 22
2.01.01 Prix 22
2.02 Licence 22
2.03 Ajustement 22
2.03.01 Règle 22
2.03.02 Autres entrepreneurs 23
2.03.03 Travaux refusés 23
2.03.04 Matières dangereuses 23
2.03.05 Demande de Changement 23
2.03.06 Détermination de la valeur 23
2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement 24
2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement 25
a) Détermination unilatérale 25
b) Avis de différend 25
2.04 Fin du Contrat 25
2.04.01 Travaux et biens fournis 25
2.04.02 Matériaux et frais de démobilisation 25
2.04.03 Profits ou dommages 25

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 26

3.01 Méthode de paiement 26
3.02 Procédure 26
3.02.01 Demande de paiement 26
3.02.02 Contenu obligatoire 26
3.02.03 Déclaration solennelle 26

3.02.04 CCQ et CNESST ... 26
3.02.05 Certificat de paiement ... 26
3.02.06 Preuve d'assurance ... 27
3.02.07 Paiement ... 27
3.02.08 Quittance partielle ... 27
3.02.09 Réserve ... 27
3.02.10 Vérification ... 27
3.02.11 Ordre de Changement ... 27
3.03 Retenues ... 27
3.03.01 Détermination du montant ... 27
3.03.02 Hypothèques légales ... 28
3.03.03 Sous-Contractant hors Québec ... 28
3.03.04 Demande d'indemnisation ... 29
3.04 Travaux différés ... 29
3.05 Délégation de paiement ... 29
3.06 Fin du Contrat ... 29
3.06.01 Restitution d'avance ... 29
3.06.02 Compensation ... 29

4.00 SÛRETÉS ... 29

4.01 Garanties d'exécution et des obligations ... 29
4.01.01 Constitution ... 29
4.01.02 Ajustement ... 30
4.01.03 Maintien ... 30
4.02 Préavis à la caution ... 30
4.02.01 Demande d'exécution ... 30
4.02.02 Indemnisation ... 30

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES ... 30

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE ... 30

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE ... 31

7.01 Capacité ... 31
7.02 Assurances ... 31
7.03 Permis, licences et autres autorisations ... 31
7.04 Conflits de travail ... 31
7.05 Établissement ... 31
7.06 Ressources ... 31
7.07 Divulgation ... 31
7.08 Attestation de Revenu Québec ... 32
7.09 Propriété Intellectuelle ... 32

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) ... 32

8.01 Renseignements Personnels et Renseignements Confidentiels ... 32

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE ... 32

9.01 Chargé de projet ... 32
9.02 Accès aux Plans et Devis ... 32
9.02.01 Transmission ... 32
9.02.02 Obtention de permis ... 32

9.02.03 Compléments ... 33
9.03 Accès au chantier ... 33
9.04 Autres entrepreneurs ... 33
9.05 Évaluation et acceptation ... 33
9.05.01 Droit de refus ... 33
a) Procédure ... 33
b) Motif sérieux ... 33
9.05.02 Avis ... 33
9.05.03 Exécution par un tiers ... 33
9.06 Demande de Changement ... 34
9.07 Matières dangereuses ... 34
9.07.01 Présomption ... 34
9.07.02 Contrôle et divulgation ... 34
9.07.03 Prévention contre exposition ... 34
9.07.04 Élimination ou neutralisation ... 34
9.08 Exonération de responsabilité ... 34

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE ... 35

10.01 Assurance ... 35
10.01.01 Responsabilité civile générale ... 35
10.01.02 Chantier ... 35
a) Souscription et maintien ... 35
b) Couverture ... 36
10.01.03 Preuve d'assurance ... 36
10.01.04 Émetteur ... 36
10.01.05 Maintien de la responsabilité ... 36
10.02 Début de l'exécution du Contrat ... 36
10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE ... 36
10.04 Exécution complète ... 37
10.05 Respect ... 37
10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle ... 37
10.07 Conflits d'intérêts ... 37
10.08 Liens d'affaires ... 37
10.09 Meilleur Effort ... 37
10.10 Autorisation de contracter ... 38
10.10.01 Montant du Contrat ... 38
10.10.02 Demande du gouvernement ... 38
10.11 Conformité ... 38
10.11.01 Langue française ... 38
10.11.02 Lois applicables ... 38
10.11.03 Traçabilité des sols contaminés excavés ... 39
10.11.04 Permis et autorisations ... 39
a) Obtention ... 39
b) Maintien ... 39
c) Formalités ... 39
10.11.05 Commission de la Construction du Québec ... 39
10.11.06 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) 40
a) Maître d'oeuvre ... 40
b) Exigence ... 40

c) Respect ... 40
d) Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19) ... 40
e) Avis à la CNESST ... 40
f) Attestation ... 40
g) Accident ... 41
h) Défaut ... 41
10.11.07 Loi sur le tabagisme ... 41
10.12 Main-d'œuvre ... 41
10.12.01 Autorité ... 41
10.12.02 Main-d'œuvre ... 41
10.12.03 Exclusions ... 41
a) Anciens employés ... 41
b) Motif sérieux de refus ... 42
10.12.04 Identification ... 42
10.12.05 Conduite ... 42
10.12.06 Responsabilité ... 42
10.13 Sous-contrat ... 42
10.13.01 Autorisation ... 42
10.13.02 Liste des sous-contractants ... 42
10.13.03 Informations supplémentaires ... 42
10.13.04 RENA ... 42
10.13.05 Attestation de Revenu Québec ... 43
10.13.06 Établissement ... 43
10.13.07 Responsabilité ... 43
10.13.08 Répartition des Travaux ... 43
10.13.09 Restrictions ... 43
10.13.10 Proportion ... 43
10.13.11 Assujettissement ... 43
10.13.12 Refus ... 44
10.14 Échéancier ... 44
10.14.01 Contenu ... 44
10.14.02 Remise ... 44
10.14.03 Respect ... 44
10.14.04 Suivi ... 44
10.14.05 Mise à jour continue ... 44
10.15 Délai de réalisation des Travaux ... 45
10.15.01 Point de départ ... 45
10.15.02 Cas de prolongation ... 45
10.15.03 Autorisation ... 45
10.16 Régie du Projet ... 45
10.16.01 Maîtrise des Travaux ... 45
a) Portée ... 45
b) Collaboration ... 45
c) Ingénieur-conseil ... 46
10.16.02 Direction des Travaux ... 46
a) Surintendant et contremaîtres ... 46
b) Délégation de pouvoirs ... 46
c) Remplacement ... 46
10.16.03 Réunions de chantier ... 46
a) Réunion de démarrage ... 46

b) Participation obligatoire 47
c) Rapports ou comptes rendus 47
10.16.04 Autres entrepreneurs 47
a) Coordination 47
b) Échéancier 47
c) Dénonciation 47
10.17 Matériaux et équipement 47
10.18 Plans et Devis 48
10.19 Dessins et instructions 48
10.19.01 Disponibilité 48
10.19.02 Vérification 48
10.19.03 Maintien de responsabilité 48
10.19.04 Annotations 48
10.20 Protection des biens 48
10.20.01 Étendue 48
10.20.02 Réparation 49
a) Aux frais de l'ADJUDICATAIRE 49
b) Aux frais du DONNEUR D'ORDRE 49
10.21 Santé et sécurité 49
10.21.01 Programme de prévention 49
a) Élaboration 49
b) Remise 49
c) Veille de conformité 49
10.21.02 Équipement de protection 50
10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE 50
10.22 Matières dangereuses 50
10.22.01 Responsabilité 50
10.22.02 Retard 50
10.22.03 Expert indépendant 50
10.23 Protection des lieux environnants 51
10.24 Prévention des nuisances 51
10.25 Inconvénients 51
10.26 Condition du sous-sol 51
10.27 Installations temporaires 51
10.28 Transport 51
10.28.01 Usage permis de camions 51
10.28.02 Attestation 52
10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac 52
10.28.04 Permis requis 52
10.29 Bornes et niveaux 52
10.30 Publicité 52
10.31 Propreté 52
10.31.01 Étendue 52
10.31.02 Intempéries 53
10.31.03 Fin des Travaux 53
10.32 Découpages, percements et réparations 53
10.32.01 Responsabilité 53
10.32.02 Personnel qualifié 53
10.32.03 Présomption 53
10.33 Échantillons, essais et dosages 53

10.33.01 Soumission et identification 53
10.33.02 Approbation préalable 53
10.33.03 Transmission des résultats 54
10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus 54
10.34 Inspection 54
10.34.01 Droit d'accès 54
10.34.02 Personnes autorisées 54
10.34.03 Travaux recouverts 54
10.34.04 Spécifique 54
10.34.05 Générale 54
10.34.06 Frais 55
10.34.07 Remise 55
10.35 Suspension des Travaux 55
10.36 Refus des Travaux 55
10.36.01 Retrait 55
10.36.02 Réparation 55
10.37 Ordre de Changement 55
10.37.01 Interdiction 55
10.37.02 Exécution immédiate 55
10.38 Manuels d'instructions 56
10.39 Garantie 56
10.39.01 Durée 56
a) ADJUDICATAIRE 56
b) Fournisseur 56
10.39.02 Début de la période 56
10.39.03 Vices cachés et malfaçons 56
a) Responsabilité 56
b) Avis de défectuosité 56
10.40 Assistance en cas de litige 57
10.41 Publicité et communications 57
10.42 Indemnisation 57
10.42.01 Dénonciation 57
10.42.02 « Perte » 57
10.42.03 Portée 58
10.42.04 Procédure 58

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 58

11.01 Information 58
11.02 Directive de chantier 59
11.03 Non-exclusivité 59
11.04 Substitution et équivalence de Matériaux 59
11.04.01 Approbation préalable 59
11.04.02 Démonstration 59
11.04.03 Interdiction 60
11.04.04 Ordre de Changement 60
11.05 Démolition et démantèlement 60
11.06 Objets de valeur 60
11.07 Réception des Travaux 60
11.07.01 Avec réserve 60
a) Conditions préalables 60

b) Demande d'inspection 61
i) Avis 61
ii) Frais d'inspection subséquente 61
c) Travaux à corriger ou à parachever 61
i) Liste 61
ii) Retenue 61
d) Documents à fournir 61
e) Émission 61
11.07.02 Sans réserve 62
a) Demande d'inspection 62
i) Avis 62
ii) Frais d'inspection subséquente 62
b) Déroulement 62
c) Émission 62
11.08 Prise de possession 62
11.08.01 Anticipée 62
a) Choix du DONNEUR D'ORDRE 62
b) Accord de l'ADJUDICATAIRE 62
c) Entente 63
11.08.02 Sur indication 63
11.09 Propriété Intellectuelle 63
11.10 Cession 63
11.10.01 Interdiction 63
11.10.02 Inopposabilité 63
11.10.03 Exception 63
11.11 Évaluation de rendement 63

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 64

12.01 Avis 64
12.02 Résolution de différends 64
12.02.01 Négociations de bonne foi 64
12.02.02 Médiation 65
a) Nomination commune 65
b) Nomination par un tiers 65
c) Engagement du médiateur 65
d) Règles 65
e) Échange de renseignements 65
f) Honoraires et frais 65
g) Représentant 66
h) Confidentialité 66
i) Règlement 66
j) Impasse 66
12.02.03 Arbitrage 66
a) Juridiction 66
b) Décision 66
c) Frais 67
12.03 Élection 67
12.04 Modification 67
12.05 Non-renonciation 67
12.06 Transmission électronique 67

13.00 FIN DU CONTRAT 67
13.01 De gré à gré 67
13.02 Résolution 68
13.03 Résiliation 68
13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE 68
13.03.02 Sans préavis 68
13.03.03 Avec préavis 69
13.04 Changement de Contrôle 69
13.05 Effet de la résiliation 69
13.06 Recours possibles 69
13.06.01 Choix 69
13.06.02 Garanties et obligations 70
13.07 Prise de possession du chantier 70
13.07.01 Prérogative 70
13.07.02 Responsabilité 70
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 70
15.00 DURÉE. 70
15.01 Déterminée 70
15.02 Survie 70
16.00 PORTÉE 70

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT 72
ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER 73
ANNEXE 0.01.32 - PLANS ET DEVIS 74
ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT 75
ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT 77
ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT 79
ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE 80
ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE 81
ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE 82
ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE 83
ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER 84
ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS 86
ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX 87
ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER 88
ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE 89
ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE 90

CONTRAT DE CONSTRUCTION intervenu en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, Canada.

ENTRE :

Ville de Baie-Comeau, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), ayant son siège au 19 Marquette, en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, G4Z 1K5;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le nº 2023-56 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉ L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE a pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres nº 2023-56, se rapportant à Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste, a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Addenda

désigne tout écrit expédié par le DONNEUR D'ORDRE, avant l'ouverture des Soumissions, portant la mention addenda et servant à clarifier ou à modifier les Documents d'Appel d'Offres suite à leur publication;

0.01.02 ADJUDICATAIRE

désigne l'entrepreneur retenu au terme de l'Appel d'Offres ou son cessionnaire autorisé et peut comprendre lorsque le sens du texte l'exige ses mandataires, représentants ou préposés;

0.01.03 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres n^{o} 2023-56, se rapportant à Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste;

0.01.04 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.05 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix faisant partie de la Soumission indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.06 Certificat de réception avec réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception avec réserve des Travaux;

0.01.07 Certificat de réception sans réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception sans réserve des Travaux;

0.01.08 Changement

désigne un ajout, un retrait ou toute modification touchant les Travaux sans affecter fondamentalement la portée générale du Contrat, inscrit sur le formulaire « Demande de changement » reproduit à l'annexe 0.01.08.

0.01.09 Changement de Contrôle

désigne, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, un des événements suivants :

a) l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

b) une entente portant sur la vente ou la disposition de tous ou de substantiellement tous les actifs de la personne morale;

c) une réorganisation de la personne morale menant au transfert des droits conférés par le Contrat à une Personne Liée;

d) une fusion impliquant la personne morale; ou

e) l'approbation par les actionnaires de la personne morale d'un plan pour la liquidation complète de cette dernière.

0.01.10 Chantier

désigne l'emplacement où sont exécutés les Travaux, ainsi que les environs immédiats utilisés pour les installations temporaires ou pour les dépôts de Matériaux et du Matériel;

0.01.11 Chargé de Projet

désigne la Personne qui, à titre de représentant du DONNEUR D'ORDRE, administre le Contrat;

0.01.12 Contrat

désigne le présent document ainsi que ses annexes, tout Addenda s'y rapportant et comprend toute modification de celui-ci pendant sa durée;

0.01.13 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres et de la Soumission;

0.01.14 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE pour les fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique; sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent:

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le Contrat, incluant les Plans et Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.15 DONNEUR D'ORDRE

désigne le donneur d'ordre qui prépare, conclut, signe et gère le Contrat ainsi que les Changements et comprend, lorsque le sens du texte l'exige, le Chargé de Projet;

0.01.16 Échéancier

désigne le calendrier d'exécution des Travaux convenu avec le DONNEUR D'ORDRE, allant du début de ceux-ci jusqu'à la réception de l'ouvrage, joint à l'annexe 0.01.16 des présentes et comprend toute modification de celui-ci pendant la durée du Contrat;

0.01.17 Établissement

désigne l'endroit où l'ADJUDICATAIRE, exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;

0.01.18 Fin des Travaux

signifie la date de prise d'effet indiquée au Certificat de Réception avec Réserve;

0.01.19 Fin du Contrat

désigne la dernière des dates d'expiration du délai de DOUZE (12) mois des garanties minimales exigées;

0.01.20 Force Majeure

désigne tout événement imprévisible et irrésistible au sens du *Code civil du Québec*;

0.01.21 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix et l'Attestation d'Intégrité, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.22 Institution Financière

désigne un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la *Loi sur les assureurs* (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la *Loi sur*

les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la *Loi sur les banques* (L.C. 1991, c. 46);

0.01.23 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.24 Matériaux

désigne tous les matériaux, équipements, machinerie lourde et installations nécessaires à l'exécution des Travaux;

0.01.25 Matériel

désigne l'ensemble des outils, de l'outillage, des instruments, des appareils, des machines, des véhicules, des bâtiments et les installations nécessaires à l'exécution ou à l'entretien des travaux et qui ne sont pas incorporés aux ouvrages;

0.01.26 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une dérogation au Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.27 Meilleur Effort

désigne les efforts qu'une Personne, désireuse d'atteindre un résultat, et agissant prudemment et diligemment, déploie, eu égard aux circonstances, pour assurer, dans la mesure du possible, l'atteinte d'un résultat probable et comprend les règles de l'art de tout métier ou profession ainsi que les meilleures pratiques reconnues d'un secteur d'activités;

0.01.28 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.29 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie, un regroupement de

personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale, qui n'est pas partie au Contrat;

0.01.30 Personne Liée

désigne, pour chaque PARTIE, toute personne identifiée à l'article 251(2) de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5e suppl.)) ou toute personne qui a un lien de dépendance avec cette PARTIE;

0.01.31 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier;

0.01.32 Plans et Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Travaux à exécuter, reproduite à l'annexe 0.01.32 des présentes et comprend toute modification s'y rapportant pendant la durée du Contrat;

0.01.33 Professionnel

désigne l'architecte, l'ingénieur ou celui qui a la responsabilité de concevoir l'ouvrage en tout ou en partie ou d'en surveiller l'exécution pour le compte du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.34 Professionnel Désigné

désigne la firme de professionnels désignée par le DONNEUR D'ORDRE à ce titre aux Documents d'Appel d'Offres;

0.01.35 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou à l'obtention d'espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.36 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux SOUMISSIONNAIRES;

0.01.37 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-

19) ou la politique de gestion contractuelle qui est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui;

0.01.38 Renseignement Confidentiel

désigne toute information commerciale, technique, scientifique, financière, juridique ou autre, divulguée par une PARTIE émettrice, se rapportant à ses activités commerciales, ses stratégies et opportunités d'affaires, ses opérations, sa propriété intellectuelle, ainsi que ses fournisseurs, clients, finances ou employés qui, au moment de la divulgation, est identifiée comme étant confidentielle, divulguée dans un contexte de confidentialité ou comprise par la PARTIE réceptrice faisant preuve d'un jugement d'affaires raisonnable, comme étant confidentielle, incluant notamment tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1);

mais ne comprend pas, sous réserve de l'application de cette loi :

a) une information connue par la PARTIE réceptrice, avant la date de sa divulgation;

b) une information connue du public ou disponible au public avant la date de sa divulgation;

c) une information qui devient connue du public ou disponible au public après la date de divulgation et qui ne provient pas d'une violation de l'engagement de confidentialité de la part de la PARTIE réceptrice;

d) une information reçue en tout temps par une Personne qui n'est pas soumise à un engagement de confidentialité, se rapportant à cette information, en faveur de l'une ou l'autre des PARTIES;

e) une information développée indépendamment par la PARTIE réceptrice.

0.01.39 Renseignement Personnel

désigne tout renseignement qui concerne une personne physique et qui permet de l'identifier au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1);

0.01.40 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.41 Sous-Contrat

désigne un contrat conclu par l'ADJUDICATAIRE avec un Sous-Contractant directement lié à l'exécution des Travaux;

0.01.42 Sous-Contractant

désigne une Personne, autre qu'un employé de l'ADJUDICATAIRE, qui exécute des Travaux pour le compte et selon les directives de celui-ci en vertu d'une entente;

0.01.43 Travaux

désigne l'ensemble des travaux décrits aux Plans et Devis ainsi que les modalités d'exécution de ceux-ci;

0.02 Références financières

0.02.01 Devises

Toutes les sommes d'argent prévues dans le Contrat sont en devise canadienne.

0.02.02 Taxes

À moins d'indication contraire dans le texte, les montants indiqués dans le Contrat ne comprennent pas la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ) ainsi que toute autre taxe applicable sur de tels montants par les autorités publiques pendant la durée du Contrat.

0.03 Primauté

0.03.01 Contrat et accords verbaux

Le Contrat prime sur tout accord intervenu avec l'ADJUDICATAIRE qui n'a pas fait l'objet d'un écrit subséquent.

0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres

En cas de contradiction ou divergence entre les différents Documents d'Appel d'Offres, l'ordre de primauté suivant détermine, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, le document dominant:

a) Addenda;

b) Contrat;

c) Devis;

d) Plans et dessins;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.03.03 Conflits entre documents techniques

a) **Ordre à respecter**

De plus, l'ordre de primauté suivant doit être adopté en cas de contradiction ou de divergence sur les Plans et Devis :

i) les originaux papier des Plans et Devis scellés priment sur les versions électroniques de tels documents;

ii) les dimensions chiffrées indiquées sur les dessins priment, même si elles diffèrent des dimensions prises à l'échelle;

iii) les dessins établis à la plus grande échelle priment sur les dessins à l'échelle réduite;

iv) les cotes priment les mesures à l'échelle;

v) les plans de détails priment les plans d'ensemble.

Par ailleurs, entre deux documents de même type et support, celui portant la date la plus récente prédomine.

b) **Autorité du Professionnel**

Sujet aux règles de primauté prévues à la présente sous-section, le Professionnel a seul autorité pour interpréter les Plans et Devis et autres documents techniques relevant de sa spécialité concernant l'exécution des Travaux. La décision du Professionnel compétent en la matière est finale. Elle lie l'ADJUDICATAIRE qui doit s'y conformer et exécuter sans interruption les Travaux sujet à son droit de transmettre par écrit, dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis écrit de cette décision, au Professionnel décideur et au DONNEUR D'ORDRE, une contestation motivée de cette décision. Le cas échéant, les PARTIES doivent respecter la procédure de résolution de différends prévue à la sous-section 12.02.

0.04 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.05 Généralités

0.05.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Toutes les échéances indiquées dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) le terme «mois», lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Reports**

Si l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation au Contrat est retardée en raison :

i) d'un défaut par l'une des PARTIES dans l'exécution de ses obligations au Contrat;

ii) d'un cas de force majeure;

iii) d'un amendement au Contrat; ou

iv) de tout autre facteur hors du contrôle de la PARTIE à qui incombe l'obligation;

cette dernière est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment à moins que les PARTIES en conviennent autrement.

d) **Demande**

Aucune prolongation pour cause de retard ne peut être consentie à moins qu'une demande n'en soit faite promptement par écrit au Chargé de Projet au plus tard dans les DIX (10) jours ouvrables à compter du commencement du retard; dans le cas d'un motif de nature continue, la présentation d'une demande unique suffit.

0.05.02 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

1.00 OBJET

1.01 Travaux

Sujet au respect du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE convient par les présentes de confier l'exécution des Travaux à l'ADJUDICATAIRE qui convient d'exécuter ceux-ci, conformément aux Plans et Devis, moyennant la contrepartie indiquée à la section 2.00.

1.02 Licence

L'ADJUDICATAIRE accorde au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, d'adapter, de publier et de traduire les dessins d'atelier, le programme de prévention élaboré en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., c S-2.1), les rapports ou comptes rendus et, généralement, tous autres documents à être réalisés en vertu du Contrat, aux fins des activités et objets du Chargé de Projet ou, le cas échéant, du DONNEUR D'ORDRE. Cette licence est accordée sans limite territoriale et sans limite de temps.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Travaux

2.01.01 Prix

En guise de contrepartie à l'exécution des Travaux, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le(s) montant(s) indiqué(s) au Bordereau de Prix.

2.02 Licence

La contrepartie pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de ce contrat est incluse dans la rémunération versée à l'ADJUDICATAIRE pour l'exécution des Travaux.

2.03 Ajustement

2.03.01 Règle

Il est interdit aux PARTIES de demander un ajustement du prix du Contrat dans les cas suivants :

a) lorsqu'il se produit un retard ou un arrêt dans les Travaux ou pour tout coût additionnel attribuable au non-respect par l'ADJUDICATAIRE, ses employés, mandataires, Sous-Contractants et fournisseurs d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) un manquement d'un Sous-Contractant ou son remplacement suite au non-redressement de ce manquement;

c) l'insolvabilité ou la cession de biens ou la faillite d'un Sous-Contractant et son remplacement;

d) lorsque l'ADJUDICATAIRE néglige de signaler des défauts ou des déficiences au regard des travaux des autres entrepreneurs ayant un impact sur ses Travaux en temps opportun;

Dans les autres cas, l'ajustement à la hausse ou à la baisse du prix du Contrat est admis, au cas par cas, sujet aux modalités qui suivent.

2.03.02 Autres entrepreneurs

Si le DONNEUR D'ORDRE exerce son droit d'adjuger des contrats distincts à d'autres entrepreneurs relativement à des travaux connexes autres que ceux prévus au Contrat, les obligations de l'ADJUDICATAIRE d'agir en tant que maître d'œuvre demeurent inchangées. Le cas échéant, le prix du Contrat est toutefois augmenté d'un montant équivalent à DIX POUR CENT (10 %) du coût des contrats distincts.

2.03.03 Travaux refusés

Dans le cas des Travaux défectueux, si, après consultation auprès du DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel concerné avise l'ADJUDICATAIRE qu'il n'est pas nécessaire de rectifier les Travaux défectueux ou non conformes en vertu des Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE déduit du prix du Contrat la différence de valeur entre les Travaux tels qu'exécutés et ceux prévus au Contrat. Le montant de cette différence de valeur est déterminé par le DONNEUR D'ORDRE sur recommandation des Professionnels concernés.

2.03.04 Matières dangereuses

En cas de présence avérée ou soupçonnée de matières dangereuses à l'endroit où s'exécutent les Travaux, si les mesures prises par l'ADJUDICATAIRE en vertu de la clause 10.22.01 du Contrat ont pour effet de retarder l'exécution des Travaux ou d'entraîner pour lui des frais additionnels, l'ADJUDICATAIRE est remboursé du supplément raisonnable du coût causé par le retard et par le fait qu'il a pris ces mesures.

2.03.05 Demande de Changement

Si le DONNEUR D'ORDRE transmet une demande de Changement à l'ADJUDICATAIRE, celui-ci doit soumettre un prix ou un crédit détaillé sur le formulaire «Ordre de changement» reproduit à l'annexe 2.03.08 dans un délai de DIX (10) jours suivant réception de la demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. Après la réception du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de sa proposition.

2.03.06 Détermination de la valeur

La valeur de tout Changement est déterminée selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes à savoir :

a) estimation, négociation et acceptation d'un prix forfaitaire ventilé, lequel est déterminé sur la base des taux de majoration prévus au paragraphe c) du présent alinéa pour les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE;

b) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire, application des prix unitaires mentionnés au Contrat ou convenus par la suite;

c) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire ou d'appliquer les prix unitaires, cumul du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement lié au changement, majoré des pourcentages suivants :

i) QUINZE POUR CENT (15 %) lorsque les travaux sont exécutés par l'ADJUDICATAIRE;

ii) DIX POUR CENT (10 %) pour l'ADJUDICATAIRE et QUINZE POUR CENT (15 %) pour le Sous-Contractant, lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-Contractant.

Aux fins de l'application du paragraphe c) du premier alinéa, le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement correspond au coût réel des éléments décrits à la clause 2.03.07. La majoration inclut les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE.

2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement

L'ADJUDICATAIRE doit faire la démonstration de chaque dépense liée à un changement. Le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement attribuable à l'exécution du changement aux travaux correspond aux coûts réels de l'ADJUDICATAIRE et des Sous-Contractants, sur les éléments suivants :

a) les salaires et charges sociales versés aux ouvriers conformément à une convention collective applicable ainsi qu'au contremaître et, le cas échéant, au surintendant qui supervise les salariés sur le chantier;

b) les frais de déplacement et d'hébergement des salariés additionnels requis;

c) le coût de tous les matériaux, produits, fournitures, incluant les matériaux incorporés à l'ouvrage en raison du changement aux travaux, y compris les frais de transport, d'entreposage et de manutention de ceux-ci, le tout correspondant au plus bas prix consenti à l'ADJUDICATAIRE et aux Sous-Contractants;

d) les taxes et autres droits imposés par toute autorité compétente sur la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement requis et auxquels l'ADJUDICATAIRE est assujetti, à l'exclusion de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) lorsque l'organisme public en est exempt;

e) le coût de transport et d'utilisation d'équipements et d'outils additionnels requis, autres que ceux à main utilisés par les salariés;

f) le coût additionnel du contrôle de la qualité des travaux relatifs au changement par le responsable de l'assurance-qualité ou le surintendant;

g) les redevances et les droits de brevet applicables;

h) les primes additionnelles de cautionnements et d'assurances que l'ADJUDICATAIRE doit payer à la suite de l'augmentation du prix de son contrat;

i) les frais d'énergie et de chauffage directement attribuables au changement;

j) le coût d'enlèvement et d'élimination des ordures et débris attribuables au Changement;

k) les protections, installations temporaires et les ouvrages de sécurité additionnels nécessaires;

l) tout autre coût de main-d'œuvre, de matériaux et d'équipement additionnel requis, non spécifié aux paragraphes qui précèdent et attribuable à l'exécution du changement.

2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement

a) **Détermination unilatérale**

Après réception de la position du DONNEUR D'ORDRE à l'égard du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, si ces derniers ne peuvent, après une première démarche de négociation, s'entendre sur la valeur d'un changement, le montant estimé et ventilé du changement exigé est alors déterminé par le DONNEUR D'ORDRE dans l'ordre de changement. L'ordre de Changement est produit sur le formulaire « Ordre de Changement » reproduit à l'annexe 2.03.08.

b) **Avis de différend**

Dans un tel cas, l'ADJUDICATAIRE peut, dans les quinze (15) jours de la délivrance de l'ordre de Changement, dénoncer par écrit au DONNEUR D'ORDRE un avis de différend à ce sujet en exposant les points en litige, ses prétentions à l'égard de ceux-ci, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives. Le cas échéant, ce différend doit être résolu selon la procédure prévue à la sous-section 12.02 du Contrat.

2.04 Fin du Contrat

Nonobstant ce qui précède, si, conformément à la section 13.00, le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat et prend possession du chantier l'ADJUDICATAIRE n'a droit qu'aux indemnités prévues ci-après.

2.04.01 Travaux et biens fournis

L'ADJUDICATAIRE n'a alors droit, en proportion du prix convenu, qu'aux frais et dépenses actuelles, à la valeur des Travaux exécutés avant la notification de la résiliation ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens fournis, lorsque ceux-ci ne peuvent lui être remis et qu'il ne peut les utiliser.

2.04.02 Matériaux et frais de démobilisation

Les frais relatifs aux matériaux livrés au chantier, à la main-d'œuvre et au matériel de construction, à l'équipement, aux activités de repliement et autres activités de démobilisation sont remboursés à l'ADJUDICATAIRE à la condition qu'il les justifie et qu'ils soient certifiés par le Professionnel Désigné.

2.04.03 Profits ou dommages

L'ADJUDICATAIRE, outre ce qui est prévu ci-devant, n'a droit à aucune autre compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ou pour dommages-intérêts.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Méthode de paiement

L'ADJUDICATAIRE doit adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit communiquer avec le DONNEUR D'ORDRE à la suite de l'adjudication du Contrat.

3.02 Procédure

3.02.01 Demande de paiement

Les demandes de paiement sont présentées, mensuellement ou selon le calendrier de paiement établi par le DONNEUR D'ORDRE, au Professionnel Désigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le formulaire obligatoire que l'ADJUDICATAIRE doit utiliser pour faire une demande de paiement est reproduit à l'annexe 3.02.01 des présentes.

3.02.02 Contenu obligatoire

Les demandes de paiement doivent porter la date du dernier jour du mois et le montant réclamé doit correspondre à la valeur des travaux exécutés et des matériaux incorporés à l'œuvre à cette date au prorata du prix du contrat y compris, le cas échéant, les taxes applicables, dont la TPS et la TVQ. Les approvisionnements sur le chantier en sont exclus, à moins d'une autorisation spéciale du DONNEUR D'ORDRE. Ces demandes doivent totaliser la valeur des travaux parachevés, déduction faite du total des paiements antérieurs.

3.02.03 Déclaration solennelle

Les demandes de paiement, incluant toutes les pièces justificatives requises, doivent parvenir au Professionnel Désigné dans les cinq (5) jours suivant la fin de la période. Toute demande de paiement à l'exception de la première doit être accompagnée d'une déclaration solennelle de l'ADJUDICATAIRE, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.03, à l'effet qu'il a acquitté tous comptes dus aux Sous-Contractants, ouvriers et fournisseurs de matériaux et tous autres frais figurant dans la précédente demande de paiement.

3.02.04 CCQ et CNESST

Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE présente avec chaque demande de paiement, y compris la première, un certificat attestant que toutes les contributions exigibles par la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ont été versées.

3.02.05 Certificat de paiement

Sur réception d'une demande de paiement de l'ADJUDICATAIRE, le Professionnel Désigné délivre un certificat de paiement, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.05, au montant demandé ou établi après vérification. Une copie de la demande de paiement vérifiée est transmise à l'ADJUDICATAIRE.

3.02.06 Preuve d'assurance

Avant que le premier paiement ne soit effectué par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE une copie des polices d'assurance exigées ainsi que les avenants à ces polices, de même que le calendrier d'exécution des Travaux et toute mise à jour de celui-ci.

3.02.07 Paiement

Sous réserve des retenues prévues à la sous-section 3.03, le délai de paiement est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la réception du certificat de paiement, accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

3.02.08 Quittance partielle

Par ailleurs, sur demande du DONNEUR D'ORDRE lorsque des circonstances ou des motifs le justifient, l'ADJUDICATAIRE doit, avec chaque demande de paiement, produire une quittance partielle, en la forme prescrite à l'annexe 3.02.08, dûment complétée et signée par le ou les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux identifiés par le DONNEUR D'ORDRE, attestant le paiement des sommes qui leur sont dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.02.09 Réserve

Il est entendu entre les PARTIES qu'un paiement ne constitue pas une acceptation des Travaux.

3.02.10 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.02.11 Ordre de Changement

La procédure de paiement décrite dans la présente section s'applique, en faisant les adaptations nécessaires aux sommes supplémentaires qui deviennent dues à la suite d'un ordre de Changement. Si, par contre, un ordre de Changement engendre une réduction quelconque du prix du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit joindre, à la demande de paiement qui suit ou à tout autre moment dont il peut convenir avec le DONNEUR D'ORDRE, cette demande de Changement la note de crédit correspondant au montant de la réduction ainsi générée.

3.03 Retenues

3.03.01 Détermination du montant

Le DONNEUR D'ORDRE effectuera des retenues sur les montants payables à l'ADJUDICATAIRE selon les modalités suivantes :

a) Dans tous les cas, lorsqu'une hypothèque légale de construction est inscrite, le propriétaire se réserve le droit de retenir, à même les paiements effectués à l'ADJUDICATAIRE, un montant égal à la créance augmenté de VINGT POUR CENT (20%).

b) des retenues de DIX POUR CENT (10%) sur chacun des paiements sont effectuées, dont le premier CINQ POUR CENT (5 %) est remis dans les QUARANTE-CINQ (45) jours suivant la date de la réception sans réserve des Travaux et dont l'autre CINQ POUR CENT (5 %) est remis à la fin de la période de garantie de UN an (1 an);

c) l'ADJUDICATAIRE reconnaît que les DIX POUR CENT (10%) de retenues cumulatives demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE jusqu'à ce que l'ADJUDICATAIRE établisse qu'il a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des gages, matériaux et services; il reconnaît également que la remise du dernier CINQ POUR CENT (5 %) sera effectué lors de la fin de la période de garantie de UN an (1 an);

d) l'ADJUDICATAIRE accepte en conséquence que le DONNEUR D'ORDRE puisse, après avis préalable, utiliser ces montants, en tout ou en partie, pour le remboursement des créanciers au sens du texte de la formule de cautionnement des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services fournie dans les Documents d'Appel d'Offres;

e) l'ADJUDICATAIRE accepte également que les paiements effectués directement à ces créanciers soient considérés comme ayant été effectués à lui-même et qu'ils soient déduits des montants qui lui seraient dus en vertu du contrat.

Pour que le paiement de cette retenue soit effectué, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, d'une part, les quittances complètes et finales de tous les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux ayant dénoncé leur contrat, et ce, conformément au formulaire prévu à l'annexe 3.03.01 d'autre part, un état certifié de tous les droits réels publiés depuis la date de signature du contrat, l'état devant être émis au moins trente (30) jours suivant la date de la signature par le DONNEUR D'ORDRE du certificat de réception avec réserve.

3.03.02 Hypothèques légales

Pour obtenir le paiement du solde du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avec sa demande de paiement, une copie certifiée de l'index des immeubles (registre foncier) couvrant la période allant de la date de signature du Contrat jusqu'à TRENTE ET UN (31) jours après la date de la réception sans réserve des Travaux et établissant qu'aucune hypothèque légale n'a été enregistrée sur l'immeuble faisant l'objet du Contrat. Advenant l'enregistrement d'hypothèques légales pour des Travaux prévus en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de lever lui-même ces hypothèques en utilisant le solde du Contrat.

3.03.03 Sous-Contractant hors Québec

Outre les retenues prévues à la présente clause, si l'ADJUDICATAIRE utilise un Sous-Contractant qui n'a pas d'établissement au Québec, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir, à

même le prix du Contrat, un montant équivalant à DIX POUR CENT (10 %) du montant du Sous-Contrat impliqué, sans préjudice à tout autre droit et recours du DONNEUR D'ORDRE.

3.03.04 Demande d'indemnisation

Si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'une demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE alors que celui-ci lui doit encore des sommes d'argent en vertu du Contrat, il est convenu qu'en pareilles circonstances le DONNEUR D'ORDRE peut retenir de telles sommes, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande d'indemnisation, et, dans la mesure où cette décision lui est favorable, opérer compensation.

3.04 Travaux différés

Après l'émission du Certificat de réception sans réserve englobant les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE libère la retenue qu'il a effectuée pour les Travaux (valeur des Travaux majorés de 20 %).

3.05 Délégation de paiement

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur l'administration fiscale* (L.R.Q., c. A-6.002), lorsque l'ADJUDICATAIRE est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, le ministre ou le DONNEUR D'ORDRE, dans le cas où ce dernier est un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de cette loi, peut, s'il en est requis par le ministre du Revenu, transmettre à celui-ci en tout ou en partie le montant payable en vertu du Contrat afin que le ministre puisse affecter en tout ou en partie ce montant au paiement de cette dette.

3.06 Fin du Contrat

3.06.01 Restitution d'avance

Si le DONNEUR D'ORDRE met fin au Contrat conformément à la Partie 13.00 et si l'ADJUDICATAIRE avait, lors de la signature de celui-ci obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier à moins qu'il puisse démontrer au DONNEUR D'ORDRE qu'il ait droit de conserver celle-ci pour les Travaux exécutés.

3.06.02 Compensation

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'opérer compensation entre le montant total de ces frais et tout montant dû à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat ou autrement.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garanties d'exécution et des obligations

4.01.01 Constitution

Sous peine de se voir retirer le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de l'envoi de l'Avis d'Adjudication, fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution et une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE

pour gages, matériaux et services qui doivent être, chacune, d'un montant équivalant à CINQUANTE POUR CENT (50 %) du montant du contrat, sous forme de cautionnement émis en faveur du DONNEUR D'ORDRE par une Institution Financière et qui doivent être conformes aux dispositions des modèles de cautionnement d'exécution et de cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services reproduits respectivement aux annexes 4.02A et 4.02B du Formulaire de Soumission.

4.01.02 Ajustement

Si le Contrat fait l'objet d'une ou plusieurs Demandes de Changement et s'il en résulte une hausse du montant initial du Contrat de DIX POUR CENT (10 %) ou plus, l'ADJUDICATAIRE doit fournir de nouvelles garanties basées sur le montant révisé du Contrat.

4.01.03 Maintien

Les garanties offertes sous forme de cautionnement sont valables pour toute la durée du Contrat.

4.02 Préavis à la caution

4.02.01 Demande d'exécution

Advenant un défaut de l'ADJUDICATAIRE, si ce dernier a remis une garantie d'exécution sous forme de cautionnement, le DONNEUR D'ORDRE avise la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat.

4.02.02 Indemnisation

À défaut par la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat dans les délais prescrits par le DONNEUR D'ORDRE, le Contrat est résilié de plein droit et la caution doit verser au DONNEUR D'ORDRE la différence entre le prix qui aurait été payé à l'ADJUDICATAIRE et celui qui doit être payé à toute Personne qui est appelée à exécuter le Contrat ainsi que tout coût occasionné au DONNEUR D'ORDRE par l'inexécution des obligations et conditions prévues au Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, pouvoirs et autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Assurances

L'ADJUDICATAIRE déclare avoir souscrit à des polices d'assurance suffisantes pour couvrir les principaux risques inhérents à l'exécution des Travaux. De plus, il atteste être assuré en prévision de toute réclamation pouvant impliquer sa responsabilité civile.

7.03 Permis, licences et autres autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences et autres autorisations requis par les autorités publiques compétentes en relation avec ses activités et pour exécuter les Travaux.

7.04 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.05 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.06 Ressources

L'ADJUDICATAIRE possède l'expertise et les ressources nécessaires pour exécuter les Travaux conformément aux Plans et Devis et, le cas échéant, dans les délais indiqués à l'Échéancier.

7.07 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

7.08 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE reconnaissant qu'un tel geste constitue une infraction suivant le *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes municipaux* (RLRQ, chapitre C-19, r. 3), justifiant un constat d'infraction, déclare, aux fins de l'obtention du Contrat, ne pas avoir transmis une attestation de Revenu Québec contenant des renseignements faux ou inexacts.

7.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits d'utilisation de la Propriété Intellectuelle requise pour exécuter les Travaux soit en qualité de titulaire de celle-ci ou par voie de licence.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Renseignements Personnels et Renseignements Confidentiels

Les PARTIES, reconnaissant que les Renseignements Personnels et Renseignements Confidentiels recueillis dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Chargé de projet

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, d'aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

9.02 Accès aux Plans et Devis

9.02.01 Transmission

Trois (3) exemplaires originaux en version papier et un exemplaire en version reproductible, des Plans et Devis émis pour construction doivent être fournis sans frais à l'ADJUDICATAIRE. Toute copie supplémentaire réclamée par l'ADJUDICATAIRE sera facturée au coût de 52 $ par copie.

9.02.02 Obtention de permis

Au surplus, lorsque de tels documents nécessaires à l'exécution des Travaux sont requis pour l'obtention de tout permis par l'ADJUDICATAIRE, ces exemplaires doivent être remis, sans frais, à l'ADJUDICATAIRE à sa demande expresse.

9.02.03 Compléments

Au besoin, des détails et des instructions qui peuvent se traduire, en outre, sous forme de documents graphiques ou écrits, d'échantillons ou de maquettes qui deviennent des Documents d'Appel d'Offres, doivent également être transmis à l'ADJUDICATAIRE.

9.03 Accès au chantier

Le DONNEUR D'ORDRE doit, pendant toute la durée des Travaux, assurer à l'ADJUDICATAIRE le plein accès des lieux où ceux-ci s'exécutent.

9.04 Autres entrepreneurs

Dans la mesure où le DONNEUR D'ORDRE fait appel à d'autres entrepreneurs pour exécuter des travaux se rapportant au même projet, ce dernier doit exiger de leur part des couvertures d'assurance suffisantes dans la mesure où les travaux visés par le contrat de l'ADJUDICATAIRE peuvent être touchés.

9.05 Évaluation et acceptation

9.05.01 Droit de refus

a) **Procédure**

Malgré toute autorisation ou approbation donnée aux fins de rémunération aux différentes étapes d'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit, lors de la réception définitive des Travaux se rapportant à la réalisation d'un ouvrage matériel ou intellectuel quelconque, de refuser, en tout ou en partie, ceux qui ne sont pas exécutés conformément aux exigences des Plans et Devis.

b) **Motif sérieux**

Toutefois, le DONNEUR D'ORDRE ne peut refuser les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE que pour une bonne et valable raison relative à la qualité du travail, compte tenu de ce qui est demandé à l'ADJUDICATAIRE et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

9.05.02 Avis

Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE fait connaître par avis écrit son refus d'une partie ou de l'ensemble des travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE dans les DIX (10) jours de la réception définitive des Travaux. L'absence d'avis dans le délai prescrit signifie que le DONNEUR D'ORDRE accepte les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE.

9.05.03 Exécution par un tiers

Si l'ADJUDICATAIRE omet ou refuse d'exécuter les Travaux correctifs dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE, ce dernier se réserve le droit de faire reprendre les Travaux par un tiers aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

9.06 Demande de Changement

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sans entraîner la nullité du Contrat, apporter des changements aux Travaux. Le montant du Contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05 des présentes. Ces changements entraînent également une modification du délai d'exécution ainsi que de la commande d'exécution.

9.07 Matières dangereuses

9.07.01 Présomption

Pour les fins de la législation environnementale applicable, le DONNEUR D'ORDRE est réputé avoir la maîtrise de l'endroit où s'exécutent les Travaux et être responsable de l'administration de celui-ci, pour ce qui est des conditions existantes.

9.07.02 Contrôle et divulgation

Avant que l'ADJUDICATAIRE ne commence les travaux, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables pour vérifier si des substances ou matières toxiques ou dangereuses sont présentes à l'endroit où s'exécutent les Travaux et fournir par écrit à l'ADJUDICATAIRE, le cas échéant, la liste de ces substances et matières.

9.07.03 Prévention contre exposition

Le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à des substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'emplacement de l'ouvrage avant que l'ADJUDICATAIRE commence les Travaux.

9.07.04 Élimination ou neutralisation

Sauf si le Contrat stipule expressément qu'il en est autrement, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à la loi, pour éliminer, entreposer ou rendre inoffensives de quelque autre façon les substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'endroit où s'exécutent les Travaux avant que l'ADJUDICATAIRE commence ceux-ci.

9.08 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Assurance

10.01.01 Responsabilité civile générale

L'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance responsabilité civile générale conformément aux conditions et modalités à l'Annexe 10.01.01 « Avenant à la police de responsabilité civile générale » jusqu'à la réception sans réserve de l'ensemble des Travaux au moyen soit d'une police distincte, soit d'un avenant à une police déjà existante, une assurance responsabilité civile générale comportant une limite d'indemnité unique au montant minimum de CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000 $) par événement, ou à tout autre montant prévu au Contrat, pour dommages corporels (y compris la mort en résultant) et pour dommages matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'évènement et couvrant :

a) le risque des lieux et activités;

b) le risque des produits et des travaux terminés;

c) le risque de responsabilité assumée en vertu d'un contrat, formule globale, et couvrant les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux de l'ADJUDICATAIRE;

d) le risque découlant d'ascenseurs et de monte-charges, le cas échéant;

e) le risque relatif aux préjudices personnels;

f) le risque des travaux d'étayage, de dynamitage, d'excavation, de reprises en sous-œuvre, de démolition, de battage de pieux, de travaux de souterrains, de percements de tunnels, de travaux de nivellement, le cas échéant;

g) le risque de responsabilité automobile des non-propriétaires;

h) le risque de responsabilité civile contingente des patrons;

i) l'avenant d'extension du terme assuré aux employés de l'assuré désigné;

j) l'avenant dommages matériels formule étendue.

10.01.02 Chantier

a) **Souscription et maintien**

À moins d'indication contraire stipulée dans le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance de chantier conformément aux conditions et modalités établies à l'Annexe 10.01.02 intitulé « Avenant à la police d'assurance de chantier ».

b) **Couverture**

L'assurance doit être constituée par une police d'assurance de chantier (formule globale) et couvrir la pleine valeur assurable des Travaux établie en fonction du prix du Contrat et la pleine valeur déclarée des matériaux, produits et équipements qui doivent être fournis par le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'incorporation à l'ouvrage. L'assurance doit tenir compte des intérêts du DONNEUR D'ORDRE, de l'ADJUDICATAIRE, des Sous-Contractants et de toute autre Personne ayant un intérêt assurable dans les Travaux.

10.01.03 Preuve d'assurance

L'ADJUDICATAIRE doit remettre promptement après l'entrée en vigueur du Contrat, une copie de chaque police d'assurance qui doit répondre aux exigences de la présente sous-section 10.01.

10.01.04 Émetteur

Ces polices d'assurance doivent être souscrites auprès d'une Institution Financière et doivent prévoir un avis écrit d'au moins TRENTE (30) jours aux PARTIES en cas d'annulation ou de réduction de couverture.

10.01.05 Maintien de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette section ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.02 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE doit identifier un représentant possédant la délégation de pouvoir suffisante pour discuter avec le DONNEUR D'ORDRE des aspects contractuels du projet. Il doit entretenir un dialogue avec le représentant du DONNEUR D'ORDRE afin d'évaluer et de solutionner les problèmes relatifs à la réalisation du projet.

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir le consentement du DONNEUR D'ORDRE avant de remplacer cette personne. Dans un tel cas, le DONNEUR D'ORDRE peut, à sa discrétion :

a) accepter le changement si la personne proposée en remplacement est équivalente à celle initialement identifiée et si l'ADJUDICATAIRE assume le transfert des connaissances;

b) refuser le changement s'il juge que la personne proposée n'est pas équivalente à celle initialement identifiée et obliger l'ADJUDICATAIRE à poursuivre avec la personne initiale.

10.04 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat. L'ADJUDICATAIRE s'engage également à faire tous les menus travaux usuels et nécessaires au parachèvement des Travaux et afin de les rendre conformes à l'usage auquel ils sont destinés, qu'ils aient été ou non spécifiés dans les Plans et Devis.

10.05 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.07 Conflits d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.08 Liens d'affaires

Pendant la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et une Personne ayant participé à la préparation de l'Appel d'Offres dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.09 Meilleur Effort

L'ADJUDICATAIRE s'engage à déployer son Meilleur Effort dans l'exécution des Travaux.

10.10 Autorisation de contracter

10.10.01 Montant du Contrat

Si, en cours d'exécution du Contrat, le montant du Contrat devient égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement du Québec, une autorisation de contracter de l'AMP doit être obtenue par :

a) l'ADJUDICATAIRE;

b) toutes les entreprises composant le consortium juridiquement organisé en société en nom collectif ou en société en commandite, de même que le consortium juridiquement organisé lui-même, lorsque l'ADJUDICATAIRE prend cette forme.

L'ADJUDICATAIRE doit ensuite informer le DONNEUR D'ORDRE de l'obtention de l'autorisation de contracter.

10.10.02 Demande du gouvernement

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger :

a) l'ADJUDICATAIRE;

b) toutes les entreprises composant le consortium juridiquement organisé en société en nom collectif ou en société en commandite, de même que le consortium juridiquement organisé lui-même, lorsque l'ADJUDICATAIRE prend cette forme;

c) un Sous-Contractant;

à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP à l'intérieur des délais et selon les modalités particulières qu'il détermine. L'ADJUDICATAIRE doit ensuite informer le DONNEUR D'ORDRE de l'obtention de l'autorisation de contracter.

10.11 Conformité

10.11.01 Langue française

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que les dispositions de la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11) et de ses règlements sont suivies et respectées, notamment en ce qui concerne l'utilisation du français.

Par ailleurs, si des services sont fournis au public par l'ADJUDICATAIRE, ce dernier doit se conformer aux dispositions de la *Charte de la langue française* et de ses règlements qui seraient applicables au DONNEUR D'ORDRE s'il avait lui-même fourni ces services au public.

10.11.02 Lois applicables

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de s'assurer que les Travaux sont exécutés conformément aux Lois applicables. L'ADJUDICATAIRE doit notamment veiller à ce que

les Travaux soient exécutés conformément au *Code de construction* adopté en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, chapitre B-1.1).

Il doit en outre, exécuter ceux-ci conformément aux normes et codes spécifiés ou cités en référence dans le Devis. En l'absence de mention quant aux normes à respecter au sein du Devis, les Travaux doivent être conformes ou supérieurs aux normes et codes provinciaux ou municipaux en vigueur au moment. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes ont préséance.

10.11.03 Traçabilité des sols contaminés excavés

L'ADJUDICATAIRE doit se conformer au *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* pour le transport de sols contaminés, c'est-à-dire les sols qui contiennent un ou des contaminants provenant d'une activité humaine, peu importe la valeur de concentration de ces derniers. De façon plus particulière, l'ADJUDICATAIRE doit aussi respecter les dispositions prévues à cet effet au Devis, le cas échéant.

10.11.04 Permis et autorisations

a) **Obtention**

L'ADJUDICATAIRE doit se munir de tous les permis, licences, brevets et certificats nécessaires à l'exécution des Travaux, respecter et faire respecter les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, ordonnances, codes, décrets et conventions collectives touchant la construction ou la main-d'œuvre et fournir, sur demande du Professionnel Désigné ou du DONNEUR D'ORDRE, la preuve de leur observance. Les frais afférents à l'obtention des documents ci-dessus indiqués doivent être inclus dans le prix de la Soumission.

b) **Maintien**

Sauf indication contraire, l'ADJUDICATAIRE doit maintenir tout permis, licence, accréditation ou autorisation nécessaire à l'exécution des Travaux; il doit les garder valides pendant toute la durée du Contrat. Dans tous les cas, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces permis et certificats.

c) **Formalités**

L'ADJUDICATAIRE doit également remplir le formulaire « Déclaration de travaux » disponible auprès de la Régie du bâtiment du Québec et lui retourner dans les délais prescrits, avec copie au DONNEUR D'ORDRE.

10.11.05 Commission de la Construction du Québec

L'ADJUDICATAIRE doit être enregistré à titre d'employeur à la *Commission de la Construction du Québec* (CCQ) et veiller à ce qu'il n'y ait pas de « travail au noir » sur le chantier. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'exiger de l'ADJUDICATAIRE une lettre d'état de la situation émise par la CCQ.

10.11.06 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

a) **Maître d'oeuvre**

L'ADJUDICATAIRE est seul à être considéré comme le maître d'œuvre du Chantier au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1), la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, chapitre A-3.001) et leurs règlements afférents.

b) **Exigence**

Tout chantier de construction doit être conçu et tenu de façon à protéger les travailleurs contre les risques professionnels et à en assurer la salubrité. La responsabilité d'éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute Personne dans les limites du chantier incombe à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Respect**

L'ADJUDICATAIRE, reconnaissant qu'il a, à compter du début des Travaux, le contrôle total du chantier pendant l'exécution des Travaux, en tant que maître d'œuvre, s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les Personnes impliquées dans l'exécution des Travaux respectent les ordonnances, normes et règlements de la CNESST, dont notamment le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4).

d) **Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19)**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre connaissance du document « Guide de normes sanitaires en milieu de travail pour le secteur de la construction - COVID-19 », accessible sur le site-web de la CNESST, soit au https://www.cnesst.gouv.qc.ca/salle-de-presse/covid-19/Documents/DC100-2150-guide-construction.pdf. Il doit exécuter le Contrat en respectant les mesures contenues dans ce document. De plus, l'ADJUDICATAIRE doit s'informer périodiquement des mises à jour qui sont apportées au document et adapter ses pratiques en conséquence.

e) **Avis à la CNESST**

L'ADJUDICATAIRE doit, au début et à la fin des activités sur le chantier de construction, transmettre à la CNESST un avis d'ouverture et un avis de fermeture du chantier dans les délais et selon les modalités prévues par règlement. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir une copie de l'avis d'ouverture du Chantier au DONNEUR D'ORDRE.

f) **Attestation**

L'ADJUDICATAIRE ayant un établissement au Québec s'engage à fournir, avant le début des travaux, une attestation de conformité délivrée par la CNESST. Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation s'il y a lieu.

g) **Accident**

Dans les VINGT-QUATRE (24) heures qui suivent un accident, l'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE une copie de l'avis d'accident qu'il a donné à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements demandés par le DONNEUR D'ORDRE concernant cet accident.

h) **Défaut**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'aviser la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre les Travaux selon la gravité du défaut conformément aux dispositions de la section « Inspection ».

10.11.07 Loi sur le tabagisme

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer du respect de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme* (RLRQ, chapitre L-6.2) auprès des travailleurs et autres personnes circulant sur le chantier de construction. Il est redevable de rembourser au DONNEUR D'ORDRE ou à l'établissement visé par les Travaux, le coût des amendes et des frais découlant de toutes infractions aux dispositions de la Loi précitée et des règlements applicables par les travailleurs œuvrant sur le chantier de construction.

10.12 Main-d'œuvre

10.12.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard de la main-d'œuvre affectée à l'exécution des Travaux et il doit assumer tous les droits, obligations et responsabilités se rapportant à ce statut. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.12.02 Main-d'œuvre

L'ADJUDICATAIRE est tenu de fournir une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante afin d'assurer l'exécution optimale des Travaux et de s'assurer que la main d'œuvre détient tous les permis, accréditations et certificats nécessaires.

10.12.03 Exclusions

a) **Anciens employés**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ne pas embaucher ou retenir les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ou ayant été à l'emploi du DONNEUR D'ORDRE, aux fins de l'assigner directement ou indirectement à l'exécution du présent Contrat, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Motif sérieux de refus**

Le DONNEUR D'ORDRE peut refuser de donner son autorisation s'il juge que les informations confidentielles ou stratégiques que cette personne a pu obtenir dans le cadre de son emploi chez le DONNEUR D'ORDRE risquent de lui être préjudiciables.

10.12.04 Identification

Le personnel de l'ADJUDICATAIRE doit porter en tout temps des papiers officiels d'identification personnelle et d'identification de l'ADJUDICATAIRE.

10.12.05 Conduite

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, faire preuve de diligence, d'intégrité, de probité et de bonne foi à l'endroit des personnes qu'il sollicite pour intervenir dans le cadre de l'exécution des Travaux. Il doit en outre s'assurer de la bonne tenue de ses employés et limiter leurs déplacements dans l'édifice aux exigences particulières des Travaux à effectuer.

10.12.06 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE est responsable des actes et omissions de ses employés et de ses représentants autorisés dans l'accomplissement des obligations qui leur incombent en vertu du Contrat et aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée de manière à libérer l'ADJUDICATAIRE d'une quelconque responsabilité lui incombant.

10.13 Sous-contrat

10.13.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat à condition de respecter les exigences prévues ci-après.

10.13.02 Liste des sous-contractants

L'ADJUDICATAIRE peut uniquement conclure un Sous-Contrat avec les Sous-Contractants identifiés dans la liste jointe à sa Soumission. De plus, toute modification à la liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, les exigences prévues ci-après demeurent applicables.

10.13.03 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses Sous-Contractants.

10.13.04 RENA

Avant de conclure tout Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que le Sous-Contractant n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

10.13.05 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE s'engage, lorsque requis par la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), à obtenir de la part de ses Sous-Contractants une attestation de Revenu Québec.

10.13.06 Établissement

L'ADJUDICATAIRE doit engager des Sous-Contractants ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins qu'il ne démontre à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE qu'il n'existe pas de Sous-Contractants dans une spécialité donnée au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental. Dans le cas où l'ADJUDICATAIRE ne fait pas cette démonstration à la satisfaction de l'ORGANISME PUBLIC, ce dernier peut exiger que l'ADJUDICATAIRE choisisse un Sous-Contractant ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, sans changer le prix total du Contrat.

10.13.07 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout Sous-Contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. Malgré la conclusion d'un Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un Sous-Contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.13.08 Répartition des Travaux

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de la répartition des Travaux entre ses Sous-Contractants. Aucun ajustement de prix ne peut être fondé sur un différend dans l'interprétation des Plans et Devis quant au corps de métier qui doit fournir ou poser certains articles spéciaux ou certains matériaux.

10.13.09 Restrictions

L'ADJUDICATAIRE doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis.

10.13.10 Proportion

Le DONNEUR D'ORDRE peut faire connaître aux Sous-Contractants le pourcentage de leurs Travaux qui a été certifié pour fin de paiement.

10.13.11 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit protéger les droits du DONNEUR D'ORDRE en ce qui concerne la partie de l'exécution du Contrat qui est sous-contractée. Il doit notamment :

a) conclure une entente écrite avec chaque Sous-Contractant pour l'obliger à exécuter le Sous-Contrat conformément aux exigences du Devis;

b) incorporer les modalités du Devis dans l'entente écrite conclue avec chaque Sous-Contractant;

c) s'assurer de la coordination des Sous-Contractants et être pleinement responsable de leurs actes et omissions;

d) exiger des Sous-Contractants qu'ils répondent aux mêmes exigences que l'ADJUDICATAIRE en matière d'assurances, lesquelles sont prévues à la section 10.01.

10.13.12 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un Sous-Contractant pour un motif sérieux.

10.14 Échéancier

10.14.01 Contenu

L'Échéancier doit être conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres et exposer au moins les éléments tels, le phasage, chacune des phases d'acceptation du projet en indiquant les interventions d'architecture, de structure, de mécanique /électricité et de génie civil, le cheminement critique, les dates jalons, les délais de livraison et de réception des travaux le cas échéant pour chacune des phases et avancement prévu et réel des travaux.

10.14.02 Remise

Si l'Échéancier n'a pas été remis avec sa Soumission, l'ADJUDICATAIRE doit, au plus tard à la première assemblée de chantier, le remettre au Professionnel Désigné pour contrôle et commentaires des Professionnels et du DONNEUR D'ORDRE.

10.14.03 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à exécuter les Travaux selon l'Échéancier et à tenir le DONNEUR D'ORDRE informé, en temps opportun, de tout retard ou manquement à cet égard afin de lui permettre de remédier aux conséquences d'un tel retard.

10.14.04 Suivi

À chaque réunion de chantier l'ADJUDICATAIRE doit illustrer les activités ou tâches qu'il entend réaliser au chantier au cours des semaines subséquentes à son calendrier d'exécution, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer les mesures prises ou qu'il entend prendre pour respecter son calendrier révisé.

10.14.05 Mise à jour continue

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir à jour l'Échéancier. À cet égard, chaque demande de paiement doit être accompagnée d'un Échéancier mis à jour et conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, illustrant l'état d'avancement des travaux, incluant toutes les modifications apportées aux travaux selon les ordres de Changement émis par le

DONNEUR D'ORDRE, et tenant compte aussi de tout autre évènement pouvant affecter sensiblement le chantier dénoncé en vertu de la clause 10.15 du Contrat.

10.15 Délai de réalisation des Travaux

10.15.01 Point de départ

Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué à l'avis d'appel d'offres. Ce délai se calcule à compter, soit la date de signature du contrat, soit de la date d'autorisation par le DONNEUR D'ORDRE de débuter les travaux après l'obtention des assurances et des garanties requises.

10.15.02 Cas de prolongation

L'ADJUDICATAIRE peut avoir droit à une prolongation du délai de réalisation des travaux et à des frais inhérents lorsque les travaux sont retardés par suite d'un acte du DONNEUR D'ORDRE ou de son représentant, d'un autre fournisseur ou de ses employés, d'une ordonnance d'un tribunal ou autre administration publique rendue pour une cause non imputable à l'ADJUDICATAIRE ou à son représentant, d'un cas fortuit ou de force majeure.

10.15.03 Autorisation

Toute prolongation du délai de réalisation des travaux et les frais inhérents doivent cependant faire l'objet d'une autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE, sur demande écrite de l'ADJUDICATAIRE à cette fin adressée au DONNEUR D'ORDRE avec copie au Professionnel Désigné, dans les QUINZE (15) jours du début de l'évènement qui occasionne un retard ou de la date de la constatation de l'évènement occasionnant ce retard de l'avis de l'ADJUDICATAIRE. Dans cette demande, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer comment un tel évènement peut avoir un effet sur le cheminement critique des travaux du projet prévu à l'Échéancier.

10.16 Régie du Projet

10.16.01 Maîtrise des Travaux

a) **Portée**

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité complète des Travaux. Il doit les diriger et les contrôler efficacement. Il est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences, procédures et coordination de toutes les parties des Travaux en vertu du Contrat, ainsi que de la conception, de l'érection, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement des structures et installations temporaires.

b) **Collaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE et les Professionnels pour identifier des mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du projet en fonction du cheminement critique des activités de l'Échéancier et ce, dans le respect du délai de réalisation des Travaux.

c) **Ingénieur-conseil**

Lorsque la loi ou les Documents d'Appel d'Offres l'exigent, et dans tous les cas où les installations temporaires et leur méthode de construction sont telles que la compétence d'un ingénieur autre que celui du DONNEUR D'ORDRE est requise pour satisfaire aux exigences de la sécurité, l'ADJUDICATAIRE doit l'engager et rémunérer ses services.

10.16.02 Direction des Travaux

a) **Surintendant et contremaîtres**

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir sur le chantier au moins un surintendant dont la présence est continuellement obligatoire sur le chantier durant l'exécution des Travaux, ainsi que des contremaîtres en nombre suffisant.

b) **Délégation de pouvoirs**

Le surintendant doit représenter l'ADJUDICATAIRE sur le chantier et les instructions qui lui sont données par tout Professionnel sont censées avoir été données à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Remplacement**

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander le remplacement du surintendant ou d'un contremaître pour raison d'incompétence ou tout autre motif important. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour remplacer celui-ci dans les meilleurs délais.

10.16.03 Réunions de chantier

a) **Réunion de démarrage**

Le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début des Travaux, une réunion de démarrage lors de laquelle il informe l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants notamment de la fréquence des réunions subséquentes. Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE fournit tous les documents requis dans le Contrat à savoir notamment :

i) la liste des Sous-Contractants;

ii) l'Échéancier initial;

iii) la liste du Matériel que l'ADJUDICATAIRE compte utiliser;

iv) le programme de prévention;

v) l'attestation d'entente avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac;

vi) la copie des polices d'assurance.

b) **Participation obligatoire**

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions convoquées et y apporter sa collaboration.

c) **Rapports ou comptes rendus**

Les rapports ou comptes rendus sont rédigés par la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE et distribués aux intéressés. L'ADJUDICATAIRE doit aviser le rédacteur d'un compte rendu de toute rectification ou précision à y apporter, et ce, dans les dix (10) jours ouvrables de sa réception, à défaut de quoi il est réputé en accepter le contenu.

10.16.04 Autres entrepreneurs

a) **Coordination**

Si le DONNEUR D'ORDRE adjuge à d'autres entrepreneurs, par contrats distincts, certains travaux dont la liste apparaît à l'annexe 10.16.04, l'ADJUDICATAIRE doit, le cas échéant, coordonner ses Travaux avec ceux des autres entrepreneurs et assurer les raccordements prévus ou indiqués dans leurs contrats. Il doit aussi leur fournir l'assistance et les services qu'il fournit habituellement à ses Sous-Contractants en plus d'assumer auprès d'eux les obligations de maître d'œuvre telles que définies dans la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1).

b) **Échéancier**

Dans une telle éventualité, le délai d'exécution des Travaux prévus au Contrat demeure inchangé à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que les contrats distincts ont un impact réel sur ce délai.

c) **Dénonciation**

Afin de ne pas perdre son droit à un ajustement du prix du Contrat en pareilles circonstances, l'ADJUDICATAIRE doit signaler au Professionnel Désigné et confirmer par écrit tout défaut qu'il constate dans les travaux des autres entrepreneurs et qui serait de nature à affecter les travaux prévus au Contrat.

10.17 Matériaux et équipement

Pour assurer une exécution optimale, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier :

a) de Matériaux neufs, à moins qu'il en soit spécifié autrement aux Plans et Devis, de qualité requise par les Documents d'Appel d'Offres, et préalablement approuvés par le Professionnel ou les spécialistes concernés;

b) de l'outillage, du matériel de construction et des équipements adéquats.

10.18 Plans et Devis

L'ADJUDICATAIRE doit conserver en bon état sur le chantier un exemplaire de tous les Plans et Devis comprenant la mention « Émis pour construction », des dessins d'atelier approuvés par les Professionnels, des rapports d'essais effectués sur place, de l'Échéancier approuvé et des instructions d'installation et de mise en œuvre fournis par les fabricants. L'ADJUDICATAIRE doit tenir l'exemplaire à la disposition du DONNEUR D'ORDRE.

10.19 Dessins et instructions

10.19.01 Disponibilité

Afin de ne pas retarder la progression des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit fournir en temps opportun au Professionnel concerné, pour acceptation, les dessins d'atelier ou diagrammes ainsi que les instructions de manufacturiers nécessaires à la bonne exécution des Travaux, afin de s'assurer de leur conformité aux Documents d'Appel d'Offres. L'ADJUDICATAIRE doit planifier d'obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter de tels Travaux et ce, en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.19.02 Vérification

Ces dessins sont vérifiés, identifiés, datés, signés ou scellés par l'ADJUDICATAIRE qui doit prévenir le Professionnel concerné, lors de leur présentation, de tout changement par rapport aux Documents d'Appel d'Offres. Les dessins d'atelier sont corrigés par l'ADJUDICATAIRE conformément aux instructions du Professionnel concerné et copie de tels dessins conservés au chantier.

10.19.03 Maintien de responsabilité

Il est expressément convenu que l'acceptation par les Professionnels de ces dessins ou instructions de manufacturiers ne libère pas l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité.

10.19.04 Annotations

Au cours des travaux, l'ADJUDICATAIRE annotera, au fur et à mesure de l'exécution de ceux-ci, toutes modifications et tous changements aux ouvrages sur une copie de plans additionnelle qui sera remise au DONNEUR D'ORDRE au plus tard à la réception sans réserve des Travaux.

10.20 Protection des biens

10.20.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit protéger l'ouvrage résultant des Travaux, les biens du DONNEUR D'ORDRE et les biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux contre tout dommage, accidentel ou non, résultant de leur exécution; il est responsable de ces dommages, sauf ceux résultant :

a) d'erreurs dans les documents constitutifs des Plans et Devis;

b) d'actes ou d'omissions du DONNEUR D'ORDRE, d'autres entrepreneurs ou de leurs représentants ou employés.

10.20.02 Réparation

a) **Aux frais de l'ADJUDICATAIRE**

Si, lors de l'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE cause des dommages à l'ouvrage résultant des Travaux, aux biens du DONNEUR D'ORDRE ou à des biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE est responsable de la réparation de ces dommages à ses frais.

b) **Aux frais du DONNEUR D'ORDRE**

Si, toutefois, des dommages sont causés à l'ouvrage résultant des Travaux ou biens du DONNEUR D'ORDRE sans que l'ADJUDICATAIRE en soit responsable, ce dernier doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en donne l'ordre, réparer les dommages à celui-ci, étant entendu que le prix du Contrat ainsi que l'Échéancier doivent alors être rajustés en conséquence.

10.21 Santé et sécurité

10.21.01 Programme de prévention

a) **Élaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit élaborer avant le début des Travaux et présenter dans les délais prévus à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, un programme de prévention propre au chantier et le coordonner au programme de prévention propre à l'établissement où les Travaux sont exécutés et créer un comité de construction, le cas échéant.

b) **Remise**

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE son programme de prévention propre au chantier au plus tard lors de la première réunion de chantier. À défaut, le DONNEUR D'ORDRE peut, sans préavis et sans frais, suspendre les Travaux jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat et le délai de réalisation des Travaux.

c) **Veille de conformité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-Contractants et toute personne ayant accès au chantier, les dispositions du programme de prévention ainsi que celles de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, c. S-2.1) et le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, c. S-2.1, r. 4) pour les travaux de construction et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.21.02 Équipement de protection

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir à ses employés et mandataires, les équipements de protection individuels ou collectifs et le personnel, selon ce qui est requis par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) particulièrement, le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4) et tout autre règlement ainsi que par les représentants de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE

Dès réception de tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, ordre ou décision émis relativement au chantier, l'ADJUDICATAIRE s'engage à aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE et donner suite à une telle demande dans les délais requis.

10.22 Matières dangereuses

10.22.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE doit, conformément à la réglementation en vigueur, entreposer et disposer adéquatement des matières dangereuses. Si l'ADJUDICATAIRE :

a) rencontre des substances ou des matières toxiques ou dangereuses à l'endroit d'exécution des Travaux; ou

b) est raisonnablement justifié de craindre que des substances toxiques ou dangereuses ne se trouvent à l'endroit d'exécution des Travaux;

et si le DONNEUR D'ORDRE ne se conforme pas à ses obligations en vertu de la clause 9.07, l'ADJUDICATAIRE doit :

a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris l'arrêt des travaux, pour faire en sorte que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à ces substances ou matières, ou en raison de leur présence; et

b) faire immédiatement, et par écrit, rapport sur cette situation au DONNEUR D'ORDRE.

10.22.02 Retard

Si les mesures prises en vertu de la présente section du Contrat ont pour effet de retarder l'ADJUDICATAIRE dans l'exécution des Travaux, l'Échéancier est prolongé.

10.22.03 Expert indépendant

Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE peuvent s'appuyer conjointement sur l'avis d'un expert indépendant dans un différend né en vertu de la présente section; les

services de cet expert sont alors retenus conjointement par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, à qui il incombe conjointement de le rémunérer.

10.23 Protection des lieux environnants

L'ADJUDICATAIRE doit protéger à ses frais les arbres, arbustes, gazons et plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. Il doit également prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs et terrains avoisinants et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de pollution. L'ADJUDICATAIRE doit également observer toutes les lois et tous les règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement.

10.24 Prévention des nuisances

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures qui s'imposent en vue de prévenir les poussières ainsi que les bruits excessifs pouvant affecter le bon fonctionnement de l'établissement et le bien-être des occupants de l'immeuble faisant l'objet des Travaux, des lieux adjacents et du voisinage. L'ADJUDICATAIRE doit aussi se conformer à toutes autres exigences ou condition entourant les éléments précédents et contenus dans le Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également se conformer aux normes municipales en vigueur concernant ces nuisances.

10.25 Inconvénients

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour minimiser les inconvénients au bon fonctionnement et aux activités des occupants de l'immeuble faisant l'objet des travaux ou des lieux adjacents.

10.26 Condition du sous-sol

L'ADJUDICATAIRE doit promptement aviser par écrit le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE lorsque les conditions du sous-sol diffèrent substantiellement des indications fournies avant l'ouverture des soumissions.

10.27 Installations temporaires

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier d'un bureau et d'autres installations nécessaires à la bonne marche des Travaux, telles que l'eau, l'éclairage, le chauffage, l'électricité, les systèmes de communication (téléphonie, radio émetteur-récepteur, télécopieur) et les équipements informatiques, et en défrayer le coût, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.28 Transport

10.28.01 Usage permis de camions

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent utiliser, en tout temps, pour le transport de matériaux en vrac, des camions appartenant à des camionneurs inscrits au registre de camionnage en vrac de la Commission des transports du Québec (CTQ), abonnés au service de courtage d'une association qui détient un permis de courtage de l'Association des

transporteurs en vrac de Baie-Comeau en vertu de la Loi sur le transport (L.R.Q., chapitre T-12).

Le transport de ces matières en vrac doit se faire conformémement à la plus récente version en vigueur de la clause concernant le transport des matières en vrac. (Cahier des charges et devis généraux - infrastructures routières - Construction et réparation, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins cinquante pour cent (50 %) et selon les modalités stipulées par cette clause.

10.28.02 Attestation

Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une attestation qu'une entente a été signée avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac.

10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac

L'ADJUDICATAIRE doit remettre une déclaration finale de transport en vrac lors de la réception avec réserve des Travaux.

10.28.04 Permis requis

Si l'ADJUDICATAIRE ou ses Sous-Contractants n'utilisent pas leurs propres camions pour la portion restante, ils doivent utiliser les services d'un courtier en services de camionnage détenteur de permis de courtage en services de camionnage en vrac conformément à la *Loi sur les transports* (RLRQ, chapitre T-12) et ses règlements.

10.29 Bornes et niveaux

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la conservation des bornes et repères et de l'implantation exacte du ou des bâtiments conformément aux plans des professionnels et aux niveaux prescrits.

10.30 Publicité

Eu égard à ses ressources, l'ADJUDICATAIRE doit afficher, bien en vue sur le chantier, un avis conforme au texte du formulaire « Avis aux salariés, Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux » reproduite à l'annexe 10.30 des présentes.

10.31 Propreté

10.31.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, tenir les lieux où s'exécutent les Travaux ainsi que les lieux avoisinants qui peuvent être utilisés accessoirement au soutien de leurs Travaux, y compris les équipements, puits et les fosses, en bon ordre, en état de propreté et libres de toute accumulation de rebuts et déchets. L'ADJUDICATAIRE doit aussi disposer les Matériaux et de l'équipement d'une façon ordonnée et sécuritaire.

10.31.02 Intempéries

L'ADJUDICATAIRE est responsable de l'évacuation des eaux, neige, glace ou autres matières qui peuvent nuire à l'exécution des Travaux. Il doit, à ses frais, procéder à tous les nettoyages causés par les intempéries de quelque nature qu'elles soient.

10.31.03 Fin des Travaux

Avant la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE évacue tout le matériel de construction, toute fourniture excédentaire, les matériaux de construction, les équipements temporaires, autres que ceux du DONNEUR D'ORDRE et des autres entrepreneurs s'il y a lieu et laisse le chantier en ordre et en état de propreté permettant de prendre possession de l'ouvrage.

10.32 Découpages, percements et réparations

10.32.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de l'exécution de toutes les opérations de découpages, percements, ragréages et réparations.

10.32.02 Personnel qualifié

Ces travaux doivent être prévus et coordonnés de façon à en minimiser l'étendue. Ces opérations de découpages, percements, ragréages et réparations doivent être exécutées par des ouvriers qualifiés, en respectant la solidité et l'apparence des travaux, et ce, avec le même degré de résistance au feu que les matériaux avoisinants.

10.32.03 Présomption

Les percements, même s'ils ne sont pas tous indiqués sur les plans et dessins ou décrits dans les Plans et Devis alors qu'ils sont nécessaires au parachèvement des Travaux ou conformes à l'intention ou à l'esprit du Contrat, sont présumés faire partie de ceux-ci et doivent être exécutés comme s'ils y étaient indiqués et décrits.

10.33 Échantillons, essais et dosages

10.33.01 Soumission et identification

L'ADJUDICATAIRE doit soumettre à l'acceptation du Professionnel concerné les échantillons normalisés que celui-ci peut raisonnablement exiger conformément aux Documents d'Appel d'Offres. Ces échantillons doivent porter une étiquette indiquant leur origine et l'usage auquel ils sont destinés dans les Travaux.

10.33.02 Approbation préalable

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter des Travaux avec ces échantillons en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.33.03 Transmission des résultats

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au Professionnel concerné le résultat des essais et le dosage des mélanges et conserver tel résultat sur le chantier.

10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus

Le coût des essais et dosages non prévus aux Documents d'Appel d'Offres est assumé par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34 Inspection

10.34.01 Droit d'accès

Le représentant du DONNEUR D'ORDRE ou les Professionnels ont en tout temps droit d'accès aux Travaux qu'ils soient en voie de préparation ou d'exécution, de même que toute Personne autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34.02 Personnes autorisées

L'ADJUDICATAIRE doit permettre également cet accès à tout autre spécialiste prescrit aux Documents d'Appel d'Offres ou requis par le Professionnel concerné ou le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'effectuer divers contrôles. L'ADJUDICATAIRE doit leur faciliter cet accès et toute inspection.

10.34.03 Travaux recouverts

Au cas où toute partie de ces Travaux est recouverte sans l'approbation ou le consentement du Professionnel concerné, elle doit, si ce professionnel l'exige, être découverte aux fins d'examen et refaite aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.04 Spécifique

Si les Documents d'Appel d'Offres, les instructions d'un professionnel, les Lois, les ordonnances de toute autorité publique, quels qu'ils soient, exigent ou prescrivent que les travaux ou toute partie des Travaux soient spécialement éprouvés ou approuvés, l'ADJUDICATAIRE doit, en temps opportun, avertir le Professionnel concerné et le DONNEUR D'ORDRE que ces travaux sont prêts à être inspectés. De plus, si l'inspection doit avoir lieu sous une autorité autre que celle de ce professionnel, l'ADJUDICATAIRE doit l'informer de la date et de l'heure fixées pour cette inspection.

10.34.05 Générale

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de faire inspecter, par des personnes dûment autorisées et sans préavis nécessaire, mais à des heures normales, les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE. Ce dernier est tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives du DONNEUR D'ORDRE à la suite de ces inspections, dans la mesure où celles-ci respectent les limites du Contrat. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité d'exécuter entièrement ses obligations en vertu du Contrat.

10.34.06 Frais

Si la qualité d'exécution du travail de l'ADJUDICATAIRE est contestée mais que ce travail est conforme aux exigences du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE supporte les coûts de l'inspection. Sinon, les frais sont à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.07 Remise

L'ADJUDICATAIRE doit promptement remettre au Professionnel concerné, en DEUX (2) exemplaires, tous les certificats, comptes rendus ou rapports d'inspection concernant les travaux et en conserver un exemplaire sur le chantier.

10.35 Suspension des Travaux

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander la suspension des Travaux chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection de l'ouvrage, des personnes ou des biens avoisinants. En cas de suspension, et pendant toute période d'inactivité du chantier, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures appropriées pour assurer le respect des règles minimales de sécurité, de façon à protéger efficacement le public ainsi que les Travaux en cours.

10.36 Refus des Travaux

10.36.01 Retrait

L'ADJUDICATAIRE doit promptement enlever du chantier les matériaux défectueux ou non conformes que le professionnel concerné refuse en vertu des documents d'appel d'offres, que les matériaux aient été incorporés ou non aux travaux. Les matériaux et travaux défectueux ou non conformes doivent être immédiatement remplacés ou réparés, aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.36.02 Réparation

Tout travail, y compris celui d'un autre fournisseur, qui aurait été détruit ou endommagé par les réparations susmentionnées doit être promptement réparé aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.37 Ordre de Changement

10.37.01 Interdiction

Aucun Changement ne peut être exigé après l'émission du Certificat de réception avec réserve.

10.37.02 Exécution immédiate

L'ADJUDICATAIRE doit immédiatement exécuter l'ordre de Changement lorsqu'il est émis par le DONNEUR D'ORDRE. Les travaux relatifs à l'ordre de Changement doivent être exécutés à l'intérieur du délai de réalisation des travaux. Le prix du contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05.

10.38 Manuels d'instructions

L'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avant la réception avec réserve, trois (3) copies des bulletins ou manuels d'instructions assemblés et indexés en langue française pour l'installation, l'opération et l'entretien de la machinerie et des équipements incluant tous autres documents aux mêmes fins prévus dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.39 Garantie

10.39.01 Durée

a) **ADJUDICATAIRE**

À moins qu'une période plus longue ne soit spécifiée aux Documents d'Appel d'Offres, l'ADJUDICATAIRE garantit, pour une période d'UNE (1) année, la bonne qualité de l'ouvrage ayant fait l'objet d'une réception ainsi que son aptitude à servir conformément à l'usage auquel il est destiné.

b) **Fournisseur**

Lorsque la garantie d'un fournisseur de matériaux ou équipements compris dans l'ouvrage a une durée supérieure à UN (1) an, il incombe à l'ADJUDICATAIRE d'obtenir de ce fournisseur cette garantie au nom du DONNEUR D'ORDRE.

10.39.02 Début de la période

Pour les Travaux ne figurant pas sur la liste des Travaux annexée au Certificat de réception avec réserve, la période de garantie commence à courir à compter de la date de prise d'effet indiquée au certificat. Pour tous les Travaux reçus avec réserve, la garantie ne commence à courir qu'à compter de la levée d'une telle réserve constatée par écrit par les Professionnels concernés.

10.39.03 Vices cachés et malfaçons

a) **Responsabilité**

Aucun certificat de paiement émis ou acquitté, ni aucune occupation totale ou partielle du projet, ne libère l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité pour matériaux ou équipements défectueux ou pour des malfaçons qui se manifesteraient pendant les périodes de garantie exigées. L'ADJUDICATAIRE doit remédier à tous les défauts qui lui sont attribuables et payer tous les dommages en résultant.

b) **Avis de défectuosité**

Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE aussi promptement que possible de tout défaut décelé et, aussitôt avisé, celui-ci doit y remédier dans les plus brefs délais. Les corrections ou réparations visées par la présente clause excluent tous les travaux d'entretien courant provenant d'un usage ou d'une occupation.

10.40 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.41 Publicité et communications

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas agir à titre de porte-parole du DONNEUR D'ORDRE et il doit s'abstenir de toute déclaration publique susceptible d'être ainsi perçue par le public ou les médias. Toute communication publique de l'ADJUDICATAIRE relative au Contrat, qu'elle soit écrite ou verbale, doit être préalablement approuvée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.42 Indemnisation

10.42.01 Dénonciation

L'ADJUDICATAIRE doit dénoncer, en temps utile, au DONNEUR D'ORDRE toute non-conformité à un règlement ou code d'une autorité publique, notamment le *Code de construction* et lui transmettre tout avis de correction ou autre document reçu de cette autorité publique.

10.42.02 « Perte »

Dans cette section, le terme Perte désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif indirect ou incident suite à un manquement au Contrat.

10.42.03 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute *Perte* subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence ou faute par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat;

d) toute atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

e) toute violation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté agissant en son nom, à une Loi applicable dans le cadre du Contrat;

f) tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, avis préalable, poursuite ou jugement dans toute matière ayant trait à une infraction, à une disposition du *Code de construction*, d'une Loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail et dont la responsabilité pourrait être imputée au Chargé de Projet ou au DONNEUR D'ORDRE.

10.42.04 Procédure

Dans l'éventualité d'une réclamation, le DONNEUR D'ORDRE doit :

a) envoyer un avis écrit de la réclamation à l'ADJUDICATAIRE à l'intérieur d'un délai raisonnable;

b) coopérer avec l'ADJUDICATAIRE, aux frais de ce dernier, dans le cadre des poursuites intentées en raison de la réclamation; et

c) permettre à l'ADJUDICATAIRE de contrôler la défense et le règlement de la réclamation, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE ne convienne pas d'un règlement qui serait contraire aux droits et intérêts du DONNEUR D'ORDRE sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation écrite de cette dernière, laquelle ne peut être retenue, assortie de conditions ou retardée sans motif sérieux.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Information

Seul le DONNEUR D'ORDRE ou toute Personne désignée par ce dernier peuvent fournir des renseignements ou de l'information relatifs aux Travaux à toute Personne non impliquée dans l'exécution des Travaux, notamment aux différents médias, aux organisations locales ou autres.

11.02 Directive de chantier

Un Professionnel peut émettre toute directive de chantier à l'égard de l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) apporter des précisions à ses Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE;

b) s'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat ou Sous-Contrats;

c) situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes aux regards de l'exécution des Travaux;

d) autre situation.

Malgré ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE peut émettre une directive de chantier à l'égard de la situation prévue au paragraphe c) du présent alinéa.

Une directive de chantier ne constitue pas un Changement aux Travaux à moins que, par la suite, une demande de Changement aux travaux ne soit autorisée par le DONNEUR D'ORDRE en relation avec cette directive de chantier, conformément à la sous-section 9.06 du Contrat.

Une telle directive est émise sur le formulaire « Directive de chantier » reproduit à l'annexe 11.02 en cochant la situation appropriée; l'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive et exécuter les travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

11.03 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur, prestataire de services ou entrepreneur.

11.04 Substitution et équivalence de Matériaux

11.04.01 Approbation préalable

Toute proposition de substitution ou d'équivalence de Matériaux ou d'équipements doit être soumise à l'approbation du Professionnel concerné.

11.04.02 Démonstration

Lorsqu'une telle demande est faite par l'ADJUDICATAIRE, c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de l'équivalence et d'en défrayer les coûts.

11.04.03 Interdiction

Aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Québec ou dans une province ou territoire visé par un Accord Intergouvernemental, par un produit fabriqué hors du Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins que cette substitution ne se traduise, pour le DONNEUR D'ORDRE, par une économie supérieure à DIX POUR CENT (10 %).

11.04.04 Ordre de Changement

Toute substitution de matériaux ou d'équipements, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, entraînant des modifications au coût, peut faire l'objet d'un ordre de Changement selon les dispositions prévues à la clause 9.06.

11.05 Démolition et démantèlement

À moins d'indication contraire aux Documents d'Appel d'Offres, les équipements et accessoires enlevés et non réutilisés seront offerts au propriétaire; si celui-ci décide de ne pas les conserver, ils deviennent la propriété de l'ADJUDICATAIRE qui doit les enlever du site et en disposer à ses frais dans des endroits appropriés.

11.06 Objets de valeur

À moins de dispositions contraires aux documents d'appel d'offres, tous les objets ou matériaux de valeur se trouvant sur les lieux ou découverts au cours des Travaux appartiennent au DONNEUR D'ORDRE; l'ADJUDICATAIRE doit immédiatement aviser le DONNEUR D'ORDRE d'une telle découverte afin qu'il prenne les dispositions qui s'imposent.

11.07 Réception des Travaux

11.07.01 Avec réserve

a) **Conditions préalables**

Le processus de réception avec réserve ne peut être entamé que lorsque toutes les conditions suivantes sont rencontrées :

i) les Travaux sont terminés en grande partie;

ii) les Travaux à parachever n'ont pu l'être en raison de conditions indépendantes de la volonté de l'ADJUDICATAIRE;

iii) la valeur des Travaux à corriger excluant ceux à parachever ne dépasse pas 0,5 % du montant total du contrat;

iv) les Travaux à corriger et différés n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point, pour l'usage auquel il est destiné;

v) les bulletins ou manuels d'instructions en relation avec la clause 10.38 des présentes, les certificats de conformité pour l'installation, l'opération et l'entretien sont fournis, les garanties écrites en relation avec les exigences des documents d'appel d'offres, et que la formation a été dispensée et la mise en service effectuée.

b) **Demande d'inspection**

i) Avis

L'ADJUDICATAIRE avise le Professionnel Désigné par écrit de l'achèvement des travaux et en demande la réception. Dans les DIX (10) jours ouvrables de la réception d'une telle demande, le DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel Désigné, les autres Professionnels consultants et l'ADJUDICATAIRE font une inspection des Travaux.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception avec réserve des Travaux, les déboursés encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception avec réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Travaux à corriger ou à parachever**

i) Liste

Le cas échéant, une liste des Travaux à corriger et à parachever ainsi qu'une ventilation des coûts relatifs à ceux-ci est dressée sur place par les Professionnels et le DONNEUR D'ORDRE. La liste des Travaux à corriger et à parachever établit également les délais dans lesquels ces déficiences doivent être corrigées.

ii) Retenue

Les Travaux à parachever sont soumis aux procédures de réception avec ou sans réserve et une retenue équivalente à la valeur de ces Travaux majorée de VINGT POUR CENT (20 %) est alors effectuée.

d) **Documents à fournir**

Malgré les dispositions du paragraphe e) de la présente clause, une liste exhaustive des documents à fournir avant la réception sans réserve est préparée par le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE conformément aux exigences des documents d'appel d'offres, suivant les règles de l'art ou tel que mentionné dans le procès-verbal des réunions de chantier.

e) **Émission**

Sur recommandations des professionnels, lesquels auront constaté que les conditions mentionnées aux paragraphes a), b), c) et d) ci-dessus, sont remplies, le Professionnel Désigné recommande au DONNEUR D'ORDRE l'émission du certificat de réception avec réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.01 des présentes

11.07.02 Sans réserve

a) **Demande d'inspection**

i) Avis

Lorsque l'ouvrage est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné et que tous les Travaux sont corrigés et parachevés conformément aux listes établies lors de la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE doit faire sa demande d'inspection en vue de la réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE. Il doit fournir à cette occasion toutes les attestations et documents requis en vertu des Documents d'Appel d'Offres.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception sans réserve des Travaux, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception sans réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

b) **Déroulement**

Le Professionnel Désigné fait une inspection des travaux et dresse, si nécessaire, une nouvelle liste des corrections ou réparations que l'ADJUDICATAIRE doit effectuer avant la signature du certificat de réception sans réserve. Le cas échéant, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection de travaux sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Émission**

Sur recommandation du Professionnel Désigné, lequel doit avoir préalablement constaté l'achèvement de tous les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE émet un certificat de réception sans réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.02 des présentes.

11.08 Prise de possession

11.08.01 Anticipée

a) **Choix du DONNEUR D'ORDRE**

Lorsque l'ouvrage est partiellement achevé, le DONNEUR D'ORDRE peut décider de prendre possession d'une partie ou de la totalité des Travaux achevés. Ces Travaux sont alors soumis à la procédure de réception avec réserve.

b) **Accord de l'ADJUDICATAIRE**

Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit cependant donner son accord et assurer le libre accès en toute sécurité aux parties de travaux mises en service.

c) **Entente**

Une entente écrite doit être conclue à cet effet par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE.

11.08.02 Sur indication

Comme exprimé dans le certificat de réception avec réserve, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à prendre possession de l'ouvrage à la date indiquée dans celui-ci.

11.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE, auteur des travaux et documents à être réalisés, renonce, en faveur du DONNEUR D'ORDRE ou, le cas échéant, du propriétaire à son droit moral à l'intégrité de ceux-ci ou, le cas échéant, s'engage à obtenir de l'auteur de ces travaux et documents une telle renonciation.

11.10 Cession

11.10.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat ou constituer une charge sur ses droits ou obligations prévus aux présentes en faveur d'une Personne sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.10.02 Inopposabilité

Toute cession ou constitution d'une charge sur les droits ou obligations qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.10.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont elle doit détenir en tout temps le contrôle, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.11 Évaluation de rendement

Sous réserve des dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), le DONNEUR D'ORDRE peut évaluer le rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat ou pendant la réalisation de celui-ci. Sans s'y limiter, les critères sur lesquels l'évaluation peut se baser sont les suivants :

a) Conditions de livraison;

b) Qualité des ressources;

c) Qualité des communications et de la collaboration;

d) Respect des échéances;

e) Qualité des services rendus ou conformité du bien;

f) Respect des obligations financières;

g) Tout autre critère jugé pertinent par le DONNEUR D'ORDRE.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu de la présente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire à l'adresse indiquée dans la Soumission pour l'ADJUDICATAIRE et dans la Régie de l'Appel d'Offres pour le DONNEUR D'ORDRE ou à toute autre adresse qu'une PARTIE peut faire connaître en conformité avec la présente section.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, l'exécution ou l'annulation du Contrat, les PARTIES doivent se rencontrer et négocier de bonne foi dans le but de résoudre ce conflit. Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE doivent tenter de régler à l'amiable toute difficulté pouvant survenir au regard du Contrat selon les étapes et les modalités suivantes :

a) en faisant appel à un cadre représentant le DONNEUR D'ORDRE et à un dirigeant de l'ADJUDICATAIRE dans le but de résoudre tout ou partie des questions faisant l'objet de ce différend, et ce, dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis de différend de l'ADJUDICATAIRE; les parties peuvent convenir de prolonger cette période;

b) si les négociations ne permettent pas de résoudre complètement le différend, le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie dans un délai de DIX (10) jours suivant la fin de l'étape précédente, exiger la médiation sur les questions non résolues. La médiation doit être complétée dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis à moins que les parties conviennent de prolonger cette période. En l'absence d'un avis de médiation dans le délai prévu ci-dessus, le processus de négociation est alors terminé.

12.02.02 Médiation

Si le différend ne peut être résolu par la voie d'une négociation de bonne foi entre les PARTIES à l'intérieur d'un délai raisonnable, les PARTIES conviennent de soumettre leur différend à la médiation entre les PARTIES en conflit conformément aux règles de médiation de l'instance choisie par le DONNEUR D'ORDRE.

a) **Nomination commune**

Le médiateur est choisi d'un commun accord par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE. Il est chargé d'aider les parties à cerner leurs différends et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu'à dialoguer et explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leurs différends.

b) **Nomination par un tiers**

Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un médiateur dans un délai de QUINZE (15) jours suivant l'avis de soumettre le différend à la médiation, un médiateur est choisi, sur demande du DONNEUR D'ORDRE et de l'ADJUDICATAIRE, par un organisme indépendant, une association ou un ordre professionnel, désigné conjointement par les parties après la signature du Contrat mais au plus tard dans les TRENTE (30) jours suivants.

c) **Engagement du médiateur**

L'entente intervenue avec le médiateur doit prévoir également que ce dernier ne représentera aucune des parties et ne témoignera au nom d'aucune des parties, au cours de toute procédure légale ultérieure entre les parties sans exception ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés. Il est également convenu que les notes personnelles rédigées par le médiateur relativement à cette médiation sont confidentielles et ne peuvent être utilisées au cours de toute procédure ultérieure entre les parties ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés.

d) **Règles**

Les PARTIES, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.

e) **Échange de renseignements**

Les PARTIES conviennent d'échanger tous les renseignements sur lesquels ils ont l'intention de s'appuyer dans toute présentation orale ou écrite au cours de la médiation. Cet échange doit être complet au plus tard QUINZE (15) jours avant la date fixée pour la médiation.

f) **Honoraires et frais**

Les PARTIES conviennent que chacune d'entre elles est responsable des honoraires et frais de leurs représentants respectifs. Les honoraires et les frais du médiateur ainsi que tous les frais relatifs à la médiation, tel que le coût de location des lieux de la médiation, le cas échéant, doivent être partagés en parts égales entre les parties, à moins qu'une répartition différente n'ait été convenue.

g) **Représentant**

Un représentant de chaque partie doit être dûment mandaté par le dirigeant du DONNEUR D'ORDRE ou de l'ADJUDICATAIRE, selon le cas, pour procéder à la médiation.

h) **Confidentialité**

Tous les participants à la médiation doivent signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation. Tous les renseignements et documents échangés dans le cadre de cette médiation doivent être considérés comme des renseignements communiqués « sous toutes réserves » pour les fins de négociation en vue d'une entente, et doivent être considérés comme des renseignements à caractère confidentiel par les parties et leurs représentants, à moins que la loi ne le prévoit autrement. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée, ne saurait être rendue inadmissible ou non communicable du fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.

i) **Règlement**

Tout règlement d'un tel différend par voie de médiation par les PARTIES doit être documenté par écrit. Si ce règlement modifie les termes du Contrat, cette modification doit être documentée dans un écrit signé par les deux PARTIES et annexé au Contrat.

j) **Impasse**

À défaut d'une entente entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE à la suite d'une médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours. Le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut également résoudre toute difficulté en recourant à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou d'un commun accord des parties à un arbitre.

12.02.03 Arbitrage

a) **Juridiction**

Si le différend ne peut être résolu par voie de médiation dans les SOIXANTE (60) jours, à compter du début du processus de médiation, il doit alors être résolu de façon définitive par la voie d'un arbitrage (à l'exclusion des tribunaux de droit commun), conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* du Québec, étant entendu que celui-ci doit se dérouler dans le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE. Le tribunal d'arbitrage, constitué à cette fin, est composé d'UN (1) seul arbitre(s).

b) **Décision**

Tout jugement ou décision rendu par le tribunal d'arbitrage conformément à la présente sous-section :

i) est final avec effet obligatoire entre les PARTIES;

ii) est immédiatement exécutoire sujet à son homologation par un tribunal compétent ayant juridiction en la matière;

iii) est strictement confidentiel, en ce qu'il ne peut pas être divulgué à des tiers à moins qu'une telle divulgation ne soit requise par la Loi aux fins d'exécution de la décision ou pour d'autres fins.

c) **Frais**

Les frais de l'arbitrage y compris les honoraires et les débours des PARTIES sont attribués par l'arbitre de la manière qu'il juge à propos dans les circonstances.

12.03 Élection

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire relativement au Contrat, pour quelque motif que ce soit, sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

Pour toute modification du Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens selon le processus de gestion des demandes de modification post-contractuelle en vigueur.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document doit être transmis par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la reproduction de signatures sur télécopie, la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Résolution

Si l'ADJUDICATAIRE refuse ou néglige de produire, suite à une demande du DONNEUR D'ORDRE en vue de parfaire le Contrat, le cas échéant, l'un des documents suivants dans le délai imparti :

a) une garantie d'exécution;

b) une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

c) l'avenant à la police d'assurance responsabilité civile;

d) l'avenant à la police d'assurance chantier;

e) les certificats d'assurance responsabilité civile générale / assurance de chantier;

f) la liste des Sous-Contractants;

le DONNEUR D'ORDRE peut considérer le Contrat résolu de plein droit à compter de l'expiration du délai consenti et procéder à l'envoi d'un avis écrit à cet effet à l'ADJUDICATAIRE. Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE peut conserver la garantie de soumission à titre d'indemnité partielle sans préjudice à ses autres droits et recours.

13.03 Résiliation

13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de résilier le Contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation. À cette fin, le DONNEUR D'ORDRE doit adresser un avis écrit de résiliation à l'ADJUDICATAIRE. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de cet avis par l'ADJUDICATAIRE.

13.03.02 Sans préavis

Dans les limites permises par les Lois applicables, le Contrat se termine, sans préavis, si l'un des événements suivants se produit :

a) l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) l'ADJUDICATAIRE, autrement que dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de

possession, cette mise sous séquestre ou cette nomination d'un liquidateur n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements;

d) les opérations de l'ADJUDICATAIRE sont interrompues, pour quelque motif que ce soit, pour une période d'au moins CINQ (5) jours consécutifs.

13.03.03 Avec préavis

Le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1);

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.04 Changement de Contrôle

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.05 Effet de la résiliation

Advenant une résiliation, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, débours et sommes représentant la valeur des Travaux exécutés jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06 Recours possibles

13.06.01 Choix

Au cas d'inexécution du Contrat par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, après avis à ce dernier, soit s'adresser à la caution, soit confisquer la garantie d'exécution présentée sous une autre forme et prendre possession du chantier et faire terminer les travaux à même les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, auquel cas les dispositions relatives à la résiliation du contrat s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

13.06.02 Garanties et obligations

Advenant le cas où le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en tout ou en partie, les garanties et autres obligations de l'ADJUDICATAIRE sont maintenues pour la partie du Contrat exécutée antérieurement à la résiliation.

13.07 Prise de possession du chantier

13.07.01 Prérogative

Advenant une résiliation du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de prendre possession du chantier et de terminer les Travaux aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

13.07.02 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE demeure responsable de tous les dommages subis par le DONNEUR D'ORDRE du fait de la résiliation du Contrat. En cas de continuation du Contrat par un tiers, l'ADJUDICATAIRE doit notamment assumer toute augmentation du coût du Contrat pour le DONNEUR D'ORDRE.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le jour de l'émission de l'Avis d'Adjudication à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE, sans autre avis ni formalité, étant entendu toutefois que, si celui-ci fait l'objet d'une séance de signature ultérieure, sa date d'entrée en vigueur devient le jour de cette signature.

15.00 DURÉE

15.01 Déterminée

Eu égard à la nature du Contrat, celui-ci demeure en vigueur tant et aussi longtemps que l'ADJUDICATAIRE n'a pas exécuté les Travaux à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE et qu'il subsiste des obligations de garantie de ceux-ci à respecter.

15.02 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

À DÉFAUT PAR LES PARTIES DE SIGNER CE CONTRAT AU MOMENT PRÉVU DANS LES DOCUMENTS D'APPELS D'OFFRES, ELLES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE

l'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE L'ÉMISSION PAR CE DERNIER DE L'AVIS D'ADJUDICATION À L'ADJUDICATAIRE.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ CE CONTRAT EN UN (1) EXEMPLAIRE(S), À ....., TEL QU'EN FAIT FOI LEUR SIGNATURE APPOSÉE AUX DATES CI-APRÈS INDIQUÉES *(si les parties signent à des dates différentes)*.

LE DONNEUR D'ORDRE

_____ Par : _____
Témoin

.....

Date : _____

L'ADJUDICATAIRE

_____ Par : _____
Témoin

.....

Date : _____

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2023-56	DC Nº	Date :
Titre du projet : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste		
Nom du site visé par les Travaux : Vieux-Poste		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la demande de changement :		

Le présent document est émis en application de la clause 9.06 du Contrat.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel

Spécialité :	Date:	Signature :
Nom:		
L'ADJUDICATAIRE doit soumettre un prix ou un crédit, s'il y a lieu, dans un délai de DIX (10) jours suivant réception de la présente demande, à moins qu'un délai différent ne soit indiqué ci-dessous. Si autre délai, préciser : _____ jours _____ Paraphe du Professionnel		

Autorisation du DONNEUR D'ORDRE

Représentant autorisé	Date:	Signature :
Nom:		

ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER

ANNEXE 0.01.32 - PLANS ET DEVIS

Le contenu de cette annexe se retrouve dans un fichier PDF, Excel ou autre, annexé à la documentation d'appel d'offres.

ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2023-56	**ODC Nº**	**Date** :
Titre du projet : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste		
Nom de l'installation visée par les Travaux : Vieux-Poste		
Nom de l'ADJUDICATAIRE : Adresse de l'ADJUDICATAIRE :	_____ Téléphone _____ Télécopieur	
Nom du demandeur : _____ Demande de changement No : _____	Date : _____	

Description :
Justifications :
Acceptation de l'ADJUDICATAIRE À défaut que les cases ci-dessous soient complétées, l'ADJUDICATAIRE convient que le montant du Contrat demeure inchangé et que le présent ordre de changement sera réalisé à l'intérieur du délai de réalisation des Travaux et que le cumul des ordres de changement à ce jour n'a aucune incidence sur le délai. Le montant du Contrat sera ☐ augmenté de _____$ ☐ diminué de _____$ Le délai d'exécution du Contrat sera ☐ augmenté de _____jour(s) ☐ diminué de _____jour(s)
Ce prix inclut les frais relatifs au délai de réalisation des Travaux et est valide pour 30 jours à compter de ce jour.
Signature de l'ADJUDICATAIRE : Date :

Recommandation

Architecte	Date:	Signature :
Ingénieur Structure ☐	Date:	Signature :
Ingénieur Méc./Élec. ☐	Date:	Signature :

Approbation du DONNEUR D'ORDRE

Chargé de projet:	Date:	Signature :
Représentant autorisé:	Date:	Signature :

ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT

Date : 27 juin 2023	Ville de Baie-Comeau
	Nom du DONNEUR D'ORDRE
Titre du projet : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste	ADJUDICATAIRE : _____
Nº projet : 2023-56	**Adresse de l'ADJUDICATAIRE :** _____ _____ _____
Adresse du site visé par les Travaux : 1, rue Rouleau Baie-Comeau, (Québec) G5C 1T3	

Description **Détails** **Sous-contrats** **Ordres de changement**	**Valeur des travaux à exécuter**	**Travaux exécutés**			**Montant de la présente demande**
		%	**Valeur à ce jour**	**Lors de la dernière demande**	
Sous-totaux : Taxes TPS : Taxes TVQ : Autre(s) taxe(s) : Total :					

Taxe sur les produits et services (T.P.S.) et taxe de vente du Québec (T.V.Q.)

Nº d'inscription aux fins de la T.P.S. : _____

Nº d'inscription aux fins de la T.V.Q. : _____

	Signatures	Date
Pour l'ADJUDICATAIRE :	_____	_____
Pour l'architecte :	_____	_____
Pour l'ingénieur en mécanique-électricité :	_____	_____
Pour l'ingénieur en structure :	_____	_____

ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT

Date : 27 juin 2023	Projet Nº : 2023-56
Titre du projet : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste	Certificat de paiement Nº : _____
Adresse du site visé par les travaux : 1, rue Rouleau Baie-Comeau, (Québec) G5C 1T3	Entrepreneur :
Montant du contrat initial : _____	Valeur des travaux exécutés incluant le présent certificat : _____
Ordres de changement approuvés (incluant les crédits) : _____	Retenues : _____
Sous-total : _____	Sous-total : _____
Montant total du contrat à ce jour : _____	Moins montant des paiements antérieurs : _____
	Montant du présent certificat : _____
La présente certifie que conformément aux termes du contrat, la demande de paiement ci-jointe a été jugée raisonnable et qu'un montant de : _____$ est payable à l'Entrepreneur pour les travaux exécutés pour la période : Du : _____ Au : _____ Émis par : _____ Date : _____ Signature : _____	

ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE

Projet : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste - 2023-56

ENTRE Ville de Baie-Comeau

ET _____
Nom de l'ADJUDICATAIRE

Paiement progressif nº : _____ Date : _____

a) Je suis un représentant autorisé de _____

où j'occupe le poste de _____

b) Je suis parfaitement au courant des faits ci-dessous.

c) Tous les Sous-Contractants en lien avec le Contrat de l'ADJUDICATAIRE employés par _____ pour les Travaux mentionnés ci-dessus ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

d) Tous les ouvriers employés pour les Travaux ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

e) Tous les fournisseurs de matériaux utilisés dans les Travaux ont été payés jusqu'au _____e jour de _____.

Tous les impôts, retenues, taxes applicables en vigueur et tout autre paiement exigé par la loi en rapport avec l'Assurance-emploi, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et tout règlement s'appliquant aux Travaux mentionnés ci-dessus ont été faits suivant les lois et règlements correspondants.

En foi de quoi, je fais cette déclaration solennelle en toute conscience et considérant qu'elle a la même valeur et les mêmes implications que si je l'avais faite sous serment en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*.

_____
Signature du représentant autorisé de l'ADJUDICATAIRE

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

Déclaré solennellement devant moi,

À _____

Ce _____e jour de _____

Commissaire à l'assermentation

ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE

TITRE DU PROJET : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste

Établissement : _____

Nom du site visé par les travaux : Vieux-Poste

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de _____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu de _____, le montant cumulatif de :

_____ __/100 DOLLARS (_____ $)

avec les taxes incluses, en paiement (*veuillez cocher la case appropriée s.v.p.*):

☐ **partiel**

☐ **complet et final**

de toutes les sommes qui nous sont dues à ce jour en rapport avec le projet de construction décrit ci-dessus, dont quittance pour autant.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE

TITRE DU PROJET : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste

Établissement : _____

Nom du site visé par les Travaux : Vieux-Poste

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de

_____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu le paiement complet de toute somme pouvant m'être due eu égard aux travaux réalisés dans le cadre du présent projet de construction et donne quittance complète, totale et finale au DONNEUR D'ORDRE et à l'ADJUDICATAIRE, ainsi qu'à tout Sous-Contractant ou fournisseur de matériaux de ce dernier et renonce à l'hypothèque légale en faveur du propriétaire.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) La protection accordée par cette police s'applique à toute action intentée par tout assuré contre tout autre assuré, de la même manière que si des polices séparées avaient été émises en faveur de chacun d'eux, mais sans que les montants de la garantie en soient pour autant augmentés.

d) Si le contrat confié à l'entrepreneur assuré par cette police ne représente qu'une ou plusieurs phases d'un ensemble, les phases déjà terminées en vertu d'autres contrats d'exécution ne seront pas considérées comme des biens sous les soins, garde et contrôle de l'assuré.

e) La protection relative aux produits, y compris les travaux terminés, demeurera en vigueur au moins un (1) an après la réception avec réserve de l'ouvrage, que les autres sections de la police soient demeurées en vigueur ou non.

f) L'assureur déclare que les assurances fournies dans le cadre du contrat intervenu entre l'entrepreneur et le donneur d'ordre rencontre les exigences prévues à la clause 10.01.01 du Contrat.

g) La police ne pourra être annulée ou la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre à l'adresse suivante :
_____

h) L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance responsabilité civile.

Attaché et faisant partie de la police : _____
Numéro de la police

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____
Signature du représentant autorisé

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la couverture (montant et portée) consentie par cette police sera maintenue en vigueur jusqu'au certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat. Malgré ce qui précède, si le donneur d'ordre prend possession d'une partie des travaux ou que le bâtiment devient occupé en partie avant l'émission du certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat, la couverture de cette police pourra être révisée après entente avec le donneur d'ordre, et ce, dans la mesure où le propriétaire pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

d) En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

e) En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature du bâtiment, aucun ne pourra être réutilisé ou réparé sans l'assentiment écrit des professionnels à l'emploi du donneur d'ordre, soit à titre d'employé, soit à titre de conseiller.

f) Étant précisé que tout acte ou omission de la part d'un des coassurés désignés dans cette police, qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre coassuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre coassuré de la police.

g) En cas de sinistre, les frais encourus par le donneur d'ordre en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

h) La police ne pourra être annulée ni la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre, y compris lorsque le chantier demeure inoccupé pendant trente (30) jours ou plus. De plus, dans les trente (30) jours précédents l'expiration de la police, si celle-ci n'est pas renouvelée, un préavis devra également être donné par courrier recommandé au donneur d'ordre.

i) Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur au donneur d'ordre à l'adresse suivante :

_____
_____
_____

L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance des chantiers.

Attaché et faisant partie de la police : **Numéro de police**

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____ _____
Signature du représentant autorisé Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS

ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX

Date d'émission du cautionnement : _____

Numéro du cautionnement : _____

ADJUDICATAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Contrat : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste - 2023-56

L'adjudicataire est ci-après désigné comme étant « l'Adjudicataire ».

CAUTION

Nom : _____ Nº AMF : _____

Adresse : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

Soyez avisés qu'un cautionnement a été émis en faveur de Ville de Baie-Comeau (ci-après appelé(e) le « Donneur d'ordre ») aux fins de garantir l'exécution des obligations de l'Adjudicataire, tant envers toute personne ayant droit à une hypothèque légale de construction qu'envers le Donneur d'ordre, relativement au contrat identifié ci-haut.

Tout réclamant qui prétend avoir une créance impayée et qui se propose de réclamer judiciairement de la caution doit, avant de ce faire, adresser lui-même ou faire adresser par écrit une demande de paiement à la caution et à l'Adjudicataire, dans les délais prescrits au cautionnement, de son intention d'intenter une poursuite à la Caution, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où il demeure.

Les dispositions du CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES des Documents d'Appels d'Offres du Donneur d'ordre concernant les délais s'appliquent, "mutatis mutandis", au présent AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX.

LE DONNEUR D'ORDRE

Note : l'Adjudicataire est tenu d'afficher cet avis sur le chantier à un endroit à la vue du public et de s'assurer qu'il demeure affiché en tout temps.

ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER

Projet Nº : 2023-56	DC Nº	Date :
Titre du projet : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste		
Nom du site visé par les Travaux : Vieux-Poste		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la présente directive :		

En vertu de la clause 11.02 du Contrat, la présente directive est émise à l'égard de l'une ou l'autre des situations ci-après décrites : (cocher la situation appropriée)

☐ Apporter des précisions aux Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE.

☐ S'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat de l'ADJUDICATAIRE.

☐ Situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes au regard de l'exécution des Travaux.

☐ Autre situation (préciser) : _____

Cette directive ne constitue pas un changement aux Travaux, à moins que par la suite une demande de changement aux Travaux ne soit autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, conformément la clause 9.06 du Contrat.

L'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive de chantier et exécuter les Travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des Travaux.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel ou, le cas échéant, Chargé de projet

Spécialité :	Date:	Signature :
Nom:		

ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE

Titre du projet : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste **Nom du site visé par les Travaux :** Vieux-Poste **Adresse :** 1, rue Rouleau Baie-Comeau, (Québec) G5C 1T3	**Nom du DONNEUR D'ORDRE :** Ville de Baie-Comeau **Nº projet :** 2023-56 **ADJUDICATAIRE :** Description des Travaux faisant l'objet du présent Certificat de réception avec réserve :

Recommandation des professionnels

En vertu du Contrat qui lie le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, nous soussignés ARCHITECTE et INGÉNIEUR(S) avons procédé à une inspection le en vue de la réception avec réserve relativement aux Travaux susmentionnés.
Nous certifions, par les présentes, qu'au meilleur de notre connaissance, les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés à notre satisfaction et que les Travaux à corriger et les Travaux à parachever, s'il y a lieu, décrits en annexe, n'empêchent pas l'utilisation du bâtiment puisqu'il est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné.
La valeur des Travaux à corriger est inférieure à 0.5 % du montant total des Travaux prévus au Contrat incluant les changements.
Les Travaux figurant dans la liste annexée doivent être terminés et prêts dans les délais prévus dans la liste en vue de la réception sans réserve des Travaux.
La liste des Travaux décrits en annexe n'est pas exhaustive et ne dégage aucunement l'ADJUDICATAIRE et les professionnels soussignés de leurs responsabilités contractuelles et extracontractuelles.

En conséquence, nous recommandons que la réception avec réserve prenne effet à compter du _____.

Architecte		Ingénieur en structure	
Ingénieur en mécanique-électricité		Autre (spécifier)	

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits et s'engage à y donner suite dans les délais prévus.

L'ADJUDICATAIRE s'engage également à fournir au DONNEUR D'ORDRE tous les documents prévus au Contrat dont ceux exigés à la liste préparée par les Professionnels.

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE

Identification : Ville de Baie-Comeau	
Titre du pojet : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste	**Nº projet** : 2023-56
ADJUDICATAIRE : _____ Adresse :	

Recommandation des professionnels

Nous soussignés, en date du _____ et conformément au Contrat intervenu entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, avons procédé à une inspection des Travaux exécutés en vue de la signature du Certificat de réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE.

Nous certifions par la présente qu'au meilleur de notre connaissance, tous les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés et les déficiences corrigées et recommandons au DONNEUR D'ORDRE de signer le présent Certificat de réception sans réserve.

Architecte
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en mécanique / électricité
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en structure
Par _____ _____
Signature

Ingénieur
Par _____ _____
Signature

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits.

PAR _____

Signature : _____ _____
Date

Acceptation du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE accepte la recommandation des Professionnels et émet le présent Certificat de réception sans réserve.

Chargé de projet	_____	_____
	Date	Signature
Représentant autorisé du DONNEUR D'ORDRE	_____	_____
	Date	Signature

No commande	Date commande	Type	Description
73368	2023-08-31	Commande	Appel d'offres 2023-56 - Réfection de la rampe de mise à l'eau Vieux-poste
66463	2022-10-03	Commande	AO 2022-48 - Aménagement aire de lancer - Complexe récréatif Heny-Leonard
66091	2022-09-13	Commande	AO 2022-42 - Aménagement d'une place publique - Centre-ville du Plateau
65210	2022-07-13	Commande	AO 2022-30 - Remplacement équipements - Piscine parc St-Nom-de-Marie
61324	2021-12-07	Commande	2021-46 - Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
57987	2021-05-10	Commande	AO 2021-04 Poste de chloration d'appoint - secteur St-Georges

Date début entente	Date fin entente	Date livraison	No fournisseur	Nom fournisseur	No adresse fournisseur
- -	- -	2023-09-30	0000000185	ENTREPRISES G.M. LAPLANTE	0
- -	- -	2022-10-10	0000000185	ENTREPRISES G.M. LAPLANTE	0
- -	- -	2022-09-20	0000000185	ENTREPRISES G.M. LAPLANTE	0
- -	- -	2022-07-20	0000000185	ENTREPRISES G.M. LAPLANTE	0
- -	- -	2021-12-14	0000000185	ENTREPRISES G.M. LAPLANTE	0
- -	- -	2021-05-17	0000000185	ENTREPRISES G.M. LAPLANTE	0

Statut	Mnt total commande	Solde engagement	Nom usager créé	Acheteur	Cheminement
Complétée	188 309.53 $	0.00 $	Moreau Dominick	Moreau Dominick	
En commande	189 680.22 $	0.00 $	Moreau Dominick	Moreau Dominick	
Complétée	2 661 655.64 $	0.00 $	Moreau Dominick	Moreau Dominick	
Complétée	755 406.58 $	0.00 $	Moreau Dominick	Moreau Dominick	
En commande	4 662 102.23 $	2.00 $	Bérubé Eve	Bérubé Eve	
Complétée	244 341.86 $	0.00 $	Dionne Michel	Dionne Michel	

Contrat conclu

Numéro : 2021-04
Numéro de référence : 1467839
Statut : Contrat conclu (Archivé)
Titre : Poste de chloration - Secteur ST-Georges

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Poste de chloration - Secteur ST-Georges
Date de fermeture de l'avis :	2021-04-22 Au plus tard 15h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2021-04-23 8 h 32
Date de conclusion du contrat :	2021-05-17
Date de publication du contrat :	2022-02-07 13 h 34
Organisme :	**Ville de Baie-Comeau** 30, avenue Dollard-des-Ormeaux Baie-Comeau, QC G4Z 1L2
Contact(s) :	Michel Dionne Courriel : mdionne@ville.baie-comeau.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Les Entreprises G&M Laplante Ltée

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis	Prix du contrat
✓	Les Entreprises G&M Laplante Ltée 1459 Boul Industriel Baie-Comeau, (QC) CAN G5C 1B8	1143318542	Monsieur Félix Lefrancois Téléphone : 418 589-5196	Conforme	227 779,27 $	227 779,27 $

Construction Gérard Murray Inc

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis
Construction Gérard Murray Inc 5 Avenue Babin Baie-Comeau, (QC) CAN G4Z 3A5	1142234997	Madame Nancy Murray Téléphone : 418 296-3972 Télécopieur : 418 296-0364		240 297,75 $

Légende des icônes

✓ Contractant

© 2003-2024 Tous droits réservés

Contrat conclu

Numéro : 2021-46
Numéro de référence : 1534549
Statut : Contrat conclu (Archivé)
Titre : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
Date de fermeture de l'avis :	2021-11-12 Avant 10h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2021-11-12 11 h 48
Date de conclusion du contrat :	2021-11-29
Date de publication du contrat :	2021-12-19 17 h 02 Révision : 2023-11-30 9 h 58
Organisme :	**Ville de Baie-Comeau** 30, avenue Dollard-des-Ormeaux Baie-Comeau, QC G4Z 1L2
Contact(s) :	Eve Bérubé Courriel : soumissions@ville.baie-comeau.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis	Prix du contrat
✓	LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE 1459 Boul Industriel Baie-Comeau, (QC) CAN G5C 1B8	1143318542	Monsieur Gabriel Bossé Téléphone : 418 589-5196 Télécopieur : 418 589-5198	Conforme	3 895 907,18 $	3 895 907,18 $

9128-5254 QUÉBEC INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis
9128-5254 QUÉBEC INC. 185 Granier Pointe-Lebel, (QC) CAN G0H 1N0	1161455283	Monsieur nicolas avoine Téléphone : 418 295-1854		4 280 680,41 $

Légende des icônes

Contractant

Information supplémentaire

Résolution 2021-395

Historique des modifications

Révision du contrat :	2023-11-30 9 h 58

© 2003-2024 Tous droits réservés

Contrat conclu

Numéro : 2022-30
Numéro de référence : 1607315
Statut : Terminé (Archivé)
Titre : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie
Date de fermeture de l'avis :	2022-06-16 Avant 15h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2022-06-21 8 h 11
Date de conclusion du contrat :	2022-06-16
Date de publication du contrat :	2023-01-19 8 h 56
Organisme :	**Ville de Baie-Comeau** 30, avenue Dollard-des-Ormeaux Baie-Comeau, QC G4Z 1L2
Contact(s) :	Dominick Moreau Courriel : commisapprovisionnement@ville.baie-comeau.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis	Prix du contrat
✓	LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE 1459 Boul Industriel Baie-Comeau, (QC) CAN G5C 1B8	1143318542	Monsieur Félix Lefrancois Téléphone : 418 589-5196	Conforme	654 974,47 $	654 974,47 $

Légende des icônes

✓ Contractant

© 2003-2024 Tous droits réservés

Contrat conclu

Numéro : 2022-42
Numéro de référence : 1620573
Statut : Contrat conclu (Archivé)
Titre : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du Plateau

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Aménagement d'une place publique - Centre-ville du Plateau
Date de fermeture de l'avis :	2022-08-18 Avant 15h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2022-08-22 13 h 05
Date de conclusion du contrat :	2022-08-18
Date de publication du contrat :	2023-01-19 8 h 59
Organisme :	**Ville de Baie-Comeau** 30, avenue Dollard-des-Ormeaux Baie-Comeau, QC G4Z 1L2
Contact(s) :	Dominick Moreau Téléphone: 418 298-8709 Courriel : dmoreau@ville.baie-comeau.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis	Prix du contrat
✓	LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE 1459 Boul Industriel Baie-Comeau, (QC) CAN G5C 1B8	1143318542	Monsieur Gabriel Bossé Téléphone : 418 589-5196 Télécopieur : 418 589-5198	Conforme	2 608 061,79 $	2 608 061,79 $

SBP ENTREPRENEUR

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis
SBP ENTREPRENEUR 1363 Boul. Industriel Baie-Comeau, (QC) CAN G5C 1B8 http://www.sbpentrepreneur.com	1165587933	Monsieur Serge Pelletier Téléphone : 418 589-7366 Télécopieur : 418 589-5677		3 135 578,38 $

Légende des icônes

☑ Contractant

© 2003-2024 Tous droits réservés

Contrat conclu

Numéro : 2022-48
Numéro de référence : 1631144
Statut : Contrat conclu (Archivé)
Titre : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard
Date de fermeture de l'avis :	2022-09-12 Avant 15h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2022-09-12 15 h 57
Date de conclusion du contrat :	2022-09-19
Date de publication du contrat :	2022-10-25 14 h 48
Organisme :	**Ville de Baie-Comeau** 30, avenue Dollard-des-Ormeaux Baie-Comeau, QC G4Z 1L2
Contact(s) :	Dominick Moreau Téléphone: 418 298-8709 Courriel : soumissions@ville.baie-comeau.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis	Prix du contrat
✓	LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE 1459 Boul Industriel Baie-Comeau, (QC) CAN G5C 1B8	1143318542	Monsieur Gabriel Bossé Téléphone : 418 589-5196 Télécopieur : 418 589-5198	Conforme	223 373,39 $	223 373,39 $

ROLAND MUNGER INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis
ROLAND MUNGER INC. 2665, avenue du Labrador Baie-Comeau, (QC) CAN G4z3B9	1140151128	Monsieur Martin St-Gelais Téléphone : 418 296-2133 Télécopieur : 418 296-2454		255 205,13 $

LES ENTREPRISES LAURIEN JEAN INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis
LES ENTREPRISES LAURIEN JEAN INC. 1851, rue Vincent Baie-Comeau, (QC) CAN G5C1C2	1143339811	Madame Caroline Asselin Téléphone : 418 589-9009		296 446,50 $

Légende des icônes

Contractant

Information supplémentaire

Résolution 2022-362

© 2003-2024 Tous droits réservés

Contrat conclu

Numéro : 2023-56.
Numéro de référence : 1739708
Statut : Terminé
Titre : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste
Date de fermeture de l'avis :	2023-07-17 Au plus tard 15h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2023-07-17 15 h 12
Date de conclusion du contrat :	2023-08-29
Date de publication du contrat :	2023-08-31 11 h 52
Organisme :	**Ville de Baie-Comeau** 30, avenue Dollard-des-Ormeaux Baie-Comeau, QC G4Z 1L2
Contact(s) :	Alexandra Imbeault Téléphone: 418 298-8709 Courriel : soumissions@ville.baie-comeau.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis	Prix du contrat
✓	LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE 1459 Boul Industriel Baie-Comeau, (QC) CAN G5C 1B8	1143318542	Monsieur Gabriel Bossé Téléphone : 418 589-5196 Télécopieur : 418 589-5198	Conforme	228 601,63 $	228 601,63 $

MVC OCÉAN INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis
MVC OCÉAN INC. 1870 boul Thibeau Trois-Rivières, (QC) CAN G8T 1E7 http://www.mvcocean.com	1145507001	Madame Karina Harvey Téléphone : 819 377-2856		298 291,14 $

Légende des icônes

☑ Contractant

© 2003-2024 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée | FERMER LA SESSION | ENGLISH

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Recherche avancée

Filtrer ces résultats :

Revenir aux résultats complets

Statuts

- [x] Tous les statuts
- [ ] Contrat conclu (4)
- [ ] Terminé (2)

Activités récentes de l'avis

- [x] Toutes les activités

Types d'avis

- [x] Tous les types d'avis
- [ ] Avis d'appel d'offres (6)

Donneurs d'ouvrage

Régions

Catégories

Résultats de recherche

6 Avis correspondant(s)

Trier les avis selon : Date de publication | Nombre d'avis affichés par page : 10 | Trier

Statut	Avis	Publication ▼	Fermeture
Terminé Commander	2023-56 / 1739708 Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste Avis d'appel d'offres - Autres travaux de construction **Ville de Baie-Comeau**	2023-06-27 17 h 37	2023-07-17 15 h
Contrat conclu (Archivé)	2022-48 / 1631144 Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard Avis d'appel d'offres - Autres travaux de construction **Ville de Baie-Comeau**	2022-08-08 16 h 59	2022-09-12 15 h
Contrat conclu (Archivé)	2022-42 / 1620573 Aménagement d'une place publique - Centre-ville du Plateau Avis d'appel d'offres - Bâtiments **Ville de Baie-Comeau**	2022-06-29 20 h 19	2022-08-18 15 h
Terminé (Archivé)	2022-30 / 1607315 Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie Avis d'appel d'offres - Bâtiments **Ville de Baie-Comeau**	2022-05-19 16 h 52	2022-06-16 15 h
Contrat conclu (Archivé)	2021-46 / 1534549 Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan Avis d'appel d'offres - Bâtiments **Ville de Baie-Comeau**	2021-10-13 20 h 28	2021-11-12 10 h
Contrat conclu (Archivé)	2021-04 / 1467839 Poste de chloration - Secteur ST-Georges Avis d'appel d'offres - Bâtiments **Ville de Baie-Comeau**	2021-03-23 9 h 41	2021-04-22 15 h

Ville de Baie-Comeau

Appel d'offres No 2021-04

FORMULE DE SOUMISSION

POSTE DE CHLORATION D'APPOINT
SECTEUR ST-GEORGES

Soumissionnaire: **Les Entreprises G & M Laplante Ltée**

Siège social: **1459, boulevard Industriel**

Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

NEQ : **1143318542**

Propriétaire: **Ville de Baie-Comeau**
19, av. Marquette
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1K5

Att.: Me Annick Tremblay, greffière

Nous, soussignés, offrons par la présente à la Ville de Baie-Comeau, de fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, l'outillage, l'équipement, les outils, les accessoires et les services nécessaires pour exécuter suivant les règles de l'art, dans les limites de temps fixées, tous les travaux tels que décrits au présent document d'appel d'offres.

Nous reconnaissons avoir pris connaissance, s'il y a lieu, de(s) l'addenda suivant(s):

Addenda No	Date	Initiales
Addenda # 1	26-03-2021	G. Bossé

émis et joint(s) au présent document d'appel d'offres.

En présentant cette soumission, nous reconnaissons le droit à la Ville de Baie-Comeau d'accepter ou de refuser n'importe laquelle des soumissions reçues.

Nous nous engageons à exécuter tous les travaux ci-haut mentionnés en contrepartie du montant total de:

Deux cent vingt sept mille sept cent soixante-dix-neuf dollars et vingt-sept cents

(227 779.27 $)

Le prix soumis devra inclure la taxe de vente fédérale (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ) mais tous les autres frais, taxes et droits seront à la charge de l'entrepreneur et réputés inclus au prix soumissionné tel que détaillé au bordereau de soumission ci-joint et selon les prescriptions du cahier des clauses administratives particulières.

Soumission compétitive

Nous certifions que notre soumission a été préparée sans qu'il y ait eu communication, échange ou comparaison de chiffres, ou préarrangement avec toute personne ou compagnie présentant une soumission relative au présent document d'appel d'offres et que notre soumission est juste et n'a donné lieu à aucune entente secrète.

1.0 CONDITIONS GÉNÉRALES

Le/les soussigné(s) conviennent et certifient :

1.1 Que le prix soumis n'est pas sujet à des modifications par suite de changement dans les coûts de matériel et de la main-d'œuvre et qu'il inclut toutes assurances et permis et autres dépenses incidentes requises pour accomplir lesdits travaux.

1.2 Que je/nous avons reçu tous les documents se rapportant à cette soumission, comprenant devis, plans et les conditions générales du contrat, et que nous les considérons satisfaisants.

1.3 Que je/nous engageons à respecter toutes les conditions et spécifications apparaissant auxdits documents et plans.

1.4 Que lorsqu'il y aura manque de concordance entre les montants exprimés en chiffres et en lettres, ceux exprimés en lettres seulement seront considérés.

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2021-04
BORDEREAU DES QUANTITÉS ET DES PRIX
SOUMISSION
POSTE DE CHLORATION D'APPOINT
SECTEUR ST-GEORGES

Item	Description	Quantité	Unité	Prix unitaire	Total
1.	**Électricité**				
1.1	Modification de la distribution électrique				20 561.76 $
1.2	Électricité de bâtiment				31 439.52 $
1.3	Fourniture du panneau de contrôle et boîte de jonction				11 501.66 $
1.4	Contrôle, automatisation et instrumentation				4 364.97 $
2.	**Mécanique**				
2.1	Plomberie bâtiment				17 663.14 $
2.2	Plomberie traitement				52 176.36 $
2.3	Ventilation				5 992.29 $
3.	**Civil**				
3.1	Excavation et remblayage				6 956.93 $
3.2	Fondation et dalle				23 245.37 $
3.3	Bâtiment (architecture et structure)				24 210.01 $
				TOTAL :	**198 112.00 $**
				T.P.S (5 %) :	9 905.60 $
				T.V.Q (9,975 %) :	19 761.67 $
				MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION (avec taxes) :	**227 779.27 $**

Compte-rendu de qualification

a) Nous soumettons ci-après une liste des contrats en cours de réalisation par notre entreprise.

Description	Valeur	Propriétaire
Mise aux norme CVAC	540 760 $	MAPAQ
Réfection toiture CFP Forestville	1 044 000 $	Commission scolaire de l'Estuaire
Remplacement de la génératrice CHSLD Boisvert	383 300 $	Société québécoise des infrastructures
Remplacement des lampadaires Centre de détention	182 855 $	Société québécoise des infrastructures
Réfection des blocs sanitaires école Fermont	495 000 $	Centre de services scolaires du Fer
Démolition et reconstruction abri à sel Forestville	1 415 919 $	Société québécoise des infrastructures
Retrait du plancher de l'atelier civil Manic 5	130 000 $	Hydro-Québec
Remplacement de l'appareil de graphie salle 2	121 808 $	Centre intégré de santé et services sociaux Côte-Nord

b) Nous soumettons ci-après une liste des contrats que notre entreprise a complétés au cours des cinq(5) dernières années :

Description	Valeur	Propriétaire
Voir liste ci-jointe		

Liste des contrats exécutés au cours des 5 dernières années et en cours présentement au 22 avril 2021

ANNÉE	DESCRIPTION DES TRAVAUX	PROPRIÉTAIRE	Valeur soumissionné$ 50 000 $ et plus (sans taxe)
2021	Retrait plancher atelier civil Manic 5	Hydro-Québec	143 672.00
2021	Remplacement de la génératrice CHSLD Boisvert	Société québécoise des infrastructures	364 432.00
2020	Remplacement de la toiture au CFP de Forestville	Commission scolaire de l'Estuaire	1 044 000.00
2020	Mise à niveau CVAC centre recherche pommes de terre Pointe-aux-Outardes	MAPAQ	540 800.00
2020	Remplacement de la verrière Manic 5	Hydro-Québec	470 500.00
2020	Remplacement des vestiaires de l'école Richard	Commission scolaire de l'Estuaire	227 135.00
2020	Remplacement de la caméra gamma	CISSS Côte-Nord	312 000.00
2020	Remplacement appareil graphie urgence	CISSS Côte-Nord	154 900.00
2020	Démolition et construction d'un atelier civil Poste Hauterive	Hydro-Québec	919 051.00
2020	Aménagement bureaux Carrefour Jeunesse-emploi	Les immeubles D.H.F.enr.	206 120.00
2020	Réfection plafond église St-Nom-de-Marie	Paroisse Nativité Jésus	140 502.00
2020	Remplacement des fenêtres hôpital Le Royer	CISSS Côte-Nord	181 400.00
2020	Fermeture des balcons	Cégep de Baie-Comeau	205 088.00
2020	Main-d'œuvre sur demande	Hydro-Québec	494 976.00
2020	Remplacement résonance magnétique hôpital Le Royer	CISSS Côte-Nord	496 906.00
2019	Réaménagement intérieur gymnase école St-Cœur-de-Marie (exécution mai 2020)	Commission scolaire de l'Estuaire	427 719.00
2019	Remplacement ascenseur édifice A-Deschênes (exécution au printemps 2020)	Commission scolaire de l'Estuaire	358 450.00
2019	Remplacement groupe électrogène	Hydro-Québec	214 245.00
2019	Travaux aménagement MERN Anticosti	Société québécoise des infrastructures	307 629.00
2019	Réfection enveloppe extérieure phase 4 Poly des Rivières	Commission scolaire de l'Estuaire	1 298 693.00
2019	Aménagement succursale Banque Nationale Baie-Comeau	Banque Nationale du Canada	1 032 076.00
2019	Réaménagement et agrandissement dispensaire Anticosti	Corélo inc. (CISSS Côte-Nord)	2 489 000.00
2019	Réparation de la structure des balcons Hôpital Leroyer	Centre intégré de santé et services sociaux C-N	145 124.00
2019	Réfection de l'auditorium Polyvalente des Rivières	Commission scolaire de l'Estuaire	3 326 619.00
2018	Réfection extérieure école Ste-Marie de Ragueneau	Commission scolaire de l'Estuaire	1 600 000.00
2018	Aménagement extérieur et réaménagement balcons	Office municipal d'habitation Tadoussac	137 446.00
2018	Réfection extérieure du centre de services	Hydro-Québec	4 463 815.00
2018	Réfection des escaliers et entrepôt centre de services	Hydro-Québec	227 467.00
2018	Aménagement bureaux TPSGC aux Galeries Baie-Comeau	Immostar	1 103 254.00
2018	Réfection extérieure 4 bâtiments	Office municipal d'habitation Baie-Comeau	2 075 880.00

ANNÉE	DESCRIPTION DES TRAVAUX	PROPRIÉTAIRE	Valeur soumissionné$ 50 000 $ et plus (sans taxe)
2018	Réfection des ouvertures phase 2 Polyvalente des Berges	Commission scolaire de l'Estuaire	620 864.00
2018	Unité satellite d'hémodialyse Hôpital Le Royer	Centre intégré de santé et services sociaux C-N	747 434.00
2018	Réfection intérieure et extérieure Marché Lasalle	COOP Osmia	87 000.00
2017	Réfection intérieure et extérieure CFP Forestville	Commission scolaire de l'Estuaire	5 411 000.00
2017	Construction refuge animal Le Chapitou	Société d'expansion de Baie-Comeau	780 000.00
2017	Remise en état centre de détention	Société québécoise des infrastructures	139 000.00
2017	Réfection portes et fenêtres polyvalente des Baies	Commission scolaire de l'Estuaire	485 000.00
2017	Réfection vestiaires et gymnase polyvalente des Baies	Commission scolaire de l'Estuaire	505 000.00
2017	Réfection vestiaires sportifs polyvalente des Baies	Commission scolaire de l'Estuaire	620 000.00
2017	Réfection vestiaires filles polyvalente des Berges	Commission scolaire de l'Estuaire	335 000.00
2017	Réfection salle toilette et gymnase école Trudel	Commission scolaire de l'Estuaire	383 000.00
2017	Décontamination salle de tir Sûreté du Québec B-C	Société québécoise des infrastructures	215 000.00
2016	Réfection édifice Albert-Deschenes phase 4	Commission scolaire de l'Estuaire	1 630 000.00
2016	Réaménagement bureaux Manic 1	Hydro-Québec	220 000.00
2016	Réfection Aubainerie	Aubainerie	73 000.00
2016	Réfection des locaux Dépannage de l'Anse	Dépannage de l'Anse	86 000.00
2016	Réfection des portes à l'hôpital Le Royer	CISSS Côte-Nord	192 000.00
2016	Démolition Centre Henri-Desjardins	Roland Munger inc./Ville de Baie-Comeau	126 000.00
2016	Usine d'eau potable Ville de Baie-Comeau	Entreprises R & G St-Laurent Inc./Ville de Baie-Comeau	3 640 000.00
2016	Projet de sécurisation postes Abitibi-Némiscau	Morin Électrique inc./Hydro-Québec	150 000.00
2016	Réfection de l'enveloppe extérieure phase 3 Édifice Albert-Deschênes	Commission scolaire de l'Estuaire	1 080 000.00
2016	Projet de sécurisation postes Arnaud-Chénier	Morin Électrique inc./Hydro-Québec	70 000.00
2016	Réfection vestiaires gymnase Polyvalente des Berges	Commission scolaire de l'Estuaire	220 000.00
2016	Réfection extérieure Polyvalente des Rivières	Commission scolaire de l'Estuaire	911 000.00

Liste des sous-traitants

c) Nous vous soumettons ci-après la liste des sous-traitants à qui nous proposons de confier des sous-contrats :

Nom	Nature du travail	Coût approximatif
Roland Munger inc.	Civil	5 000.00
Plomberie O'Max	Mécanique	70 000.00
Techniserv AG inc.	Électrique	60 000.00

Raison sociale du soumissionnaire

Nom :

Les Entreprises G & M Laplante Ltée

Adresse du siège social :

1459, boulevard Industriel

Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

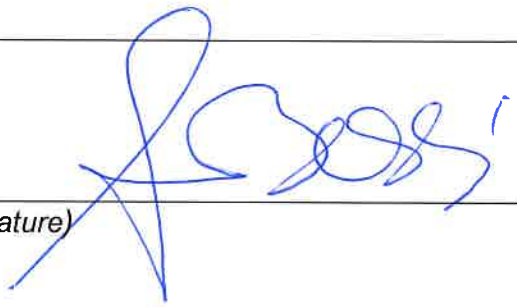
Téléphone :

418-589-5196

Par :

Gabriel Bossé

(caractères d'imprimerie)



(signature)

Fonction :

Président

Date :

22 avril 2021

LES ENTREPRISES
G&M LAPLANTE LTÉE
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL
CONSTRUCTION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE
R.B.Q. 1827-5958-65

certifié ISO 9001 :2015

FORMULE DE RESOLUTION POUR AUTORISATION DE SIGNATURE

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de la compagnie : **Les Entreprises G & M Laplante ltée** tenue à Baie-Comeau le 22 avril 2021. À laquelle il y avait quorum, il a été proposé, secondé et résolu que **Monsieur Gabriel Bossé, président** soit autorisé à signer pour et au nom de la compagnie tous les documents relatifs à la soumission et/ou au contrat :

Poste de chloration d'appoint secteur St-Georges # 2021-04

Copie certifiée conforme

Gabriel Bossé, président et secrétaire

1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Qc) G5C 1B8 Téléphone : 418-589-5196 Télécopieur : 418-589-5198 Courriel : gmlaplante@globetrotter.net

Couture Rochette
Cabinet en assurance de dommages
Cabinet de services financiers

Complexe Jules-Dallaire
2828, boul. Laurier, bureau 1300
Québec (Québec) G1V 0B9
T 418 650-5566 F 418 650-5055
1 800 346-5567
W coutureroche tte.ca

Québec, le 16 avril 2021

Ville de Baie-Comeau

Objet : Les Entreprises G.&M. Laplante Ltée
Confirmation d'assurance – Pré-qualification
projet : #2021-04 – Poste de chloration d'appoint secteur St-Georges

Monsieur,Madame

Par la présente, en tant que courtier pour « Les Entreprises G.&M. Laplante Ltée. » nous tenons à vous confirmer que nous sommes disposés à nous conformer au devis pour couvrir les assurances chantier et responsabilité civile générale relativement au projet mentionné en titre.

Nous espérons que le tout sera trouvé à votre entière satisfaction et si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Sincères salutations,

Julie Lamontagne
Chargée de compte
Courtier en assurance de dommages

Cabinet partenaire de
Synex
Performance d'affaires

Ville de Baie-Comeau

DECLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

Ce document doit être signé et assermenté lors du dépôt de la soumission

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la «soumission») à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

pour :

POSTE DE CHLORATION D'APPOINT
SECTEUR ST-GEORGES

Appel d'offres 2021-04

suite à l'appel d'offres (ci-après l'«appel d'offres») lancé par :

Ville de Baie-Comeau

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de Gabriel Bossé, président

que : Les Entreprises G & M Laplante Ltée
(Nom du soumissionnaire [ci-après le « soumissionnaire »])

1) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration;

2) je sais que la soumission ci-jointe peut être disqualifiée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;

3) je sais que le contrat, s'il m'est octroyé (e), peut être résilié si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards ;

4) je suis autorisé (e) par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe et je joins ma résolution.

5) toutes les personnes dont les noms apparaissent sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;

6) aux fins de la présente déclaration et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot «concurrent» s'entend de tout organisme ou personne, autre que le présent soumissionnaire:

   (a) qui a été invité (e) par l'appel d'offres à présenter une soumission;

   (b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;

7) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent; ☒

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements; ☐

8) sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;
(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;
(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;
(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres; à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

9) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par la ville ou spécifiquement divulgués conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

10) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit lors de l'octroi du contrat, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer en conformité avec l'alinéa 7(b).

11) Le soumissionnaire déclare, qu'à sa connaissance et après vérifications sérieuses, qu'aucune tentative d'influence, manœuvre d'influence ou pression indue ou tentative d'obtenir de l'information relative à un appel d'offres auprès du comité de sélection n'a été effectuée à aucun moment, par lui, un de ses employés, dirigeants, administrateurs ou actionnaires, et ce, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier sa soumission ;

12) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a en aucun moment, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., C. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité pour quelque motif que ce soit ; ☒

(b) qu'il a, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., C. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité suit : ☐

_____

_____

_____

Pour les motifs suivants :

_____

_____

_____

13) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il est un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., C. T-11.011) tel qu'il appert de la preuve jointe à la présente attestation ☐

(b) qu'il n'est pas un lobbyiste enregistré au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., C. T-11.011) ☒

14) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a personnellement, ni aucun de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants, de liens familiaux, financiers, d'affaires ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou des membres du conseil, un ou des dirigeants ou un ou des employés de la Ville ; ☒

(b) qu'il a personnellement ou par le biais de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants des liens familiaux, financiers ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec les membres du conseil, les dirigeants ou employés suivants de la ville : ☐

Noms	**Nature du lien ou de l'intérêt**
_____	_____
_____	_____
_____	_____

15) Le soumissionnaire déclare que lui-même, ses sous-traitants, ses filiales ou sociétés apparentées ne retiendront, en aucun moment pendant une période d'un (1) an suivant la fin du contrat octroyé, les services d'un employé ou dirigeant de la ville ainsi que les membres du conseil municipal ayant participé à l'élaboration d'appel d'offres ainsi que les membres du conseil municipal.

Gabriel Bossé

(Nom de la personne autorisée par le soumissionnaire)

Président

(Titre)

(Signature)

22 avril 2021
(Date)

Assermenté(e) devant moi à Baie-Comeau

ce 22 e jour de avril 2021

Mariette Bouchard
209720
COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
Pour le Québec
Québec

Commissaire à l'assermentation

Québec
District

Ville de Baie-Comeau

DÉCLARATION CONCERNANT LA REPRODUCTION DE DOCUMENTS CONTENUS DANS UNE SOUMISSION TRANSMISE SUR SUPPORT PAPIRER

PROJET TITRE : Poste de chloration d'appoint – secteur St-Georges

NUMÉRO : 2021-04

LA PRÉSENTE DÉCLARATION DOIT ÊTRE COMPLÉTÉE DANS LE CAS OÙ CERTAINS DOCUMENTS CONTENUS DANS UNE SOUMISSION TRANSMISE SUR SUPPORT PAPIER NE SONT PAS DES ORIGINAUX, MAIS DES DOCUMENTS QUI ONT ÉTÉ REPRODUITS. CONSTITUE NOTAMMENT UN DOCUMENT REPRODUIT, LA PHOTOCOPIE D'UN DOCUMENT DONT L'ORIGINAL SUR SUPPORT PAPIER A ÉTÉ SIGNÉ DE FAÇON MANUSCRITE. CONSTITUE ÉGALEMENT UN DOCUMENT REPRODUIT, UN DOCUMENT IMPRIMÉ DONT L'ORIGINAL SUR SUPPORT TECHNOLOGIQUE A ÉTÉ SIGNÉ À L'AIDE D'UN PROCÉDÉ DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.

JE, SOUSSIGNÉ(E), Gabriel Bossé, président

NOM ET TITRE DE LA PERSONNE QUI A PROCÉDÉ À LA REPRODUCTION DES

AGISSANT POUR Les Entreprises G & M Laplante Ltée

NOM DU

SUITE À L'APPEL D'OFFRES LANCÉ PAR Ville de Baie-Comeau

NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME

ATTESTE QUE LES DÉCLARATIONS CI-APRÈS SONT VRAIES ET COMPLÈTES À TOUS LES ÉGARDS,

Dans le cas où la soumission transmise contient des documents imprimés dont les originaux sur support technologique ont été signés à l'aide d'un procédé de signature électronique :

- Format des documents sources : PDF ☐ DOC ☒ XLS ☐ JPEG ☐ AUTRE _____
- Imprimante(s) utilisée(s) (marque(s), modèle(s) : Sharp MX-3570V
- Garantie du procédé quant à la préservation de l'intégrité : par défaut ☒ autre (colorimétrie, résolution, qualité) _____

Je soussigné(e), déclare que :

- Je suis une personne en autorité ou responsable de la conservation des documents transmis dans la présente soumission. J'ai effectué la reproduction de ces documents;
- Les documents transmis ont été reproduits dans leur totalité. Ils comportent la même information que les documents sources et leur intégrité est assurée :
- Je reconnais que la version reproduite des documents transmis sera considérée comme ayant la même valeur juridique que la version source;
- Le matériel et les logiciels utilisés le cas échéant sont au minimum de qualité standard et j'ai utilisé minimalement les options par défaut pour garantir la meilleure qualité des reproductions;
- Je m'engage à conserver les originaux ou documents sources pendant une période de trois ans à compter de la date de la transmission de la présente soumission;
- Les informations fournies dans la présente déclaration sont exactes.

ET J'AI SIGNÉ, Gabriel Bossé, président — 22 avril 2021

SIGNATURE *DATE*

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Donald Tremblay

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers

Félix Lefrançois

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Gabriel Bossé

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 — **Numéro de validation : 1-5458829378**

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.1.2	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.1.1	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.7	Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7	Ventilation résidentielle

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

---------- 3 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 Numéro de validation : 1-5458829378

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

-------- 9 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Caroline Hardy

Président | Secrétaire

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTEE
1459, BOUL. INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QUEBEC) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 309170-FMBB-0790346
Date et heure de délivrance de l'attestation : 14 avril 2021 à 14 h 16 min 5 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2021

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca.**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 mai 2018

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE
A/S MONSIEUR GABRIEL BOSSÉ
1459, BOUL INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QC) G5C 1B8

N° de décision : 2018-CPSM-1029049
N° de client : 3000486885

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **20 novembre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Imprimer

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 10 février 2021 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE
Adresse du siège social : 1459, BOUL INDUSTRIEL, , BAIE-COMEAU, QC, G5C 1B8, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000486885
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Autres noms d'affaires

- Aucun

Certificat d'enregistrement

Nous attestons par la présente qu'enregistrement CWB a enregistré le système de management de la qualité de:

LES ENTREPRISES G&M LAPLANTE LTÉE

1459 Boul. Industriel, Baie-Comeau, QC G5C 1B8

en vertu de la norme sur le système de management de la qualité:

ISO 9001:2015

Enregistrement initial	Date d'émission	Date d'échéance	Numéro du certificat
20 mai 1997	**22 juillet 2019**	**25 août 2021**	**Q3240**

Portée: Entrepreneur général: construction commerciale, institutionnelle, industrielle, residentielle et génie civile.

enregistrementcwb

SCC Accredited CB-MS OCSM Accrédité CCN

Registraire

Registered by CWB enregistrement

Les modalités régissant l'enregistrement et l'utilisation de ce certificat sont définies dans le contrat signé entre Enregistrement CWB et le détenteur.
Communiquez avec le détenteur du certificat pour obtenir plus d'information sur le champ d'application et les limites de l'enregistrement.

Enregistrement CWB, 8260 Park Hill Drive, Milton (Ontario) Canada L9T 5V7, tél. : 1-800-844-6790, téléc. : (905) 542-1318, site Web : www.cwbgroup.org.

Ville de Baie-Comeau

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa Soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 2021-46

Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

Nom du Soumissionnaire

Les Entreprises G & M Laplante Ltée

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 5
0.00 INTERPRÉTATION 5
1.00 OBJET. 5
2.00 PRIX PROPOSÉ 5
2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5
4.00 SÛRETÉS 5
4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution et des obligations 6
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6
7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7
10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7
11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 8
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 8
13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 8
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 8
15.00 DURÉE. 8
16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX 10
ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ 11
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 12
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE 14
ANNEXE 4.02 A - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION 16
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES 18
ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 21
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ 22
ANNEXE 7.00 - LISTE DES MEMBRES DU REGROUPEMENT DE PERSONNES 23
ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION 24
ANNEXE 7.00 - PROCURATION DES MEMBRES DU REGROUPEMENT DE PERSONNES 25
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 26
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC 27
ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC 28
ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS 29
ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA 30

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres nº 2021-46.

PRÉSENTÉ PAR :

Nom complet du SOUMISSIONNAIRE tel qu'indiqué au REQ :

Les Entreprises G & M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel

Baie-Comeau (Québec)

Téléphone : 418-589-5196 **Télécopieur :** 418-589-5198

Site internet : _____ **Courriel corporatif :** gml@gmlaplante.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1143318542

Numéro de licence RBQ : 1827-5958-65

TPS/TVH : 1001413739 **TVQ :** R103148268

STATUT JURIDIQUE

☑ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Regroupement de Personnes (seulement si permis par la clause « Regroupement de Personnes » de la Régie de l'Appel d'Offres)**		
☐ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) : _____
☐ **Organisme à but non lucratif (OBNL)**		

Nom du représentant : Gabriel Bossé

Titre : Président **Courriel :** gml@gmlaplante.com

Téléphone : 418-589-5196 **Cellulaire :** 418-297-2079

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

Autorisation de signer la Soumission

Tel que prévu à la Régie de l'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE doit joindre au Formulaire de Soumission une résolution ou une procuration désignant la ou les personne(s) physique(s) autorisée(s) à signer la Soumission.

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Travaux recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appel d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste
☐ Traite bancaire
☑ Cautionnement de soumission (annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution et des obligations

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution et une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services conformément aux exigences de la partie 4.00 des Documents d'Appels d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) le Bordereau de Prix ventilé;

c) la garantie de soumission;

d) le formulaire « Attestation d'Intégrité » (« Déclaration du soumissionnaire »);

e) une copie de la licence délivrée par la RBQ dans la ou les catégories appropriées;

f) s'il prévoit sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, la liste des Sous-Contractants;

g) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

h) s'il prend la forme d'un Regroupement de Personnes, la liste des membres du Regroupement de Personnes;

i) s'il prend la forme d'un Regroupement de Personnes, la procuration autorisant le représentant du Regroupement de Personnes à signer la Soumission;

j) la résolution ou la procuration autorisant la signature de la Soumission;

k) l'attestation de Revenu Québec, s'il a un établissement au Québec;

l) le formulaire « Absence d'établissement au Québec », s'il n'a pas d'établissement au Québec;

m) la validation de conformité de la CNESST;

Si le SOUMISSIONNAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes, chacun des membres du Regroupement de Personnes doit fournir individuellement les documents suivants :

a) le formulaire « Attestation d'Intégrité » (Déclaration du soumissionnaire);

b) une copie de la licence délivrée par la RBQ dans la ou les catégories appropriées;

c) l'attestation de Revenu Québec, s'il a un établissement au Québec;

d) le formulaire « Absence d'établissement au Québec », s'il n'a pas d'établissement au Québec;

e) la validation de conformité de la CNESST;

f) la résolution ou la procuration autorisant la signature de la Soumission;

g) tout autre document indiqué dans les Documents d'Appel d'Offres comme devant être fourni individuellement par chacun des membres du Regroupement de Personnes;

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE

indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requise par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION AUX FINS DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Baie-Comeau, CE 12E JOUR DE novembre 2021.

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Gabriel Bossé
(Nom en lettres moulées)

Président
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

IMPORTANT

Seuls le Formulaire de Soumission et ses annexes doivent être retournés au DONNEUR D'ORDRE au moment du dépôt de la Soumission. Il n'est pas nécessaire de retourner la Régie de l'Appel d'Offres et le Contrat au DONNEUR D'ORDRE.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
- **Numéro** : 2021-46

IMPORTANT

- Le contenu de la présente annexe se trouve dans le document nommé « Bordereau de Prix » qui est annexé aux Documents d'Appel d'Offres.
- Le SOUMISSIONNAIRE doit compléter et signer ce document et le joindre au Formulaire de Soumission.
- Cependant, si l'adjudication du Contrat comprend une évaluation de la qualité selon le système de pondération et d'évaluation des offres à double enveloppe, ce document doit être détaché du Formulaire de Soumission et déposé dans une enveloppe distincte (enveloppe B) de celle contenant le Formulaire de Soumission (enveloppe A).

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
- **Numéro** : 2021-46

LE SOUMISSIONNAIRE S'ENGAGE À EXÉCUTER LE CONTRAT POUR UN MONTANT TOTAL FORFAITAIRE ÉTABLI COMME SUIT :

MONTANT SANS TAXES : 3,388,482.00

TPS (5%) : 169,424.10

TVQ (9,975%) : 338,001.08

MONTANT TOTAL AVEC TAXES :

*****Trois millions huit cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent sept dollars et dix-huit cents***** 3,895,907.18

(en lettres) *(en chiffres)*

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR SON REPRÉSENTANT AUTORISÉ, A SIGNÉ LES PRÉSENTES À Baie-Comeau, CE 12E JOUR DE novembre 2021

Par : .....

(Signature du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE)

Gabriel Bossé

(Nom du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

Président

(Fonction du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

Les Entreprises G & M Laplante Ltée

(Nom du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ

(Le SOUMISSIONNAIRE doit présenter une ventilation complète du prix forfaitaire soumis)

Ville de Baie-Comeau

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2021-46

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS
RÉAMÉNAGEMENT 1000-1010, RUE DE MINGAN

ART. N°	QTÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION		MONTANT
1.1			**Installation de chantier**		10,000.00 $
1.2			**Travaux architecture – Enveloppe extérieure (total)**		1,413,154.00 $
			Démolition	144,235.00 $	
			Ouvrage métallique	46,065.00 $	
			Charpenterie/Menuiserie	112,835.00 $	
			Isolation et étanchéité	84,870.00 $	
			Revêtement mural en bois	24,769.00 $	
			Revêtement métallique type 1	34,882.00 $	
			Revêtement métallique type 2	26,767.00 $	
			Revêtement métallique type 3	142,513.00 $	
			Intercalaire en fibre de verre	40,000.00 $	

Ville de Baie-Comeau

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2021-46

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS
RÉAMÉNAGEMENT 1000-1010, RUE DE MINGAN

ART. N°	QTÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	MONTANT	
			Maçonnerie	225,128.00 $	
			Système de toiture	258,000.00 $	
			Porte de garage	37,032.00 $	
			Portes d'acier (incluant cadres, vitrage, quincaillerie)	18,000.00 $	
			Portes et cadres d'aluminium, vitrage, quincaillerie	66,360.00 $	
			Fenêtres	119,738.00 $	
			Divers	31,960.00 $	
1.3			**Travaux architecture – Aménagement intérieur (total)**		604,975.00 $
			Ébénisterie	165,281.00 $	
			Isolant acoustique	19,500.00 $	
			Cloison (colombages/gypse)	87,708.00 $	

Ville de Baie-Comeau

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2021-46

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS
RÉAMÉNAGEMENT 1000-1010, RUE DE MINGAN

ART. N°	QTÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	MONTANT
			Portes de bois (incluant cadres, vitrage, quincaillerie)	71,670.00 $
			Portes et cadres d'aluminium, vitrage, quincaillerie	5,000.00 $
			Revêtement de plancher en rouleau type 1 (incluant prép.)	66,980.00 $
			Revêtement de plancher en rouleau type 2 (incluant prép.)	2,950.00 $
			Céramique (incluant préparation)	45,520.00 $
			Peinture et plâtrage	43,750.00 $
			Accessoires de toilettes	3,201.00 $
			Grille gratte-pied	8,271.00 $
			Plexiglass	13,800.00 $
			Installation mobilier cuisine	200.00 $
			Divers	71,144.00 $

Ville de Baie-Comeau

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2021-46

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS
RÉAMÉNAGEMENT 1000-1010, RUE DE MINGAN

ART. N°	QTÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION		MONTANT
1.4			**Travaux d'architecture – Aménagement paysager (total)**		48,262.00 $
			Pavé	6,050.00 $	
			Gazonnement	9,400.00 $	
			Clôtures grillagées	32,812.00 $	
1.5			**Travaux d'électricité (extérieur)**		30,500.00 $
1.6			**Travaux d'électricité (intérieur)**		267,000.00 $
1.7			**Travaux de mécanique (extérieur)**		16,986.00 $
1.8			**Travaux de mécanique (intérieur)**		244,257.00 $
1.9			**Travaux de plomberie (extérieur)**		3,526.00 $
1.10			**Travaux de plomberie (intérieur)**		145,145.00 $
1.11			**Travaux de structure (total)**		309,267.00 $
			Structure – bois	3,990.00 $	

Ville de Baie-Comeau

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres nº 2021-46

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS
RÉAMÉNAGEMENT 1000-1010, RUE DE MINGAN

ART. Nº	QTÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION		MONTANT
			Structure – béton	131,152.00 $	
			Structure - acier	174,125.00 $	
1.12			**Travaux de structure (intérieur)**		14,380.00 $
			Structure – béton	14,380.00 $	
2.1			**Total des coûts travaux extérieurs (item 1.2, 1.5, 1.7, 1.9 et 1.11) :**		1,773,433.00 $
2.2			**Total des coûts travaux intérieurs (item 1.3, 1.6, 1.8, 1.10 et 1.12) :**		1,275,757.00 $
3.			**Grand total (item 1.1, 1.4, 2.1 et 2.2) :**		3,107,452.00 $
4.			**Frais généraux, administration et profits (incluant cautionnement) :**		281,030.00 $
			Total de la soumission sans taxes (items 3 et 4) :		3,388,482.00 $
			TPS (5 %) :		169,424.10 $
			TVH (9,975 %) :		338,001.08 $

Ville de Baie-Comeau

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2021-46

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS
RÉAMÉNAGEMENT 1000-1010, RUE DE MINGAN

ART. N°	QTÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	MONTANT
			MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION	3,895,907.18 $

Compte-rendu de qualification

a) Nous soumettons ci-après une liste des contrats en cours de réalisation par notre entreprise.

Description	Valeur	Propriétaire
Voir liste des contrats exécutés au cours des 5 dernières années et en cours présentement.		

b) Nous soumettons ci-après une liste des contrats que notre entreprise a complétés au cours des cinq (5) dernières années :

Description	Valeur	Propriétaire
Voir liste des contrats exécutés au cours des 5 dernières années et en cours présentement.		

Liste des contrats exécutés au cours des 5 dernières années et en cours présentement au 11 novembre 2021

ANNÉE	DESCRIPTION DES TRAVAUX	PROPRIÉTAIRE	Valeur soumissionné$ 50 000 $ et plus (sans taxe)
2021	Renforcement structural entrepôt Forestville	Hydro-Québec	82 645.00
2021	Aménagement chambre des résidents hôpital Le Royer	CISSS Côte-Nord	68 219.00
2021	Construction d'un pavillon de recherche CEDFOB	Cégep de Baie-Comeau	7 576 884.00
2021	Rénovation comptoir aéroport Port-Menier Ile Anticosti	SEPAQ	82 645.00
2021	Remplacement de la génératrice hôpital Le Royer	CISSS Côte-Nord	1 256 227.16
2021	Salle de formation des médecins résidents CLSC Lionel-Charest	CISSS Côte-Nord	223 383.00
2021	Stationnement	Hydro-Québec	235 438.00
2021	Réfection parement de l'école Trudel	Commission scolaire de l'Estuaire	470 291.00
2021	Immo Mavric	Contrat de sous-traitance avec Roland Munger inc.	420 000.00
2021	Construction restaurant McDonald Baie-Comeau	Contrat de sous-traitance avec Kamco Construction	360 000.00
2021	Réfection de l'enveloppe extérieure école Ste-Marie Ragueneau phase 3	Commission scolaire de l'Estuaire	777 731.65
2021	Remplacement des fenêtres phase 2	CISSS Côte-Nord	652 444.00
2021	Remplacement de l'appareil de graphie salle 2	CISSS Côte-Nord	121 808.00
2021	Belvédère Vauréal Anticosti	SEPAQ	324 310.00
2021	Usine de chloration quartier St-Georges	Ville de Baie-Comeau	198 112.00
2021	Remplacement des rideaux diviseurs	Cégep Baie-Comeau	167 400.00
2021	Remplacement de la toiture poste Hauterive	Hydro-Québec	750 155.00
2021	Réparation de l'enveloppe	Cégep Baie-Comeau	143 672.00
2021	Démolition et construction d'un abri à sel Forestville	Société québécoise des infrastructures	1 415 919.00
2021	Remplacement des blocs sanitaires école Fermont	Commission scolaire du Fer	494 983.00
2021	Remplacement des lampadaires au centre de détention	Société québécoise des infrastructures	182 855.00
2021	Retrait plancher atelier civil Manic 5	Hydro-Québec	143 672.00
2021	Remplacement de la génératrice CHSLD Boisvert	Société québécoise des infrastructures	364 432.00
2020	Remplacement de la toiture au CFP de Forestville	Commission scolaire de l'Estuaire	1 044 000.00
2020	Mise à niveau CVAC centre recherche pommes de terre Pointe-aux-Outardes	MAPAQ	540 800.00
2020	Remplacement de la verrière Manic 5	Hydro-Québec	470 500.00
2020	Remplacement des vestiaires de l'école Richard	Commission scolaire de l'Estuaire	227 135.00
2020	Remplacement de la caméra gamma	CISSS Côte-Nord	312 000.00
2020	Remplacement appareil graphie urgence	CISSS Côte-Nord	154 900.00
2020	Démolition et construction d'un atelier civil Poste Hauterive	Hydro-Québec	919 051.00

ANNÉE	DESCRIPTION DES TRAVAUX	PROPRIÉTAIRE	Valeur soumissionné$ 50 000 $ et plus (sans taxe)
2020		Les immeubles D.H.F.enr.	206 120.00
2020	Réfection plafond église St-Nom-de-Marie	Paroisse Nativité Jésus	140 502.00
2020	Remplacement des fenêtres hôpital Le Royer	CISSS Côte-Nord	181 400.00
2020	Fermeture des balcons	Cégep de Baie-Comeau	205 088.00
2020	Main-d'œuvre sur demande	Hydro-Québec	494 976.00
2020	Remplacement résonance magnétique hôpital Le Royer	CISSS Côte-Nord	496 906.00
2019	Réaménagement intérieur gymnase école St-Cœur-de-Marie (exécution mai 2020)	Commission scolaire de l'Estuaire	427 719.00
2019	Remplacement ascenseur édifice A-Deschênes (exécution au printemps 2020)	Commission scolaire de l'Estuaire	358 450.00
2019	Remplacement groupe électrogène	Hydro-Québec	214 245.00
2019	Travaux aménagement MERN Anticosti	Société québécoise des infrastructures	307 629.00
2019	Réfection enveloppe extérieure phase 4 Poly des Rivières	Commission scolaire de l'Estuaire	1 298 693.00
2019	Aménagement succursale Banque Nationale Baie-Comeau	Banque Nationale du Canada	1 032 076.00
2019	Réaménagement et agrandissement dispensaire Anticosti	Corélo inc. (CISSS Côte-Nord)	2 489 000.00
2019	Réparation de la structure des balcons Hôpital Leroyer	Centre intégré de santé et services sociaux C-N	145 124.00
2019	Réfection de l'auditorium Polyvalente des Rivières	Commission scolaire de l'Estuaire	3 326 619.00
2018	Réfection extérieure école Ste-Marie de Ragueneau	Commission scolaire de l'Estuaire	1 600 000.00
2018	Aménagement extérieur et réaménagement balcons	Office municipal d'habitation Tadoussac	137 446.00
2018	Réfection extérieure du centre de services	Hydro-Québec	4 463 815.00
2018	Réfection des escaliers et entrepôt centre de services	Hydro-Québec	227 467.00
2018	Aménagement bureaux TPSGC aux Galeries Baie-Comeau	Immostar	1 103 254.00
2018	Réfection extérieure 4 bâtiments	Office municipal d'habitation Baie-Comeau	2 075 880.00
2018	Réfection des ouvertures phase 2 Polyvalente des Berges	Commission scolaire de l'Estuaire	620 864.00
2018	Unité satellite d'hémodialyse Hôpital Le Royer	Centre intégré de santé et services sociaux C-N	747 434.00
2018	Réfection intérieure et extérieure Marché Lasalle	COOP Osmia	87 000.00
2017	Réfection intérieure et extérieure CFP Forestville	Commission scolaire de l'Estuaire	5 411 000.00
2017	Construction refuge animal Le Chapitou	Société d'expansion de Baie-Comeau	780 000.00
2017	Remise en état centre de détention	Société québécoise des infrastructures	139 000.00
2017	Réfection portes et fenêtres polyvalente des Baies	Commission scolaire de l'Estuaire	485 000.00
2017	Réfection vestiaires et gymnase polyvalente des Baies	Commission scolaire de l'Estuaire	505 000.00
2017	Réfection vestiaires sportifs polyvalente des Baies	Commission scolaire de l'Estuaire	620 000.00
2017	Réfection vestiaires filles polyvalente des Berges	Commission scolaire de l'Estuaire	335 000.00
2017	Réfection salle toilette et gymnase école Trudel	Commission scolaire de l'Estuaire	383 000.00
2017	Décontamination salle de tir Sûreté du Québec B-C	Société québécoise des infrastructures	215 000.00

ANNÉE	DESCRIPTION DES TRAVAUX	PROPRIÉTAIRE	Valeur soumissionné$ 50 000 $ et plus (sans taxe)
2016	Réfection édifice Albert-Deschenes phase 4	Commission scolaire de l'Estuaire	1 630 000.00
2016	Réaménagement bureaux Manic 1	Hydro-Québec	220 000.00
2016	Réfection Aubainerie	Aubainerie	73 000.00
2016	Réfection des locaux Dépannage de l'Anse	Dépannage de l'Anse	86 000.00
2016	Réfection des portes à l'hôpital Le Royer	CISSS Côte-Nord	192 000.00
2016	Démolition Centre Henri-Desjardins	Roland Munger inc./Ville de Baie-Comeau	126 000.00
2016	Usine d'eau potable Ville de Baie-Comeau	Entreprises R & G St-Laurent Inc./Ville de Baie-Comeau	3 640 000.00
2016	Projet de sécurisation postes Abitibi-Némiscau	Morin Électrique inc./Hydro-Québec	150 000.00
2016	Réfection de l'enveloppe extérieure phase 3 Édifice Albert-Deschênes	Commission scolaire de l'Estuaire	1 080 000.00
2016	Projet de sécurisation postes Arnaud-Chénier	Morin Électrique inc./Hydro-Québec	70 000.00
2016	Réfection vestiaires gymnase Polyvalente des Berges	Commission scolaire de l'Estuaire	220 000.00
2016	Réfection extérieure Polyvalente des Rivières	Commission scolaire de l'Estuaire	911 000.00

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Date d'émission : 28 octobre 2021

Numéro : 500002857-042

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les Entreprises G&M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Gabriel Bassé, président Téléphone : 418-297-3079

Appel d'offres : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan - 2021-46

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'assurance Travelers du Canada N° AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Jessica Lachance-Aubé, mandataire Téléphone : 418 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution, après avoir pris connaissance de la soumission pour l'appel d'offres identifié ci-haut devant être présentée par le Soumissionnaire au plus tard le 12 novembre 2021 ou à toute date ultérieure en cas de report de la date limite pour la réception des soumissions, à la Ville de Baie-Comeau (ci-après appelée le « Donneur d'ordre »), se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution, à défaut de la part du Soumissionnaire d'accepter un contrat conforme à sa soumission ou à défaut de fournir les garanties requises, le cas échéant, dans les délais requis, s'oblige à payer au Donneur d'ordre une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le Donneur d'ordre, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

b) Le Soumissionnaire dont la soumission a été acceptée devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

c) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

d) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

Le Soumissionnaire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE ET LA CAUTION, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À Québec, CE 28.E JOUR DE octobre 20.21.

Les Entreprises G&M Laplante Ltée
SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
Gabriel Bossé, président

Témoin

La Compagnie d'assurance Travelers du Canada
CAUTION

Par : _____
Jessica Lachance-Aubé, mandataire

Témoin

Cautionnement
Tél 514.875.0600
Sans frais 800.361.9427
Téléc 514.875.0666

La Compagnie d'Assurance Travelers du Canada
1010, rue de la Gauchetière ouest
Bureau 1100
Montréal (Québec) H3B 2N2
www.travelerscanada.ca

LETTRE D'ENGAGEMENT

Numéro : 500002857-042

ATTENDU QUE Les Entreprises G&M Laplante Ltée,ci-après appelé le Débiteur Principal, a présenté une soumission par écrit à Ville de Baie-Comeau, ci-après appelé le Bénéficiaire, en date du 12 novembre 2021 pour Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan - 2021-46 et c'est la condition de la présente lettre d'engagement que, si le Débiteur Principal fait accepter ladite soumission dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de clôture de la soumission, **LA COMPAGNIE D'ASSURANCE TRAVELERS DU CANADA** ci-après appelée la Caution, une société incorporée en vertu des lois du Canada et dûment autorisée à se rendre caution dans la Province de Québec, à titre de Caution, s'engage à émettre pour le Débiteur Principal, si le Débiteur Principal conclut un contrat par écrit (le « Contrat ») avec le Bénéficiaire, les cautionnements suivants :

1. Un cautionnement d'exécution pour (cinquante pour cent (50%) du prix du Contrat n'excédant pas la somme maximale de n/a(n/a$)

2. Un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux pour (cinquante pour cent (50 %) du prix du Contrat n'excédant pas la somme maximale de n/a (n/a$)

C'est la condition de cette Lettre d'Engagement que le Bénéficiaire doit demander le(s) dit(s) cautionnement(s) dans les trente (30) jours suivant l'adjudication du Contrat ou sa signature par le Débiteur Principal; autrement, la présente lettre d'engagement est nulle et sans effet.

EN FOI DE QUOI, la Caution a signé et scellé cette Lettre d'engagement le 28e jour de octobre 2021.

SIGNÉ et SCELLÉ
en présence de

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE TRAVELERS DU CANADA

Caroline Desrosiers, Témoin

Jessica Lachance-Aubé, Mandataire

ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

Date d'émission : _____

Numéro : _____

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

Appel d'offres : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan - 2021-46

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : _____ N° AMF : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution garantit de façon irrévocable au Donneur d'ordre le paiement des sommes qui lui seront dues par le Soumissionnaire advenant le défaut de ce dernier d'accepter un contrat conforme à son offre ou de fournir les garanties exigées dans les délais requis.

Les deux seules conditions pour que la présente garantie soit réalisable sont : soit le défaut d'accepter un contrat conformément à son offre, soit le défaut de produire les garanties requises.

Après réception d'une demande écrite de paiement dans laquelle la date d'ouverture des offres devra être mentionnée, la Caution s'engage à acquitter ces sommes. Toutefois, en aucun cas l'engagement total de la Caution en vertu des présentes ne devra dépasser une somme équivalant à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

La présente garantie demeurera en vigueur durant une période de QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à la Caution par le Donneur d'ordre.

Par : _____ Par : _____
(Signataire autorisé) *(Signataire autorisé)*

SERA FOURNI APRÈS L'ADJUDICATION DU CONTRAT.

ANNEXE 4.02 A - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

Date d'émission : _____

Numéro : _____

ADJUDICATAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

Contrat : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan - 2021-46

L'adjudicataire est ci-après désigné comme étant l' « Adjudicataire ».

CAUTION

Nom : _____ N° AMF : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

a) La Caution, après avoir pris connaissance du contrat dûment octroyé par la Ville de Baie-Comeau (ci-après appelée le « Donneur d'ordre »), s'oblige solidairement avec l'Adjudicataire envers le Donneur d'ordre à exécuter le contrat y compris, et sans limitation, toutes les obligations relevant des garanties, pour la réalisation de l'ouvrage décrit ci-dessus conformément à l'appel d'offres, la Caution ne pouvant en aucun cas être appelée à payer plus que ..... dollars (..... $)

b) La Caution consent à ce que le Donneur d'ordre et l'Adjudicataire puissent en tout temps faire des modifications au contrat, sous réserve du droit de la Caution d'en être informée sur demande conformément à l'article 2345 du Code civil, et elle consent également à ce que le Donneur d'ordre accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.

c) Au cas d'inexécution du contrat par l'Adjudicataire, y compris les travaux relevant des garanties, la Caution assume les obligations de l'Adjudicataire et, le cas échéant, entreprend et poursuit les travaux

requis dans les 15 jours de l'avis écrit qui lui est donné à cet effet par le Donneur d'ordre, à défaut de quoi le Donneur d'ordre peut faire compléter les travaux et la Caution doit lui payer tout excédent du prix arrêté avec l'Adjudicataire pour l'exécution du contrat.

d) Le présent cautionnement couvre tout défaut dénoncé par un avis écrit du Donneur d'ordre à l'Adjudicataire avant la fin de la deuxième année suivant la réception de l'ouvrage au sens de l'article 2110 du Code civil.

e) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

f) l'Adjudicataire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et sans effet.

EN FOI DE QUOI, L'ADJUDICATAIRE ET LA CAUTION, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À ....., CE …E JOUR DE ..... 20… .

ADJUDICATAIRE

_____ _____

Témoin .....

CAUTION

_____ _____

Témoin .....

ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES

Date d'émission : _____

Numéro : _____

ADJUDICATAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

Contrat : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan - 2021-46

L'adjudicataire est ci-après désigné comme étant l' « Adjudicataire ».

CAUTION

Nom : _____ N° AMF : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

a) La Caution, après avoir pris connaissance du contrat dûment octroyé par la Ville de Baie-Comeau (ci-après appelée le « Donneur d'ordre »), s'oblige solidairement avec l'Adjudicataire envers le Donneur d'ordre à payer directement les créanciers définis ci-après, la Caution ne pouvant en aucun cas être appelée à payer plus que ..... dollars (..... $)

b) Par créancier, on entend:

i) tout sous-contractant de l'Adjudicataire;

ii) toute personne physique ou toute personne morale qui a vendu ou loué à l'Adjudicataire ou à ses sous-contractants des services, des matériaux ou du matériel destinés exclusivement à l'ouvrage,

le prix de location de matériel étant déterminé uniquement selon les normes courantes de l'industrie de la construction;

iii) tout fournisseur de matériaux spécialement préparés pour cet ouvrage et pour ce contrat;

iv) la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, en ce qui concerne les cotisations découlant de ce contrat;

v) la Commission de la construction du Québec, en ce qui concerne les cotisations découlant de ce contrat.

c) La Caution consent à ce que le Donneur d'ordre et l'Adjudicataire puissent en tout temps faire des modifications au contrat, sous réserve du droit de la Caution d'en être informée sur demande conformément à l'article 2345 du Code civil, et elle consent également à ce que le Donneur d'ordre accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.

d) Sous réserve du paragraphe *c)*, aucun créancier n'a de recours direct contre la Caution que s'il lui a adressé, ainsi qu'à l'Adjudicataire, une demande de paiement dans les 120 jours suivants la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel.
Tout créancier qui n'a pas un contrat directement avec l'Adjudicataire n'a de recours direct contre la Caution que s'il a avisé par écrit l'Adjudicataire de son contrat dans un délai de 60 jours du commencement de la location ou de la livraison des services, des matériaux ou du matériel, tel avis devant indiquer l'ouvrage concerné, l'objet du contrat, le nom du sous-contractant, et le Donneur d'ordre concerné.
Un sous-contractant n'a de recours direct contre la Caution pour les retenues qui lui sont imposées par l'Adjudicataire que s'il a adressé une demande de paiement à la Caution et à l'Adjudicataire dans les 120 jours suivants la date à laquelle ces retenues étaient exigibles.

e) Tout créancier peut poursuivre la Caution après l'expiration des 30 jours qui suivent l'avis prévu au paragraphe *d)*, pourvu que la poursuite ne soit pas intentée avant les 90 jours de la date à laquelle les travaux du créancier ont été exécutés ou de la date à laquelle les derniers services, matériaux ou matériel ont été fournis;

f) Tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes a pour effet de réduire d'autant le montant du présent cautionnement.

g) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

h) l'Adjudicataire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et sans effet.

EN FOI DE QUOI, L'ADJUDICATAIRE ET LA CAUTION, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À ....., CE …E JOUR DE ..... 20… .

ADJUDICATAIRE

_____ _____

Témoin .....

CAUTION

Témoin	.....

ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CNESST

Le 12 novembre 2021

Direction régionale de la Côte-Nord
Bureau 236
700, boulevard Laure
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y1
Tél. : 418 964-3939 ou 1 800 267-9014
Téléc. : 866 331-5886

Monsieur Gabriel Bossé
Les entreprises G. & M. Laplante ltée
1459, boulevard Industriel
Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 12 novembre 2021, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ

Titre : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
Numéro : 2021-46

(Voir le formulaire intitulé Déclaration du soumissionnaire utilisé ci-joint)

Déclaration du soumissionnaire

CE DOCUMENT DOIT ÊTRE OBLIGATOIREMENT SIGNÉ ET ASSERMENTÉ LORS DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la « soumission ») à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

pour :

RÉAMÉNAGEMENT DU 1000-1010 RUE DE MINGAN
Appel d'offres : 2021-46

suite à l'appel d'offres lancé par :

Ville de Baie-Comeau

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de Les Entreprises G & M Laplante Ltée que :

(Nom du soumissionnaire [ci-après le « soumissionnaire »])

1) j'ai lu, je comprends et je suis au fait que ce document fait partie intégrante du présent appel d'offres et qu'il doit être signé et assermenté sous peine de non-conformité;

2) je sais que la soumission ci-jointe peut être disqualifiée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;

3) je sais que le contrat, s'il m'est octroyé, peut être résilié si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards ;

4) je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe et je joins ma résolution.

5) toutes les personnes dont les noms apparaissent sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;

Initiales

6) aux fins de la présente déclaration et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot «concurrent» s'entend de tout organisme ou personne, autre que le présent soumissionnaire:

(a) qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;

(b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;

7) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent; ☑

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements; ☐

8) sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;

(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;

(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;

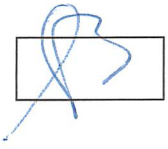
(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;

à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

9) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par la ville ou spécifiquement divulgués conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

10) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit lors de l'octroi du contrat, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer en conformité avec l'alinéa 7(b).

11) Le soumissionnaire déclare, qu'à sa connaissance et après vérifications sérieuses, qu'aucune tentative d'influence, manœuvre d'influence ou pression indue ou tentative d'obtenir de l'information relative à un appel d'offres auprès du comité de sélection n'a été effectuée à aucun moment, par lui, un de ses employés, dirigeant, administrateur ou actionnaire et ce, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier sa soumission ;

Initiales 

12) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a en aucun moment, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité pour quelque motif que ce soit ; ☑

(b) qu'il a, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité soit : ☐

_____

_____

_____

Pour les motifs suivants :

_____

_____

_____

13) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il est un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) tel qu'il appert de la preuve jointe à la présente attestation ☐

(b) qu'il n'est pas un lobbyiste enregistré au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) ☑

14) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a personnellement, ni aucun de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants, de liens familiaux, financiers, d'affaires ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou des membres du conseil, un ou des dirigeants ou un ou des employés de la Ville ; ☑

Initiales

(b) qu'il a personnellement ou par le biais de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants des liens familiaux, financiers ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec les membres du conseil, les dirigeants et/ou employés suivants de la ville : ☐

Noms	**Nature du lien ou de l'intérêt**
_____	_____
_____	_____
_____	_____

15) Le soumissionnaire déclare que lui-même, ses sous-traitants, ses filiales ou sociétés apparentées faisant partie du périmètre comptable de la ville, ne retiendront, en aucun moment pendant une période d'un (1) an précédent ou suivant l'affichage de cet appel d'offres, les services d'un employé, un dirigeant de la ville ou toute corporation paramunicipale ainsi que les membres du conseil municipal ayant participé à l'élaboration de cet appel d'offres.

Gabriel Bossé
(Nom de la personne autorisée par le soumissionnaire)

Président
(Titre)

(Signature)

12 novembre 2021
(Date)

Assermenté(e) devant moi à Baie-Comeau
ce 12 ième jour de novembre 20 21

Commissaire à l'assermentation pour le district de Québec

Marielle Bouchard
209720
COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
Pour le Québec
Québec

Initiales

ANNEXE 7.00 - LISTE DES MEMBRES DU REGROUPEMENT DE PERSONNES

Titre : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
Numéro : 2021-46

(le SOUMISSIONNAIRE qui prend la forme d'un Regroupement de Personnes doit compléter la présente annexe et la joindre à sa Soumission)

Le SOUMISSIONNAIRE est un Regroupement de Personnes dont les membres sont les suivants :

À remplir pour chaque membre du Regroupement de Personnes			
Nom	**Numéro de téléphone**	**NEQ**	**Adresse**

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

LES ENTREPRISES
G&M LAPLANTE LTÉE
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL R.B.Q. 1827-5958-65
CONSTRUCTION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

certifié
ISO
9001 :2015

FORMULE DE RESOLUTION POUR AUTORISATION DE SIGNATURE

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de la compagnie : **Les Entreprises G & M Laplante ltée** tenue à Baie-Comeau le 12 novembre 2021. À laquelle il y avait quorum, il a été proposé, secondé et résolu que **Monsieur Gabriel Bossé, président** soit autorisé à signer pour et au nom de la compagnie tous les documents relatifs à la soumission et/ou au contrat :

Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan / 2021-46

Copie certifiée conforme

Gabriel Bossé, président et secrétaire

1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Qc) G5C 1B8 Téléphone : 418-589-5196 Télécopieur : 418-589-5198
Courriel : gml@gmlaplante.com

ANNEXE 7.00 - PROCURATION DES MEMBRES DU REGROUPEMENT DE PERSONNES

Titre : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
Numéro : 2021-46

Nous, soussignés, autorisons le représentant du Regroupement de Personnes, soit M. [ou Mme] ..... (*indiquer le nom*), à signer la Soumission, pour et au nom du Regroupement de Personnes et, s'il y a lieu, les ententes à intervenir suite à l'Appel d'Offres identifié ci-haut ainsi que tout document accessoire, nécessaire ou utile, afin de donner suite à la présente procuration.

Fait à ....., le ..... (JJ/MM/AAAA)

Membre #1 du Regroupement de Personnes : .....

Nom du représentant autorisé du membre #1 : ..... (en lettres moulées)

Signature du représentant autorisé du membre #1 : .....

Membre #2 du Regroupement de Personnes : .....

Nom du représentant autorisé du membre #2 : ..... (en lettres moulées)

Signature du représentant autorisé du membre #2 : .....

Membre #3 du Regroupement de Personnes : .....

Nom du représentant autorisé du membre #3 : ..... (en lettres moulées)

Signature du représentant autorisé du membre #3 : .....

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
Numéro : 2021-46

(le SOUMISSIONNAIRE qui prévoit confier une partie de l'exécution du Contrat à des Sous-Contractants doit compléter la présente annexe et la joindre à sa Soumission)

Les Sous-Contractants suivants sont proposés dans notre Soumission pour le présent Appel d'Offres :

(ajouter des lignes dans le tableau au besoin)

Nom du Sous-Contractant	NEQ du Sous-Contractant	Adresse du Sous-Contractant	Montant du Sous-Contrat	Date du Sous-Contrat *
FCN Électrique		Baie-Comeau	338 995.00	
Plomberie O'Max		Baie-Comeau	301 164.00	
Galerie du tapis		Baie-Comeau	115 450.00	
Ébénisterie A.Dufour		Baie-Comeau	165 281.00	
Ferblanterie de Matane		Baie-Comeau	258 000.00	

** la colonne « Date du Sous-Contrat » doit être remplie à la suite de l'adjudication du Contrat seulement.*

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTEE
1459, BOUL. INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QUEBEC) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 309170-FMBB-0846765
Date et heure de délivrance de l'attestation : 29 septembre 2021 à 13 h 6 min 56 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 décembre 2021

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre : Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan
Numéro : 2021-46

Tout SOUMISSIONNAIRE ayant un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avec sa Soumission, une attestation de Revenu Québec valide et n'ayant pas été délivrée après la date et l'heure limites de réception des Soumissions.

Tout SOUMISSIONNAIRE n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit, en lieu et place de l'attestation de Revenu Québec, remplir et signer le présent formulaire et le joindre à sa Soumission.

Je, soussigné(e), ... (nom de la personne autorisée par le SOUMISSIONNAIRE), ... (titre), en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

AU NOM DE : ..... (nom du SOUMISSIONNAIRE)

Je déclare ce qui suit :

a) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

b) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

c) je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

d) je reconnais que le SOUMISSIONNAIRE est inadmissible à présenter une Soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé :

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 **Numéro de validation : 1-5785183818**

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.1.2	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.1.1	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.7	Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7	Ventilation résidentielle

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Donald Tremblay

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers

Félix Lefrançois

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Gabriel Bossé

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Sébastien Nadeau

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 4 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 **Numéro de validation : 1-5785183818**

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

-------- 9 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda
Addenda no1 (devis et plans d'ingénierie)	15 octobre 2021
Addenda no2 (devis et plans)	22 octobre 2021
Addenda no3 (devis, plans et bordereau prix ventilés)	29 octobre 2021
Addenda no4 (devis)	3 novembre 2021
Addenda no5 (devis et plans)	4 novembre 2021
Addenda no6 (devis)	4 novembre 2021

Gabriel Bossé, président

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Imprimer

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 08 novembre 2021 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : 1143318542

Nombre de résultats trouvés : 1

Cliquez sur le nom de l'entreprise pour accéder à sa fiche de renseignements.

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE		1143318542	3000486885	1459, BOUL INDUSTRIEL	BAIE COMEAU	QC	G5C 1B8	CANADA

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Certificat d'enregistrement

Nous attestons par la présente qu'enregistrement CWB a enregistré le système de management de la qualité de:

LES ENTREPRISES G&M LAPLANTE LTÉE

1459 Boul. Industriel, Baie-Comeau, QC G5C 1B8

en vertu de la norme sur le système de management de la qualité:

ISO 9001:2015

Enregistrement initial	Date d'émission	Date d'échéance	Numéro du certificat
20 mai 1997	25 août 2021	25 août 2024	Q3240

Portée : Entrepreneur général: construction commerciale, institutionnelle, industrielle, residentielle et génie civile.

CWB | enregistrementcwb

SCC Accredited CB-MS OCSM Accrédité CCN

Registraire

Registered by CWB cwbregistration Enregistrée par

Les modalités régissant l'enregistrement et l'utilisation de ce certificat sont définies dans le contrat signé entre Enregistrement CWB et le détenteur.
Communiquez avec le détenteur du certificat pour obtenir plus d'information sur le champ d'application et les limites de l'enregistrement.

Enregistrement CWB, 8260 Park Hill Drive, Milton (Ontario) Canada L9T 5V7, tél. : 1-800-844-6790, téléc. : (905) 542-1318, site Web : www.cwbgroup.org.

COPIE PARTICIPANT

Ville de Baie-Comeau

ATTESTATION DE PRÉSENCE À LA VISITE SUPERVISÉE DES LIEUX

Numéro d'appel d'offres :	2021-46	Date de la visite :	2021-10-27
Titre du projet :	Réaménagement 1000-1010 rue de Mingan	Heure d'arrivée : du participant	8h00
		Heure de départ : du participant	8h40

Nom de l'entreprise participante : Les entreprises G&M Laplante ltée

Nom du représentant de l'entreprise : Félix Lefrançois/Gabriel Bossé

Signature du participant

Signature du représentant de la Ville de Baie-Comeau

Ville de
Baie-Comeau

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa Soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 2022-30

Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

Nom du Soumissionnaire

(Les Entreprises G & M Laplante Ltée)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 5
0.00 INTERPRÉTATION 5
1.00 OBJET. 5
2.00 PRIX PROPOSÉ 5
2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5
4.00 SÛRETÉS 5
4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution et des obligations 6
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6
7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7
10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7
11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7
13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 7
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 8
15.00 DURÉE. 8
16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX 9
ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ 10
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 11
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE 13
ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT 15
ANNEXE 4.02 A - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION 17
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES 19
ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 22
ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 23
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ 24
ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION 28
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 29
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC 30
ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC 31
ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS 32
ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA 33

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres nº 2022-30.

PRÉSENTÉ PAR :

Nom complet du SOUMISSIONNAIRE tel qu'indiqué au REQ :

Les Entreprises G & M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Téléphone : 418-589-5196 **Télécopieur :** 418-589-5198

Site internet : _____ **Courriel corporatif :** gml@gmlaplante.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1143318542

Numéro de licence RBQ : 1827-5958-65

TPS/TVH : R103148268 **TVQ :** 1001413739

STATUT JURIDIQUE

☑ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Regroupement de Personnes (seulement si permis par la clause « Regroupement de Personnes » de la Régie de l'Appel d'Offres)**		
☐ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) : _____
☐ **Organisme à but non lucratif (OBNL)**		

Nom du représentant : Félix Lefrançois

Titre : Chargé de projet **Courriel :** gml@gmlaplante.com

Téléphone : 418-589-5196 **Cellulaire :** 418-297-3778

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

Autorisation de signer la Soumission

Tel que prévu à la Régie de l'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE doit joindre au Formulaire de Soumission une résolution ou une procuration désignant la ou les personne(s) physique(s) autorisée(s) à signer la Soumission.

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Travaux recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appel d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste
☐ Traite bancaire
☑ Cautionnement de soumission (annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution et des obligations

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint à sa Soumission une lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services (annexe 4.02 du Formulaire de Soumission).

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) le Bordereau de Prix ventilé;

c) la garantie de soumission;

d) la lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

e) le formulaire « Attestation d'Intégrité » (« Déclaration du soumissionnaire »);

f) une copie de la licence délivrée par la RBQ dans la ou les catégories appropriées;

g) s'il prévoit sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, la liste des Sous-Contractants;

h) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

i) la résolution ou la procuration autorisant la signature de la Soumission;

j) l'attestation de Revenu Québec, s'il a un établissement au Québec;

k) le formulaire « Absence d'établissement au Québec », s'il n'a pas d'établissement au Québec;

l) la validation de conformité de la CNESST;

m) s'il n'a pas l'obligation de s'inscrire à la CNESST, le formulaire « Absence de lettre de validation de conformité de la CNESST »;

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le

DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requise par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION AUX FINS DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Baie-Comeau, CE 16E JOUR DE juin 2022.

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Félix Lefrançois
(Nom en lettres moulées)

Chargé de projet
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

IMPORTANT

Seuls le Formulaire de Soumission et ses annexes doivent être retournés au DONNEUR D'ORDRE au moment du dépôt de la Soumission. Il n'est pas nécessaire de retourner la Régie de l'Appel d'Offres et le Contrat au DONNEUR D'ORDRE.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie
- **Numéro** : 2022-30

LE SOUMISSIONNAIRE S'ENGAGE À EXÉCUTER LE CONTRAT POUR UN MONTANT TOTAL FORFAITAIRE ÉTABLI COMME SUIT :

MONTANT SANS TAXES : 569,666.86

TPS (5%) : 28,483.34

TVQ (9,975%) : 56,824.27

MONTANT TOTAL AVEC TAXES :

Six cent cinquante-quatre mille neuf cent soixante-quatorze dollars et quarante-sept cents — 654,974.47

(en lettres) *(en chiffres)*

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR SON REPRÉSENTANT AUTORISÉ, A SIGNÉ LES PRÉSENTES À Baie-Comeau, CE 16 E JOUR DE juin 20 22

Par : .....
(Signature du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE)

Félix Lefrançois
(Nom du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

Chargé de projet
(Fonction du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

Les Entreprises G & M Laplante Ltée
(Nom du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ

(Le SOUMISSIONNAIRE doit présenter une ventilation complète du prix forfaitaire soumis)

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-30

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

REMPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES
PISCINE PARC ST-NOM-DE-MARIE

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
1.0	**STRUCTURE**				
1.1		global	Démolition et réparation de béton, incluant les accessoires		200,362.23 $
1.2		global	Sablage et peinture de la plage		45,996.41 $
1.3		global	Sablage et peinturage de la piscine		76,463.83 $
2.0	**MÉCANIQUE ET ÉLECTRICITÉ**				
2.1		global	Ventilation		21,014.50 $
2.2		global	Plomberie et systèmes de traitement		130,303.07 $
2.3		global	Électricité		84,544.13 $
3.0	**CIVIL**				$
3.1		**global**	**Tuyau d'alimentation 20 mm et robinet prise d'eau**		10,982.69 $
				SOUS-TOTAL :	569,666.86 $
				TPS (5 %) :	28,483.34 $
				TVQ (9,975 %) :	56,824.27 $
				MONTANT TOTAL :	654,974.47 $

Addenda 4
Révisé le 9 juin 2022

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Date d'émission : 3 juin 2022

Numéro : 500002978-007

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les Entreprises G&M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Félix Lefrançois Téléphone : 418-297-3778

Appel d'offres : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie - 2022-30

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'assurance Travelers du Canada N° AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Jessica Lachance-Aubé, mandataire Téléphone : 418 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution, après avoir pris connaissance de la soumission pour l'appel d'offres identifié ci-haut devant être présentée par le Soumissionnaire au plus tard le 09 juin 2022 ou à toute date ultérieure en cas de report de la date limite pour la réception des soumissions, à la Ville de Baie-Comeau (ci-après appelée le « Donneur d'ordre »), se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution, à défaut de la part du Soumissionnaire d'accepter un contrat conforme à sa soumission ou à défaut de fournir les garanties requises, le cas échéant, dans les délais requis, s'oblige à payer au Donneur d'ordre une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le Donneur d'ordre, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

b) Le Soumissionnaire dont la soumission a été acceptée devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

c) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

d) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

Le Soumissionnaire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE ET LA CAUTION, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À Québec, CE 3 E JOUR DE juin 2022.

Les Entreprises G&M Laplante Ltée
SOUMISSIONNAIRE

Témoin

Par : _____
Félix Letrançois, Chargé de projet

Témoin

La Compagnie d'assurance Travelers du Canada
CAUTION

Par : _____
Jessica Lachance-Aubé, mandataire

ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

Date d'émission : _____

Numéro : _____

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

Appel d'offres : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie - 2022-30

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : _____ N° AMF : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution garantit de façon irrévocable au Donneur d'ordre le paiement des sommes qui lui seront dues par le Soumissionnaire advenant le défaut de ce dernier d'accepter un contrat conforme à son offre ou de fournir les garanties exigées dans les délais requis.

Les deux seules conditions pour que la présente garantie soit réalisable sont : soit le défaut d'accepter un contrat conformément à son offre, soit le défaut de produire les garanties requises.

Après réception d'une demande écrite de paiement dans laquelle la date d'ouverture des offres devra être mentionnée, la Caution s'engage à acquitter ces sommes. Toutefois, en aucun cas l'engagement total de la Caution en vertu des présentes ne devra dépasser une somme équivalant à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

La présente garantie demeurera en vigueur durant une période de QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à la Caution par le Donneur d'ordre.

Par : _____ Par : _____
(Signataire autorisé) *(Signataire autorisé)*

ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT

Date d'émission : 3 juin 2022

Numéro : 500002978-007

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les Entreprises G&M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Félix Lefrançois Téléphone : 418-297-3778

Appel d'offres : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie - 2022-30

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'assurance Travelers du Canada N° AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Jessica Lachance-Aubé, mandataire Téléphone : 418 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

a) Le Soumissionnaire a présenté une soumission écrite au Donneur d'ordre en lien avec l'appel d'offres identifié ci-haut.

b) À condition que la soumission présentée pour cet appel d'offres soit acceptée dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours suivant la date limite de réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, la Caution s'engage envers le Donneur d'ordre à accorder au Soumissionnaire les cautionnements suivants :

i) Cautionnement d'exécution pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

ii) Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

c) Le présent engagement est sans effet, à moins que la demande écrite pour les cautionnements ne soit faite par le Donneur d'ordre à l'Adjudicataire dans les trente (30) jours suivant l'attribution du marché.

d) La présente lettre d'engagement est remise simultanément avec la soumission et doit être considérée comme en faisant partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION, PAR SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À . Québec . . . . . , CE . 3. E JOUR DE juin. . . . . 2022. .

La Compagnie d'assurance Travelers du Canada

Par : _____
CAUTION Jessica Lachance-Aubé, mandataire

ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CNESST

Le 6 juin 2022

Direction régionale de la Côte-Nord
Bureau 236
700, boulevard Laure
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y1
Tél. : 418 964-3939 ou 1 800 267-9014
Téléc. : 866 331-5886

Monsieur Gabriel Bossé
Les entreprises G. & M. Laplante ltée
1459, boulevard Industriel
Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 6 juin 2022, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

Titre : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie
Numéro : 2022-30

Nom du soumissionnaire :

_____
(ci-après, le « SOUMISSIONNAIRE »)

Je, soussigné(e),

_____
(prénom et nom du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

_____
(titre du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE, en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe du SOUMISSIONNAIRE suite à l'Appel d'Offres indiqué ci-dessus, atteste, au nom du SOUMISSIONNAIRE, que les déclarations ci-après sont complètes et exactes :

1. Le SOUMISSIONNAIRE n'emploie aucun travailleur au sens de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, c. A-3.001).

2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

3. Je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé et daté la présente attestation, comme suit :

_____
(Signature)

_____
(Prénom et nom complets en lettres moulées ou dactylographiées)

_____
(Date)

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ

Titre : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie
Numéro : 2022-30

Déclaration du soumissionnaire

CE DOCUMENT DOIT ÊTRE OBLIGATOIREMENT SIGNÉ ET ASSERMENTÉ LORS DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la « soumission ») à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

pour :

REMPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES - PISCINE PARC ST-NOM-DE-MARIE
Appel d'offres : 2022-30

suite à l'appel d'offres lancé par :

Ville de Baie-Comeau

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de Les Entreprises G & M Laplante Ltée que :
(Nom du soumissionnaire [ci-après le « soumissionnaire »])

1) j'ai lu, je comprends et je suis au fait que ce document fait partie intégrante du présent appel d'offres et qu'il doit être signé et assermenté sous peine de non-conformité;

2) je sais que la soumission ci-jointe peut être disqualifiée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;

3) je sais que le contrat, s'il m'est octroyé, peut être résilié si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards ;

4) je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe et je joins ma résolution.

5) toutes les personnes dont les noms apparaissent sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;

6) aux fins de la présente déclaration et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot «concurrent» s'entend de tout organisme ou personne, autre que le présent soumissionnaire:

(a) qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;

(b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;

7) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent; ☑

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements; ☐

8) sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;

(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;

(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;

(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;

à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

9) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par la ville ou spécifiquement divulgués conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

10) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit lors de l'octroi du contrat, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer en conformité avec l'alinéa 7(b).

11) Le soumissionnaire déclare, qu'à sa connaissance et après vérifications sérieuses, qu'aucune tentative d'influence, manœuvre d'influence ou pression indue ou tentative d'obtenir de l'information relative à un appel d'offres auprès du comité de sélection n'a été effectuée à aucun moment, par lui, un de ses employés, dirigeant, administrateur ou actionnaire et ce, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier sa soumission ;

12) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a en aucun moment, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité pour quelque motif que ce soit ; ☑

(b) qu'il a, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité soit : ☐

_____

_____

_____

Pour les motifs suivants :

_____

_____

_____

13) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il est un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) tel qu'il appert de la preuve jointe à la présente attestation ☐

(b) qu'il n'est pas un lobbyiste enregistré au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) ☑

14) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a personnellement, ni aucun de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants, de liens familiaux, financiers, d'affaires ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou des membres du conseil, un ou des dirigeants ou un ou des employés de la Ville ; ☑

(b) qu'il a personnellement ou par le biais de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants des liens familiaux, financiers ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec les membres du conseil, les dirigeants et/ou employés suivants de la ville : ☐

Noms	Nature du lien ou de l'intérêt

15) Le soumissionnaire déclare que lui-même, ses sous-traitants, ses filiales ou sociétés apparentées faisant partie du périmètre comptable de la ville, ne retiendront, en aucun moment pendant une période d'un (1) an précédent ou suivant l'affichage de cet appel d'offres, les services d'un employé, un dirigeant de la ville ou toute corporation paramunicipale ainsi que les membres du conseil municipal ayant participé à l'élaboration de cet appel d'offres.

Félix Lefrançois
(Nom de la personne autorisée par le soumissionnaire)

Chargé de projet
(Titre)

(Signature)

16 juin 2022
(Date)

Assermenté(e) devant moi à Baie-Comeau

ce 16 ième jour de juin 20 22

Marielle Bouchard
209720
COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
Pour le Québec

Commissaire à l'assermentation pour le district de Québec

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

LES ENTREPRISES
G&M LAPLANTE LTÉE
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL R.B.Q. 1827-5958-65
CONSTRUCTION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

ISO 9001 : 2015 CWB enregistrementcwb ENREGISTRÉ

FORMULE DE RESOLUTION POUR AUTORISATION DE SIGNATURE

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de la compagnie : **Les Entreprises G & M Laplante ltée** tenue à Baie-Comeau le 16 juin 2022. À laquelle il y avait quorum, il a été proposé, secondé et résolu que **Monsieur Félix Lefrançois** soit autorisé à signer pour et au nom de la compagnie tous les documents relatifs à la soumission et/ou au contrat :

Remplacement des équipements électriques et mécaniques – Piscine parc St-Nom-de-Marie # 2022-30

Copie certifiée conforme

Gabriel Bossé, président et secrétaire

1459, boulevard Industriel Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8
Téléphone : 418-589-5196 Télécopieur : 418-589-5198 Courriel : gml@gmlaplante.com

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie
Numéro : 2022-30

(le SOUMISSIONNAIRE qui prévoit confier une partie de l'exécution du Contrat à des Sous-Contractants doit compléter la présente annexe et la joindre à sa Soumission)

Les Sous-Contractants suivants sont proposés dans notre Soumission pour le présent Appel d'Offres :

(ajouter des lignes dans le tableau au besoin)

Nom du Sous-Contractant	NEQ du Sous-Contractant	Adresse du Sous-Contractant	Montant du Sous-Contrat	Date du Sous-Contrat *
Boréal électricien		Baie-Comeau	67 999.00	
Plomberie O'Max		Baie-Comeau	53 004.62	
Galerie du tapis		Baie-Comeau	75 945.00	
Peinture LSB		Saguenay	22 550.00	

** la colonne « Date du Sous-Contrat » doit être remplie à la suite de l'adjudication du Contrat seulement.*

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTEE
1459, BOUL. INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QUEBEC) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 309170-FMBB-0930132
Date et heure de délivrance de l'attestation : 1er juin 2022 à 13 h 11 min 57 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 septembre 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 3 décembre 2021

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE
A/S MONSIEUR GABRIEL BOSSÉ
1459, BOUL INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QC) G5C 1B8

N° de décision : 2021-DAMP-4064
N° de client : 3000486885

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **2 décembre 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre : Remplacement des équipements électriques et mécaniques - Piscine parc St-Nom-de-Marie
Numéro : 2022-30

Tout SOUMISSIONNAIRE ayant un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avec sa Soumission, une attestation de Revenu Québec valide et n'ayant pas été délivrée après la date et l'heure limites de réception des Soumissions.

Tout SOUMISSIONNAIRE n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit, en lieu et place de l'attestation de Revenu Québec, remplir et signer le présent formulaire et le joindre à sa Soumission.

Je, soussigné(e), ... (nom de la personne autorisée par le SOUMISSIONNAIRE), ... (titre), en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

AU NOM DE : ..... (nom du SOUMISSIONNAIRE)

Je déclare ce qui suit :

a) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

b) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

c) je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

d) je reconnais que le SOUMISSIONNAIRE est inadmissible à présenter une Soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé :

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ces documents à sa Soumission)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Donald Tremblay

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers

Félix Lefrançois

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Gabriel Bossé

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 — **Numéro de validation : 1-5785183818**

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.1.2 Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.1.1 Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre
1.4 Routes et canalisation
1.5 Structures d'ouvrages de génie civil
1.7 Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7 Ventilation résidentielle

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 **Numéro de validation : 1-5785183818**

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

-------- 9 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

RÉPONDANTS
Sébastien Nadeau

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 4 répondant(s) autorisé(s). ----------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Caroline Hardy
Secrétaire

ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda
Addenda # 1	25 mai 2022
Addenda # 2	1er juin 2022
Addenda # 3	9 juin 2022
Addenda # 4	9 juin 2022

Félix Lefrançois, chargé de projet

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

Certificat d'enregistrement

Nous attestons par la présente qu'enregistrement CWB a enregistré le système de management de la qualité de:

LES ENTREPRISES G&M LAPLANTE LTÉE

1459 Boul. Industriel, Baie-Comeau, QC G5C 1B8

en vertu de la norme sur le système de management de la qualité:

ISO 9001:2015

Enregistrement initial	Date d'émission	Date d'échéance	Numéro du certificat
20 mai 1997	25 août 2021	25 août 2024	Q3240

Portée : Entrepreneur général: construction commerciale, institutionnelle, industrielle, residentielle et génie civile.

CWB | enregistrementcwb

SCC Accredited CB-MS OCSM Accrédité CCN

Registraire

Registered by CWB cwbregistration Enregistrée par

Les modalités régissant l'enregistrement et l'utilisation de ce certificat sont définies dans le contrat signé entre Enregistrement CWB et le détenteur.
Communiquez avec le détenteur du certificat pour obtenir plus d'information sur le champ d'application et les limites de l'enregistrement.

Enregistrement CWB, 8260 Park Hill Drive, Milton (Ontario) Canada L9T 5V7, tél. : 1-800-844-6790, téléc. : (905) 542-1318, site Web : www.cwbgroup.org.

Ville de
Baie-Comeau

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa Soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 2022-42

Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

Nom du Soumissionnaire

(Les Entreprises G & M Laplante Ltée)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 5
0.00 INTERPRÉTATION 5
1.00 OBJET. 5
2.00 PRIX PROPOSÉ 5
2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5
4.00 SÛRETÉS 5
4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution et des obligations 6
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6
7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7
10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7
11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7
13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 7
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 8
15.00 DURÉE. 8
16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX 9
ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ 10
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 11
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE 13
ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT 15
ANNEXE 4.02 A - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION 17
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES 19
ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 22
ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 23
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ 24
ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION 25
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 26
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC 27
ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC 28
ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS 29
ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA 30

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres n° 2022-42.

PRÉSENTÉ PAR :

Nom complet du SOUMISSIONNAIRE tel qu'indiqué au REQ :

Les Entreprises G & M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel

Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Téléphone : 418-589-5196 **Télécopieur :** 418-589-5198

Site internet : _____ **Courriel corporatif :** gml@gmlaplante.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1143318542

Numéro de licence RBQ : 1827-5958-65

TPS/TVH : R103148268 **TVQ :** 1001413739

STATUT JURIDIQUE

☑ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Regroupement de Personnes (seulement si permis par la clause « Regroupement de Personnes » de la Régie de l'Appel d'Offres)**		
☐ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) : _____
☐ **Organisme à but non lucratif (OBNL)**		

Nom du représentant : Félix Lefrançois

Titre : Chargé de projet **Courriel :** gml@gmlaplante.com

Téléphone : 418-589-5196 **Cellulaire :** 418-297-3778

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

Autorisation de signer la Soumission

Tel que prévu à la Régie de l'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE doit joindre au Formulaire de Soumission une résolution ou une procuration désignant la ou les personne(s) physique(s) autorisée(s) à signer la Soumission.

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Travaux recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appel d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste
☐ Traite bancaire
☑ Cautionnement de soumission (annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution et des obligations

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint à sa Soumission une lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services (annexe 4.02 du Formulaire de Soumission).

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) le Bordereau de Prix ventilé;

c) la garantie de soumission;

d) la lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

e) le formulaire « Attestation d'Intégrité » (« Déclaration du soumissionnaire »);

f) une copie de la licence délivrée par la RBQ dans la ou les catégories appropriées;

g) s'il prévoit sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, la liste des Sous-Contractants;

h) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

i) la résolution ou la procuration autorisant la signature de la Soumission;

j) l'attestation de Revenu Québec, s'il a un établissement au Québec;

k) le formulaire « Absence d'établissement au Québec », s'il n'a pas d'établissement au Québec;

l) la validation de conformité de la CNESST;

m) s'il n'a pas l'obligation de s'inscrire à la CNESST, le formulaire « Absence de lettre de validation de conformité de la CNESST »;

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si

sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requise par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION AUX FINS DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Baie-Comeau, CE 18E JOUR DE août 20 22

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Félix Lefrançois
(Nom en lettres moulées)

Chargé de projet
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

IMPORTANT

Seuls le Formulaire de Soumission et ses annexes doivent être retournés au DONNEUR D'ORDRE au moment du dépôt de la Soumission. Il n'est pas nécessaire de retourner la Régie de l'Appel d'Offres et le Contrat au DONNEUR D'ORDRE.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau
- **Numéro** : 2022-42

LE SOUMISSIONNAIRE S'ENGAGE À EXÉCUTER LE CONTRAT POUR UN MONTANT TOTAL FORFAITAIRE ÉTABLI COMME SUIT :

MONTANT SANS TAXES : ..... 2,268,372.94 $ .....

TPS (5%) : ..... 113,418.65 $ .....

TVQ (9,975%) : ..... 226,270.20 $ .....

MONTANT TOTAL AVEC TAXES :

*****Deux millions six cent huit mille soixante et un dollars
et soixante-dix neuf cents*****

(en lettres) 2,608,061.79 $ *(en chiffres)*

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR SON REPRÉSENTANT AUTORISÉ, A SIGNÉ LES PRÉSENTES À Baie-Comeau, CE 18 E JOUR DE août 20 22

Par : .....
(Signature du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE)

Félix Lefrançois
(Nom du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

Chargé de projet
(Fonction du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

Les Entreprises G & M Laplante Ltée
(Nom du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ

(Le SOUMISSIONNAIRE doit présenter une ventilation complète du prix forfaitaire soumis)

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-42

AMÉNAGEMENT D'UNE PLACE PUBLIQUE
CENTRE-VILLE DU PLATEAU

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Phases 1 et 2					
1.1		global	Frais généraux – Organisation du chantier		192,390.00 $
Phase 1 – Bâtiment de services et aménagement du site					
2.1		global	Enlèvement et disposition de trottoirs existants		6,236.25 $
2.2		global	Enlèvement et disposition de pavage et bordures		6,297.25 $
3.1		global	Fondation et mur en béton armé		382,160.30 $
3.2		global	Dalle sur sol en béton armé intérieure		6,280.00 $
3.3		global	Poutre et dalle structurale en béton armé		120,200.00 $
6.1		global	Charpenterie		17,230.00 $
7.1		global	Isolation et étanchéité		26,448.00 $
7.2		global	Revêtement extérieur en bois		15,654.00 $
7.3		global	Toiture végétalisée		50,550.00 $
7.4		global	Solins et accessoires en tôle		2,200.00 $
7.5		global	Protection coupe-feu		200.00 $
8.1		global	Portes, cadres, quincaillerie		31,090.00 $

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-42

AMÉNAGEMENT D'UNE PLACE PUBLIQUE
CENTRE-VILLE DU PLATEAU

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
8.2		global	Murs rideaux vitrés		42,024.00 $
8.3		global	Vitrage		10,000.00 $
9.1		global	Système intérieur		18,960.00 $
9.2		global	Carreaux de céramique		12,350.00 $
9.3		global	Plafonds acoustiques		2,750.00 $
9.4		global	Peinture		6,950.00 $
10.1		global	Produits manufacturés		7,950.00 $
10.2		global	Signalisation - **architecture**		3,700.00 $
10.3		**global**	**Signalisation - civil**		3,800.00 $
22.1		global	Plomberie		38,450.00 $
23.1		global	Ventilation		49,710.00 $
26.1		global	Service et distribution électrique		99,510.44 $
26.2		global	Électricité du bâtiment		33,891.14 $
26.3		global	Services auxiliaires		4,493.45 $
26.4		global	Démantèlement - **électrique**		3,969.16 $

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-42

AMÉNAGEMENT D'UNE PLACE PUBLIQUE
CENTRE-VILLE DU PLATEAU

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
33.1		global	Service privé d'aqueduc		5,678.97 $
33.2		global	Service privé d'égout sanitaire		13,973.83 $
33.3		global	Service privé d'égout pluvial et puisards		50,553.76 $
33.4		global	Muret de soutènement et assise des bancs en béton		76,983.71 $
31.1 ~~33.5~~		global	Fourniture de pavé		110,643.81 $
31.2 ~~33.6~~		global	Fourniture de végétaux		28,560.50 $
31.3 ~~33.16~~		global	Fourniture d'arbres		4,162.10 $
31.4 ~~33.18~~		global	Terre pour toiture végétale		5,927.00 $
31.5		**global**	**Fourniture de mobilier**		22,850.00 $
			SOUS-TOTAL (PHASE 1 – BÂTIMENT DE SERVICES ET AMÉNAGEMENT DU SITE) :		1,514,777.67 $
Phase 1 – Scène					
3.4		global	Fondation en béton armé		26,949.68 $
3.5		global	Dalle sur sol en béton armé		27,788.13 $

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-42

AMÉNAGEMENT D'UNE PLACE PUBLIQUE
CENTRE-VILLE DU PLATEAU

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
6.2		global	Fourniture de la structure de bois lamellé – croisé		151,483.00 $
				SOUS-TOTAL (PHASE 1 – SCÈNE) :	206,220.81 $
				SOUS-TOTAL (PHASE 1) :	1,720,998.48 $
Phase 2 : Scène et aménagement du site					
5.11		global	Garde-corps		66,900.00 $
6.11		global	Charpenterie		5,000.00 $
6.12		global	Installation de la structure de scène		26,060.00 $
7.11		global	Isolation et étanchéité		4,015.00 $
7.12		global	Revêtement extérieur – **en aluminium**		53,780.00 $
7.13		global	Solins et accessoires en tôle		3,500.00 $
9.11		global	Peinture ~~(système de tubulaires et système CLT)~~		1,300.00 $
26.11		global	Distribution électrique de scène		28,798.88 $
26.12		global	Éclairage d'ambiance		48,362.45 $
32.1		global	Civil – Trottoir en béton de ciment		58,038.32 $
32.12		global	Civil – Bordure de béton de ciment		15,724.59 $

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-42

AMÉNAGEMENT D'UNE PLACE PUBLIQUE
CENTRE-VILLE DU PLATEAU

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
32.13		global	Civil – Ragréage d'asphalte		36,705.00 $
31.11 ~~33.12~~		global	Installation du pavé		111,558.68 $
31.12 ~~33.13~~		global	~~Banc – Surface en bois IPÉ~~ **Installation du mobilier**		972.50 $
31.13 ~~33.15~~		global	Plantation de végétaux		31,131.00 $
31.14 ~~33.17~~		global	Plantation d'arbres		6,776.88 $
31.15 ~~33.18~~		global	Terre végétale		34,309.00 $
31.16 ~~33.19~~		global	~~Gazonnement~~ - **Ensemencement**		12,925.00 $
31.17		**global**	**Zone de propreté**		1,517.16 $
				SOUS-TOTAL (PHASE 2) :	547,374.46 $
				SOUS-TOTAL :	2,268,372.94 $
				TPS (5 %) :	113,418.65 $
				TVQ (9,975 %) :	226,270.20 $
				MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION :	2,608,061.79 $

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Date d'émission : 10 août 2022

Numéro : 500002978-011

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les Entreprises G&M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Félix Lefrançois Téléphone : 418-297-3770

Appel d'offres : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau - 2022-42

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'assurance Travelers du Canada Nº AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Caroline Desrosiers, mandataire Téléphone : 418 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution, après avoir pris connaissance de la soumission pour l'appel d'offres identifié ci-haut devant être présentée par le Soumissionnaire au plus tard le 15 août 2022 ou à toute date ultérieure en cas de report de la date limite pour la réception des soumissions, à la Ville de Baie-Comeau (ci-après appelée le « Donneur d'ordre »), se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution, à défaut de la part du Soumissionnaire d'accepter un contrat conforme à sa soumission ou à défaut de fournir les garanties requises, le cas échéant, dans les délais requis, s'oblige à payer au Donneur d'ordre une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le Donneur d'ordre, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

b) Le Soumissionnaire dont la soumission a été acceptée devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

c) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

d) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

Le Soumissionnaire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE ET LA CAUTION, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À Québec, CE 10. E JOUR DE août 20.22 .

Les Entreprises G&M Laplante Ltée
SOUMISSIONNAIRE

M Bouchard
Témoin

Par : _____
Félix Lefrançois

La Compagnie d'assurance Travelers du Canada
CAUTION

Témoin

Par : Caroline Desrosiers
Caroline Desrosiers, mandataire

ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

Date d'émission : _____

Numéro : _____

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

Appel d'offres : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau - 2022-42

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : _____ N° AMF : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution garantit de façon irrévocable au Donneur d'ordre le paiement des sommes qui lui seront dues par le Soumissionnaire advenant le défaut de ce dernier d'accepter un contrat conforme à son offre ou de fournir les garanties exigées dans les délais requis.

Les deux seules conditions pour que la présente garantie soit réalisable sont : soit le défaut d'accepter un contrat conformément à son offre, soit le défaut de produire les garanties requises.

Après réception d'une demande écrite de paiement dans laquelle la date d'ouverture des offres devra être mentionnée, la Caution s'engage à acquitter ces sommes. Toutefois, en aucun cas l'engagement total de la Caution en vertu des présentes ne devra dépasser une somme équivalant à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

La présente garantie demeurera en vigueur durant une période de QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à la Caution par le Donneur d'ordre.

Par : _____ Par : _____
(Signataire autorisé) *(Signataire autorisé)*

ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT

Date d'émission : 10 août 2022

Numéro : 500002978-011

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les Entreprises G&M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Félix Le François Téléphone : 418-297-3778

Appel d'offres : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau - 2022-42

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'assurance Travelers du Canada N° AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Caroline Desrosiers, mandataire Téléphone : 418 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

a) Le Soumissionnaire a présenté une soumission écrite au Donneur d'ordre en lien avec l'appel d'offres identifié ci-haut.

b) À condition que la soumission présentée pour cet appel d'offres soit acceptée dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours suivant la date limite de réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, la Caution s'engage envers le Donneur d'ordre à accorder au Soumissionnaire les cautionnements suivants :

i) Cautionnement d'exécution pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

ii) Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

c) Le présent engagement est sans effet, à moins que la demande écrite pour les cautionnements ne soit faite par le Donneur d'ordre à l'Adjudicataire dans les trente (30) jours suivant l'attribution du marché.

d) La présente lettre d'engagement est remise simultanément avec la soumission et doit être considérée comme en faisant partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION, PAR SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À . . Québec . . . . . , CE 10. E JOUR DE . . . août . . . . . 20.22. .

La Compagnie d'assurance Travelers du Canada

Par : Caroline Desrosiers

Caroline Desrosiers, mandataire **CAUTION**

ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CNESST

Le 17 août 2022

Direction régionale de la Côte-Nord
Bureau 236
700, boulevard Laure
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y1
Tél. : 418 964-3939 ou 1 800 267-9014
Téléc. : 866 331-5886

Monsieur Gabriel Bossé
Les entreprises G. & M. Laplante ltée
1459, boulevard Industriel
Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 17 août 2022, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

Titre : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau
Numéro : 2022-42

Nom du soumissionnaire :

_____
(ci-après, le « SOUMISSIONNAIRE »)

Je, soussigné(e),

_____
(prénom et nom du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

_____
(titre du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE, en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe du SOUMISSIONNAIRE suite à l'Appel d'Offres indiqué ci-dessus, atteste, au nom du SOUMISSIONNAIRE, que les déclarations ci-après sont complètes et exactes :

1. Le SOUMISSIONNAIRE n'emploie aucun travailleur au sens de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, c. A-3.001).

2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

3. Je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé et daté la présente attestation, comme suit :

_____
(Signature)

_____
(Prénom et nom complets en lettres moulées ou dactylographiées)

_____
(Date)

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ

Titre : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau
Numéro : 2022-42

(Voir le formulaire intitulé Déclaration du soumissionnaire utilisé ci-joint)

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ

Titre : Aménagement d'une place publique – Centre-ville du plateau
Numéro : 2022-42

Déclaration du soumissionnaire

CE DOCUMENT DOIT ÊTRE OBLIGATOIREMENT SIGNÉ ET ASSERMENTÉ LORS DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la « soumission ») à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

pour :
AMÉNAGEMENT D'UNE PLACE PUBLIQUE – CENTRE-VILLE DU PLATEAU
Appel d'offres : 2022-42

suite à l'appel d'offres lancé par :

Ville de Baie-Comeau

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de Les Entreprises G & M Laplante Ltée que :
(Nom du soumissionnaire [ci-après le « soumissionnaire »])

1) j'ai lu, je comprends et je suis au fait que ce document fait partie intégrante du présent appel d'offres et qu'il doit être signé et assermenté sous peine de non-conformité;

2) je sais que la soumission ci-jointe peut être disqualifiée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;

3) je sais que le contrat, s'il m'est octroyé, peut être résilié si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards ;

4) je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe et je joins ma résolution.

5) toutes les personnes dont les noms apparaissent sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;

6) aux fins de la présente déclaration et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot «concurrent» s'entend de tout organisme ou personne, autre que le présent soumissionnaire:

(a) qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;

(b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;

7) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent; ☑

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements; ☐

8) sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;

(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;

(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;

(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;

à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

9) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par la ville ou spécifiquement divulgués conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

10) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit lors de l'octroi du contrat, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer en conformité avec l'alinéa 7(b).

11) Le soumissionnaire déclare, qu'à sa connaissance et après vérifications sérieuses, qu'aucune tentative d'influence, manœuvre d'influence ou pression indue ou tentative d'obtenir de l'information relative à un appel d'offres auprès du comité de sélection n'a été

effectuée à aucun moment, par lui, un de ses employés, dirigeant, administrateur ou actionnaire et ce, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier sa soumission ;

12) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a en aucun moment, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité pour quelque motif que ce soit ; ☑

(b) qu'il a, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité soit : ☐

_____

_____

_____

Pour les motifs suivants :

_____

_____

_____

13) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il est un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) tel qu'il appert de la preuve jointe à la présente attestation ☐

(b) qu'il n'est pas un lobbyiste enregistré au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) ☑

14) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a personnellement, ni aucun de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants, de liens familiaux, financiers, d'affaires ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un

ou des membres du conseil, un ou des dirigeants ou un ou des employés de la Ville ; ☑

(b) qu'il a personnellement ou par le biais de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants des liens familiaux, financiers ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec les membres du conseil, les dirigeants et/ou employés suivants de la ville : ☐

Noms	Nature du lien ou de l'intérêt

15) Le soumissionnaire déclare que lui-même, ses sous-traitants, ses filiales ou sociétés apparentées faisant partie du périmètre comptable de la ville, ne retiendront, en aucun moment pendant une période d'un (1) an précédent ou suivant l'affichage de cet appel d'offres, les services d'un employé, un dirigeant de la ville ou toute corporation paramunicipale ainsi que les membres du conseil municipal ayant participé à l'élaboration de cet appel d'offres.

Félix Lefrançois
(Nom de la personne autorisée par le soumissionnaire)

Chargé de projet
(Titre)

(Signature)

18 août 2022
(Date)

Assermenté(e) devant moi à Baie-Comeau

ce 18 ième jour de août 2022

Marielle Bouchard
209720
COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
Pour le Québec

Commissaire à l'assermentation pour le district de Québec

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

LES ENTREPRISES
G&M LAPLANTE LTÉE
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL R.B.Q. 1827 5958-65
CONSTRUCTION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

ISO 9001 : 2015 CWB enregistrement cwb ENREGISTRÉ

FORMULE DE RESOLUTION POUR
AUTORISATION DE SIGNATURE

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de la compagnie : **Les Entreprises G & M Laplante ltée** tenue à Baie-Comeau le 18 août 2022. À laquelle il y avait quorum, il a été proposé, secondé et résolu que **Monsieur Félix Lefrançois** soit autorisé à signer pour et au nom de la compagnie tous les documents relatifs à la soumission et/ou au contrat :

2022-42 - Aménagement d'une place publique – Centre-ville du plateau

Copie certifiée conforme

Gabriel Bossé, président et secrétaire

1459, boulevard Industriel Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8
Téléphone : 418-589-5196 Télécopieur : 418-589-5198 Courriel : gml@gmlaplante.com

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau
Numéro : 2022-42

(le SOUMISSIONNAIRE qui prévoit confier une partie de l'exécution du Contrat à des Sous-Contractants doit compléter la présente annexe et la joindre à sa Soumission)

Les Sous-Contractants suivants sont proposés dans notre Soumission pour le présent Appel d'Offres :

(ajouter des lignes dans le tableau au besoin)

Nom du Sous-Contractant	NEQ du Sous-Contractant	Adresse du Sous-Contractant	Montant du Sous-Contrat	Date du Sous-Contrat *
Boréal Électrique			182 000.00$	
Ventilation du Nord			40 000.00$	
Plomberie 2M			30 000.00$	

** la colonne « Date du Sous-Contrat » doit être remplie à la suite de l'adjudication du Contrat seulement.*

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTEE
1459, BOUL. INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QUEBEC) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 309170-FMBB-0952901
Date et heure de délivrance de l'attestation : 17 août 2022 à 9 h 36 min 9 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 novembre 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 3 décembre 2021

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE
A/S MONSIEUR GABRIEL BOSSÉ
1459, BOUL INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QC) G5C 1B8

N° de décision : 2021-DAMP-4064
N° de client : 3000486885

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **2 décembre 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre : Aménagement d'une place publique - Centre-ville du plateau
Numéro : 2022-42

Tout SOUMISSIONNAIRE ayant un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avec sa Soumission, une attestation de Revenu Québec valide et n'ayant pas été délivrée après la date et l'heure limites de réception des Soumissions.

Tout SOUMISSIONNAIRE n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit, en lieu et place de l'attestation de Revenu Québec, remplir et signer le présent formulaire et le joindre à sa Soumission.

Je, soussigné(e), ... (nom de la personne autorisée par le SOUMISSIONNAIRE), ... (titre), en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

AU NOM DE : ..... (nom du SOUMISSIONNAIRE)

Je déclare ce qui suit :

a) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

b) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

c) je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

d) je reconnais que le SOUMISSIONNAIRE est inadmissible à présenter une Soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé :

_____ _____

Date Signature

ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Donald Tremblay

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers

Félix Lefrançois

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Gabriel Bossé

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 — **Numéro de validation : 1-5785183818**

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.1.2	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.1.1	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.7	Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7	Ventilation résidentielle

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Sébastien Nadeau

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 4 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 **Numéro de validation : 1-5785183818**

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

-------- 9 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda
Addenda # 1	19 juillet 2022
Addenda # 2	26 juillet 2022
Addenda # 3	26 juillet 2022
Addenda # 4	1er août 2022
Addenda # 5	10 août 2022

Félix Lefrançois

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

Ville de
Baie-Comeau

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa Soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 2022-48

Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

Nom du Soumissionnaire

(Les Entreprises G & M Laplante Ltée)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 5
0.00 INTERPRÉTATION 5
1.00 OBJET. 5
2.00 PRIX PROPOSÉ 5
2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5
4.00 SÛRETÉS 5
4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution et des obligations 6
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6
7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7
10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7
11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7
13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 7
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 8
15.00 DURÉE. 8
16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX 9
ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ 10
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 11
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE 13
ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT 15
ANNEXE 4.02 A - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION 17
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES 19
ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 22
ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 23
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ 24
ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION 28
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 29
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC 30
ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC 31
ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS 32
ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA 33

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres nº 2022-48.

PRÉSENTÉ PAR :

Nom complet du SOUMISSIONNAIRE tel qu'indiqué au REQ :

Les Entreprises G & M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel

Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Téléphone : 418-589-5196 **Télécopieur :** 418-589-5198

Site internet : _____ **Courriel corporatif :** gml@gmlaplante.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1143318542

Numéro de licence RBQ : 1827-5958-65

TPS/TVH : R103148268 **TVQ :** 1001413739

STATUT JURIDIQUE

☑ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Regroupement de Personnes (seulement si permis par la clause « Regroupement de Personnes » de la Régie de l'Appel d'Offres)**		
☐ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) : _____
☐ **Organisme à but non lucratif (OBNL)**		

Nom du représentant : Gabriel Bossé

Titre : Président **Courriel :** gml@gmlaplante.com

Téléphone : 418-589-5196 **Cellulaire :** 418-297-2079

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

Autorisation de signer la Soumission

Tel que prévu à la Régie de l'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE doit joindre au Formulaire de Soumission une résolution ou une procuration désignant la ou les personne(s) physique(s) autorisée(s) à signer la Soumission.

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Travaux recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appel d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste
☐ Traite bancaire
☑ Cautionnement de soumission (annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution et des obligations

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint à sa Soumission une lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services (annexe 4.02 du Formulaire de Soumission).

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) le Bordereau de Prix ventilé;

c) la garantie de soumission;

d) la lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

e) le formulaire « Attestation d'Intégrité » (« Déclaration du soumissionnaire »);

f) une copie de la licence délivrée par la RBQ dans la ou les catégories appropriées;

g) s'il prévoit sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, la liste des Sous-Contractants;

h) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

i) la résolution ou la procuration autorisant la signature de la Soumission;

j) l'attestation de Revenu Québec, s'il a un établissement au Québec;

k) le formulaire « Absence d'établissement au Québec », s'il n'a pas d'établissement au Québec;

l) la validation de conformité de la CNESST;

m) s'il n'a pas l'obligation de s'inscrire à la CNESST, le formulaire « Absence de lettre de validation de conformité de la CNESST »;

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si

sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requise par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION AUX FINS DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Baie-Comeau, CE 12E JOUR DE septembre 2022.

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Gabriel Bossé
(Nom en lettres moulées)

Président
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

IMPORTANT

Seuls le Formulaire de Soumission et ses annexes doivent être retournés au DONNEUR D'ORDRE au moment du dépôt de la Soumission. Il n'est pas nécessaire de retourner la Régie de l'Appel d'Offres et le Contrat au DONNEUR D'ORDRE.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard
- **Numéro** : 2022-48

LE SOUMISSIONNAIRE S'ENGAGE À EXÉCUTER LE CONTRAT POUR UN MONTANT TOTAL FORFAITAIRE ÉTABLI COMME SUIT :

MONTANT SANS TAXES : ..... 194,279.96 .....

TPS (5%) : ..... 9,714.00 .....

TVQ (9,975%) : ..... 19,379.43 .....

MONTANT TOTAL AVEC TAXES :

Deux cent vingt trois mille trois cent soixante-treize dollars et trente-neuf cents 223,373.39
(en lettres) *(en chiffres)*

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR SON REPRÉSENTANT AUTORISÉ, A SIGNÉ LES PRÉSENTES À Baie-Comeau, CE 12 E JOUR DE septembre 20 22

Par : .....
(Signature du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE)

Gabriel Bossé
(Nom du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

Président
(Fonction du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

Les Entreprises G & M Laplante Ltée
(Nom du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ

(Le SOUMISSIONNAIRE doit présenter une ventilation complète du prix forfaitaire soumis)

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-48

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

AMÉNAGEMENT D'UNE NOUVELLE AIRE DE LANCER
COMPLEXE RÉCRÉATIF HENRY-LEONARD

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
1		global	Organisation de chantier		21,667.00$
~~2~~	~~31~~	~~m lin.~~	~~Démantèlement et relocalisation de clôture et barrière existantes~~	~~$~~	~~$~~
3	2 700 **3360**	m³	Nivellement et tri des matériaux en place	15.25$	41,175.00$
4	~~3 260~~ **1482**	m²	Membrane géotextile	2.82$	9,475.20$
5	~~1 040~~	m³	MG 112	33.61$	49,810.02$
6		global	Bases de béton		11,314.00$
7	**63** ~~147~~	m lin.	Fourniture et installation de clôture quatre (4) pieds de hauteur	292.37$	18,419.31$
8	**64** ~~86~~	m lin.	Fourniture et installation de clôture dix (10) pieds de hauteur	435.12$	27,847.68$
9	~~14~~	**global** ~~un.~~	Fourniture **et installation** de poteaux de clôture (4) pieds de hauteur **et modification à une clôture existante**	$	2,000.00$
10		global	Installation des manchons de sol pour poteaux de cage de lancer		1,738.00$
11	**4815** ~~3 360~~	m²	Ensemencement hydraulique type H2	2.25$	10,833.75$
				SOUS-TOTAL :	194,279.96$
				TPS (5 %) :	9,714.00$
				TVQ (9,975 %) :	19,379.43$
				MONTANT TOTAL :	223,373.39$

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Date d'émission : 7 septembre 2022

Numéro : 500002978-012

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les Entreprises G&M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Gabriel Bossé Téléphone : 418-589-5196

Appel d'offres : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard - 2022-48

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'assurance Travelers du Canada N° AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Caroline Desrosiers, mandataire Téléphone : 418 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution, après avoir pris connaissance de la soumission pour l'appel d'offres identifié ci-haut devant être présentée par le Soumissionnaire au plus tard le 08 septembre 2022 ou à toute date ultérieure en cas de report de la date limite pour la réception des soumissions, à la Ville de Baie-Comeau (ci-après appelée le « Donneur d'ordre »), se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution, à défaut de la part du Soumissionnaire d'accepter un contrat conforme à sa soumission ou à défaut de fournir les garanties requises, le cas échéant, dans les délais requis, s'oblige à payer au Donneur d'ordre une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le Donneur d'ordre, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

b) Le Soumissionnaire dont la soumission a été acceptée devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

c) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

d) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

Le Soumissionnaire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE ET LA CAUTION, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À Québec, CE 7E JOUR DE septembre 2022.

Les Entreprises G&M Laplante Ltée

SOUMISSIONNAIRE

Par : _____

Gabriel Bossé, président

Témoin

La Compagnie d'assurance Travelers du Canada

CAUTION

Par : _____

Caroline Desrosiers, mandataire

Témoin

ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

Date d'émission : _____

Numéro : _____

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

Appel d'offres : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard - 2022-48

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : _____ N° AMF : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution garantit de façon irrévocable au Donneur d'ordre le paiement des sommes qui lui seront dues par le Soumissionnaire advenant le défaut de ce dernier d'accepter un contrat conforme à son offre ou de fournir les garanties exigées dans les délais requis.

Les deux seules conditions pour que la présente garantie soit réalisable sont : soit le défaut d'accepter un contrat conformément à son offre, soit le défaut de produire les garanties requises.

Après réception d'une demande écrite de paiement dans laquelle la date d'ouverture des offres devra être mentionnée, la Caution s'engage à acquitter ces sommes. Toutefois, en aucun cas l'engagement total de la Caution en vertu des présentes ne devra dépasser une somme équivalant à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

La présente garantie demeurera en vigueur durant une période de QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à la Caution par le Donneur d'ordre.

Par : _____ Par : _____
(Signataire autorisé) *(Signataire autorisé)*

ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT

Date d'émission : 7 septembre 2022

Numéro : 500002978-012

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les Entreprises G&M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Gabriel Bassé Téléphone : 589-5196

Appel d'offres : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard - 2022-48

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'assurance Travelers du Canada N° AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Caroline Desrosiers, mandataire Téléphone : 418 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

a) Le Soumissionnaire a présenté une soumission écrite au Donneur d'ordre en lien avec l'appel d'offres identifié ci-haut.

b) À condition que la soumission présentée pour cet appel d'offres soit acceptée dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours suivant la date limite de réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, la Caution s'engage envers le Donneur d'ordre à accorder au Soumissionnaire les cautionnements suivants :

i) Cautionnement d'exécution pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

ii) Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

c) Le présent engagement est sans effet, à moins que la demande écrite pour les cautionnements ne soit faite par le Donneur d'ordre à l'Adjudicataire dans les trente (30) jours suivant l'attribution du marché.

d) La présente lettre d'engagement est remise simultanément avec la soumission et doit être considérée comme en faisant partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION, PAR SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À Québec . . . . . , CE 7 . E JOUR DE septembre . . . . . 20. 22.

La Compagnie d'assurance Travelers du Canada

Par : Caroline Desrosiers

CAUTION

Caroline Desrosiers, mandataire

ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CNESST

Le 12 septembre 2022

Direction régionale de la Côte-Nord
Bureau 236
700, boulevard Laure
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y1
Tél. : 418 964-3939 ou 1 800 267-9014
Téléc. : 866 331-5886

Monsieur Gabriel Bossé
Les entreprises G. & M. Laplante ltée
1459, boulevard Industriel
Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 12 septembre 2022, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

Titre : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard
Numéro : 2022-48

Nom du soumissionnaire :

_____
(ci-après, le « SOUMISSIONNAIRE »)

Je, soussigné(e),

_____
(prénom et nom du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

_____
(titre du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE, en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe du SOUMISSIONNAIRE suite à l'Appel d'Offres indiqué ci-dessus, atteste, au nom du SOUMISSIONNAIRE, que les déclarations ci-après sont complètes et exactes :

1. Le SOUMISSIONNAIRE n'emploie aucun travailleur au sens de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, c. A-3.001).

2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

3. Je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé et daté la présente attestation, comme suit :

_____
(Signature)

_____
(Prénom et nom complets en lettres moulées ou dactylographiées)

_____
(Date)

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ

Titre : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard
Numéro : 2022-48

Déclaration du soumissionnaire

CE DOCUMENT DOIT ÊTRE OBLIGATOIREMENT SIGNÉ ET ASSERMENTÉ LORS DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la « soumission ») à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

pour :

AMÉNAGEMENT D'UNE NOUVELLE AIRE DE LANCER – COMPLEXE RÉCRATIF HENRY-LEONARD
Appel d'offres : 2022-48

suite à l'appel d'offres lancé par :

Ville de Baie-Comeau

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de Les Entreprises G & M Laplante Ltée que :
(Nom du soumissionnaire [ci-après le « soumissionnaire »])

1) j'ai lu, je comprends et je suis au fait que ce document fait partie intégrante du présent appel d'offres et qu'il doit être signé et assermenté sous peine de non-conformité;

2) je sais que la soumission ci-jointe peut être disqualifiée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;

3) je sais que le contrat, s'il m'est octroyé, peut être résilié si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards ;

4) je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe et je joins ma résolution.

5) toutes les personnes dont les noms apparaissent sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;

6) aux fins de la présente déclaration et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot «concurrent» s'entend de tout organisme ou personne, autre que le présent soumissionnaire:

(a) qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;

(b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;

7) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent; ☑

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements; ☐

8) sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;

(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;

(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;

(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;

à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

9) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par la ville ou spécifiquement divulgués conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

10) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit lors de l'octroi du contrat, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer en conformité avec l'alinéa 7(b).

11) Le soumissionnaire déclare, qu'à sa connaissance et après vérifications sérieuses, qu'aucune tentative d'influence, manœuvre d'influence ou pression indue ou tentative d'obtenir de l'information relative à un appel d'offres auprès du comité de sélection n'a été effectuée à aucun moment, par lui, un de ses employés, dirigeant, administrateur ou actionnaire et ce, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier sa soumission ;

12) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a en aucun moment, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité pour quelque motif que ce soit ; ☑

(b) qu'il a, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité soit : ☐

_____

_____

_____

Pour les motifs suivants :

_____

_____

_____

13) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il est un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) tel qu'il appert de la preuve jointe à la présente attestation ☐

(b) qu'il n'est pas un lobbyiste enregistré au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) ☑

14) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a personnellement, ni aucun de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants, de liens familiaux, financiers, d'affaires ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou des membres du conseil, un ou des dirigeants ou un ou des employés de la Ville ; ☑

(b) qu'il a personnellement ou par le biais de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants des liens familiaux, financiers ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec les membres du conseil, les dirigeants et/ou employés suivants de la ville : ☐

Noms	Nature du lien ou de l'intérêt

15) Le soumissionnaire déclare que lui-même, ses sous-traitants, ses filiales ou sociétés apparentées faisant partie du périmètre comptable de la ville, ne retiendront, en aucun moment pendant une période d'un (1) an précédent ou suivant l'affichage de cet appel d'offres, les services d'un employé, un dirigeant de la ville ou toute corporation paramunicipale ainsi que les membres du conseil municipal ayant participé à l'élaboration de cet appel d'offres.

Gabriel Bossé
(Nom de la personne autorisée par le soumissionnaire)

Président
(Titre)

(Signature)

12 septembre 2022
(Date)

Assermenté(e) devant moi à Baie-Comeau

ce 12 ième jour de septembre 2022

Marielle Bouchard
209720
COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
Pour le Québec

Commissaire à l'assermentation pour le district de Québec

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

LES ENTREPRISES
G&M LAPLANTE LTÉE
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL R.B.Q. 1827-5958-65
CONSTRUCTION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

ISO 9001 : 2015 CWB enregistrement cwb ENREGISTRÉ

FORMULE DE RESOLUTION POUR AUTORISATION DE SIGNATURE

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de la compagnie : **Les Entreprises G & M Laplante ltée** tenue à Baie-Comeau le 12 septembre 2022. À laquelle il y avait quorum, il a été proposé, secondé et résolu que **Monsieur Gabriel Bossé** soit autorisé à signer pour et au nom de la compagnie tous les documents relatifs à la soumission et/ou au contrat :

2022-48 - Aménagement d'une nouvelle aire de lancer – Complexe récréatif Henry-Léonard

Copie certifiée conforme

Gabriel Bossé, président et secrétaire

1459, boulevard Industriel Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8
Téléphone : 418-589-5196 Télécopieur : 418-589-5198 Courriel : gml@gmlaplante.com

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard
Numéro : 2022-48

(le SOUMISSIONNAIRE qui prévoit confier une partie de l'exécution du Contrat à des Sous-Contractants doit compléter la présente annexe et la joindre à sa Soumission)

Les Sous-Contractants suivants sont proposés dans notre Soumission pour le présent Appel d'Offres :

(ajouter des lignes dans le tableau au besoin)

Nom du Sous-Contractant	NEQ du Sous-Contractant	Adresse du Sous-Contractant	Montant du Sous-Contrat	Date du Sous-Contrat *
À venir				

** la colonne « Date du Sous-Contrat » doit être remplie à la suite de l'adjudication du Contrat seulement.*

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTEE
1459, BOUL. INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QUEBEC) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 309170-FMBB-0962148
Date et heure de délivrance de l'attestation : 12 septembre 2022 à 10 h 18 min 14 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 décembre 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 3 décembre 2021

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE
A/S MONSIEUR GABRIEL BOSSÉ
1459, BOUL INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QC) G5C 1B8

N° de décision : 2021-DAMP-4064
N° de client : 3000486885

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **2 décembre 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre : Aménagement d'une nouvelle aire de lancer - Complexe récréatif Henry-Leonard
Numéro : 2022-48

Tout SOUMISSIONNAIRE ayant un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avec sa Soumission, une attestation de Revenu Québec valide et n'ayant pas été délivrée après la date et l'heure limites de réception des Soumissions.

Tout SOUMISSIONNAIRE n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit, en lieu et place de l'attestation de Revenu Québec, remplir et signer le présent formulaire et le joindre à sa Soumission.

Je, soussigné(e), ... (nom de la personne autorisée par le SOUMISSIONNAIRE), ... (titre), en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

AU NOM DE : ..... (nom du SOUMISSIONNAIRE)

Je déclare ce qui suit :

a) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

b) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

c) je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

d) je reconnais que le SOUMISSIONNAIRE est inadmissible à présenter une Soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé :

_____ _____

Date Signature

ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ces documents à sa Soumission)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Donald Tremblay

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers

Félix Lefrançois

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Gabriel Bossé

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 — **Numéro de validation : 1-5785183818**

ÉMISE LE : 1984-10-02

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.1.2 Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.1.1 Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre
1.4 Routes et canalisation
1.5 Structures d'ouvrages de génie civil
1.7 Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7 Ventilation résidentielle

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS
Sébastien Nadeau

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 4 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 **Numéro de validation : 1-5785183818**

ÉMISE LE : 1984-10-02
DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

-------- 9 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda
Addenda # 1	16 août 2022
Addenda # 2	24 août 2022
Addenda # 3	31 août 2022

Gabriel Bossé, président

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

Certificat d'enregistrement

Nous attestons par la présente qu'enregistrement CWB a enregistré le système de management de la qualité de:

LES ENTREPRISES G&M LAPLANTE LTÉE

1459 Boul. Industriel, Baie-Comeau, QC G5C 1B8

en vertu de la norme sur le système de management de la qualité:

ISO 9001:2015

Enregistrement initial	Date d'émission	Date d'échéance	Numéro du certificat
20 mai 1997	25 août 2021	25 août 2024	Q3240

Portée : Entrepreneur général: construction commerciale, institutionnelle, industrielle, residentielle et génie civile.

CWB | enregistrementcwb

SCC Accredited CB-MS OCSM Accrédité CCN

Registraire

Registered by CWB cwbregistration Enregistrée par

Les modalités régissant l'enregistrement et l'utilisation de ce certificat sont définies dans le contrat signé entre Enregistrement CWB et le détenteur.
Communiquez avec le détenteur du certificat pour obtenir plus d'information sur le champ d'application et les limites de l'enregistrement.

Enregistrement CWB, 8260 Park Hill Drive, Milton (Ontario) Canada L9T 5V7, tél. : 1-800-844-6790, téléc. : (905) 542-1318, site Web : www.cwbgroup.org.

Ville de
Baie-Comeau

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa Soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 2023-56

Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

Nom du Soumissionnaire

(**Les Entreprises G & M Laplante Ltée**)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 5
0.00 INTERPRÉTATION 5
1.00 OBJET. 5
2.00 PRIX PROPOSÉ 5
2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5
4.00 SÛRETÉS 5
4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution et des obligations 6
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6
7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7
10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7
11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7
13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 7
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 8
15.00 DURÉE. 8
16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX 10
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 11
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE 13
ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT 15
ANNEXE 4.02 A - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION 17
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES 19
ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 22
ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 23
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ 24
ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE 28
ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION 29
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 30
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC 31
ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC 32
ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS 33
ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA 34

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres n° 2023-56.

PRÉSENTÉ PAR :

Nom complet du SOUMISSIONNAIRE tel qu'indiqué au REQ :

Les Entreprises G & M Laplante Ltée

Adresse : 1459, boulevard Industriel

Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Téléphone : 418-589-5196 **Télécopieur :** 418-589-5198

Site internet : _____ **Courriel corporatif :** gml@gmlaplante.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1143318542

Numéro de licence RBQ : 1827-5958-65

TPS/TVH : R103148268 **TVQ :** 1001413739

STATUT JURIDIQUE

☐ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Regroupement de Personnes (seulement si permis par la clause « Regroupement de Personnes » de la Régie de l'Appel d'Offres)**		
☑ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) : _____
☐ **Organisme à but non lucratif (OBNL)**		

Nom du représentant : Félix Lefrançois

Titre : Ingénieur et chargé de projet **Courriel :** gml@gmlaplante.com

Téléphone : 418-589-5196 **Cellulaire :** 418-297-3778

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

Autorisation de signer la Soumission

Tel que prévu à la Régie de l'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE doit joindre au Formulaire de Soumission une résolution ou une procuration désignant la ou les personne(s) physique(s) autorisée(s) à signer la Soumission.

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Travaux recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appel d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste
☐ Traite bancaire
☑ Cautionnement de soumission (annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution et des obligations

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint à sa Soumission une lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services (annexe 4.02 du Formulaire de Soumission).

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) la garantie de soumission;

c) la lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

d) le formulaire « Attestation d'Intégrité » (« Déclaration du soumissionnaire »);

e) l'annexe « Charte de la langue française » et, si applicable, tout document additionnel exigé dans celle-ci;

f) une copie de la licence délivrée par la RBQ dans la ou les catégories appropriées;

g) s'il prévoit sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, la liste des Sous-Contractants;

h) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

i) la résolution ou la procuration autorisant la signature de la Soumission;

j) l'attestation de Revenu Québec, s'il a un établissement au Québec;

k) le formulaire « Absence d'établissement au Québec », s'il n'a pas d'établissement au Québec;

l) la validation de conformité de la CNESST;

m) s'il n'a pas l'obligation de s'inscrire à la CNESST, le formulaire « Absence de lettre de validation de conformité de la CNESST »;

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa

Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requise par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION AUX FINS DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Baie-Comeau..., CE 17E JOUR DE juillet..... 2023.

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Félix Lefrançois
(Nom en lettres moulées)

Ingénieur et chargé de projet
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

IMPORTANT

Seuls le Formulaire de Soumission et ses annexes doivent être retournés au DONNEUR D'ORDRE au moment du dépôt de la Soumission. Il n'est pas nécessaire de retourner la Régie de l'Appel d'Offres et le Contrat au DONNEUR D'ORDRE.

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-xx

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

RÉFECTION DE LA RAMPE DE MISE À L'EAU
19, RUE ROULEAU

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
1		global	Organisation de chantier		30,133.00 $
2		global	Démolition		16,100.00 $
3	120	m³	Déblai 1re classe	250.00 $	30,000.00 $
4	100	m³	Déblai 2e classe	40.50 $	4,050.00 $
5		global	Membrane géotextile classe 7609		750.00 $
6	21	m³	MG 112	95.00 $	1,995.00 $
7	13	m³	MG 20	146.54 $	1,905.00 $
8		global	Dalle – béton armé type XV		83,404.25 $
9		global	Empierrement 100-200		2,995.00 $
10	90	m lin	Acier L150 x 200 x12.5	213.00 $	19,170.00 $
11		global	Terrassement		1,525.00 $
12		global	Mesures environnementales		6,800.00 $
				SOUS-TOTAL :	198,827.25 $
				TPS (5 %) :	9,941.36 $
				TVQ (9,975 %) :	19,833.02 $
				MONTANT TOTAL :	228,601.63 $

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Date d'émission : 11 juillet 2023

Numéro : 500003115-011

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les entreprises G. & M. Laplante Ltée

Adresse : 1459 boul. Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Félix Lefrançois Téléphone : 418-589-5196

Appel d'offres : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste - 2023-56

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'Assurance Travelers du Canada N° AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Caroline Desrosiers, mandataire Téléphone : (418) 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution, après avoir pris connaissance de la soumission pour l'appel d'offres identifié ci-haut devant être présentée par le Soumissionnaire au plus tard le 17 juillet 2023 ou à toute date ultérieure en cas de report de la date limite pour la réception des soumissions, à la Ville de Baie-Comeau (ci-après appelée le « Donneur d'ordre »), se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution, à défaut de la part du Soumissionnaire d'accepter un contrat conforme à sa soumission ou à défaut de fournir les garanties requises, le cas échéant, dans les délais requis, s'oblige à payer au Donneur d'ordre une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le Donneur d'ordre, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

b) Le Soumissionnaire dont la soumission a été acceptée devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

c) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

d) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

Le Soumissionnaire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE ET LA CAUTION, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À Québec, CE 11.E JOUR DE juillet 2023.

Les entreprises G. & M. Laplante Ltée
SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
Félix Letrançois

Témoin

La Compagnie d'Assurance Travelers du Canada
CAUTION

Par : _____
Caroline Desrosiers, mandataire

Témoin

ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

Date d'émission : _____

Numéro : _____

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

Appel d'offres : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste - 2023-56

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : _____ N° AMF : _____

Adresse : _____

Nom du représentant : _____ Téléphone : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution garantit de façon irrévocable au Donneur d'ordre le paiement des sommes qui lui seront dues par le Soumissionnaire advenant le défaut de ce dernier d'accepter un contrat conforme à son offre ou de fournir les garanties exigées dans les délais requis.

Les deux seules conditions pour que la présente garantie soit réalisable sont : soit le défaut d'accepter un contrat conformément à son offre, soit le défaut de produire les garanties requises.

Après réception d'une demande écrite de paiement dans laquelle la date d'ouverture des offres devra être mentionnée, la Caution s'engage à acquitter ces sommes. Toutefois, en aucun cas l'engagement total de la Caution en vertu des présentes ne devra dépasser une somme équivalant à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

La présente garantie demeurera en vigueur durant les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à la Caution par le Donneur d'ordre.

Par : _____ Par : _____
(Signataire autorisé) *(Signataire autorisé)*

ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT

Date d'émission : 11 juillet 2023

Numéro : 500003115-011

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Les entreprises G. & M. Laplante Ltée

Adresse : 1459 boul. Industriel, Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Nom du représentant : Félix Lefrançois Téléphone : 418.589-5196

Appel d'offres : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste - 2023-56

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : La Compagnie d'Assurance Travelers du Canada N° AMF : 2000521080

Adresse : 1010, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 1100, Montréal (Québec) H3B 2N2

Nom du représentant : Caroline Desrosiers, mandataire Téléphone : (418) 650-5566

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

a) Le Soumissionnaire a présenté une soumission écrite au Donneur d'ordre en lien avec l'appel d'offres identifié ci-haut.

b) À condition que la soumission présentée pour cet appel d'offres soit acceptée dans les QUATRE-VINGT-DIX (90) jours suivant la date limite de réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, la Caution s'engage envers le Donneur d'ordre à accorder au Soumissionnaire les cautionnements suivants :

i) Cautionnement d'exécution pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

ii) Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

c) Le présent engagement est sans effet, à moins que la demande écrite pour les cautionnements ne soit faite par le Donneur d'ordre à l'Adjudicataire dans les trente (30) jours suivant l'attribution du marché.

d) La présente lettre d'engagement est remise simultanément avec la soumission et doit être considérée comme en faisant partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION, PAR SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À . . . Québec . . . . . , CE . 11 E JOUR DE . . juillet . . . . . 20.23 .

La Compagnie d'Assurance Travelers du Canada

Par : Caroline Desrosiers

Caroline Desrosiers, mandataire **CAUTION**

ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CNESST

Le 17 juillet 2023

Direction régionale de la Côte-Nord
Bureau 236
700, boulevard Laure
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y1
Tél. : 418 964-3939 ou 1 800 267-9014

Monsieur Gabriel Bossé
Les entreprises G. & M. Laplante ltée
1459, boulevard Industriel
Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 17 juillet 2023, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

Titre : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste
Numéro : 2023-56

Nom du soumissionnaire :

_____
(ci-après, le « SOUMISSIONNAIRE »)

Je, soussigné(e),

_____
(prénom et nom du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

_____
(titre du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE, en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe du SOUMISSIONNAIRE suite à l'Appel d'Offres indiqué ci-dessus, atteste, au nom du SOUMISSIONNAIRE, que les déclarations ci-après sont complètes et exactes :

1. Le SOUMISSIONNAIRE n'emploie aucun travailleur au sens de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, c. A-3.001).

2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

3. Je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé et daté la présente attestation, comme suit :

_____
(Signature)

_____
(Prénom et nom complets en lettres moulées ou dactylographiées)

_____
(Date)

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ

Titre : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste
Numéro : 2023-56

Déclaration du soumissionnaire

CE DOCUMENT DOIT ÊTRE OBLIGATOIREMENT SIGNÉ ET ASSERMENTÉ LORS DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la « soumission ») à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

pour :

Réfection de la rampe de mise à l'eau – Vieux-Poste
Appel d'offres : 2023-56

suite à l'appel d'offres lancé par :

Ville de Baie-Comeau

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de **Les Entreprises G & M Laplante Ltée** que :
(Nom du soumissionnaire [ci-après le « soumissionnaire »])

1) j'ai lu, je comprends et je suis au fait que ce document fait partie intégrante du présent appel d'offres et qu'il doit être signé et assermenté sous peine de non-conformité;

2) je sais que la soumission ci-jointe peut être disqualifiée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;

3) je sais que le contrat, s'il m'est octroyé, peut être résilié si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards ;

4) je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe et je joins ma résolution.

5) toutes les personnes dont les noms apparaissent sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;

6) aux fins de la présente déclaration et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot «concurrent»

s'entend de tout organisme ou personne, autre que le présent soumissionnaire:

(a) qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;

(b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;

7) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent; ☑

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements; ☐

8) sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;

(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;

(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;

(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;

à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

9) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par la ville ou spécifiquement divulgués conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

10) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit lors de l'octroi du contrat, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer en conformité avec l'alinéa 7(b).

11) Le soumissionnaire déclare, qu'à sa connaissance et après vérifications sérieuses, qu'aucune tentative d'influence, manœuvre d'influence ou pression indue ou tentative d'obtenir de l'information relative à un appel d'offres auprès du comité de sélection n'a été effectuée à aucun moment, par lui, un de ses employés, dirigeant, administrateur ou actionnaire et ce, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier sa soumission ;

12) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a en aucun moment, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité pour quelque motif que ce soit ; ☑

(b) qu'il a, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité soit : ☐

_____

_____

_____

Pour les motifs suivants :

_____

_____

_____

13) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il est un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) tel qu'il appert de la preuve jointe à la présente attestation ☐

(b) qu'il n'est pas un lobbyiste enregistré au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) ☑

14) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a personnellement, ni aucun de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants, de liens familiaux, financiers, d'affaires ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou des membres du conseil, un ou des dirigeants ou un ou des employés de la Ville ; ☑

(b) qu'il a personnellement ou par le biais de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants des liens familiaux, financiers ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec les membres du conseil, les dirigeants et/ou employés suivants de la ville : ☐

Noms	Nature du lien ou de l'intérêt

15) Le soumissionnaire déclare que lui-même, ses sous-traitants, ses filiales ou sociétés apparentées faisant partie du périmètre comptable de la ville, ne retiendront, en aucun moment pendant une période d'un (1) an précédent ou suivant l'affichage de cet appel d'offres, les services d'un employé, un dirigeant de la ville ou toute corporation paramunicipale ainsi que les membres du conseil municipal ayant participé à l'élaboration de cet appel d'offres.

Félix Lefrançois
(Nom de la personne autorisée par le soumissionnaire)

Ingénieur et chargé de projet
(Titre)

(Signature)

17 juillet 2023
(Date)

Assermenté(e) devant moi à **Baie-Comeau**

ce **17** ième jour de **juillet** 20**23**.

Marielle Bouchard 209720 COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION Pour le Québec

Marielle Bouchard
Commissaire à l'assermentation pour **Québec**

district de **Québec**

ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- ☐ (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec;
- ☑ (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ☐ (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ☐ (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :
  - ☐ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;
  - ☐ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;
  - ☐ je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation, je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF et je déclare que le SOUMISSIONNAIRE a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l' « analyse de la situation linguistique ».

Signature 

Nom du représentant **Félix Lefrançois**

Date **17 juillet 2023**

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

LES ENTREPRISES
G&M LAPLANTE LTÉE
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL R.B.Q. 1827-5958-65
CONSTRUCTION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

ISO 9001 : 2015 CWB enregistrement cwb ENREGISTRÉ

FORMULE DE RESOLUTION POUR
AUTORISATION DE SIGNATURE

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de la compagnie : **Les Entreprises G & M Laplante ltée** tenue à Baie-Comeau le 17 juillet 2023. À laquelle il y avait quorum, il a été proposé, secondé et résolu que **Monsieur Félix Lefrançois** soit autorisé à signer pour et au nom de la compagnie tous les documents relatifs au projet ci-dessous :

2023-56 Réfection de la rampe de mise à l'eau – Vieux-Poste

Copie certifiée conforme

Gabriel Bossé, président et secrétaire

1459, boulevard Industriel Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8
Téléphone : 418-589-5196 Télécopieur : 418-589-5198 Courriel : gml@gmlaplante.com

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste
Numéro : 2023-56

(le SOUMISSIONNAIRE qui prévoit confier une partie de l'exécution du Contrat à des Sous-Contractants doit compléter la présente annexe et la joindre à sa Soumission)

Les Sous-Contractants suivants sont proposés dans notre Soumission pour le présent Appel d'Offres :

(ajouter des lignes dans le tableau au besoin)

Nom du Sous-Contractant	NEQ du Sous-Contractant	Adresse du Sous-Contractant	Montant du Sous-Contrat	Date du Sous-Contrat *
N/A aucun sous-traitant				

** la colonne « Date du Sous-Contrat » doit être remplie à la suite de l'adjudication du Contrat seulement.*

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTEE
1459, BOUL. INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QUEBEC) G5C 1B8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143318542

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 309170-FMBB-1071766
Date et heure de délivrance de l'attestation : 17 juillet 2023 à 10 h 57 min 9 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 octobre 2023

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 3 décembre 2021

LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE
A/S MONSIEUR GABRIEL BOSSÉ
1459, BOUL INDUSTRIEL
BAIE-COMEAU (QC) G5C 1B8

N° de décision : 2021-DAMP-4064
N° de client : 3000486885

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES G. & M. LAPLANTE LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **2 décembre 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre : Réfection de la rampe de mise à l'eau - Vieux-Poste
Numéro : 2023-56

Tout SOUMISSIONNAIRE ayant un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avec sa Soumission, une attestation de Revenu Québec valide et n'ayant pas été délivrée après la date et l'heure limites de réception des Soumissions.

Tout SOUMISSIONNAIRE n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit, en lieu et place de l'attestation de Revenu Québec, remplir et signer le présent formulaire et le joindre à sa Soumission.

Je, soussigné(e), ... (nom de la personne autorisée par le SOUMISSIONNAIRE), ... (titre), en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

AU NOM DE : ..... (nom du SOUMISSIONNAIRE)

Je déclare ce qui suit :

a) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

b) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

c) je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

d) je reconnais que le SOUMISSIONNAIRE est inadmissible à présenter une Soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé :

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1827-5958-65 — **Numéro de validation : 1-6329712574**

DATE DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE : 1984-10-02
DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 novembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entreprises G. & M. Laplante Ltée
1459 boulevard Industriel
Baie-Comeau QC
Canada G5C 1B8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter ou faire exécuter des travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Entrepreneur général (annexe I)

1.1.1	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe I
1.1.2	Bâtiments résidentiels neufs visés à un plan de garantie classe II
1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.7	Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Entrepreneur spécialisé (annexe II)

10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7	Ventilation résidentielle

-------- 9 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Donald Tremblay
Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Félix Lefrançois
Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Gabriel Bossé
Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

Sébastien Nadeau
Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers, Exécution de travaux de construction

---------- 4 répondant(s) autorisé(s). ----------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Certificat d'enregistrement

Nous attestons par la présente qu'enregistrement CWB a enregistré le système de management de la qualité de:

LES ENTREPRISES G&M LAPLANTE LTÉE

1459 Boul. Industriel, Baie-Comeau, QC G5C 1B8

en vertu de la norme sur le système de management de la qualité:

ISO 9001:2015

Enregistrement initial	Date d'émission	Date d'échéance	Numéro du certificat
20 mai 1997	25 août 2021	25 août 2024	Q3240

Portée : Entrepreneur général: construction commerciale, institutionnelle, industrielle, residentielle et génie civile.

CWB | enregistrementcwb

SCC Accredited CB-MS OCSM Accrédité CCN

Registraire

Registered by CWB cwbregistration Enregistrée

Les modalités régissant l'enregistrement et l'utilisation de ce certificat sont définies dans le contrat signé entre Enregistrement CWB et le détenteur.
Communiquez avec le détenteur du certificat pour obtenir plus d'information sur le champ d'application et les limites de l'enregistrement.

Enregistrement CWB, 8260 Park Hill Drive, Milton (Ontario) Canada L9T 5V7, tél. : 1-800-844-6790, téléc. : (905) 542-1318, site Web : www.cwbgroup.org.

ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda
N/A, aucun addenda émis	

Félix Lefrançois

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

Ville de
Baie-Comeau

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

CONTRAT

NO 2022-35

Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 12

0.00 INTERPRÉTATION 13

0.01 Terminologie 13
0.01.01 Addenda 13
0.01.02 ADJUDICATAIRE 13
0.01.03 Appel d'Offres 13
0.01.04 Avis d'Adjudication 13
0.01.05 Bordereau de Prix 13
0.01.06 Certificat de réception avec réserve 13
0.01.07 Certificat de réception sans réserve 13
0.01.08 Changement 13
0.01.09 Changement de Contrôle 14
0.01.10 Chantier 14
0.01.11 Chargé de Projet 14
0.01.12 Contrat 14
0.01.13 Documents Contractuels 14
0.01.14 Documents d'Appel d'Offres 14
0.01.15 DONNEUR D'ORDRE 15
0.01.16 Échéancier 15
0.01.17 Établissement 15
0.01.18 Fin des Travaux 15
0.01.19 Fin du Contrat 15
0.01.20 Force Majeure 15
0.01.21 Formulaire de Soumission 15
0.01.22 Information Confidentielle 15
0.01.23 Institution Financière 16
0.01.24 Loi 16
0.01.25 Matériaux 16
0.01.26 Matériel 16
0.01.27 Manquement 16
0.01.28 Meilleur Effort 16
0.01.29 PARTIE 17
0.01.30 Personne 17
0.01.31 Personne Liée 17
0.01.32 Personnel Affecté 17
0.01.33 Plans et Devis 17
0.01.34 Professionnel 17
0.01.35 Professionnel Désigné 17
0.01.36 Propriété Intellectuelle 17
0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres 18
0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle 18
0.01.39 Soumission 18
0.01.40 Sous-Contrat 18
0.01.41 Sous-Contractant 18

0.01.42 Travaux 18
0.02 Références financières 18
0.02.01 Devises 18
0.02.02 Taxes 18
0.03 Primauté 19
0.03.01 Contrat et accords verbaux 19
0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres 19
0.03.03 Conflits entre documents techniques 19
a) Ordre à respecter 19
b) Autorité du Professionnel 19
0.04 Droit applicable 20
0.05 Généralités 20
0.05.01 Dates et délais 20
a) De rigueur 20
b) Calcul 20
c) Reports 20
d) Demande 21
0.05.02 Consentement 21

1.00 OBJET. 21

1.01 Travaux 21
1.02 Licence 21

2.00 CONTREPARTIE 21

2.01 Travaux 21
2.01.01 Prix 21
2.02 Licence 21
2.03 Ajustement 22
2.03.01 Règle 22
2.03.02 Autres entrepreneurs 22
2.03.03 Travaux refusés 22
2.03.04 Matières dangereuses 22
2.03.05 Demande de Changement 23
2.03.06 Détermination de la valeur 23
2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement 23
2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement 24
a) Détermination unilatérale 24
b) Avis de différend 24
2.04 Fin du Contrat 25
2.04.01 Travaux et biens fournis 25
2.04.02 Matériaux et frais démobilisation 25
2.04.03 Profits ou dommages 25

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 25

3.01 Méthode de paiement 25
3.02 Procédure 25
3.02.01 Demande de paiement 25
3.02.02 Contenu obligatoire 25
3.02.03 Déclaration solennelle 26
3.02.04 CCQ et CNESST 26

3.02.05 Certificat de paiement ... 26
3.02.06 Preuve d'assurance ... 26
3.02.07 Paiement ... 26
3.02.08 Quittance partielle ... 26
3.02.09 Réserve ... 27
3.02.10 Vérification ... 27
3.02.11 Ordre de Changement ... 27
3.03 Retenues ... 27
3.03.01 Détermination du montant ... 27
3.03.02 Hypothèques légales ... 28
3.03.03 Sous-Contractant hors Québec ... 28
3.03.04 Demande d'indemnisation ... 28
3.04 Travaux différés ... 28
3.05 Délégation de paiement ... 29
3.06 Fin du Contrat ... 29
3.06.01 Restitution d'avance ... 29
3.06.02 Compensation ... 29

4.00 SÛRETÉS ... 29

4.01 Garanties d'exécution et des obligations ... 29
4.01.01 Constitution ... 29
4.01.02 Ajustement ... 29
4.01.03 Maintien ... 29
4.02 Préavis à la caution ... 30
4.02.01 Demande d'exécution ... 30
4.02.02 Indemnisation ... 30

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES ... 30

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE ... 30

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE ... 30

7.01 Capacité ... 30
7.02 Assurances ... 30
7.03 Permis, licences et autres autorisations ... 31
7.04 Conflits de travail ... 31
7.05 Établissement ... 31
7.06 Ressources ... 31
7.07 Divulgation ... 31
7.08 Attestation de Revenu Québec ... 31
7.09 Propriété Intellectuelle ... 31

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) ... 32

8.01 Information Confidentielle ... 32

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE ... 32

9.01 Chargé de projet ... 32
9.02 Accès aux Plans et Devis ... 32
9.02.01 Transmission ... 32
9.02.02 Obtention de permis ... 32
9.02.03 Compléments ... 32

9.03 Accès au chantier 32
9.04 Autres entrepreneurs 32
9.05 Évaluation et acceptation 33
9.05.01 Droit de refus 33
a) Procédure 33
b) Motif sérieux 33
9.05.02 Avis 33
9.05.03 Exécution par un tiers 33
9.06 Demande de Changement 33
9.07 Matières dangereuses 33
9.07.01 Présomption 33
9.07.02 Contrôle et divulgation 34
9.07.03 Prévention contre exposition 34
9.07.04 Élimination ou neutralisation 34
9.08 Exonération de responsabilité 34

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 34

10.01 Assurance 34
10.01.01 Responsabilité civile générale 34
10.01.02 Chantier 35
a) Souscription et maintien 35
b) Couverture 35
10.01.03 Preuve d'assurance 35
10.01.04 Émetteur 35
10.01.05 Maintien de la responsabilité 36
10.02 Début de l'exécution du Contrat 36
10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE 36
10.04 Exécution complète 36
10.05 Respect 36
10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle 36
10.07 Conflits d'intérêts 36
10.08 Liens d'affaires 37
10.09 Meilleur Effort 37
10.10 Autorisation de contracter 37
10.10.01 ADJUDICATAIRE 37
10.10.02 Sous-contractant 37
10.10.03 Montant du Contrat 37
10.11 Conformité 38
10.11.01 Lois applicables 38
10.11.02 Traçabilité des sols contaminés excavés 38
10.11.03 Permis et autorisations 38
a) Obtention 38
b) Maintien 38
c) Formalités 38
10.11.04 Commission de la Construction du Québec 38
10.11.05 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) 39
a) Maître d'oeuvre 39
b) Exigence 39
c) Respect 39

d) Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19) 39
e) Avis à la CNESST 39
f) Attestation 39
g) Accident 40
h) Défaut 40
10.11.06 Loi sur le tabagisme 40
10.12 Main-d'œuvre 40
10.12.01 Autorité 40
10.12.02 Main-d'œuvre 40
10.12.03 Exclusions 40
a) Anciens employés 40
b) Motif sérieux de refus 41
10.12.04 Identification 41
10.12.05 Conduite 41
10.12.06 Responsabilité 41
10.13 Sous-contrat 41
10.13.01 Autorisation 41
10.13.02 Liste des sous-contractants 41
10.13.03 Informations supplémentaires 41
10.13.04 RENA 41
10.13.05 Attestation de Revenu Québec 42
10.13.06 Établissement 42
10.13.07 Responsabilité 42
10.13.08 Répartition des Travaux 42
10.13.09 Proportion 42
10.13.10 Assujettissement 42
10.13.11 Refus 43
10.14 Échéancier 43
10.14.01 Contenu 43
10.14.02 Remise 43
10.14.03 Respect 43
10.14.04 Suivi 43
10.14.05 Mise à jour continue 43
10.15 Délai de réalisation des Travaux 44
10.15.01 Point de départ 44
10.15.02 Cas de prolongation 44
10.15.03 Autorisation 44
10.16 Régie du Projet 44
10.16.01 Maîtrise des Travaux 44
a) Portée 44
b) Collaboration 44
c) Ingénieur-conseil 45
10.16.02 Direction des Travaux 45
a) Surintendant et contremaîtres 45
b) Délégation de pouvoirs 45
c) Remplacement 45
10.16.03 Réunions de chantier 45
a) Réunion de démarrage 45
b) Participation obligatoire 46
c) Rapports ou comptes rendus 46

10.16.04 Autres entrepreneurs ... 46
a) Coordination ... 46
b) Échéancier ... 46
c) Dénonciation ... 46
10.17 Matériaux et équipement ... 46
10.18 Plans et Devis ... 47
10.19 Dessins et instructions ... 47
10.19.01 Disponibilité ... 47
10.19.02 Vérification ... 47
10.19.03 Maintien de responsabilité ... 47
10.19.04 Annotations ... 47
10.20 Protection des biens ... 47
10.20.01 Étendue ... 47
10.20.02 Réparation ... 48
a) Aux frais de l'ADJUDICATAIRE ... 48
b) Aux frais du DONNEUR D'ORDRE ... 48
10.21 Santé et sécurité ... 48
10.21.01 Programme de prévention ... 48
a) Élaboration ... 48
b) Remise ... 48
c) Veille de conformité ... 48
10.21.02 Équipement de protection ... 49
10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE ... 49
10.22 Matières dangereuses ... 49
10.22.01 Responsabilité ... 49
10.22.02 Retard ... 49
10.22.03 Expert indépendant ... 50
10.23 Protection des lieux environnants ... 50
10.24 Prévention des nuisances ... 50
10.25 Inconvénients ... 50
10.26 Condition du sous-sol ... 50
10.27 Installations temporaires ... 50
10.28 Transport ... 51
10.28.01 Usage permis de camions ... 51
10.28.02 Attestation ... 51
10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac ... 51
10.28.04 Permis requis ... 51
10.29 Bornes et niveaux ... 51
10.30 Publicité ... 52
10.31 Propreté ... 52
10.31.01 Étendue ... 52
10.31.02 Intempéries ... 52
10.31.03 Fin des Travaux ... 52
10.32 Découpages, percements et réparations ... 52
10.32.01 Responsabilité ... 52
10.32.02 Personnel qualifié ... 52
10.32.03 Présomption ... 52
10.33 Échantillons, essais et dosages ... 53
10.33.01 Soumission et identification ... 53
10.33.02 Approbation préalable ... 53

10.33.03 Transmission des résultats ... 53
10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus ... 53
10.34 Inspection ... 53
10.34.01 Droit d'accès ... 53
10.34.02 Personnes autorisées ... 53
10.34.03 Travaux recouverts ... 53
10.34.04 Spécifique ... 54
10.34.05 Générale ... 54
10.34.06 Frais ... 54
10.34.07 Remise ... 54
10.35 Suspension des Travaux ... 54
10.36 Refus des Travaux ... 54
10.36.01 Retrait ... 54
10.36.02 Réparation ... 55
10.37 Ordre de Changement ... 55
10.37.01 Interdiction ... 55
10.37.02 Exécution immédiate ... 55
10.37.03 Condition ... 55
10.38 Manuels d'instructions ... 55
10.39 Garantie ... 55
10.39.01 Durée ... 55
a) ADJUDICATAIRE ... 55
b) Fournisseur ... 56
10.39.02 Début de la période ... 56
10.39.03 Vices cachés et malfaçons ... 56
a) Responsabilité ... 56
b) Avis de défectuosité ... 56
10.40 Assistance en cas de litige ... 56
10.41 Publicité et communications ... 56
10.42 Indemnisation ... 57
10.42.01 Dénonciation ... 57
10.42.02 « Perte » ... 57
10.42.03 Portée ... 57
10.42.04 Procédure ... 58

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ... 58

11.01 Information ... 58
11.02 Directive de chantier ... 58
11.03 Non-exclusivité ... 59
11.04 Substitution et équivalence de Matériaux ... 59
11.04.01 Approbation préalable ... 59
11.04.02 Démonstration ... 59
11.04.03 Interdiction ... 59
11.04.04 Ordre de Changement ... 59
11.05 Démolition et démantèlement ... 59
11.06 Objets de valeur ... 60
11.07 Réception des Travaux ... 60
11.07.01 Avec réserve ... 60
a) Conditions préalables ... 60
b) Demande d'inspection ... 60

i) Avis 60
ii) Frais d'inspection subséquente 60
c) Travaux à corriger ou à parachever 61
i) Liste 61
ii) Retenue 61
d) Documents à fournir 61
e) Émission 61
11.07.02 Sans réserve 61
a) Demande d'inspection 61
i) Avis 61
ii) Frais d'inspection subséquente 61
b) Déroulement 62
c) Émission 62
11.08 Prise de possession 62
11.08.01 Anticipée 62
a) Choix du DONNEUR D'ORDRE 62
b) Accord de l'ADJUDICATAIRE 62
c) Formulaire d'entente 62
11.08.02 Sur indication 62
11.09 Propriété Intellectuelle 62
11.10 Cession 63
11.10.01 Interdiction 63
11.10.02 Inopposabilité 63
11.10.03 Exception 63
11.11 Évaluation de rendement 63

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 64

12.01 Avis 64
12.02 Résolution de différends 64
12.02.01 Négociations de bonne foi 64
12.02.02 Médiation 64
a) Nomination commune 64
b) Nomination par un tiers 65
c) Engagement du médiateur 65
d) Règles 65
e) Échange de renseignements 65
f) Honoraires et frais 65
g) Représentant 65
h) Confidentialité 65
i) Règlement 66
j) Impasse 66
12.02.03 Arbitrage 66
a) Juridiction 66
b) Décision 66
c) Frais 66
12.03 Élection 67
12.04 Modification 67
12.05 Non-renonciation 67
12.06 Transmission électronique 67

13.00 FIN DU CONTRAT 67

13.01 De gré à gré ... 67
13.02 Résolution ... 67
13.03 Résiliation ... 68
13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE ... 68
13.03.02 Sans préavis ... 68
13.03.03 Avec préavis ... 68
13.04 Changement de Contrôle ... 69
13.05 Effet de la résiliation ... 69
13.06 Recours possibles ... 69
13.06.01 Choix ... 69
13.06.02 Garanties et obligations ... 69
13.07 Prise de possession du chantier ... 70
13.07.01 Prérogative ... 70
13.07.02 Responsabilité ... 70

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR ... 70

15.00 DURÉE. ... 70

15.01 Déterminée ... 70
15.02 Survie ... 70

16.00 PORTÉE ... 70

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT 72
ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER 73
ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS 74
ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT 75
ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT 77
ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT 79
ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE 80
ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE 81
ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE 82
ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE 83
ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER 84
ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS 86
ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX 87
ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER 88
ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE 89
ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE 90

CONTRAT DE CONSTRUCTION intervenu en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, Canada.

ENTRE :

Ville de Baie-Comeau, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), ayant son siège au 19 Marquette, en la ville de Baie-Comeau, province de Québec, G4Z 1K5;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le nº 2022-35 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉ L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE a pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres nº 2022-35, se rapportant à Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina, a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Addenda

désigne tout écrit expédié par le DONNEUR D'ORDRE, avant l'ouverture des Soumissions, portant la mention addenda et servant à clarifier ou à modifier les Documents d'Appel d'Offres suite à leur publication;

0.01.02 ADJUDICATAIRE

désigne l'entrepreneur retenu au terme de l'Appel d'Offres ou son cessionnaire autorisé et peut comprendre lorsque le sens du texte l'exige ses mandataires, représentants ou préposés;

0.01.03 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres n^{o} 2022-35, se rapportant à Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina;

0.01.04 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.05 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix faisant partie de la Soumission indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.06 Certificat de réception avec réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception avec réserve des Travaux;

0.01.07 Certificat de réception sans réserve

désigne un écrit signé par une personne habilitée à cette fin par le DONNEUR D'ORDRE attestant la réception sans réserve des Travaux;

0.01.08 Changement

désigne un ajout, un retrait ou toute modification touchant les Travaux sans affecter fondamentalement la portée générale du Contrat, inscrit sur le formulaire « Demande de changement » reproduit à l'annexe 0.01.08.

0.01.09 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, un des événements suivants :

a) l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

b) une entente portant sur la vente ou la disposition de tous ou de substantiellement tous les actifs de la personne morale;

c) une réorganisation de la personne morale menant au transfert des droits conférés par le Contrat à une Personne Liée;

d) une fusion impliquant la personne morale; ou

e) l'approbation par les actionnaires de la personne morale d'un plan pour la liquidation complète de cette dernière.

0.01.10 Chantier

désigne l'emplacement où sont exécutés les Travaux, ainsi que les environs immédiats utilisés pour les installations temporaires ou pour les dépôts de Matériaux et du Matériel;

0.01.11 Chargé de Projet

désigne la Personne qui, à titre de représentant du DONNEUR D'ORDRE, administre le Contrat;

0.01.12 Contrat

désigne le présent document ainsi que ses annexes, tout Addenda s'y rapportant et comprend toute modification de celui-ci pendant sa durée;

0.01.13 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres et de la Soumission;

0.01.14 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE pour les fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique; sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent:

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le Contrat, incluant les Plans et Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.15 DONNEUR D'ORDRE

désigne le donneur d'ordre qui prépare, conclut, signe et gère le Contrat ainsi que les Changements et comprend, lorsque le sens du texte l'exige, le Chargé de Projet;

0.01.16 Échéancier

désigne le calendrier d'exécution des Travaux convenu avec le DONNEUR D'ORDRE, allant du début de ceux-ci jusqu'à la réception de l'ouvrage, joint à l'annexe 0.01.16 des présentes et comprend toute modification de celui-ci pendant la durée du Contrat;

0.01.17 Établissement

désigne l'endroit où l'ADJUDICATAIRE, exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;

0.01.18 Fin des Travaux

signifie la date de prise d'effet indiquée au Certificat de Réception avec Réserve;

0.01.19 Fin du Contrat

désigne la dernière des dates d'expiration du délai de DOUZE (12) mois des garanties minimales exigées;

0.01.20 Force Majeure

désigne tout événement imprévisible et irrésistible au sens du *Code civil du Québec*;

0.01.21 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix et l'Attestation d'Intégrité, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.22 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*

(RLRQ, c. A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.23 Institution Financière

désigne un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la *Loi sur les assureurs* (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la *Loi sur les coopératives de services financiers* (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la *Loi sur les banques* (L.C. 1991, c. 46);

0.01.24 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.25 Matériaux

désigne tous les matériaux, équipements, machinerie lourde et installations nécessaires à l'exécution des Travaux;

0.01.26 Matériel

désigne l'ensemble des outils, de l'outillage, des instruments, des appareils, des machines, des véhicules, des bâtiments et les installations nécessaires à l'exécution ou à l'entretien des travaux et qui ne sont pas incorporés aux ouvrages;

0.01.27 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une dérogation au Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.28 Meilleur Effort

désigne les efforts qu'une Personne, désireuse d'atteindre un résultat, et agissant prudemment et diligemment, déploie, eu égard aux circonstances, pour assurer, dans la mesure du possible, l'atteinte d'un résultat probable et comprend les règles de l'art de tout métier ou profession ainsi que les meilleures pratiques reconnues d'un secteur d'activités;

0.01.29 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.30 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie, un regroupement de personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale, qui n'est pas partie au Contrat;

0.01.31 Personne Liée

désigne, pour chaque PARTIE, toute personne identifiée à l'article 251(2) de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5e suppl.)) ou toute personne qui a un lien de dépendance avec cette PARTIE;

0.01.32 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier;

0.01.33 Plans et Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Travaux à exécuter, reproduite à l'annexe 0.01.33 des présentes et comprend toute modification s'y rapportant pendant la durée du Contrat;

0.01.34 Professionnel

désigne l'architecte, l'ingénieur ou celui qui a la responsabilité de concevoir l'ouvrage en tout ou en partie ou d'en surveiller l'exécution pour le compte du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.35 Professionnel Désigné

désigne la firme de professionnels désignée par le DONNEUR D'ORDRE à ce titre aux Documents d'Appel d'Offres;

0.01.36 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou à l'obtention d'espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.37 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux SOUMISSIONNAIRES;

0.01.38 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) ou la politique de gestion contractuelle qui est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui;

0.01.39 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.40 Sous-Contrat

désigne un contrat conclu par l'ADJUDICATAIRE avec un Sous-Contractant directement lié à l'exécution des Travaux;

0.01.41 Sous-Contractant

désigne une Personne, autre qu'un employé de l'ADJUDICATAIRE, qui exécute des Travaux pour le compte et selon les directives de celui-ci en vertu d'une entente;

0.01.42 Travaux

désigne l'ensemble des travaux décrits aux Plans et Devis ainsi que les modalités d'exécution de ceux-ci;

0.02 Références financières

0.02.01 Devises

Toutes les sommes d'argent prévues dans le Contrat sont en devise canadienne.

0.02.02 Taxes

À moins d'indication contraire dans le texte, les montants indiqués dans le Contrat ne comprennent pas la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ) ainsi que toute autre taxe applicable sur de tels montants par les autorités publiques pendant la durée du Contrat.

0.03 Primauté

0.03.01 Contrat et accords verbaux

Le Contrat prime sur tout accord intervenu avec l'ADJUDICATAIRE qui n'a pas fait l'objet d'un écrit subséquent.

0.03.02 Conflits entre Documents d'Appel d'Offres

En cas de contradiction ou divergence entre les différents Documents d'Appel d'Offres, l'ordre de primauté suivant détermine, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, le document dominant:

a) Addenda;

b) Contrat;

c) Devis;

d) Plans et dessins;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.03.03 Conflits entre documents techniques

a) **Ordre à respecter**

De plus, l'ordre de primauté suivant doit être adopté en cas de contradiction ou de divergence sur les Plans et Devis :

i) les originaux papier des Plans et Devis scellés priment sur les versions électroniques de tels documents;

ii) les dimensions chiffrées indiquées sur les dessins priment, même si elles diffèrent des dimensions prises à l'échelle;

iii) les dessins établis à la plus grande échelle priment sur les dessins à l'échelle réduite;

iv) les cotes priment les mesures à l'échelle;

v) les plans de détails priment les plans d'ensemble.

Par ailleurs, entre deux documents de même type et support, celui portant la date la plus récente prédomine.

b) **Autorité du Professionnel**

Sujet aux règles de primauté prévues à la présente sous-section, le Professionnel a seul autorité pour interpréter les Plans et Devis et autres documents techniques relevant de sa

spécialité concernant l'exécution des Travaux. La décision du Professionnel compétent en la matière est finale. Elle lie l'ADJUDICATAIRE qui doit s'y conformer et exécuter sans interruption les Travaux sujet à son droit de signifier par écrit, dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis écrit de cette décision, au Professionnel décideur et au DONNEUR D'ORDRE, une contestation motivée de cette décision. Le cas échéant, les PARTIES doivent respecter la procédure de résolution de différends prévue à la sous-section 12.02.

0.04 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.05 Généralités

0.05.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Toutes les échéances indiquées dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) le terme «mois», lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Reports**

Si l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation au Contrat est retardée en raison :

i) d'un défaut par l'une des PARTIES dans l'exécution de ses obligations au Contrat;

ii) d'un cas de force majeure;

iii) d'un amendement au Contrat; ou

iv) de tout autre facteur hors du contrôle de la PARTIE à qui incombe l'obligation;

cette dernière est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment à moins que les PARTIES en conviennent autrement.

d) **Demande**

Aucune prolongation pour cause de retard ne peut être consentie à moins qu'une demande n'en soit faite promptement par écrit au Chargé de Projet au plus tard dans les DIX (10) jours ouvrables à compter du commencement du retard; dans le cas d'un motif de nature continue, la présentation d'une demande unique suffit.

0.05.02 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

1.00 OBJET

1.01 Travaux

Sujet au respect du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE convient par les présentes de confier l'exécution des Travaux à l'ADJUDICATAIRE qui convient d'exécuter ceux-ci, conformément aux Plans et Devis, moyennant la contrepartie indiquée à la section 2.00.

1.02 Licence

L'ADJUDICATAIRE accorde au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, d'adapter, de publier et de traduire les dessins d'atelier, le programme de prévention élaboré en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., c S-2.1), les rapports ou comptes rendus et, généralement, tous autres documents à être réalisés en vertu du Contrat, aux fins des activités et objets du Chargé de Projet ou, le cas échéant, du DONNEUR D'ORDRE. Cette licence est accordée sans limite territoriale et sans limite de temps.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Travaux

2.01.01 Prix

En guise de contrepartie à l'exécution des Travaux, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le(s) montant(s) indiqué(s) au Bordereau de Prix.

2.02 Licence

La contrepartie pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de ce contrat est incluse dans la rémunération versée à l'ADJUDICATAIRE pour l'exécution des Travaux.

2.03 justement

2.03.01 Règle

Il est interdit aux PARTIES de demander un ajustement du prix du Contrat dans les cas suivants :

a) lorsqu'il se produit un retard ou un arrêt dans les Travaux ou pour tout coût additionnel attribuable au non-respect par l'ADJUDICATAIRE, ses employés, mandataires, Sous-Contractants et fournisseurs d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) un manquement d'un Sous-Contractant ou son remplacement suite au non-redressement de ce manquement;

c) l'insolvabilité ou la cession de biens ou la faillite d'un Sous-Contractant et son remplacement;

d) lorsque l'ADJUDICATAIRE néglige de signaler des défauts ou des déficiences au regard des travaux des autres entrepreneurs ayant un impact sur ses Travaux en temps opportun;

Dans les autres cas, l'ajustement à la hausse ou à la baisse du prix du Contrat est admis, au cas par cas, sujet aux modalités qui suivent.

2.03.02 Autres entrepreneurs

Si le DONNEUR D'ORDRE exerce son droit d'adjuger des contrats distincts à d'autres entrepreneurs relativement à des travaux connexes autres que ceux prévus au Contrat, les obligations de l'ADJUDICATAIRE d'agir en tant que maître d'œuvre demeurent inchangées. Le cas échéant, le prix du Contrat est toutefois augmenté d'un montant équivalent à DIX POUR CENT (10 %) du coût des contrats distincts.

2.03.03 Travaux refusés

Dans le cas des Travaux défectueux, si, après consultation auprès du DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel concerné avise l'ADJUDICATAIRE qu'il n'est pas nécessaire de rectifier les Travaux défectueux ou non conformes en vertu des Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE déduit du prix du Contrat la différence de valeur entre les Travaux tels qu'exécutés et ceux prévus au Contrat. Le montant de cette différence de valeur est déterminé par le DONNEUR D'ORDRE sur recommandation des Professionnels concernés.

2.03.04 Matières dangereuses

En cas de présence avérée ou soupçonnée de matières dangereuses à l'endroit où s'exécutent les Travaux, si les mesures prises par l'ADJUDICATAIRE en vertu de la clause 10.22.01 du Contrat ont pour effet de retarder l'exécution des Travaux ou d'entraîner pour lui des frais additionnels, l'ADJUDICATAIRE est remboursé du supplément raisonnable du coût causé par le retard et par le fait qu'il a pris ces mesures.

2.03.05 Demande de Changement

Si le DONNEUR D'ORDRE transmet une demande de Changement à l'ADJUDICATAIRE, celui-ci doit soumettre un prix ou un crédit détaillé sur le formulaire «Ordre de changement» reproduit à l'annexe 2.03.08 dans un délai de DIX (10) jours suivant réception de la demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. Après la réception du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de sa proposition.

2.03.06 Détermination de la valeur

La valeur de tout Changement est déterminée selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes à savoir:

a) estimation, négociation et acceptation d'un prix forfaitaire ventilé, lequel est déterminé sur la base des taux de majoration prévus au paragraphe c) du présent alinéa pour les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE;

b) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire, application des prix unitaires mentionnés au Contrat ou convenus par la suite;

c) lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire ou d'appliquer les prix unitaires, cumul du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement lié au changement, majoré des pourcentages suivants :

i) QUINZE POUR CENT (15 %) lorsque les travaux sont exécutés par l'ADJUDICATAIRE;

ii) DIX POUR CENT (10 %) pour l'ADJUDICATAIRE et QUINZE POUR CENT (15 %) pour le Sous-Contractant, lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-Contractant.

Aux fins de l'application du paragraphe c) du premier alinéa, le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement correspond au coût réel des éléments décrits à la clause 2.03.07. La majoration inclut les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'ADJUDICATAIRE.

2.03.07 Coût de la main-d'oeuvre, des matériaux et de l'équipement

L'ADJUDICATAIRE doit faire la démonstration de chaque dépense liée à un changement. Le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement attribuable à l'exécution du changement aux travaux correspond aux coûts réels de l'ADJUDICATAIRE et des Sous-Contractants, sur les éléments suivants :

a) les salaires et charges sociales versés aux ouvriers conformément à une convention collective applicable ainsi qu'au contremaître et, le cas échéant, au surintendant qui supervise les salariés sur le chantier;

b) les frais de déplacement et d'hébergement des salariés additionnels requis;

c) le coût de tous les matériaux, produits, fournitures, incluant les matériaux incorporés à l'ouvrage en raison du changement aux travaux, y compris les frais de transport, d'entreposage et de manutention de ceux-ci, le tout correspondant au plus bas prix consenti à l'ADJUDICATAIRE et aux Sous-Contractants;

d) les taxes et autres droits imposés par toute autorité compétente sur la main-d'oeuvre, les matériaux et l'équipement requis et auxquels l'ADJUDICATAIRE est assujetti, à l'exclusion de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) lorsque l'organisme public en est exempt;

e) le coût de transport et d'utilisation d'équipements et d'outils additionnels requis, autres que ceux à main utilisés par les salariés;

f) le coût additionnel du contrôle de la qualité des travaux relatifs au changement par le responsable de l'assurance-qualité ou le surintendant;

g) les redevances et les droits de brevet applicables;

h) les primes additionnelles de cautionnements et d'assurances que l'ADJUDICATAIRE doit payer à la suite de l'augmentation du prix de son contrat;

i) les frais d'énergie et de chauffage directement attribuables au changement;

j) le coût d'enlèvement et d'élimination des ordures et débris attribuables au Changement;

k) les protections, installations temporaires et les ouvrages de sécurité additionnels nécessaires;

l) tout autre coût de main-d'œuvre, de matériaux et d'équipement additionnel requis, non spécifié aux paragraphes qui précèdent et attribuable à l'exécution du changement.

2.03.08 Négociation de la valeur d'un changement

a) **Détermination unilatérale**

Après réception de la position du DONNEUR D'ORDRE à l'égard du prix proposé par l'ADJUDICATAIRE, si ces derniers ne peuvent, après une première démarche de négociation, s'entendre sur la valeur d'un changement, le montant estimé et ventilé du changement exigé est alors déterminé par le DONNEUR D'ORDRE dans l'ordre de changement. L'ordre de Changement est produit sur le formulaire «Ordre de Changement» reproduit à l'annexe 2.03.08.

b) **Avis de différend**

Dans un tel cas, l'ADJUDICATAIRE peut, dans les quinze (15) jours de la délivrance de l'ordre de Changement, dénoncer par écrit au DONNEUR D'ORDRE un avis de différend à

ce sujet en exposant les points en litige, ses prétentions à l'égard de ceux-ci, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives. Le cas échéant, ce différend doit être résolu selon la procédure prévue à la sous-section 12.02 du Contrat.

2.04 Fin du Contrat

Nonobstant ce qui précède, si, conformément à la section 13.00, le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat et prend possession du chantier l'ADJUDICATAIRE n'a droit qu'aux indemnités prévues ci-après.

2.04.01 Travaux et biens fournis

L'ADJUDICATAIRE n'a alors droit, en proportion du prix convenu, qu'aux frais et dépenses actuelles, à la valeur des Travaux exécutés avant la notification de la résiliation ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens fournis, lorsque ceux-ci ne peuvent lui être remis et qu'il ne peut les utiliser.

2.04.02 Matériaux et frais démobilisation

Les frais relatifs aux matériaux livrés au chantier, à la main-d'œuvre et au matériel de construction, à l'équipement, aux activités de repliement et autres activités de démobilisation sont remboursés à l'ADJUDICATAIRE à la condition qu'il les justifie et qu'ils soient certifiés par le Professionnel Désigné.

2.04.03 Profits ou dommages

L'ADJUDICATAIRE, outre ce qui est prévu ci-devant, n'a droit à aucune autre compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ou pour dommages-intérêts.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Méthode de paiement

L'ADJUDICATAIRE doit adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit communiquer avec le DONNEUR D'ORDRE à la suite de l'adjudication du Contrat.

3.02 Procédure

3.02.01 Demande de paiement

Les demandes de paiement sont présentées, mensuellement ou selon le calendrier de paiement établi par le DONNEUR D'ORDRE, au Professionnel Désigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le formulaire obligatoire que l'ADJUDICATAIRE doit utiliser pour faire une demande de paiement est reproduit à l'annexe 3.02.01 des présentes.

3.02.02 Contenu obligatoire

Les demandes de paiement doivent porter la date du dernier jour du mois et le montant réclamé doit correspondre à la valeur des travaux exécutés et des matériaux incorporés à

l'œuvre à cette date au prorata du prix du contrat y compris, le cas échéant, les taxes applicables dont la TPS et la TVQ. Les approvisionnements sur le chantier en sont exclus, à moins d'une autorisation spéciale du DONNEUR D'ORDRE. Ces demandes doivent totaliser la valeur des travaux parachevés, déduction faite du total des paiements antérieurs.

3.02.03 Déclaration solennelle

Les demandes de paiement, incluant toutes les pièces justificatives requises, doivent parvenir au Professionnel Désigné dans les cinq (5) jours suivant la fin de la période. Toute demande de paiement à l'exception de la première doit être accompagnée d'une déclaration solennelle de l'ADJUDICATAIRE, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.03, à l'effet qu'il a acquitté tous comptes dus aux Sous-Contractants, ouvriers et fournisseurs de matériaux et tous autres frais figurant dans la précédente demande de paiement.

3.02.04 CCQ et CNESST

Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE présente avec chaque demande de paiement, y compris la première, un certificat attestant que toutes les contributions exigibles par la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ont été versées.

3.02.05 Certificat de paiement

Sur réception d'une demande de paiement de l'ADJUDICATAIRE, le Professionnel Désigné délivre un certificat de paiement, dans la forme prescrite à l'annexe 3.02.05, au montant demandé ou établi après vérification. Une copie de la demande de paiement vérifiée est transmise à l'ADJUDICATAIRE.

3.02.06 Preuve d'assurance

Avant que le premier paiement ne soit effectué par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE une copie de la police d'assurance responsabilité et dommage matériel et de la police d'assurance multirisque de chantier ainsi que les avenants à ces polices, de même que le calendrier d'exécution des Travaux et toute mise à jour de celui-ci.

3.02.07 Paiement

Sous réserve des retenues prévues à la sous-section 3.03, le délai de paiement est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la réception du certificat de paiement, accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

3.02.08 Quittance partielle

Par ailleurs, sur demande du DONNEUR D'ORDRE lorsque des circonstances ou des motifs le justifient, l'ADJUDICATAIRE doit, avec chaque demande de paiement, produire une quittance partielle, en la forme prescrite à l'annexe 3.02.08, dûment complétée et signée par le ou les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux identifiés par le DONNEUR D'ORDRE, attestant le paiement des sommes qui leur sont dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.02.09 Réserve

Il est entendu entre les PARTIES qu'un paiement ne constitue pas une acceptation des Travaux.

3.02.10 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.02.11 Ordre de Changement

La procédure de paiement décrite dans la présente section s'applique, en faisant les adaptations nécessaires aux sommes supplémentaires qui deviennent dues à la suite d'un ordre de Changement. Si, par contre, un ordre de Changement engendre une réduction quelconque du prix du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit joindre, à la demande de paiement qui suit ou à tout autre moment dont il peut convenir avec le DONNEUR D'ORDRE, cette demande de Changement la note de crédit correspondant au montant de la réduction ainsi générée.

3.03 Retenues

3.03.01 Détermination du montant

Le DONNEUR D'ORDRE effectuera des retenues sur les montants payables à l'ADJUDICATAIRE selon les modalités suivantes :

a) Dans tous les cas, lorsqu'une hypothèque légale de construction est inscrite, le propriétaire se réserve le droit de retenir, à même les paiements effectués à l'ADJUDICATAIRE, un montant égal à la créance augmenté de VINGT POUR CENT (20%).

b) des retenues de DIX POUR CENT (10%) sur chacun des paiements sont effectuées, lesquelles sont remises dans les QUARANTE-CINQ (45) jours suivant la date de la réception sans réserve des Travaux, sujet à ce qui suit;

c) l'ADJUDICATAIRE reconnaît que les DIX POUR CENT (10%) de retenues cumulatives demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE jusqu'à ce que l'ADJUDICATAIRE établisse qu'il a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des gages, matériaux et services;

d) l'ADJUDICATAIRE accepte en conséquence que le DONNEUR D'ORDRE puisse, après avis préalable, utiliser ces montants, en tout ou en partie, pour le remboursement des créanciers au sens du texte de la formule de cautionnement des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services fournie dans les Documents d'Appel d'Offres;

e) l'ADJUDICATAIRE accepte également que les paiements effectués directement à ces créanciers soient considérés comme ayant été effectués à lui-même et qu'ils soient déduits des montants qui lui seraient dus en vertu du contrat.

Pour que le paiement de cette retenue soit effectué, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, d'une part, les quittances complètes et finales de tous les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux ayant dénoncé leur contrat, et ce, conformément au formulaire prévu à l'annexe 3.03.01 d'autre part, un état certifié de tous les droits réels publiés depuis la date de signature du contrat, l'état devant être émis au moins trente (30) jours suivant la date de la signature par le DONNEUR D'ORDRE du certificat de réception avec réserve.

3.03.02 Hypothèques légales

Pour obtenir le paiement du solde du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avec sa demande de paiement, une copie certifiée (portant le timbre du bureau de la publicité des droits et la signature originale de l'officier de la publicité des droits) de l'index aux immeubles (registre foncier à l'entrée en vigueur du registre) couvrant la période allant de la date de signature du Contrat jusqu'à TRENTE ET UN (31) jours après la date de la réception sans réserve des Travaux et établissant qu'aucune hypothèque légale n'a été enregistrée sur l'immeuble faisant l'objet du Contrat. Advenant l'enregistrement d'hypothèques légales pour des Travaux prévus en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de lever lui-même ces hypothèques en utilisant le solde du Contrat.

3.03.03 Sous-Contractant hors Québec

Outre les retenues prévues à la présente clause, si l'ADJUDICATAIRE utilise un Sous-Contractant qui n'a pas d'établissement au Québec, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir, à même le prix du Contrat, un montant équivalant à DIX POUR CENT (10 %) du montant du Sous-Contrat impliqué, sans préjudice à tout autre droit et recours du DONNEUR D'ORDRE.

3.03.04 Demande d'indemnisation

Si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'une demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE alors que celui-ci lui doit encore des sommes d'argent en vertu du Contrat, il est convenu qu'en pareilles circonstances le DONNEUR D'ORDRE peut retenir de telles sommes, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur cette demande d'indemnisation, et, dans la mesure où cette décision lui est favorable, opérer compensation.

3.04 Travaux différés

Après l'émission du Certificat de réception sans réserve englobant les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE libère la retenue qu'il a effectuée pour les Travaux (valeur des Travaux majorés de 20 %).

3.05 Délégation de paiement

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur l'administration fiscale* (L.R.Q., c. A-6.002), lorsque l'ADJUDICATAIRE est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, le ministre ou le DONNEUR D'ORDRE, dans le cas où ce dernier est un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de cette loi, peut, s'il en est requis par le ministre du Revenu, transmettre à celui-ci en tout ou en partie le montant payable en vertu du Contrat afin que le ministre puisse affecter en tout ou en partie ce montant au paiement de cette dette.

3.06 Fin du Contrat

3.06.01 Restitution d'avance

Si le DONNEUR D'ORDRE met fin au Contrat conformément à la Partie 13.00 et si l'ADJUDICATAIRE avait, lors de la signature de celui-ci obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier à moins qu'il puisse démontrer au DONNEUR D'ORDRE qu'il ait droit de conserver celle-ci pour les Travaux exécutés.

3.06.02 Compensation

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'opérer compensation entre le montant total de ces frais et tout montant dû à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat ou autrement.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garanties d'exécution et des obligations

4.01.01 Constitution

Sous peine de se voir retirer le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de l'envoi de l'Avis d'Adjudication, fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution et une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services qui doivent être, chacune, d'un montant équivalant à CINQUANTE POUR CENT (50 %) du montant du contrat, sous forme de cautionnement émis en faveur du DONNEUR D'ORDRE par une Institution Financière et qui doivent être conformes aux dispositions des modèles de cautionnement d'exécution et de cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services reproduits respectivement aux annexes 4.02A et 4.02B du Formulaire de Soumission;

4.01.02 Ajustement

Si le Contrat fait l'objet d'une ou plusieurs Demandes de Changement et s'il en résulte une hausse du montant initial du Contrat de DIX POUR CENT (10 %) ou plus, l'ADJUDICATAIRE doit fournir de nouvelles garanties basées sur le montant révisé du Contrat.

4.01.03 Maintien

Les garanties offertes sous forme de cautionnement sont valables pour toute la durée du Contrat.

4.02 Préavis à la caution

4.02.01 Demande d'exécution

Advenant un défaut de l'ADJUDICATAIRE, si ce dernier a remis une garantie d'exécution sous forme de cautionnement, le DONNEUR D'ORDRE avise la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat.

4.02.02 Indemnisation

À défaut par la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au Contrat dans les délais prescrits par le DONNEUR D'ORDRE, le Contrat est résilié de plein droit et la caution doit verser au DONNEUR D'ORDRE la différence entre le prix qui aurait été payé à l'ADJUDICATAIRE et celui qui doit être payé à toute Personne qui est appelée à exécuter le Contrat ainsi que tout coût occasionné au DONNEUR D'ORDRE par l'inexécution des obligations et conditions prévues au Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, pouvoirs et autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Assurances

L'ADJUDICATAIRE déclare avoir souscrit à des polices d'assurance suffisantes pour couvrir les principaux risques inhérents à l'exécution des Travaux. De plus, il atteste être assuré en prévision de toute réclamation pouvant impliquer sa responsabilité civile.

7.03 Permis, licences et autres autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences et autres autorisations requis par les autorités publiques compétentes en relation avec ses activités et pour exécuter les Travaux.

7.04 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.05 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.06 Ressources

L'ADJUDICATAIRE possède l'expertise et les ressources nécessaires pour exécuter les Travaux conformément aux Plans et Devis et, le cas échéant, dans les délais indiqués à l'Échéancier.

7.07 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

7.08 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE reconnaissant qu'un tel geste constitue une infraction suivant le *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes municipaux* (RLRQ, chapitre C-19, r. 3), justifiant un constat d'infraction, déclare, aux fins de l'obtention du Contrat, ne pas avoir transmis une attestation de Revenu Québec contenant des renseignements faux ou inexacts.

7.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits d'utilisation de la Propriété Intellectuelle requise pour exécuter les Travaux soit en qualité de titulaire de celle-ci ou par voie de licence.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Chargé de projet

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, d'aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

9.02 Accès aux Plans et Devis

9.02.01 Transmission

Trois (3) exemplaires originaux en version papier et un exemplaire en version reproductible, des Plans et Devis émis pour construction doivent être fournis sans frais à l'ADJUDICATAIRE. Toute copie supplémentaire réclamée par l'ADJUDICATAIRE sera facturée au coût de 52 $ par copie.

9.02.02 Obtention de permis

Au surplus, lorsque de tels documents nécessaires à l'exécution des Travaux sont requis pour l'obtention de tout permis par l'ADJUDICATAIRE, ces exemplaires doivent être remis, sans frais, à l'ADJUDICATAIRE à sa demande expresse.

9.02.03 Compléments

Au besoin, des détails et des instructions qui peuvent se traduire, en outre, sous forme de documents graphiques ou écrits, d'échantillons ou de maquettes qui deviennent des Documents d'Appel d'Offres, doivent également être transmis à l'ADJUDICATAIRE.

9.03 Accès au chantier

Le DONNEUR D'ORDRE doit, pendant toute la durée des Travaux, assurer à l'ADJUDICATAIRE le plein accès des lieux où ceux-ci s'exécutent.

9.04 Autres entrepreneurs

Dans la mesure où le DONNEUR D'ORDRE fait appel à d'autres entrepreneurs pour exécuter des travaux se rapportant au même projet, ce dernier doit exiger de leur part des

couvertures d'assurance suffisantes dans la mesure où les travaux visés par le contrat de l'ADJUDICATAIRE peuvent être touchés.

9.05 Évaluation et acceptation

9.05.01 Droit de refus

a) **Procédure**

Malgré toute autorisation ou approbation donnée aux fins de rémunération aux différentes étapes d'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit, lors de la réception définitive des Travaux se rapportant à la réalisation d'un ouvrage matériel ou intellectuel quelconque, de refuser, en tout ou en partie, ceux qui ne sont pas exécutés conformément aux exigences des Plans et Devis.

b) **Motif sérieux**

Toutefois, le DONNEUR D'ORDRE ne peut refuser les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE que pour une bonne et valable raison relative à la qualité du travail, compte tenu de ce qui est demandé à l'ADJUDICATAIRE et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

9.05.02 Avis

Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE fait connaître par avis écrit son refus d'une partie ou de l'ensemble des travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE dans les DIX (10) jours de la réception définitive des Travaux. L'absence d'avis dans le délai prescrit signifie que le DONNEUR D'ORDRE accepte les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE.

9.05.03 Exécution par un tiers

Si l'ADJUDICATAIRE omet ou refuse d'exécuter les Travaux correctifs dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE, ce dernier se réserve le droit de faire reprendre les Travaux par un tiers aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

9.06 Demande de Changement

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sans entraîner la nullité du Contrat, apporter des changements aux Travaux. Le montant du Contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05 des présentes. Ces changements entraînent également une modification du délai d'exécution ainsi que de la commande d'exécution.

9.07 Matières dangereuses

9.07.01 Présomption

Pour les fins de la législation environnementale applicable, le DONNEUR D'ORDRE est réputé avoir la maîtrise de l'endroit où s'exécutent les Travaux et être responsable de l'administration de celui-ci, pour ce qui est des conditions existantes.

9.07.02 Contrôle et divulgation

Avant que l'ADJUDICATAIRE ne commence les travaux, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables pour vérifier si des substances ou matières toxiques ou dangereuses sont présentes à l'endroit où s'exécutent les Travaux et fournir par écrit à l'ADJUDICATAIRE, le cas échéant, la liste de ces substances et matières.

9.07.03 Prévention contre exposition

Le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à des substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'emplacement de l'ouvrage avant que l'ADJUDICATAIRE commence les Travaux.

9.07.04 Élimination ou neutralisation

Sauf si le Contrat stipule expressément qu'il en est autrement, le DONNEUR D'ORDRE doit prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à la loi, pour éliminer, entreposer ou rendre inoffensives de quelque autre façon les substances ou matières toxiques ou dangereuses qui se trouvaient à l'endroit où s'exécutent les Travaux avant que l'ADJUDICATAIRE commence ceux-ci.

9.08 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Assurance

10.01.01 Responsabilité civile générale

L'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance responsabilité civile générale conformément aux conditions et modalités à l'Annexe 10.01.01 « Avenant à la police de responsabilité civile générale » jusqu'à la réception sans réserve de l'ensemble des Travaux au moyen soit d'une police distincte, soit d'un avenant à une police déjà existante, une assurance responsabilité civile générale comportant une limite d'indemnité unique au montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 $) par événement, ou à tout autre montant prévu au Contrat, pour dommages corporels (y compris la mort en résultant) et pour dommages matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'évènement et couvrant :

a) le risque des lieux et activités;

b) le risque des produits et des travaux terminés;

c) le risque de responsabilité assumée en vertu d'un contrat, formule globale, et couvrant les Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux de l'ADJUDICATAIRE;

d) le risque découlant d'ascenseurs et de monte-charges, le cas échéant;

e) le risque relatif aux préjudices personnels;

f) le risque des travaux d'étayage, de dynamitage, d'excavation, de reprises en sous-œuvre, de démolition, de battage de pieux, de travaux de souterrains, de percements de tunnels, de travaux de nivellement, le cas échéant;

g) le risque de responsabilité automobile des non-propriétaires;

h) le risque de responsabilité civile contingente des patrons;

i) l'avenant d'extension du terme assuré aux employés de l'assuré désigné;

j) l'avenant dommages matériels formule étendue.

10.01.02 Chantier

a) **Souscription et maintien**

À moins d'indication contraire stipulée dans le Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit fournir et maintenir en vigueur l'assurance de chantier conformément aux conditions et modalités établies à l'Annexe 10.01.02 intitulé « Avenant à la police d'assurance de chantier ».

b) **Couverture**

L'assurance doit être constituée par une police d'assurance de chantier (formule globale) et couvrir la pleine valeur assurable des Travaux établie en fonction du prix du Contrat et la pleine valeur déclarée des matériaux, produits et équipements qui doivent être fournis par le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'incorporation à l'ouvrage. L'assurance doit tenir compte des intérêts du DONNEUR D'ORDRE, de l'ADJUDICATAIRE, des Sous-Contractants et de toute autre Personne ayant un intérêt assurable dans les Travaux.

10.01.03 Preuve d'assurance

L'ADJUDICATAIRE doit remettre promptement après l'entrée en vigueur du Contrat, une copie de chaque police d'assurance qui doit répondre aux exigences de la présente sous-section 10.01.

10.01.04 Émetteur

Ces polices d'assurance doivent être souscrites auprès d'une Institution Financière et doivent prévoir un avis écrit d'au moins TRENTE (30) jours aux PARTIES en cas d'annulation ou de réduction de couverture.

10.01.05 Maintien de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette section ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.02 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.03 Représentant de l'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE doit identifier un représentant possédant la délégation de pouvoir suffisante pour discuter avec le DONNEUR D'ORDRE des aspects contractuels du projet. Il doit entretenir un dialogue avec le représentant du DONNEUR D'ORDRE afin d'évaluer et de solutionner les problèmes relatifs à la réalisation du projet.

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir le consentement du DONNEUR D'ORDRE avant de remplacer cette personne. Dans un tel cas, le DONNEUR D'ORDRE peut, à sa discrétion :

a) accepter le changement si la personne proposée en remplacement est équivalente à celle initialement identifiée et si l'ADJUDICATAIRE assume le transfert des connaissances;

b) refuser le changement s'il juge que la personne proposée n'est pas équivalente à celle initialement identifiée et obliger l'ADJUDICATAIRE à poursuivre avec la personne initiale.

10.04 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat. L'ADJUDICATAIRE s'engage également à faire tous les menus travaux usuels et nécessaires au parachèvement des Travaux et afin de les rendre conformes à l'usage auquel ils sont destinés, qu'ils aient été ou non spécifiés dans les Plans et Devis.

10.05 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.06 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.07 Conflits d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.08 Liens d'affaires

Pendant la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et une Personne ayant participé à la préparation de l'Appel d'Offres dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes et les sanctions prévues par le Règlement sur la Gestion Contractuelle, le cas échéant.

10.09 Meilleur Effort

L'ADJUDICATAIRE s'engage à déployer son Meilleur Effort dans l'exécution des Travaux. Il doit en outre, exécuter ceux-ci conformément aux normes et codes spécifiés ou cités en référence dans le Devis. En l'absence de mention quant aux normes à respecter au sein du Devis, les Travaux doivent être conformes ou supérieurs aux normes et codes provinciaux ou municipaux en vigueur au moment. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes ont préséance.

10.10 Autorisation de contracter

10.10.01 ADJUDICATAIRE

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger l'ADJUDICATAIRE à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.02 Sous-contractant

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.10.03 Montant du Contrat

Si, en cours d'exécution du Contrat, le montant du Contrat devient égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement du Québec, l'ADJUDICATAIRE doit obtenir une autorisation de contracter délivrée par l'AMP.

10.11 Conformité

10.11.01 Lois applicables

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de s'assurer que les Travaux sont exécutés conformément aux Lois applicables. L'ADJUDICATAIRE doit notamment veiller à ce que les Travaux soient exécutés conformément au *Code de construction* adopté en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, chapitre B-1.1).

10.11.02 Traçabilité des sols contaminés excavés

L'ADJUDICATAIRE doit se conformer au *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* pour le transport de sols contaminés, c'est-à-dire les sols qui contiennent un ou des contaminants provenant d'une activité humaine, peu importe la valeur de concentration de ces derniers. De façon plus particulière, l'ADJUDICATAIRE doit aussi respecter les dispositions prévues à cet effet au Devis, le cas échéant.

10.11.03 Permis et autorisations

a) **Obtention**

L'ADJUDICATAIRE doit se munir de tous les permis, licences, brevets et certificats nécessaires à l'exécution des Travaux, respecter et faire respecter les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, ordonnances, codes, décrets et conventions collectives touchant la construction ou la main-d'œuvre et fournir, sur demande du Professionnel Désigné ou du DONNEUR D'ORDRE, la preuve de leur observance. Les frais afférents à l'obtention des documents ci-dessus indiqués doivent être inclus dans le prix de la soumission.

b) **Maintien**

Sauf indication contraire, l'ADJUDICATAIRE doit maintenir tout permis, licence, accréditation ou autorisation nécessaire à l'exécution des Travaux; il doit les garder valides pendant toute la durée du Contrat. Dans tous les cas, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces permis et certificats

c) **Formalités**

L'ADJUDICATAIRE doit également remplir le formulaire «Déclaration de travaux» disponible auprès de la Régie du bâtiment du Québec et lui retourner dans les délais prescrits, avec copie au DONNEUR D'ORDRE.

10.11.04 Commission de la Construction du Québec

L'ADJUDICATAIRE doit être enregistré à titre d'employeur à la *Commission de la Construction du Québec* (CCQ) et veiller à ce qu'il n'y ait pas de «travail au noir» sur le chantier. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'exiger de l'ADJUDICATAIRE une lettre d'état de la situation émise par la CCQ.

10.11.05 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

a) **Maître d'oeuvre**

L'ADJUDICATAIRE est seul à être considéré comme le maître d'œuvre du Chantier au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1), la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, chapitre A-3.001) et leurs règlements afférents.

b) **Exigence**

Tout chantier de construction doit être conçu et tenu de façon à protéger les travailleurs contre les risques professionnels et à en assurer la salubrité. La responsabilité d'éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute Personne dans les limites du chantier incombe à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Respect**

L'ADJUDICATAIRE, reconnaissant qu'il a, à compter du début des Travaux, le contrôle total du chantier pendant l'exécution des Travaux, en tant que maître d'œuvre, s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les Personnes impliquées dans l'exécution des Travaux respectent les ordonnances, normes et règlements de la CNESST, dont notamment le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4).

d) **Travaux durant la pandémie de coronavirus (COVID-19)**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre connaissance du document « Guide de normes sanitaires en milieu de travail pour le secteur de la construction - COVID-19 », accessible sur le site-web de la CNESST, soit au https://www.cnesst.gouv.qc.ca/salle-de-presse/covid-19/Documents/DC100-2150-guide-construction.pdf. Il doit exécuter le Contrat en respectant les mesures contenues dans ce document. De plus, l'ADJUDICATAIRE doit s'informer périodiquement des mises à jour qui sont apportées au document et adapter ses pratiques en conséquence.

e) **Avis à la CNESST**

L'ADJUDICATAIRE doit, au début et à la fin des activités sur le chantier de construction, transmettre à la CNESST un avis d'ouverture et un avis de fermeture du chantier dans les délais et selon les modalités prévues par règlement. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir une copie de l'avis d'ouverture du Chantier au DONNEUR D'ORDRE.

f) **Attestation**

L'ADJUDICATAIRE ayant un établissement au Québec s'engage à fournir, avant le début des travaux, une attestation de conformité délivrée par la CNESST. Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation s'il y a lieu.

g) **Accident**

Dans les VINGT-QUATRE (24) heures qui suivent un accident, l'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE une copie de l'avis d'accident qu'il a donné à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements demandés par le DONNEUR D'ORDRE concernant cet accident.

h) **Défaut**

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'aviser la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre les Travaux selon la gravité du défaut conformément aux dispositions de la section « Inspection ».

10.11.06 Loi sur le tabagisme

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer du respect de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme* (RLRQ, chapitre L-6.2) auprès des travailleurs et autres personnes circulant sur le chantier de construction. Il est redevable de rembourser au DONNEUR D'ORDRE ou à l'établissement visé par les Travaux, le coût des amendes et des frais découlant de toutes infractions aux dispositions de la Loi précitée et des règlements applicables par les travailleurs œuvrant sur le chantier de construction.

10.12 Main-d'œuvre

10.12.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard de la main-d'œuvre affectée à l'exécution des Travaux et il doit assumer tous les droits, obligations et responsabilités se rapportant à ce statut. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.12.02 Main-d'œuvre

L'ADJUDICATAIRE est tenu de fournir une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante afin d'assurer l'exécution optimale des Travaux et de s'assurer que la main d'œuvre détient tous les permis, accréditations et certificats nécessaires.

10.12.03 Exclusions

a) **Anciens employés**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ne pas embaucher ou retenir les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ou ayant été à l'emploi du DONNEUR D'ORDRE, aux fins de l'assigner directement ou indirectement à l'exécution du présent Contrat, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Motif sérieux de refus**

Le DONNEUR D'ORDRE peut refuser de donner son autorisation s'il juge que les informations confidentielles ou stratégiques que cette personne a pu obtenir dans le cadre de son emploi chez le DONNEUR D'ORDRE risquent de lui être préjudiciables.

10.12.04 Identification

Le personnel de l'ADJUDICATAIRE doit porter en tout temps des papiers officiels d'identification personnelle et d'identification de l'ADJUDICATAIRE.

10.12.05 Conduite

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, faire preuve de diligence, d'intégrité, de probité et de bonne foi à l'endroit des personnes qu'il sollicite pour intervenir dans le cadre de l'exécution des Travaux. Il doit en outre s'assurer de la bonne tenue de ses employés et limiter leurs déplacements dans l'édifice aux exigences particulières des Travaux à effectuer.

10.12.06 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE est responsable des actes et omissions de ses employés et de ses représentants autorisés dans l'accomplissement des obligations qui leur incombent en vertu du Contrat et aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée de manière à libérer l'ADJUDICATAIRE d'une quelconque responsabilité lui incombant.

10.13 Sous-contrat

10.13.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat à condition de respecter les exigences prévues ci-après.

10.13.02 Liste des sous-contractants

L'ADJUDICATAIRE peut uniquement conclure un Sous-Contrat avec les Sous-Contractants identifiés dans la liste jointe à sa Soumission. De plus, toute modification à la liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, les exigences prévues ci-après demeurent applicables.

10.13.03 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses Sous-Contractants.

10.13.04 RENA

Avant de conclure tout Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que le Sous-Contractant n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

10.13.05 Attestation de Revenu Québec

L'ADJUDICATAIRE s'engage, lorsque requis par la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3), à obtenir de la part de ses Sous-Contractants une attestation de Revenu Québec.

10.13.06 Établissement

L'ADJUDICATAIRE doit engager des Sous-Contractants ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins qu'il ne démontre à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE qu'il n'existe pas de Sous-Contractants dans une spécialité donnée au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental. Dans le cas où l'ADJUDICATAIRE ne fait pas cette démonstration à la satisfaction de l'ORGANISME PUBLIC, ce dernier peut exiger que l'ADJUDICATAIRE choisisse un Sous-Contractant ayant un établissement au Québec ou dans un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, sans changer le prix total du Contrat.

10.13.07 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout Sous-Contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. Malgré la conclusion d'un Sous-Contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un Sous-Contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.13.08 Répartition des Travaux

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de la répartition des Travaux entre ses Sous-Contractants. Aucun ajustement de prix ne peut être fondé sur un différend dans l'interprétation des Plans et Devis quant au corps de métier qui doit fournir ou poser certains articles spéciaux ou certains matériaux.

10.13.09 Proportion

Le DONNEUR D'ORDRE peut faire connaître aux Sous-Contractants le pourcentage de leurs Travaux qui a été certifié pour fin de paiement.

10.13.10 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit protéger les droits du DONNEUR D'ORDRE en ce qui concerne la partie de l'exécution du Contrat qui est sous-contractée. Il doit notamment :

a) conclure une entente écrite avec chaque Sous-Contractant pour l'obliger à exécuter le Sous-Contrat conformément aux exigences du Devis;

b) incorporer les modalités du Devis dans l'entente écrite conclue avec chaque Sous-Contractant;

c) s'assurer de la coordination des Sous-Contractants et être pleinement responsable de leurs actes et omissions;

d) exiger des Sous-Contractants qu'ils répondent aux mêmes exigences que l'ADJUDICATAIRE en matière d'assurances, lesquelles sont prévues à la section 10.01.

10.13.11 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un Sous-Contractant pour un motif sérieux.

10.14 Échéancier

10.14.01 Contenu

L'Échéancier doit être conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres et exposer au moins les éléments tels, le phasage, chacune des phases d'acceptation du projet en indiquant les interventions d'architecture, de structure, de mécanique /électricité et de génie civil, le cheminement critique, les dates jalons, les délais de livraison et de réception des travaux le cas échéant pour chacune des phases et avancement prévu et réel des travaux.

10.14.02 Remise

Si l'Échéancier n'a pas été remis avec sa Soumission, l'ADJUDICATAIRE doit, au plus tard à la première assemblée de chantier, le remettre au Professionnel Désigné pour contrôle et commentaires des Professionnels et du DONNEUR D'ORDRE.

10.14.03 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à exécuter les Travaux selon l'Échéancier et à tenir le DONNEUR D'ORDRE informé, en temps opportun, de tout retard ou manquement à cet égard afin de lui permettre de remédier aux conséquences d'un tel retard.

10.14.04 Suivi

À chaque réunion de chantier l'ADJUDICATAIRE doit illustrer les activités ou tâches qu'il entend réaliser au chantier au cours des DEUX (2) semaines subséquentes à son calendrier d'exécution, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer les mesures prises ou qu'il entend prendre pour respecter son calendrier révisé.

10.14.05 Mise à jour continue

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir à jour l'Échéancier. À cet égard, chaque demande de paiement doit être accompagnée d'un Échéancier mis à jour et conforme aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, illustrant l'état d'avancement des travaux, incluant toutes les modifications apportées aux travaux selon les ordres de Changement émis par le DONNEUR D'ORDRE, et tenant compte aussi de tout autre évènement pouvant affecter sensiblement le chantier dénoncé en vertu de la clause 10.15 du Contrat.

10.15 Délai de réalisation des Travaux

10.15.01 Point de départ

Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué à l'avis d'appel d'offres. Ce délai se calcule à compter, soit la date de signature du contrat, soit de la date d'autorisation par le DONNEUR D'ORDRE de débuter les travaux après l'obtention des assurances et des garanties requises.

10.15.02 Cas de prolongation

L'ADJUDICATAIRE peut avoir droit à une prolongation du délai de réalisation des travaux et à des frais inhérents lorsque les travaux sont retardés par suite d'un acte du DONNEUR D'ORDRE ou de son représentant, d'un autre fournisseur ou de ses employés, d'une ordonnance d'un tribunal ou autre administration publique rendue pour une cause non imputable à l'ADJUDICATAIRE ou à son représentant, d'un cas fortuit ou de force majeure.

10.15.03 Autorisation

Toute prolongation du délai de réalisation des travaux et les frais inhérents doivent cependant faire l'objet d'une autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE, sur demande écrite de l'ADJUDICATAIRE à cette fin adressée au DONNEUR D'ORDRE avec copie au Professionnel Désigné, dans les QUINZE (15) jours du début de l'évènement qui occasionne un retard ou de la date de la constatation de l'évènement occasionnant ce retard de l'avis de l'ADJUDICATAIRE. Dans cette demande, l'ADJUDICATAIRE doit expliquer comment un tel évènement peut avoir un effet sur le cheminement critique des travaux du projet prévu à l'Échéancier.

10.16 Régie du Projet

10.16.01 Maîtrise des Travaux

a) **Portée**

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité complète des Travaux. Il doit les diriger et les contrôler efficacement. Il est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences, procédures et coordination de toutes les parties des Travaux en vertu du Contrat, ainsi que de la conception, de l'érection, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement des structures et installations temporaires.

b) **Collaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE et les Professionnels pour identifier des mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du projet en fonction du cheminement critique des activités de l'Échéancier et ce, dans le respect du délai de réalisation des Travaux.

c) **Ingénieur-conseil**

Lorsque la loi ou les Documents d'Appel d'Offres l'exigent, et dans tous les cas où les installations temporaires et leur méthode de construction sont telles que la compétence d'un ingénieur autre que celui du DONNEUR D'ORDRE est requise pour satisfaire aux exigences de la sécurité, l'ADJUDICATAIRE doit l'engager et rémunérer ses services.

10.16.02 Direction des Travaux

a) **Surintendant et contremaîtres**

L'ADJUDICATAIRE doit maintenir sur le chantier au moins un surintendant dont la présence est continuellement obligatoire sur le chantier durant l'exécution des Travaux, ainsi que des contremaîtres en nombre suffisant.

b) **Délégation de pouvoirs**

Le surintendant doit représenter l'ADJUDICATAIRE sur le chantier et les instructions qui lui sont données par tout Professionnel sont censées avoir été données à l'ADJUDICATAIRE.

c) **Remplacement**

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander le remplacement du surintendant ou d'un contremaître pour raison d'incompétence ou tout autre motif important. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour remplacer celui-ci dans les meilleurs délais.

10.16.03 Réunions de chantier

a) **Réunion de démarrage**

Le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début des Travaux, une réunion de démarrage lors de laquelle il informe l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants notamment de la fréquence des réunions subséquentes. Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE fournit tous les documents requis dans le Contrat à savoir notamment :

i) la liste des Sous-Contractants;

ii) l'Échéancier initial;

iii) la liste du Matériel que l'ADJUDICATAIRE compte utiliser;

iv) le programme de prévention;

v) l'attestation d'entente avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac;

vi) la copie des polices d'assurance.

b) **Participation obligatoire**

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions convoquées et y apporter sa collaboration.

c) **Rapports ou comptes rendus**

Les rapports ou comptes rendus sont rédigés par la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE et distribués aux intéressés. L'ADJUDICATAIRE doit aviser le rédacteur d'un compte rendu de toute rectification ou précision à y apporter, et ce, dans les dix (10) jours ouvrables de sa réception, à défaut de quoi il est réputé en accepter le contenu.

10.16.04 Autres entrepreneurs

a) **Coordination**

Si le DONNEUR D'ORDRE adjuge à d'autres entrepreneurs, par contrats distincts, certains travaux dont la liste apparaît à l'annexe 10.16.04, l'ADJUDICATAIRE doit, le cas échéant, coordonner ses Travaux avec ceux des autres entrepreneurs et assurer les raccordements prévus ou indiqués dans leurs contrats. Il doit aussi leur fournir l'assistance et les services qu'il fournit habituellement à ses Sous-Contractants en plus d'assumer auprès d'eux les obligations de maître d'œuvre telles que définies dans la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1).

b) **Échéancier**

Dans une telle éventualité, le délai d'exécution des Travaux prévus au Contrat demeure inchangé à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que les contrats distincts ont un impact réel sur ce délai.

c) **Dénonciation**

Afin de ne pas perdre son droit à un ajustement du prix du Contrat en pareilles circonstances, l'ADJUDICATAIRE doit signaler au Professionnel Désigné et confirmer par écrit tout défaut qu'il constate dans les travaux des autres entrepreneurs et qui serait de nature à affecter les travaux prévus au Contrat.

10.17 Matériaux et équipement

Pour assurer une exécution optimale, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier :

a) de matériaux neufs, à moins qu'il en soit spécifié autrement aux Plans et Devis, de qualité requise par les Documents d'Appel d'Offres et préalablement approuvés par le Professionnel ou les spécialistes concernés;

b) de l'outillage, du matériel de construction et des équipements adéquats.

10.18 Plans et Devis

L'ADJUDICATAIRE doit conserver en bon état sur le chantier un exemplaire de tous les Plans et Devis comprenant la mention « Émis pour construction », des dessins d'atelier approuvés par les Professionnels, des rapports d'essais effectués sur place, de l'Échéancier approuvé et des instructions d'installation et de mise en œuvre fournis par les fabricants. L'ADJUDICATAIRE doit tenir l'exemplaire à la disposition du DONNEUR D'ORDRE.

10.19 Dessins et instructions

10.19.01 Disponibilité

Afin de ne pas retarder la progression des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit fournir en temps opportun au Professionnel concerné, pour acceptation, les dessins d'atelier ou diagrammes ainsi que les instructions de manufacturiers nécessaires à la bonne exécution des Travaux, afin de s'assurer de leur conformité aux Documents d'Appel d'Offres. L'ADJUDICATAIRE doit planifier d'obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter de tels Travaux et ce, en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.19.02 Vérification

Ces dessins sont vérifiés, identifiés, datés, signés ou scellés par l'ADJUDICATAIRE qui doit prévenir le Professionnel concerné, lors de leur présentation, de tout changement par rapport aux Documents d'Appel d'Offres. Les dessins d'atelier sont corrigés par l'ADJUDICATAIRE conformément aux instructions du Professionnel concerné et copie de tels dessins conservés au chantier.

10.19.03 Maintien de responsabilité

Il est expressément convenu que l'acceptation par les Professionnels de ces dessins ou instructions de manufacturiers ne libère pas l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité.

10.19.04 Annotations

Au cours des travaux, l'ADJUDICATAIRE annotera, au fur et à mesure de l'exécution de ceux-ci, toutes modifications et tous changements aux ouvrages sur une copie de plans additionnelle qui sera remise au DONNEUR D'ORDRE au plus tard à la réception sans réserve des Travaux.

10.20 Protection des biens

10.20.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit protéger l'ouvrage résultant des Travaux, les biens du DONNEUR D'ORDRE et les biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux contre tout dommage, accidentel ou non, résultant de leur exécution; il est responsable de ces dommages, sauf ceux résultant :

a) d'erreurs dans les documents constitutifs des Plans et Devis;

b) d'actes ou d'omissions du DONNEUR D'ORDRE, d'autres entrepreneurs ou de leurs représentants ou employés.

10.20.02 Réparation

a) **Aux frais de l'ADJUDICATAIRE**

Si, lors de l'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE cause des dommages à l'ouvrage résultant des Travaux, aux biens du DONNEUR D'ORDRE ou à des biens adjacents aux lieux d'exécution des Travaux, l'ADJUDICATAIRE est responsable de la réparation de ces dommages à ses frais.

b) **Aux frais du DONNEUR D'ORDRE**

Si, toutefois, des dommages sont causés à l'ouvrage résultant des Travaux ou biens du DONNEUR D'ORDRE sans que l'ADJUDICATAIRE en soit responsable, ce dernier doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en donne l'ordre, réparer les dommages à celui-ci, étant entendu que le prix du Contrat ainsi que l'Échéancier doivent alors être rajustés en conséquence.

10.21 Santé et sécurité

10.21.01 Programme de prévention

a) **Élaboration**

L'ADJUDICATAIRE doit élaborer avant le début des Travaux et présenter dans les délais prévus à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, un programme de prévention propre au chantier et le coordonner au programme de prévention propre à l'établissement où les Travaux sont exécutés et créer un comité de construction, le cas échéant.

b) **Remise**

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE son programme de prévention propre au chantier au plus tard lors de la première réunion de chantier. À défaut, le DONNEUR D'ORDRE peut, sans préavis et sans frais, suspendre les Travaux jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat et le délai de réalisation des Travaux.

c) **Veille de conformité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-Contractants et toute personne ayant accès au chantier, les dispositions du programme de prévention ainsi que celles de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, c. S-2.1) et le *Code de sécurité pour les travaux de*

construction (RLRQ, c. S-2.1, r. 4) pour les travaux de construction et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.21.02 Équipement de protection

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir à ses employés et mandataires, les équipements de protection individuels ou collectifs et le personnel, selon ce qui est requis par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) particulièrement, le *Code de sécurité pour les travaux de construction* (RLRQ, chapitre S-2.1, r. 4) et tout autre règlement ainsi que par les représentants de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

10.21.03 Avis au DONNEUR D'ORDRE

Dès réception de tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, ordre ou décision émis relativement au chantier, l'ADJUDICATAIRE s'engage à aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE et donner suite à une telle demande dans les délais requis.

10.22 Matières dangereuses

10.22.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE doit, conformément à la réglementation en vigueur, entreposer et disposer adéquatement des matières dangereuses. Si l'ADJUDICATAIRE :

a) rencontre des substances ou des matières toxiques ou dangereuses à l'endroit d'exécution des Travaux; ou

b) est raisonnablement justifié de craindre que des substances toxiques ou dangereuses ne se trouvent à l'endroit d'exécution des Travaux;

et si le DONNEUR D'ORDRE ne se conforme pas à ses obligations en vertu de la clause 9.07, l'ADJUDICATAIRE doit :

a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris l'arrêt des travaux, pour faire en sorte que personne ne soit blessé, que la santé ou la vie de personne ne soit mise en danger et qu'aucun bien ne soit endommagé ou détruit à la suite d'une exposition à ces substances ou matières, ou en raison de leur présence; et

b) faire immédiatement, et par écrit, rapport sur cette situation au DONNEUR D'ORDRE.

10.22.02 Retard

Si les mesures prises en vertu de la présente section du Contrat ont pour effet de retarder l'ADJUDICATAIRE dans l'exécution des Travaux, l'Échéancier est prolongé.

10.22.03 Expert indépendant

Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE peuvent s'appuyer conjointement sur l'avis d'un expert indépendant dans un différend né en vertu de la présente section; les services de cet expert sont alors retenus conjointement par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, à qui il incombe conjointement de le rémunérer.

10.23 Protection des lieux environnants

L'ADJUDICATAIRE doit protéger à ses frais les arbres, arbustes, gazon et plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. Il doit également prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs et terrains avoisinants et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de pollution. L'ADJUDICATAIRE doit également observer toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement.

10.24 Prévention des nuisances

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures qui s'imposent en vue de prévenir les poussières ainsi que les bruits excessifs pouvant affecter le bon fonctionnement de l'établissement et le bien-être des occupants de l'immeuble faisant l'objet des Travaux, des lieux adjacents et du voisinage. L'ADJUDICATAIRE doit aussi se conformer à toutes autres exigences ou condition entourant les éléments précédents et contenus dans le Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également se conformer aux normes municipales en vigueur concernant ces nuisances.

10.25 Inconvénients

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour minimiser les inconvénients au bon fonctionnement et aux activités des occupants de l'immeuble faisant l'objet des travaux ou des lieux adjacents.

10.26 Condition du sous-sol

L'ADJUDICATAIRE doit promptement aviser par écrit le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE lorsque les conditions du sous-sol diffèrent substantiellement des indications fournies avant l'ouverture des soumissions.

10.27 Installations temporaires

Pendant toute la durée des travaux, l'ADJUDICATAIRE doit pourvoir le chantier d'un bureau et d'autres installations nécessaires à la bonne marche des Travaux, telles que l'eau, l'éclairage, le chauffage, l'électricité, les systèmes de communication (téléphonie, radio émetteur-récepteur, télécopieur) et les équipements informatiques, et en défrayer le coût, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.28 Transport

10.28.01 Usage permis de camions

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent utiliser, en tout temps, pour le transport de matériaux en vrac, des camions appartenant à des camionneurs inscrits au registre de camionnage en vrac de la Commission des transports du Québec (CTQ), abonnés au service de courtage d'une association qui détient un permis de courtage de l'Association des transporteurs en vrac de Baie-Comeau en vertu de la Loi sur le transport (L.R.Q., chapitre T-12).

Le transport de ces matières en vrac doit se faire conformémement à la plus récente version en vigueur de la clause concernant le transport des matières en vrac. (Cahier des charges et devis généraux - infrastructures routières - Construction et réparation, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins cinquante pour cent (50 %) et selon les modalités stipulées par cette clause.

L'entrepreneur qui n'utilisera pas ses propres camions dans la proportion restante de 50 % pour les cas énoncés au paragraphe précédent devra faire appel aux services des camionneurs inscrits au registre du camionnage en vrac mentionné au paragraphe précédent.

10.28.02 Attestation

Lors de la réunion de démarrage, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une attestation qu'une entente a été signée avec le(s) courtier(s) en services de camionnage en vrac.

10.28.03 Déclaration finale de transport en vrac

L'ADJUDICATAIRE doit remettre une déclaration finale de transport en vrac lors de la réception avec réserve des Travaux.

10.28.04 Permis requis

Si l'ADJUDICATAIRE ou ses Sous-Contractants n'utilisent pas leurs propres camions pour la portion restante, ils doivent utiliser les services d'un courtier en services de camionnage détenteur de permis de courtage en services de camionnage en vrac conformément à la *Loi sur les transports* (RLRQ, chapitre T-12) et ses règlements.

10.29 Bornes et niveaux

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la conservation des bornes et repères et de l'implantation exacte du ou des bâtiments conformément aux plans des professionnels et aux niveaux prescrits.

10.30 Publicité

Eu égard à ses ressources, l'ADJUDICATAIRE doit afficher, bien en vue sur le chantier, un avis conforme au texte du formulaire « Avis aux salariés, Sous-Contractants et fournisseurs de matériaux » reproduite à l'annexe 10.30 des présentes.

10.31 Propreté

10.31.01 Étendue

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, tenir les lieux où s'exécutent les Travaux ainsi que les lieux avoisinants qui peuvent être utilisés accessoirement au soutien de leurs Travaux, y compris les équipements, puits et les fosses, en bon ordre, en état de propreté et libres de toute accumulation de rebuts et déchets. L'ADJUDICATAIRE doit aussi disposer les Matériaux et de l'équipement d'une façon ordonnée et sécuritaire.

10.31.02 Intempéries

L'ADJUDICATAIRE est responsable de l'évacuation des eaux, neige, glace ou autres matières qui peuvent nuire à l'exécution des Travaux. Il doit, à ses frais, procéder à tous les nettoyages causés par les intempéries de quelque nature qu'elles soient.

10.31.03 Fin des Travaux

Avant la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE évacue tout le matériel de construction, toute fourniture excédentaire, les matériaux de construction, les équipements temporaires, autres que ceux du DONNEUR D'ORDRE et des autres entrepreneurs s'il y a lieu et laisse le chantier en ordre et en état de propreté permettant de prendre possession de l'ouvrage.

10.32 Découpages, percements et réparations

10.32.01 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de l'exécution de toutes les opérations de découpages, percements, ragréages et réparations.

10.32.02 Personnel qualifié

Ces travaux doivent être prévus et coordonnés de façon à en minimiser l'étendue. Ces opérations de découpages, percements, ragréages et réparations doivent être exécutées par des ouvriers qualifiés, en respectant la solidité et l'apparence des travaux, et ce, avec le même degré de résistance au feu que les matériaux avoisinants.

10.32.03 Présomption

Les percements, même s'ils ne sont pas tous indiqués sur les plans et dessins ou décrits dans les Plans et Devis alors qu'ils sont nécessaires au parachèvement des Travaux ou conformes à l'intention ou à l'esprit du Contrat, sont présumés faire partie de ceux-ci et doivent être exécutés comme s'ils y étaient indiqués et décrits.

10.33 Échantillons, essais et dosages

10.33.01 Soumission et identification

L'ADJUDICATAIRE doit soumettre à l'acceptation du Professionnel concerné les échantillons normalisés que celui-ci peut raisonnablement exiger conformément aux Documents d'Appel d'Offres. Ces échantillons doivent porter une étiquette indiquant leur origine et l'usage auquel ils sont destinés dans les Travaux.

10.33.02 Approbation préalable

L'ADJUDICATAIRE doit obtenir l'acceptation des Professionnels avant de débuter des Travaux avec ces échantillons en tenant compte notamment des délais de livraison des Matériaux.

10.33.03 Transmission des résultats

L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au Professionnel concerné le résultat des essais et le dosage des mélanges et conserver tel résultat sur le chantier.

10.33.04 Coûts des essais supplémentaires imprévus

Le coût des essais et dosages non prévus aux Documents d'Appel d'Offres est assumé par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34 Inspection

10.34.01 Droit d'accès

Le représentant du DONNEUR D'ORDRE ou les Professionnels ont en tout temps droit d'accès aux Travaux qu'ils soient en voie de préparation ou d'exécution, de même que toute Personne autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.34.02 Personnes autorisées

L'ADJUDICATAIRE doit permettre également cet accès à tout autre spécialiste prescrit aux Documents d'Appel d'Offres ou requis par le Professionnel concerné ou le DONNEUR D'ORDRE aux fins d'effectuer divers contrôles. L'ADJUDICATAIRE doit leur faciliter cet accès et toute inspection.

10.34.03 Travaux recouverts

Au cas où toute partie de ces Travaux est recouverte sans l'approbation ou le consentement du Professionnel concerné, elle doit, si ce professionnel l'exige, être découverte aux fins d'examen et refaite aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.04 Spécifique

Si les Documents d'Appel d'Offres, les instructions d'un professionnel, les Lois, les ordonnances de toute autorité publique, quels qu'ils soient, exigent ou prescrivent que les travaux ou toute partie des Travaux soient spécialement éprouvés ou approuvés, l'ADJUDICATAIRE doit, en temps opportun, avertir le Professionnel concerné et le DONNEUR D'ORDRE que ces travaux sont prêts à être inspectés. De plus, si l'inspection doit avoir lieu sous une autorité autre que celle de ce professionnel, l'ADJUDICATAIRE doit l'informer de la date et de l'heure fixées pour cette inspection.

10.34.05 Générale

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de faire inspecter, par des personnes dûment autorisées et sans préavis nécessaire, mais à des heures normales, les Travaux exécutés par l'ADJUDICATAIRE. Ce dernier est tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives du DONNEUR D'ORDRE à la suite de ces inspections, dans la mesure où celles-ci respectent les limites du Contrat. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité d'exécuter entièrement ses obligations en vertu du Contrat.

10.34.06 Frais

Si la qualité d'exécution du travail de l'ADJUDICATAIRE est contestée mais que ce travail est conforme aux exigences du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE supporte les coûts de l'inspection. Sinon, les frais sont à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.34.07 Remise

L'ADJUDICATAIRE doit promptement remettre au Professionnel concerné, en DEUX (2) exemplaires, tous les certificats, comptes rendus ou rapports d'inspection concernant les travaux et en conserver un exemplaire sur le chantier.

10.35 Suspension des Travaux

Le DONNEUR D'ORDRE peut demander la suspension des Travaux chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection de l'ouvrage, des personnes ou des biens avoisinants. En cas de suspension, et pendant toute période d'inactivité du chantier, l'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures appropriées pour assurer le respect des règles minimales de sécurité, de façon à protéger efficacement le public ainsi que les Travaux en cours.

10.36 Refus des Travaux

10.36.01 Retrait

L'ADJUDICATAIRE doit promptement enlever du chantier les matériaux défectueux ou non conformes que le professionnel concerné refuse en vertu des documents d'appel d'offres, que les matériaux aient été incorporés ou non aux travaux. Les matériaux et travaux défectueux ou non conformes doivent être immédiatement remplacés ou réparés, aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.36.02 Réparation

Tout travail, y compris celui d'un autre fournisseur, qui aurait été détruit ou endommagé par les réparations susmentionnées doit être promptement réparé aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

10.37 Ordre de Changement

10.37.01 Interdiction

Aucun Changement ne peut être exigé après l'émission du Certificat de réception avec réserve.

10.37.02 Exécution immédiate

L'ADJUDICATAIRE doit immédiatement exécuter l'ordre de Changement lorsqu'il est émis par le DONNEUR D'ORDRE. Les travaux relatifs à l'ordre de Changement doivent être exécutés à l'intérieur du délai de réalisation des travaux. Le prix du contrat est alors révisé en conséquence conformément à la clause 2.03.05.

10.37.03 Condition

Si le prix du Contrat est égal ou supérieur à TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000 $) et que l'ordre de changement envisagé porte la valeur totale des changements à plus de DIX POUR CENT (10 %) de la valeur initiale du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE ne peut émettre cet ordre de Changement ni tout ordre de Changement subséquent que dans la mesure où il confirme à l'ADJUDICATAIRE qu'il dispose des fonds nécessaires à l'exécution du Changement.

10.38 Manuels d'instructions

L'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE, avant la réception avec réserve, trois (3) copies des bulletins ou manuels d'instructions assemblés et indexés en langue française pour l'installation, l'opération et l'entretien de la machinerie et des équipements incluant tous autres documents aux mêmes fins prévus dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.39 Garantie

10.39.01 Durée

a) **ADJUDICATAIRE**

À moins qu'une période plus longue ne soit spécifiée aux Documents d'Appel d'Offres, l'ADJUDICATAIRE garantit, pour une période d'UNE (1) année, la bonne qualité de l'ouvrage ayant fait l'objet d'une réception ainsi que son aptitude à servir conformément à l'usage auquel il est destiné.

b) **Fournisseur**

Lorsque la garantie d'un fournisseur de matériaux ou équipements compris dans l'ouvrage a une durée supérieure à UN (1) an, il incombe à l'ADJUDICATAIRE d'obtenir de ce fournisseur cette garantie au nom du DONNEUR D'ORDRE.

10.39.02 Début de la période

Pour les Travaux ne figurant pas sur la liste des Travaux annexée au Certificat de réception avec réserve, la période de garantie commence à courir à compter de la date de prise d'effet indiquée au certificat. Pour tous les Travaux reçus avec réserve, la garantie ne commence à courir qu'à compter de la levée d'une telle réserve constatée par écrit par les Professionnels concernés.

10.39.03 Vices cachés et malfaçons

a) **Responsabilité**

Aucun certificat de paiement émis ou acquitté, ni aucune occupation totale ou partielle du projet, ne libère l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité pour matériaux ou équipements défectueux ou pour des malfaçons qui se manifesteraient pendant les périodes de garantie exigées. L'ADJUDICATAIRE doit remédier à tous les défauts qui lui sont attribuables et payer tous les dommages en résultant.

b) **Avis de défectuosité**

Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE aussi promptement que possible de tout défaut décelé et, aussitôt avisé, celui-ci doit y remédier dans les plus brefs délais. Les corrections ou réparations visées par la présente clause excluent tous les travaux d'entretien courant provenant d'un usage ou d'une occupation.

10.40 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.41 Publicité et communications

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas agir à titre de porte-parole du DONNEUR D'ORDRE et il doit s'abstenir de toute déclaration publique susceptible d'être ainsi perçue par le public ou les médias. Toute communication publique de l'ADJUDICATAIRE relative au Contrat,

qu'elle soit écrite ou verbale, doit être préalablement approuvée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.42 Indemnisation

10.42.01 Dénonciation

L'ADJUDICATAIRE doit dénoncer, en temps utile, au DONNEUR D'ORDRE toute non-conformité à un règlement ou code d'une autorité publique, notamment le *Code de construction* et lui transmettre tout avis de correction ou autres documents reçus de cette autorité publique.

10.42.02 « Perte »

Dans cette section, le terme Perte désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif indirect ou incident suite à un manquement au Contrat.

10.42.03 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute *Perte* subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence ou faute par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat;

d) toute atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté lorsqu'il agit en son nom;

e) toute violation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté agissant en son nom, à une Loi applicable dans le cadre du Contrat;

f) tout rapport d'inspection, avis de correction, avis d'infraction, avis préalable, poursuite ou jugement dans toute matière ayant trait à une infraction, à une disposition du *Code de construction*, d'une Loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du

travail et dont la responsabilité pourrait être imputée au Chargé de Projet ou au DONNEUR D'ORDRE.

10.42.04 Procédure

Dans l'éventualité d'une réclamation, le DONNEUR D'ORDRE doit :

a) envoyer un avis écrit de la réclamation à l'ADJUDICATAIRE à l'intérieur d'un délai raisonnable;

b) coopérer avec l'ADJUDICATAIRE, aux frais de ce dernier, dans le cadre des poursuites intentées en raison de la réclamation; et

c) permettre à l'ADJUDICATAIRE de contrôler la défense et le règlement de la réclamation, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE ne convienne pas d'un règlement qui serait contraire aux droits et intérêts du DONNEUR D'ORDRE sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation écrite de cette dernière, laquelle ne peut être retenue, assortie de conditions ou retardée sans motif sérieux.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Information

Seul le DONNEUR D'ORDRE ou toute Personne désignée par ce dernier peuvent fournir des renseignements ou de l'information relatifs aux Travaux à toute Personne non impliquée dans l'exécution des Travaux, notamment aux différents médias, aux organisations locales ou autres.

11.02 Directive de chantier

Un Professionnel peut émettre toute directive de chantier à l'égard de l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) apporter des précisions à ses Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE;

b) s'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat ou Sous-Contrats;

c) situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes aux regards de l'exécution des Travaux;

d) autre situation.

Malgré ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE peut émettre une directive de chantier à l'égard de la situation prévue au paragraphe c) du présent alinéa.

Une directive de chantier ne constitue pas un Changement aux Travaux à moins que, par la suite, une demande de Changement aux travaux ne soit autorisée par le DONNEUR

D'ORDRE en relation avec cette directive de chantier, conformément à la sous-section 9.06 du Contrat.

Une telle directive est émise sur le formulaire «Directive de chantier» reproduit à l'annexe 11.02 en cochant la situation appropriée; l'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive et exécuter les travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

11.03 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur, prestataire de services ou entrepreneur.

11.04 Substitution et équivalence de Matériaux

11.04.01 Approbation préalable

Toute proposition de substitution ou d'équivalence de Matériaux ou d'équipements doit être soumise à l'approbation du Professionnel concerné.

11.04.02 Démonstration

Lorsqu'une telle demande est faite par l'ADJUDICATAIRE, c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de l'équivalence et d'en défrayer les coûts.

11.04.03 Interdiction

Aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Québec ou dans une province ou territoire visé par un Accord Intergouvernemental, par un produit fabriqué hors du Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un Accord Intergouvernemental, à moins que cette substitution ne se traduise, pour le DONNEUR D'ORDRE, par une économie supérieure à DIX POUR CENT (10 %).

11.04.04 Ordre de Changement

Toute substitution de matériaux ou d'équipements, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, entraînant des modifications au coût, peut faire l'objet d'un ordre de Changement selon les dispositions prévues à la clause 9.06.

11.05 Démolition et démantèlement

À moins d'indication contraire aux Documents d'Appel d'Offres, les équipements et accessoires enlevés et non réutilisés seront offerts au propriétaire; si celui-ci décide de ne pas les conserver, ils deviennent la propriété de l'ADJUDICATAIRE qui doit les enlever du site et en disposer à ses frais dans des endroits appropriés.

11.06 Objets de valeur

À moins de dispositions contraires aux documents d'appel d'offres, tous les objets ou matériaux de valeur se trouvant sur les lieux ou découverts au cours des Travaux appartiennent au DONNEUR D'ORDRE; l'ADJUDICATAIRE doit immédiatement aviser le DONNEUR D'ORDRE d'une telle découverte afin qu'il prenne les dispositions qui s'imposent.

11.07 Réception des Travaux

11.07.01 Avec réserve

a) **Conditions préalables**

Le processus de réception avec réserve ne peut être entamé que lorsque toutes les conditions suivantes sont rencontrées :

i) les Travaux sont terminés en grande partie;

ii) les Travaux à parachever n'ont pu l'être en raison de conditions indépendantes de la volonté de l'ADJUDICATAIRE;

iii) la valeur des Travaux à corriger excluant ceux à parachever ne dépasse pas 0,5 % du montant total du contrat;

iv) les Travaux à corriger et différés n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point, pour l'usage auquel il est destiné;

v) les bulletins ou manuels d'instructions en relation avec la clause 10.38 des présentes, les certificats de conformité pour l'installation, l'opération et l'entretien sont fournis, les garanties écrites en relation avec les exigences des documents d'appel d'offres, et que la formation a été dispensée et la mise en service effectuée.

b) **Demande d'inspection**

i) Avis

L'ADJUDICATAIRE avise le Professionnel Désigné par écrit de l'achèvement des travaux et en demande la réception. Dans les DIX (10) jours ouvrables de la réception d'une telle demande, le DONNEUR D'ORDRE, le Professionnel Désigné, les autres Professionnels consultants et l'ADJUDICATAIRE font une inspection des Travaux.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception avec réserve des Travaux, les déboursés encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception avec réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Travaux à corriger ou à parachever**

i) Liste

Le cas échéant, une liste des Travaux à corriger et à parachever ainsi qu'une ventilation des coûts relatifs à ceux-ci est dressée sur place par les Professionnels et le DONNEUR D'ORDRE. La liste des Travaux à corriger et à parachever établit également les délais dans lesquels ces déficiences doivent être corrigées.

ii) Retenue

Les Travaux à parachever sont soumis aux procédures de réception avec ou sans réserve et une retenue équivalente à la valeur de ces Travaux majorée de VINGT POUR CENT (20 %) est alors effectuée.

d) **Documents à fournir**

Malgré les dispositions du paragraphe e) de la présente clause, une liste exhaustive des documents à fournir avant la réception sans réserve est préparée par le Professionnel Désigné et le DONNEUR D'ORDRE conformément aux exigences des documents d'appel d'offres, suivant les règles de l'art ou tel que mentionné dans le procès-verbal des réunions de chantier.

e) **Émission**

Sur recommandations des professionnels, lesquels auront constatés que les conditions mentionnées aux paragraphes a), b), c) et d) ci-dessus, sont remplies, le Professionnel Désigné recommande au DONNEUR D'ORDRE l'émission du certificat de réception avec réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.01 des présentes

11.07.02 Sans réserve

a) **Demande d'inspection**

i) Avis

Lorsque l'ouvrage est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné et que tous les Travaux sont corrigés et parachevés conformément aux listes établies lors de la réception avec réserve, l'ADJUDICATAIRE doit faire sa demande d'inspection en vue de la réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE. Il doit fournir à cette occasion toutes les attestations et documents requis en vertu des Documents d'Appel d'Offres.

ii) Frais d'inspection subséquente

Si cette première inspection ne permet pas une réception sans réserve des Travaux, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection des Travaux en vue d'une réception sans réserve sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

b) **Déroulement**

Le Professionnel Désigné fait une inspection des travaux et dresse, si nécessaire, une nouvelle liste des corrections ou réparations que l'ADJUDICATAIRE doit effectuer avant la signature du certificat de réception sans réserve. Le cas échéant, les débours encourus par le DONNEUR D'ORDRE pour toute nouvelle inspection de travaux sont aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

c) **Émission**

Sur recommandation du Professionnel Désigné, lequel doit avoir préalablement constaté l'achèvement de tous les Travaux différés, le DONNEUR D'ORDRE émet un certificat de réception sans réserve en utilisant le formulaire prévu aux Documents d'Appel d'Offres dont un exemplaire est reproduit à l'annexe 11.07.02 des présentes.

11.08 Prise de possession

11.08.01 Anticipée

a) **Choix du DONNEUR D'ORDRE**

Lorsque l'ouvrage est partiellement achevé, le DONNEUR D'ORDRE peut décider de prendre possession d'une partie ou de totalité des Travaux achevés. Ces Travaux sont alors soumis à la procédure de réception avec réserve.

b) **Accord de l'ADJUDICATAIRE**

Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit cependant donner son accord et assurer le libre accès en toute sécurité aux parties de travaux mises en service.

c) **Formulaire d'entente**

Cette entente doit être conclue par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE sur un formulaire fourni par le DONNEUR D'ORDRE.

11.08.02 Sur indication

Comme exprimé dans le certificat de réception avec réserve, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à prendre possession de l'ouvrage à la date indiquée dans celui-ci.

11.09 Propriété Intellectuelle

L'ADJUDICATAIRE, auteur des travaux et documents à être réalisés, renonce, en faveur du DONNEUR D'ORDRE ou, le cas échéant, du propriétaire à son droit moral à l'intégrité de ceux-ci ou, le cas échéant, s'engage à obtenir de l'auteur de ces travaux et documents une telle renonciation.

11.10 Cession

11.10.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat ou constituer une charge sur ses droits ou obligations prévus aux présentes en faveur d'une Personne sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.10.02 Inopposabilité

Toute cession ou constitution d'une charge sur les droits ou obligations qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.10.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont elle doit détenir en tout temps le contrôle, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.11 Évaluation de rendement

Sous réserve des dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), le DONNEUR D'ORDRE peut évaluer le rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat ou pendant la réalisation de celui-ci. Sans s'y limiter, les critères sur lesquels l'évaluation peut se baser sont les suivants :

a) Conditions de livraison;

b) Qualité des ressources;

c) Qualité des communications et de la collaboration;

d) Respect des échéances;

e) Qualité des services rendus ou conformité du bien;

f) Respect des obligations financières;

g) Tout autre critère jugé pertinent par le DONNEUR D'ORDRE.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu de la présente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire à l'adresse indiquée dans la Soumission pour l'ADJUDICATAIRE et dans la Régie de l'Appel d'Offres pour le DONNEUR D'ORDRE ou à toute autre adresse qu'une PARTIE peut faire connaître en conformité avec la présente section.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, l'exécution ou l'annulation du Contrat, les PARTIES doivent se rencontrer et négocier de bonne foi dans le but de résoudre ce conflit. Le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE doivent tenter de régler à l'amiable toute difficulté pouvant survenir au regard du Contrat selon les étapes et les modalités suivantes :

a) en faisant appel à un cadre représentant le DONNEUR D'ORDRE et à un dirigeant de l'ADJUDICATAIRE dans le but de résoudre tout ou partie des questions faisant l'objet de ce différend, et ce, dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis de différend de l'ADJUDICATAIRE; les parties peuvent convenir de prolonger cette période;

b) si les négociations ne permettent pas de résoudre complètement le différend, le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie dans un délai de DIX (10) jours suivant la fin de l'étape précédente, exiger la médiation sur les questions non résolues. La médiation doit être complétée dans un délai de SOIXANTE (60) jours suivant la réception de l'avis à moins que les parties conviennent de prolonger cette période. En l'absence d'un avis de médiation dans le délai prévu ci-dessus, le processus de négociation est alors terminé.

12.02.02 Médiation

Si le différend ne peut être résolu par la voie d'une négociation de bonne foi entre les PARTIES à l'intérieur d'un délai raisonnable, les PARTIES conviennent de soumettre leur différend à la médiation entre les PARTIES en conflit conformément aux règles de médiation de l'instance choisie par le DONNEUR D'ORDRE.

a) **Nomination commune**

Le médiateur est choisi d'un commun accord par le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE. Il est chargé d'aider les parties à cerner leurs différends et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu'à dialoguer et explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leurs différends.

b) **Nomination par un tiers**

Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un médiateur dans un délai de QUINZE (15) jours suivant l'avis de soumettre le différend à la médiation, un médiateur est choisi, sur demande du DONNEUR D'ORDRE et de l'ADJUDICATAIRE, par un organisme indépendant, une association ou un ordre professionnel, désigné conjointement par les parties après la signature du Contrat mais au plus tard dans les TRENTE (30) jours suivants.

c) **Engagement du médiateur**

L'entente intervenue avec le médiateur doit prévoir également que ce dernier ne représentera aucune des parties et ne témoignera au nom d'aucune des parties, au cours de toute procédure légale ultérieure entre les parties sans exception ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés. Il est également convenu que les notes personnelles rédigées par le médiateur relativement à cette médiation sont confidentielles et ne peuvent être utilisées au cours de toute procédure ultérieure entre les parties ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés.

d) **Règles**

Les PARTIES, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.

e) **Échange de renseignements**

Les PARTIES conviennent d'échanger tous les renseignements sur lesquels ils ont l'intention de s'appuyer dans toute présentation orale ou écrite au cours de la médiation. Cet échange doit être complet au plus tard QUINZE (15) jours avant la date fixée pour la médiation.

f) **Honoraires et frais**

Les PARTIES conviennent que chacune d'entre elles est responsable des honoraires et frais de leurs représentants respectifs. Les honoraires et les frais du médiateur ainsi que tous les frais relatifs à la médiation, tel que le coût de location des lieux de la médiation, le cas échéant, doivent être partagés en parts égales entre les parties, à moins qu'une répartition différente n'ait été convenue.

g) **Représentant**

Un représentant de chaque partie doit être dûment mandaté par le dirigeant du DONNEUR D'ORDRE ou de l'ADJUDICATAIRE, selon le cas, pour procéder à la médiation.

h) **Confidentialité**

Tous les participants à la médiation doivent signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation Tous les renseignements et documents échangés dans le cadre de cette médiation doivent être considérés comme des renseignements communiqués « sous toutes

réserves » pour les fins de négociation en vue d'une entente, et doivent être considérés comme des renseignements à caractère confidentiel par les parties et leurs représentants, à moins que la loi ne le prévoit autrement. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée, ne saurait être rendue inadmissible ou non communicable du fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.

i) **Règlement**

Tout règlement d'un tel différend par voie de médiation par les PARTIES doit être documenté par écrit. Si ce règlement modifie les termes du Contrat, cette modification doit être documentée dans un écrit signé par les deux PARTIES et annexé au Contrat.

j) **Impasse**

À défaut d'une entente entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE à la suite d'une médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours. Le DONNEUR D'ORDRE ou l'ADJUDICATAIRE peut également résoudre toute difficulté en recourant à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou d'un commun accord des parties à un arbitre.

12.02.03 Arbitrage

a) **Juridiction**

Si le différend ne peut être résolu par voie de médiation dans les SOIXANTE (60) jours, à compter du début du processus de médiation, il doit alors être résolu de façon définitive par la voie d'un arbitrage (à l'exclusion des tribunaux de droit commun), conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* du Québec, étant entendu que celui-ci doit se dérouler dans le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE. Le tribunal d'arbitrage, constitué à cette fin, est composé d'UN (1) seul arbitre(s).

b) **Décision**

Tout jugement ou décision rendu par le tribunal d'arbitrage conformément à la présente sous-section :

i) est final avec effet obligatoire entre les PARTIES;

ii) est immédiatement exécutoire sujet à son homologation par un tribunal compétent ayant juridiction en la matière;

iii) est strictement confidentiel, en ce qu'il ne peut pas être divulgué à des tiers à moins qu'une telle divulgation ne soit requise par la Loi aux fins d'exécution de la décision ou pour d'autres fins.

c) **Frais**

Les frais de l'arbitrage y compris les honoraires et les débours des PARTIES sont attribués par l'arbitre de la manière qu'il juge à propos dans les circonstances.

12.03 Élection

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire relativement au Contrat, pour quelque motif que ce soit, sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

Pour toute modification du Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens selon le processus de gestion des demandes de modification post-contractuelle en vigueur.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document doit être transmis par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la reproduction de signatures sur télécopie, la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Résolution

Si l'ADJUDICATAIRE refuse ou néglige de produire, suite à une demande du DONNEUR D'ORDRE en vue de parfaire le Contrat, le cas échéant, l'un des documents suivants dans le délai imparti :

a) une garantie d'exécution;

b) une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

c) l'avenant à la police d'assurance responsabilité civile;

d) l'avenant à la police d'assurance chantier;

e) les certificats d'assurance responsabilité civile générale / assurance de chantier;

f) la liste des Sous-Contractants;

le DONNEUR D'ORDRE peut considérer le Contrat résolu de plein droit à compter de l'expiration du délai consenti et procéder à l'envoi d'un avis écrit à cet effet à l'ADJUDICATAIRE. Le cas échéant, le DONNEUR D'ORDRE peut conserver la garantie de soumission à titre d'indemnité partielle sans préjudice à ses autres droits et recours.

13.03 Résiliation

13.03.01 Au gré du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de résilier le Contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation. À cette fin, le DONNEUR D'ORDRE doit adresser un avis écrit de résiliation à l'ADJUDICATAIRE. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de cet avis par l'ADJUDICATAIRE.

13.03.02 Sans préavis

Dans les limites permises par les Lois applicables, le Contrat se termine, sans préavis, si l'un des événements suivants se produit :

a) l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) l'ADJUDICATAIRE, autrement que dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre ou cette nomination d'un liquidateur n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements;

d) les opérations de l'ADJUDICATAIRE sont interrompues, pour quelque motif que ce soit, pour une période d'au moins CINQ (5) jours consécutifs.

13.03.03 Avec préavis

Le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1);

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.04 Changement de Contrôle

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.05 Effet de la résiliation

Advenant une résiliation, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, débours et sommes représentant la valeur des Travaux exécutés jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06 Recours possibles

13.06.01 Choix

Au cas d'inexécution du Contrat par l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, après avis à ce dernier, soit s'adresser à la caution, soit confisquer la garantie d'exécution présentée sous une autre forme et prendre possession du chantier et faire terminer les travaux à même les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, auquel cas les dispositions relatives à la résiliation du contrat s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

13.06.02 Garanties et obligations

Advenant le cas où le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en tout ou en partie, les garanties et autres obligations de l'ADJUDICATAIRE sont maintenues pour la partie du Contrat exécutée antérieurement à la résiliation.

13.07 Prise de possession du chantier

13.07.01 Prérogative

Advenant une résiliation du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de prendre possession du chantier et de terminer les Travaux aux frais de l'ADJUDICATAIRE.

13.07.02 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE demeure responsable de tous les dommages subis par le DONNEUR D'ORDRE du fait de la résiliation du Contrat. En cas de continuation du Contrat par un tiers, l'ADJUDICATAIRE doit notamment assumer toute augmentation du coût du Contrat pour le DONNEUR D'ORDRE.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le jour de l'émission de l'Avis d'Adjudication à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE, sans autre avis ni formalité, étant entendu toutefois que, si celui-ci fait l'objet d'une séance de signature ultérieure, sa date d'entrée en vigueur devient le jour de cette signature.

15.00 DURÉE

15.01 Déterminée

Eu égard à la nature du Contrat, celui-ci demeure en vigueur tant et aussi longtemps que l'ADJUDICATAIRE n'a pas exécuté les Travaux à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE et qu'il subsiste des obligations de garantie de ceux-ci à respecter.

15.02 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

À DÉFAUT PAR LES PARTIES DE SIGNER CE CONTRAT AU MOMENT PRÉVU DANS LES DOCUMENTS D'APPELS D'OFFRES, ELLES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE l'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE L'ÉMISSION PAR CE DERNIER DE L'AVIS D'ADJUDICATION À L'ADJUDICATAIRE.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ CE CONTRAT EN UN (1) EXEMPLAIRE(S), À ....., TEL QU'EN FAIT FOI LEUR SIGNATURE APPOSÉE AUX DATES CI-APRÈS INDIQUÉES *(si les parties signent à des dates différentes)*.

LE DONNEUR D'ORDRE

_____ Par : _____
Témoin

.....

Date : _____

L'ADJUDICATAIRE

_____ Par : _____
Témoin

.....

Date : _____

ANNEXE 0.01.08 - DEMANDE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2022-35	DC Nº	Date :
Titre du projet : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina		
Nom du site visé par les Travaux : Caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la demande de changement :		

Le présent document est émis en application de la clause 9.06 du Contrat.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel

Spécialité :	Date: Signature :
Nom:	
L'ADJUDICATAIRE doit soumettre un prix ou un crédit, s'il y a lieu, dans un délai de DIX (10) jours suivant réception de la présente demande, à moins qu'un délai différent ne soit indiqué ci-dessous. Si autre délai, préciser : _____ jours _____ Paraphe du Professionnel	

Autorisation du DONNEUR D'ORDRE

Représentant autorisé	Date: Signature :
Nom:	

ANNEXE 0.01.16 - ÉCHÉANCIER

ANNEXE 0.01.33 - PLANS ET DEVIS

Le contenu de cette annexe se retrouve dans un fichier PDF, Excel ou autre, annexé à la documentation d'appel d'offres.

ANNEXE 2.03.08 - ORDRE DE CHANGEMENT

Projet Nº : 2022-35	**ODC Nº**	**Date** :
Titre du projet : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina		
Nom de l'installation visée par les Travaux : Caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina		
Nom de l'ADJUDICATAIRE : Adresse de l'ADJUDICATAIRE :		_____ Téléphone _____ Télécopieur
Nom du demandeur : _____ Demande de changement No : _____		Date : _____

Description :
Justifications :
Acceptation de l'ADJUDICATAIRE A défaut que les cases ci-dessous soient complétées, l'ADJUDICATAIRE convient que le montant du Contrat demeure inchangé et que le présent ordre de changement sera réalisé à l'intérieur du délai de réalisation des Travaux et que le cumul des ordres de changement à ce jour n'a aucune incidence sur le délai. Le montant du Contrat sera ☐ augmenté de _____$ ☐ diminué de _____$ Le délai d'exécution du Contrat sera ☐ augmenté de _____jour(s) ☐ diminué de _____jour(s)
Ce prix inclut les frais relatifs au délai de réalisation des Travaux et est valide pour 30 jours à compter de ce jour.
Signature de l'ADJUDICATAIRE : Date :

Recommandation

Architecte	Date:	Signature :
Ingénieur Structure ☐	Date:	Signature :
Ingénieur Méc./Élec. ☐	Date:	Signature :

Approbation du DONNEUR D'ORDRE

Chargé de projet:	Date:	Signature :
Représentant autorisé:	Date:	Signature :

ANNEXE 3.02.01 - DEMANDE DE PAIEMENT

Date : 07 juin 2022	Ville de Baie-Comeau
	Nom du DONNEUR D'ORDRE
Titre du projet : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina	ADJUDICATAIRE : _____
Nº projet : 2022-35	**Adresse de l'ADJUDICATAIRE :**
Adresse du site visé par les Travaux : 16 Roméo-Vézina Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2W2	_____ _____ _____

Description **Détails** **Sous-contrats** **Ordres de changement**	**Valeur des travaux à exécuter**	**Travaux exécutés**			**Montant de la présente demande**
		%	**Valeur à ce jour**	**Lors de la dernière demande**	
Sous-totaux : Taxes TPS : Taxes TVQ : Autre(s) taxe(s) : Total :					

Taxe sur les produits et services (T.P.S.) et taxe de vente du Québec (T.V.Q.)

Nº d'inscription aux fins de la T.P.S. : _____

Nº d'inscription aux fins de la T.V.Q. : _____

	Signatures	Date
Pour l'ADJUDICATAIRE :	_____	_____
Pour l'architecte :	_____	_____
Pour l'ingénieur en mécanique-électricité :	_____	_____
Pour l'ingénieur en structure :	_____	_____

ANNEXE 3.02.05 - CERTIFICAT DE PAIEMENT

Date : 07 juin 2022	Projet N° : 2022-35
Titre du projet : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina	Certificat de paiement N° : _____
Adresse du site visé par les travaux : 16 Roméo-Vézina Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2W2	Entrepreneur :
Montant du contrat initial : _____	Valeur des travaux exécutés incluant le présent certificat : _____
Ordres de changement approuvés (incluant les crédits) : _____	Retenues : _____
Sous-total : _____	Sous-total : _____
Montant total du contrat à ce jour : _____	Moins montant des paiements antérieurs : _____
	Montant du présent certificat : _____
La présente certifie que conformément aux termes du contrat, la demande de paiement ci-jointe a été jugée raisonnable et qu'un montant de : _____$ est payable à l'Entrepreneur pour les travaux exécutés pour la période : Du : _____ Au : _____ Émis par : _____ Date : _____ Signature : _____	

ANNEXE 3.02.03 - DÉCLARATION SOLENNELLE

Projet : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina - 2022-35

ENTRE Ville de Baie-Comeau

ET _____
Nom de l'ADJUDICATAIRE

Paiement progressif nº : _____ Date : _____

a) Je suis un représentant autorisé de _____

où j'occupe le poste de _____

b) Je suis parfaitement au courant des faits ci-dessous.

c) Tous les Sous-Contractants en lien avec le Contrat de l'ADJUDICATAIRE employés par _____ _____ pour les Travaux mentionnés ci-dessus ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

d) Tous les ouvriers employés pour les Travaux ont été payés jusqu'au ___e jour de _____.

e) Tous les fournisseurs de matériaux utilisés dans les Travaux ont été payés jusqu'au _____e jour de _____.

Tous les impôts, retenues, taxes applicables en vigueur et tout autre paiement exigé par la loi en rapport avec l'Assurance-emploi, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et tout règlement s'appliquant aux Travaux mentionnés ci-dessus ont été faits suivant les lois et règlements correspondants.

En foi de quoi, je fais cette déclaration solennelle en toute conscience et considérant qu'elle a la même valeur et les mêmes implications que si je l'avais faite sous serment en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*.

_____
Signature du représentant autorisé de l'ADJUDICATAIRE

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

Déclaré solennellement devant moi,

À _____

Ce _____e jour de _____

Commissaire à l'assermentation

ANNEXE 3.02.08 - QUITTANCE PARTIELLE

TITRE DU PROJET : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina

Établissement : _____

Nom du site visé par les travaux : Caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de _____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu de _____, le montant cumulatif de :

_____ __/100 DOLLARS (_____ $)

avec les taxes incluses, en paiement (*veuillez cocher la case appropriée s.v.p.*):

☐ **partiel**

☐ **complet et final**

de toutes les sommes qui nous sont dues à ce jour en rapport avec le projet de construction décrit ci-dessus, dont quittance pour autant.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 3.03.01 - QUITTANCE FINALE

TITRE DU PROJET : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina

Établissement : _____

Nom du site visé par les Travaux : Caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina

Je, soussigné(e), _____
(nom du représentant)

en ma qualité de représentant dûment autorisé de

_____
(nom de la compagnie ou de la société)

reconnais par les présentes avoir reçu le paiement complet de toute somme pouvant m'être due eu égard aux travaux réalisés dans le cadre du présent projet de construction et donne quittance complète, totale et finale au DONNEUR D'ORDRE et à l'ADJUDICATAIRE, ainsi qu'à tout Sous-Contractant ou fournisseur de matériaux de ce dernier et renonce à l'hypothèque légale en faveur du propriétaire.

En foi de quoi, j'ai signé à _____

ce _____

_____
(Signature du représentant autorisé)

_____
(Nom du représentant autorisé en lettres moulées)

_____
(Signature et nom du témoin)

ANNEXE 10.01.01 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) La protection accordée par cette police s'applique à toute action intentée par tout assuré contre tout autre assuré, de la même manière que si des polices séparées avaient été émises en faveur de chacun d'eux, mais sans que les montants de la garantie en soient pour autant augmentés.

d) Si le contrat confié à l'entrepreneur assuré par cette police ne représente qu'une ou plusieurs phases d'un ensemble, les phases déjà terminées en vertu d'autres contrats d'exécution ne seront pas considérées comme des biens sous les soins, garde et contrôle de l'assuré.

e) La protection relative aux produits, y compris les travaux terminés, demeurera en vigueur au moins un (1) an après la réception avec réserve de l'ouvrage, que les autres sections de la police soient demeurées en vigueur ou non.

f) L'assureur déclare que les assurances fournies dans le cadre du contrat intervenu entre l'entrepreneur et le donneur d'ordre rencontre les exigences prévues à la clause 10.01.01 du Contrat.

g) La police ne pourra être annulée ou la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre à l'adresse suivante :
_____

h) L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance responsabilité civile.

Attaché et faisant partie de la police : _____
Numéro de la police

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____
Signature du représentant autorisé

_____
Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.01.02 - AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DE CHANTIER

a) Le présent avenant s'applique au projet : _____
Identification du projet

b) L'assuré est :

_____
NOM DE L'ENTREPRENEUR

_____
NOM DU DONNEUR D'ORDRE

c) Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la couverture (montant et portée) consentie par cette police sera maintenue en vigueur jusqu'au certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat. Malgré ce qui précède, si le donneur d'ordre prend possession d'une partie des travaux ou que le bâtiment devient occupé en partie avant l'émission du certificat de réception avec réserve de l'ensemble des travaux prévus au contrat, la couverture de cette police pourra être révisée après entente avec le donneur d'ordre, et ce, dans la mesure où le propriétaire pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

d) En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

e) En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature du bâtiment, aucun ne pourra être réutilisé ou réparé sans l'assentiment écrit des professionnels à l'emploi du donneur d'ordre, soit à titre d'employé, soit à titre de conseiller.

f) Étant précisé que tout acte ou omission de la part d'un des coassurés désignés dans cette police, qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre coassuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre coassuré de la police.

g) En cas de sinistre, les frais encourus par le donneur d'ordre en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

h) La police ne pourra être annulée ni la couverture réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au donneur d'ordre, y compris lorsque le chantier demeure inoccupé pendant trente (30) jours ou plus. De plus, dans les trente (30) jours précédents l'expiration de la police, si celle-ci n'est pas renouvelée, un préavis devra également être donné par courrier recommandé au donneur d'ordre.

i) Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur au donneur d'ordre à l'adresse suivante :

_____
_____
_____

L'entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer à la police d'assurance des chantiers.

Attaché et faisant partie de la police : **Numéro de police**

Émise par : _____
Nom de l'assureur

_____ _____
Signature du représentant autorisé Nom du représentant autorisé en lettres moulées

ANNEXE 10.16.04 - AUTRES ENTREPRENEURS - LISTE DES TRAVAUX DISTINCTS

ANNEXE 10.30 - AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX

Date d'émission du cautionnement : _____

Numéro du cautionnement : _____

ADJUDICATAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Contrat : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina - 2022-35

L'adjudicataire est ci-après désigné comme étant « l'Adjudicataire ».

CAUTION

Nom : _____ Nº AMF : _____

Adresse : _____

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

Soyez avisés qu'un cautionnement a été émis en faveur de Ville de Baie-Comeau (ci-après appelé(e) le « Donneur d'ordre ») aux fins de garantir l'exécution des obligations de l'Adjudicataire, tant envers toute personne ayant droit à une hypothèque légale de construction qu'envers le Donneur d'ordre, relativement au contrat identifié ci-haut.

Tout réclamant qui prétend avoir une créance impayée et qui se propose de réclamer judiciairement de la caution doit, avant de ce faire, adresser lui-même ou faire adresser par écrit une demande de paiement à la caution et à l'Adjudicataire, dans les délais prescrits au cautionnement, de son intention d'intenter une poursuite à la Caution, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où il demeure.

Les dispositions du CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES des Documents d'Appels d'Offres du Donneur d'ordre concernant les délais s'appliquent, "mutatis mutandis", au présent AVIS AUX SALARIÉS, SOUS-CONTRACTANTS ET FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX.

LE DONNEUR D'ORDRE

Note : l'Adjudicataire est tenu d'afficher cet avis sur le chantier à un endroit à la vue du public et de s'assurer qu'il demeure affiché en tout temps.

ANNEXE 11.02 - DIRECTIVE DE CHANTIER

Projet Nº : 2022-35	DC Nº	Date :
Titre du projet : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina		
Nom du site visé par les Travaux : Caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina		
Nom de l'ADJUDICATAIRE :		
Titre / Objet de la présente directive :		

En vertu de la clause 11.02 du Contrat, la présente directive est émise à l'égard de l'une ou l'autre des situations ci-après décrites : (cocher la situation appropriée)

☐ Apporter des précisions aux Plans et Devis et ainsi faciliter la réalisation des Travaux par l'ADJUDICATAIRE.

☐ S'assurer que l'exécution des Travaux respecte les exigences des Plans et Devis prévus au Contrat de l'ADJUDICATAIRE.

☐ Situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes au regard de l'exécution des Travaux.

☐ Autre situation (préciser) : _____

Cette directive ne constitue pas un changement aux Travaux, à moins que par la suite une demande de changement aux Travaux ne soit autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, conformément la clause 9.06 du Contrat.

L'ADJUDICATAIRE doit donner suite à cette directive de chantier et exécuter les Travaux ou correctifs demandés, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des Travaux.

Description

N. B. Énumérer et joindre, si requis, tout document de support.

Professionnel ou, le cas échéant, Chargé de projet

Spécialité :	Date: Signature :
Nom:	

ANNEXE 11.07.01 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE

Titre du projet : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina **Nom du site visé par les Travaux :** Caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina **Adresse :** 16 Roméo-Vézina Baie-Comeau, (Québec) G4Z 2W2	**Nom du DONNEUR D'ORDRE :** Ville de Baie-Comeau **Nº projet :** 2022-35 **ADJUDICATAIRE :** Description des Travaux faisant l'objet du présent Certificat de réception avec réserve :

Recommandation des professionnels

En vertu du Contrat qui lie le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, nous soussignés ARCHITECTE et INGÉNIEUR(S) avons procédé à une inspection le en vue de la réception avec réserve relativement aux Travaux susmentionnés.
Nous certifions, par les présentes, qu'au meilleur de notre connaissance, les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés à notre satisfaction et que les Travaux à corriger et les Travaux à parachever, s'il y a lieu, décrits en annexe, n'empêchent pas l'utilisation du bâtiment puisqu'il est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné.
La valeur des Travaux à corriger est inférieure à 0.5 % du montant total des Travaux prévus au Contrat incluant les changements.
Les Travaux figurant dans la liste annexée doivent être terminés et prêts dans les délais prévus dans la liste en vue de la réception sans réserve des Travaux.
La liste des Travaux décrits en annexe n'est pas exhaustive et ne dégage aucunement l'ADJUDICATAIRE et les professionnels soussignés de leurs responsabilités contractuelles et extracontractuelles.

En conséquence, nous recommandons que la réception avec réserve prenne effet à compter du _____.

Architecte		Ingénieur en structure	
Ingénieur en mécanique-électricité		Autre (spécifier)	

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits et s'engage à y donner suite dans les délais prévus.

L'ADJUDICATAIRE s'engage également à fournir au DONNEUR D'ORDRE tous les documents prévus au Contrat dont ceux exigés à la liste préparée par les Professionnels.

_____ _____
Date Signature

ANNEXE 11.07.02 - CERTIFICAT DE RÉCEPTION SANS RÉSERVE

Identification : Ville de Baie-Comeau	
Titre du pojet : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina	**Nº projet** : 2022-35
ADJUDICATAIRE : _____ Adresse :	

Recommandation des professionnels

Nous soussignés, en date du _____ et conformément au Contrat intervenu entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, avons procédé à une inspection des Travaux exécutés en vue de la signature du Certificat de réception sans réserve par le DONNEUR D'ORDRE.

Nous certifions par la présente qu'au meilleur de notre connaissance, tous les Travaux prévus aux Documents d'Appel d'Offres ont été exécutés et les déficiences corrigées et recommandons au DONNEUR D'ORDRE de signer le présent Certificat de réception sans réserve.

Architecte
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en mécanique / électricité
Par _____ _____
Signature

Ingénieur en structure
Par _____ _____
Signature

Ingénieur
Par _____ _____
Signature

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits.

PAR _____

Signature : _____ _____
Date

Acceptation du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE accepte la recommandation des Professionnels et émet le présent Certificat de réception sans réserve.

Chargé de projet	_____	_____
	Date	Signature
Représentant autorisé du DONNEUR D'ORDRE	_____	_____
	Date	Signature

No commande	Date commande	Type	Description
67515	2022-11-18	Commande	AO2022-35 Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina

Date début entente	Date fin entente	Date livraison	No fournisseur	Nom fournisseur	No adresse fournisseur
- -	- -	2022-11-25	0000000122	CONSTRUCTION GERARD MURRAY	0

Statut	Mnt total commande	Solde engagement	Nom usager créé	Acheteur	Cheminement
En commande	1 381 084.25 $	232 518.58 $	Bérubé Eve	Bérubé Eve	

Contrat conclu

Numéro : 2022-35
Numéro de référence : 1613446
Statut : Contrat conclu (Archivé)
Titre : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina
Date de fermeture de l'avis :	2022-07-11 Avant 15h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2022-07-21 18 h 40
Date de conclusion du contrat :	2022-11-09
Date de publication du contrat :	2022-11-18 11 h 55
Organisme :	**Ville de Baie-Comeau** 30, avenue Dollard-des-Ormeaux Baie-Comeau, QC G4Z 1L2
Contact(s) :	Eve Bérubé Courriel : soumissions@ville.baie-comeau.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

CONSTRUCTION GÉRARD MURRAY INC.

	Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis	Prix du contrat
✓	CONSTRUCTION GÉRARD MURRAY INC. 5 Avenue Babin Baie-Comeau, (QC) CAN G4Z 3A5	1142234997	Madame Nancy Murray Téléphone : 418 296-3972 Télécopieur : 418 296-0364	Conforme	1 239 340,00 $	1 239 340,00 $

LES INDUSTRIES M. SANTERRE LTÉE

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis
LES INDUSTRIES M. SANTERRE LTÉE 2005 Laflèche Baie-Comeau, (QC) CAN G5C 1E2	1145033438	Monsieur Jean-Pascal Santerre Téléphone : 418 589-4883 Télécopieur : 418 589-5663		1 365 654,65 $

9128-5254 QUÉBEC INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Conformité	Prix soumis
9128-5254 QUÉBEC INC. 250 granier Pointe-Lebel, (QC) CAN g0h 1n0	1161455283	Monsieur Luc Moreau Téléphone : 418 297-6681		1 494 671,64 $

Légende des icônes

✓ Contractant

Information supplémentaire

Résolution 2022-424

© 2003-2024 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée | FERMER LA SESSION | ENGLISH

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Recherche avancée

Filtrer ces résultats :

Revenir aux résultats complets

Statuts

- [x] Tous les statuts
- [ ] Contrat conclu (1)

Activités récentes de l'avis

- [x] Toutes les activités

Types d'avis

- [x] Tous les types d'avis

Résultats de recherche

1 Avis correspondant(s)

Trier les avis selon : Date de publication | Nombre d'avis affichés par page : 10 | Trier

Statut	Avis	Publication ▼	Fermeture
Contrat conclu (Archivé)	2022-35 / 1613446 Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina Avis d'appel d'offres - Bâtiments **Ville de Baie-Comeau**	2022-06-08 21 h 58	2022-07-11 15 h

Ville de
Baie-Comeau

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa Soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 2022-35

Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina

(Travaux de construction (Bâtiment ou autres))

Nom du Soumissionnaire

CONSTRUCTION GÉRARD MURRAY INC

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 5
0.00 INTERPRÉTATION 5
1.00 OBJET. 5
2.00 PRIX PROPOSÉ 5
2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5
4.00 SÛRETÉS 5
4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution et des obligations 6
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6
7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7
10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7
11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7
13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 7
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 8
15.00 DURÉE. 8
16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX 9
ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ 9
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 11
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE 13
ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT 15
ANNEXE 4.02 A - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION 17
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES 19
ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 22
ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST 23
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ 24
ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION 28
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 29
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC 30
ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC 31
ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS 32
ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA 33

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres nº 2022-35.

PRÉSENTÉ PAR :

Nom complet du SOUMISSIONNAIRE tel qu'indiqué au REQ :

CONSTRUCTION GÉRARD MURRAY INC

Adresse : 5 AVE BABIN BAIE-COMEAU

G4Z 3A5

Téléphone : 418-296-3972 **Télécopieur :** 418-296-0364

Site internet : _____ **Courriel corporatif :** construction@cgmurray.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1142234997

Numéro de licence RBQ : 2163-6717-84

TPS/TVH : 1001970271 **TVQ :** 1001970271

STATUT JURIDIQUE

☐ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Regroupement de Personnes (seulement si permis par la clause « Regroupement de Personnes » de la Régie de l'Appel d'Offres)**		
☒ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☒ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) : _____
☐ **Organisme à but non lucratif (OBNL)**		

Nom du représentant : NANCY MURRAY

Titre : directrice générale **Courriel :** construction@cgmurray.com

Téléphone : 418-296-3972 **Cellulaire :** 418-445-3972

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

Autorisation de signer la Soumission

Tel que prévu à la Régie de l'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE doit joindre au Formulaire de Soumission une résolution ou une procuration désignant la ou les personne(s) physique(s) autorisée(s) à signer la Soumission.

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Travaux recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appel d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste
☐ Traite bancaire
☒ Cautionnement de soumission (annexe 4.01 A)
☒ Lettre de garantie irrévocable (annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution et des obligations

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint à sa Soumission une lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations de l'ADJUDICATAIRE pour gages, matériaux et services (annexe 4.02 du Formulaire de Soumission).

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) le Bordereau de Prix ventilé;

c) la garantie de soumission;

d) la lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations pour gages, matériaux et services;

e) le formulaire « Attestation d'Intégrité » (« Déclaration du soumissionnaire »);

f) une copie de la licence délivrée par la RBQ dans la ou les catégories appropriées;

g) s'il prévoit sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, la liste des Sous-Contractants;

h) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

i) la résolution ou la procuration autorisant la signature de la Soumission;

j) l'attestation de Revenu Québec, s'il a un établissement au Québec;

k) le formulaire « Absence d'établissement au Québec », s'il n'a pas d'établissement au Québec;

l) la validation de conformité de la CNESST;

m) s'il n'a pas l'obligation de s'inscrire à la CNESST, le formulaire « Absence de lettre de validation de conformité de la CNESST »;

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le

DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requise par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION AUX FINS DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Baie-Comeau CE ...E JOUR DE 11 juillet ..... 2022.

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : Nancy Murray
(Signature)

NANCY MURRAY
(Nom en lettres moulées)

DIRECTRICE GÉNÉRALE
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

IMPORTANT

Seuls le Formulaire de Soumission et ses annexes doivent être retournés au DONNEUR D'ORDRE au moment du dépôt de la Soumission. Il n'est pas nécessaire de retourner la Régie de l'Appel d'Offres et le Contrat au DONNEUR D'ORDRE.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina
- **Numéro** : 2022-35

LE SOUMISSIONNAIRE S'ENGAGE À EXÉCUTER LE CONTRAT POUR UN MONTANT TOTAL FORFAITAIRE ÉTABLI COMME SUIT :

MONTANT SANS TAXES : ....1 077 921.00$.....

TPS (5%) : ..... 53 896.00$ .....

TVQ (9,975%) : ..... 107 523.00$ .....

MONTANT TOTAL AVEC TAXES :

un million deux-cent trente-neuf mille trois cent quarante dollars / 1 239 340$
(en lettres) *(en chiffres)*

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR SON REPRÉSENTANT AUTORISÉ, A SIGNÉ LES PRÉSENTES À Baie-Comeau, CE 11E JOUR DE juillet 2022

Par : .....
(Signature du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE)

NANCY MURRAY
(Nom du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

DIRECTRICE GÉNÉRALE
(Fonction du représentant autorisé du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

CONSTRUCTION GÉRARD MURRAY INC
(Nom du SOUMISSIONNAIRE en lettres moulées)

ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ

(Le SOUMISSIONNAIRE doit présenter une ventilation complète du prix forfaitaire soumis)

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-35

RÉAMÉNAGEMENT DE LA CASERNE MARQUETTE
16, AVENUE ROMÉO-VÉZINA

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
1		global	Frais généraux – Installation de chantier		29 133 $
2		global	Démolition		19 104 $
3		global	Travaux de désamiantage		8 250 $
4		**global**	**Travaux de maçonnerie**		5 400 $
5		global	Ébénisterie		8 900 $
6		global	Isolation et étanchéité		1 750 $
7		global	Couverture à membrane EPDM		60 790 $
8		**global**	**Bardages d'acier, solins et accessoires en tôle**		8 840 $
9		global	Portes et bâtis en métal, **portes en bois,** vitrage et quincaillerie		13 587 $
10		global	Fenêtres et vitrage		41 452 $
11		global	Portes sectionnelles en métal et quincaillerie		43 565 $
12		global	Cloisons		8 180 $
13		global	Carreaux de céramique / réparation		1 100 $
14		global	Revêtements de sols		13 500 $
15		global	Plafond acoustique		1 920 $

VILLE DE BAIE-COMEAU

Appel d'offres n° 2022-35

RÉAMÉNAGEMENT DE LA CASERNE MARQUETTE
16, AVENUE ROMÉO-VÉZINA

ANNEXE 2.00B – BORDEREAU DE PRIX VENTILÉS

SOUMISSION

ART. N°	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
16		global	Revêtements ~~époxydiques~~ **pour aires de stationnement**		83 500 $
17		global	Peinture et plâtrage **intérieur**		20 800 $
18		**global**	**Travaux de peinture extérieure**		4 100 $
19		global	Divers-architecture		2 900 $
20		global	Fourniture et installation groupe électrogène et interrupteur de transfert		122 800 $
21		global	Distribution électrique (équipement, câble et raccordements)		92 500 $
22		global	Éclairage		73 100 $
23		global	Travaux de propane		5 615 $
24		global	Travaux de plomberie		70 750 $
25		global	Travaux de ventilation		203 000 $
26		global	Travaux de contrôle		99 000 $
27		global	Travaux de structure et aménagements extérieurs		34 385 $
				SOUS-TOTAL :	1 077 921$
				TPS (5 %) :	53 896$
				TVQ (9,975 %) :	107 523$
				MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION :	1 239 340$

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Date d'émission : 06 juillet 2022

Numéro : 7035707-22-008

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Construction Gérard Murray Inc.

Adresse : 5, rue Babin, Baie-Comeau, Qc, G4Z 3A5

Nom du représentant : NANCY MURRAY Téléphone : (418) 296-3972

Appel d'offres : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina - 2022-35

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE Nº AMF : 3002191645

Adresse : 2020, boul. Robert-Bourassa, bureau 100, Montréal (Québec) H3A 2A5

Nom du représentant : Sylvie Hudon, mandataire Téléphone : 1-855-864-8378 poste 41041

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

La Caution, après avoir pris connaissance de la soumission pour l'appel d'offres identifié ci-haut devant être présentée par le Soumissionnaire au plus tard le 07 juillet 2022 ou à toute date ultérieure en cas de report de la date limite pour la réception des soumissions, à la Ville de Baie-Comeau (ci-après appelée le « Donneur d'ordre »), se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution, à défaut de la part du Soumissionnaire d'accepter un contrat conforme à sa soumission ou à défaut de fournir les garanties requises, le cas échéant, dans les délais requis, s'oblige à payer au Donneur d'ordre une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le Donneur d'ordre, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission avant taxe(s).

b) Le Soumissionnaire dont la soumission a été acceptée devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les CENT VINGT (120) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

c) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

d) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

Le Soumissionnaire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE ET LA CAUTION, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À Matane....., CE 06 E JOUR DE .. .juillet..... 2022.

Construction Gérard Murray Inc.
SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
directrice générale

Témoin

Guy Desjardins Témoin

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE
CAUTION

Par : _____
Sylvie Hudon, mandataire

ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT

Date d'émission : 06 juillet 2022

Numéro : 7035707-22-008

À l'intention de :

Ville de Baie-Comeau
19 Marquette
Baie-Comeau
Québec
G4Z 1K5

(ci-après désignée comme étant le « Donneur d'ordre »)

SOUMISSIONNAIRE

Nom : Construction Gérard Murray Inc.

Adresse : 5, rue Babin, Baie-Comeau, Qc, G4Z 3A5

Nom du représentant : NANCY MURRAY Téléphone : (418) 296-3972

Appel d'offres : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina - 2022-35

Le soumissionnaire est ci-après désigné comme étant le « Soumissionnaire ».

CAUTION

Nom : INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE N° AMF : 3002191645

Adresse : 2020, boul. Robert-Bourassa, bureau 100, Montréal (Québec) H3A 2A5

Nom du représentant : Sylvie Hudon, mandataire Téléphone : 1-855-864-8378 poste 41041

La caution est ci-après désignée comme étant la « Caution ».

La caution doit être une « Institution Financière » au sens de la Régie de l'Appel d'Offres, c'est-à-dire un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, délivré en vertu de la Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, c. S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3) ou une banque au sens de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46).

a) Le Soumissionnaire a présenté une soumission écrite au Donneur d'ordre en lien avec l'appel d'offres identifié ci-haut.

b) À condition que la soumission présentée pour cet appel d'offres soit acceptée dans les CENT VINGT (120) jours suivant la date limite de réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, la Caution s'engage envers le Donneur d'ordre à accorder au Soumissionnaire les cautionnements suivants :

i) Cautionnement d'exécution pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

ii) Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services pour un montant équivalant à cinquante pour cent (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de N/A dollars (N/A $).

c) Le présent engagement est sans effet, à moins que la demande écrite pour les cautionnements ne soit faite par le Donneur d'ordre à l'Adjudicataire dans les trente (30) jours suivant l'attribution du marché.

d) La présente lettre d'engagement est remise simultanément avec la soumission et doit être considérée comme en faisant partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION, PAR SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À .Matane ....., CE 06 E JOUR DE . juillet ..... 20.22.

Par : Sylvie Hudon

CAUTION

Sylvie Hudon, mandataire

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CNESST

Le 8 juillet 2022

Direction régionale de la Côte-Nord
Bureau 236
700, boulevard Laure
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y1
Tél. : 418 964-3939 ou 1 800 267-9014
Téléc. : 866 331-5886

Madame Nancy Murray
Construction Gérard Murray inc
5, avenue Babin
Baie-Comeau (Québec) G4Z 3A5

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142234997

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Madame,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 8 juillet 2022, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST

Titre : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina
Numéro : 2022-35

Nom du soumissionnaire : n/a

(ci-après, le « SOUMISSIONNAIRE »)

Je, soussigné(e),

(prénom et nom du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

(titre du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE, en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe du SOUMISSIONNAIRE suite à l'Appel d'Offres indiqué ci-dessus, atteste, au nom du SOUMISSIONNAIRE, que les déclarations ci-après sont complètes et exactes :

1. Le SOUMISSIONNAIRE n'emploie aucun travailleur au sens de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, c. A-3.001).

2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

3. Je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé et daté la présente attestation, comme suit :

(Signature)

(Prénom et nom complets en lettres moulées ou dactylographiées)

(Date)

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ

Titre : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina
Numéro : 2022-35

Déclaration du soumissionnaire

CE DOCUMENT DOIT ÊTRE OBLIGATOIREMENT SIGNÉ ET ASSERMENTÉ LORS DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la « soumission ») à :

Ville de Baie-Comeau
30, avenue Dollard-Des Ormeaux
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1L2

pour :

RÉAMÉNAGEMENT DE LA CASERNE MARQUETTE – 16 ROMÉO-VÉZINA
Appel d'offres : 2022-35

suite à l'appel d'offres lancé par :

Ville de Baie-Comeau

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de Construction Gérard Murray inc que :
(Nom du soumissionnaire [ci-après le « soumissionnaire »])

1) j'ai lu, je comprends et je suis au fait que ce document fait partie intégrante du présent appel d'offres et qu'il doit être signé et assermenté sous peine de non-conformité;

2) je sais que la soumission ci-jointe peut être disqualifiée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;

3) je sais que le contrat, s'il m'est octroyé, peut être résilié si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards ;

4) je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe et je joins ma résolution.

5) toutes les personnes dont les noms apparaissent sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;

6) aux fins de la présente déclaration et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot

«concurrent» s'entend de tout organisme ou personne, autre que le présent soumissionnaire:

(a) qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;

(b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;

7) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent; ☒

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements; ☐

8) sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;

(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;

(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;

(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;

à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

9) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par la ville ou spécifiquement divulgués conformément à l'article 7(b) ci-dessus;

10) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit lors de l'octroi du contrat, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer en conformité avec l'alinéa 7(b).

11) Le soumissionnaire déclare, qu'à sa connaissance et après vérifications sérieuses, qu'aucune tentative d'influence, manœuvre d'influence ou pression indue ou tentative d'obtenir de l'information relative à un appel d'offres auprès du comité de sélection n'a été effectuée à aucun moment, par lui, un de ses employés, dirigeant, administrateur ou actionnaire et ce, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier sa soumission ;

12) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a en aucun moment, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité pour quelque motif que ce soit ; ☒

(b) qu'il a, dans les 6 mois précédant le processus d'appel d'offres, effectué directement ou indirectement des communications d'influence au sens du Règlement de gestion contractuelle ou des activités de lobbyisme au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) auprès des membres du conseil, dirigeants et employés de la municipalité soit : ☐

_____

_____

_____

Pour les motifs suivants :

_____

_____

_____

13) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il est un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) tel qu'il appert de la preuve jointe à la présente attestation ☐

(b) qu'il n'est pas un lobbyiste enregistré au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) ☒

14) Le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :

(a) qu'il n'a personnellement, ni aucun de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants, de liens familiaux, financiers, d'affaires ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec un ou des membres du conseil, un ou des dirigeants ou un ou des employés de la Ville ; ☒

(b) qu'il a personnellement ou par le biais de ses administrateurs, actionnaires ou dirigeants des liens familiaux, financiers ou autres liens susceptibles de créer une apparence de conflit d'intérêts, directement ou indirectement, avec les membres du conseil, les dirigeants et/ou employés suivants de la ville : ☐

Noms	Nature du lien ou de l'intérêt

15) Le soumissionnaire déclare que lui-même, ses sous-traitants, ses filiales ou sociétés apparentées faisant partie du périmètre comptable de la ville, ne retiendront, en aucun moment pendant une période d'un (1) an précédent ou suivant l'affichage de cet appel d'offres, les services d'un employé, un dirigeant de la ville ou toute corporation paramunicipale ainsi que les membres du conseil municipal ayant participé à l'élaboration de cet appel d'offres.

NANCY MURRAY
(Nom de la personne autorisée par le soumissionnaire)

directrice générale
(Titre)

Nancy Murray
(Signature)

8 JUILLET 2022
(Date)

Assermenté(e) devant moi à Baie-Comeau

ce 8 ième jour de juillet 2022

Commissaire à l'assermentation pour le district de Natashe.

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE SIGNER LA SOUMISSION

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CI - JOINT

EXTRAIT DE RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA COMPAGNIE

CONSTRUCTION GÉRARD MURRAY INC

ADOPTÉES EN DATE DU : 2 novembre 2002

AUTORISATION DE SIGNATURE

Nonobstant les dispositions spécifiques de la résolution générale adoptée le 1er novembre 2002, le conseil d'administration convient que chacune des personnes mentionnées ci-dessous:

Gérard Murray
Jacques Murray
Étienne Murray
Nancy Murray

soit autorisée à signer, pour et au nom de la compagnie, tous documents relatifs aux contrats de construction, notamment: achat de matériaux et d'équipements, soumission, contrat de services, demande de paiement, déclaration statutaire, et autres documents relatifs aux opérations courantes de la compagnie dans le cours normal de ses affaires.

EXTRAIT CERTIFIÉ d'une résolution de la compagnie **CONSTRUCTION GÉRARD MURRAY INC.** dûment adoptée par son conseil d'administration lors d'une assemblée régulièrement tenue le 2 novembre 2002.

SIGNÉ À BAIE-COMEAU, CE

Nancy Murray
NANCY MURRAY, secrétaire

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina
Numéro : 2022-35

(le SOUMISSIONNAIRE qui prévoit confier une partie de l'exécution du Contrat à des Sous-Contractants doit compléter la présente annexe et la joindre à sa Soumission)

Les Sous-Contractants suivants sont proposés dans notre Soumission pour le présent Appel d'Offres :

(ajouter des lignes dans le tableau au besoin)

Nom du Sous-Contractant	NEQ du Sous-Contractant	Adresse du Sous-Contractant	Montant du Sous-Contrat	Date du Sous-Contrat *
MACONNERIE MINGAN		68 chemin Principal Pointe-Aux-Outardes	4 800.$	
GALERIE DU TAPIS		327 boul. Lasalle Baie-Comeau	109 500.$	
FERBLANTERIE DE MATANE		64 rue du Port Matane	48 000.$	
BORÉAL ENTREPRENEUR		378 boul. Joliet Baie-Comeau	255 580.$	
PLOMBERIE 2 M		2005 boul. Laflèche Baie-Comeau	246 512.$	
JOHNSON CONTROLS		765 avenue Godin Québec	88 095.$	
ROLAND MUNGER		2665 ave du Labrador Baie-Comeau	20 600.$	

* *la colonne « Date du Sous-Contrat » doit être remplie à la suite de l'adjudication du Contrat seulement.*

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

CONSTRUCTION GERARD MURRAY INC.
5, AV. BABIN
BAIE-COMEAU (QUEBEC) G4Z 3A5

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142234997

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 701120-KZBA-0921661
Date et heure de délivrance de l'attestation : 4 mai 2022 à 10 h 4 min 27 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 août 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre : Réaménagement de la caserne Marquette - 16 Roméo-Vézina
Numéro : 2022-35

Tout SOUMISSIONNAIRE ayant un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avec sa Soumission, une attestation de Revenu Québec valide et n'ayant pas été délivrée après la date et l'heure limites de réception des Soumissions.

Tout SOUMISSIONNAIRE n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit, en lieu et place de l'attestation de Revenu Québec, remplir et signer le présent formulaire et le joindre à sa Soumission.

Je, soussigné(e), NANCY MURRAY ..... (nom de la personne autorisée par le SOUMISSIONNAIRE), directrice générale ..... (titre), en présentant au DONNEUR D'ORDRE la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

AU NOM DE : Construction Gérard Murray inc ..... (nom du SOUMISSIONNAIRE)

Je déclare ce qui suit :

a) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau. n/a

b) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.

c) je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

d) je reconnais que le SOUMISSIONNAIRE est inadmissible à présenter une Soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé :

11 juillet 2022
Date

Nancy Murray
Signature

ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ces documents à sa Soumission)

Ci-joint

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 2163-6717-84 — **Numéro de validation : 1-2609113881**

ÉMISE LE : 1984-06-19

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 2 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction Gérard Murray Inc.
5 avenue Babin
Baie-Comeau QC
Canada G4Z 3A5

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

3.1	Structures de béton
6.1	Charpentes de bois
10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
11.1	Tuyauterie industrielle ou institutionnelle sous pression
15.7	Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton

RÉPONDANTS

Etienne Murray

Gestion de projets et de chantiers, Exécution de travaux de construction

Gérard Murray

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers

——— 2 répondant(s) autorisé(s). ———

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 2163-6717-84 — **Numéro de validation : 1-2609113881**

ÉMISE LE : 1984-06-19

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 2 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction Gérard Murray Inc.
5 avenue Babin
Baie-Comeau QC
Canada G4Z 3A5

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés

19 sous-catégorie(s) autorisée(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

Certificat d'enregistrement

Nous attestons par la présente qu'enregistrement CWB a enregistré le système de management de la qualité de:

Construction Gérard Murray Inc.

5 Avenue Babin, Baie-Comeau, QC G4Z 3A5

en vertu de la norme sur le système de management de la qualité:

ISO 9001:2015

Enregistrement initial	Date d'émission	Date d'échéance	Numéro du certificat
21 février 1997	06 septembre 2021	06 septembre 2024	Q107979

Portée : Construction et rénovation industrielle, commerciale et institutionnelle

CWB enregistrementcwb

SCC Accredited CB-MS OCSM Accrédité CCN

Registraire

Les modalités régissant l'enregistrement et l'utilisation de ce certificat sont définies dans le contrat signé entre Enregistrement CWB et le détenteur.
Communiquez avec le détenteur du certificat pour obtenir plus d'information sur le champ d'application et les limites de l'enregistrement.

Enregistrement CWB, 8260 Park Hill Drive, Milton (Ontario) Canada L9T 5V7, tél. : 1-800-844-6790, téléc. : (905) 542-1318, site Web : www.cwbgroup.org

3400F- QMS- ISO 9001-2015 Certificat 2020-11

MUTUELLES DE PRÉVENTION

LA CNESST ATTESTE QUE

Construction Gérard Murray inc

EST MEMBRE D'UNE MUTUELLE DE PRÉVENTION POUR L'ANNÉE

2022

21 décembre 2021

Date

Jean-Pierre Maurais, directeur du Service à la grande entreprise et aux mutuelles de prévention

Mutuelles de prévention CNESST

DC900-101-15 (2021-09)

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

cnesst.gouv.qc.ca

CNESST

ANNEXE 7.00 - LISTE DES ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda
ADDENDA #1	27 JUIN 2022
ADDENDA #2	28 JUIN 2022
ADDENDA #3	29 JUIN 2022
ADDENDA #4	4 JUILLET 2022
ADDENDA #5	5 JUILLET 2022

NANCY MURRAY

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

Nancy Murray

(*signature de la personne autorisée*)